

LES APPARENCES INTELLIGIBLES

UNE EXPÉRIENCE AFRICAINE

PHILIPPE COUTY



αφ

éditions ARGUMENTS

Philippe Couty

*Docteur ès sciences économiques
Directeur de Recherches honoraire
à l' ORSTOM*

Couverture

René MAGRITTE
La Condition humaine I, 1933

Collection particulière
© ADAGP, Paris 1996

LES APPARENCES INTELLIGIBLES

UNE EXPÉRIENCE AFRICAINE

PHILIPPE COUTY

αρ éditions ARGUMENTS

ISBN 2-909109-16 - X

Dépôt légal - 1^{re} édition - mars 1996

© *αρ éditions ARGUMENTS*
1, rue Gozlin - 75006 Paris

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	1
I - COMMERCE ET COMMERÇANTS	7
Mais c'était dans un autre pays. Recherches sur la pêche et le commerce du poisson dans le Bassin tchadien avant et après les indépendances	9
Nécessité fertile ou le pêcheur sans arbres	19
Différences de niveau technologique et circuits commerciaux africains	23
La structure des économies de savane africaine	35
Évolution économique et fonction commerciale	55
De l'autre côté du miroir	85
II - AGRICULTURE ET PAYSANS	91
Mourides et arachide au Sénégal	93
Vingt-cinq ans de recherche sur les agricultures africaines	97
La production agricole en Afrique subsaharienne : manières de voir et façons d'agir	113
Risque agricole, périls économiques	129
L'agriculture africaine en réserve. Réflexions sur l'innovation et l'intensification agricoles en Afrique tropicale	137
III - HISTOIRE ET DÉVELOPPEMENT	151
Peut-on perfectionner les théories du développement ?	153
Le temps, l'histoire et le planificateur	163
Environnement et développement : les limites de la science économique	171
Développement autonome et compensation	183

IV - SCIENCES SOCIALES, PLURIDISCIPLINARITÉ

195

Autrement dit. Remarques sur la recherche en milieu multilingue	197
Lawrence d'Arabie ou la volonté d'y voir clair	202
Présentation d'un texte de Gilles Sautter « Le temps des méthodes »	209
Ôte-moi d'un doute. Trois questions sur l'anthropologie économique	212
Similitudes, simulacres et absence	217
Des éléments aux systèmes. Réflexions sur les procédés de généralisation dans les enquêtes de niveau de vie en Afrique	245
Compter, raconter. Vers le social réfléchi	268
La vérité doit être construite	283
Le cercle des sciences. Réflexions sur la recherche multidisciplinaire	296

Références bibliographiques

301

*Je ne songe pas seulement au système
de dessins et de schèmes que nous imaginons
parfois porter en nous et dont les transforma-
tions nous rendent assez bien compte des
passages et des progrès de nos entreprises. Mais
de mille fantômes personnelles qui nous
viennent et parfois nous obsèdent avant de
nous quitter.*

Jean PAULHAN, *Les Fleurs de Tarbes*

INTRODUCTION

« Je plaçais devant une fenêtre, écrit le peintre René Magritte¹, un tableau représentant exactement la partie de paysage masquée par ce tableau. L'arbre représenté sur ce tableau cachait donc l'arbre situé derrière lui, hors de la chambre ... C'est ainsi que nous voyons le monde. Nous le voyons à l'extérieur de nous-mêmes et cependant nous n'en avons qu'une représentation en nous ».

Le tableau de Magritte intitulé *La Condition Humaine* symbolise le thème que ce livre a l'ambition de désigner et d'aborder. À partir de récits, d'observations et de mesures relatifs à l'Afrique tropicale, comment parvient-on à construire des représentations et des interprétations fondées sur des schémas dont la simplicité fait la force mais dont l'aspect réducteur limite inévitablement la portée ?

Nos représentations nous permettent de nous approprier ce que nous appelons le réel, d'en parler, de le manier, d'espérer agir sur lui, le modifier peut-être. Mais substituer au paysage un tableau représentant le paysage, c'est enfermer colline, ciel et forêt dans un cadre qui les coupe et les isole de ce qui les entoure, c'est aussi les installer et les fixer en un point du temps d'où ils ne s'échapperont plus. Toute représentation implique à la fois un enfermement et une mise à distance, donc une occultation. Multiplier, juxtaposer, combiner les représentations comme tente de le faire la recherche pluridisciplinaire, c'est un moyen d'atténuer et de relativiser cette faiblesse essentielle, mais sans y remédier. D'où le besoin et le projet de transcender les images pour rejoindre le réel absent, quitte à sortir de la science et à entrer dans l'indicible. « Reality is fabulous », écrit Henry David Thoreau.

On aborde ces questions ici non pas de manière abstraite mais à partir de matériaux empiriques relevant de disciplines dont le statut scientifique est modeste, et qui retiennent assez peu d'habitude l'attention des épistémologues. Sciences piétonnes ou même simples auxiliaires de la recherche, proches de l'action et souvent mêlées à l'application, telles qu'économie rurale, agronomie, anthropologie, géographie humaine, technique statistique, toutes pratiquées sur des terrains africains. Dire la préoccupation critique que cette pratique a inspirée, tel est pour l'essentiel le sujet d'un ouvrage qui s'est construit peu à peu, dans les sables du Kanem et du Baol, puis dans les bureaux de l'ORSTOM et de l'INSEE².

¹ MAGRITTE, René, *La Ligne de Vie*, 1940.

² ORSTOM : Office de la Recherche Scientifique et Technique Outre-Mer, devenu en 1984 Institut Français de Recherche Scientifique pour le Développement en Coopération (mais le sigle ORSTOM a été conservé).

INSEE : Institut National de la Statistique et des Études Économiques.

J'ai beaucoup appris aussi au cours du séminaire organisé par les géographes du Centre d'Études Africaines (URA 94 - EHESS - CNRS) sur la dynamique des systèmes agraires³. Le résultat de cet effort collectif de longue durée est difficile à résumer, parce que profondément nuancé. Certains des textes qu'on va lire montrent sur pièces, et peut-être démontrent, tout le parti qu'on peut tirer des représentations et des relations qui constituent le noyau dur de la science économique, la plus formalisée des sciences sociales. Ailleurs, on trouvera l'apologie réfléchie des techniques de dénombrement et des analyses de statistique descriptive qui donnent le plan de masse et qui fixent les grandes proportions. Dans le même mouvement, cependant, sont mises en lumière les insuffisances et les limitations d'une approche strictement économique ; les unes et les autres apparaissent d'autant plus nettement qu'en Afrique, théâtre des enquêtes dont il est question dans ce livre, les comportements économiques se laissent moins facilement objectiver que dans nos sociétés dites développées. L'investigateur est donc obligé de se mesurer avec des faits sociaux totaux, tolérant mal le découpage exigé par les disciplines courantes. Même partielle, même marquée par toutes sortes d'hésitations, l'immersion inévitable dans la vie vécue fait donc très vite apparaître, lorsqu'on travaille en Afrique, la science économique pour ce qu'elle est : une science sociale parmi d'autres, c'est-à-dire *avec* les autres. C'était encore plus vrai il y a trois ou quatre décennies. Lorsque j'entrai à l'ORSTOM, en 1958, le spécialiste en économie du développement de l'époque, Gaston Leduc, m'invita d'emblée à « devenir aussi ethnologue ». Il n'accordait sans doute pas grande portée aux platitudes très générales qu'on lisait alors dans les ouvrages de Lewis et de Nurkse, ou dans le manuel de Bauer et Yamey (d'ouvrages français sur le sujet, il n'était pas encore question).

Au reste, bien des administrateurs et des missionnaires avaient montré que le bon sens et la curiosité permettaient de réaliser d'estimables monographies, et sans doute est-ce à ce registre qu'appartiennent certaines des études présentées dans cet ouvrage. Les textes de cette catégorie concernent deux univers bien précis. D'abord celui des commerçants de produits vivriers tels que le poisson et les céréales, que j'eus l'occasion d'approcher en Afrique centrale et au Nigéria, accessoirement à Madagascar, à l'époque où l'ORSTOM travaillait surtout dans le cadre de conventions passées avec des organismes de développement ou des Ministères du Plan. Ensuite le monde assez particulier des agriculteurs du Bassin arachidier sénégalais, encadrés par les marabouts de la confrérie musulmane mouride.

Seul ou avec d'autres collègues, j'ai mené ces recherches de 1959 à 1970. Elles m'ont persuadé que, même observé de près, le fonctionnement du commerce dit « traditionnel » au Tchad, au Cameroun, au Nigéria, ne contredisait pas certaines relations simples formulées en termes d'offre et de demande par les manuels, à condition que les interprétations ainsi construites s'appuient sur des dénombrements spatialisés tenant compte des catégories élaborées par les autochtones. Même genre de constatation chez les paysans mourides sénégalais : leurs comportements, décrits ou expliqués par eux en termes religieux, coïncidaient assez bien avec ce que pouvaient laisser entrevoir des schémas fondés sur les notions de rendement à l'hectare, de productivité physique ou monétaire du travail et de densité de population.

³ A. Lericollais, puis Ch. Blanc-Pamard, ont animé ce séminaire de 1983-84 à 1994-95. Je dois beaucoup à leurs remarques amicales.

EHESS : École des Hautes Études en Sciences Sociales.

CNRS : Centre National de la Recherche Scientifique.

Alors, triomphe d'une formalisation élémentaire et d'un positivisme facile ? J'ai parfois été tenté de le croire, comme en témoignent certains articles repris dans la première partie du livre, par exemple un texte de 1968 sur la structure des économies de savane africaine et un autre de 1978 sur la fonction commerciale et l'évolution économique.

Pourtant, l'apparente facilité avec laquelle la réalité consentait à devenir intelligible ne laissait pas d'avoir quelque chose de suspect, d'embarrassant et finalement de stimulant pour un chercheur. Comment ne pas sentir la distance qui séparait le tableau limpide, mais appauvri, des représentations comptables ou économiques et les mondes insolites et facétieux que j'avais parcourus pendant des années ? De cette distance, j'aurais pu juger qu'elle n'était pas mon affaire, mais justement parce que je n'étais pas un virtuose enivré de constructions intellectuelles, je parvenais mal à m'en accommoder. D'autres facteurs ont sans doute contribué à aggraver cette insatisfaction, notamment les échanges permanents avec mes collègues de l'ORSTOM ou du CNRS : les anthropologues, tenants presque par définition d'une science sociale totale, mais aussi les géographes, ces praticiens confirmés d'une connaissance immédiate (exemplaire à mes yeux) qui entendent donner à voir *tout* ce qui se déploie dans un espace. Il se peut enfin que la nostalgie de la littérature m'ait fait regretter de n'avoir pas osé déchirer le voile des concepts pour faire revivre ce que j'avais vu. Au bout du compte, le livre le plus vrai que j'aie jamais lu sur l'Extrême-Orient, c'est *Connaissance de l'Est* ; et sur l'Afrique, *Au cœur des ténèbres*, ou peut-être, dans *Victoriens éminents*, l'essai de Lytton Strachey sur la fin du général Gordon ... Nous savons bien que le concept de chien reste toujours silencieux. Comment le faire aboyer un peu, rien qu'un peu ?

De retour en France, je n'ai pas cessé de réfléchir à ces questions, notamment lorsque j'ai travaillé à l'INSEE avec le groupe AMIRA⁴. Quelques précisions ne seront pas de trop sur ce sujet.

Dans la première moitié des années 70, des statisticiens perspicaces s'inquiétaient des limites dont souffraient leurs enquêtes en Afrique. Utiles certes, indispensables même pour remédier au manque presque total de données économiques globales, les investigations statistiques ne donnaient qu'une image simplifiée de réalités bien plus complexes qu'on ne l'avait cru. Même corrigé par les procédures de stratification, le postulat d'homogénéité fondant le tirage au hasard des échantillons se montrait difficile à soutenir. Les moyennes nationales ou régionales dont pouvait à la rigueur se contenter le macro-économiste n'offraient aucune prise sur les problèmes réels, donc localisés, du développement agricole et rural. Et malgré le manque d'intérêt officiel pour l'agriculture, les esprits clairvoyants se rendaient compte que ce qui se produisait alors dans les campagnes africaines, ou plutôt ce qui ne s'y produisait pas, commandait tout le reste.

C'est donc vers le milieu rural africain et malgache que le groupe AMIRA choisit d'abord de tourner son attention, avant tout pour proposer des moyens d'améliorer les méthodes et les techniques de l'enquête statistique. Ces moyens sont bien connus aujourd'hui : identification des catégories pertinentes dans les sociétés étudiées, meilleure délimitation des unités observées, recours à un schéma dynamique donnant un sens aux images de structure. Pour mener à bien l'entreprise, on prit le parti de réunir de façon répétée et officieuse, mais avec l'appui du Service de Coopération de l'INSEE, du Ministère de la Coopération et de l'ORSTOM, un certain nombre de statisticiens professionnels, de chercheurs en sciences sociales et de praticiens du développement.

⁴ Amélioration des Méthodes d'Investigation en Milieu Rural Africain.

On revenait de loin. À la veille et au lendemain des indépendances, on avait vu s'abattre sur l'Afrique une cohorte de statisticiens entreprenants, dotés de moyens substantiels et de grandes ambitions, très confiants dans la puissance de leur instrument. Leurs relations avec la recherche avaient été houleuses. Sûrs d'eux et dominateurs, forts de leurs rapports étroits avec les autorités, jouissant de l'avantage procuré par la vision globale et distanciée du spectacle économique, certains statisticiens de cette époque se montraient franchement insupportables. Ils propageaient avec innocence un modèle culturel sur lequel il était mal vu d'ironiser. Par réaction, les chercheurs avaient tendance à railler un peu facilement la manie grandissante du dénombrement superficiel, et à faire état, hautainement, de relations personnelles, voire intimistes, avec « leur » village, « leur » terroir, « leur » ethnie ...

L'émergence du groupe AMIRA, favorisée par G. Winter vers 1975, signala que ce clivage stupide et stérile était passé de mode. On a dit parfois que le groupe était né de la découverte de l'anthropologie par quelques statisticiens non-conformistes, mais le groupe AMIRA est né aussi de la préoccupation sincère qu'ont eue des économistes un peu sociologues de prendre en compte la pratique statistique, d'en mesurer les avantages et les inconvénients, d'en tirer le meilleur parti possible et d'en explorer tous les prolongements.

On a donc vu, c'est vrai, des statisticiens dissenter avec un enthousiasme de néophytes sur la différenciation sociale, mais on a vu aussi des anthropologues et des économistes, avec un empressement analogue, s'interroger sur les avantages respectifs du choix raisonné et du tirage aléatoire, se demander comment généraliser les résultats d'une monographie, ou essayer de schématiser l'emboîtement des unités de production, de consommation et d'accumulation. De tout cet effort, il n'est pas sorti d'innovations bouleversantes dans les techniques d'enquête, mais au moins les chapelles se sont ouvertes et les spécialistes ont reconnu qu'ils n'étaient pas seuls au monde.

Le principal résultat de l'aventure, c'est sans doute une irréversible prise de conscience. Des spécialistes d'origine diverse ont mesuré à quel point les représentations que nous édifions demeurent, par nature, séparées de ce qu'elles signifient. Élaborée au cours d'un long processus de sélection, de réduction, de construction, l'image statistique est une fiction, plausible certes, mais à laquelle son aspect chiffré ne confère pas un privilège particulier d'adhérence à la réalité. Le statisticien travaille le plus souvent sur des déclarations faites à ses subordonnés, et les grandeurs qu'il construit ne sont — au mieux — que des indices, des traces, des reflets. Tout aussi ambigus sont les généalogies, les histoires de vie, les récits communiqués au chercheur par ses informateurs. Autrement dit, ce que nous maîtrisons le mieux, ce sont les hypothèses que nous nous risquons à faire et les modèles que nous osons construire. Mais ni ces modèles ni ces hypothèses n'ont de rapport direct avec une réalité presque toujours insoupçonnable, multiforme et polysémique. Le rapport, s'il existe, passe par la médiation hasardeuse des dénombrements et des entretiens, par le pari plus ou moins contrôlé de l'extrapolation statistique ou de l'induction intuitive, par l'agencement plus ou moins habile d'énoncés grisâtres ou éloquents ... Que de détours, que d'embûches ! Et qu'elle serait ridicule, l'arrogance du naïf qui croirait aller droit au but ! Cette arrogance, heureusement, n'est plus de mise aujourd'hui. Les statisticiens ont perdu beaucoup d'illusions, les chercheurs aussi. Tous reconnaissent que comptages, cartes et descriptions n'apportent qu'un témoignage tardif, *ex post*, sur le résultat de pratiques difficilement devinées. Nous observons, nous manions ce que nous appelons des « faits », alors que le développement se situe tout entier dans le registre du faire.

Les essais critiques reproduits dans cet ouvrage doivent beaucoup à certaines des réflexions conduites par le groupe AMIRA, même si d'importants prolongements ont dû leur être apportés par la suite. Aujourd'hui, deux grandes questions pourraient être posées par ceux que préoccupe toujours la pratique de la recherche. En premier lieu, si la multiplicité des sciences sociales et humaines compense dans une certaine mesure le caractère partiel et réducteur de chacune, comment assurer la compatibilité de schémas diversifiés et dissonants, censés pourtant rendre compte de faits sociaux totaux ? En second lieu, comment croire que tout est dit lorsqu'on a construit un modèle du phénomène étudié, comment s'assurer que ce modèle ne laisse pas échapper des éléments essentiels ? « La parole aussi, écrit Yves Bonnefoy, peut présenter et non expliquer. Il y a dans l'Univers, ou dans l'Esprit, un pouvoir d'agrégation des parties qui n'est pas la causalité ... mais l'harmonie »⁵.

La première de ces questions renvoie aux problèmes de la pluridisciplinarité, ou de l'interdisciplinarité, ou de la transdisciplinarité. Problèmes mal posés, peut-être, si l'on ne voit pas qu'ils concernent d'abord la réconciliation de la connaissance scientifique — conceptuelle et réductrice — et de la connaissance naïve, qui saisit et montre directement. Cette réconciliation passe peut-être, en fin de compte, par l'acceptation de la primauté absolue de la connaissance naïve : « Puisque la réalité est étalée sous nos yeux, dit Wittgenstein, il n'y a rien à expliquer »⁶. Commençons par raconter, dénombrer, cartographier, le reste nous sera donné par surcroît.

La dernière question traduit la frustration qu'engendre assez rapidement le maniement des concepts scientifiques, du moins ceux, si peu rigoureux, propres aux sciences sociales, et la constatation de leur caractère faiblement opératoire. Peut-être nos disciplines se sont-elles enfermées dans des impasses sur lesquelles nos descendants jetteront le regard incrédule et indifférent que nous accordons à la *Somme Théologique* et à l'*Augustinus* ?

Si les deux premières parties du volume ont un contenu empirique assez prononcé, les deux suivantes abordent des sujets plus généraux et plus abstraits : rapports entre histoire et développement, nature des représentations scientifiques. Les articles, espère-t-on, parleront d'eux-mêmes, d'autant plus clairement peut-être qu'on ne les a pas présentés dans un ordre chronologique rigoureux. On souhaite surtout que les questions formulées dans la troisième et la quatrième partie du livre soient bien reçues pour ce qu'elles sont, c'est-à-dire nées d'une certaine pratique de la recherche et d'un contact direct avec l'Afrique noire.

⁵ BONNEFOY (Y.), Préface à *Igitur, Divagations, Un coup de dés*, Paris, Poésie/Gallimard, 1976, p. 24.

⁶ WITTGENSTEIN (L.), *De la Certitude*, Paris, Idées/Gallimard, 1976, Préface de G.H. von WRIGHT, p. 30. Goethe avait dit la même chose : « Il n'y a rien à chercher derrière les phénomènes ; ils sont eux-mêmes la théorie » (Ludwig Hohl, *Notizen*, Suhrkamp, Francfort s/Main, 1984, p. 285).

I - COMMERCE ET COMMERÇANTS

Les recherches dont il est question dans cette première partie ont été entreprises pour des raisons de circonstance. J'avais à répondre à des questions pratiques, posées par des ingénieurs des Eaux et forêts ou des aménageurs : avec qui créer une coopérative de pêche, quel tracé envisager pour une piste de collecte, quel niveau de prix recommander ? Ce caractère appliqué des travaux n'a pas fait obstacle à l'élaboration ultérieure d'essais de style différent, consacrés à la structure complexe des économies de savane africaine ou au rôle de la fonction commerciale dans les processus de développement.

L'aspect un peu polémique de ces essais ne m'échappe pas aujourd'hui. Lors du Congrès International des Africanistes tenu à Dakar en décembre 1967, il n'était pas indifférent d'attirer l'attention sur l'existence, au cœur de l'Afrique, d'un secteur économique apparemment autonome, monétarisé de longue date, échappant à l'exploitation capitaliste et à l'intervention des développeurs comme il avait échappé à la surveillance coloniale. Cette manifestation plutôt rassurante de capacités de développement spontané brouillait un peu les schémas en vogue. Pour contraignantes qu'elles fussent, les relations centre-périphérie n'avaient pas empêché le progrès de foyers d'activité auto-centrés qui ne dépendaient en rien de l'action de l'État. Je souhaitais montrer aussi que les commerçants autochtones, si souvent considérés comme des spoliateurs improductifs, fournissaient en réalité, pour un coût mesurable et somme toute modéré, des services que les offices étatiques étaient déjà ou seraient à l'avenir bien incapables de rendre. Enfin il ne semblait pas inopportun de suggérer, preuves à l'appui, que certaines formalisations économiques, censurées a priori comme néo-classiques, jetaient une lumière superficielle — mais une lumière tout de même — sur des comportements observables.

MAIS C'ÉTAIT DANS UN AUTRE PAYS

Recherches sur la pêche et le commerce du poisson dans le Bassin tchadien
avant et après les indépendances

On laisse entendre parfois que la liaison entre biologie des pêches et sciences sociales aurait pris naissance il y a une dizaine d'années. On ajoute que le champ de recherche ainsi créé aurait été circonscrit au départ par les biologistes. Ce schéma me semble inexact, au moins en ce qui concerne le Bassin tchadien (fig. 1). Pratiquant une recherche africaniste peu respectueuse des clivages entre disciplines, quelques chercheurs se sont penchés, dès les années 1950 et même bien plus tôt, sur les aspects sociaux et économiques de la pêche et du commerce du poisson. Dans la région dont je voudrais parler, ce genre d'investigations a été lancé par l'administration coloniale. Le Service des Eaux et forêts, notamment, a dessiné un domaine d'enquêtes, conçu des programmes de recherche et d'intervention, obtenu des financements, recruté des collaborateurs. Certains jugeront pré-scientifiques les inventaires intrépides de cette époque un peu oubliée, mais je me demande s'ils ne signalent pas une alternative épistémologique importante, à laquelle il est encore utile de réfléchir aujourd'hui. La mythologie grecque nous enseigne que Mêtis, déesse de la sagesse, de la prudence et de l'intelligence rusée, fille de la Mer et première épouse de Zeus, fut dévorée par son époux qui voulait conjurer ses dangereux pouvoirs ou se les approprier. C'est alors que la feinte, le flair et la sagacité souple cédèrent la place au *Logos*, c'est-à-dire à la pensée discursive fondée sur un rigoureux système d'identités, de dichotomies et d'enchaînements (Caillé, 1986, p. 140). On peut soutenir que vouée à la poursuite de réalités fugaces et déconcertantes, une certaine recherche africaniste est restée longtemps, en marge de la science officielle, sectatrice de la déesse Mêtis. Doit-elle désormais céder sans réserve à l'empire du *Logos* ?

Avant les indépendances

Le 22 avril 1926, à Keigama Tekel, entre Ngaoundéré et Tibati (Cameroun), André Gide revenant du Tchad croise deux blancs qui montent vers le nord, accompagnés de leur convoi :

Ce sont : Lamy, agent spécial envoyé à Maroua, et Monod, préparateur au Muséum, section d'ichtyologie, qu'on envote étudier les poissons du Tchad. (Gide, 1948, p. 179)

Les poissons, et bien autre chose. Le plan de recherche soumis dès 1925 au gouverneur Marchand, haut-commissaire de la République française au Cameroun, prévoyait certes des inventaires systématiques de la faune ichthyologique et de la faune aquatique en général, mais aussi un examen détaillé des méthodes indigènes de pêche, une étude des centres principaux de pêche et des

« races de pêcheurs », enfin une étude économique de la consommation de poisson, des mesures à préconiser pour intensifier la pêche et des possibilités d'exploitation de la faune par des capitaux européens...

Deux points sont à souligner. D'abord c'est l'administration qui, au plus haut niveau, marque son intérêt pour les pêches en faisant appel au Laboratoire des Pêches et Productions coloniales d'Origine animale au Muséum, dirigé par A. Gruvel. Ensuite, le « jeune et savant naturaliste » qui a nom Théodore Monod donne d'emblée à ses travaux une allure pluridisciplinaire ou, si l'on préfère, encyclopédique. Son livre (Monod, 1928) commencera par une note de cinq pages sur la transcription des noms indigènes. La partie consacrée au Bassin tchadien comporte soixante-treize pages, dont 12 % seulement traitent des poissons et de la faune aquatique, 18% du milieu et 70% de la pêche, des pêcheurs et des engins. L'étude de la culture matérielle est fortement privilégiée, mais les sept pages relatives aux pêcheurs mettent judicieusement l'accent sur la différence essentielle entre pêcheurs-agriculteurs (Banana et Mousgoum) et pêcheurs spécialisés parfois au point de ne pas cultiver (Kotoko)¹.

Monod conclut son livre par des conseils de prudence. Les perspectives de la pêche indigène au Cameroun ne lui semblent pas très encourageantes. Dans le Nord, économiquement très isolé, l'exploitation « rationnelle » des ressources paraît lointaine. L'auteur recommande seulement de surveiller et d'intensifier la pêche locale, dans l'intérêt des indigènes. Il signale que ce sera une œuvre de longue haleine.

Apparemment, les conseils de Monod furent entendus, au moins en ce sens que, jusqu'au début des années 1950, rien ne va beaucoup bouger dans la région qui nous intéresse. En 1952, à Riggil, près de Fort-Foureau (aujourd'hui Kousseri), un chef de région remuant et brouillon crée une saurisserie, mais l'échec ne se fait pas attendre (Couty, 1964, p. 187-188). La tentative démontre, s'il en était besoin, la nécessité de connaître les situations que l'on prétend modifier. C'est alors que les forestiers vont entrer en scène.

Le Centre technique forestier tropical (CTFT) a été créé en 1950 pour prendre le relais de laboratoires spécialisés depuis 1917 dans l'étude des bois tropicaux. Une revue, *Bois et forêts des tropiques*, paraît depuis 1947. Conformément à la tradition française qui associe la gestion des forêts à celle des eaux intérieures, le CTFT comprend dès l'origine une division de pêche et pisciculture chargée d'étudier les techniques d'élevage du poisson et d'améliorer l'exploitation des peuplements naturels dans les lacs et les cours d'eau tropicaux. Le premier responsable de cette division est Jean Lemasson, inspecteur général des eaux et forêts d'outre-mer, qui effectue en 1952 une mission en AEF et au Cameroun pour définir un programme d'amélioration de la production piscicole. Comme on pouvait s'y attendre, la cuvette tchadienne est jugée prioritaire et l'année suivante, un Centre d'Étude des Pêches est installé à Fort-Lamy (aujourd'hui Ndjamena) au sein du service des Eaux et forêts du Tchad. C'est Jacques Blache, hydrobiologiste de l'ORSTOM, qui en prend la charge. Ce spécialiste, qui avait acquis une solide expérience au Cambodge, présente dès 1956, avec la collaboration de F. Miton et d'A. Stauch, lors d'un symposium tenu à Brazzaville, une *Première Contribution à la connaissance de la pêche dans le bassin hydrographique Logone-Chari-lac Tchad* (Blache et Miton, 1962). L'essentiel de l'ouvrage est

¹ Le livre paru en 1928 ne forme que la première partie de l'ouvrage. Un deuxième volume destiné aux « hommes de science » devait être consacré à l'étude des collections rapportées du Cameroun, et paraître par fascicules.

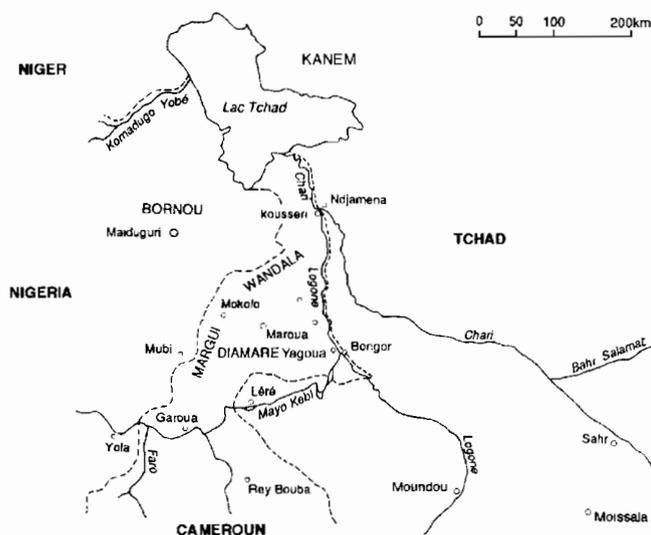


FIG. 1 -Carte de localisation

constitué par un inventaire descriptif des activités de pêche classées selon une typologie géographique et ethnique,— en fait, par plan d'eau lacustre ou fluvial. On y trouve aussi une description détaillée, assortie d'étonnants dessins dus à F. Miton, des engins de pêche en usage depuis le lac Tchad jusqu'à Léré, Moundou et Fort-Archambault (aujourd'hui Sahr). Tout cela rappelle de manière frappante le livre de Monod, mais manifeste aussi l'influence d'une ethnographie très portée sur l'étude des techniques. L'exemple en est fourni par le livre que Balandier et Mercier ont consacré en 1952 aux pêcheurs lébou du Cap-Vert (Balandier et Mercier, 1952). La pêche y est étudiée dans un chapitre au titre prometteur, « Techniques d'acquisition et vie économique », mais sur les trente-deux pages qui lui sont consacrées, trente traitent de la pirogue et des engins, avec croquis et référence à Gruvel, deux décrivent la répartition du produit dans les sociétés de pêche et les entreprises individuelles, et six lignes seulement sont réservées à la transformation et à la commercialisation du poisson !

Les archives tchadiennes donnent une bonne idée de l'activité mi-scientifique, mi-administrative du Centre d'Étude des Pêches de Fort-Lamy. En 1957, par exemple, outre Blache et Miton, cet établissement compte seize contrôleurs africains dispersés dans la partie sud du pays, trois « moniteurs de filochage sur nylon », un pinassier, trois auxiliaires de contrôle et un manœuvre-gardien. Les contrôleurs sont en réalité des enquêteurs. Ils recensent bief par bief les engins de pêche pendant la décrue, l'étiage et la crue, avec leur coefficient d'emploi. Ils notent les quantités capturées, pour comparer le tonnage pêché aux possibilités de reconstitution du peuplement. Ils suivent aussi la circulation et la commercialisation du produit. Ils vulgarisent les pirogues clouées et les pirogues métalliques, le fil de nylon (grand succès !), les caisses à claire-voie, les aires de séchage et de désinsectisation. Non sans problèmes : en 1957, le contrôleur de Moïssala est licencié pour « mauvaise conduite, ivresse en service et refus d'obéissance » ; le contrôleur de Fort-Archambault est démissionné d'office pour cause de disparition. Malgré cette déficience localisée, le rapport signale imperturbablement que 650 tonnes de produits fumés en provenance du Salamat ont transité par Fort-

Archambault à destination de l'Oubangui. De combien ce chiffre aurait-il été augmenté si le contrôleur n'avait pas disparu ?

Le service des Eaux et forêts proprement dit associe également les tâches de vulgarisation et d'inventaire. En 1960, l'Inspection forestière du Sud-Ouest (Logone et Mayo-Kebbi) construit et vend des pirogues de démonstration, diffuse du fil de nylon et des hameçons, mais elle établit aussi des statistiques de production journalière sur le lac de Léré, scrupuleusement ventilées par groupe ethnique (Foulli Haoussa, Foulli Moundang...).

Au Cameroun, le chef de l'Inspection forestière du nord, J. Guillard, rapporte, en novembre 1955, qu'un secteur forestier du Logone-et-Chari a commencé à fonctionner dès 1954 grâce à l'affectation à Fort-Foureau d'un contractuel européen. La première tâche de cet agent est d'estimer le « capital-poisson » et de mesurer son taux d'exploitation. Trois méthodes pour cela : inventaire qualitatif et quantitatif des espèces, inventaire des techniques de pêche, suivi de la commercialisation. En fait, les inventaires hydrobiologique et technique resteront du ressort de Blache à Fort-Lamy, à qui le Service camerounais envoie des exemplaires à identifier et à décrire. Les recensements d'engins et les comptages de circulation, en revanche, sont effectués à l'ouest du Logone par cinq jeunes contrôleurs de pêche africains. Il en faudrait au moins le double, note mélancoliquement J. Guillard, qui fait pourtant état de résultats déjà substantiels : en moins de deux ans, l'essentiel du peuplement ichtyique a été analysé (120 espèces, 800 noms vernaculaires), le calendrier des pêches a été décrit en détail, ainsi que les principaux axes de commercialisation (avec quelques estimations chiffrées). Enfin, un centre d'essais technologiques expérimente des techniques de traitement. On est rassuré de lire que les techniques de production sont jugées « très au point », et que les recherches s'orienteront plutôt vers la lutte antiparasites et la prospection des marchés.

Tous ces textes témoignent d'une symbiose intéressante entre la recherche et l'intervention. Dans le jargon à la mode aujourd'hui, on dirait qu'ils traitent de recherche-développement. Ne nous y trompons pas : l'effort de connaissance est rigoureux et méthodique, rien ne permet de le rejeter dans l'enfer de l'amateurisme. Quant aux projets d'intervention, ils sont prudents et mesurés. Seule dissonance dans cet ensemble raisonnable : le plan d'opérations tracé par un pétulant forestier qui fut en poste à Fort-Lamy vers 1960², mais il faut souligner que ce document constitue une exception. Le bon sens, la modération, une très grande expérience des choses et des gens, caractérisent tout particulièrement les écrits de techniciens parfois autodidactes, passionnés par leur métier, connaissant admirablement la région et les langues locales. Dans ce registre, il faut citer notamment les travaux de P. Jeanfaivre et d'A. Stauch (Jeanfaivre 1964, Stauch, 1960a, 1960b, 1966). Le premier de ces agents sera finalement recruté par le

² Il s'agit d'E. LAVIGNE, inspecteur principal des eaux et forêts, qui s'exprime ainsi dans un rapport non daté, mais remontant vraisemblablement à 1960 ou 1961 : « Dans le lac Tchad, dont les rivages constituent un véritable aquarium, la pêche est peu pratiquée, car les populations riveraines considèrent cette activité comme honteuse. Le problème de la mise en valeur est donc très particulier. Il faudra y installer des pêcheurs et les doter d'engins et d'embarcations modernes et appropriés... Le seul traitement possible actuellement est la pulvérisation sur les emballages d'insecticides, la législation actuelle ne permettant pas leur emploi direct sur le poisson... Les limites entre zones de pêche des villages voisins sont l'objet de contestations qui se multiplient. La puissance publique devra intervenir en délimitant en adjudication certains d'entre eux... Pour le développement de la pêche sur le lac Tchad, une brigade spéciale a été prévue... Il est prévu la création de marchés au poisson dans les centres importants de production ... ».

CTFT, le second par l'ORSTOM. On doit à Stauch une précieuse synthèse publiée en 1966 : *Le Bassin camerounais de la Bénoué et sa pêche*. Elle concerne surtout la systématique mais, dans la grande tradition africaniste des Monod et des Blache, elle comporte plusieurs chapitres consacrés aux ethnies, à l'organisation coutumière de la pêche, aux engins, aux embarcations, aux ichtyotoxiques ... Tout se passe comme si la forte spécificité du cadre spatial avait imposé à l'observateur le rassemblement de ce que la spécialisation scientifique et la pratique institutionnelle tendent ailleurs à séparer. Les notations de Stauch ressortissent à une ethnographie sans prétentions théoriques, mais on ne peut dénier à l'auteur une connaissance approfondie de la littérature spécialisée ainsi qu'une grande familiarité avec des terrains difficilement accessibles : le lamidat de Rey-Bouba, le bassin du Faro. Il est permis de préférer ce genre d'écrits aux dissertations et aux controverses sur l'articulation des modes de production.

Quant à l'hydrobiologiste professionnel de Fort-Lamy, J. Blache, ses efforts aboutissent à la publication, en 1964, d'une somme monumentale, à laquelle demeurent associés les noms d'A. Iltis, G. Loubens, F. Miton et A. Stauch : *Les poissons du Bassin du lac Tchad et du Bassin adjacent du Mayo Kebbi* (Blache, 1964). Il s'agit toutefois d'un travail de biologiste, dont l'analyse ne saurait entrer dans le cadre du présent article.

Après les indépendances

Nous venons de voir, avant les indépendances, les forestiers du Cameroun ou du Tchad soit effectuer eux-mêmes des inventaires, soit recourir à des hydrobiologistes qui n'hésitent pas à jouer les ethnographes, les géographes et les statisticiens. Dans un deuxième temps, tout va se passer comme si l'on reconnaissait que l'organisation sociale de la production ou le fonctionnement de l'appareil commercial nécessitent des descriptions et des analyses plus approfondies. Autrement dit, la pêche n'apparaît plus seulement comme une question de plans d'eau, de poissons et d'engins ; on accepte d'y voir aussi l'affaire des pêcheurs, des commerçants et des transporteurs, sans oublier les consommateurs, leurs goûts et leur solvabilité.

Les forestiers conservent l'initiative. Ils assument le souci de comprendre et d'intervenir, ils définissent et défendent un domaine de recherche, ils font aboutir des projets d'enquêtes. Toutefois, le foyer d'impulsion se déplace. Après les indépendances³, les services des Eaux et forêts du Tchad et du Cameroun s'effacent peu à peu devant le CTFT, où Jacques Bard, ancien forestier et pisciculteur du Cameroun, va venir seconder Jean Lemasson. L'enquête camerounaise sur le commerce du poisson de 1960-1961 est encore commanditée, financée (partiellement) et suivie par la Direction des Eaux et forêts et la Direction du Plan du Cameroun. En revanche, l'enquête sur le commerce du poisson au Tchad, réalisée en 1963-1964, fait suite à une convention passée entre le CTFT et l'ORSTOM. De même, l'enquête sur la pêche dans la région du lac Tchad de 1964-1965 naît d'une autre convention passée entre le CTFT et le BDPA. S'appuyant sur cet ensemble de travaux, c'est encore le CTFT qui conclut en janvier 1967, avec la République du Tchad, un accord de trois ans pour un programme de développement des pêches sur le lac (CTFT, 1968 et 1969). Depuis 1962, d'ailleurs, la FAO

³ Cameroun : 1-1-1960 (Cameroun britannique : 1-10-61, le secteur nord ayant été rattaché au Nigéria) ; Tchad : 11-8-1960; Nigéria : 1-10-1960.

et le PNUD interviennent sur la rive nigériane du lac (FAO, 1967). Le PNUD finira par commander lui aussi une étude à l'ORSTOM en 1968 (Couty, 1968b). Je parlerai surtout ici de l'enquête camerounaise de 1960-1961, en me fiant au tri significatif qu'opère le souvenir.

Et d'abord, il existe bien, pour reprendre une expression d'Edmond Bernus des « recherches heureuses ». Qu'on imagine, après plusieurs mois d'attente à Yaoundé, après une tentative d'enquête peu concluante à Garoua, ce que put être, à la fin de la saison des pluies de 1960, la découverte des marchés multicolores du Diamaré à partir de Maroua. Ces négociants innombrables, ces trafiquants, colporteurs, transporteurs, porteurs, âniers, piroguiers, revendeuses, changeurs et acheteurs n'attendaient, semble-t-il, que d'être rencontrés, observés identifiés, questionnés, consultés. Le lexique du vétérinaire Dauzats m'apprit bientôt qu'en foulfouldé *Djamare* signifiait « humanité, monde », et jamais traduction ne parut plus à propos. Des terrasses du Margui Wandala et des monts Kapsiki jusqu'aux plaines d'épandage du Logone, mon travail consistait d'abord à parcourir une des plus éblouissantes régions d'Afrique. Les forestiers avaient l'élégance de se faire discrets, ou peut-être fouettaient-ils d'autres chats. Liberté totale donc, avec un directeur de thèse indifférent et muet, une solitude scientifique abyssale⁴, un droit incontesté à l'erreur, mais aussi un petit maigrichon d'interprète foubé appelé *Bindowo* (l'écrivain) et une vieille Land-Rover pour moi tout seul. Bref, le bonheur ! Devant d'aussi vertigineuses possibilités, il y avait deux façons de procéder. Soit écrire un journal total et parfaitement subjectif, une sorte d'*Afrique fantôme* halieutique et commerciale, soit tenter d'imposer à l'univers étudié la rigueur d'un ordre construit, et sans doute peu convaincant. Je choisis les deux solutions à la fois, mais seule la moitié avouable de mon travail fut montrée et publiée. Le peu que je savais en matière de statistique descriptive me rendit de grands services, et je dois avouer que, si elle reste à un niveau élémentaire, la technique peut être fort divertissante. Le rapport final parut contenter mes lecteurs, qui sans doute n'en demandaient pas tant (Couty, 1964). Les forestiers prirent date pour une seconde enquête au Tchad.

Celle-ci, effectuée en 1963 et 1964, eut un caractère moins improvisé. L'ORSTOM fit venir de Madagascar un collègue économiste, Pierre Duran, qui se chargea du Mayo Kebbi, du Logone et du moyen Chari, sans oublier la RCA, pendant que je sillonnais le Chari-Baguirmi, le Kanem, le lac et la province du Bornou au Nigéria. Les marchés tchadiens n'avaient pas la splendeur de ceux du Diamaré, mais les données statistiques étaient plus riches, à cause d'une taxe perçue sur la circulation du poisson. Les difficultés de transport étaient plus grandes aussi. Avec le secours des forestiers, il fallut naviguer longuement sur le lac et dans le delta du Chari, et pour cela remettre en service les barges et le remorqueur autrefois utilisés par Blache. Là encore, la recherche marchait sur les deux jambes du dénombrement associé aux questionnaires d'une part, de l'entretien individuel ou collectif d'autre part. Comme pour le Cameroun, le rapport final me semble ressortir à la géographie économique, avec de modestes embardees dans l'analyse de filières. Il paraît bouffon, rétrospectivement, que les recherches sur la commercialisation aient précédé, et non pas *suivi*, les investigations sur la production, et pourtant c'est ce qui se passa. Seul point concret de recouvrement entre ces deux séries d'enquêtes : une reconnaissance aérienne effectuée le 8 avril 1964, en compagnie de Martin Verlet, pour esquisser une

⁴ Jusqu'à l'établissement de relations, fructueuses mais assez espacées, avec un *Fishery Officer* britannique qui effectuait des comptages de circulation entre le lac Tchad et Maiduguri (cf. MANN, 1962).

répartition des groupes de pêcheurs sur le bas Chari et sur le lac. L'enquête sur les marchés tchadiens et leurs prolongements centrafricains et nigériens eut lieu en 1963 et 1964 et le rapport fut rendu en mars 1965 (Couty et Duran, 1968). L'étude socio-économique de la pêche se déroula de 1964 à 1966 avec un rapport rendu en juin 1966 ; elle fut réalisée par trois chercheurs ou techniciens du BDPA, Gilles Blanchet, M. Delagarde et Martin Verlet. Le premier et le troisième auteurs sont entrés par la suite à l'ORSTOM. Le copieux rapport du BDPA ne semble pas avoir été imprimé, malgré sa richesse et son grand intérêt scientifique. Après un volume d'introduction générale, trois tomes décrivent les activités de pêche dans différentes parties du lac ; deux autres tomes sont consacrés au travail et au capital dans le secteur étudié (Verlet, Blanchet et Delagarde, 1966).

L'étude de 1968, demandée à l'ORSTOM par le PNUD et la FAO, porta sur l'écoulement potentiel d'un nouveau produit, salé-séché, en cours d'expérimentation, dans les régions de Yaoundé, Douala, Bafoussam et Kumba au Cameroun, ainsi qu'Ilorin au Nigéria. C'était une banale étude de marché, mais qui présente la particularité pittoresque d'avoir partiellement coïncidé avec des démonstrations culinaires effectuées sur les marchés africains par une nutritionniste de l'ORSTOM, Marie-Louise Pierné (Couty, 1968b).

Vingt-cinq ans plus tard, le sentiment que me donnent celles de ces enquêtes auxquelles j'ai été mêlé, c'est d'abord qu'il y avait beaucoup de naïveté dans la mise en ordre et dans la construction des schémas auxquels j'ai fait allusion. La tentation est donc grande de se réfugier dans l'ironie. Une remarque de Thomas Mann, à propos de *Joseph et ses frères*, résume bien ce que je veux dire :

Le scientifique, appliqué à ce qui n'est pas du tout scientifique, ou au légendaire, est ironie pure (Schroter, 1964, p. 116).

Qu'ajouter de plus, sinon qu'avec le recul du temps les pêcheurs et les commerçants du Tchad et du Cameroun me semblent dépasser et ruiner tout ce qu'on peut dire d'eux en langage scientifique. L'ironie redouble quand on songe que la fabrication de schémas et d'un discours scientifiques était destinée d'abord à l'administration. En fait, schémas et mesures ne pèsent pas très lourd dans les rapports en question. Ce qui frappe aujourd'hui, c'est plutôt l'indiscrète célébration d'un univers où, comme dans l'office religieux raconté par Balzac dans *Les Chouans*, « les hommes n'étaient plus qu'un fait et non un système »⁵. Non pas un fait, d'ailleurs, mais une avalanche de faits, massifs, opaques résistants, écrasants comme une pluie d'aérolithes. Que pouvait bien tirer l'administration de ce tableau assertorique, qui lui signifiait d'abord, non sans insolence, que les pêcheurs et les commerçants se passaient fort bien de ses interventions ?

Au cas où le message n'aurait pas été entendu, constatons que J. Boutrais le réitère en 1983, lorsqu'il fait savoir que la pêche et le commerce du poisson demeurent des activités florissantes dans le nord du Cameroun, tout en échappant au contrôle et aux tentatives de développement. Boutrais a la cruauté d'ajouter qu'en 1979 la mise en eau de la retenue de Pouss (35 000 ha) pour irriguer de nouvelles rizières s'est révélée bénéfique avant tout ... pour la pêche !

La pêche est tellement rémunératrice qu'elle débauche les riziculteurs de leurs rizières. La société rizicole réagit en limitant sévèrement la pêche sur le lac, mais comment surveiller de pareilles étendues ? (Boutrais, 1983, p. 133-134.)

Et pourtant, je ne renie pas les tentatives d'explication effectuées au Cameroun et au Tchad de 1960 à 1965. Elles reposaient sur une analyse économique fort simple, mais non dépourvue d'efficacité. De l'immense murmure des marchés, de leur affaurement torride, émergeaient deux sortes de régularités.

⁵ BALZAC, *Les Chouans*, Livre de Poche, 1972, p. 280.

D'abord, conformément à la mécanique de l'offre et de la demande, la préférence des consommateurs pour certains types de produits — les poissons gras, par exemple⁶ — tendait toujours et partout à faire monter leur cours. Même si cette première régularité était troublée et compliquée par toutes sortes de modulations secondaires — par exemple la répulsion des consommateurs peul ou kanouri pour les silures, c'est-à-dire pour les poissons sans écailles, censés donner la lèpre —, elle régentait néanmoins l'ensemble des transactions observables. La deuxième régularité manifestait l'incidence des coûts de production des services commerciaux. Toutes les catégories de produits valaient toujours plus cher au fur et à mesure qu'on y incorporait davantage de transport dans l'espace et dans le temps, davantage de ruptures de charge, de fractionnement, de conditionnement... Le salanga du Logone valait plus cher à Maroua qu'à Guirvidig, plus cher à Mokolo qu'à Maroua, plus cher à Mubi qu'à Mokolo. Le banda valait plus cher à Onitsha ou à Maiduguri que parmi les papyrus du lac. Sans forcer les choses, on retrouvait donc assez bien sur les marchés et dans les questionnaires ce qu'on lit dans Marshall et dans Wicksell. Il y avait quelque chose d'enivrant et de rassurant à la fois dans cette austère épiphanie d'une intelligibilité économique fidèle au rendez-vous. En somme, le Diamaré exhalait du sens comme il produisait de la sueur et de la poussière.

Je compris vite, de surcroît, qu'il n'y avait aucune raison sérieuse, au point de vue structurel, de restreindre la réflexion au seul secteur des pêches. D'autres enquêtes, que j'avais menées sur le commerce des sorghos et du natron, contribuaient en effet, au même titre que les investigations sur le poisson, à mettre en évidence le dynamisme et le poids d'un secteur totalement monétarisé et pourtant indépendant du marché international et du capitalisme mondial. Ce secteur inattendu fut qualifié d'*intermédiaire* dans une communication présentée à Dakar en 1967 (Couty, 1968a) car il me semblait revêtir à la fois certaines caractéristiques du secteur dit « de subsistance » (l'autonomie) et d'autres censées être propres au secteur dit « moderne » (la monétarisation). Aujourd'hui, on reconnaît volontiers qu'il existe un peu partout en Afrique des nappes d'activités faussement appelées informelles ou non structurées, où je retrouve assez bien mon secteur intermédiaire, désormais urbanisé, mais affligeant toujours autant les comptables nationaux et les développeurs.

Des régularités donc, bien simples, mais peu contestables. Et une structure globale, simple aussi, mais nullement prévue. Il eût fallu sans doute, par quelque triple saut périlleux théorique, relier péremptoirement structure et régularités, mais l'exercice ne me tentait guère et d'ailleurs j'étais engagé au Sénégal dans de tout autres recherches. Quant au fond, je m'en tins donc là.

En ce qui concerne la méthode de travail adoptée, je ne peux négliger l'occasion de rappeler que la liberté la plus complète et l'abandon le plus radical du chercheur à lui-même peuvent avoir des résultats positifs. Il est inévitable qu'on organise aujourd'hui des opérations de recherche lourdes et rigides comme un débarquement en Normandie, mais tout cela est bien ennuyeux et le produit n'est peut-être pas meilleur que celui d'une discrète anarchie. Des moyens modestes, mais assurés, beaucoup de temps, la plus grande indépendance possible, voilà qui permet à coup sûr de faire avancer la connaissance de l'Afrique de manière agréable pour le chercheur et pour les populations.

⁶ Dont les nutritionnistes de l'IRCAM (à Yaoundé) mesuraient pour moi, avec la plus grande obligeance, la teneur en lipides et protides, ainsi que le taux d'humidité (cf. COUTY, 1964, p. 204).

De cette recette bien simple, qui plairait à Feyerabend mais qui est probablement inapplicable aujourd'hui, je voudrais tirer un enseignement qui, lui, demeure toujours recevable. Quand des esprits curieux prennent le risque d'étudier un problème ou une région sous *tous* ses aspects, disons-nous bien que cela est parfaitement légitime. Les géographes ne me contrediront pas, qui s'attachent à saisir milieu physique, climat, végétation, peuplement, activités économiques *dans leurs relations mutuelles*. Longtemps, le privilège des africanistes a été de bénéficier d'une relative tolérance en ce domaine, et l'on a pu croire qu'à l'écart des spécialisations instituées, une certaine pratique de recherche pouvait continuer à s'accommoder d'empiétements et d'usurpations jugées intolérables ailleurs. Derrière cette pratique, a en fait prospéré une méthode subversive, dont Descartes avait donné le principe dans ses *Règles pour la direction de l'esprit* :

Si quelqu'un veut chercher sérieusement la vérité, il ne doit donc pas choisir l'étude de quelque science particulière, car elles sont toutes unies entre elles et dépendent les unes des autres ; mais il ne doit songer qu'à accroître la lumière naturelle de sa raison, non pour résoudre telle ou telle difficulté d'école, mais pour qu'en chaque circonstance de la vie son entendement montre à sa volonté le parti à prendre ; et bientôt il s'étonnera d'avoir fait de plus grands progrès que ceux qui s'appliquent à des études particulières. (Descartes, 1953, p. 38-39.)

À l'ORSTOM, la création de départements construits autour d'un problème s'est inspirée, sans qu'on le dise, de cette recommandation de Descartes. Heureuse tentative, d'où l'on retiendra peut-être que les errements de la science officielle ne constituent après tout qu'une solution parmi d'autres pour faire progresser la connaissance dans les domaines qui nous intéressent. Peut-être en viendrons-nous, ou en reviendrons-nous, à reconnaître la valeur scientifique et la portée pratique d'investigations hétérodoxes prenant appui sur le sol ferme des dénombrements, unifiées par la référence à l'espace concret et guidées, loin des difficultés d'école, par la lumière *naturelle* de la raison. C'est-à-dire par la toujours jeune et toujours séduisante déesse Métis.

Ou bien le dernier mot de l'histoire se trouve-t-il dans ces vers du poète élizabéthain :

*But that was in another country,
And besides, the wench is dead ?*

(Marlowe, Le juif de Malte, acte IV.)

BIBLIOGRAPHIE

BALANDIER (G.) et MERCIER (P.), Particularisme et évolution. Les pêcheurs lébou. *Études sénégalaises*, n° 3, Centre IFAN-Sénégal, Saint-Louis, 1952, 216 p.

BLACHE (J.), avec la coll. de MITON (F.), STAUCH (A.), ILTIS (A.) et LOUBENS (G.), *Les poissons du bassin du lac Tchad et du bassin adjacent du Mayo Kebbi*. Paris, 1964, Mém. ORSTOM, n° 4, 483 p.

BLACHE (J.) et MITON (F.), *Première contribution à la connaissance de la pêche dans le bassin hydrographique Logone-Chari-lac Tchad*. Paris, 1962, Mém. ORSTOM, n° 4, 1 43 p.

BOUTRAIS (J.), « Une histoire régionale du développement rural : le nord du Cameroun » in : *L'expérience des projets, les résultats de l'histoire*. Paris, 1982, INSEE-Coopération, notes AMIRA, nos 38-42, 146 p. : 83-146.

CAILLÉ (A.), « Deux mythes modernes : la rareté et la rationalité économique » in : *Science économique et développement endogène*, sous la direction de X. Greffe. Paris, 1986, UNESCO, 272 p. : 125-160.

COUTY (Ph.), *Le commerce du poisson dans le Nord-Cameroun*. Paris, 1964, Mém. ORSTOM, n° 5, 225 p.

COUTY (Ph.), La structure des économies de savane africaine. *Cahiers ORSTOM, sér. Sci. Hum.*, 1968a, vol. V, n° 2 : 23-43.

COUTY (Ph.), Le poisson salé-séché du lac Tchad et du Bas-Chari: prix et débouchés. ORSTOM. Centre de Dakar-Hann, 1968b, 73 p., *multigr.*

COUTY (Ph.) et DURAN (P.), *Le commerce du poisson au Tchad*. Paris, 1968 Mém. ORSTOM, n° 23, 252 p.

CTFT, Études et travaux en vue du développement de la pêche sur le lac Tchad. Première année 1968, 50 p.; Deuxième année 1969, 40 p. Nogent-sur-Marne, *multigr.*

DESCARTES (R.) *Œuvres et lettres*. Paris, Gallimard, Coll. Bibl. de La Pléiade, 1953, 1423 p.

FAO, Report to the Government of Nigeria on improved fishing gear and methods for Lake Chad. Based on the work of Davidson Thomas. Rep. FAO/UNDP (TA 2271), 1967, 47 p., *multigr.*

FEYERABEND (P.), *Contre la méthode. Esquisse d'une théorie anarchique de la connaissance*. Paris, 1979, Éditions du Seuil, 350 p.

GIDE (A.), *Le retour du Tchad*. Paris, 1948, Gallimard (42^e ed.), 252 p.

JEANFAIVRE (P.), Note sur la préparation, la conservation et la commercialisation du poisson dans le Nord Cameroun. Colloque CCTA/CSA de Mopti (Mali), 26-29 mai 1964, 4 p., *multigr.*

MANN (M.), Fish production and marketing from the Nigerian shore of Lake Chad 1960-1961. Federal Fisheries Service, Lagos, 1962, *Occ. Paper*, n° 4, 50 p., *multigr.*

MONOD (Th.), *L'industrie des pêches au Cameroun*. Paris, 1928, Soc. d'éditions géographiques, maritimes et coloniales, 504 p.

STAUCH (A.), *Évolution et extension du commerce du salanga*. Service des Eaux et forêts, Inspection forestière du Nord, Garoua, 1960a, 7 p., *multigr.*

STAUCH (A.), *Description de quelques poissons de la Bénoué et du Tchad ayant un intérêt économique*. Service des Eaux et forêts, Inspection forestière du Nord, Garoua, 1960b, 35 p., *multigr.*

STAUCH (A.), *Le bassin camerounais de la Bénoué et sa pêche*. Paris, 1966, Mém. ORSTOM, n° 15, 152 p.

SCHRÖTER (K.), *Thomas Mann*. Reinbek, Rohwolt, 1964, 186 p.

VERLET (M.), BLANCHET (G.) et DELAGARDE (P.), *Aspects humains de la pêche au lac Tchad. Étude socio-économique*. Paris, 1966, CTFT et BDPA, 6 vol., 155,147,126, 92, 76 et 140 p., *multigr.*

Documents d'archives

Rapport annuel d'activité pour 1957 du Centre d'Études des Pêches du Territoire du Tchad. 8 p. *dactyl.* (signé: J. BLACHE).

Rapport annuel 1960. Rép. du Tchad, Eaux et forêts/Chasses, Inspection du Sud-Ouest, no 33/IFSO, 8 p. *dactyl.*, annexes (signé J. BOTTENER).

Études et Travaux sur la pêche dans le Bassin Camerounais du Logone, Garoua, Inspection Forestière du Nord, nov. 1955, 12 p. *dactyl.* (signé J. GUILLARD).

La pêche au Tchad, sans date (signé E. LAVIGNE), 2 p. *multigr.*

Rapport sur la situation actuelle de la pêche et de la commercialisation du poisson dans le département du Logone-et-Chari, Secteur forestier du Logone-et-Chari, 25 oct. 1963, 9 p. *dactyl.* (signé P. JEANFAIVRE).

Rapport sur l'activité de la SOCOPELI depuis sa création. Secteur Forestier du Logone-et-Chari, 1-6-1964, 14 p. *dactyl.* (signé P. JEANFAIVRE).

NÉCESSITÉ FERTILE

ou le pêcheur sans arbres

Alors que d'autres décrivent les fonctions de l'arbre en Afrique, les mille et une façons dont sont utilisés le bois, l'écorce, la sève et les fruits, n'y a-t-il pas lieu de montrer comment les Africains savent pallier le manque de bois, dans les cas où justement ce matériau paraît indispensable ?

Le thème proposé pour ce cahier m'a fait souvenir d'un paysage très particulier, celui du lac Tchad. Je me suis rappelé la vacuité, l'immensité qui m'avaient tant frappé, il y a une quinzaine d'années, lorsque je naviguais dans cette région pour les besoins d'une enquête sur la pêche. L'interminable horizontalité n'était rompue que par de lointaines colonnes de fumée, surgies d'un littoral linéaire, dépourvu de tout repère. Pas d'arbres, mais des îles de papyrus, spongieuses, flottantes, mobiles. Pas d'arbres, pas de bois, comme le notait dès 1826 le major Dixon Denham dans le récit de sa descente du Chari vers le lac : « *We passed many small islands all of which, near the mouth, were destitute of trees, but covered with reeds (among which was the papyrus), bamboos, and very tall grasses ; the quantity of water-fowl was immense, etc.* »¹.

Pas de bois. Pourtant, des navigateurs. De tout temps, les Boudouma ont sillonné le lac, pour la guerre et la piraterie autrefois, pour la pêche et la contrebande avec le Nigéria de nos jours.

À partir de telles données, il est séduisant de construire, sans trop forcer la réalité, un schéma qui pourrait se formuler ainsi : le manque de bois *contraint* en quelque sorte les navigateurs et les pêcheurs boudouma à faire preuve d'imagination, à tirer parti du mieux qu'ils peuvent des ressources disponibles. Cela donne deux résultats au moins, la *kadei*, et un procédé original de conservation du poisson.

Chef-d'œuvre d'élégance nautique, la *kadei* est une pirogue ou un radeau fait de tiges de papyrus assemblées et carénées de manière à figurer une proue relevée en poulaine et une poupe à recouvrement. Il y a, nous précise Le Rouvreur², des *kadei* de pêche et des *kadei* de transport. Les premières font cinq mètres de long sur cinquante centimètres de large à l'intérieur environ ; les secondes, qui servaient autrefois au transport du natron en Nigéria, ont des dimensions au moins doubles. Stable, mais peu durable, la *kadei* remonte à la plus haute antiquité. Son ancêtre, c'est apparemment la barque de Râ, égyptienne

¹ HOWARD, C., *West African Explorers*, Oxford University Press, Londres, 1951, p. 218.

² LE ROUVREUR, A., *Sahariens et Sahéliens du Tchad*, Berger-Levrault, Paris, 1962, p. 230.



Photo 1. — Kanoles près de Wafigo, lac Tchad, mars 1964.



Photo 2. — Jeunes pêcheurs Boudouma, lac Tchad, février 1964.



Photo 3. — Dérivage à l'usage de l'In des Clercs, février 1964.

et divine, celle-là même qu'a respectueusement reproduite le prodigieux écrivain-modéliste que fut La Varende : « ...nacelle ancienne, où les cordes tenaient serrés les joncs primitifs, *comme encore au Tchad...* »³.

Sauf quand les fonds dépassent environ cinq mètres, ce qui doit être devenu rare depuis la baisse des eaux qui a commencé vers 1972⁴, le Boudouma pousse la *kadeï* à la perche. Ici, plus moyen de se passer de bois. Du coup, l'engin de propulsion devient plus précieux que l'embarcation, et l'attachement que le navigateur éprouve pour sa perche nous permet de lire en clair le prix qu'il attribue au matériau dont il manque, et dont il ne peut se passer que jusqu'à un certain point. Dans mes notes d'enquête, je retrouve d'attristantes histoires de pêcheurs partis pour effectuer une campagne de pêche, à qui l'on a volé leur *tombo*⁵, et qui se retrouvent aussi définitivement démunis que s'ils avaient perdu filets, *kadeï* et réserve de *gari* nigérian⁶.

Deuxième invention : l'utilisation du papyrus en guise de combustible. Le poisson pêché dans les eaux du lac et destiné au marché nigérian doit être fumé, et non pas séché au soleil. Ainsi l'exige le goût du consommateur. Comment fumer sans bois ? Le papyrus fournit à nouveau la solution. À vrai dire, les morceaux de *banda* préparés par les pêcheurs du lac ne sont pas véritablement fumés. Ils sont plutôt grillés, calcinés sur un lit de papyrus ardents. La technique est mise en œuvre sur les îles flottantes, de sorte qu'on voit les pêcheurs brûler littéralement le sol qui les porte. Vers 1965, ce *banda* s'écoulait jusque dans les villes de la côte atlantique. J'en ai vu sur le marché de Lagos.

Un mot encore sur les Boudouma. S'il n'y a pas de bois dans les îles du lac pour faire des pirogues, on y trouve cependant l'*ambadj* (*Herminiera elaphroxylon*), remarquable pour sa légèreté. L'usage très répandu de flotteurs d'*ambadj* ne manque pas d'étonner l'observateur. Je n'en ai pas cru mes yeux lorsque j'ai vu arriver au marché de Bol, un matin, un fort groupe de nageuses boudouma chevauchant leurs flotteurs. Surprenant spectacle que celui des têtes oscillant parmi les vaguelettes, surmontées de calebasses et de paquets de vêtements, et se rapprochant peu à peu de la rive...

Dans le schéma que j'imagine, le cas boudouma me semble fournir le point zéro, celui où la quasi-absence de bois condamne pour ainsi dire les intéressés à l'inventivité maximum. Peut-on montrer que des raretés moins extrêmes induisent des situations moyennes, dans lesquelles le bois, sans faire complètement défaut, provoque par son manque relatif l'apparition de techniques parcimonieuses ? Il me semble possible de continuer dans ce sens, encore qu'une certaine défiance m'envahisse, je l'avoue, devant la rigueur qu'il serait tentant de communiquer à l'exposé.

Les rives du Chari et du Logone — fleuves qui alimentent le lac Tchad par le sud — ne sont nullement dépourvues de bois, encore que les besoins de N'Djamena en combustible les aient quelque peu dégarnies. De belles forêts-galeries couvrent les rives de ces cours d'eau. Il semble bien, cependant, que les arbres assez gros pour permettre la construction d'embarcations convenables

³ DE LA VARENDE, J., *Les cent bateaux de La Varende*, Imprimerie des Papeteries de Normandie, Caen, 1932, p. 11.

⁴ DURAND, J.R., Situation actuelle des pêcheries dans la région du lac Tchad, Commission du bassin du lac Tchad, Mission multidisciplinaire, N'Djamena, octobre-décembre 1977, p. 4.

⁵ C'est la désignation de la perche que je retrouve dans mes notes. BLACHE, J. et MITON, F., *Première contribution à la connaissance de la pêche dans le Bassin Hydrographique Logone-Chari-Lac Tchad*, Mémoires ORSTOM, n° 4, Paris, 1962, p. 115, donnent une graphie et une prononciation légèrement différentes : *touman*.

⁶ Manioc râpé, fermenté, tamisé et déshydraté. C'est une denrée de longue conservation.

soient rares. Cela était particulièrement vrai à l'époque où l'engin de pêche utilisé par les Kotoko à hauteur de Kousseri et de Goulfeï était le *zémi*, grand carrelet triangulaire exigeant comme point d'appui une puissante barcasse d'environ douze mètres de long. Th. Monod indique que « ces grandes pirogues ne sont naturellement pas monophytes, la région ne présentant pas d'arbres susceptibles d'être utilisés de la sorte »⁷. D'où une technique originale de construction en planches cousues. Je renvoie à l'admirable livre de Th. Monod pour la liste précise de ces planches, qui portent chacune un nom, et dont les plus importantes, qui constituent le fond de la pirogue, proviennent du Baguirmi⁸.

Aujourd'hui, la technique des pirogues cousues semble tombée en désuétude, comme d'ailleurs l'emploi du *zémi*, mais elle a donné naissance, par une sorte de contagion, à des procédés de raccommodage qui, eux, concernent les monoxyles. Vu leur coût, ces dernières sont utilisées jusqu'à la limite de l'usure, et j'en ai souvent vu, sur les rives du Chari, que l'on avait rapiécées avec des morceaux de bois cousus conformément à l'ancienne technique kotoko.

Ainsi le recensement des cas où l'homme africain tire parti de l'arbre, en sélectionnant et en favorisant au besoin les espèces qu'il estime utiles, peut-il être complété par une tâche annexe : l'inventaire et la description des situations marginales qui témoignent que l'imagination créatrice ne se laisse pas tout de suite arrêter par l'absence du partenaire végétal habituel. Il existe des zones limites où l'homme a su trouver, dans une certaine mesure, d'autres secours que ceux dispensés par l'arbre. Bonne occasion de réfléchir à la souplesse des accords qui se sont construits en Afrique entre l'homme et son milieu.

⁷ MONOD, Th., *L'industrie des pêches au Cameroun*, Société d'Éditions Géographiques, Maritimes et Coloniales, Paris, 1928, p. 317.

⁸ Le bois utilisé est *Khaya senegalensis*. La rareté du matériau, la volonté délibérée de l'utiliser jusqu'au bout, apparaissent de manière frappante sur la planche XXII du livre de Th. Monod. On y trouve la photo, prise à Kousseri, d'une « ancienne porte, faite en partie avec des morceaux d'une grande pirogue dont elle montre les trous d'assemblage ».

DIFFÉRENCES DE NIVEAU TECHNOLOGIQUE ET CIRCUITS COMMERCIAUX AFRICAINS

Pour comprendre une évolution sociale ou économique, il faut, par un découpage pertinent, saisir les groupes, les activités et les quantités qui, par leurs rapports et leurs liaisons, engendrent le mouvement étudié. Les recherches sur la croissance harmonisée ou déséquilibrée, entre autres, ont bien montré combien ce cadrage était important¹. Malheureusement, l'opération n'est jamais valable une fois pour toutes ; chaque problème exige un nouveau cadrage, ou l'adaptation des cadrages antérieurs.

Le désir d'introduire des variables socio-culturelles dans les schémas économiques n'a pas été sans compliquer la tâche des chercheurs. Peut-être a-t-on fait preuve, en ce domaine, d'ambitions exagérées. À trop parler de développement au sens large², on a parfois cru possible de formaliser ce qui ressortit à l'Histoire. Il semble opportun de reconnaître que l'introduction de variables socio-culturelles dans un modèle économique lui ôte beaucoup de rigueur, et peut le priver de son caractère répétitif. Si l'on tient à sauvegarder la prise en compte des variables non économiques, sans doute convient-il de compenser cet élargissement de perspective en limitant les investigations à un domaine très précis³. À ce point de vue, les possibilités ouvertes par l'étude approfondie de certains circuits commerciaux paraissent extrêmement riches ; c'est du moins ce qu'on s'efforcera de montrer dans cet article.

Après avoir proposé un critère économique simple pour classer ces circuits, ou éventuellement pour les dissocier en éléments homogènes, j'examinerai différentes possibilités de blocage ou d'expansion qui paraissent liées à la position relative des divers segments d'un circuit commercial donné.

¹ SWAMY, DALIP S. Dans ce travail lire en particulier les commentaires sur la question « What is the operational definition of sectors ? » (p. 289).

² Le développement se résume à deux choses : un processus de modification des structures, une expansion des flux de revenu réel par unité de facteur-travail (FURTADO, C., 1970, p. 129). Si l'on donne un contenu trop vaste au premier volet de cette définition (structures économiques, mais aussi sociales, psychologiques, etc.) on doit se borner à décrire en historien ce qui n'est plus qu'une suite d'événements contingents.

³ On abandonnera donc, au moins provisoirement, les recherches globales fondées par exemple sur des dichotomies trop facilement et trop vaguement contrastées : la dichotomie forêt-savane, en Afrique (COUTY 1968), ou plus généralement la distinction « Nord-Sud » (WILLIAMSON 1965).

Morphologie des circuits commerciaux

Des intermédiaires et des transporteurs procèdent à une succession d'opérations matérielles de regroupement, de déplacement et de fractionnement destinés à mettre à la disposition de consommateurs intermédiaires ou finals du mil, du poisson, de la cola, etc. Cette activité de *distribution* peut faire l'objet de descriptions qualitatives et de mesures⁴. Une suite isolable d'opérations portant sur un même produit, ou sur une catégorie de produits substituables, constitue un circuit de distribution. À chaque stade d'un tel circuit, et au moins dans le cas le plus simple, la marchandise change de propriétaire par vente et par achat. La différence prix de vente-prix d'achat, ou marge brute, rémunère l'activité de l'agent qui intervient au stade considéré, et compense les frais exposés par lui. Quand on s'attache à cet aspect économique, et non plus matériel ou technique, de la distribution, on parle en général de *commercialisation*, et de circuit commercial.

Pour mettre de l'ordre dans le réseau de circuits qui irrigue une économie, on peut partir des secteurs composant cette économie : primaire-secondaire-tertiaire, moderne-traditionnel, production domestique-production pour l'exportation, etc. On rattache alors chaque circuit commercial à un secteur, en considérant que les caractéristiques économiques du secteur de référence valent pour le circuit commercial en cause, et permettent de le classer. Ce faisant, si l'on travaille en Afrique, on sera amené le plus souvent à isoler un premier secteur caractérisé par *l'absence* plus ou moins complète de circuits commerciaux, mais cette éventualité n'affaiblit pas la méthode. Bohannan et Dalton (1962) classent de la sorte les sociétés africaines d'après la place qu'y occupent *market place* et *market principle*. Avec plus de précision, et dans le même ouvrage, Smith (1962) identifie dans l'économie haoussa quatre secteurs ou niveaux d'organisation, le premier caractérisé par l'absence d'échanges, le second où les échanges ne sont pas commerciaux, et les deux derniers différenciés par certaines modalités de l'échange commercial.

Si l'on adopte une telle façon de procéder, encore faut-il que le critère qui a servi à définir les secteurs soit bien le plus pertinent pour la définition des circuits. Pour satisfaire à cette exigence, on est tenté de retenir — au moins à titre d'hypothèse — un critère fondé sur le niveau technologique (Mac Loughlin 1966) c'est-à-dire, en dernière analyse, sur le coefficient de capital par travailleur. On sait que ce coefficient augmente avec le progrès technologique (Furtado 1970, p. 216).

Les circuits commerciaux et la différence de niveau technologique

De l'examen de quelques publications récentes sur le commerce du poisson en Afrique occidentale et centrale, on retire l'impression d'une opposition assez nette entre deux types de circuits :

— les circuits du premier type traitent des quantités importantes⁵ produites industriellement à des prix relativement bas. La transformation et la distribution du produit exigent des investissements élevés. Comme la productivité du capital est moindre au stade de la distribution qu'à celui de la production, le coût de la

⁴ Cf. AVRIL (1962), particulièrement la première partie (description analytique de l'aspect technique de la distribution).

⁵ 118 000 t de poisson congelé ont été débarquées en Afrique de l'Ouest en 1967 (KRONE 1970, p. 5).

distribution par unité de produit apparaît relativement lourd par rapport au coût de production. La fiscalité vient d'ailleurs accroître encore les marges brutes.

— les circuits du second type, parfois qualifiés de « traditionnels », portent sur des quantités souvent peu importantes, qu'une main-d'œuvre nombreuse commercialise en prélevant des marges apparemment modestes. Le coût modéré de la distribution, dans ce cas, est dû à la faible quantité de capital utilisé, à la modicité des frais généraux, et à la quasi-absence de fiscalité.

Comme le montrent Lagoin et Salmon (1970, Intr. Gén. p. 9 et 95-96), la modernisation des circuits commerciaux — autrement dit le passage à des circuits du premier type —, met à la disposition des consommateurs des produits qui sont plus abondants et qui coûtent moins cher que les marchandises commercialisées par les circuits « traditionnels ». Cependant, les circuits modernes prélèvent des marges de distribution élevées, et supposent une production régulière et abondante, de coût modéré⁶.

Au point de vue strictement économique, la distinction qui vient d'être esquissée reflète le niveau d'investissement propre à chaque circuit, lequel témoigne du niveau technologique atteint dans la production des services de distribution et dans la gestion de cette production. Cette distinction recoupe donc celle que fait Furtado (1970, p. 155) entre « un secteur avancé, dans lequel a déjà pénétré la technologie moderne... et un résidu que l'on peut appeler secteur arriéré ». Dans de récentes enquêtes appliquées, certains auteurs continuent de qualifier de « traditionnels » les secteurs où le capital est rare (Castella et Baillon, 1970, p. 58). Nous verrons plus loin qu'en matière commerciale, il existe de bonnes raisons d'éviter cet adjectif.

Différences qualitatives résultant des différences de niveau technologique entre circuits commerciaux

Si l'accumulation de capital dépasse certaines limites quantitatives, dans le commerce comme dans les autres secteurs, on franchit le seuil qualitatif qui sépare la production artisanale ou paysanne de la production capitaliste. Ces différences qualitatives, dans le cas qui nous intéresse, semblent pouvoir être regroupées sous trois rubriques.

— En premier lieu, les propriétaires (ou éventuellement les utilisateurs) de capital peuvent en général s'approprier la plus grande partie des accroissements de productivité qui résultent de l'investissement commercial, au lieu de les transférer à l'ensemble du système. Ils se trouvent donc disposer d'un certain *pouvoir économique* (Furtado, 1970, p. 60) confirmé en général par le quasi-monopole de l'accès à l'information.

— En second lieu, un niveau élevé d'investissements manifeste de manière économique, donc mesurable, le souci de réaliser des *profits*. L'apparition d'une telle motivation est à la fois le signe, la cause et le résultat de changements considérables dans la société et dans l'économie (Polanyi 1967, p. 30). Bien entendu, cette apparition du « profit motive » est loin de coïncider immédiatement avec d'importants investissements. Quand S. et Ph. Ottenberg (1962, p. 128) voient dans ce « profit motive » l'ingrédient principal de ce qu'ils appellent la « commercialization » des marchés Afikpo au Nigéria de 1902 à 1952, ils ne veulent pas dire que la distribution dans cette région a cessé d'utiliser presque

⁶ Je n'ai présenté ici que les grandes lignes d'une distinction qui doit être nuancée selon les cas. En fait, la comparaison des coûts de distribution dans les circuits de l'un et de l'autre type pose des problèmes difficiles (KRONE 1970, p. 48).

exclusivement des *inputs* de facteur-travail. Néanmoins, il est correct de dire qu'en général, et dans le commerce comme dans les autres secteurs, une intensité et une pureté croissantes du « profit motive » vont de pair avec une importance croissante des investissements. Ce souci de profit se manifeste en outre par le recours au calcul économique et par la tenue d'une comptabilité de plus en plus raffinée.

— En troisième lieu, un circuit commercial à capital abondant contraste fortement avec les activités de micro-distribution où s'engagent, pour une rémunération très faible, des personnes dont la productivité marginale serait nulle ou négative dans d'autres secteurs (Bauer et Yamey 1951). L'utilité sociale de ces activités coûteuses et peu productives a été soulignée par Holton (1953), qui les assimile à une sorte d'impôt perçu sur l'ensemble des consommateurs au profit des chômeurs.

Le tableau suivant résume les observations qui viennent d'être présentées :

TABLEAU I

	Circuits commerciaux	
	Bas niveau technologique	Niveau technologique élevé
Caractéristiques quantitatives	Faible coefficient de capital par travailleur <i>Inputs</i> presque limités au facteur-travail Marges relativement faibles	Investissements importants : le capital tend à remplacer le facteur-travail Marges élevées ; frais généraux et fiscalité
Caractéristiques qualitatives	Aspect social : la fonction commerciale résorbe une partie du chômage	Prépondérance du « profit motive » Pouvoir économique Gestion comptable de type moderne

Il n'est pas inhabituel de compléter le tableau I en inscrivant le mot « traditionnel » en haut de la colonne de gauche, et le mot « moderne » en haut de celle de droite. La plupart du temps, on laisse à ces adjectifs une signification imprécise. Si tel n'est pas le cas, on s'aperçoit qu'ils sont employés à tort. Si par traditionnel on veut dire archaïque et figé, alors il faut insister sur le fait que bien des circuits commerciaux hâtivement qualifiés de traditionnels sont apparus tout récemment, et ne cessent d'apparaître à cause par exemple du développement des villes (Vennetier 1968, p. 420). Des innovations, plus ou moins importantes, mais toujours judicieuses, ne cessent de se manifester dans ces circuits fort peu soucieux de « tradition »⁷. Les circuits de droite sont modernes en ce sens qu'ils sont postérieurs à la pénétration coloniale, mais ils peuvent être apparus et s'être consolidés *avant* certains circuits de la colonne de gauche. Ce qui distingue en fait les circuits à niveau technologique élevé, c'est qu'ils prolongent des économies étrangères dominantes, dès lors, mieux vaudrait substituer aux adjectifs traditionnel/moderne des qualificatifs tels que indigène/étranger,

⁷ Les exemples abondent :

— fumage du poisson dans le Bassin Tchadien (MONOD 1928 p. 272 ; COUTY et DURAN 1968, p. 19) ;

— Nouvelle technique d'emballage du manioc au Congo (VENNETIER 1968, p. 321) ; etc.

autonome/dépendant, intérieur/extérieur... Toute une frange incertaine vient cependant nuancer ces oppositions. Malgré leur technologie arriérée, les circuits où le capital est rare peuvent disposer d'un certain pouvoir économique, et même politique⁸, s'ils maîtrisent l'information et le crédit ; ils peuvent être orientés en priorité vers la recherche du profit, auquel cas leur niveau technologique tend à s'élever (investissement dans les transports, par exemple).

De toute manière, et parce que l'hétérogénéité apparaît comme le signe d'un état économique arriéré, le progrès consiste en principe à évoluer vers une homogénéité accrue. Le rythme et les formes de cette évolution ont davantage excité l'imagination normative que la patience observatrice. En 1965, au cours d'un stage organisé par le secrétariat d'État aux Affaires étrangères, le directeur d'une grande société d'études affirmait paisiblement qu'il fallait « casser les structures africaines » pour permettre une véritable amélioration économique. De fait, bien des experts s'accordent sur l'inutilité ou l'impossibilité d'un développement des pêches indigènes ; on préfère recommander la création d'un secteur industriel qui transmettra certaines techniques au secteur arriéré (Ranken 1969, p. 7) ou qui absorbera purement et simplement les travailleurs de ce secteur arriéré (Copes 1969, p. 17 ; d'Alarcao 1969, p. 5). Ces vues ne tiennent pas toujours suffisamment compte des faits, et le gommage des circuits commerciaux ou des secteurs d'activité dépourvus de capital n'est pas systématiquement recommandé par les meilleurs analystes. Les experts de la SCET, par exemple, prévoient pour le Niger un modèle réaliste de coexistence entre production « traditionnelle » et importations de poisson de mer traité (Lagoin et Salmon, 1967, Niger, p. 27-29).

Une remarque d'importance, pour conclure. En matière commerciale, le remplacement des circuits commerciaux arriérés par des circuits à technologie moderne suppose une modification radicale au stade de la production. Toute modernisation de la distribution nécessite un approvisionnement abondant et régulier, c'est-à-dire une production industrielle. Ce point est souvent oublié (Lagoin et Salmon, 1970, *Intr. Gén.* p. 9). On oublie trop souvent aussi qu'au niveau global, la modernisation commerciale accroît le chômage si elle n'accompagne pas une industrialisation généralisée (Holton 1953, p. 361).

Voilà en tout cas pour le normatif. Qu'enseigne l'observation ?

Dynamique des circuits commerciaux

Sauf exception, c'est aux circuits commerciaux des produits de la pêche que j'emprunterai les exemples qui suivent. Ceci non seulement parce que ce domaine m'est familier, mais aussi et surtout parce qu'il se révèle, depuis le développement de la pêche industrielle en Afrique, tout à fait propice à l'étude des contacts entre secteurs à niveau technologique différent. On examinera successivement :

- La coexistence de circuits distincts caractérisés *chacun* par un niveau technologique différent ;
- L'intégration, au sein d'un *même circuit*, de segments de niveau technologique différent.

⁸ C'est le cas des *market-mammies* du Ghana, entre autres.

Coexistence de circuits de niveau technologique différent

Soit une économie dans laquelle coexistent, pour le même type de produit (ici, le poisson) :

— un circuit commercial (ou un faisceau de circuits commerciaux) à fort coefficient de capital par travailleur, prolongeant une activité de pêche industrielle ;

— un circuit commercial (ou un faisceau de circuits commerciaux) utilisant surtout le facteur-travail, et prolongeant des activités de pêche non mécanisée.

Dans l'Introduction Générale de leur seconde étude (1970, p. 96), Lagoin et Salmon soulignent à juste titre qu'en Afrique centrale, « les points de concurrence entre les deux systèmes sont relativement peu fréquents ». En réalité, on a affaire soit à des marchandises peu substituables, soit à des zones de distribution distinctes. À la limite, cette absence ou cette faiblesse de la concurrence peut témoigner qu'il y a juxtaposition de deux cultures (au sens que les ethnologues donnent à ce mot)⁹, ou mieux encore : de deux systèmes sociaux globaux.

Au stade de la production du poisson, pourtant, on peut rencontrer des cas évidents de concurrence. De Surgy (1966, I, 1, p. 4-5) a montré qu'en Côte d'Ivoire, la pêche industrielle a porté des coups très durs à la pêche artisanale africaine, par épuisement des ressources dans l'étroite bande chalutable du littoral, arrachage des palangres ou filets fixes des pêcheurs, recrutement des meilleurs pêcheurs sur les bateaux modernes... Les effets destructeurs de cette concurrence se sont fait sentir au moment où, ayant commencé à s'équiper (nylon, hors-bords), les pêcheurs africains devaient absolument atteindre un seuil d'efficacité qui rentabilisât leurs investissements.

Dans d'autres secteurs et à d'autres époques, des concurrents étrangers sont souvent venus gêner ou anéantir les activités des commerçants locaux. S. Amin (1969) a montré que les traitants sénégalais, après 1900, ont été délibérément mis en position d'infériorité par les grandes maisons françaises d'importation, avec l'appui de l'administration ; le fait décisif en la matière paraît avoir été la péréquation des prix décidée pour l'ensemble du territoire. De toute façon, l'impossibilité d'accéder au crédit bancaire aurait interdit aux autochtones tout réel développement de leurs affaires. Il est intéressant de noter que le même processus (pratique de prix uniformes sur l'ensemble d'un territoire, déclin ou disparition des unités commerciales secondaires) vient d'être étudié en Côte-d'Ivoire, dans la région de Bouaké, par Castella et Baillon (1970, p. 44). Une variante de ce schéma est représentée par la concurrence entre commerçants africains (n'ayant pas accès au crédit) et syro-libanais (auxquels les grandes firmes d'importation font crédit) (Dorjahn 1962).

Les travaux de Dorjahn portent sur la Sierra Leone. C'est dans ce pays que la société qui, en 1967, avait le monopole de l'importation de poisson congelé, s'efforçait de répartir le produit dans les provinces à un prix unique aussi proche que possible des prix de Freetown, et accru seulement par les frais de transport. D'où « une rapide conquête des marchés provoquant une baisse des prix du poisson local de rivière et surtout du poisson fumé du commerce local » (Lagoin et Salmon 1967, Sierra Leone, p. 36).

Une société comparable installée au Libéria s'attachait au contraire à écouler le poisson congelé en respectant la structure préexistante des prix du poisson frais de rivière et du poisson traité. Elle fixait ses propres prix de manière à

⁹ Héritage social d'objets matériels, d'idées et de comportements que tous les membres d'un groupe partagent dans une mesure plus ou moins grande (MAQUET1954).

rendre compétitifs ses produits : le poisson congelé vendu immédiatement en frais, le poisson congelé vendu en fumé après transformation des invendus (Lagoin et Salmon, 1967, Libéria, p. 27)¹⁰.

Il convient de préciser que la concurrence entre secteur moderne et secteur arriéré ne porte pas toujours tort au second. Les exemples ponctuels abondent, mais il est difficile de généraliser, à en juger par la différence frappante de résultats observée dans le cas des circuits de la viande par Marguerite Dupire (1962, p. 353) : un circuit aérien de viande de boucherie échoue entre Niamey et Lagos parce qu'il ne peut concurrencer les prix des exportations indigènes de bétail sur pied, alors qu'une entreprise du même genre se révèle tout à fait fructueuse entre Fort-Lamy, Abéché, Ngaoundéré et le sud....

Coexistence avec spécialisation de fait (par zone et/ou par produit), concurrence avec destruction du secteur arriéré par le secteur moderne (ou l'inverse), tels sont les schémas qui viennent d'être présentés. Pour être complet, mentionnons un type d'arrangement stable mais stérile, qui fait parfois suite à l'affrontement. L'analyse d'un cas étudié par Lagoin et Salmon (1967, Mauritanie, p. 34) en fournit un bon exemple. Les pêcheurs sénégalais installés sur la plage de Nouakchott vont vendre eux-mêmes leur poisson sur le marché de la ville. Des commerçants européens ont voulu le leur acheter sur la plage, pour le revendre après l'avoir rapporté sous glace et stocké dans un meuble frigorifique. Les pêcheurs n'ont jamais voulu consentir sur la plage un prix inférieur à celui qu'ils pouvaient exiger sur le marché. Or les marges brutes obligatoirement prélevées par le commerçant européen gonflaient le prix de détail à un point tel que des revendeuses trouvèrent avantageux de livrer à domicile — moyennant une légère commission — du poisson acheté au marché. Cette concurrence fit disparaître le poisson de pêche artisanale des magasins modernes de Nouakchott ; on n'y trouve plus que du poisson de pêche industrielle de Port-Etienne, ou du poisson importé.

Lagoin et Salmon exposent les raisons matérielles de cette situation¹¹ ; raisons qui n'auraient peut-être pas été aussi déterminantes si les pêcheurs n'avaient, au fond, ressenti qu'un très médiocre intérêt pour la négociation en cours. Cet état d'esprit se rencontre souvent. À Fort-Lamy, en 1964, les Kanembou qui cultivaient des salades sur les berges du Chari auraient aisément conquis le marché européen de la ville s'ils n'avaient exigé des prix au moins égaux à ceux des salades importées de France par avion. Leur intransigeance les condamnait à ne produire et à ne vendre qu'à petite échelle, ce qui diminuait beaucoup l'intérêt de leur entreprise.

Circuits commerciaux composés de segments de niveau technologique différent

On envisage maintenant le cas d'un circuit commercial composé d'au moins deux segments complémentaires dont l'un fonctionne surtout grâce à des *inputs* de facteur-travail, et l'autre surtout grâce à des *inputs* de capital. Beaucoup plus intéressantes que les juxtapositions qui viennent d'être examinées, ces

¹⁰ La société ne reprend jamais les invendus ; ceux-ci doivent donc être fumés, ou perdus. Si on les fume, on est assuré de trouver un débouché, car l'augmentation régulière de la consommation de poisson porte, en raison des habitudes locales, à la fois sur le frais et sur le fumé.

¹¹ L'intransigeance des pêcheurs s'explique ainsi : en vertu d'un accord permanent, des chauffeurs de taxi amènent les pêcheurs à la plage le matin, et les ramènent le soir avec leur poisson. De toute façon, ce transport reste une nécessité pour les pêcheurs.

associations peuvent connaître un remarquable dynamisme. Tout dépend de l'ordre dans lequel se présentent les segments par rapport au sens de circulation des marchandises.

Le segment à fort coefficient de capital par travailleur est placé en début de circuit

C'est le schéma général du commerce de traite à l'importation. Parmi un grand nombre de publications sur ce sujet, on peut retenir la description de l'imbrication entre une firme comme la United Africa Co — qui limite ses activités au commerce de gros — et les détaillants syriens ou yoruba qui prennent en charge la suite du circuit (M.G. Smith, 1962, p. 314-316). Des mécanismes de crédit assurent le fonctionnement convenable du système¹². Quand il se modernise, ce genre de circuit se dégage des associations antérieures pour créer de véritables filiales de droit local, ou même participer à des affaires nationales ; au Sénégal, c'est le cas de la S.C.O.A. et de SOFRAVIN (Roire 1971). Pour mieux analyser ces assemblages et dans l'esprit de cet article (qui voudrait montrer les avantages d'une limitation et d'un approfondissement du domaine étudié), revenons cependant aux circuits commerciaux du poisson.

Dans l'Introduction Générale de leur seconde étude (1970), déjà citée, Lagoin et Salmon indiquent que la distribution « traditionnelle » peut compléter les circuits modernes au lieu de les concurrencer. La suite de leur rapport donne de nombreux exemples. De son côté, Krone (1970) montre qu'après avoir été décongelé ou fumé, le poisson congelé produit au large de l'Afrique de l'Ouest est finalement distribué par les circuits « traditionnels » c'est-à-dire les détaillantes des marchés publics. Au Ghana seulement, la State Fishing Corporation faisait elle-même fonctionner des boutiques au détail, mais ce procédé s'est révélé peu rentable (Reusse 1966). Les raisons de cet échec, telles que les résume Krone, sont autant d'arguments en faveur des circuits composés de segments de niveau technologique différent :

- les commerçants traditionnels ont fait preuve de compétence et de souplesse en concurrençant les boutiques d'État (lesquelles devaient vendre à prix fixe) ;

- la marge allouée par l'État ne suffisait pas à couvrir les frais de fonctionnement des boutiques ;

- comme c'est souvent le cas dans les pays pauvres, les consommateurs ont l'habitude d'acheter sur les marchés publics ; même inférieurs à ceux des marchés, les prix dans les boutiques ont donc peu d'influence sur les prix à la consommation ;

- de nombreuses boutiques étaient mal placées : les consommateurs ignoraient que du poisson y était disponible à bon marché ;

- les boutiques ne vendaient que du poisson congelé ; même les consommateurs habitant à proximité d'une boutique continuaient donc à fréquenter le marché, où ils trouvaient un assortiment plus complet de produits.

En fait, les habitudes d'achat des consommateurs ont joué dans ce cas un rôle décisif. C'est au marché que le consommateur moyen trouve à satisfaire ses besoins ; c'est donc au marché qu'il faut procéder à la distribution du poisson (en l'améliorant si possible). Krone emploie en fin de compte le mot de « dépendance » pour désigner la situation dans laquelle se trouve le système de commercialisation du poisson congelé par rapport au commerce de détail

¹² Crédit sélectif, bien entendu (DORJAHN 1962, p. 76-78).

« traditionnel » (Krone 1970, p. 18). Si l'on y réfléchit, le terme n'est nullement trop fort.

Les modalités de l'association décrite ici sont nombreuses. Une firme moderne peut acheter aux chalutiers congélateurs étrangers du poisson congelé, éventuellement soustrait aux importations et inclus dans la production nationale grâce à un contrat de livraison et à une licence de pêche¹³. Tel est le cas de Ibru Seafood au Nigéria, de Fish Industries au Sierra Leone, etc. La firme écoule ensuite son poisson par un circuit qui finit par se raccorder — pour la quasi totalité du flux — aux circuits dits « traditionnels ». Mais la firme distributrice peut elle-même posséder des navires, comme c'est le cas au Ghana (Mankoadze Fisheries, State Fishing Corporation, Ocean Fisheries) ; le segment moderne du circuit est alors intégré aux unités de production, sans que le raccord subséquent avec les circuits traditionnels soit modifié.

On peut voir dans ces circuits composites un bon exemple d'adaptation aux nécessités techniques et économiques de l'activité en cause :

— pour être rentable, un circuit commercial du poisson doit disposer d'une production abondante et régulière, donc industrielle. D'où les deux solutions ci-dessus : posséder une flotte, ou profiter du fait que des bateaux russes et polonais, bien que pêchant avant tout pour le marché de leur pays, se trouvent disposer d'espèces et de qualités peu appréciées par ce marché (Krone, 1970, p. 5).

— La pénétration jusqu'aux consommateurs est toutefois difficile ou impossible ; d'où le raccord avec les circuits « traditionnels » desservant ces marchés.

La réussite est si évidente que ce schéma devient aujourd'hui une norme, recommandée par les experts (Lagoin et Salmon 1970, R.C.A. p. 48).

C'est ici le lieu de rappeler qu'en matière de pêches, les activités de production *stricto sensu* sont beaucoup moins profitables que les opérations de transformation et de distribution¹⁴. Un circuit de poisson ne peut donc se développer que si le producteur, en réussissant à s'approprier les profits nés de la transformation et de la distribution, se trouve incité à augmenter sa production. C'est à peu près ce qui s'est passé en Afrique. L'ensemble Chalutiers étrangers+firme importatrice (ou encore : firme commerciale disposant de sa propre flotte) peut être considéré comme *une* unité à fort coefficient de capital par travailleur intégrant les activités de production et de distribution. L'intégration est poussée jusqu'au point où ses avantages disparaissent, c'est-à-dire jusqu'au point où s'impose le recours à d'autres techniques et à d'autres agents. L'adjectif « traditionnel » qualifie bien mal, dans ce cas, le dernier segment du circuit. On est en présence au contraire de détaillants dynamiques et compétents, seuls capables de relier deux univers économiques et culturels que tout semble séparer.

¹³ Cette façon de voir est un simple artifice. KRONE préfère s'en tenir à un critère économique simple : si les achats sont payés en devises étrangères, il y a importation (KRONE, 1970 p. 7).

¹⁴ GORDON (1954) a montré pourquoi. Les pêcheries constituant une ressource naturelle collective, la rente à laquelle elles peuvent donner naissance n'est pas susceptible d'être accaparée par un entrepreneur individuel. La concurrence répartit l'effort de pêche de façon à égaliser non les productivités marginales mais les productivités moyennes, et à faire coïncider partout ces dernières avec le coût moyen. La rente se trouve alors dissipée, même dans les zones où elle aurait pu apparaître. Cela signifie que les pêcheurs ne peuvent pas s'enrichir.

Le segment à fort coefficient de capital par travailleur se trouve placé en fin de circuit

Les activités de production sont alors à la charge d'un segment à faible coefficient de capital, qui peut assurer également les premiers stades de la collecte. C'est sous cette forme que se présente le circuit de la langouste à Madagascar (Couty 1969, p. 54). Une société moderne collecte les langoustes vivantes sur une zone côtière de part et d'autre de Fort-Dauphin. Les pêcheurs (environ 300) sont encadrés et approvisionnés, voire installés sur place, par les promoteurs. La société commercialise également du poisson congelé qu'elle achète à un secteur para-étatique de pêche, et qu'elle expédie à la Réunion.

Le développement d'un tel circuit paraît problématique. Il est exclu que les pêcheurs Antandroy contrôlent un jour le processus de transformation et de distribution, et veuillent alors accroître leurs profits en accroissant leur production. Inversement, la société n'a guère la possibilité — à supposer que les ressources naturelles le permettent — de pousser les Antandroy à pêcher davantage. Aux niveaux de revenu obtenus¹⁵, les gains entraînés par un accroissement de la quantité pêchée sont si infimes qu'ils perdent très vite tout attrait. L'analyse due à Chayanov (1966, p. 42) est applicable ici : en *économie paysanne*, la cellule de production fixe les quantités produites de manière à suffire à ses besoins ; dès que ceux-ci sont subjectivement satisfaits la désutilité d'un effort supplémentaire croît très rapidement, assignant ainsi des limites très basses à la quantité produite.

La stratégie normale, à savoir le contrôle des opérations de distribution par l'unité de production (contrôle qui est la condition de l'expansion), s'oppose ici au fait que la suite et la fin du circuit sont *déjà* contrôlées par un centre moteur qui, disposant du capital et de l'information, domine les unités de production, notamment par le moyen du crédit.

D'une façon générale, ce blocage est typique des circuits de traite (à l'exportation), dans lesquels l'impulsion émane d'un segment collecteur qui dispose de capital et qui a le monopole de l'accès à l'information.

L'étude des circuits commerciaux dans les pays pauvres gagnerait à s'orienter, au moins dans un premier temps, vers le repérage de segments en fonction de la valeur du coefficient de capital par travailleur, étant bien entendu que les niveaux atteints par ce coefficient sont le signe et/ou la cause de disparités qualitatives abusivement symbolisées jusqu'ici par l'opposition entre « moderne » et « traditionnel ». Dans un second temps, il y aura lieu de procéder à une étude approfondie des juxtapositions plus ou moins stables de circuits de niveau technologique différent. À l'intérieur d'un même circuit, enfin, l'articulation de segments de niveau technologique différent provoque des blocages ou favorise des dynamismes dont l'analyse paraît présenter un intérêt considérable. À plus long terme, ces recherches devraient permettre de s'attaquer au problème de l'accumulation du capital commercial et de l'utilisation de ce capital.

¹⁵ De l'ordre de 3 000 CFA par mois.

BIBLIOGRAPHIE

- D'ALARCAO (J.P.), Some observations on capital requirements for fisheries development in Latin America, *International Conference on Investment in Fisheries*, FAO, IFI/69/ Bp/6, Rome, 1969.
- AMIN (Samir), *Les Milieux d'Affaires Sénégalais*, Éditions de Minuit, Paris, 1969.
- AVRIL (P.), Théorie sommaire de la distribution des biens de consommation, *Consommation* n° 1, janvier-mars 1962, p. 85-122.
- BOHANNAN (P.) et DALTON (G.) eds., *Markets in Africa*, Evanston Northwestern University Press, 1962.
- BAUER (P.T.) et YAMEY (B.S.), Economic Progress and Occupational Distribution, *Economic Journal*, Dec. 1951, p. 741-756.
- CASTELLA (P.) et BAILLON (D.), *Note de synthèse sur l'économie de la ville de Bouaké*, ORSTOM Centre de Petit-Bassam (Côte-d'Ivoire), Sc. Humaines, vol. III, n° 7, 1970 *multigr.*
- CHAYANOV (A.V.), *The Theory of Peasant Economy*, American Economic Association, Homewood, Illinois, 1966.
- COPEL (P.), Government policy and investment in the fishing industry of Newfoundland, *International Conference on Investment in Fisheries*, FAO, IFI/69/Bp/36, Rome, 1969.
- COUTY (Ph.), La structure des économies de savane africaine, *Cab. ORSTOM, Sér. Sci. Hum.*, V, 2, 1968, ORSTOM, Paris.
- COUTY (Ph.) et DURAN (P.), *Le commerce du poisson au Tchad*, Mémoires ORSTOM n° 23, ORSTOM, Paris, 1968.
- COUTY (Ph.), *Pêche et commerce des produits de la mer à Madagascar*, FAO et ORSTOM, Dakar, 1969 (*multigr.*).
- DORJAHN (V.R.), African traders in Sierra Leone in *Markets in Africa*, Bohannan et Dalton eds., Evanston, Northwestern University Press, 1962, p. 61-88.
- DUPIRE (M.), Trade and markets in the economy of the Nomadic Fulani of Niger (Bororo), in *Markets in Africa*, Bohannan et Dalton eds., Evanston, Northwestern University Press, 1962, p. 335-364.
- FURTADO (C.), *Théorie du développement économique*, PUF Paris, 1970.
- GORDON (H.S.), The economic theory of a common property resource : the Fishery, *Journal of Political Economy*, vol. LXII, avril 1954, n° 2, p. 124-143.
- HOLTON (R.H.), Marketing structure and economic development, *Quarterly Journal of Economics*, vol. LXVII, n° 3, août 1953, p. 344-361.
- KRONE (W.), *Frozen Fish Marketing in West African countries*, FAO Fisheries Reports, n° 96, FAO, Rome, 1970.
- LAGOIN (Y.) et SALMON (G.), *Étude technique et économique comparée de la distribution du poisson de mer dans les pays de l'Ouest africain*. Secrétariat d'État aux Affaires étrangères et S.C.E.T., 1967.
- LAGOIN (Y.) et SALMON (G.), *Étude technique et économique comparée de la distribution du poisson de mer dans les pays de l'Afrique Centrale Atlantique*, Secrétariat d'État aux Affaires étrangères et S.C.E.T., 1970.
- MAC LOUGHLIN (P.F.M.), Technological change, dual economy theory and the problem of development, *Zeitschrift für Nationalökonomie*, août 1966, 26 (4), p. 473-479.
- MAQUET (J.), *Aide-Mémoire d'Ethnologie Africaine*, Institut Royal Colonial Belge, Mémoires, t. 38, fasc. 2, Bruxelles, 1954.
- MONOD (T.), *L'industrie des Pêches au Cameroun*, Société d'Éditions Géographiques, Maritimes et Coloniales, Paris, 1928.
- OTTENBERG (S. et P.), Afikpo markets : 1900-1960, in *Markets in Africa*, Bohannan et Dalton eds., Evanston, Northwestern University Press, 1962, p. 118-169.
- POLANYI (K.), *The great transformation*, Beacon Press, Boston, 1967.

RANKEN (M.B.F.), A commercial method for the establishment of modern fisheries industries specially in developing countries, *International Conference on Investment in Fisheries*, FAO/LFI/69/Bp, Rome, 1969.

REUSSE (E.), Intentions and results of an important government venture in the field of fish distribution, FAO/UNDP *Training Centre on Fish Handling, Preserving and Marketing for English-speaking countries in Africa*. Accra, Ghana, 1966.

ROIRE (C.), Les grandes compagnies commerciales et le marché africain, *Le Mois en Afrique*, avril 1971, n° 64, p. 66-78.

SMITH (M.G.), Exchange et marketing among the Hausa, in *Markets in Africa*, Bohannan et Dalton eds., Evanston, Northwestern University Press, 1962, p. 299-334.

DE SURGY (A.), *Les pêcheurs de la Côte-d'Ivoire*, t. 1, *Les pêcheurs maritimes*, CNRS et IFAN, Paris, 1966 (*multigr.*).

SWAMY, DALIP (S.), Statistical evidence of balanced and unbalanced growth, *The Review of Economics and Statistics*, vol. XLIX, août 1967, n° 3.

VENNETIER (P.), *Pointe-Noire et la façade maritime du Congo-Brazzaville*, Mémoires ORSTOM, n° 26, ORSTOM, Paris, 1968.

WILLIAMSON (J. G.), Regional inequality and the process of national development : a description of the patterns. *Economic Development and Cultural Change*, vol. 13, 1965, p. 3-45.

LA STRUCTURE DES ÉCONOMIES DE SAVANE AFRICAINE

Cette communication* a pour but de mettre en évidence une structure commune à l'économie de plusieurs pays africains situés entre le Sahara et la bande forestière. Il est naturellement possible de penser que le nombre et la qualité des études utilisées ne permettent pas une recherche de ce genre, mais de toute façon, une loi n'est jamais autre chose qu'une « fiction idéalisante qui tire son pouvoir explicatif non pas du nombre de faits sur lesquels elle a été bâtie, mais de la clarté qu'elle porte dans les faits »¹. La question est donc de savoir si le schéma présenté ici permet soit de mieux observer les faits (ou d'en observer davantage), soit d'éclairer les relations entre les faits. À ce propos, deux remarques :

— Les recherches dont il va être rendu compte se situent dans le courant des travaux qui insistent sur la variété et la complexité des situations de sous-développement. On sait que Myint, en particulier, a exprimé avec beaucoup de force cette idée qu'il existe des *types* différents de pays sous-développés, et que des pays appartenant à un type donné peuvent se trouver à des *stades* différents de sous-développement². Pour des raisons de commodité, on se réfère ici à une distinction géographique : le schéma qui va être présenté est applicable aux pays de savane, mais concerne moins directement les régions forestières.

— Dès qu'on s'est mis d'accord, au moins dans un but expérimental, sur le choix de critères d'interprétation, il est relativement facile d'obtenir une certaine unanimité sur le point de savoir si la réalité justifie tel ou tel découpage de l'économie. Il demeure toujours très hasardeux, au contraire, de formuler une proposition quelconque sur le passé ou l'avenir de la structure ainsi dégagée. Une tentative de ce genre est possible si l'on raisonne soit sur les proportions des secteurs, soit sur les relations qu'entretiennent les secteurs ; mais alors que l'élaboration du schéma de structure reposait en grande partie sur une convention, la recherche des évolutions se situe tout à fait dans le domaine de l'hypothèse³.

Ajoutons que cet essai de formalisation est à ranger dans le domaine des « concepts pratiques », c'est-à-dire de ceux qui, comme le rappelle Ch. Bettelheim, ne font que désigner les problèmes, mais ne les résolvent pas⁴.

* Communication présentée au Congrès International des Africanistes, Dakar, décembre 1967.

¹ LYOTARD, J.F., *La Phénoménologie*, Paris, PUF, Coll. Que-Sais-je ? n° 625, 1967, p. 75.

² MYINT, H., *Les politiques de développement*, Paris, Éditions ouvrières, 1966, p. 14.

³ D'une hypothèse difficilement vérifiable, surtout en ce qui concerne le passé.

⁴ BETTELHEIM, Ch., Problématique de l'économie de transition, in *Études de Planification Sociale*, 3, mars 1966, SER, p. 124.

La première partie de ce travail est consacrée à la présentation et à la justification du schéma. Pour des raisons de brièveté, j'ai dû me contenter de très peu d'exemples et je renvoie le lecteur à la bibliographie donnée en bas de page. Une seconde partie s'efforce de montrer comment le schéma peut aider à mieux comprendre l'évolution passée, présente ou future, des économies auxquelles il s'applique.

Construction et justification du schéma

Construction du schéma

La construction du schéma repose sur le choix de quelques critères simples, qui serviront ensuite à classer en secteurs significatifs les activités de production, de distribution et de consommation localisées dans un espace économique donné⁵. L'expression « secteurs significatifs » impose certaines contraintes au choix des critères : ce choix doit permettre d'obtenir un cadrage qui, sans être doté d'une capacité d'explication supérieure à celle d'autres cadrages existants ou possibles⁶, doit au moins attirer l'attention sur des mécanismes habituellement peu ou pas analysés.

Les critères utilisés sont au nombre de deux :

- le degré de monétarisation d'un groupe donné d'activités ;
- le degré d'autonomie que ce même groupe d'activités présente par rapport aux économies avancées (particulièrement celles des ex-métropoles).

Le degré de monétarisation

À l'échelle de l'économie globale, ou d'un secteur de celle-ci, on essaie de calculer un rapport : Volume de la production commercialisée/Volume de la production totale (ou : Volume de la production autoconsommée/Volume de la production totale). Ces rapports mesurent le degré d'insertion du secteur — ou du pays — dans l'économie monétaire.

Entre les deux bornes de la monétarisation totale et de l'autoconsommation pure, il existe évidemment toute une gamme de situations mixtes, qui sont en fait celles de la majorité des agents économiques d'un pays sous-développé. Un point de rupture sépare les producteurs travaillant avant tout pour le marché et ceux qui ne commercialisent qu'un résidu de leur production⁷. Pour les premiers, l'autoconsommation ne joue qu'un rôle d'appoint ; elle constitue au contraire la norme pour les seconds.

Aucune difficulté en ce qui concerne la situation de monétarisation totale : c'est celle de tout le secteur moderne non intégré (banques, hôtellerie, assurances, transports modernes, etc.), celle aussi des agriculteurs autochtones en tant

⁵ C'est-à-dire dans un espace où des agents économiques entretiennent des relations d'échange.

⁶ Par exemple ceux qu'utilisent les comptabilités nationales :

- Secteur primaire, secondaire et tertiaire ;
- Production commercialisée et autoconsommée...

Les « secteurs » dont il va être question ici ne sont pas ceux qui, en comptabilité nationale, regroupent des « entreprises ayant la même activité principale ». Cf. MALINVAUD, *Initiation à la comptabilité nationale*, Paris, PUF et INSEE, 3^e édition, 1964, p. 41.

⁷ ABERCROMBIE, K.C., « Le passage de l'agriculture de subsistance à l'agriculture de marché en Afrique au sud du Sahara », *Bull. Mensuel Économie et Statistiques Agricoles*, fév. 1961, 10,2, 1-8.

qu'ils se livrent à des cultures industrielles (coton, arachide). La situation opposée est plus ambiguë, ne serait-ce que parce que l'expression « secteur de subsistance » a deux significations. Elle peut vouloir dire que

*« ... les unités économiques se suffisent à elles-mêmes... et qu'entre elles il y a peu ou point de rapports d'échange systématiques... Subsistance signifie alors non monétaire. Mais le terme peut aussi laisser penser que les personnes dans ce secteur de subsistance vivent au niveau minimum nécessaire pour subsister. »*⁸.

J'emploie ici l'expression « secteur de subsistance » dans son premier sens : celui de « non monétaire ». L'exemple typique est celui de la production céréalière autoconsommée par une famille de cultivateurs. Une telle situation n'exclut d'ailleurs pas toute possibilité de circulation des biens. Ces derniers peuvent d'abord changer de mains à l'intérieur de l'unité productrice ; ils circulent aussi à l'extérieur de cette unité. Comme le rappelle Godelier,

*« Dans toute société on trouve une catégorie de biens, ne serait-ce que des coquillages, qui servent au fonctionnement de la parenté, de la religion, de la politique, et entrent dans des mécanismes d'échange non marchand »*⁹.

Finalement donc, on entendra par « secteur de subsistance » celui où l'échange marchand est absent, ou ne porte que sur des résidus de production (ou sur des parties de cette production prélevées en vue d'une vente à laquelle elles n'étaient pas destinées tout d'abord). Ce qu'il importe de souligner dès maintenant, c'est qu'on ne peut en aucune façon assimiler secteur de subsistance et secteur traditionnel, comme le fait Myint¹⁰. Cela reviendrait à dire qu'il n'existe pas d'échanges marchands dans les activités économiques des autochtones qui sont intégrées à la culture locale. Rien ne serait plus faux.

Une dernière remarque : envisagé sous son aspect purement objectif, le critère de la monétarisation n'épuise pas la réalité qu'il prétend décrire. En ce domaine, les renseignements statistiques ne valent qu'à titre de première approche, et il faut se souvenir que « *ce ne sont pas des phénomènes seulement matériels, ce sont des représentations collectives qui dictent l'attitude des membres de la société vis-à-vis de la matière* »¹¹. Ce qui importe, ce n'est pas tellement que la monnaie soit ou non employée ; c'est surtout que lors de l'emploi, elle soit considérée comme un étalon unique de valeurs. En d'autres termes, on devrait continuer à placer dans le secteur de subsistance un producteur qui vend une partie de sa récolte, mais qui n'accorde à la monnaie obtenue qu'une utilité marginale perçue individuellement, évaluée subjectivement en fonction de l'intensité avec laquelle ce producteur désire un bien spécifié d'avance, bien dont l'achat est justement conditionné par une vente préalable¹². Un tel producteur n'effectue pas un échange marchand.

Certains pourront déplorer que dans l'étude du passage d'un univers économique à un autre, il soit impossible de se contenter d'indicateurs statistiques, mais ces derniers n'ont de sens qu'à l'intérieur de l'un des univers, et non de l'autre. Force est par conséquent de tenir compte de facteurs psychologiques qui rendent l'analyse à la fois plus fine et plus floue. Encore est-il parfois possible d'élaborer — en se basant notamment sur la remarque de Gendarme citée à la

⁸ MYINT, *op. cit.*, p. 37-38.

⁹ GODELIER, M., Contribution au n° 28 de « Développements et Civilisations » IRFED/CIRFED, déc. 1966, p. 46. Voir aussi RULLIERE, G., Contribution au n° 28 de « Développement et Civilisations », déc. 1966, IRFED/CIRFED, p. 7.

¹⁰ MYINT, *op. cit.*, p. 20.

¹¹ MAUSS, M., *Manuel d'Ethnographie*, Paris 1967, Petite bibliothèque Payot, 2^e édition, p. 123.

¹² GENDARME, R., *La pauvreté des nations*, Paris 1963, Cujas, p. 137-138.

note 12, — des indices permettant sinon de mesurer, du moins de déceler ces facteurs psychologiques¹³.

À l'échelle de l'économie globale ou des secteurs, le rapport courant : Volume de la production commercialisée/Volume de la production totale permet déjà une bonne approche du problème. Avant d'examiner les résultats de l'application de ce critère à une économie concrète, il convient toutefois d'apporter des précisions sur le second critère utilisé, celui de l'autonomie.

Autonomie ou dépendance

Indispensable au montage du schéma, cette notion est malheureusement assez floue. Elle peut se laisser appréhender par des mesures chiffrées, mais elle a aussi un contenu subjectif, et ce dernier est probablement le plus important.

L'emploi du terme « autonome » pourrait prêter à confusion. En analyse économique courante¹⁴, on appelle investissements autonomes ceux qui ne sont pas induits, directement ou indirectement, par un changement antérieur dans le niveau de la production, c'est-à-dire, au bout du compte, par un accroissement de la demande et/ou des profits. Parmi ces investissements autonomes, on range les investissements publics, ceux qui font suite à des inventions, ceux qui sont effectués sur plan à moyen ou long terme. L'autonomie dont nous allons parler ici est une notion beaucoup plus large : elle ne concerne pas que les investissements, et elle prétend rendre compte non seulement de liaisons mécaniques entre quantités globales, mais aussi de l'effet de certaines représentations collectives jouant un rôle crucial dans le processus économique.

Objectivement, un secteur d'activité sera considéré comme autonome lorsque son existence et son fonctionnement ne paraissent pas dépendre de relations asymétriques avec une économie développée, généralement celle de l'ex-métropole. Au Tchad, par exemple, la culture du coton et le secteur des services liés à cette culture ne constituent pas un secteur autonome. Cette activité est généralement imposée aux populations en raison d'impératifs dont elles ne sont pas juges, et le revenu perçu provient de marchés extérieurs sur lesquels le Tchad n'a pas de moyens d'action. Le coton produit est exporté vers un client privilégié, et toute l'impulsion vient de l'étranger, en même temps que le financement de la recherche et de l'encadrement nécessaires. Il s'agit en fait d'un secteur rapporté, qui constitue beaucoup plus le prolongement d'économies industrielles développées que l'une des parties intégrantes de l'économie nationale. Le poids relatif de ce secteur rapporté conduit en fait à s'interroger sur le sens que peut avoir ce qualificatif de « national » appliqué à une économie aussi hétérogène que l'économie tchadienne.

La notion d'espace économique est ici d'un certain secours. L'autonomie d'un secteur, au sens où on l'entend ici, implique que les relations d'échanges entretenues dans le cadre de ce secteur se déroulent à l'intérieur d'un espace construit spontanément par les agents intéressés dans un climat de relative liberté. Ces relations sont poussées jusqu'à la distance et dans toutes les directions nécessaires pour assurer une symétrie satisfaisante dans les prestations et les contre-prestations ; mais ce faisant, les agents ne sortent jamais d'un espace qu'ils

¹³ Pour une tentative de ce genre, et les résultats qu'elle a donnés, voir COUTY, Ph. et DURAN, P., *Le commerce du poisson au Tchad*, Mémoires ORSTOM n° 23, Paris 1968, ORSTOM et Centre Technique Forestier Tropical, p. 59-62.

¹⁴ HICKS, J.R., *A contribution to the theory of the Trade Cycle*, Oxford 1951, Clarendon, p. 59.

maîtrisent et qui coïncide assez bien avec leur univers culturel. La dépendance institue au contraire des relations à coloration politique, inscrites dans un espace difficile à concevoir et très peu maîtrisé.

Les chiffres ne manquent pas pour décrire l'aspect quantitatif de cette dépendance. Les statistiques du commerce extérieur, notamment, permettent de la mesurer avec une certaine précision. Pour en revenir au cas du Tchad, cependant, le phénomène capital, c'est peut-être que le paysan continue bien souvent de considérer la culture du coton comme une séquelle du passé colonial, c'est-à-dire comme quelque chose de plaqué artificiellement sur son univers économique et culturel. Aussi le « champ du commandant » n'était-il, encore en 1964, cultivé bien souvent que sous la contrainte administrative. Certes, c'est là un cas extrême : de l'autre côté du Chari et du Logone, les cultivateurs du Cameroun avaient apparemment mieux accepté la même culture, et même ils auraient eu le plus grand mal à se passer des recettes qu'elle leur procurait. Si nous sortons des régions de savane, nous trouvons au Ghana ou en Côte-d'Ivoire des planteurs de café ou de cacao qui se sentent parfaitement à l'aise dans leur rôle¹⁵. Il n'en est pas moins vrai que dans de nombreuses parties de l'Afrique, subjectivement aussi bien qu'objectivement, le secteur moderne¹⁶ constitué par les cultures d'exportation demeure *rapporté* — au point qu'on peut se demander ce qu'il en adviendrait si la pression fiscale des gouvernements se relâchait, ou si les sociétés d'intervention pliaient bagage.

Tout ceci laisse entendre que, pour apprécier pleinement l'autonomie ou la dépendance d'un secteur, il serait nécessaire de procéder à une analyse qualitative¹⁷ ; là encore, cependant, des indicateurs statistiques assez grossiers rendent possible une première approche. Ces indicateurs portent sur les points suivants :

— Nationalité des agents, langue et mesures utilisées dans le secteur en cause ;

— Domaine culturel auquel appartiennent les pratiques et les institutions du secteur, notamment en ce qui concerne la coopération, le crédit, et le commerce.

— Liens entretenus par le secteur avec les experts et les cadres expatriés, ou avec l'administration officielle du pays.

— Origine des capitaux utilisés. Dans quelle proportion les banques financent-elles l'activité du secteur ?

— Situation géographique des clients du secteur (en Afrique ou hors d'Afrique ?).

— Nature des besoins satisfaits par l'activité du secteur ?

La description d'un secteur qui se fonderait uniquement sur des réponses aux questions ci-dessus resterait toute extérieure, et ne satisferait donc pas aux préoccupations dont témoigne le présent travail. Elle constituerait néanmoins une

¹⁵ Même dans ce cas cependant, les cultures d'exportation dépendent de marchés extérieurs et de prix internationaux sur lesquels le pays producteur est sans aucune prise. En ce sens, il reste légitime dans une certaine mesure de parler de secteur *rapporté*.

¹⁶ Le secteur « moderne » témoigne d'un effort pour « inclure l'Afrique (ses consommateurs, sa main-d'œuvre, ses richesses végétales et minérales) dans les systèmes économiques européens à titre de partie complémentaire ». Il se rattache à une civilisation lettrée, bureaucratique, technicienne, commerciale, industrielle et monétaire. Cf. MAQUET, J., *Les civilisations noires, histoire / techniques / arts / sociétés*, Paris 1966, Marabout-Université, p. 253 et 260.

Pour un essai de caractérisation de la société traditionnelle, voir HAGEN, E., *On the theory of social change. How economic growth begins*, Homewood, Dorsey Press 1962.

¹⁷ L'emploi de questionnaires ou de tests psychologiques serait même nécessaire pour étudier les diverses formes d'anxiété et de frustration.

bonne introduction aux études psychologiques qui sont absolument indispensables pour juger de l'autonomie ou de la dépendance d'un secteur.

Combinaison des deux critères

On a vu qu'entre la monétarisation nulle et la monétarisation totale, il existe une infinité de situations ; il en va de même entre la dépendance maximum et l'autonomie maximum. Le croisement de nos deux critères doit donc aboutir à une sorte de quadrillage très nuancé, dans lequel les exigences de la schématisation vont nous contraindre à ne retenir que des catégories bien tranchées. Le tableau I résume cette schématisation..

TABLEAU I

		Monétarisation	
		Minimum	Maximum
Autonomie	Minimum		Secteur moderne rapporté
	Maximum	Secteur de subsistance	Secteur intermédiaire

La situation d'autonomie maximum et de monétarisation minimum est celle du secteur de subsistance : chaque unité économique consomme ce qu'elle produit, en se conformant à la tradition. Des échanges peuvent avoir lieu, mais ce ne sont pas des échanges marchands. La situation inverse — autonomie minimum et monétarisation maximum —, correspond au secteur moderne rapporté.

Sur le plan purement formel, une zone intermédiaire est concevable. Pour le moment, nous ne savons rien d'elle, sinon qu'elle serait théoriquement le lieu d'une autonomie moyenne et d'une monétarisation moyenne. Rien n'interdit, bien entendu, d'envisager quelques combinaisons moins centrales, à condition qu'elles ne heurtent pas le bon sens (par exemple : autonomie moyenne et monétarisation maximum...).

Une telle construction doit être soumise à l'épreuve de l'observation¹⁸, mais auparavant quelques remarques sont nécessaires pour bien dégager la signification de ce que nous cherchons. La plénitude de l'économicité exige deux choses : en premier lieu, il faut que la monnaie soit employée de façon générale¹⁹ ; en second lieu, il faut que les agents assument la responsabilité de ce qu'ils font²⁰. L'économicité fait donc défaut au secteur de subsistance puisque celui-ci ne connaît pas d'échanges marchands ; et elle fait également défaut au secteur moderne puisque pour la majorité des autochtones engagés dans ce

¹⁸ Bien entendu, la démarche suivie en réalité a été exactement inverse. Comme le dit Francis Ponge, « un esprit en mal de notions doit d'abord s'approvisionner d'apparences ». C'est seulement après avoir observé un certain nombre de faits qu'on peut tenter de les ordonner en un schéma cohérent. Dans l'exposé des résultats toutefois, il est plus expédient de partir du schéma.

¹⁹ Cf MARSHALL, A., *Principles of Economics*, Londres 1956, Macmillan, 8^e édition, p. 22 : « The problems which are grouped as economic because they relate especially to man's conduct under the influence of motives that are measurable by a money price... ».

²⁰ C'est-à-dire qu'ils choisissent d'obtenir un certain résultat jugé favorable grâce à l'emploi de moyens jugés adéquats.

secteur, le rapport entre l'homme et les biens ne se résout pas normalement²¹. Alors donc que dans ces deux secteurs la présence d'un facteur d'économicité est en quelque sorte annulée par l'absence de l'autre, le secteur intermédiaire serait caractérisé par une combinaison optimum de monétarisation et d'autonomie.

Autrement dit, la croissance de la monétarisation est un signe — ou en tout cas une condition nécessaire—, d'une certaine forme de progrès économique. La tragédie des pays pauvres, c'est qu'au fur et à mesure que leur économie se monétarise, elle devient de plus en plus dépendante ; à tel point que le secteur moderne, le plus parfaitement monétarisé, ne fait plus proprement partie de l'économie nationale. N'existe-t-il pas un secteur-compromis, qui serait le siège d'une monétarisation moyenne, et qui entreprendrait avec les économies développées des relations non asymétriques n'engendrant pas de dépendance anormale ? Un tel secteur serait en communication avec l'économie mondiale, mais sans que cette communication entraîne annexion, asservissement, et finalement disparition de l'économie nationale.

Un tel secteur est théoriquement concevable, mais il reste à se demander s'il existe. Ce sera l'objet des développements qui vont suivre.

Justification du schéma

Les faits

Sur un plan tout à fait général d'abord, il importe de souligner qu'au sein même des économies traditionnelles négro-africaines fondées sur l'agriculture, coexistaient souvent plusieurs branches d'activité. À cette précoce diversification, Kouassigan²² voit plusieurs raisons. Pour sauvegarder son indépendance politique et son autarcie économique, un groupement se devait d'instituer en son sein « *une sorte de spécialisation fonctionnelle, chaque secteur économique travaillant suivant la loi classique de l'offre et de la demande* ». Plus précisément, soit par tradition, soit parce qu'ils vivaient sur des terres impropres à l'agriculture, certains peuples se trouvèrent très tôt dépendre de l'extérieur pour leurs produits de subsistance. Certains étaient, et sont encore aujourd'hui, presque exclusivement des pêcheurs²³. D'autres servaient d'intermédiaires dans les échanges commerciaux entre Afrique du Nord et Afrique noire, ou entre diverses régions d'Afrique noire.

On a vu que Godelier conteste l'hypothèse d'un secteur de subsistance excluant toute forme d'échange. En fait, aux « mécanismes d'échange non-marchand » dont il souligne l'existence, il faudrait ajouter, dès l'époque pré-coloniale et en de nombreuses régions d'Afrique, des échanges commerciaux pouvant constituer le début d'un secteur nettement différencié du secteur de subsistance. Les travaux de Meillassoux ont montré l'importance revêtue par ces échanges chez les Gouro de Côte-d'Ivoire, soit avant la traite européenne (or, ivoire, esclaves), soit à une époque plus récente (cola). Le cas de la cola est particulièrement intéressant : s'approvisionnant en cola chez les tribus forestières du sud, les Gouro échangeaient ce produit en savane contre une monnaie de fer, les *bro*, ou contre du bétail. Il s'agissait bien d'un échange marchand : conformément aux lois économiques, les termes d'échange de la cola contre les

²¹ LEFEBVRE, H., *Le Marxisme*, Paris 1965, PUF, 10^e édition, Que-Sais-je ? n° 300, p. 43.

²² KOUASSIGAN, G.-A., *L'homme et la terre. Droits fonciers coutumiers et droit de propriété en Afrique occidentale*, Paris 1966, ORSTOM, Berger-Levrault, Introduction.

²³ L'auteur cite les Somono et les Bozo des bords du Niger, les Anlo du littoral atlantique entre le Togo et le Ghana. On pourrait ajouter les Kotoko du confluent Chari-Logone et du Bas-Chari, et bien d'autres ethnies du Bassin tchadien.

bro se modifiaient suivant la rareté relative de l'un et de l'autre produit, c'est-à-dire suivant la latitude²⁴. Détail important : l'accroissement des échanges avec la savane avait étendu et modifié la zone d'implantation du colatier, la faisant remonter vers le nord du pays²⁵.

Même ailleurs qu'en savane, les échanges marchands n'étaient pas inconnus. Pour nous limiter à un seul exemple, Cl. Robineau rapporte qu'à Souanké, au Congo, existe dès 1920 :

*« ... une colonie baoussa dont l'activité se situe à un niveau intermédiaire entre le système purement traditionnel et l'économie moderne telle qu'elle s'exprime à l'époque par la traite, plus tard par le colonal... On a affaire à un micro-commerce de fortune, mais il y a commerce malgré tout, et il est remarquable que cette forme d'activité économique, se situant entre un système traditionnel d'autosubsistance et de prestations et des activités commerciales qui relèvent du capitalisme marchand ait acquis une permanence telle que l'ethnographe la constate encore intacte et très vivante ... »*²⁶.

Ces quelques exemples font bien voir qu'il serait faux d'imaginer l'économie pré-coloniale, ou celle des débuts de l'ère coloniale, comme un vaste secteur de subsistance, parfaitement homogène et totalement dépourvu d'échanges marchands²⁷. De même, à l'époque actuelle, on n'a pas toujours affaire à une structure dualiste simple où se juxtaposeraient un secteur de subsistance homogène et un secteur moderne rapporté. En Côte-d'Ivoire, dans la zone de contact entre forêt et savane (région de Bouaké), Lê-Châu isole en 1964 « un secteur de liaison (commerce et transports en particulier) qui sert, tant bien que mal, de courroie de transmission » entre deux autres secteurs : l'un traditionnel (production vivrière et artisanat) et l'autre moderne (cultures d'exportation, industries étrangères et services modernes)²⁸. Vers la même époque, ou un peu auparavant, toute une série d'études descriptives ont été consacrées,— dans le Bassin tchadien notamment —, à certains foyers d'activité économique qui semblent bien présenter cette double particularité d'être à la fois monétarisés et autonomes, et se situent par conséquent *entre* le secteur de subsistance et le secteur moderne. Mais d'abord, que faut-il entendre au juste par ce terme de « foyers » ?

À première vue, les activités dont il va être question semblent de nature surtout commerciale, encore qu'il soit logique, aux termes de nos définitions, de ranger dans un même secteur d'une part les phénomènes de distribution et de transport, et d'autre part les activités de production situées en amont. Assurément, la production finale²⁹ du secteur en cause comporte une grande part de services commerciaux. Cela est dû au fait que ce secteur s'oriente surtout vers les rapports entre forêt et savane — lesquels nécessitent des transports sur longue distance. Toutefois l'impulsion initiale naît le plus souvent en savane, et non en forêt ; très souvent, par exemple, elle émane de commerçants islamisés, originaires des régions de savane où ils gardent leur principal établissement. On

²⁴ MEILLASSOUX, C., *Anthropologie économique des Gouro de Côte-d'Ivoire*, Paris 1964, Mouton et C^o, p. 273.

²⁵ *ibid.*, p. 119.

²⁶ ROBINEAU, C., « Contribution à l'histoire du Congo : la domination européenne et l'exemple de Souanké (1910-1960) », *Cahiers d'Études Africaines*, 1967, 26, p. 322-323.

²⁷ La réalité a pu s'approcher parfois de cette situation extrême. Rien de commun à ce point de vue, entre l'économie pré-coloniale du Congo ou de la RCA et celle du Mali, du Niger ou du Tchad.

²⁸ LÊ-CHÂU, Le commerce dans la région de Bouaké (Côte-d'Ivoire). Une étude économique du commerce régional et inter-régional dans l'Ouest Africain, *Cahiers ORSTOM, série Sc. Hum.* 3, 1966, p. 90.

²⁹ C'est-à-dire le total des valeurs ajoutées par les producteurs, les transporteurs et les commerçants rattachés au secteur de référence.

peut alors parler de foyers, centrés sur la savane, mais dotés de prolongements vers le sud ; parfois jusqu'au littoral atlantique dans le cas de l'Afrique de l'Ouest, jusqu'en RCA ou au Congo-Kinshasa dans le cas du Bassin tchadien.

Dès 1959, une enquête réalisée par la CCTA/CSA à Bouaké avait montré l'importance du courant de poisson fumé descendant de la région de Mopti vers le Ghana et la Côte-d'Ivoire³⁰. Plus récemment, les travaux effectués par la SEDES³¹ dans la région de Bouaké ont apporté des renseignements du plus haut intérêt sur le commerce intra-africain du bétail, du poisson et de la cola. Ce commerce repose sur l'échange des poissons, du bétail et des céréales du Nord contre la cola et les produits manufacturés ou importés du Sud³².

Du Tchad, de grandes quantités de bétail descendent vers la Nigeria, le sud du Cameroun, la RCA ; le commerce des peaux est également très actif. Environ 80 000 t de poisson frais sont pêchées annuellement dans le lac Tchad et les zones d'inondation voisines ; après séchage ou fumage, une grande partie de ce tonnage est écoulée en Nigéria (jusqu'à Lagos), au Cameroun, dans le sud du Tchad, en RCA. Le natron blanc et noir extrait des gisements du Kanem est vendu dans ces mêmes pays, et plus loin encore (jusqu'en Rhodésie). Du mil enfin, produit dans le Diamaré (nord du Cameroun), passe dans les régions du Tchad où cette denrée manque parce que les populations se consacrent trop exclusivement au coton³³.

Tous ces mouvements sont difficiles à chiffrer, mais on sait qu'ils sont considérables. Leur contrepartie est constituée par des biens manufacturés ou importés (thé, sucre, émaillés, tissus, friperie), mais aussi par toutes sortes de produits locaux, au premier rang desquels il faut citer la cola. Sauf en ce qui concerne les opérations d'importation ou de production industrielle placées au début des circuits de contrepartie, toutes ces activités sont le fait d'Africains que les services administratifs officiels de la Douane, de l'Élevage ou des Eaux et forêts tentent d'encadrer et de contrôler au moins superficiellement. Ces efforts ont eu parfois d'heureux résultats : témoin la vaccination du bétail, ou l'introduction du fil de nylon dans le Bassin tchadien pendant les années 50.

Le secteur intermédiaire

Ce bref survol ne prétend nullement faire justice à l'importance et à la complexité des activités qui viennent d'être mentionnées. Il permet seulement de conclure que l'on peut repérer dans ces régions un secteur qui, par son degré de monétarisation et par son autonomie, paraît se différencier aussi nettement du secteur de subsistance que du secteur moderne rapporté. En schématisant, on est

³⁰ Enquête CCTA/CSA, 1957-1959.

³¹ Étude Régionale de Bouaké, 1962-1964.

³² Étude Régionale de Bouaké, *l'Économie*, t. 2, p. 252-253. C'est ici le lieu de regretter que le commerce de la cola ne semble jamais avoir fait l'objet d'études d'ensemble comme cela a été le cas pour d'autres produits vivriers locaux. Cf. P. HILL, « Landlords and brokers : a West African trading system (with a note on Kumasi butchers) », *Cahiers d'Études Africaines*, 1966, VI, 23, p. 355 : « Partly because kola is often sold outside markets, so that the market mechanism is more difficult to study, reliable (detailed) literature on kola marketing is very scanty... ». Or le commerce de la cola met en jeu des sommes considérables. En 1964, le tiers de la valeur des produits alimentaires achetés à l'extérieur par la Haute-Volta consistait en cola : pour ce même pays, 9 % des importations totales de 1964 portaient sur la cola (SAINT-MARC, M., « Le rôle du commerce extérieur dans le développement. Le cas de la zone franc, *Revue Économique* 1967, juillet, 4, p. 580).

³³ GENDARME, *op. cit.*, p. 460 ; COUTY, Ph., Notes sur la production et le commerce du mil dans le département du Diamaré (Nord-Cameroun), *Cahiers ORSTOM, série Sc. Hum.*, 1965, II, 4, p. 57.

en droit d'estimer qu'un tel « secteur intermédiaire » présente les deux caractéristiques prévues au tableau 1, à savoir monétarisation moyenne et autonomie moyenne.

a) Une grande partie de la production — parfois toute la production —, est réalisée en vue d'être vendue, et est effectivement vendue. Toutefois, la monétarisation n'est pas également intense à tous les stades du processus de production et de distribution, et ceci à deux points de vue :

— Un certain nombre de producteurs ont encore une mentalité caractéristique du secteur de subsistance. Très souvent par exemple, les cultivateurs du Diamaré ne commercialisent que quelques sacs de mil *muskwari*, en vue de satisfaire un pressant besoin d'argent, et la remarque de Gendarme rapportée plus haut s'applique exactement à leur cas. En toute rigueur, il faut donc situer ces producteurs dans le secteur de subsistance, ou sur la frange du secteur de subsistance. En aval cependant, la marchandise est achetée en gros afin d'être revendue avec bénéfice — ce qui correspond parfaitement à la situation de monétarisation totale définie précédemment.

— Même dans le cas de productions réalisées expressément en vue de la vente, la forte proportion de coûts non monétaires empêche qu'on puisse parler de monétarisation totale, au moins en début de circuit. Un exemple typique est celui du séchage des *alestes* pêchés dans le Chari ou dans le Logone : l'opération est souvent effectuée par des femmes auxquelles les pêcheurs abandonnent l'huile qui en est le sous-produit.

Monétarisation partielle en début de circuit, totale ensuite : quand on considère le circuit dans son ensemble, il est donc légitime de parler de monétarisation moyenne. De cette caractéristique primordiale découle une structure objective de prix et de coûts, qui se prête bien à l'observation et qui est parfaitement justiciable de l'analyse économique³⁴. Cette structure est la cause et le résultat de comportements (spéculation, stockages, etc.) qui supposent l'emploi de certaines formes du calcul économique³⁵.

b) Pour être maximum, l'autonomie impliquerait, aux termes de notre définition, une indépendance absolue par rapport aux économies des ex-métropoles. Tel serait le cas — très théorique —, du producteur traditionnel plongé dans la plus parfaite autarcie. Le secteur intermédiaire, au contraire, se relie de façon plus ou moins étroite soit au secteur moderne installé dans le pays, soit à de lointaines économies industrielles. Des exemples de ces liaisons ont déjà été donnés : intervention de l'administration moderne, articulation du commerce du bétail ou du poisson avec le commerce des produits importés... En voici un autre, très significatif : le natron du Kanem ne navigue plus sur les *kadeï* des Boudouma, mais sur des barges à moteur qui sont la propriété de firmes européennes. Ces firmes ne jouent cependant qu'un rôle limité dans les circuits, et sont obligées de se conformer aux habitudes locales, notamment en ce qui

³⁴ Non sans précautions. Le fait que la monétarisation ne soit pas totale donne une allure originale à la structure des coûts et des prix. Le marchandage est général, la pratique universelle du cadeau complique l'évaluation des prix.

³⁵ Le manque de place ne me permet pas de développer ce point. Qu'il suffise d'indiquer que certaines observations de Max WEBER peuvent s'appliquer ici, en particulier la définition qu'il donne de l'acte économique capitaliste. On peut aussi rapprocher de la réalité observée la typologie esquissée par WEBER : « isolierte Einzelunternehmungen », « Wirtschaften welche gänzlich auf immer neue Kapitalistischen Einzelunternehmungen eingestellt waren », et enfin les « Kontinuierliche Betriebe ». Cf. COUTY, Ph., *Le commerce du poisson dans le Nord-Cameroun*, Paris 1964, Mémoires ORSTOM n° 5, p.137. WEBER, M., *L'Éthique Protestante et l'esprit du capitalisme* (traduit par J. CHAVY), Paris 1964, Plon, p. 13 et 15.

concerne le règlement des frais de transport³⁶. Mais ces liaisons institutionnelles ou économiques entre secteur moderne et secteur intermédiaire ne portent pas atteinte à l'autonomie des agents africains. Initiatives de production, innovations, mise sur pied d'un appareil de distribution et de transport, tout ou presque tout vient d'entrepreneurs autochtones, rien n'est dû à la contrainte ou à l'incitation des administrations et des sociétés d'intervention. Bien au contraire : l'administration coloniale a parfois vu avec défaveur le développement de la pêche dans le Bassin tchadien ; elle s'imaginait qu'il ôterait des bras à la culture du coton.

TABLEAU II

	SECTEUR DE SUBSISTANCE	SECTEUR INTERMÉDIAIRE	SECTEUR MODERNE RAPPORTÉ
CONTENU (EXEMPLES)	Cultures vivrières Élevage, pêche, chasse Construction et réparation de cases	Production et commerce des céréales Élevage et commerce du bétail Pêche, transformation et commerce du poisson Production et commerce du natron Production et commerce des peaux, du bois de chauffage, etc. Commerce de la cola Artisanat, services divers	Cultures industrielles et activités rattachées Commerce d'importation Industries et services dirigés par des expatriés
MONÉTARISATION	Nulle Pas de prix en monnaie	Moyenne, faible en début de circuit, élevée ensuite Prix quelquefois difficile à déterminer (marchandages) circuits commerciaux développés	Totale Prix non débattus Circuits commerciaux très longs
AUTONOMIE	Totale Cadre institutionnel coutumier Innovation rare Investissements faibles	Moyenne Cadre institutionnel coutumier Innovation fréquente Investissements relativement élevés dans certaines activités à haut rendement (pêche) mais très éparpillés	Nulle Cadre institutionnel moderne Innovations importées et imposées de l'extérieur Investissement élevés concentrés sur des projets rentables

Malgré cette absence d'encadrement et d'incitations, les Africains arrivent à réaliser des investissements relativement considérables³⁷. Quant aux motivations, elles sont économiques, certes — recherche du profit maximum —, mais elles se rattachent à tout un contexte culturel profondément vivant³⁸ ; aussi les agents

³⁶ COUTY, Ph., *Sur un secteur intermédiaire dans une économie de savane africaine : l'exemple du natron*, Paris 1966, ORSTOM, p. 99.

³⁷ VERLET, M., *Aspects humains de la pêche au lac Tchad*, Paris 1966, Centre Technique Forestier Tropical.

³⁸ D'où un ensemble de liaisons internes qui donnent au secteur intermédiaire une cohérence remarquable. Le développement de la pêche de décrue chez les Massa du Cameroun est dû à leur désir de se procurer de l'argent — et finalement du bétail — pour se constituer une dot ; le natron du Kanem est vendu à des pasteurs Peuhl soucieux de la santé de leurs animaux, etc.

assument-ils pleinement leurs activités, et n'ont-ils pas l'impression de participer de force à des processus qu'ils ne comprennent pas. Enfin le secteur intermédiaire s'organise dans un cadre institutionnel coutumier, ce qui explique d'ailleurs pourquoi il reste si souvent hors de l'atteinte des administrations modernes.

Tout ce qui précède permet de conclure que le schéma du tableau I n'est pas contredit par les faits. Bien entendu, pour ne pas trop simplifier la réalité, il convient d'ajouter à ce schéma quelques indications (qui peuvent d'ailleurs se déduire des deux critères de base). Ces indications ont été portées dans le tableau II, qui résume l'essentiel des pages précédentes. Il nous reste maintenant à chercher si ce schéma, plausible au point de vue statique, peut servir à l'interprétation des évolutions à plus ou moins long terme.

Secteur intermédiaire et évolution économique

Origine et localisation du secteur intermédiaire

Le problème des origines du secteur intermédiaire est inséparable de celui de sa localisation. Si les foyers dont nous avons parlé sont situés en savane, cela est dû à la présence dans les régions soudano-sahéliennes d'un certain nombre d'éléments qui ont favorisé — et peut-être même provoqué — la naissance d'un secteur monétarisé et autonome. Par exemple, la circulation des marchandises était facilitée en savane par la faible épaisseur du couvert végétal. L'existence de cités telles que les villes haoussa³⁹ a dû contribuer aussi au développement du commerce, ce dernier suscitant et permettant un accroissement de la production. L'organisation de grandes unités politiques, telles que le Kanem ou le Bornou, a certainement eu le même effet. Enfin la diffusion de quelques grandes langues vernaculaires, — peuhl, haoussa, kanouri, arabe tchadien, — a joué un rôle important dans le commerce et les transports. Tout cela mériterait une étude très approfondie, mais je me bornerai ici à quelques rapides observations sur :

- l'existence d'un surplus céréalier en savane ;
- le rôle de l'Islam ;
- la possibilité de rapprocher les notions de secteur intermédiaire et de « secteur capitalistique »⁴⁰.

Le surplus céréalier des savanes

« De l'agriculture de forêt à celle de savane, écrit J. Maquet⁴¹, un seuil est franchi, celui de surplus. Ce surplus est particulièrement significatif parce qu'il peut être constitué de céréales et de légumineuses... Or les céréales — sorgho, maïs, riz et différentes variétés de mil —, et les légumineuses, — pois, haricots, fèves, — peuvent se conserver presque indéfiniment, sont facilement transportables, aisément mesurables et présentent une suffisante uniformité pour pouvoir être comparées. Ces caractéristiques permettent une certaine accumulation d'une richesse très mobile. Ainsi le surplus peut être facilement séparé du producteur, passer de mains en mains, et être concentré en quantité relativement grande ».

Dans l'esprit de l'auteur, cette remarque s'applique à un milieu naturel bien précis : celui dans lequel se situerait la « civilisation des greniers », et qui s'étend :

³⁹ La plus importante étant Kano. Cf. MAQUET, *op. cit.*, p. 230-237.

⁴⁰ RODINSON, M., *Islam & Capitalisme*, Paris 1966, Seuil, p. 25.

⁴¹ MAQUET, *op. cit.*

« ... en de vastes régions au sud du 4^e parallèle sud, là où la grande forêt humide disparaît progressivement pour faire place à la forêt sèche, à la savane boisée et à la savane herbeuse... ».

En fait, les lignes ci-dessus valent tout aussi bien pour les savanes situées au nord de l'Équateur. Il est évident que les céréales cultivées dans les régions soudano-sahéliennes possèdent à un degré éminent la vocation de marchandises, et que leur seule existence suffit à provoquer des échanges, — ne serait-ce qu'entre régions inégalement dotées ou en raison des dates de récolte. La mise en route de tels échanges a dû se trouver puissamment facilitée lorsqu'on pouvait trouver, en face des céréales échangeables, d'autres marchandises également transportables, mesurables et comparables : tel était le cas des *alestes* du Logone ou du Chari, que les Kotoko échangeaient, il y a quarante ans déjà, contre le mil du Diamaré. De telles circonstances rendent presque automatique le passage à un début d'économie marchande, à la division du travail et à la spécialisation des ethnies : en un mot l'apparition d'un secteur intermédiaire⁴².

Islam et secteur intermédiaire

Il y a dans une certaine mesure coïncidence entre les aires couvertes par l'islam et celles où sont implantés les foyers du secteur intermédiaire. On pourrait donc penser que les solidarités nées de l'appartenance commune à la religion musulmane sont loin d'avoir gêné la circulation des biens et l'intensification du commerce. La coïncidence entre islam et secteur intermédiaire se précise lorsqu'on observe que dans les régions étudiées, où toute la population n'est pas islamisée, ce sont la plupart du temps les ethnies musulmanes qui fournissent le support humain du secteur intermédiaire, — en ce qui concerne sa partie commerciale d'abord⁴³ mais également pour certaines activités de production⁴⁴. Dans certains cas, il est même possible de dépasser la simple observation de coïncidences et de noter que la prospérité du secteur intermédiaire est incontestablement *due* en partie à des motifs religieux. Ainsi les pêcheurs professionnels Haoussa qu'on rencontrait en 1964 dans l'extrême nord du Cameroun et qui venaient de Sokoto se disaient souvent en route pour La Mecque⁴⁵. Cette affirmation n'était pas fantaisiste puisque certains d'entre eux *revenaient* en fait de pèlerinage. Tous voyageaient par petites étapes, en séjournant longuement là où ils pouvaient exercer leur métier. Leur influence avait incité les Arabes Choa à tâter eux aussi de la pêche, avec pour résultat un accroissement important des quantités commercialisées⁴⁶. À titre d'autre exemple, on pourrait noter que la cola est adoptée par les Musulmans, au point, nous dit V. Monteil, qu'un *hadith* la déclare sainte et sacrée et promet le Paradis à ses consommateurs⁴⁷. Or la demande de cola est, nous l'avons vu, l'un des moteurs du secteur intermédiaire.

Ces exemples de corrélation positive entre l'islam et certaines formes de développement économique n'ont peut-être qu'un caractère anecdotique, mais au moins la preuve est-elle faite que l'islam n'a en rien contrarié dans ces régions le développement du commerce et du crédit, ainsi que la recherche du profit. Le

⁴² SURET-CANALE, J., « Les Sociétés traditionnelles en Afrique tropicale et le mode de production asiatique, *La Pensée*, 1964, oct., 117.

⁴³ Cas des Dioula. Cf. Étude Régionale de Bouaké, t. 2, p. 243, note 4.

⁴⁴ Pêcheurs Haoussa, Kotoko, Kanouri et Boudouma dans le Bassin tchadien.

⁴⁵ COUTY et DURAN, *op. cit.*, p. 191-192.

⁴⁶ Cet effet d'imitation n'est pas limité à la région du lac et du delta. Plus au sud, à Léré (dans le Mayo-Kebbi), l'exemple des pêcheurs Kabawa a déterminé les Moundang de l'endroit à pêcher eux aussi (COUTY, 1964, *op. cit.*, p. 49-54).

⁴⁷ MONTEIL, V., « Islam et développement au Sénégal », *Cahiers de l'ISEA*, déc. 1961.

livre magistral de M. Rodinson a d'ailleurs traité et résolu ce problème de la façon la plus convaincante possible. Une question se pose cependant : peut-on rapprocher les deux notions de secteur intermédiaire et de « secteur capitaliste » ? Si oui, quelles perspectives un tel rapprochement ouvre-t-il sur les origines et le devenir du secteur intermédiaire ?

Secteur intermédiaire et secteur capitaliste

L'un des points capitaux de la démonstration de M. Rodinson est l'existence, en de nombreux pays musulmans, de ce que l'auteur appelle un « secteur capitaliste... coexistant avec des secteurs où dominent l'auto-consommation et les circuits non monétaires », — et cela dès l'époque médiévale.

« Non seulement le monde musulman a connu un secteur capitaliste, mais ce secteur a été apparemment le plus étendu et le plus développé qui ait vu le jour avant l'apparition du marché mondial créé par la bourgeoisie européenne occidentale et celui-ci ne le dépasse qu'à partir du XVI^e siècle »⁴⁸.

De ce secteur capitaliste, les pays d'Islam n'ont pas vu sortir, comme en Europe, une véritable accumulation capitaliste, mais cela est dû « à de tous autres facteurs qu'à la religion musulmane »⁴⁹.

Ce que Rodinson appelle secteur capitaliste, c'est un secteur dominé par le capital marchand et le capital financier dans des sociétés pré-capitalistes, c'est-à-dire des sociétés où ne fonctionne pas encore le mode de production capitaliste⁵⁰. Un tel secteur présente de vives ressemblances avec ce que nous appelons ici secteur intermédiaire, encore que cette dernière notion se présente, on l'a vu, comme un tout intégrant des processus de production envisagés dans leur ensemble,— depuis la première opération productive jusqu'à la vente au détail⁵¹. Ces ressemblances se confirment à la lecture de certains passages du *Capital*⁵². En particulier, il est intéressant de souligner le rôle historique attribué par Marx au capital commercial. Le développement de ce dernier est la condition historique du développement de la production capitaliste :

— comme condition préalable de la concentration de la fortune-argent ;

— parce que le mode de production capitaliste suppose la vente en gros... c'est-à-dire l'existence de commerçants n'achetant pas pour leurs besoins personnels mais pour la satisfaction des besoins du grand nombre... Tout développement du capital commercial tend à donner à la production un caractère de plus en plus orienté vers la valeur d'échange et à transformer les produits en marchandises.

⁴⁸ RODINSON, *op. cit.*, p. 72.

⁴⁹ *ibid.*, p. 73 « On peut apercevoir des facteurs permanents fondamentaux comme la densité relative de la population qui fournit une main-d'œuvre abondante et bon marché, incitant peu à recourir à des perfectionnements techniques. De même, la tradition millénaire d'un État fort qu'exige dans de nombreux pays orientaux la production agricole, laquelle dépend dans une large mesure de travaux publics. Il faut y ajouter certainement l'enchaînement imprévisible des circonstances historiques... ».

⁵⁰ *ibid.*, p. 25. La définition du mode de production capitaliste est donnée à la page 23. C'est, au sens strict, le modèle économique selon lequel peut s'accomplir la production dans une entreprise. Un propriétaire de moyens de production paye un salaire à des ouvriers libres pour que ceux-ci produisent en utilisant lesdits moyens de production des marchandises qu'il vendra à son profit. L'ensemble des entreprises où fonctionne le mode de production capitaliste s'appelle secteur capitaliste.

⁵¹ Ce point de vue est compatible avec le fait que l'impulsion naît dans la partie commerciale du processus, pour se propager ensuite en amont.

⁵² Chap. 20 du Livre III. Voir particulièrement p. 401 de l'édition populaire de Borchardt (1965).

L'évolution ne se produit cependant qu'à certaines conditions. Pour passer à l'étape suivante, celle de la production capitaliste, il faut que le capital commercial perde son existence autonome et devienne simplement l'agent du capital productif. Il peut arriver que cette étape ne soit jamais franchie :

« *Le développement autonome et prédominant du capital comme capital commercial signifie que le capital ne s'est pas soumis à la production. Le développement autonome du capital commercial est donc en raison inverse du développement économique général de la société* »⁵³.

Ces quelques citations montrent que l'expression « secteur intermédiaire » désigne des réalités très voisines de celles que Rodinson appelle « secteur capitaliste » ou que Marx nomme « secteur du capital commercial et financier » ; elles nous amènent aussi à considérer le secteur intermédiaire dans une perspective dynamique. Son existence représente un progrès sur le secteur de subsistance, mais signifie aussi qu'une évolution est — ou était — en cours vers un mode de production plus perfectionné. Quelles hypothèses peut-on faire sur cette évolution ?

Hypothèses d'évolution

Les hypothèses que nous allons faire portent :

- sur l'ordre dans lequel sont apparus le secteur de subsistance, le secteur intermédiaire et le secteur moderne⁵⁴ ;
- sur les effets de la juxtaposition des secteurs.

L'ordre d'apparition des secteurs

Considérons une économie où prédominerait presque exclusivement le secteur de subsistance. Le choc de la pénétration coloniale fait entrer en contact avec cette économie rudimentaire une ou plusieurs économies industrielles dotées de moyens techniques considérables.

On peut penser que les nécessités de ce contact entraînent postérieurement au choc, l'apparition d'un secteur de liaison qui emprunterait ses caractéristiques aux deux secteurs préexistants, et qui constituerait par conséquent soit un début de solution de la contradiction entre deux univers économiques difficilement conciliables, soit, plus simplement une « courroie de transmission » (pour reprendre l'expression de Lê-Châu).

Un schéma de ce genre peut être utile pour analyser l'évolution économique d'un pays comme le Gabon. Dans la zone soudano-sahélienne cependant, les choses paraissent s'être passées autrement.

Admettons maintenant que l'économie d'une région ait présenté, dès l'ère pré-coloniale, une structure dualiste associant un secteur marchand au secteur de subsistance. Cela paraît avoir été assez généralement le cas dans l'Afrique des savanes. Si nous employons la terminologie marxiste, nous nous trouvons en présence d'une société précapitaliste où se développe déjà tout un secteur couvert par le capital commercial et financier, favorisant une production supérieure

⁵³ Éd. Borchardt, 1965, p. 401.

⁵⁴ BETTELHEIM, Ch., Problématique de l'économie de transition, in *Études de Planification sociale*, 3, mars 1966, SER, p. 129 : « N'est-ce pas une forme spécifique de coexistence ou de présence simultanée et d'interaction de plusieurs modes de production qui caractérise une économie de transition ? Ce qui conduit notamment à cette autre question : ces formes spécifiques de coexistence et d'interactions de plusieurs modes de production ne constituent-elles pas des modes de production spécifiques ? ».

aux besoins⁵⁵ et instaurant par conséquent une amorce de processus cumulatif. Le choc colonial et le contact avec les économies industrielles vont plaquer sur cette économie dualiste un troisième secteur, moderne et rapporté, plus ou moins fondé sur la contrainte (au moins dans les débuts).

Effets de la juxtaposition des secteurs

Dans l'hypothèse qui vient d'être envisagée, l'adjonction du secteur moderne peut soit favoriser l'extension du secteur capitalistique préexistant, soit occasionner son dépérissement.

Dans le premier cas, nous verrons apparaître un secteur intermédiaire au sens où nous l'avons défini. Cette apparition est fondée sur des mécanismes complexes, qui peuvent se ramener à deux séries d'effets :

— Effets positifs. La monnaie injectée dans l'économie locale grâce aux recettes procurées par les cultures d'exportation ne sert pas qu'à alimenter le commerce de traite (c'est-à-dire à financer des importations) ni à payer l'impôt. Elle peut aussi accroître la demande de produits locaux fournis par le secteur capitalistique, à condition bien entendu que les habitudes locales et les conditions de production le permettent ; ces produits peuvent d'ailleurs venir d'une région d'Afrique assez éloignée (cola).

Les recettes d'exportation peuvent encore, à condition que le niveau général d'économicité soit déjà assez élevé, inciter les agents à tenter des spéculations commerciales qui suscitent un accroissement de la demande et de la production de denrées *locales*.

Ces deux effets positifs ont certainement joué dans le nord du Cameroun. « L'argent du coton » a permis à de nombreux paysans de consommer du poisson séché, même dans des endroits assez éloignés du fleuve. En outre, bien des cultivateurs inoccupés en saison sèche achètent quelques paniers de poisson qu'ils colportent ensuite de marché en marché⁵⁶.

Un troisième effet positif, très important, résulte de certaines initiatives prises par l'administration coloniale (ou post-coloniale) : investissements routiers, généralisation de la sécurité, innovations techniques diffusées parmi la population, etc.

— Des effets négatifs viennent cependant contrebalancer ceux qui viennent d'être énumérés. Ce que veut *d'abord* l'administration, c'est le développement du secteur moderne représenté par les cultures d'exportation, et nous avons vu qu'à tort ou à raison, elle a parfois cru ce développement menacé par celui du secteur intermédiaire. Récemment encore, le problème se posait dans le nord du Cameroun : accroître les surfaces cultivées en coton risquait de gêner la production de mil, laquelle avait tendance à s'accroître spontanément⁵⁷. Plus généralement, la naissance d'une situation coloniale coïncide avec la mise en place d'un appareil de contrainte — douanière en particulier — qui peut gêner gravement le commerce autochtone⁵⁸.

Si les effets négatifs l'emportent sur les effets positifs, il se peut que le secteur capitalistique pré-colonial dépérisse et même s'efface. Aucun secteur intermédiaire n'apparaît dans ce cas.

⁵⁵ *Le Capital*, éd. Borchardt (1965), p. 400.

⁵⁶ COUTY (1964), *op. cit.*, p. 128. Encore faut-il qu'il y ait des marchés, c'est-à-dire d'anciennes habitudes d'échange.

⁵⁷ COUTY, 1965, *op. cit.*, p. 74-78.

⁵⁸ COUTY et DURAN, *op. cit.*, chap. 8 et 9.

Une telle situation peut d'ailleurs être due au fait que le secteur capitalistique a toujours été peu important ; auquel cas, même s'il n'avait entraîné que des effets positifs, le choc avec les économies industrielles n'a évidemment aucune chance de faire apparaître un secteur intermédiaire.

La proximité de la mer et l'ancienneté du contact avec des nations plus développées peuvent avoir habitué très tôt les populations locales à consommer des produits importés. Les recettes provenant des cultures industrielles sont alors consacrées presque exclusivement à l'achat de produits importés, ce qui ne fournit ou qu'aurait pu fournir le secteur intermédiaire. La situation peut se cristalliser dans une structure de prix et de coûts qui bloque littéralement tout développement futur d'un secteur intermédiaire.

Tel semble être le cas de la région arachidière sénégalaise. Le secteur moderne y est constitué par la culture de l'arachide et les activités qui s'y rattachent. Ce secteur est bien intégré à l'économie locale ; ou plutôt, il *est* l'économie locale : la culture de l'arachide est en effet tellement passée dans les mœurs qu'elle devient pratiquement la seule activité des Wolof. Ces derniers négligent même leurs cultures vivrières au point de se nourrir en partie de riz et de sorgho importés.

Le secteur intermédiaire, sans être totalement absent de cette région, n'y a qu'une importance relative très faible. La meilleure preuve en est la rareté des marchés locaux. On trouve de nombreuses boutiques mais celles-ci écoulent surtout des denrées produites par le secteur moderne, ou des biens d'importation. Au bout du compte, la situation est clairement décrite par Pélissier :

*« Totalement produite dans le cadre des exploitations familiales, l'arachide est le moteur de toute la circulation monétaire intéressant la paysannerie. Les mils, le riz, les fruits, le bétail, etc... ne donnent lieu qu'à des échanges menus, se déroulant à l'échelle locale et régionale, parfois encore opérés sous forme de troc, et n'intervenant pratiquement pas dans le commerce extérieur »*⁵⁹.

Le secteur moderne a pour ainsi dire trop bien prospéré dans cette région, étouffant tout développement parallèle d'activités analogues à celles qu'on observe dans d'autres parties de la zone soudano-sahélienne. Ce résultat est dû à toutes sortes de circonstances, certaines purement fortuites⁶⁰. Le Mouridisme, par exemple, est venu donner à la culture de l'arachide de puissantes motivations sociales et religieuses, sans lesquelles elle ne se fût peut-être pas étendue aussi rapidement. Quoi qu'il en soit, Lat-Dior avait fait preuve de pénétration lorsque, dès 1873, il s'opposait à cette culture⁶¹. Cette dernière a fait la prospérité du Sénégal, mais elle a consacré la dépendance économique du pays ; on l'a bien vu lors de la convention d'association entre la CEE et les États Associés⁶². En outre,

⁵⁹ PÉLISSIER, P., *Les paysans du Sénégal. Les civilisations agraires du Cayor à la Casamance*, 1966, Imprimerie Fabrègue, St-Yrieix, p. 31.

⁶⁰ MONTEIL, V., *Une confrérie Musulmane : les Mourides d'Amadou Bamba*, in *Esquisses Sénégalaises, Initiation & Études Africaines*, n° XXI, Dakar, IFAN 1966, p. 190 « On doit se demander quelle est l'origine de la prédilection mouride pour l'arachide. Il semble bien qu'il s'agisse, tout simplement, d'un concours fortuit de circonstances. En effet... les graines servaient à nourrir les esclaves. Lorsque ceux-ci furent émancipés (effectivement en 1848), le prévoyant Rousseau avait déjà entamé leur « reconversion » : dès 1840, il proposait au chef de Dakar de les utiliser à la culture de l'arachide. Et « le lendemain, les marabouts étaient réunis, faisaient une cérémonie, enterraient des gris-gris, et promettaient de propager la culture de l'arachide ». Rien d'étonnant donc à voir signaler en 1905 par le Commandant de Cercle de Tivaouane que les Mourides ensemencent en arachides de grandes quantités de terrain... ».

⁶¹ *ibid*, p. 97.

⁶² Tenue à Yaoundé en 1963. Elle instaure une zone de libre-échange entre la CEE et les EAMA, avec un tarif extérieur commun qui accorde aux arachides africaines une protection inférieure à l'ancien surprix français. L'écart de 10 F CFA entre cet ancien surprix et le cours

la structure des prix rend très difficile l'augmentation de la production céréalière, compte tenu des rendements. D'où ce paradoxe d'un pays agricole et sous-développé contraint de nourrir une fraction de sa population avec du sorgho et du riz importés en partie des États-Unis⁶³.

Le cas du Sénégal est toutefois exceptionnel. Ailleurs, du Mali au Tchad, le secteur intermédiaire est actif, prospère et contribue à l'évolution économique générale d'une manière qu'il convient maintenant de préciser.

Secteur intermédiaire et développement

La diffusion de ce que Lewis appelle « the will to economize » est l'effet le plus intéressant de l'existence d'un secteur intermédiaire. L'usage de la monnaie se répand jusque sur les moindres marchés. La création collective de circuits d'échange est le signe d'une transformation en profondeur de la société.

« L'échange s'universalise et l'introduction généralisée de la monnaie ramène la multiplicité qualitative à une unité quantitative. Le produit du travail... s'échange contre d'autres produits qu'il rencontre sur le marché, lequel s'affirme comme force autonome, irréductible à l'interférence des motivations et des conduites »⁶⁴.

Cette transformation — précondition de tout développement —, s'opère insensiblement, spontanément, sans rupture avec le contexte culturel. Le processus est lent, mais ses délais mêmes garantissent qu'il y a véritablement modification des mentalités, et non placage superficiel de comportements imposés.

Un gonflement exagéré du secteur intermédiaire aurait des conséquences fâcheuses : multiplication des trafiquants, prolifération de pseudo-services commerciaux, etc. L'action de l'administration doit tendre à minimiser ces aspects négatifs, et à intensifier — au moins à ne pas gêner — l'effet d'accroissement de la production. Il y a une raison importante à cela : ce que fournit le secteur intermédiaire, ce sont essentiellement des produits alimentaires. L'augmentation de la productivité de ce secteur conditionne donc tout développement, et notamment tout début d'industrialisation puisque cette dernière suppose à peu près obligatoirement l'obtention d'un surcroît de denrées alimentaires⁶⁵. À vrai dire, un problème bien plus pressant que celui de l'industrialisation se pose dans l'immédiat : on n'a peut-être pas prêté suffisamment attention au cri d'alarme lancé en juin 1966 par le Directeur Général de la FAO, ni au fait que, légèrement exportatrice de céréales avant la première guerre mondiale, l'Afrique en importe aujourd'hui pour plus de 4 millions de tonnes par an. Il est donc absolument nécessaire d'augmenter la production de céréales en Afrique, ce qui suppose un développement intense des circuits de commercialisation.

Or ces derniers ne peuvent être créés *ex nihilo*. On doit partir au contraire de ce qui existe déjà, et reconnaître que la « capacité de prendre des décisions relatives au développement » n'est pas toujours aussi rare que le pense

mondial ne se trouve finalement compensé qu'à raison de 2,90 F. Cf. DEBIEN, M.-Th., « L'association du Sénégal à la CEE et problèmes de l'arachide », *Bull. IFAN*, juillet-oct. 1966, T. XXVIII, série B 3-4.

⁶³ Cf. BYE, P. et LE MOAL, Y., Commercialisation et diffusion des produits alimentaires importés, Dakar 1966, ISEA, p. 39-40.

⁶⁴ SEBAG, L., *Marxisme et structuralisme*, Paris 1967, Petite bibliothèque Payot, p. 66.

⁶⁵ MYINT, *op. cit.*, p. 45, 46 et 116.

Hirschmann⁶⁶. Il suffit de s'entendre sur le sens qu'on prête au mot développement, et de ne pas lui donner d'emblée un contenu trop ambitieux.

Le secteur intermédiaire engendre des circuits d'échange intra-africains, unissant en particulier les régions de savane et celles de forêt. Il annonce donc l'édification d'économies africaines qui, sans s'isoler dans l'autarcie ni se couper du marché mondial, feraient figure d'entités intégrées, relativement indépendantes des ex-métropoles. Une économie qui progresse en se monétarisant ne deviendrait pas obligatoirement un simple prolongement d'économies développées.

J'ai conscience d'avoir simplifié à l'excès des réalités fort complexes. Au risque de passer les bornes, j'essaierai de résumer encore davantage. Il existe dans certaines régions d'Afrique un secteur d'activité monétarisé et autonome qui non seulement fournit des biens et des services d'importance vitale, mais encore les fournit d'une façon particulièrement propice à un certain développement. Tout porte à croire que l'existence de ce « secteur intermédiaire » constitue une étape nécessaire dans la transition vers un début d'économie moderne. Le rôle d'une planification réaliste serait donc :

— de reconnaître qu'il est des cheminements inévitables dans le progrès économique ;

— de hâter l'effet positif que l'existence d'un secteur intermédiaire peut avoir sur la transformation des mentalités, des comportements et de l'économie.

Dans les pays où il existe, ce secteur devrait être considéré comme aussi important, sinon plus, que celui des cultures d'exportation.

À qui objecterait que cette politique aura pour effet de préserver des survivances qui devraient au contraire disparaître le plus vite possible, on peut répondre deux choses :

— Au point de vue théorique d'abord, il faut s'interroger sur le sens qu'on donne à ce terme de « survivances » :

« Ce que nous appellerons pour le moment des « survivances » représente en fait les produits des structures dans lesquelles ces prétendues impuretés ne sont pas des « survivances » car elles ne sont pas étrangères aux structures réelles dans lesquelles elles se trouvent. Au contraire, elles sont le résultat de l'ensemble des relations qui constituent ces structures, c'est-à-dire notamment du niveau propre de développement des forces productives, des inégalités de développement qui caractérisent ces forces et des rapports de production liés à ces inégalités de développement. Si nous pensons ces impuretés comme survivances, c'est faute de saisir assez profondément les interconnexions des structures qui les produisent... »⁶⁷.

Il est bien évident que l'attitude du planificateur, — ou plus simplement de l'économiste qui cherche à comprendre ce qu'il observe —, ne sera pas la même suivant qu'il croit avoir affaire à des survivances faciles à balayer, ou au résultat d'un ensemble cohérent d'interconnexions résistantes. Seule l'étude approfondie de chaque cas peut permettre de juger en connaissance de cause.

— L'expérience d'autres pays prouve qu'en acceptant l'existence et en favorisant le progrès d'un secteur intermédiaire, on ne consolide pas irrémédiablement l'installation de l'Afrique des savanes dans le sous-développement. Au contraire, toutes proportions gardées, une telle situation rappellerait dans le domaine de l'agriculture et des produits alimentaires celle que connaît le Japon dans le domaine industriel. Un livre récent montre que l'industrie japonaise est caractérisée par un profond dualisme entre un secteur de grandes entreprises à haute

⁶⁶ HIRSCHMANN, A.O., *Stratégie de développement économique*, Paris 1964, Éditions Ouvrières, p. 41.

⁶⁷ BETTELHEIM, *op. cit.*, p. 130.

productivité, et un secteur de petites entreprises « *que la rareté du capital, la surabondance de la main-d'œuvre, la sévérité des conditions de travail et la modestie des salaires font apparaître comme une véritable enclave sous-développée* »⁶⁸. Or le succès du capitalisme japonais repose justement en partie sur cette « utilisation des archaïsmes », en particulier de ceux que synthétise la coexistence de deux secteurs industriels inégalement développés. En Afrique, le problème ne se pose pas dans les mêmes termes : il ne s'agit pas encore d'industrie, mais d'agriculture, de commerce et d'une transformation rudimentaire de certains produits. Un trait commun rapproche cependant les deux situations : l'existence d'une structure complexe dont l'hétérogénéité même peut contribuer positivement au progrès économique.

⁶⁸ TAKASHI, K., « Le miracle économique japonais (analyse du livre de H. BROCHIER) », *Revue Économique*, janv.-fév. 1967, I.

ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE ET FONCTION COMMERCIALE

On soumet fréquemment aux économistes qui travaillent dans les pays pauvres des problèmes relatifs au fonctionnement des échanges commerciaux intérieurs. Les réflexions rassemblées dans cet article portent :

— sur la place occupée par la fonction commerciale dans l'évolution de ces économies ;

— sur les points de vue adoptés et les techniques utilisées par la recherche concrète.

En d'autres termes, je souhaiterais éclairer deux problèmes. Tout d'abord, dans les pays que l'absence de progrès technique autonome semble installer dans une dépendance économique plus ou moins accentuée, les recherches sur la fonction commerciale peuvent-elles avoir la même signification que dans les pays non-dominés ? En second lieu, peut-on espérer aller très loin si l'on se limite, dans l'étude de la fonction commerciale, à des schémas de raisonnement et à des techniques de collecte relevant exclusivement de la science économique courante ?

Ces deux problèmes sont liés. Le premier fait intervenir les phénomènes de pouvoir, et s'il y a pouvoir, une indétermination gênante s'introduit dans la logique rassurante des équilibres économiques. D'un autre côté, la recherche pratique doit bien accepter de limiter ses ambitions si elle prétend être écoutée. Entre le double écueil de la consultation technique et de la réflexion politique ou philosophique, la progression n'est pas facile. Au moins convient-il de répertorier les questions, et les moyens d'y répondre.

La fonction commerciale et l'économie globale

Deux étapes dans cette première partie : d'abord un bref rappel théorique, ensuite une tentative de confrontation avec des situations historiques jugées pertinentes.

Les échanges et la production : rappel théorique

« Le but de tout commerce, écrit Ricardo, est d'accroître la production »¹. On peut développer cette proposition de trois manières :

¹ RICARDO, D., *The Principles of Political Economy and Taxation*, Everyman's Library, Londres 1965, p. 181 : « The end of all commerce is to increase production, and by increasing production, though you may occasion partial loss, you increase happiness ».

- Les échanges sont le signe d'une spécialisation qui engendre une productivité accrue.
- Les services commerciaux accroissent la somme des ressources.
- Les commerçants peuvent détourner une partie du surplus pour l'investir.

Les échanges et la spécialisation

L'existence d'échanges internes témoigne d'une certaine division du travail, et toute division du travail, en bonne théorie, va de pair avec un accroissement de la production par tête. Le commerce est ainsi à la fois signe et condition d'une production plus grande, toutes choses égales par ailleurs, que celle dont on disposerait s'il n'y avait pas commerce ou si une réglementation quelconque restreignait les échanges.

La vérification empirique de ce schéma, qui se relie à la théorie des avantages comparatifs, donne matière à de nombreux travaux économétriques. Mentionnons par exemple ceux que poursuit l'ICRISAT en Inde². Les premiers résultats concluent à l'existence d'une relation significative entre l'intensité des échanges et la productivité globale, sans toutefois pouvoir indiquer dans quel sens s'oriente la chaîne des causes et des effets. L'existence de marchés semble accroître la productivité céréalière dans les états de Maharashtra et d'Andhra Pradesh, mais il se peut tout aussi bien que ce soit l'accroissement de productivité qui suscite le développement des marchés.

Les services commerciaux grossissent la somme des valeurs ajoutées

La division du travail requiert tôt ou tard que les échanges entre agents qui consomment ce qu'ils n'ont pas produit et agents qui produisent ce qu'ils ne consommeront pas soient pris en charge par une série de spécialistes. Dans les systèmes économiques caractérisés par l'emploi de la monnaie — catégorie pourtant bien hétérogène —, une convergence irrésistible tend à instituer des grossistes et des détaillants, des courtiers et des transporteurs, des changeurs et des prêteurs d'argent. Ces intermédiaires fournissent d'incontestables services qui, dans le décompte final des valeurs ajoutées, viennent grossir la somme totale des ressources disponibles. En ce sens encore, le commerce a pour but et pour résultat d'accroître la production.

Avant d'aller plus loin, il convient de s'interroger sur la nature du changement attesté par le développement des échanges. Par déduction, on repère certains cheminements qui semblent inévitables. Si l'on part d'une économie peu ou pas monétarisée essentiellement agricole³, on est sûr qu'un certain nombre d'agents devront quitter le secteur agricole. Ce mouvement, destiné si tout va bien à fournir de la main-d'œuvre à un secteur industriel naissant, ne pourra se manifester que si le secteur agricole continue à produire une quantité au moins inchangée de denrées alimentaires. Cette masse de denrées se divise alors en deux parts : l'une est consommée par les agriculteurs eux-mêmes, et fait l'objet d'échanges restreints ; l'autre est acheminée vers les capitales, les zones industrielles, les chantiers de grands travaux. Il est clair qu'une activité de collecte, de transport et de distribution, devra, dans le second cas, s'insérer entre producteurs

² VON OPPEN, M., *The Impact of Agricultural Markets on spatial allocation of crops and aggregate productivity in a developing country. Some preliminary observations from India*. ICRISAT (International Crops Research Institute for the Semi-Arid Tropics) Hyderabad, Inde 1976.

³ NURKSE, R., *Problems of capital formation in underdeveloped countries*, Oxford University Press 1953 ; et LEWIS, W.A., *Economic development with unlimited supplies of labour*, Manchester School, mai 1954.

et consommateurs. Il est également clair que ce point de passage obligé constituera un élément essentiel du processus. Notons dès maintenant que ce courant commercial se dédouble nécessairement en flux inverses : flux des produits alimentaires acheminés vers la ville, mais aussi flux de biens manufacturés (tissus, engrais...) vendus par les villes aux campagnes, en échange des revenus qui permettront d'acheter les produits alimentaires.

Nous avons raisonné en économie fermée, et c'est une hypothèse peu réaliste. En économie ouverte, le surplus alimentaire peut être importé, auquel cas il faudra disposer de devises étrangères, elles-mêmes obtenues grâce aux exportations de produits agricoles ou miniers. L'appareil commercial aura alors pour tâche non seulement de distribuer les denrées alimentaires importées, mais aussi de collecter les produits exportés. Tel est le cas du Sénégal, importateur de riz et exportateur d'arachides.

Aux yeux de certains, la référence à Nurkse et à Lewis paraîtra démodée, voire provocante. Ces auteurs donnent à penser, en effet, que les pays pauvres souffrent d'un *retard* sur les pays riches, mais que rien ne s'oppose en principe à ce que certains changements dans la structure économique interne des pays pauvres leur permettent de combler ce retard. Beaucoup jugent aujourd'hui que les rapports de force entre pays nantis et pays dénués forment une structure globale stable, qui interdit précisément aux pays pauvres d'améliorer leur situation. Avec G. Frank, S. Amin et bien d'autres, on préconise une modification radicale de ces rapports de force, de manière à mettre en route des évolutions autonomes et originales.

Pour S. Amin⁴, toute économie nationale comporte quatre secteurs : exportation, consommation de masse, consommation de luxe et biens d'équipement. On peut considérer comme « auto-centrés » les systèmes où une articulation déterminante relie les secteurs 2 et 4 (consommation de masse et biens d'équipement). Cette articulation significative définit le mode de production capitaliste. Si la production de biens d'équipement se développe, c'est pour permettre le développement de la production des biens consommés par les masses. Les productions de luxe satisfont une demande dont la solvabilité est fondée sur la perception des profits ; la consommation de masse, au contraire, est payée par les salariés, et s'élargit au fur et à mesure que la croissance s'accélère : au début, elle porte sur des produits essentiels (alimentation) et favorise la révolution agricole en offrant un débouché intérieur aux produits locaux ; plus tard, apparaissent les biens de consommation durables.

Dans les systèmes périphériques, et notamment en Afrique, l'articulation maîtresse est celle qui réunit les secteurs 1 (exportations) et 3 (consommation de luxe). Pour obtenir une rémunération intéressante, le capital des pays industriels émigre et s'investit à la périphérie⁵. Cette dernière exporte alors des produits qui, à productivité égale, sont jugés attrayants par les pays industriels parce que la rémunération du travail est plus faible à la périphérie. Le développement du

⁴ AMIN, S., *L'Afrique sous-peuplée*. Communication au Congrès Régional de la Population d'Accra, 1971.

⁵ Ces vues se rattachent évidemment aux concepts d'impérialisme et d'exploitation coloniale remontant à Marx, Engels et Lénine. On sait que, pour expliquer pourquoi la loi de paupérisation croissante ne se vérifiait pas dans les pays capitalistes, ces auteurs ont été amenés à ajouter une hypothèse auxiliaire à leur système. L'exploitation coloniale serait un moyen de faire supporter la paupérisation par le prolétariat des colonies, groupe politique et économique plus faible que le prolétariat industriel. Du même coup, ce prolétariat industriel, promu aristocratie ouvrière, passe dans le camp des bourgeois, des exploités et des capitalistes.

secteur d'exportation suscite un marché intérieur limité, orienté surtout vers la consommation de produits de luxe, puisque la faible rémunération du travail n'autorise qu'une faible consommation de masse et que par ailleurs une partie du capital est locale et perçoit les profits.

La fonction commerciale reste rudimentaire puisqu'il n'y a pas de liaisons entre secteurs de base (agriculture et consommation de masse, ou industrie et consommation de masse). Le commerce est surtout un commerce extérieur, il ne fait que prolonger le système économique des pays industriels.

Pour intéressantes qu'elles soient, ces nouvelles perspectives théoriques ne semblent pas constituer un des changements de paradigme dans lesquels Kuhn voit le signe du progrès scientifique en astronomie, en physique et en chimie⁶. Si G. Frank, S. Amin et leurs disciples, à la suite d'ailleurs de travaux déjà anciens⁷, analysent de façon convaincante la domination internationale actuelle, s'ils rappellent abondamment les antécédents coloniaux de cette domination, ils demeurent très discrets sur la politique que l'on pourrait et qu'il faudrait mettre en œuvre au cas où cette domination cesserait ou s'atténuerait. Tout se passe comme si ces auteurs ne faisaient qu'ajouter une précision, capitale il est vrai, aux modèles anciens, en définissant les conditions d'applicabilité de ces modèles, et en décrivant ce qui se passe lorsque les conditions d'applicabilité ne sont pas encore réunies.

Il est juste de dire que les changements virtuels de structure interne prévus par Nurkse et Lewis sont bloqués par la situation internationale. Il ne s'ensuit nullement qu'une modification de cette situation, par exemple une rupture avec le marché mondial, dispenserait *ensuite* de passer par les changements de structure en question. Auquel cas, la fonction commerciale retrouverait son rôle et son importance. Les ouvrages de G. Frank et de S. Amin attirent à juste titre l'attention sur les causes du blocage actuel, mais paraissent ignorer les problèmes que posera la construction d'une économie développée lorsque ce blocage aura cessé. On pourrait leur appliquer la remarque de Popper à propos des théories économiques de Marx :

« Marx ayant pratiquement interdit toute technologie sociale, qu'il jugeait utopique, ses disciples russes se trouvèrent au début dans un état de totale impréparation pour leurs grandes tâches.. Lénine le comprit très vite : le marxisme n'était d'aucune aide en matière d'économie pratique »⁸.

Le détournement commercial du surplus

L'accroissement de production par tête exige un accroissement de la dotation en moyens de production. Qui financera cet investissement net ? La réponse varie selon les époques et selon les systèmes, mais il n'est pas douteux que bien souvent, les intermédiaires commerciaux ont réussi à s'approprier tout ou partie du surplus agricole⁹ et à le réintroduire, à leur profit, dans les processus de

⁶ HOPKINS, A.G., et LATOUR, F., « Développement et prévision : théorie et application, analyse et prévision », juillet-août 1974 (article repris dans *Problèmes Économiques*, n° 1402 du 25-12-1974. Voir aussi KUHN, T.S., *The structure of scientific revolutions*, Univ. of Chicago Press, 1970, 2^e édition.

⁷ O.N.U., *The Economic Development of Latin America and its Principal Problems*, 1950. Voir aussi BAER, W., *The Economics of Prebisch and the ECLA, Economic Development and Cultural Change*, 1961-62, vol. 10, n° 2.

⁸ POPPER, K., *The Open Society and its enemies*, Londres 1966, Routledge and Kegan Paul, 5^e édition, vol. II, p. 83.

⁹ Dans son acception la plus simple : « Écart positif entre le volume de la production alimentaire et la quantité de subsistances nécessaires à ceux qui la réalisent », BADOUIN, R., *Économie rurale*, Paris 1971, Armand Colin, p. 203. De cette acception simple, il y a

production. Les mêmes commerçants peuvent d'ailleurs se trouver dans l'obligation d'abandonner à l'État, sous forme d'impôts, une partie du prélèvement opéré sur les paysans.

Ce type de processus est généralement considéré comme caractéristique d'une époque antérieure à ce qu'on appelle la Révolution Industrielle. On admet qu'à partir de cette Révolution, l'accumulation commerciale aurait cédé la place à une accumulation industrielle, seul moteur possible désormais de la croissance économique.

Furtado a donné d'excellentes formulations de ce schéma¹⁰. Un ou plusieurs groupes minoritaires réussissent à s'approprier un excédent de production dû, dans les sociétés primitives, à des conditions climatiques exceptionnelles ou à la découverte de meilleures terres ; plus tard, cet excédent résulte des gains de productivité associés à la division du travail. Ces groupes élèvent donc leur niveau de vie. D'où une intensification des échanges et une augmentation générale de la productivité. La concentration de richesse permise par l'échange est suivie d'une incorporation aux processus productifs des ressources accumulées par les commerçants ; ce qui intensifie encore les courants commerciaux, donc les possibilités de profit. Pour Furtado, « *la possibilité d'augmenter la productivité et l'appropriation du fruit de cette augmentation par des groupes minoritaires constituent les points stratégiques de ce processus* ».

Pourquoi l'accumulation de ressources est-elle si facilement le fait des commerçants ? Peut-être parce que, de par la nature même de leurs activités, les commerçants, et surtout les négociants en gros¹¹ se trouvent dans une situation qui leur permet, à tout moment, de disposer d'une information supérieure à celle que détiennent leurs partenaires économiques : producteurs, détaillants, consommateurs¹². Par définition, le commerçant est ou doit être renseigné à la fois sur l'état de l'offre et sur celui de la demande. Il n'effectue la mise en contact que si la différence entre prix d'offre et prix de demande dépasse les frais qu'il sait devoir exposer. Les décisions à prendre sont facilitées par la détention de réserves liquides, ou par l'accès au crédit, c'est-à-dire par la possibilité d'amener producteurs et consommateurs à accepter des transactions peu avantageuses, mais immédiates. Au fond, le commerçant fait figure de prédateur dans l'univers économique, alors que consommateurs et producteurs mis en contact par ses soins sont toujours partiellement animés par des motivations extra-économiques : désir de survivre, respect de la tradition ou de la pression sociale, soucis

naturellement lieu de passer à celle, plus complexe, de surplus financier prélevé sur le secteur agricole. Cf. BADOUIN, chap. IX.

¹⁰ FURTADO, C., *Théorie du développement économique*, Paris 1970, PUF, p. 102-104. Voir également HICKS, J., *A Theory of Economic History*, Oxford University Press 1969.

¹¹ LEWIS, W.A., *Competition in retail trade*, *Economica*, 1945, vol. 12, p. 202-234, avait déjà attiré l'attention sur le rôle stratégique du commerce de gros et la possibilité de ne nationaliser que ce seul secteur.

¹² Cette situation incite les commerçants à manipuler l'information pour accroître encore leurs avantages. D'où les nombreux reproches qui leur sont souvent adressés. VAUVENARGUES : « Le commerce est l'école de la tromperie » (maxime 310). LA BRUYÈRE : « L'on ouvre et l'on étale tous les matins pour tromper son monde ; et l'on ferme le soir après avoir trompé tout le jour ». (*Les Caractères*, Des biens de fortune, 42). MARX : « L'intérêt du marchand est toujours d'agrandir le marché et de restreindre la concurrence des vendeurs... C'est là une classe de gens dont l'intérêt ne saurait être exactement le même que l'intérêt de la société ; ils ont en général intérêt à tromper le public... » (citation d'Adam SMITH, in *Première critique de l'Économie Politique*, 10/18, 1972, p. 110).

ostentatoires, etc. Pour toutes ces raisons structurelles, c'est d'abord vers le commerçant que s'orientera l'accroissement de ressources.

Aujourd'hui, continue Furtado, c'est l'entrepreneur industriel et non plus le commerçant qui stimule la croissance en réinvestissant ses profits. À vrai dire, cet entrepreneur n'a pas le choix : s'il ne réinvestissait pas, l'insuffisance de la demande bloquerait tout le système : « *Si la valeur de tous les biens vendus, pendant une période de production, est égale à la rémunération de tous les facteurs de production, il est évident que si un entrepreneur vend un bien et retient entre ses mains, après la vente, une partie de la valeur sous forme liquide, en raison de cette rétention d'autres biens ne pourront être vendus* »¹³.

La fonction commerciale n'est plus foyer d'accumulation, mais elle est chargée de stimuler la demande ou plus précisément, comme l'a montré Galbraith, de faire accepter par les consommateurs les choix de production décidés par les grandes firmes. Il est indispensable en effet de conditionner le comportement des consommateurs (c'est là l'essentiel du *pouvoir économique*) de façon que les firmes puissent planifier leur production et l'organiser sur une grande échelle.

Ainsi apparaît dans le monde une structure dualiste. Un noyau industrialisé crée dans les aires d'économie pré-capitaliste un secteur spécifique lui procurant soit de la main-d'œuvre, soit des matières premières, soit les deux à la fois. Ce secteur rapporté et extraverti engendre une situation inédite : le sous-développement. Furtado reconnaît que le sous-développement n'exclut pas l'apparition d'un secteur industriel lié au marché interne, mais étant donné la domination du marché par les industries étrangères d'une part, l'obligation d'importer des technologies étrangères d'autre part, la croissance de ce secteur industriel ne provoque pas de modifications de structures assimilables à un véritable développement.

Au moins peut-on compter dans les pays pauvres sur une accumulation commerciale analogue à celle qui s'est produite en Europe avant la Révolution industrielle ? Apparemment non : le commerce extérieur est contrôlé par des firmes étrangères, elles-mêmes filiales d'entreprises industrielles ; et le commerce intérieur ne fait que prolonger le commerce extérieur, ou bien se situe dans un monde pré-capitaliste qui ne secrète que d'infimes surplus, souvent détournés d'ailleurs vers des emplois non productifs. « *Ainsi, conclut Furtado, les économies sous-développées peuvent connaître des phases prolongées de croissance de leur produit global et per capita sans pour autant voir diminuer leur degré de dépendance par rapport à l'étranger et leur dualisme interne* »¹⁴.

Études de cas

Cette tentative de confrontation des déductions précédentes avec la réalité historique se réduira à l'étude de deux exemples. On cherchera d'abord à montrer que les thèses de Furtado sur le rôle moteur du secteur commercial, puis du secteur industriel, se trouvent assez bien vérifiées dans le cas d'un pays aujourd'hui très développé : la Suède, moins bien dans d'autres pays. On abordera ensuite les situations africaines, afin de préciser l'intérêt que présente actuellement l'étude de la fonction commerciale dans ce continent.

¹³ FURTADO, *op. cit.*, p. 117.

¹⁴ *ibid.*, p. 150.

Pays industrialisés

Peut-on repérer, dans l'histoire de pays aujourd'hui industrialisés, l'époque où l'on passe d'une croissance fondée sur le secteur commercial à une croissance reposant sur l'accumulation industrielle ?

En Suède¹⁵, le rôle des grandes maisons commerciales demeura primordial dans l'évolution économique pendant toute la première moitié du XIX^e siècle. Une firme comme Tottie et Arfwedson contrôlait, entre autres, la plus grande partie des exportations de fer passant par Stockholm. La firme Michaelson et Benedick (une des rares entreprises dirigées par des Juifs suédois) se fit remarquer lors des ventes de navires de guerre suédois aux colonies d'Amérique du Sud luttant pour leur indépendance. La construction du canal de Troll-hätte, de 1838 à 1844, fut entièrement financée par la firme commerciale Schön de Stockholm. La domination exercée par ce type d'entreprises, à cette époque, était si forte que lorsque les banques se trouvaient en difficulté, c'est auprès des commerçants qu'elles cherchaient secours.

Au cours du XIX^e siècle, tout change. L'amélioration des communications, en diminuant les risques commerciaux, diminue aussi les possibilités de profit. Le commerce a tendance à confier à des transporteurs spécialisés le soin d'acheminer les marchandises, sous leur propre responsabilité. La fonction bancaire, exercée jusque-là par des commerçants, passe également à des maisons spécialisées. Enfin et surtout, la distribution des marchandises tend à être effectuée par les entreprises industrielles ; à partir de 1860, le métallurgiste Göransson commence à commercialiser lui-même les produits de la firme Sandvik. Le grand développement qui s'ensuit incite ses concurrents à l'imiter.

Ainsi la période de rupture se trouve-t-elle située assez clairement. On assiste à une intégration de la fonction d'échange à l'intérieur des grandes entreprises de production, lesquelles deviennent *ipso facto* des foyers d'impulsion.

Ailleurs cependant, le secteur commercial semble n'avoir été à l'origine d'aucune accumulation significative et cela bien qu'il se soit trouvé doté d'un réel pouvoir économique. Boorstin a montré¹⁶ par exemple comment l'Indépendance américaine, après avoir coupé les liens des planteurs de tabac virginien avec leurs agents de Londres, favorisa l'apparition de *factors* établis à Richmond et à Baltimore. L'importance du rôle joué par ces *factors* s'accrut rapidement, mais en dépit d'une certaine expansion du système fondé sur la production de coton et l'emploi d'esclaves, le sud des États-Unis fit bientôt figure de région retardée par rapport à la Nouvelle-Angleterre et à New York. Les *factors* dominaient le commerce et l'argent s'accumulait dans les villes, mais le pouvoir politique était conservé par des planteurs fortement opposés à la glorification de l'esprit mercantile et à la recherche du profit.

Autrement dit, l'accumulation commerciale peut rester sans effet si les commerçants n'exercent aucun pouvoir politique, si la culture locale dissocie prestige et richesse, si la production s'accroît par simple extension des surfaces cultivées, sans faire appel à l'innovation. L'exemple de la Suède paraît confirmer au contraire le passage d'une accumulation commerciale à une accumulation industrielle, mais on doit être prudent lorsqu'on fait coïncider le point de rupture avec ce qu'on appelle Révolution industrielle. Les travaux de Nef¹⁷ prouvent en effet

¹⁵ HECKSCHER, E.F., *Svenskt Arbete och Liv*, Stockholm 1960, Bokförlaget Aldus-Bonniers, p. 286 sq.

¹⁶ BOORSTIN, D., *The Americans*. Vol. 1 : The Colonial Experience, vol. 2 : The National Experience, Pelican Books 1969, vol. II, p. 220 sq.

¹⁷ NEF, J., *The conquest of the material world : Essays on the coming of industrialism*, Cleveland et New York 1964, World Publishing Company.

que si cette expression désigne une modification rapide et importante des techniques et de l'organisation industrielle, alors des « révolutions » de ce type se sont produites plusieurs fois au cours de l'histoire européenne, et non pas seulement entre 1760 et 1830. L'entreprise industrielle employant des centaines d'ouvriers était apparue en Europe continentale, de façon nullement exceptionnelle, dès la Renaissance et même encore plus tôt. En Grande-Bretagne, des entreprises du même genre, contrôlées encore plus nettement que celles du Continent par des capitalistes privés, s'étaient constituées dans le secteur des mines et dans celui des manufactures bien avant le XVIII^e siècle. En fait, l'importance qu'a pu revêtir l'emploi de la machine à vapeur et la constitution de grandes entreprises au début du XIX^e siècle ont été fortement exagérées. Il est donc probablement simpliste de découper l'histoire économique en deux périodes, l'une où la croissance aurait eu une origine essentiellement commerciale, l'autre — postérieure en gros à 1830 — où le moteur de cette croissance aurait été la grande industrie.

La fonction commerciale en Afrique

S'intéresser à la fonction commerciale en Afrique, c'est retrouver le programme assigné par Dalton¹⁸ aux enquêtes d'anthropologie économique : comment les petits groupes, les tribus, les villages deviennent-ils partie intégrante d'une économie régionale, nationale ? C'est aussi arriver à la conclusion que jusqu'ici, l'intégration s'est faite davantage à l'économie internationale qu'à un véritable réseau d'échanges intérieurs.

Il n'est pas question d'oublier, bien entendu, que les sociétés précoloniales produisaient déjà pour acquérir, par voie d'échange, des biens rares produits en Afrique. De nombreuses monographies mettent l'accent sur les anciennes complémentarités économiques intertribales, reposant par exemple, en Côte-d'Ivoire, sur la circulation de pagnes, d'objets de cuivre, de fusils de traite et de cola, échangés contre du sel gemme ou du poisson séché¹⁹. Mais un seuil irréversible est franchi lorsque la tribu, le *bloa* guéré par exemple, disparaît en tant qu'unité sociale et cadre d'une activité économique fonctionnelle, cependant que les relations de production à l'intérieur du groupe subissent un bouleversement définitif. Alors la production orientée vers l'échange tribal s'amenuise et l'exportation vers une métropole colonisatrice prend le relais. On connaît l'importance, dans ce processus, du triptyque argent-travail-impôt. Parce qu'ils ont besoin d'argent pour payer l'impôt, les paysans se trouvent incités à développer certaines cultures, ou à s'employer comme manœuvres dans les mines ou les plantations. Les revenus non absorbés par l'impôt sont échangés contre des biens manufacturés venus d'Europe. Une contrainte directe ou voilée tend à simplifier au maximum ces circuits qu'on ose à peine qualifier de commerciaux. La logique de la traite exigeait que fût réduit au maximum le délai pendant lequel le paysan détenait de l'argent liquide. D'où l'adoption de procédés équivalents à une espèce de troc autoritaire. Le texte à citer, en la matière, se trouve dans le *Voyage au bout de la Nuit*, de L.-F. Céline :

« Il lui reprit l'argent d'autorité et à la place des pièces, lui chiffonna dans le creux de la main un grand mouchoir très vert qu'il avait été cueillir finement dans une cachette du comptoir...²⁰ »

¹⁸ DALTON, G., Theoretical issues in Economic Anthropology, *Current Anthropology*, 1969, vol. 10, n° 1, p. 63-80.

¹⁹ SCHWARTZ, A., L'économie villageoise Guéré hier et aujourd'hui, Centre ORSTOM de Petit-Bassam, Côte-d'Ivoire 1970, *Sciences Humaines*, vol. III, n° 3.

²⁰ CÉLINE, L.F., *Voyage au bout de la Nuit*, Paris 1952, Gallimard, p. 140-141.

Pourtant, dans certaines régions d'Afrique, et même à l'époque coloniale, activités de production et de commercialisation orientées vers le marché local ont pu connaître une certaine prospérité. Lorsque Bohannan et Dalton classent les sociétés africaines d'après la place qu'y occupe le marché, ils repèrent des sociétés sans marché, des sociétés à marché périphérique, mais aussi des sociétés où domine une économie relativement autocentrée²¹. Cette mise au point a le mérite de bousculer les dichotomies dualistes habituelles, qui remontent à Boeke, et dont le schématisme est inacceptable.

Encore faut-il bien comprendre que l'économie de marché recouvre au moins deux domaines fort différents. Le premier est celui des échanges avec la métropole coloniale, l'autre celui des transactions portant sur des produits locaux (surtout vivriers). Vers 1960 par exemple, dans le nord du Cameroun, on observe d'une part des marchés où s'effectue selon des règles imposées et à prix fixe, l'achat du coton monopolisé par une société d'intervention qui dispose de l'appui de l'État ; s'y rattache la vente, par des colporteurs foubé, des produits importés par quelques grandes firmes ; mais il existe aussi des marchés, différents des précédents, où se pratique le commerce du bétail, du poisson, des céréales, de la cola et de certains produits d'artisanat.

Ce commerce autochtone est intéressant, ne serait-ce que parce qu'il constitue l'un des seuls domaines où se forment et s'exercent des entrepreneurs dynamiques, peu contrôlés par les statistiques douanières ou fiscales, et sachant utiliser les moyens les plus modernes (camion, télégraphe, services bancaires). L'admiration qu'on peut éprouver pour ces commerçants bornouans, ibo, bamiléké et autres, ne doit cependant pas faire perdre le sens des proportions, et certaines réussites éclatantes ne font pas oublier qu'en général, dans ces économies à faible productivité, décentrées par la domination étrangère, les échanges intérieurs ne peuvent que stagner.

Il y a même des exemples de parfait blocage. Au Sénégal, S. Amin a décrit l'ascension des commerçants saint-louisiens, les obstacles opposés à cette ascension par l'administration coloniale et par les maisons étrangères, et finalement le relatif déclin des échanges intérieurs²². C'est notamment la décision de pratiquer la péréquation des prix, prise par les comptoirs français, qui aurait mis la bourgeoisie saint-louisienne en position d'infériorité. La difficulté d'accès au crédit bancaire aurait également porté un coup décisif à l'essor du commerce autochtone. Il est intéressant de constater qu'en Côte-d'Ivoire, la création d'un commerce succursaliste implanté sur tout le territoire et pratiquant des prix uniformes est considérée comme ayant provoqué le déclin du commerce local à Bouaké ; même cause, mêmes effets²³.

Toujours au Sénégal, Van Haevebeke a montré²⁴ que les rémunérations des producteurs d'arachide s'étant établies à un niveau très bas, il n'y a pas eu développement du marché et de la production intérieurs. L'accent est moins mis ici sur l'étouffement des commerçants locaux que sur la faiblesse du pouvoir d'achat et de la demande. Pourquoi donc ces basses rémunérations du travail au Sénégal ? Pour Van Haevebeke, et bien que le commerce de traite ait évidemment prélevé des profits élevés, il ne semble pas que l'influence des structures

²¹ BOHANNAN, P. et DALTON, G., *Markets in Africa*, Evanston 1962, Northwestern University, USA.

²² AMIN, S., *Les Milieux d'Affaires Sénégalais*, Paris 1969, Éd. de Minuit.

²³ CASTELLA, P. et BAILLON, J., Note de synthèse sur l'économie de la ville de Bouaké, Centre ORSTOM de Petit-Bassam, Côte-d'Ivoire 1970, *Sciences Humaines*, vol. II, n° 7.

²⁴ VAN HAEVEBEKE, A., *Rémunération du travail et commerce extérieur*, Louvain 1970, Université de Louvain, Centre de Recherche des Pays en développement.

commerciales ait été décisive. Bien sûr, des ententes permettaient parfois d'abaisser les prix payés aux producteurs, mais on sait que ceux-ci n'hésitaient pas à faire grève, et qu'en outre des intermédiaires syro-libanais faisaient une vive concurrence aux maisons de commerce françaises. Après l'indépendance, le monopole accordé au commerce d'État et aux coopératives n'a pas diminué les coûts de la commercialisation et la rémunération des paysans n'a pas été améliorée. Au contraire : les circuits d'approvisionnement en articles de traite ayant été désorganisés, l'action entreprise semble avoir été moins efficace que celle des Marketing Boards du Nigéria — qui se sont contentés de superposer une organisation de contrôle à un réseau commercial privé.

En définitive, la faible rémunération des producteurs sénégalais semble avoir été due à l'absence de pouvoir de négociation pendant les périodes où l'arachide était fortement demandée, à l'intensification de la concurrence internationale, et à l'absence de progrès technique. Le résultat est connu : spécialisation dans une culture pauvre, commerce de traite inefficace, faible pouvoir d'achat, échanges intérieurs exsangues. Ce type de blocage va de pair avec une lente modification de la situation des grandes compagnies commerciales dans toute l'Afrique. Elles ont en général abandonné la traite, et même le commerce de détail. Dans certains cas — en raison par exemple du contrôle des changes institué au Nigéria pendant la guerre du Biafra — elles ont créé des filiales de droit local. Surtout dans les pays très pauvres, elles s'allient de manière à atténuer la concurrence. La tolérance dont les gouvernements locaux font preuve à leur égard s'explique peut-être par le fait qu'elles continuent à être des collecteurs d'impôts très efficaces. On note un souci croissant d'opérer ailleurs qu'en Afrique, et des cas de reconversion en France²⁵.

Il peut y avoir refus d'une situation pareillement bloquée. Certains pays d'Afrique ont tenté de rompre avec le marché mondial et avec la dépendance qu'il entraîne. Tel a été le cas de la Guinée, dont la tentative a été mise en échec par le manque de fonctionnaires compétents, et par ce que Claude Rivière a appelé une « tendance à l'embourgeoisement »²⁶. En fait, les inégalités sociales se sont accrues, le commerce s'est concentré en ville, la brousse est retournée à l'autosubsistance. Devenant de plus en plus anarchique, la distribution a compromis les plans de développement. Une planification raisonnable aurait sans doute dû contrôler le secteur privé, et non vouloir y substituer un secteur public déficient. De nombreuses expériences africaines, heureusement moins déplorables, confirment ce diagnostic : on court à l'échec en étatisant la collecte et la distribution des produits. Échec d'autant plus regrettable qu'en bien des pays, il existe des systèmes commerciaux autochtones relativement efficaces, dont il doit certainement être possible de tirer parti, et dont il faut en tout cas tenir compte.

Les deux types de situation qui viennent d'être décrits sont extrêmes. Entre les deux — blocage et refus inefficace du blocage — on trouve des cas intéressants de coexistence entre circuits commerciaux de haut niveau technologique et circuits commerciaux utilisant surtout le facteur travail, autrement dit entre circuits contrôlés par l'étranger et circuits autochtones. J'ai analysé quelques-uns

²⁵ ROIRE, Cl., Les Grandes Compagnies commerciales et le marché africain, *Le Mois en Afrique*, avril 1971, n° 64, p. 66-78.

²⁶ RIVIÈRE, Cl., Conséquences politiques de la réorganisation des circuits commerciaux en Guinée, *Revue Française d'Études Politiques Africaines*, juin 1971, n° 66, p. 74-96 ; Les mécanismes de constitution d'une bourgeoisie commerçante en République de Guinée, *Cahiers d'Études Africaines*, 1971, n° 43, vol. XI, 3^e Cahier, p. 378-399.

de ces cas dans un article de 1973 concernant le secteur de la pêche²⁷. Il n'y a pas besoin d'y revenir, sinon peut-être pour souligner une fois de plus l'intérêt des assemblages complexes qui articulent, à l'intérieur d'un même circuit, un segment hautement capitalistique et un segment plus « traditionnel ». Dans un rapport consacré à la commercialisation du poisson congelé en Afrique de l'Ouest²⁸, Krone a montré que pour atteindre les consommateurs finals, les firmes étaient *obligées* de recourir aux services des détaillantes dites « traditionnelles ». Il y a là un phénomène de dépendance inversée qui en dit long sur le dynamisme et l'efficacité des commerçants africains. De tels cas sont malheureusement exceptionnels.

On pourrait dire en conclusion que pour le moment, et sauf exception, le commerce intérieur africain ne semble guère avoir d'effets moteurs. Il s'adapte au mouvement démographique et à la quantité de monnaie injectée dans l'économie grâce aux exportations ; il reflète pour ainsi dire le mouvement d'une économie encore largement orientée vers l'extérieur. C'est ce qui ressort des recherches effectuées par l'ORSTOM dans la région de Bouaké, en Côte-d'Ivoire²⁹. Il a été montré avec la plus grande clarté que transports et échanges intérieurs ne sont pas des facteurs essentiels de polarisation et de structuration d'un ensemble économique. On a introduit à ce propos une distinction entre zone d'influence commerciale et région polarisée, la première notion étant plus pauvre en contenu que la seconde. Dans la région étudiée, les flux commerciaux restent relativement neutres au point de vue économique. Ils créent une valeur ajoutée faible, gonflée artificiellement par la multiplication des intermédiaires de distribution. Cette valeur ajoutée est en outre confisquée en majeure partie par les habitants de la ville. Les flux et effets qui naîtraient de rapports nouveaux de production, ou d'une véritable circulation du capital, seraient d'une autre nature et provoqueraient des transformations plus profondes.

Dans ces conditions, on a le choix entre deux attitudes :

— L'attitude radicale de ceux qui estiment que la seule action intéressante consiste à mettre en question les bases mêmes du retard économique africain, à savoir la dépendance à l'égard de l'extérieur et la désarticulation de l'économie. Mais alors c'est à l'échelle mondiale qu'il faut analyser et combattre le phénomène : spécialisation internationale du travail, cours des matières premières, consistance et effets de l'aide, organisation monétaire, etc. Surtout, il faut poser les vrais problèmes, entre autres celui du progrès technique, qui ne se manifeste pas partout, et qui ne manque jamais d'assurer un avantage à ceux qui l'inventent et qui le mettent en œuvre.

— L'attitude nuancée de ceux qui, sachant bien qu'il n'est guère possible aujourd'hui d'attaquer le fond du problème, cherchent au moins si certaines améliorations immédiates ne sont pas concevables et praticables. Ils font remarquer que les situations des pays africains sont variées et changeantes, que la dépendance à l'égard de l'étranger est plus ou moins forte, que les gouvernements locaux ne sont nullement dépourvus de moyens d'action. Ils savent que certains secteurs, celui de la production vivrière, par exemple, sont relativement préservés du contact avec l'extérieur et peuvent dans certains cas être rendus plus efficaces : gaspillages physiques évités, coûts de commercialisation contenus, etc.

²⁷ COUTY, Ph., « Différences de niveau technologique et circuits commerciaux africains » *Cahiers ORSTOM, série Sciences Humaines*, 1973, vol. X, n° 4, p. 311-320.

²⁸ KRONE, W., *Frozen fish marketing in West African countries*, Rome 1970, *FAO Fisheries Report*, n° 96.

²⁹ ANCEY *et al.* *Problèmes posés par le développement à base régionale en Côte-d'Ivoire*, Centre ORSTOM de Petit-Bassam 1971, *Sciences Humaines*, vol. IV, n° 2, p. 9 et suiv.

Tâche modeste, on le voit, mais d'où peuvent sortir de précieux enseignements sur la structure et le fonctionnement des économies concernées.

Points de vue et techniques de recherche

Pour Holton³⁰, le peu d'empressement des économistes à étudier les activités de distribution était dû à trois sortes de raisons.

Des raisons techniques d'abord. La production de services est difficile à quantifier ; celle de services commerciaux est particulièrement difficile à saisir, à cause du nombre d'agents concernés. Les innombrables petites firmes commerciales ne sont recensées ni par le fisc, ni par le ministère du Travail, ni par aucune administration. Ces entreprises sont souvent temporaires. Très souvent enfin, la production de services commerciaux ne constitue qu'une activité à temps partiel.

La tradition scientifique a accru cet effet de dissuasion. Depuis toujours, les économistes se sont intéressés aux liaisons entre offre et demande, beaucoup moins à la série des transactions qui rapprochent l'offre de la demande ; autrement dit, on trace sur un même graphique une courbe d'offre et une courbe de demande sans trop se préoccuper des mécanismes grâce auxquels offreurs et demandeurs communiquent *en fait* sur les marchés. Il y a bien des spécialistes de *marketing*, mais leur discipline, née dans les Business Schools américaines, a des buts purement pratiques : résoudre les problèmes de la firme individuelle ou de l'industrie.

D'autres raisons tiennent à des points de vue opportunistes sur la politique économique. On sait que bien des systèmes de distribution sont inefficaces, dans les pays riches comme dans les pays pauvres. La situation n'est pas trop grave si le dynamisme des entreprises et le jeu de la concentration se chargent de toute façon de transformer le problème — ce qui est une manière de le supprimer ; la seule difficulté est alors d'assurer la reconversion des agents éliminés. Dans les pays pauvres, on a d'autres raisons de laisser faire, c'est-à-dire de remettre à plus tard enquêtes et décisions. Améliorer la distribution, en effet, peut entraîner un accroissement du chômage. La distribution inefficace et coûteuse perçoit sur les consommateurs une sorte d'impôt au profit d'agents qui, s'ils n'étaient pas commerçants, se trouveraient sans emploi. Politiquement, il peut être dangereux ou impossible de vouloir changer les choses. Économiquement, cela peut être malavisé si l'on ne dispose pas d'un système équivalent ou meilleur de redistribution des revenus, et d'une administration capable de gérer ce système³¹.

Le manque d'intérêt pour les questions de distribution provient en troisième lieu de vues fausses en matière de science économique. L'erreur qui assimile l'élévation du niveau de vie exclusivement à une augmentation de la production *matérielle* est encore plus répandue qu'on ne croit. Que de projets ont échoué parce qu'on avait cru que les problèmes de distribution ou de collecte se résoudraient d'eux-mêmes, ou même parce qu'on avait oublié d'y penser ! Rien de plus tenace d'ailleurs que l'idée, qui remonte à Colin Clark, selon laquelle le

³⁰ HOLTON, R.M., « Marketing structure and economic development, *Quarterly Journal of Economics*, 1953, vol. LXVII, n° 3, p. 344-361.

³¹ Il n'est pas nécessairement regrettable, au point de vue économique, qu'un système de distribution fonctionne en faisant appel presque exclusivement au travail. ALEXANDER a montré qu'au XIX^e siècle, le développement de l'économie anglaise s'est trouvé accéléré de cette façon, à une époque où le capital était bien plus utile dans d'autres secteurs. Voir ALEXANDER, D., *Retailing in England during the Industrial Revolution*, 1970, Athlone Press.

tertiaire — et dans le tertiaire, la distribution — est un secteur caractéristique des économies avancées. Bauer et Yamey avaient pourtant montré, dès 1951, qu'en matière de distribution, le progrès économique s'accompagne non pas tant d'un gonflement des activités que d'une spécialisation des personnes qui s'y adonnent³². Dans les pays pauvres, le producteur distribue lui-même ce qu'il y a à distribuer, c'est-à-dire peu de chose ; et bien entendu, l'activité de ce producteur est rangée dans le secteur primaire. L'évolution économique introduit un distributeur spécialisé, recensé dans le tertiaire : d'où un gonflement en partie artificiel de ce secteur. Ce qui revient à dire que, dans l'économie d'un pays pauvre, les activités commerciales ou assimilées peuvent occuper une place qui, toutes proportions gardées, n'est pas obligatoirement négligeable par rapport à celle qu'elles occupent dans un pays riche.

Encore aujourd'hui, on a tendance à laisser l'étude du commerce intérieur aux praticiens. Les difficultés techniques de cette étude restent considérables, mais une certaine expérience s'est accumulée dans ce domaine, et l'on y voit certainement plus clair qu'à l'époque où écrivait Holton. Restent les aspects politiques du problème ; qu'il suffise de dire ici que les raisons d'agir, et d'agir rapidement, dans le domaine des échanges intérieurs, paraissent beaucoup plus pressantes que celles de ne rien faire. On prend enfin conscience de la nécessité de dégager sur place un surplus alimentaire, mais il est évident que pour constituer un véritable « approvisionnement » ce surplus doit s'étoffer de services commerciaux. En fait, il semble bien qu'on n'ait plus le choix : le problème est désormais moins de savoir si l'on doit étudier la fonction commerciale, que de savoir comment on peut le faire. C'est de ce sujet qu'il sera maintenant question.

Les points de vue

Première difficulté : la pluralité des disciplines qui s'intéressent aux problèmes du commerce dans les pays pauvres. Examinons brièvement le cas de l'anthropologie, de la géographie et de la science économique.

Le point de vue anthropologique

Les auteurs du célèbre « *Notes and Queries on Anthropology* » affirment sereinement, au chapitre VI de leur ouvrage que « les idées générales de l'analyse économique ordinaire ont été trouvées susceptibles d'application même dans des sociétés très primitives ». De cette proposition, ils déduisent le plus logiquement du monde que « l'étude de l'économie des sociétés simples est à proprement parler l'affaire des économistes » — encore bien sûr qu'il soit malaisé d'employer dans de tels milieux les techniques d'analyse mises au point en Europe ou en Amérique du Nord. En réalité, on constate que « l'étude de l'économie des sociétés simples » a été effectuée le plus souvent par des anthropologues (on disait autrefois en France : des ethnologues ou des ethnographes). Quelle que soit l'évolution en cours, par conséquent, l'économiste qui s'intéresse aujourd'hui au commerce sera inévitablement amené à consulter des articles ou des livres d'ethnologie ; et s'il travaille sur le terrain, il emploiera des techniques d'investigation ethnographiques, soit parce que les chiffres manquent et qu'il devra les recueillir lui-même à partir de catégories problématiques, soit parce qu'il prendra conscience du poids des facteurs socio-culturels dans l'activité étudiée.

³² BAUER, P.T. et YAMEY, B.S., *Economic Progress and Occupational Distribution*, *Economic Journal*, dec. 1951, p. 741-756.

On peut en fait repérer une *manière* anthropologique d'approcher les problèmes commerciaux :

— au plan de la collecte des données, large place accordée à la description des activités étudiées... au point que les auteurs de *Notes and Queries* éprouvent le besoin de rappeler que la simple description des techniques ne remplace pas l'analyse économique : pour étudier un système de distribution, il ne suffit pas de dessiner les vanneries qui servent à emballer les produits ;

— insistance sur les interférences entre activité économique et structure sociale : système de parenté, hiérarchie politique et religieuse, etc. ;

— grande attention portée aux hétérogénéités ethniques qui font, par exemple, que tel groupe paraît monopoliser dans la « nation » tel ou tel type d'activité.

Sur un plan plus théorique, ce style de recherche met l'accent sur les phénomènes de domination par tel ou tel groupe social, sur la formalisation possible des liaisons entre sous-systèmes religieux, économique, politique, etc. à l'intérieur du système social. D'une façon plus hasardeuse — et en tous cas très contestée — l'attention peut se diriger vers la biographie des individus, puis vers les problèmes psychologiques de la personnalité — lesquels retentissent évidemment sur l'activité économique. Il est difficile de résumer les divers aspects d'une tradition scientifique très complexe et très riche. Disons seulement que cette tradition paraît — au détriment peut-être d'une certaine rigueur — mettre l'accent sur la perception des activités humaines comme *totalité*. Le lecteur jugera sur pièces, en se reportant par exemple à *l'Aide-Mémoire d'ethnologie africaine* dû à Jacques Maquet³³, et surtout aux pages 169 à 171 de *Notes and Queries* intitulées *Exchange*³⁴.

On trouvera dans ces ouvrages le souci de prendre en compte *tous* les aspects d'un phénomène social ; le sentiment très vif des différences culturelles, de l'étanchéité des systèmes de valeur, des risques d'incompréhension entre cultures ; enfin, face à ces difficultés et à cause d'elles, le privilège accordé à l'observation patiente et précautionneuse, à la description méticuleuse, à la collecte directe des matériaux sur le terrain. À la vérité, le contraste est frappant entre l'ambition anthropologique (fournir une explication *synthétique* du phénomène social global) et le côté terre-à-terre, minutieux, concret, du travail de recherche. Le danger c'est que le passage d'un plan à l'autre se fasse mal, soit que le chercheur ne décolle pas de la description ethnographique, soit qu'il la perde de vue pour donner libre cours à l'imagination philosophique.

Pour l'économiste, l'approche anthropologique représente avant tout une tentation. Tentation du concret, du vécu, enfin saisi directement au-delà des schémas micro et macro-économiques, toujours trop abstraits. Tentation du pittoresque, fortement ressentie en milieu exotique, et si rafraîchissante après les impitoyables exercices de logique presque pure qui forment l'essentiel de la théorie économique. Tentation enfin, d'adhérer aux grands systèmes invérifiables qui paraissent fournir une explication du fonctionnement des sociétés. Dans la préface de la deuxième édition de ses *Leçons d'Économie Politique*, Wicksell se disait « convaincu qu'un raisonnement rigoureux et logique, élaboré à partir d'hypothèses simples et schématiques, conduit à une connaissance plus sûre qu'une causerie brillante et superficielle sur tout et n'importe quoi : caractère national,

³³ MAQUET, J., *Aide-Mémoire d'ethnologie africaine*, Institut Royal Colonial Belge 1954, Bruxelles.

³⁴ Committee of the Royal Anthropological Institute, 1960 sixième édition de l'ouvrage.

particularités ethniques, politiques de puissance, intérêt de classe, etc.³⁵. À la fin de sa vie pourtant, il regrettait d'avoir consacré trop peu d'efforts à l'Histoire et conseillait à ses étudiants de l'étudier en priorité. La leçon est claire : il faudrait tout connaître et tout pratiquer, mais une question fondamentale reste posée. Au-delà des schémas *partiels* d'analyse et d'explication que fournit la logique économique, y a-t-il des chances raisonnables d'accéder à un niveau supérieur, plus global, d'interprétation ? Autrement dit, la science sociale existe-t-elle, ou bien retombe-t-on toujours dans l'histoire contingente ? De la réponse à cette question dépend le degré de résignation qu'on ressentira en maniant les schémas purement économiques³⁶.

Le point de vue géographique

Les mouvements de biens auxquels s'emploient les commerçants se produisent d'abord dans l'espace. Toute étude portant sur la commercialisation d'un produit, ou sur les échanges dans une zone donnée, donnera donc lieu à des cartes. La comparaison entre ces cartes de flux et celles qui décrivent le milieu physique (orographie, dotations en ressources diverses) et le milieu humain (densité de population, implantation ethnique) permettra de proposer des explications.

Là encore, on accorde la primauté à la description, à l'enregistrement immédiat de faits concrets : distances, quantités, rapports numériques. Au lieu de positivisme, peut-être devrait-on parler de *pragmatisme*, au sens que Littré donne à ce terme (pragmatique : qui tire des faits étudiés en eux-mêmes leur esprit et leur liaison nécessaire). Pragmatisme qui rassure, mais pas pour longtemps. J. Copans a montré que le « positivisme latent » de la géographie s'accommode assez bien de l'idéologie dominante³⁷. En affectant de s'en tenir au physique, au visible, au mesurable, la géographie s'ôte peut-être les moyens de critiquer une idéologie dont elle répugne à prendre conscience. Quand elle ne tourne pas court en s'enfermant dans la mise en image de l'immédiat, la plus physicienne des sciences humaines se tourne vers le quantitativisme sophistiqué et croit ainsi devenir théorique. Ainsi le livre de Brian Berry³⁸ est tout entier consacré à défendre la thèse suivante : la distribution du commerce de détail et des services présente des régularités dans l'espace et dans le temps ; la théorie des places centrales constitue une base déductive qui permet de comprendre ces régularités ; la convergence des postulats théoriques et des régularités empiriques fournit la matière d'une géographie des marchés et de certains aspects de la planification urbaine ou régionale.

Or, l'ouvrage de Berry, comme d'ailleurs celui de Haggett³⁹ inspirent un certain malaise. Tout se passe comme si des techniques délicates étaient employées pour *illustrer* des phénomènes apparemment superficiels (la diffusion spatiale de l'innovation, par exemple). On ne peut se défendre d'un certain scepticisme à l'égard de tentatives aussi manifestement tournées vers l'écorce des choses. En

³⁵ WICKSELL K., *Föreläsningar i National-ekonomi*, Lund, Gleerups förlag, 1938, vol. I, p. XXVIII-XXIX. (Voir la traduction anglaise de E. Classen, 1934, Londres, Routledge et Kegan, Paul).

³⁶ COUTY, Ph., Peut-on perfectionner les théories du développement ?, *Cahiers ORSTOM, série Sciences Humaines*, 1975, vol. XII, n° 3, p. 213-220.

³⁷ COPANS, J., Pour une histoire et une sociologie des études africaines, *Cahiers d'Études Africaines*, 1971, vol. XI, 43, 3^e cahier, p. 422-447.

³⁸ BERRY, J.L., *Géographie des marchés et du commerce de détail*, Paris 1971, Armand Colin.

³⁹ HAGGETT, P., *L'analyse spatiale en géographie humaine*, Paris 1973, Armand Colin (traduction de H. Fréchou).

sens inverse, on souhaiterait que l'analyse économique s'appuyât sur des données recueillies avec le scrupule et l'ingéniosité des géographes. Il est courant, dans certains milieux, de marquer quelque condescendance envers les inventaires et les comptages. Les praticiens savent bien, cependant — que ne le croient-ils ! — que la description intelligente exige plus d'efforts et présente plus d'utilité que certains exercices de théoriciens virtuoses.

Le point de vue de la science économique

L'ambition théorique des économistes est moins vaste que celle des anthropologues, puisqu'il n'est plus question d'englober dans une grande synthèse *tous* les facteurs pertinents du système social. L'économiste isole un ensemble d'activités qui ne coïncide ni en extension ni en compréhension avec la totalité de la vie sociale, à laquelle pourtant cet ensemble se rattache par des liens aussi forts, quoi qu'on en dise, dans les pays riches que dans les pays pauvres.

De quelles activités s'agit-il ? De celles qui aboutissent ou équivalent, directement ou non, à des échanges. « *Economics*, écrit K. Boulding, *specializes in the study of that part of the total social system which is organized through exchange, and which deals with exchangeables* »⁴⁰. Les régularités observables dans la structure et dans le fonctionnement de cet ensemble constituent un corps plus ou moins formalisé, inextricablement mêlé à des principes de logique abstraite, le tout formant ce qu'on appelle la science économique.

Comment caractériser, dans ces conditions, l'attitude économique face aux problèmes commerciaux ? Il y a d'abord le souci de cerner et de mesurer des quantités significatives — notamment des marges commerciales ; le souci aussi de repérer les lois qui gouvernent l'interaction de ces quantités. Le chercheur n'oublie jamais que le niveau auquel telle ou telle quantité paraît se stabiliser pour un temps résulte d'un compromis entre diverses tendances, elles-mêmes reflet de motivations qu'on se résigne à n'apprécier que par leur traduction imparfaite (mais mesurable) en termes de stocks, de flux, et surtout de prix.

L'économiste simplifie pour comprendre, sans dénaturer ni déformer. Pour cela, il construit des modèles provisoires dans lesquels on retrouve toujours trois types d'éléments : des contraintes physiques, des motivations, des informations. L'accent est mis sur l'interdépendance des variables, et aussi sur les ruptures entraînées par les changements de dimension : ce qui est vrai à l'échelle des agents isolés ou des petits groupes ne l'est plus à l'échelle de la nation ou du monde ; et pourtant, il existe toujours un lien entre les deux ordres de vérités.

Ces quelques principes une fois rappelés, on peut passer à deux questions précises : y a-t-il une théorie économique spécifique concernant la distribution ? Cette théorie est-elle applicable à l'étude de la fonction commerciale en pays pauvre ?

La première de ces questions n'appelle pas une réponse bien longue. En gros, rien ne permet de croire que, pour s'appliquer à la fonction commerciale, la théorie économique courante doive être gravement remaniée. Il s'agit seulement de la compléter et de la nuancer. Trop souvent en effet, la théorie assume que la production se trouve en relation directe avec la consommation c'est-à-dire que le commerce, secteur transparent, se borne à acheminer les biens. Nous savons qu'il n'en est rien : le commerce exerce une influence sur les prix, et contribue au bien-être social.

⁴⁰ BOULDING, K., *Economics as a moral science*, *American Economic Review*, mars 1969.

Dans un article paru en 1954⁴¹, J. et H. Krier appelaient la réflexion théorique à s'exercer sur deux principaux points :

— la théorie de la firme, appliquée à l'entreprise commerciale, devrait tenir compte de la structure des coûts (rapports entre coûts fixes et coûts variables) qui varie selon le stade du gros et du détail⁴² et selon la taille des firmes ; par ailleurs, la demande de services commerciaux présente des caractéristiques spécifiques que la théorie ne peut négliger (importance de la proximité).

— Dans une optique plus macro-économique, la théorie devrait faciliter la mesure de la contribution fournie par la fonction commerciale au bien-être social. Pour cela, il convient d'examiner les conditions dans lesquelles la distribution raccorde la production et la consommation ; il faut aussi apprécier l'influence du commerce sur la structure verticale des prix, c'est-à-dire sur la construction d'un prix-détail à partir d'un prix-producteur qu'augmente une succession de marges.

Diverses contributions théoriques, entre autres celle de P. Avril⁴³, ont commencé à combler certains vides. Il y aurait encore lieu de réfléchir davantage à deux caractéristiques essentielles de la fonction commerciale. En premier lieu, l'analyse doit intégrer trois plans : étude de l'entreprise, étude du circuit commercial (ou de la filière), étude de la fonction commerciale nationale. C'est là une indéniable complication par rapport à la dichotomie habituelle entre analyse micro et macro-économique. En deuxième lieu, il faut tenir compte du rôle que joue le facteur spatial dans les activités commerciales. Telle était d'ailleurs, la recommandation formulée implicitement par J. et H. Krier quand ils suggéraient un programme d'études concrètes sur la densité commerciale dans divers pays ; ainsi devait-on, selon eux, commencer à construire une théorie de l'optimum des points de vente⁴⁴.

On pourrait, à partir de là, s'acheminer vers des recherches plus globales sur l'intégration des espaces économiques et la réduction des disparités régionales. En Afrique noire, par exemple, l'étude des relations commerciales entre savane et forêt, ou entre régions céréalières et régions à tubercules, ou entre zones intérieures à taux de croissance nul ou faible et zones côtières à taux de croissance élevé, mériterait d'être reprise systématiquement⁴⁵.

La deuxième question est plus épineuse. Valable pour l'étude de la fonction commerciale dans les pays industrialisés, la théorie économique courante sera-t-elle d'un quelconque secours lorsqu'il s'agira d'examiner l'activité de marchands dioula, ibo, bamiléké, haoussa, en Afrique de l'Ouest ou en Afrique centrale, c'est-à-dire en milieu ethnographique ?

L'ethnologie se définit par son objet — les sociétés ne connaissant pas l'écriture — et par les techniques de recherche qu'impose cet objet : observation des conduites, interrogatoires oraux, etc.⁴⁶. L'économiste appelé à travailler en milieu

⁴¹ KRIER, J. et H., « Éléments pour une théorie de la distribution », *Revue Économique*, mai 1954, n° 3, p. 342-371.

⁴² WICKSELL, K., *op. cit.*, vol. I, p. 102.

⁴³ AVRIL, P., *Théorie sommaire de la distribution des biens de consommation*, Paris 1964, Gauthier-Villars.

⁴⁴ Pour une bibliographie et quelques exemples de travaux effectués dans cette voie, consulter TUCKER, K.A. et YAMEY, B.S. (éds). *Economics of Retailing*, 1973, Penguin Modern Economic Readings.

⁴⁵ BUGNICOURT, J., *Disparités régionales et aménagement du territoire en Afrique*, Paris 1971, Armand Colin. WILLIAMSON, J.G., *Regional inequality and the process of national development : a description of the patterns*, *Economic Development and Cultural Change*, 1965, vol. 13, p. 3-45.

⁴⁶ MAQUET, J., *Les civilisations noires*, Verviers 1966, Gérard, Marabout-Université, p. 12-13.

ethnographique emploie nécessairement, lui aussi, des techniques adaptées à ce milieu, c'est-à-dire à la pauvreté des statistiques. S'ensuit-il qu'il apparaisse fondé d'envisager différemment le concept de « fait économique » dans les milieux dits ethnographiques et dans ceux qui ne le sont pas ?

La thèse, qui partant d'une contestation de la valeur universelle des concepts de la théorie économique, exige de l'économiste une approche spécifique en milieu ethnographique, pourrait sauf erreur se résumer ainsi : l'activité économique n'est pas objectivée par les agents, elle n'est pas saisie en elle-même comme quelque chose que l'entendement humain puisse isoler de l'environnement social. Elle ne définit pas un champ de comportements à l'intérieur duquel des agents se sentiraient le droit ou l'obligation de juger en fonction de critères purement économiques. Il y a donc disparition du champ épistémologique correspondant, et absence de science économique en milieu ethnographique. L'abstraction économique, l'emploi de termes comme prix, offre, demande, capital, revenu, marge, sont illégitimes car ils déforment la réalité. Les techniques d'observation visant à isoler et à mesurer les quantités correspondant à ces concepts sont fallacieuses puisqu'elles cherchent à appréhender quelque chose qui n'existe pas. Dans les sociétés industrielles au contraire, une science économique devait apparaître et est apparue en fait puisque l'habitude d'objectiver les relations économiques découle naturellement de l'énorme importance revêtue par ces relations.

Cette thèse appelle plusieurs remarques :

Même en milieu ethnographique, on a fréquemment l'occasion et le droit de dire que *tout se passe comme si* les gens effectuaient des calculs économiques rappelant ceux qui ont cours, ou paraissent avoir cours, dans des sociétés plus avancées ; tel est en tout cas souvent le résultat d'une analyse approfondie, portant sur des données convenablement recueillies et critiquées. Ainsi se trouvent économiquement justifiés des comportements qu'une analyse hâtive avait jugés déconcertants.

Tout porte à croire d'ailleurs que l'objectivation des rapports économiques n'est pas si étrangère aux agents qu'on a tendance à le penser. Cela est particulièrement vrai de tout un ensemble d'activités commerciales qu'on retrouve en zone de savane africaine⁴⁷. Ce « secteur intermédiaire » se sépare nettement du secteur de subsistance en ce que l'usage de la monnaie y est répandu depuis une époque parfois ancienne ; il se sépare tout aussi nettement du secteur moderne, où les Africains jouent en général des rôles excluant toute initiative et toute responsabilité réelle.

À la vérité, la question n'est pas tellement de savoir si l'objectivation des relations économiques est ou non pratiquée dans le milieu étudié. Le problème est plutôt de juger si cette opération mentale *nous* permet d'aboutir à des schémas qui *nous* aident à comprendre ce qui se passe. Même si les agents n'objectivent pas les relations économiques qu'ils entretiennent entre eux, rien n'interdit à l'observateur étranger de le faire à leur place, si tant est que sa compréhension personnelle des phénomènes s'en trouve améliorée. Assurément, les schémas construits par cet observateur ne seront valables qu'à l'intérieur de sa propre culture, mais une telle situation n'est-elle pas de toute façon inévitable ? Accepter les limitations d'une analyse économique menée dans des termes acceptables pour nous, voilà peut-être l'ultime recours de ceux qui savent que leur ambition de participer à la vie des gens qu'ils étudient doit finalement être déçue.

⁴⁷ COUTY, Ph., *La structure des économies de savane africaine, 1972, Congrès International des Africanistes 11-20 décembre 1967, Paris, Présence Africaine, p. 439-475.*

Aussi bien, je ne crois pas que la planète puisse être partagée en deux zones : l'une où les concepts et les schémas de la théorie économique rendraient compte des faits de production, de consommation et d'échange, et l'autre où ces schémas devraient céder la place à d'autres. Il est légitime, au moins sur un plan abstrait, de concevoir la totalité des systèmes économiques comme appartenant à une sorte de continuum⁴⁸, légitime aussi de s'approcher de ce continuum avec un ensemble unitaire de concepts. Les formes variées que peut revêtir l'observation directe sont intéressantes au point de vue technique, mais n'ont probablement guère d'importance théorique.

Les techniques

De tout ce qui précède, on peut retenir qu'au cours du changement économique, il y a coïncidence entre deux types de phénomènes :

— Une série de transformations liées à la diversification et à l'accroissement de la production.

— Une multiplication des transactions intérieures appréciée en volume et en valeur.

L'ensemble de ces transactions délimite ce que, dans une première approximation, on peut appeler *la fonction commerciale*. En fait, cette fonction doit être appréhendée sous deux aspects :

— Appareil commercial regroupant en circuits des agents et des entreprises spécifiques.

— Fonctionnement de cet appareil, manifesté par des flux physiques, des flux monétaires et des flux d'information.

Il convient maintenant de présenter un aperçu d'enquêtes portant sur cette fonction commerciale dans les pays pauvres, particulièrement en Afrique. On étudiera le contenu des enquêtes, le problème des marges, et enfin la question de l'analyse des structures économiques.

Le contenu des enquêtes

Quelques mots d'abord sur le domaine couvert par les enquêtes. Au moins au plan des définitions il ne fait pas problème. Nous nous intéressons ici au *commerce intérieur*, et plus précisément à la distribution : « *Stade qui suit celui de la production des biens, à partir du moment où ils sont commercialisés jusqu'à leur prise en possession par le consommateur ou l'utilisateur final. (La distribution) comprend les diverses activités et opérations qui assurent la mise à disposition des acheteurs, qu'ils soient transformateurs ou consommateurs, des marchandises et services, en leur facilitant le choix, l'acquisition et l'usage* »⁴⁹.

Le point de départ du circuit commercial intérieur est donc :

— Pour les biens importés, le moment où le bien franchit le cordon douanier à l'entrée.

— Pour les biens produits localement, le moment où le bien est commercialisé, c'est-à-dire introduit dans le circuit par le producteur. La distribution commence chez le producteur qui consacre une partie de ses activités à la vente de ses produits. En fait, le point de départ exact peut être délicat à repérer : où ranger par exemple les activités de conditionnement des produits ? Comment

⁴⁸ Cette expression est due à HERSKOVITS, cité par MEILLASSOUX, Cl., *Essai d'interprétation du phénomène économique dans les sociétés traditionnelles d'autosubsistance, Cahiers d'Études Africaines*, 1960, n° 4, p. 38-67.

⁴⁹ NEPVEU-NIVELLE, F., *La distribution des produits*, Paris 1970, Dunod-Économie, p. 21.

classer les grossistes enclavés, qui achètent à des entreprises de production des biens techniques (matières premières, etc.), qu'ils revendent ensuite à d'autres entreprises de production ?

Le point d'arrivée du circuit commercial intérieur est :

— Pour les biens exportés, le moment où le bien franchit le cordon douanier à la sortie.

— Pour les biens consommés localement, le consommateur ou l'utilisateur final.

Dans la pratique, le manque d'informations sur la production et sur la consommation oblige souvent à compléter l'enquête portant sur le commerce *stricto sensu* par des recherches sur les quantités produites et les types de produits d'une part, par des recherches sur les préférences et les comportements des consommateurs d'autre part. Le processus productif est alors saisi dans son ensemble.

Les enquêtes comportent toujours une partie sociologique, ou anthropologique. Il s'agit de caractériser, grâce aux rapports qui les unissent, les agents, les groupes et les systèmes. L'affrontement de ces agents et de ces groupes peut être réglé par des institutions, des constructions juridiques, des pratiques coutumières plus ou moins adaptées à la situation. L'intervention des autorités se manifeste sous des formes évidentes ou occultes, qu'il faut reconnaître et analyser.

Mais la fonction commerciale a aussi un aspect matériel. Elle a pour but d'acheminer des produits, dont il faut établir la typologie. Cette classification peut reposer sur des différences physiques réelles : natron blanc ou noir, poissons séchés contenant plus ou moins de lipides, etc. ; à ces différences physiques, correspondent évidemment des différences de prix, de sorte que la description matérielle prépare l'analyse économique. Les différences physiques peuvent d'ailleurs n'être dues qu'au traitement subi par le produit : le même poisson peut être séché ou fumé, le choix s'effectuant en raison des goûts des consommateurs et en fonction des disponibilités en facteurs de production (durée de l'ensoleillement, présence de bois de chauffage...). Il faut rappeler ici que les produits africains vendus sur les marchés sont très nombreux et très divers. Les typologies n'auront jamais pour but de faire preuve d'érudition ethnographique, mais de repérer les catégories significatives pour l'analyse économique.

À la description matérielle des produits, s'ajoute le recensement de l'infrastructure commerciale : constructions, aires d'embarquement, voies de communication. Le rapprochement des données concernant les produits et de celles portant sur l'appareil commercial fournit les matériaux quantitatifs essentiels à toute enquête : quantités commerciales, stockées, transportées, perdues, etc. Ces renseignements s'expriment bien sous forme cartographique, cartes de flux de produits par exemple⁵⁰.

L'aspect économique des enquêtes appelle un certain nombre de remarques. Et d'abord, quel est au juste l'objet de la recherche ? Bien sûr, il s'agit toujours d'obtenir une collection de transactions datées, localisées, assorties de toutes indications utiles sur les agents concernés, mais quel cadre donner à ces transactions pour les rendre significatives du point de vue de l'analyse ?

En général, ce n'est pas aux problèmes de la firme individuelle ni même à ceux d'un ensemble de firmes, qu'on s'intéresse. Il n'y aurait dans ce cas qu'à poser et à résoudre un problème de rentabilité, ou si l'on préfère, un problème

⁵⁰ On en trouvera un bon exemple dans l'enquête sur le trafic routier au Tchad réalisée par le BCEOM (Bureau Central d'Études pour les Équipements d'Outre-Mer) en 1962-63.

TABLEAU I
CÔTE-D'IVOIRE 1970

(en millions de francs CFA)

	Agriculture	Industries agricoles et alimentaires (I. A. A.)	Autres industries (A. I.)	Services	Total	Consommation finale	Formation brute du capital	Exportations	Total emplois finals	Total des emplois
Agriculture	5 088	8 345	7 474	—	20 907	62 488	450	97 077	161 015	181 922
I. A. A.	350	3 740	—	—	4 090	51 368	550	10 150	62 068	66 158
Autres industries	8 972	4 552	56 301	22 527	92 352	103 972	76 960	17 020	197 952	290 304
Services	7 009	1 092	7 974	25 865	41 940	33 667	—	5 910	39 577	81 517
Total consommations intermédiaires	21 419	17 729	71 749	48 392	159 289	251 495	77 960	131 157	460 612	619 901
Total valeur ajoutée	104 753	11 191	77 991	160 294	354 239					
Total production	126 182	28 920	149 740	208 686	513 528					
Importations CAF	7 913	15 571	76 643	6 246	106 373					
Droits et taxes sur importations	376	7 073	20 806	- 28 255	0					
Marges commerciales	47 451	14 594	43 115	- 105 160	0					
RESSOURCES TOTALES	181 922	66 158	290 304	81 517	619 901					

Source : GERDAT Séminaire d'Économie Rurale ENSA Montpellier, 2 au 6/7 1973. Fascicule III. *Le complexe Agro-Industrie dans l'économie globale*, p. 5.

N.B. La marge commerciale est un service : ressource pour les services, emploi pour les autres branches. Aussi la valeur des marges commerciales comptée dans la colonne « Services » est-elle affectée d'un signe négatif. Cet artifice permet d'obtenir sur la ligne « Marges commerciales » une somme nulle, et de maintenir l'équilibre Ressources-Emplois.

micro-économique d'optimum. Avril⁵¹ a tenté de formaliser les principes logiques et les lois de coût qui facilitent l'étude de tels problèmes. Abstraitemment, ces principes logiques — tous fondés sur l'idée de l'adaptation des moyens aux fins, et sur la recherche du moindre effort — sont valables dans tout système économique et doivent être susceptibles d'application concrète en Afrique. Il est probable toutefois que ces indications abstraites, difficiles à assortir de mesures précises, ne rendront en fait que les services très généraux, très indirects, attendus habituellement de la théorie économique : donner de la consistance au bon sens, suggérer le sens des liaisons entre grandeurs pertinentes, éviter les schémas trop partiels ou trop simplistes — bref, fonctionner plus comme un aide-mémoire que comme une recette précise.

L'optique de la fonction commerciale globale est celle de la Comptabilité nationale. Elle aboutit à l'inscription, dans la dernière ligne du tableau d'échanges interindustriels, d'une grandeur (les marges commerciales) qui, ajoutée aux consommations intermédiaires, à la valeur ajoutée et aux importations, donne le total des ressources disponibles (voir tableau I). Ce haut niveau d'abstraction convient à la réflexion macro-économique, à la projection et à la planification, mais ce n'est pas celui qui intéresse l'analyste de la fonction commerciale — sauf pour fournir un cadre général à ses travaux, sauf aussi dans les cas, rares, où le tableau d'échanges intersectoriels a pu être régionalisé⁵².

En fait, l'optique la plus fructueuse pour l'analyse économique se situe à mi-chemin entre le point de vue micro-économique et le point de vue global. Cette optique met en évidence une forme d'organisation spécifique des activités commerciales, le circuit, c'est-à-dire la succession d'intermédiaires par lesquels passent les marchandises du producteur jusqu'au consommateur. Ces intermédiaires sont habituellement classés en deux catégories : grossistes et détaillants. En début de circuit, les grossistes collectent le produit, en acquièrent la propriété, et le stockent. Il arrive également qu'ils stimulent la production en faisant des avances (matériel, denrées alimentaires) aux producteurs. Ils approvisionnent des détaillants qui sont en contact direct avec les consommateurs finals. Le circuit est une création collective et spontanée, dont l'origine est paradoxale. Comment est-il né, comment des partenaires quelquefois très éloignés les uns des autres ont-ils pu entrer en contact ? Économiquement, on peut considérer le circuit comme une sorte de paroxysme d'intégration, assurant aux entreprises qui le composent les économies externes sans lesquelles l'activité commerciale serait impossible et n'aurait même pas de sens.

Soulignons ici la nécessité d'inclure l'information dans la série d'éléments que fait circuler le circuit : biens, services et monnaie. Jevons avait déjà insisté sur ce point essentiel. Pour lui, comme pour Cournot auquel il se réfère explicitement, le marché n'existe que s'il y a une *community of knowledge* entre participants⁵³. Ce point de vue est repris par Johnston, qui va jusqu'à écrire :

*Improvement of the degree of integration of the (market) system and of the quality of the information it generates and disseminates is itself part of the process of development*⁵⁴.

À la notion de circuit, on substitue parfois celle de filière. Au lieu de se limiter aux activités commerciales *stricto sensu*, on envisage alors la séquence

⁵¹ AVRIL, P., *op. cit.*,

⁵² BERNARD, A., *Essai d'établissement d'un tableau d'échanges inter-industriels à partir d'une enquête SEMA sur les entreprises industrielles à Madagascar (1962)*, Centre ORSTOM de Tananarive, septembre 1966.

⁵³ JEVONS, W.S., *The theory of political economy*, 1970, Pelican Classics, p. 133-134.

⁵⁴ JOHNSTON, B.F., *Agriculture and structural transformations in developing countries*, *Journal of Economic Literature*, 1970, 8 (2).

complète, y compris la production et la consommation. La séquence est alors justiciable d'une analyse de système, à coloration cybernétique, portant sur un ensemble d'éléments en interrelation. On distingue dans ce but :

— la filière proprement dite, par exemple⁵⁵ la suite des éleveurs, des marchés, des abattoirs, des bouchers, des consommateurs ;

— l'appareil de régulation : stocks des commerçants, régularisation par les ranchs et les centres d'embouche, écoulement des excédents grâce à l'exportation ;

— la structure de prix résultant de l'interaction entre le fonctionnement de la filière elle-même et l'influence des actions de régularisation.

Cet élargissement du domaine étudié est légitime, mais il faut se souvenir que plus on étend un champ d'investigation, plus on accroît la difficulté de la collecte et de l'interprétation. Mieux vaut parfois se contenter des résultats modestes mais presque immédiats qu'on peut obtenir en restreignant ses ambitions. L'expérience oblige à dire que les visées globales affichées par certains chercheurs condamnent leurs travaux à rester à l'état de projets. Notons toutefois que l'analyse de système engendre un état d'esprit très fécond, lorsqu'elle insiste sur le caractère progressif de toute analyse, sur l'importance des processus itératifs et des actions de feed-back.

Si le *circuit* semble bien être la référence essentielle en matière de recherches sur la fonction commerciale, il reste que cette référence n'est jamais évidente. Les circuits se découvrent difficilement, dans la mesure où certains agents ont intérêt à en dissimuler les segments clandestins. D'où les cadrages moins problématiques et plus immédiats : le commerce d'un certain produit, par exemple, ou bien le commerce dans une certaine zone (l'hinterland d'une ville). Jones⁵⁶ s'est expliqué sur le caractère essentiellement *pratique* de ces approches. À condition qu'on ne se limite pas à un seul produit, mais qu'on saisisse le groupe entier de produits substituables, des cadrages de ce genre sont parfaitement justifiés puisque les systèmes de commercialisation sont influencés *d'abord* par les caractéristiques du produit : rapport valeur/poids, degré de périssabilité, technique de traitement, habitudes de production et de consommation.

Pour conclure, rappelons que tout le circuit n'est pas également intéressant. L'attention doit se porter d'abord, Avril l'a montré⁵⁷, sur les points où s'accumulent ce qu'on appelle des *disponibles*. La position de ces points est le fait de structure essentiel. Les modalités de gestion de ces disponibles, leur évolution quantitative, apportent les éléments d'information nécessaires sur les différences de potentiel entre offre et demande, sur les délais et les coûts des modifications souhaitées, et enfin sur les détenteurs réels du pouvoir de décision.

Si l'on parcourt un certain nombre de rapports d'enquête, on s'aperçoit vite que la plupart reflètent trois types de préoccupations : décrire les phénomènes et si possible les mesurer, analyser le fonctionnement du système étudié et évaluer son efficacité, proposer enfin des mesures pour améliorer ou remplacer ce système. Le tableau II croise ces trois types de préoccupations avec les trois aspects de la fonction commerciale (aspect physique, sociologique et économique) et fournit de la sorte la description schématique du contenu habituel des enquêtes.

⁵⁵ Cf. l'étude de la filière de la viande bovine en amont d'Abidjan réalisée par H. Serre (IEMVT), lors du Séminaire d'Économie Rurale organisé par le GERDAT à Montpellier, du 2 au 6 juillet 1973 (fascicule IV du rapport d'ensemble).

⁵⁶ JONES, W.O., The structure of staple food marketing in Nigeria as revealed by price analysis, *Food Research Institute Studies*, 1968, 8 (2) Stanford.

⁵⁷ AVRIL, *op. cit.*, p. 58.

TABLEAU II

Aspects Objectifs	Physique	Sociologique/ institutionnel	Économique
Description	<ul style="list-style-type: none"> • Quantités produites et commercialisées (contrôlées et non contrôlées variation saisonnière (localisation des zones de production. • Catégories et qualités, procédés de transformation, conditionnement stockage, etc.. • Infrastructure de transport et commerciale • Poids et mesures. Cartographie des flux : distances parcourues, organisation des circuits (collecte, regroupement, stockage, points d'éclatement, points de vente détail). 	<ul style="list-style-type: none"> • Agents de la collecte et de la distribution (ethnies, organisation sociale, etc.). • Crédit personnalisé. • Spécialisation et hiérarchie. • Pratiques restrictives (monopoles, etc.). • Contrôle de l'État. • Offices de commercialisation, coopératives, etc. 	<ul style="list-style-type: none"> • Formation des prix à la production. • Marges brutes et frais de distribution aux différents stades. • Concentration et concurrence. • Origine et coût du capital commercial. • Destination des profits (investissement ?) • Information commerciale et couverture des risques. • Prélèvements de l'État (fiscalité).
Évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Constatation de non-communication entre zones de production et zones de consommation effectives ou potentielles. • Insuffisance des installations (volume, aspect sanitaire...). • Insuffisance du matériel de transport, d'emballage, etc. • Défauts techniques de transformation, conditionnement, stockage (pertes par insectes, humidité, etc.). 	<ul style="list-style-type: none"> • Adaptation ou inadaptation des institutions modernes et coutumières : <ul style="list-style-type: none"> — aux réalités socio-politiques en évolution, — aux intérêts économiques en présence. 	<ul style="list-style-type: none"> • À court terme : le marché parvient-il à répartir facteurs de production et produits commercialisés dans le temps et dans l'espace (national et extérieur) en fonction de l'information disponible ? À quel coût cette fonction est-elle remplie ? TEST : les <i>prix</i> réagissent-ils rapidement et correctement aux variations de l'offre et de la demande dans le temps et dans l'espace ? • À long terme : les profits commerciaux éventuels sont-ils la base d'une accumulation productive ?
Amélioration	<ul style="list-style-type: none"> • Création d'infrastructures nouvelles (routes, etc.). • Mesures techniques : désinsectisation, emballages plastiques, transformation améliorée... (au niveau de l'intervention localisée ou de la planification globale). 	<ul style="list-style-type: none"> • Création, modification de coopératives, organismes dotés de monopole. • Interventions en matière de crédit. • Changements d'ordre politique. 	<ul style="list-style-type: none"> • Intervention sur les cours des produits (stockage et régularisation), réglementation des prix. • Incitations à la concurrence ou aux pratiques de monopole. • Prêts sélectifs, africanisation. • Mesures fiscales diverses. • Actions dans le domaine de l'information (statistiques), etc.

L'étude des marges

Les marges commerciales sont la contrepartie comptable des services de distribution fournis par la branche « Commerce ». La marge associée à chaque emploi de chaque produit correspond donc à la valeur, calculée au prix du marché, des services grâce auxquels le produit se trouve *mis à la disposition* des utilisateurs. En fin de compte on écrit l'égalité :

$$\begin{array}{ccccccc}
 \boxed{\text{Production}} & & & & & & \\
 \text{(aux prix intérieurs} & & & & & & \\
 \text{à la production)} & + & \boxed{\text{Importations}} & + & \boxed{\text{Marges commerciales}} & + & \boxed{\text{Prises}} \\
 & & & & \text{sur production} & & \text{sur stocks}} \\
 & & & & \text{et importation} & & \\
 & & & & & & \\
 = & \boxed{\text{Total des ressources}} & = & \boxed{\text{Total des emplois}} & & &
 \end{array}$$

S'ils ne disposent pas d'informations directes sur les marges, les comptes nationaux se contentent de les « retrouver » par différence ; elles correspondent alors à l'intervalle entre les prix à la consommation (constatés sur les marchés) et les prix à la production plus ou moins reconstitués. Ces procédés font en réalité dépendre la signification du poste « marges commerciales » d'un certain nombre de conventions et notamment de la définition de la production⁵⁸. La valeur de cette production peut très bien englober certains coûts et services de distribution qui varient avec les exigences du premier client : transport effectué par des agriculteurs jusqu'au marché par exemple. Enfin, estimer la production « départ lieu de production » entraîne l'imputation des frais de transport à la branche « Commerce ».

L'étude directe des marges est donc de beaucoup préférable à ces exercices. Il s'agit alors de *mesurer* et *d'enregistrer* la rétribution des diverses unités composant le circuit commercial. Ces diverses unités se partagent entre elles la différence entre le prix payé au premier vendeur et le prix payé par le dernier acheteur⁵⁹. Autrement dit, cette différence équivaut à une somme de marges individuelles perçues par des intermédiaires qui :

- assument la propriété du produit et encourent de ce fait certains risques ;
- exposent des frais pour fournir certains services ;
- et revendent enfin le produit à un agent situé en aval dans le circuit.

Les marges sont en général exprimées en pourcentage du prix de détail, ce qui fait apparaître le coût relatif de la distribution et de la production à un moment donné ; il ne faut pas perdre de vue cependant qu'un accroissement de ce pourcentage peut coïncider avec une diminution de la marge calculée en valeur absolue. Rappelons également la différence entre taux de marge et taux de marque. Le premier est le rapport entre la marge commerciale et le prix « ressources » (marge non comprise). Le taux de marque est le rapport entre la marge et la valeur du produit au prix d'utilisation (marge comprise).

Ricardo⁶⁰, commentant Jean-Baptiste Say, distinguait schématiquement deux contreparties de la valeur additionnelle donnée au produit par le commerce :

- les coûts d'acheminement (expenses of conveyance) ;

⁵⁸ FAURE, S. et J.L., *Comment s'élaborent les comptes de la Nation. Sources, Méthodes, Exercices. I. Textes et Données*, Paris 1974, Éditions CNIPE, p. 38-39.

⁵⁹ ABBOTT, J.C., *Les Problèmes de la commercialisation et leurs solutions*, Rome 1958, FAO, p. 41.

⁶⁰ RICARDO, *op. cit.*, chap. XIX, note 1.

— le coût d'utilisation du capital engagé par le commerçant (profit on the advance of capital made by the merchant).

Mais il ajoutait immédiatement que si un bien acquérait davantage de valeur grâce au commerce, c'était simplement parce qu'un *supplément de travail* était consacré à sa production et à son acheminement. Le capital n'est en effet rien d'autre que du travail accumulé.

Paul Avril propose une énumération de quatre services rémunérés par les marges. Il s'agit :

— D'abord de certaines transformations matérielles : bien que n'étant pas à proprement parler l'apanage du distributeur, on rencontre fréquemment, dans un cycle de distribution, des opérations de conditionnement, voire de transformation légère. Ce sont les *fonctions de conditionnement*.

— Ensuite des transformations spatiales et temporelles ; ce sont les *fonctions distributives* proprement dites. Elles modifient l'état de *lieu*, de *lot*, d'*assortiment* et d'*époque* du produit.

Les interventions des distributeurs peuvent alors être schématisés par un tableau du type suivant conforme au modèle donné par Avril⁶¹ :

	État distributif de production	État distributif de consommation
1 État de lieu	Île de papyrus, sud du lac Tchad	Habitation de X., employé de commerce à Onitsha, Nigéria
2 État de lot	200 kg de <i>banda</i> (poisson fumé) valant 12 000 F CFA (60 F/kg)	1 tas de 200 g (50 F CFA, soit 250 F/kg).
3 État d'assortiment	4 articles : <i>banda</i> de gymnarchus, <i>banda</i> courant (mélange) <i>banda</i> de tilapia et silures, capitaine séché	Produits de consommation courante : ignames, <i>gari</i> , sel, huile de palme, etc.
4 État d'époque	Décembre 1963	Mai 1964

Aux transformations matérielles, spatiales et temporelles qui forment en quelque sorte le noyau dur de l'activité de distribution, s'ajoutent ce qu'Avril appelle des transformations psychologiques et structurelles, ayant pour but pour effet d'adapter l'article aux souhaits de la clientèle. Il s'agit de faire coïncider, à tout moment et en tout point du circuit, l'offre d'amont et la demande d'aval, et cela en jouant sur les caractéristiques et les volumes du produit — compte tenu de l'information disponible. L'ajustement sur les caractéristiques exige à la fois que le commerçant indique au producteur l'article qu'il convient d'offrir, et convainque le client d'accepter un article nouveau ou modifié. L'ajustement sur les volumes nécessite que le commerçant règle le flux de biens à la fois en s'approvisionnant par l'achat, et en écoulant par la vente.

Si nous laissons de côté la question de la marge nette, sur laquelle on reviendra plus loin, il s'agit *d'imputer* à chacune des transformations ci-dessus, pour un produit donné, une certaine fraction de la marge brute. Cet objectif idéal est rarement accessible en pratique, ne serait-ce que parce qu'il se produit des compensations entre produits écoulés par un même détaillant : les biens qui font l'objet d'une demande relativement inélastique peuvent supporter des marges plus élevées que les biens moins faciles à écouler ; d'où une tendance à reporter sur les premiers une forte proportion, sinon la totalité des dépenses entraînées

⁶¹ Les données de fait sont empruntées à COUTY et DURAN, *Le commerce du poisson au Tchad*, Paris 1968, *Mémoires ORSTOM*, n° 23.

par l'activité commerciale prise dans son ensemble (loyers, salaires...) ⁶². Cela veut dire que les marges effectivement perçues sur tel ou tel produit — donc observées par l'enquêteur —, n'ont souvent rien à voir avec les frais réels de commercialisation afférents à ce produit ⁶³. Les pratiques commerciales africaines confirment que l'activité souvent très complexe d'un détaillant villageois permet de rechercher et d'obtenir les compensations auxquelles on vient de faire allusion. Un exemple fourni par Dorjahn ⁶⁴ énumère jusqu'à cinq sources de revenus différentes pour un commerçant — la moins importante n'étant pas l'activité de prêteur à gages.

Peu importe à vrai dire : la variable-clé reste néanmoins la marge brute, puisque c'est cette grandeur qui mesure le moins inadéquatement la valeur ajoutée, que le service commercial fourni soit décomposable ou non en ses éléments premiers. On peut admettre, après tout, que cette globalité même garantit que la marge brute reflétera le jeu de *toutes* les forces qui règlent l'activité distributive ; toutes, y compris le pouvoir de monopole propre aux détaillants, dont Wicksell avait déjà analysé les conséquences spatiales, et dont les exemples abondent en Afrique ⁶⁵. Ce monopole tend à faire monter la marge au-dessus du niveau qui résulterait d'une concurrence moins imparfaite ; néanmoins, les facilités d'entrée dans la profession jouent en sens contraire, et corrigent ce que l'effet du monopole spatial pourrait avoir d'excessif ⁶⁶.

Ces dernières remarques mènent tout naturellement à poser la question de la marge nette. La marge brute se décompose en deux éléments : l'un censé correspondre aux coûts de la commercialisation, ou si l'on préfère, aux frais objectivement supportés par le commerçant ; l'autre appelé marge nette, qui constitue un profit. Bien sûr, cette marge nette peut ne pas exister, ou même elle peut être négative — au moins pendant un certain temps. Elle rémunère l'activité du commerçant lui-même, et entre dans la catégorie très générale des revenus résiduels.

La formation des deux termes constituant la marge brute obéit à des lois différentes. Alors que les frais de commercialisation correspondent à des services rémunérés à leur coût de production, la marge nette peut incorporer l'effet de la spéculation, ou, comme nous venons de le voir, une rente de situation (monopole). On peut donc se demander s'il n'est pas gênant de l'inclure automatiquement dans la valeur ajoutée. Le problème du rapport entre marge brute et nette est en fait un problème de structure distributive. Pour le consommateur final, le prix de revient de la distribution est d'autant plus faible que les entreprises commerciales sont plus importantes, donc plus rares et moins concurrentielles ; elles bénéficient en effet, dans ce cas, d'économies d'échelle qui leur permettent de produire des services commerciaux à moindre coût. Par contre, la marge nette est d'autant plus faible que les entreprises de distribution sont plus petites, plus nombreuses et plus concurrentielles. La structure optimum serait donc un compromis entre d'une part des entreprises assez importantes pour avoir un prix de revient faible, mais suffisamment nombreuses pour ne pas prélever des profits de monopole.

⁶² WICKSELL, *op. cit.*, vol. I, p. 102.

⁶³ Dans la pratique comptable, cela se traduit par des analyses de comptabilité fondées sur la méthode du *direct costing* : les frais fixes ne sont pas considérés comme un élément du prix de revient, celui-ci n'incluant que les frais variables. Cf. DEFALLENS, G., *Gestion financière de l'entreprise*, Paris 1965, Sirey, p. 285 sq.

⁶⁴ DORJAHN, in BOHANNAN et DALTON, *op. cit.* p. 60-88.

⁶⁵ KRONE, *op. cit.*, p. 18.

⁶⁶ ADELMAN, M.A., The product and price in distribution, *American Economic Review*, Papers and Proceedings, mai 1957, p. 266-273.

L'application de ces principes à l'analyse des situations africaines n'est pas aisée. On a très souvent affaire en effet à des systèmes qui semblent engendrer un énorme gaspillage de temps et d'effort — au point qu'on peut se demander s'ils secrètent une marge nette. Hodder⁶⁷ a décrit par exemple l'affluence de détaillants Yoruba sur les marchés de la région d'Akinola, affluence qui ne s'explique, selon lui, que par un sous-emploi prononcé et par un goût très vif pour l'activité commerciale. On en revient, en somme, aux observations de Holton sur le commerce considéré comme un remède au chômage et comme un mode de redistribution du revenu⁶⁸. En général les chercheurs préfèrent ne pas approfondir ces difficiles questions de structure, et s'en tiennent à une analyse fonctionnelle quelquefois un peu superficielle. Pour Jones⁶⁹, la première fonction d'un système commercial, c'est l'allocation des ressources rares ; autrement dit, des tests simples doivent permettre de repérer les défauts de fonctionnement du système étudié. Ces tests, Crutchfield⁷⁰ les avait déjà indiqués au seuil d'une enquête effectuée en Ouganda :

— Les consommateurs peuvent-ils satisfaire leurs préférences, en obtenant les produits qu'ils désirent, au moment, à l'endroit et sous la forme qui leur convient ?

— Le produit est-il réparti parmi les différents marchés de telle façon qu'il soit impossible d'accroître les recettes totales en diminuant les ventes à un endroit et en les augmentant ailleurs ?

— Les coûts de distribution sont-ils aussi bas que possible, compte tenu de la technique, des transports, des coûts du capital et du travail ?

— Les mécanismes du marché fonctionnent-ils de façon assez flexible pour empêcher les variations extrêmes de prix à court terme, ou des engorgements locaux ? Autrement dit, le produit peut-il passer rapidement des lieux où il est en excédent vers ceux où il est rare ? Les variations saisonnières de l'offre et de la demande sont-elles anticipées de façon à éviter une instabilité exagérée des prix ?

Des tests de ce genre ont souvent donné lieu à des tentatives de comparaison entre marges des distributeurs de type moderne et marges des distributeurs dits « traditionnels ». Contrairement à ce qu'on a tendance à penser, la comparaison n'a pas toujours été à l'avantage des systèmes de commercialisation modernes. Il ne faut pas oublier, à ce propos, que les marges des commerçants « traditionnels » correspondent à des services plus nombreux ou plus coûteux que ceux fournis par les distributeurs modernes ; elles reflètent par exemple, certaines difficultés d'accès au crédit, l'obligation de pratiquer l'auto-assurance contre certains risques, ou encore la nécessité de surveiller le produit pendant toute la durée du transport.

En fait, dans ce domaine, comme dans beaucoup d'autres, l'évaluation économique rigoureuse présente de telles difficultés que les auteurs préfèrent souvent s'en tenir à la simple description d'imperfections plus ou moins évidentes⁷¹.

L'analyse des structures économiques

Tout se passe comme si l'objectif proprement dit des enquêtes — porter un jugement sur un système commercial et sur sa productivité — demeurerait parfois

⁶⁷ HODDER, B.W., in BOHANNAN et DALTON, *The Yoruba rural market*, 1962, p. 103-117.

⁶⁸ HOLTON, *op. cit.*

⁶⁹ JONES, *op. cit.*

⁷⁰ CRUTCHFIELD, J.A., *Report to the Government of Uganda on fish marketing in Uganda*, Rome 1959, FAO n° 998.

⁷¹ JONES, W.O., *Marketing staple food crops in Tropical Africa*, Ithaca et Londres 1972, Cornell University Press, p. 5-17.

peu accessible, alors que les mêmes recherches permettent d'arriver à certaines conclusions, au moins qualitatives, sur l'état de l'économie globale.

Ces conclusions ne sont atteintes qu'au prix d'un certain recul, et elles demeurent toujours quelque peu conjecturales. Elles ont aussi un caractère négatif, dans la mesure où elles incitent à mettre en question les images à vrai dire de plus en plus contestées que fournissent les comptabilités nationales.

Alors par exemple que ces comptabilités ne connaissent que la distinction intérieur-extérieur, ou national-étranger, les recherches sur la fonction commerciale manquent rarement de mettre en évidence des espaces dont le poids économique diffère :

— soit de manière absolue, par exemple en termes de ressources naturelles et de productions ;

— soit de manière relative, en termes de rapport population-ressources.

La mobilité des populations, des facteurs de production et des produits finis étant très imparfaite, et en tout cas très variable selon les itinéraires, on prend conscience du faible degré de fluidité de l'espace économique national. Les circuits commerciaux corrigent pour ainsi dire cette fluidité imparfaite. Leur étude mène logiquement à la construction de comptes régionaux plutôt qu'à celle — souvent prématurée — d'une comptabilité nationale. Encore faut-il cependant que les enquêtes commerciales soient complétées par des recherches sur les circuits de financement et d'investissement.

Au-delà du cadre national, les enquêtes font apparaître des ensembles dont la cohésion, assurée par de nombreux échanges non contrôlés, donne à penser que le tracé des frontières politiques ne correspond pas toujours à la réalité économique. Comme l'écrivait Vinay⁷², l'Afrique souterraine a déjà réalisé son marché commun.

Les enquêtes commerciales permettent aussi de mieux percevoir l'hétérogénéité des économies africaines. De cette hétérogénéité, les schémas un peu trop simples du dualisme ne rendent pas compte avec suffisamment de précision. Fondées sur eux, les comptabilités nationales distinguent un secteur organisé et un secteur non-organisé⁷³. Les enquêtes commerciales permettent de remonter des flux aux systèmes, et font apparaître au moins deux niveaux de différenciation :

À un premier niveau, on repère *deux secteurs* placés à un moment différent de l'évolution économique, ou plutôt évoluant selon une logique économique et sociale différente :

— Un commerce (et un secteur de production sous-jacent) autochtone, avec des agents peu spécialisés, portant surtout sur les produits vivriers, et se déployant dans un cadre purement africain. Exemple : céréales, ignames, poisson, cola, bétail, etc. L'importance économique de ce commerce est souvent sous-estimée.

— Un commerce contrôlé encore bien souvent par des expatriés, qui prolonge les flux d'importation, ou qui est le fait de firmes enclavées : tissus, emailés, chaussures, sucre, bicyclettes, etc. À cela se rattache le commerce des produits agricoles exportés.

On pourrait presque dire que cette distinction recoupe celle qu'on pouvait faire, à une époque antérieure, entre les échanges intérieurs spontanés et les

⁷² VINAY, B., *L'Afrique commerce avec l'Afrique*, Paris 1968, PUF.

⁷³ Cette typologie fait référence à la présence ou à l'absence de documents comptables. Voir *Méthode d'Établissement des Comptes Économiques en pays africains*, mars 1974, ministère des Affaires étrangères, Direction de l'Aide au Développement.

circuits de traite. D'un côté : spécialisation naissante, apparition de la division du travail ; de l'autre : prélèvement asymétrique opéré par une économie étrangère dominante. Ces deux secteurs ont toujours été en contact. Jones⁷⁴ a décrit le raccordement original que la pratique du *Goldcoasting* opérait autrefois entre *big trade* et *small trade* en Afrique. Les firmes étrangères qui contrôlaient l'exportation des produits africains consentaient des avances à des collecteurs autochtones qui partaient vers l'intérieur et revenaient quelque temps plus tard avec les produits demandés. Ces avances prirent d'abord la forme de marchandises destinées au troc, puis de sommes d'argent. Les commerçants locaux prirent vite l'habitude de considérer ces avances comme un crédit à court terme permettant d'effectuer quelques opérations de commerce intérieur aussi clandestines que profitables, en plus de la collecte des produits de traite. Avec un peu de chance, un bon trafiquant pouvait faire tourner son « capital » deux ou trois fois avant de reparaitre sur la côte⁷⁵.

Aujourd'hui on observe des raccordements plus solides, tels ceux décrits par Krone en matière de commercialisation du poisson de mer congelé. De toute façon, la différenciation ci-dessus s'estompe dans la mesure où apparaissent des industries nationales, des circuits économiques bouclés dans le cadre national, et finalement une économie de plus en plus autocentrée.

À un second niveau, et à l'intérieur des échanges abusivement qualifiés de *traditionnels*, on repère une différenciation qui traduit, dès l'époque coloniale ou même pré-coloniale, une évolution déjà complexe de l'économie locale. Aux échanges diffus et à courte distance qui se situent à la frange de l'agriculture de subsistance, se superposent des flux commerciaux à longue distance reflétant une division du travail et une spécialisation déjà prononcées. Le Tchad, le Cameroun du Nord, le Nigéria offrent de bons exemples de ce système économique à deux étages.

En combinant, notamment dans les régions de savane, les deux niveaux de différenciation qui viennent d'être résumés, on aboutit à une division tripartite plus réaliste que les schémas dualistes habituels : secteur d'autoconsommation et d'échanges résiduels, secteur intermédiaire irrigué par le commerce autochtone à longue distance et secteur « moderne » rapporté. Ces secteurs communiquent, mais se rattachent à des systèmes économiques différents⁷⁶. Les fondre dans le cadre d'une comptabilité nationale homogène risque de masquer des faits de structure et de relation essentiels.

On voit que les recherches sur la fonction commerciale n'ont pas simplement pour but d'apporter des informations sur les problèmes commerciaux *stricto sensu*, si pressants et si intéressants que soient ces problèmes. Elles permettent aussi, et surtout, de construire une typologie des échanges intérieurs considérés comme révélateurs d'une structure. Dans cette construction, la mise en évidence des points de raccordement entre composantes de la structure apparaît comme un problème-clé, puisque c'est en ces points que risquent d'apparaître les tensions les plus graves lorsque l'économie globale évoluera vers une plus grande homogénéité.

⁷⁴ JONES, 1972, *op. cit.*, p. 250.

⁷⁵ BAUER, P. T., *West African Trade*, Cambridge University Press 1954, p. 17.

⁷⁶ COUTY, 1972, *op. cit.* L'expression « secteur intermédiaire » a été reprise par STEELE, D., *The theory of the dual economy and African entrepreneurship in Kenya*, *Journal of Development Studies*, 1975, vol. 12, n° 1, p. 18-38.

DE L'AUTRE CÔTÉ DU MIROIR

*Je te licencierai, logique,
où s'estropiaient nos bêtes à l'entrave.
Saint-John Perse, Vents.*

J'ai fait connaissance avec le lac Tchad il y a trente ans, pour les besoins d'une banale enquête sur le commerce du poisson. L'expérience a pris un tour déconcertant, dont la signification m'est apparue peu à peu. Le moment est peut-être venu d'en dire quelques mots.

En cette fin d'année 1963, je n'étais en principe chargé que d'informer le Centre Technique Forestier Tropical (CTFT) sur les chances d'acheminer et d'écouler au Tchad, au Cameroun et en Nigéria, un surplus de poisson que les développeurs se faisaient fort d'obtenir dès qu'on aurait convaincu les pêcheurs d'acquiescer du matériel et des embarcations améliorées. Les enquêtes se déroulaient, en priorité, dans des régions déjà consommatrices de poisson, susceptibles par conséquent d'en absorber davantage : la zone cotonnière du Tchad, par exemple. Il n'était cependant pas question d'ignorer, bien entendu, ce qui se passait au point de départ des circuits dont j'observais, avec l'aide d'un collègue appelé Pierre Duran, le déploiement jusqu'à Fort-Archambault¹, Bangui, Ngaoundéré, Jos, Ilorin et même Lagos. Ce point de départ, incontestablement, se situait pour partie sur le lac, et depuis fort longtemps. Quelques tournées de reconnaissance au nord du delta du Chari, et peut-être au-delà, vers Bol et Bagasola, n'étaient donc pas de trop.

Instruit et déçu par un essai alarmant de navigation en territoire camerounais, deux ans plus tôt, au confluent de la Bénoué et du Faro, j'étais bien décidé à mettre cette fois toutes les chances de mon côté. C'était possible car à cette époque les moyens de travail qui nous étaient donnés par convention étaient relativement considérables. Toutefois, il n'était pas très aisé d'aller travailler sur le lac, ni même sur ses abords immédiats. Dunes sableuses, ouadis natronés, pistes problématiques, zones marécageuses, archipels labyrinthiques et paquets de papyrus flottants constituaient — et constituent sans doute encore aujourd'hui, malgré la baisse des eaux — un milieu mal cartographié, sans doute pénétrable mais d'accès tout de même assez difficile.

Le mieux était donc de s'en remettre aux rares connaisseurs, par exemple au sympathique chef du secteur forestier de Fort-Foureau², un certain Jeanfaivre avec lequel j'avais lié amitié. Ancien marin, Jeanfaivre aimait bien les bateaux.

¹ Aujourd'hui Sarh.

² Aujourd'hui Kousseri.

D'ailleurs il en construisait, multipliant les calculs pour établir à quelle hauteur se dessinerait la ligne de flottaison de l'embarcation projetée, et tout heureux lorsque ses prévisions étaient vérifiées. Il était également grand chasseur. Pour exercer ses fonctions administratives, il disposait d'une pinasse et d'un pinassier. Une première expédition eut lieu en décembre 1963.

Lentement, très lentement, nous descendons le Serbewel jusqu'au lac et après une escale à Wulgo, où Jeanfaivre engage un guide, nous longeons la rive camerounaise en direction du nord. Les coups de vent sont redoutables sur le lac et Jeanfaivre veille à ne pas trop s'écarter de la côte. Nous nous contentons donc de caboter, en attendant mieux. Peu importe d'ailleurs puisque les campements de pêche abondent en cet endroit et que je questionne leurs occupants sur le trafic de poisson fumé avec le Nigéria tout proche. La mauvaise impression créée par mes indiscretions se dissipe lorsque Jeanfaivre commence à parler pirogues. Celles que le Service construit et vend à Fort-Foureau sont-elles satisfaisantes ? Peut-on les charger suffisamment ? Sous un gros arbre, interminablement, on compare des gabarits imaginaires en comptant des pas sur le sable ...

À Nganatir, le *lawane* chef de village nous demande de tuer un hippopotame qui dévaste les plantations. Jeanfaivre se laisse convaincre et prépare ses armes : un fusil de gros calibre pour l'hippo, un autre, plus léger, pour les canards. Le *lawane* sait exactement où se trouve l'hippopotame, il n'y a pas une minute à perdre. Pendant une bonne heure, dans une pirogue qu'un manoeuvre pousse à la perche, nous glissons entre les herbes, tantôt dans un chenal étroit, tantôt sur de vastes plans d'eau où Jeanfaivre aimerait bien s'arrêter pour tirer sur ses canards (qu'il appelle des *wilili*). Soudain le *lawane* fait signe au piroguier de s'arrêter. À vingt-cinq mètres, on voit les petites oreilles pointues et les narines de l'animal qui affleurent mais avec une agilité surprenante, la bête effectue une sorte de cabriole, offre un instant aux regards son dos luisant, bascule et plonge définitivement. Le *lawane* ne se tient pas pour battu. Avec un petit morceau de bois, il frappe contre le bord de la pirogue pour exciter la curiosité de l'hippopotame. On attend un moment. Le *lawane* recommence, sans succès ... La nuit suivante, dans notre campement, je suis réveillé par le bruit de « soufflerie mouillée » dont parle André Gide. Jeanfaivre braque sa torche électrique mais bien sûr nous ne voyons rien. Le lendemain matin seulement, les traces nous apprennent que l'hippopotame, celui d'hier ou un autre, est venu rôder dans les parages ...

Non sans mal, Jeanfaivre parvient à trouver l'entrée du Taf-Taf, pour regagner le Chari et Fort-Lamy³. Le guide engagé à Wulgo n'a pas été d'un grand secours, mais on ne peut pas lui en vouloir. Le vent a déplacé les îles de papyrus pendant les derniers jours et le tracé des passes a changé. Il fait froid. La nuit, sur les bancs de sable où nous campons, nous frissonnons malgré nos trois couvertures.

Un matin, la radio nous apprend qu'il neige à Marseille.

La pinasse nous joue le mauvais tour de tomber en panne à une demi-journée de Fort-Lamy, mais l'enquête a progressé. De plus en plus nettement, le secteur de la pêche, pour parler comme les économistes, apparaît lié, dans les endroits que nous avons visités, aux marchés et aux circuits commerciaux nigériens, ce qui risque de compliquer la tâche du CTFT. Cependant, les données recueillies sont bien celles que l'on attendait, mais si je sais déjà qu'elles ne pourront figurer avec avantage dans le rapport à venir, je me rends compte qu'elles ne nous disent pas grand'chose sur l'étrange univers que nous avons effleuré. Que

³ Aujourd'hui N'Djamena.

sais-je, par exemple, de ce pêcheur boudouma qui m'a parlé du harcèlement douanier, de l'eau froide où le poisson se fait rare, des filets perdus parce que les papyrus ont dérivé — tout cela sur une île flottante où nos pieds enfoncent, et dans un nuage de moustiques ? Que sais-je de ces Haoussa qui affirment se rendre à la Mecque, associant pêche et pèlerinage dans une combinaison inédite ? Etranges pêcheurs, bizarres pèlerins ... Interrogations triviales, sans doute, mais obsédantes. Afrique, Afrique, écrit Marcel Thiry :

• *tu opposes passivement les nargues nègres
au déblai patient des jours explorateurs ...*

Et que dire des baleinières en fer découvertes au fond d'un débarcadère écarté, près de Wolgo ? D'où viennent-elles ? À qui appartiennent-elles ? Le Boudouma qui construit tout près de là sa *kadei*⁴ en papyrus n'a pas compris ou pas voulu comprendre nos questions. Les tôles noirâtres et fortement rivetées des baleinières, si brûlantes qu'on peut à peine y toucher, témoignent d'une activité humaine à jamais clandestine, opaque, vaguement inquiétante. Les baleinières de Wolgo sont là, un point c'est tout. Leur présence maléfique souligne avec surabondance le caractère partiel et provisoire des systèmes d'explication que nous nous évertuons à bâtir. Pour toujours sans doute, et de tout son poids, cette ferraille met à mal les balbutiements raisonnables qui devraient éclairer le monde où nous nous agitons. En somme, hasard et inertie règnent en maîtres ? Dérangeante expérience ...

Pendant les deux mois qui suivent, je n'approcherai à nouveau du lac qu'à intervalles éloignés, et de façon détournée, en visitant par voie de terre les rares marchés de la rive tchadienne. Ce pays rébarbatif s'appelle le Kanem et ne se fait pas remarquer par une activité économique intense. Je me souviens, entre autres, du village d'Amérom, à une vingtaine de kilomètres de la piste menant à Ngouri. Était-il indispensable d'aller interroger, sur le misérable marché d'Amérom, quelques femmes accroupies derrière leur calebasse de poisson séché ? Je me rappelle aussi Bol, triste et torride centre administratif, envahi par les mouches, où j'ai vu aborder un matin des nageuses boudouma munies de leurs flotteurs en bois d'ambatch. Étonnant spectacle que celui d'un groupe de têtes oscillant parmi les vaguelettes, surmontées chacune d'une calebasse contenant le pagne où la nageuse s'enroulera quand elle prendra pied sur la rive ...

Simple préliminaire. En mars 1964, nous organisons enfin sur le lac lui-même une expédition de longue durée. Il est prévu de se rendre à Bol en descendant le Chari puis en traversant la zone des îlots-bancs et celle de l'archipel. De Bol, on gagnera Bagasola, où se trouve la douane tchadienne. Après quoi l'on traversera les eaux libres pour se rendre à Bagakawa, sur la côte du Bornou. Là commence la filière qui achemine — par chameau d'abord, par camion ensuite — le poisson fumé du lac et le natron du Kanem jusqu'à Maiduguri et au-delà. Nous disposons cette fois d'un puissant remorqueur auquel sont amarrées deux barges. Celle de tribord est occupée par un nombreux personnel africain : manœuvres, interprètes, guide, cuisinier, contrôleur de pêche. Celle de bâbord sert au logement des Européens. Cette trinité nautique a été conçue par un hydrobiologiste de l'ORSTOM appelé Blache, auquel on doit une vaste somme consacrée à la systématique des poissons du Tchad. La légende assure que cet homme prévoyant ne partait jamais en tournée sans garnir de caisses le toit de sa barge. Dans les caisses il y avait de la terre, et dans la terre des graines de salade qui poussaient pendant l'expédition. Nous n'emporterons pas ce jardin suspendu

⁴ Embarcation traditionnelle.

mais nous installerons nos lits et nos moustiquaires sur le pont supérieur de la barge de Blache, pour y dormir au clair de lune.

Le responsable de la navigation est un authentique patron de pêche de Saint Malo, nommé Blin, que le CTFT a engagé pour procéder à des pêches expérimentales dans les eaux du lac. Il est accompagné par son épouse, qui s'occupe de l'intendance. Un hydrobiologiste de l'ORSTOM, Iltis, profite du voyage pour effectuer des prélèvements de plancton et tourner un film. Le spécialiste des pêches et de la pisciculture au CTFT, Jacques Bard, participe lui aussi à l'expédition.

C'est de nuit que Blin essaie de sortir du delta. La lune est magnifique, tout semble propice. Malheureusement, il nous arrive la même mésaventure qu'au major Denham en 1822. Je lui laisse la parole :

By daylight we re-embarked, and proceeded by the north-west branch more than two hours, keeping nearly the same direction : we passed several marshy floating islands, covered with rushes, high grass, and papyrus apparently dividing the water into different streams, when we found ourselves in that sea of fresh water, the Tchad, which we named Lake Waterloo, and into which the Shary empties itself. It was my intention to have proceeded quite round the island to the east, and to have returned by the other branch ; but after making about two miles in the open lake, a heavy swell from the north-east caused so much water to come into the canoes, and so much labour to the men, that we gave up that idea .5.

De fait, sitôt quitté l'abri des berges du fleuve, le vent se lève et les vagues menacent de disloquer l'assemblage du remorqueur et des barges. Blin finit par faire virer de bord et jeter l'ancre jusqu'au matin, à l'abri d'une île providentielle. Pendant toute la tentative, gesticulant comme un démon sur la passerelle du remorqueur, le guide engagé la veille à Djimtilo a lancé des imprécations.

Ensuite viennent de longues journées pendant lesquelles il nous arrive, assez rarement à vrai dire, de rencontrer des pirogues furtives qui se rendent en Nigéria ou qui en reviennent. Nous tentons de savoir d'où elles viennent, combien de poisson elles transportent, pour quelle destination. Nous demandons aussi à quoi sera employé l'argent de la recette future. Les réponses, quand on veut bien nous en donner, sont en général extrêmement obscures. Quelquefois nous accostons à l'entrée d'un chenal découvert par hasard. Quand Blin a fait jeter l'ancre, nous nous engageons en canot dans un passage bordé de papyrus, suivant des enfants debout sur leur *kadei*. Bientôt le chenal s'arrondit en un débarcadère où quelques pirogues achèvent de pourrir. Pour atteindre le village, s'il existe, il faut marcher dans l'eau un certain temps, en espérant échapper une fois de plus à la bilharziose. Ensuite on envoie chercher le chef, pendant que des hommes accourent de tous côtés en enfilant leurs boubous. Sous un arbre, la réunion commence. Elle durera une heure, ou deux, ou trois, mais quelques pages de carnet seulement seront remplies car on perd un temps fou avec les interprètes. Le lac Tchad, c'est la tour de Babel : on passe de l'arabe tchadien au kanouri, du haoussa au boudouma, du français à l'anglais, parmi les éclats de rire, les disputes, les requêtes et les réticences. La séance se conclut par la remise des cadeaux. Cadeau au chef, cadeau aux enfants qui nous ont guidés, cadeau à quelque informateur zélé... On recommencera tout à l'heure, ou le lendemain. Leiris l'a noté dans *L'Afrique fantôme* : nous sommes comparables à ces gens du cirque qui se déplacent constamment pour donner toujours le même spectacle. Rien de plus monotone.

⁵ HOWARD C., ed.: *West African Explorers*, Oxford University Press, The World's classics, 1951, 589 p., p. 217-218.

La navigation aussi est monotone. Un littoral linéaire, d'où s'élève parfois une colonne de fumée, borde à perte de vue l'immensité plate. On distingue de loin, incongru et suspect, un tronc d'arbre ébranché dont on met très longtemps à se rapprocher. Les manœuvres, d'un coup de gaffe, ramassent un capitaine mort qui flotte à la surface de l'eau et le mettent à sécher sur le toit de leur barge. Cette île, est-ce Fedia ou bien Fediarom ? Soucieux de jouer son rôle, le guide fait modifier la route de temps à autre, mais Blin proteste car ces changements de cap perpétuels rendent difficile le tracé du chemin parcouru. Les couleurs sont délicates : bleu tendre du ciel et de l'eau, gris argenté des houppes de papyrus, vert pâle des îles, avec quelques taches blanches qui sont des vaches gardées par les bergers boudouma.

Mais que faisait là ce serpent vert que nous avons rencontré très loin des côtes, nageant paisiblement, la tête dressée hors de l'eau ?

On finit par perdre le compte des jours et il se produit une chose étrange. Peu à peu, tout se passe comme si le réseau superficiel de causes et de raisons dans lequel nous essayons d'envelopper le monde devenait de plus en plus fragile. Le vain système de mots qui nous rassure d'habitude se réfléchit comme un rayon de lumière sur le miroir d'eau lisse où nous flottons. L'univers se dérobe, c'est évident. Il échappe à toute interprétation, il se montre — si l'on peut dire — tel qu'il n'a jamais cessé d'être, tel qu'il est en réalité : impénétrable. Quelle drôle d'histoire ! En général on fait des enquêtes pour apprendre quelque chose et voilà que je suis en train de tout désapprendre. Sans doute, le tour que prend ce voyage doit beaucoup à des circonstances que l'on peut juger occasionnelles : le schématisme et la vacuité d'un paysage particulièrement évusif, la rareté croissante des pêcheurs, leur admirable sens de l'esquive, leur tendance prononcée à la réserve ... Quoiqu'il en soit, le résultat fait peu de doute : un coup d'éponge radical est en train d'effacer les frivoles représentations par lesquelles nous avons cru apprivoiser la réalité. Elle nous file entre les doigts, la réalité. Elle prend la tangente, elle s'isole, elle s'enferme dans l'ironique affirmation d'une altérité rétive à toute description, tout classement, tout dénombrement, toute analyse. Le paradoxe, c'est que cette déchéance de notre intelligence des choses semble coïncider avec une sorte d'embarquée *à travers* la voile des significations. Mais dans quelle direction ? Apparemment celle de la présence massive, une et indifférenciée, du lieu, de l'instant, du paysage, ou de certains visages. Présence aussi indescriptible, mais aussi manifeste et aussi pesante que celle du soleil rouge qui descend chaque soir sur la côte du Bornou, à l'heure où les moustiques pullulent.

Comme l'explique le poète Yves Bonnefoy, il faut bien en revenir aux mots, et par conséquent aux concepts, pour essayer de rendre compte d'une expérience qui pourtant les transcende. Les mots, oui sans doute, mais pas n'importe lesquels. L'expression poétique seule — et encore — peut convenir aux enchantements. Lindegren, par exemple, dans *L'Homme sans route*, traduit bien le phénomène d'appropriation inattendue qui se produit au moment même où l'observateur perd tous ses repères :

*• C'est comme si cette terre et ce ciel étaient nôtres
comme si nos membres rayonnaient de richesses
comme si le monde avait disparu sans laisser de traces comme un songe
et reposait enfin en nous-mêmes en sécurité ... •*

De tout cela, bien entendu, il ne pouvait guère être question, même en annexe, dans le très sage rapport qui fut remis l'année suivante aux forestiers du CTFT. Je reconnais seulement qu'un biais durable, et peut-être significatif, a tendu à s'installer par la suite dans la manière dont j'ai exercé mon métier. L'éblouissement provoqué par une traversée du lac qui fut aussi, pendant quelques jours, une traversée des modes habituels de représentation, ne pouvait que faire naître un doute grave sur le sérieux des démarches scientifiques communément reçues. Je croyais avoir acquis des raisons de craindre, pour être clair, que nos hypothèses ne fussent *toujours* vérifiées — c'est-à-dire jamais — non seulement à cause de l'incurable manque de précision propre aux sciences sociales, mais aussi en raison d'une aptitude intrinsèque à rebondir sur une réalité qui ne pouvait être connue qu'*autrement*. On pouvait donc se contenter, à tout le moins, des procédés patients qui permettent de se rapprocher des choses et des gens pour en dire tout uniment la place dans l'espace et dans le temps, sans trop faire fond sur des discours théoriques dont l'objet inavoué — Clément Rosset l'a montré — peut fort bien être de nous empêcher de voir le réel dans l'insoutenable éclat de sa singularité. Nulle amertume dans une telle attitude, bien au contraire. Reconnaître à la fois l'étrangeté du monde et la pauvreté de nos capacités ne va pas sans allégresse.

II - AGRICULTURE ET PAYSANS

Avec l'économie rurale et l'anthropologie économique, j'ai fait connaissance dans la deuxième moitié des années 60. Je me trouvais chargé alors de réaliser au Sénégal, avec des collègues économistes et sociologues, un programme de recherches sur les dynamismes économiques dans le Bassin arachidier. Nous nous intéressions notamment aux effets d'une forme d'encadrement tout à fait originale, qui n'avait rien à voir avec l'action des sociétés de développement ou avec les services de l'animation rurale. La confrérie musulmane mouride, fondée vers la fin du XIX^e siècle par Amadou Bamba, avait organisé et canalisé d'importants mouvements de population et favorisé la mise en valeur — contestée — de zones peu ou pas cultivées auparavant. On attendait des Mourides un appui au programme lancé en 1964 par la SATEC¹ pour atténuer, par l'augmentation des rendements de l'arachide et du mil, l'impact de la baisse du prix de l'arachide prévue pour 1968.

De ces projets un peu chimériques de mobilisation économique et de grand bond en avant, il ne reste pas grand-chose aujourd'hui. Ils nous fournirent au moins un prétexte pour entreprendre des analyses globales relevant plus de l'anthropologie que de l'économie stricto sensu. Les textes choisis pour cette partie devraient permettre de réfléchir à l'articulation possible entre des formalisations basées sur les notions de productivité et de rendement d'une part, et des points de vue plus ambitieux faisant place à l'idéologie et au pouvoir, c'est-à-dire à l'invention et à la violence sociales.

¹ Société d'Aide Technique et de Coopération.

MOURIDES ET ARACHIDE AU SÉNÉGAL

Derrière la progression spectaculaire de la production d'arachide au Sénégal de 1840 à 1960, l'analyse historique décèle un processus complexe, lié entre autres à l'essor de la confrérie musulmane mouride. Essor paradoxal à deux points de vue au moins : mouvement mystique au départ, le mouridisme se mue en entreprise d'organisation sociale et de colonisation agraire ; mouvement de résistance à l'envahisseur colonial, le mouridisme se transforme en vecteur d'intégration au capitalisme et aux rapports marchands.

L'illumination mystique et la révélation accordées à Amadou Bamba se produisent en 1886, année même où la mort de Lat Dyor à la bataille de Dyaqlé marque la fin de la résistance armée à la colonisation du Sénégal. Par certains aspects, l'influence et l'œuvre d'Amadou Bamba semblent continuer cette résistance sous d'autres formes, et les autorités coloniales exileront deux fois de suite Sérigne Touba, comme l'appellent les Wolof¹. En même temps toutefois, les mourides occupent le Baol sous la conduite de leurs marabouts, défrichent, cultivent activement l'arachide. Si l'on essaye d'identifier les grandes composantes de ce mouvement, on trouve, outre l'impulsion mystique ressentie et communiquée par certains individus, au moins cinq éléments inextricablement entremêlés : une révolution sociale, une entreprise de colonisation agraire, la spoliation des Peul, la stabilisation d'un front pionnier, l'émergence d'une catégorie-Janus : le travail agricole.

Une révolution sociale

La société wolof à laquelle les Français imposent un gouvernement colonial, pendant la seconde moitié du XIX^e siècle, vivait grâce à une population d'esclaves (*diam*), captifs de case ou captifs de la couronne, situés tout en bas de la hiérarchie sociale. Juste au-dessus d'eux, on trouvait les gens de caste : forgerons, griots, tanneurs... Ces deux catégories vont se trouver marginalisées et placées dans une certaine insécurité au fur et à mesure que l'organisation traditionnelle et le pouvoir politique ancien disparaissent. Les *diam* libérés perdent leurs employeurs et leurs protecteurs. Les artisans castés, concurrencés d'ailleurs par les produits manufacturés, se trouvent dépourvus de leur clientèle

¹ Sérigne est la forme francisée d'un mot wolof qui s'applique à tout notable religieux plus ou moins versé dans le Coran. Touba se trouve au nord-est de Diourbel, à l'endroit où Amadou Bamba reçut son illumination. Le fondateur de la confrérie mouride y est enterré. On y a édifié une mosquée, inaugurée en 1963.

aristocratique. Quant aux ex-hommes de main des princes wolof, les *tyeddo*, eux aussi n'ont plus de raison d'être.

À ce phénomène d'appel, se superpose une dynamique agraire poussant à conquérir l'intérieur du pays. Seul le Cayor côtier a été mis en valeur jusqu'ici, grâce au chemin de fer Dakar-Saint-Louis. L'expansion démographique coïncide avec un début d'épuisement des sols, au moment où l'impôt de capitation accentue le besoin de ressources.

La confrérie mouride offre une structure sociale remplaçant celle qui s'effondre, des possibilités de promotion, une idéologie égalitaire : tous les disciples, captifs ou hommes libres, castés ou non, sont égaux devant Dieu et Amadou Bamba ; tous se verront attribuer des terres par les sérignes lors de la colonisation du Baol.

Ainsi des gens de basse origine, des paysans sans terre, des soldats de fortune, vont s'enrôler dans une confrérie qui leur donne un statut, des terres, et un sentiment de supériorité nourri par une idéologie puissante. Les *tyeddo*, en particulier, sont tout prêts à aller manier le gourdin contre les Peul qu'il faut déloger du Baol...

D'ailleurs des nobles, dépossédés par la colonisation, se tournent également vers la confrérie. Amadou Bamba était entouré de guerriers et d'aristocrates ayant lutté contre les Français. Certains nobles devinrent eux-mêmes sérignes. On pourrait presque parler d'alliance de classe entre marabouts enrichis et nobles appauvris, en attendant le compromis historique entre marabouts et colonisateur (ou état postcolonial), entrevu dès 1915 par des autorités perspicaces².

Une entreprise de colonisation agraire

Deux choses devenaient urgentes vers 1900 : la recherche de terres nouvelles, un encadrement efficace pour organiser l'installation des communautés pionnières. C'est ici qu'apparaît une catégorie fascinante de marabouts-entrepreneurs, organisateurs et hommes d'action, activistes infatigables, mais à la personnalité desquels l'observateur occidental ne comprend rien s'il refuse d'en noter la composante mystique et religieuse.

À l'enthousiasme et à l'activisme du marabout, correspondent chez le paysan le sentiment d'identité commun à tous les disciples d'Amadou Bamba, le désir de profiter de la *barke* (charisme) du marabout et de ses capacités d'organisation, et enfin la conviction d'être spirituellement et matériellement supérieurs aux Peul.

Les autorités coloniales sont tout disposées à encourager l'entreprise, car celle-ci, d'abord orientée vers la culture du mil, dévie rapidement vers l'arachide. Le chemin de fer Dakar-Saint-Louis, achevé en 1885, et surtout le Thiès-Kayes, commencé en 1907, vont offrir l'infrastructure d'évacuation. Les sérignes fournissent l'encadrement et constituent de plus en plus un relais d'administration indirecte³.

² BEHRMAN, L., *The political influence of Muslim brotherhoods in Senegal*, Ph.D. Dissertation, Boston University, 1967, p. 70.

³ COQUERY-VIDROVITCH, C. et MONIOT, H., *L'Afrique noire de 1800 à nos jours*, Paris, PUF, 1974, p. 161.

La spoliation des Peul

Résultat : une zone affectée jusqu'ici à un élevage extensif non marchand va se tourner vers l'arachide et vers l'exportation. Le Baol en effet n'est pas une terre vacante. Des bergers peul y nomadisent, mais ils vont se trouver peu à peu repoussés vers les confins du Ferlo, avec l'appui explicite des autorités coloniales. Sur ce point, la tradition orale offre des récits révélateurs d'incidents, de rixes, de conflits qu'un marabout fondateur de village finit toujours par porter devant l'autorité coloniale. L'affaire se conclut inmanquablement par un partage, en fait par une « remise de la terre » au marabout, et par le rappel des performances agricoles qui ont suivi. Ce qui frappe, dans ces récits, c'est la parfaite bonne foi des informateurs et leur certitude absolue d'avoir raison⁴.

La stabilisation d'un front pionnier

Le fer de lance du mouvement mouride a été constitué essentiellement par des groupes de jeunes gens réunis en *daara*, sortes de petites communautés orientées vers la colonisation agraire. On n'avait pas suffisamment vu avant 1960, que le passage en *daara* est temporaire. Il dure, au plus, une dizaine d'années. Ensuite les disciples se marient, et le *daara* se transforme en village grâce au creusement d'un puits. Tout ce qui a été répété pendant des décennies sur la frénésie laborieuse des mourides ne vaut — et encore — que pour les disciples travaillant en *daara*. Devenus paysans ordinaires, les mourides ne travaillent pas plus que les non-mourides, que les Serer du Sine par exemple. Leurs relations avec le marabout se distendent. Ils échangent entre eux, lors des séances d'entraide villageoise appelées *santaane*, plus de travail qu'ils n'en fournissent à leur sérigne. Le marabout fondateur devient un simple chef de village, sur le champ duquel les paysans viennent travailler d'assez mauvais gré. Bref le potentiel dynamique du mouridisme se manifeste surtout dans quelques communautés de pionniers, essentiellement précaires, et somme toute peu nombreuses.

L'émergence d'une catégorie-Janus : le travail

Fourni quasi gratuitement par le paysan, mais *via* ce précieux intermédiaire qu'est le marabout, le travail, facteur de production essentiel, va entrer dans la catégorie des concepts à double face, ou concepts-Janus, qui ne cessent d'obscurcir le sujet du développement agricole. Wade voyait, en 1969, dans la volonté de travail attribuée aux Mourides un « potentiel » capable de nourrir un interminable bond en avant. C'était raisonner en économiste, mais du côté des paysans, les choses apparaissaient vraisemblablement tout autres. Le travail du disciple mouride, notamment lorsqu'il vit en *daara*, c'est d'abord le moyen concret, irréfutable, de prouver son attachement à un *cheikh*⁵. On entre ici au cœur de l'énigmatique transmutation du mouvement mystique mouride en mouvement social, transmutation dans laquelle l'apport de certains membres de

⁴ COPANS, J., COUTY, Ph., ROCH, J., ROCHETEAU, G., *Maintenance sociale et changement économique au Sénégal, I, Doctrine économique et pratique du travail chez les Mourides*, Paris, ORSTOM, 1972, p. 126-127.

⁵ « La vérité est dans l'amour pour son cheikh », DUMONT, F., *La pensée religieuse d'Amadou Bamba*, Dakar, Nouvelles Éditions Africaines, 1975, p. 91.

l'entourage d'Amadou Bamba, par exemple Ibra Fall, paraît aujourd'hui avoir été décisif. L'expérience religieuse vécue par quelques hommes d'élite ne pouvait évidemment pas être étendue à des masses ignorantes, mais celles-ci pouvaient la partager par personne interposée, *vicariously*. Relié intimement au *cheikh* qu'il a choisi en toute liberté, le disciple accède à une expérience religieuse qui le dépasse. Cette relation personnelle avec un marabout, élément clef du mouridisme, se manifeste d'abord par un acte de soumission (*dyebalu*) libre et révoquant, ensuite par des prestations en argent, en nature, en travail. Mais le travail ne signifierait rien, dans l'esprit du disciple, s'il ne témoignait d'abord de l'attachement au sérigne.

En 1841, un premier chargement de 70 t d'arachides partait de Rufisque pour les huileries de Rouen. On passe à 90 000 t en 1900, 1 400 000 en 1964. Derrière cette amplification saisissante, il y a les changements de situation de certaines catégories sociales, les conflits entre ethnies ou entre cultivateurs et éleveurs, les inventions de marabouts mystiques ou affairistes, d'administrateurs coloniaux, de disciples crédules ou rusés. La liaison mécanique et mesurable entre certaines doses *d'inputs* et certaines quantités d'arachides produites et exportées n'intervient qu'en bout de chaîne, quant tout est joué déjà, ou presque tout. Faut-il donc que l'économètre et le planificateur se fassent historiens pour bien comprendre avec quelles forces, irrépressibles et imprévisibles, ils sont obligés de composer ? Pourquoi pas, après tout ? Le serpent qui ne peut changer de peau périt.

VINGT-CINQ ANS DE RECHERCHE SUR LES AGRICULTURES AFRICAINES

« De façon générale, la vérité ne me paraît pas chose à atteindre,
mais à attendre ».

Francis PONGE

C'est en 1963 qu'est paru le premier numéro de la revue *Cahiers ORSTOM, série Sciences Humaines*, devenue en 1986 *Cahiers des Sciences Humaines*. Un quart de siècle plus tard, en 1987-88, la même revue publiait un numéro double, animé par J.-M. Gastellu, sur le thème des systèmes de production agricole en Afrique tropicale. Ainsi était marquée une étape de la recherche et de la réflexion sur les agricultures africaines.

Cette tentative de mise au point scientifique constituait dans une certaine mesure le résultat — mais non l'achèvement — d'un processus dont il y a lieu de rendre compte. C'est à quoi je voudrais contribuer dans ce texte, en examinant un choix de quatre-vingt-six articles parus dans les *Cahiers* de 1965 à 1986, donc *avant* les numéros consacrés aux systèmes de production, et traitant directement ou non des agricultures africaines.

L'ensemble retenu comprend des textes rédigés par des démographes, des économistes, des géographes et des sociologues¹. Il inclut des articles relatifs aux méthodes et aux techniques d'enquête. Les textes concernant l'élevage ont été écartés, sauf lorsqu'ils portaient sur l'association agriculteurs-élevage. Plusieurs articles sur les relations villes-campagnes figurent dans l'échantillon étudié.

La publication de 1987-88 consacrée aux systèmes de production agricole faisait évidemment suite à bien d'autres recherches que celles de l'ORSTOM, et il est non moins évident que les travaux de l'Institut en Afrique rurale avant et après les indépendances ont été menés souvent en liaison avec d'autres organismes. Le découpage institutionnel restrictif que j'ai adopté est donc contestable. Par ailleurs, pourquoi n'avoir travaillé que sur un périodique, alors que les publications non périodiques de l'ORSTOM (et d'autres organismes) sur les agricultures africaines sont nombreuses et souvent excellentes ? À cela, je répondrai que les limites données à mon échantillon de textes ont un caractère pratique plus que scientifique. De toute façon, l'ensemble que dessinent ces

¹ Ce premier examen ne couvre donc pas les articles publiés par des agronomes dans les *Cahiers ORSTOM, série Biologie*, et notamment le n° 24, de novembre 1974, contenant des textes importants de SEBILLOTTE, de MAYMARD et de MILLEVILLE. Je n'ai pas inclus non plus dans ma recension les deux numéros spéciaux des *Cahiers, série Sciences Humaines*, consacrés l'un à *l'Arbre* (1980/3-4) et l'autre aux *Instruments aratoires* (1984/3-4) en Afrique tropicale.

limites n'est pas artificiel. Les textes fréquents et brefs d'une revue renseignent mieux sur l'évolution continue des idées que les travaux plus importants publiés, souvent avec retard, sous forme de livres. En outre les articles signés par des chercheurs de l'ORSTOM, ou publiés par l'ORSTOM, transcendent souvent les limites académiques des disciplines. Ils témoignent donc, à côté ou en marge de la science *mainstream*, d'une approche originale qu'il est légitime de mettre en évidence².

Après avoir donné des indications sur le contenu factuel des textes examinés, je me risquerai à présenter quelques aspects de leur apport théorique. Pour conclure, je montrerai comment les faits rapportés, et les interprétations qui en sont proposées, peuvent contribuer à l'élaboration des politiques agricoles³.

Un tableau diversifié

Il ne peut y avoir de développement sans « accord intersectoriel »⁴. Si l'on entend favoriser et organiser cet accord, la première chose à faire est de reconnaître la juste place de l'agriculture dans le concert économique. On doit donc cesser de la considérer *a priori* comme un « principal goulot d'étranglement », une « barrière » s'opposant à la croissance.

Il est arrivé que des planificateurs se débarrassent de cette vision négative et considèrent le milieu rural comme un foyer, au moins potentiel, de projets et d'innovations (Winter, 1977/1). Force est de reconnaître cependant qu'il est resté difficile de donner un contenu précis à ce genre de formulations. D'ailleurs des géographes eux-mêmes ne se contentaient-ils pas de repérer la « ruralité » au Cameroun par... son contraire, la « citadinité » (Marguerat, 1983/2) ? À la même époque, tout en reconnaissant que la paysannerie du tiers monde constituait « un monde à part, dépendant mais doué de sa propre dynamique », deux autres géographes n'y voyaient-ils pas surtout « un enjeu majeur pour le système capitaliste international qui cherche à la mobiliser » (Courade, Bruneau, 1983/1, p. 86) ? Nous ne sommes pas très loin des thèses de Hyden sur la difficile « capture » des paysanneries africaines⁵. Était-il donc si malaisé d'admettre que certaines sociétés paysannes, à certains moments, ont pu tirer parti de partenaires

² Une synthèse méthodologique partielle d'ouvrages publiés par l'ORSTOM sur les agricultures africaines a été réalisée de 1979 à 1984 à la demande de l'INSEE-Coopération et du groupe AMIRA. Elle a porté sur des monographies publiées dans *l'Atlas des Structures Agraires au Sud du Sahara*, sur des monographies d'ethnies de la collection *Mémoires*, sur des travaux d'analyse régionale publiés en littérature grise ou dans la collection *Travaux et Documents*. Un bref article des *Cahiers ORSTOM, série Sciences Humaines* donne un aperçu de cette synthèse collective (COUTY *et al.*, 1984/1).

³ Les références sont données sous la forme suivante : nom d'auteur(s), année de publication, numéro du *Cahier* dans l'année. Chaque année compte quatre *Cahiers* au plus, mais les numéros doubles sont fréquents. Il n'y a eu aucune parution en 1964. La discipline scientifique de chaque auteur est précisée dans la bibliographie en fin d'article. Les 86 textes retenus ont été signés par 97 auteurs, qui se répartissent de la manière suivante : 49,4 % de géographes (G), 29,8 % d'économistes (E), 16,4 % de sociologues (S), 3 % de démographes (D), 1 % de spécialistes de télédétection (T)

⁴ BRAUDEL (F.), 1979. — *Civilisation Matérielle, Économie et Capitalisme — XV-XVIII^e siècles*, tome 3 : *Le Temps du Monde*, p. 468, Paris, Armand Colin.

⁵ HYDEN (G.), 1980. — *Beyond Ujamaa in Tanzania. Underdevelopment and an Uncaptured Peasantry*, Londres, Heinemann, 270 p.

1983. — *No shortcuts to progress. African development management in perspective*, Berkeley, Univ. of California Press, 223 p.

extérieurs — comme l'Islam mouride a tiré parti de l'arachide, au Sénégal, pour assurer son expansion ?

L'effort de recherche dont témoignent les *Cahiers* aura consisté, pour l'essentiel, à dépasser ces notations quelque peu négatives, qui d'ailleurs ne reflétaient sans doute pas les idées dominantes à l'époque parmi les géographes. Ce que nous présentons en effet les textes analysés, c'est avant tout le tableau diversifié d'un secteur agricole vivifié par des dynamiques internes en partie autonomes. La richesse de ce tableau aurait de quoi déconcerter si elle n'était constamment traversée par une tension vers la mise en évidence de mécanismes appelés à devenir des clefs de lecture. L'orientation « morphologi-sante » signalée par Chauveau (1979/1-2) est donc manifeste, mais elle sert de substrat à une recherche plus abstraite sur « les processus et ce qui constitue leurs fondements »⁶. Recherche qui, dépourvue de ce socle, n'aurait eu que trop tendance, pendant les années soixante et soixante-dix, à glisser vers l'idéologie. Incontestablement, ce dérapage n'a pas eu lieu.

On ne s'étonnera pas, puisqu'il s'agit d'agricultures, que le tableau en question accorde la plus grande attention à l'espace et prenne souvent la forme cartographique. L'image de l'occupation du sol au Burkina, dix ans après l'indépendance, traduit par exemple de façon saisissante la diversité des situations agraires régionales et révèle que la plus grande partie du territoire national est inoccupée ou sous-occupée (Rémy, 1970/2). Les économistes ne dédaignent pas ces synthèses visuelles, et c'est une carte qu'Ancey dresse pour présenter ses données sur les structures d'exploitation agricole dans les pays du Sahel (Ancey 1977/1)⁷. On peut ensuite mettre à jour et préciser l'état des lieux en indiquant les remaniements mineurs qui ne cessent de se produire. C'est ainsi que Benoît (1977/2) décrit, dans l'ouest du Burkina, le desserrement d'un système agricole relativement intensif grâce à la mise en valeur de terres neuves. La culture du coton et l'immigration mossi y trouvent leur compte, mais la faune sauvage disparaît.

Plus l'espace embrassé se restreint, plus le contenu de la description peut s'enrichir. L'inventaire du milieu naturel et du peuplement auquel procède Boutrais (1978/2) dans la plaine Koutine, au Cameroun, permet une analyse économique irréprochable, encore que non quantifiée, des tentatives d'intensification agricole dans cette région. J'y reviendrai. Le tableau se raffine encore lorsqu'il représente un milieu franchement composite — savane à igname et forêt trouée de plantations dans le V baoulé, par exemple — et que nous est communiquée la vision des paysans (Blanc-Pamard, 1978/2). Nombreux sont les exemples de cette pénétration dans l'altérité des représentations, et pas seulement à propos du milieu naturel. L'assimilation que les Baoulé de Côte-d'Ivoire font entre salariat et captivité en dit long sur la manière dont certains paysans africains, non des moins dynamiques, envisageaient les rapports marchands dix ans après l'indépendance (Étienne, 1971/3). Un pas de plus, et c'est l'imaginaire des intéressés qui nous est dévoilé, par exemple dans la présentation d'une communauté fictive de jeunes pionniers camerounais (Delpech, 1979/1-2).

⁶ Pour le sociologue, ces fondements sont « les rapports sociaux et leur évolution, au sein desquels les rapports de production restent déterminants » (CHAUVEAU, 1979/ 1-2 : 59-60).

⁷ La trame adoptée va de moins de 0,40 ha par tête à plus de 1 ha par tête (systèmes « hyper-extensifs »), la population agricole étant seule prise en compte, sans distinction entre actifs et inactifs.

L'ampleur du champ de vision ne cesse donc de varier : tout le nord du Congo (Venetier, 1965/1), tout le secteur cacaoyer du Cameroun (Champaud, 1966/3), toute la zone des plantations ghanéennes (Gastellu, 1981-82/2), mais aussi, très souvent, l'espace restreint d'une monographie villageoise (Lahuc, 1968/2 ; Guillot, 1970/1) ou celui d'un transect significatif (Guillot, 1977/2 ; Blanc-Pamard, 1978/1 ; Minvielle, 1978/3). Entre ces deux niveaux extrêmes se déploie la dimension moyenne des études régionales (Hallaire, 1976/1 ; Marchal, 1977/2) ou des aires de relations entre ville et campagnes (Franqueville, 1972/3 et 1973/2-3 ; Steck 1972/3 ; Piermay 1978/2). De même, la profondeur chronologique passe du minimum d'une image actuelle au maximum de la plongée dans le passé précolonial (Boutillier, 1971/3; Charmes, 1977/1). Il ne manque même pas un géographe-archéologue pour reconstituer les peuplements et les systèmes agraires dans l'ancien Adamaoua, au Cameroun, et pour nous informer que la conquête peul de 1820-1930 a provoqué un désastre démographique comparable à celui que les Européens ont déclenché chez les Amérindiens (Hurault, 1986/1).

Arrêtons là cette description de descriptions, en signalant seulement que l'enregistrement de l'existant ne se referme pas sur lui-même. Les chercheurs sont peut-être, comme le note ironiquement Musil dans *L'Homme sans qualités* (I, chap. 54), atteints de « dipsomanie du fait », mais c'est cette accumulation de faits qui leur permet d'entrer dans l'intimité des sociétés. Déjà la seule mention de certains chiffres constitue une révélation dérangeante — par exemple sur la dimension dérisoire, donc symbolique, de certaines opérations de développement, détail sur lequel on glisse discrètement d'habitude (Trincas, 1979/1-2). Plus massivement, la simple description peut faire apparaître des contrastes chargés de questions : entre systèmes agricoles bwa et lobi, au Burkina (Savonnet, 1976/1), entre résultats des producteurs allochtones et autochtones en Côte-d'Ivoire (Haeringer, 1972/2b). À moins que ne surgissent d'énigmatiques ressemblances, comme celle que décrypte Gastellu (1985/4) entre deux sociétés rurales matrilineaires fonctionnant selon une logique d'accumulation lignagère, les Serer du Sénégal et les Agni de Côte-d'Ivoire. Dans certains cas enfin, c'est la tragique mise à l'écart de groupes entiers qui nous saute aux yeux, par exemple celle des Bakweri du mont Cameroun (Courade, 1981-82/3).

Dans une perspective résolument diachronique, l'analyse de la cohérence ou de la désarticulation d'un système de cultures se montre tout aussi féconde. Dès les années soixante, l'accent peut être mis sur la complémentarité des spéculations, souvent lisible dans le calendrier agricole. Ainsi Venetier (1965/1) croit déceler dans le nord du Congo une « imbrication étroite entre systèmes économiques opposés » parce que la femme du coupeur de régimes ramasse et casse des palmistes dans les peuplements naturels d'*Elaeis* et les vend à l'huilerie pendant les loisirs que lui laissent ses cultures de manioc. Vers la même époque, Couty (1965/4) signale un réajustement spontané du système de cultures lié à l'extension du coton dans le nord du Cameroun : la culture du sorgho de décrue vient relayer celle des sorghos de saison des pluies, devenue de moins en moins compatible avec le coton en ce qui concerne l'occupation des sols et le calendrier des travaux⁸. Inversement, Schwartz (1971/3) montre comment, chez les Guéré de Côte-d'Ivoire, la culture du café est venue se greffer « de façon

⁸ Cette plasticité contraste avec le caractère figé du système des cultures de décrue dans la vallée du Sénégal (LERICOLLAIS, 1975/2). LERICOLLAIS est revenu sur cette question, avec SCHMITZ, dans un article du *Cahier* de 1984 sur les instruments aratoires (non inclus dans cette recension).

anarchique » sur le système traditionnel. Plus positivement, dans un périmètre agricole situé sur les rives du Sourou, au Burkina, le maïs remplace le coton prévu par le projet d'aménagement : « Penserait-on un jour développement sans y associer le mot coton ? » demande à cette occasion le géographe, visiblement réconforté par la dérive qu'il a observée (Marchal, 1976/1). L'année suivante cependant, le même chercheur décrit la regrettable évolution du système agraire mossi, dans le Yatenga : pas d'intensification, une consommation d'espace de plus en plus anarchique en dépit d'un doublement de population entre 1925 et 1973. Une issue a tout de même été trouvée par les Mossi : « Au Yatenga, l'agriculture n'assure plus la survie biologique des populations, mais le Sud-Ouest voltaïque et les caféières et cacaoyères de Côte-d'Ivoire appartiennent aujourd'hui à l'espace de vie des paysans de Ouahigouya » (Marchal, 1977/2, p. 149).

Comme l'a souvent rappelé Badouin⁹, la plasticité des systèmes de culture africains a donc été remarquable, notamment si l'on prend en compte les cas, à vrai dire assez rares, d'association agriculture-élevage : simple complémentarité née de l'extension des cultures en zone pastorale sahélienne évoluant semble-t-il au déclin des éleveurs (Bernus, 1974/2), ou construction d'un élevage paysan relié à l'économie de plantation au Togo — exemple sur lequel nous reviendrons (Antheaume, 1985/4). En fait, la véritable association agriculture-élevage n'en est encore qu'à ses débuts en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale, et Boutrais regrette à juste titre que les agronomes n'en reconnaissent que tardivement l'intérêt dans les grandes opérations agricoles (Boutrais, Lortic, 1983/2)¹⁰.

Derrière ces ajustements et réajustements incessants des systèmes de culture, c'est la notion d'exploitation agricole qui se profile dans sa complexité jamais suffisamment reconnue. On peut à ce propos (Gastellu, 1980/1-2) tenter de schématiser l'arrangement des communautés de production, de consommation et d'accumulation en soulignant que le travail en commun, plus que le (ou les) champ(s) collectif(s) au(x)quel(s) ce travail s'applique, constitue le pivot de l'exploitation agricole¹¹. On peut aussi (Pélissier, 1976/1) insister sur la diversité déjà confirmée des sources de revenu dans les Hautes Terres de Madagascar : culture du riz, mais aussi cultures sur *tanety*¹² et élevage. Il ressort de ces réflexions que les questions d'organisation sont plus cruciales que les problèmes relatifs aux techniques de production :

Il s'agit de traiter l'exploitaton agricole comme une combinaison d'éléments techniquement complémentaires et économiquement solidaires, comme une cellule qui doit nourrir son propre développement en multipliant ses ressources (Pélissier, 1976/1, p. 56)¹³.

⁹ *Le Développement Agricole en Afrique Tropicale*, Paris, Cujas, 1985, 320 p.

¹⁰ Les agronomes ont tendance à négliger le problème des adventices pour privilégier celui de la fertilité et des engrais. Or les adventices posent très vite un problème critique, à tel point qu'en agriculture traditionnelle, le passage à la jachère est causé souvent moins par l'épuisement des sols que par un enherbement incontrôlable. Dans l'opération étudiée par BOUTRAIS (complexe céréalière dans l'Adamaoua, au Cameroun), il a fallu finir par recourir à la vaine pâture, donc à une forme d'association agriculture-élevage bien connue des agricultures traditionnelles.

¹¹ « Il faut affirmer avec force que ce n'est pas le champ en soi qui crée la communauté économique, mais la forme de travail dont il n'est que le support. Ce travail est aussi à l'origine des solidarités de consommation et d'accumulation (GASTELLU, 1980/ 1-2 : 7)

¹² Collines, terres affectées à la culture sous pluie.

¹³ Dans le même sens, et toujours à Madagascar, CHARMES (1975/3a) montre que les méthodes de vulgarisation agricole sont aussi importantes, sinon plus, que les techniques qu'elles propagent.

Les études de cas se trouvent dynamisées par le passage au récit. Les récits sont nombreux dans les articles consacrés aux opérations de colonisation (Barbier, 1973/2-3, 1979/1-2 ; Trincaz 1979/1-2) ou de développement (Antheaume, 1976/1 ; Bied-Charreton, 1976/1 ; Dozon, 1979/1-2). Mais les narrations les plus instructives sont en général celles d'événements spontanés : progression pionnière des Mourides sénégalais (Rocheteau, 1975/1 b), migrations plus hésitantes des Serer, également au Sénégal (Dubois, 1975/1), suites de l'accroissement démographique dans la moyenne vallée du Sénégal (Lericollais, 1975/2), saga des Akposso descendus dans l'ouest du Togo pour y créer des plantations de cacao par contrat *dibi-ma-dibi* (Antheaume, 1981-82/1). Dans ce dernier article, un habile graphique résume l'essentiel de la séquence, en montrant comment s'échelonnent dans le temps les passations de contrat puis les partages accordant au métayer, en fin de contrat, la propriété d'une partie de la plantation¹⁴.

On se rapproche d'une analyse de causalité lorsque les séquences d'événements sont *nommées*, c'est-à-dire rangées, au moins à titre d'hypothèse, dans un système de covariation reconnu comme tel. C'est ce qu'entend de faire un *Cabier* de 1970 consacré au « comportement des agriculteurs face à des situations inédites ou à des phénomènes nouveaux » (Badouin, 1970/4). Le stimulant étudié est varié : implantation d'une laiterie ou d'une usine de concentré de tomate à Madagascar (Hardel, 1970/4), présence de la ville de Bouaké au centre de la Côte-d'Ivoire (Ancey, 1970/4), diffusion du coton Allen en pays baoulé (Michotte, 1970/4), introduction de la motorisation dans les exploitations agricoles (Bonfond, 1970/4). Dans tous les cas étudiés, la « réponse » est décevante ou nulle. Les usines malgaches rencontrent difficulté sur difficulté, le coton n'empêche pas les ruraux de migrer vers les plantations de basse Côte-d'Ivoire, la motorisation ne donne pas les résultats espérés, et la ville de Bouaké tend à « fixer la zone dans ses structures les plus traditionnelles ». Roch (1975/1) arrivera d'ailleurs à une conclusion analogue cinq ans plus tard au Sénégal : la relation des paysans avec la ville leur permet sans doute de survivre, mais elle les enferme aussi dans une paupérisation croissante. De fait, la plupart des textes traitant des relations villes-campagnes au cours des années soixante-dix sont réservés quant à l'effet d'animation exercé par les centres urbains (Franqueville, 1972/3, 1973/2-3 ; Piermay, 1978/2)¹⁵.

La problématique stimulant-réponse connaîtra une fortune meilleure lorsque Dozon (1979/1-2) analysera les effets de la hausse du prix du riz intervenue en Côte-d'Ivoire en mars 1974¹⁶. La riziculture de bas-fond se révélant rentable, les Bété cessent d'abandonner les bas-fonds aménageables aux allochtones et les exploitent avec de la main-d'œuvre salariée, à l'instar des plantations de cacao et de café. La production de riz s'accroît fortement, mais dans le rapport de forces qui s'instaure entre Soderiz et distributeurs privés, l'État ivoirien avantagé les

¹⁴ La technique du résumé graphique est souvent employée, de façon très pédagogique. Voir par exemple le schéma représentant les filières successives empruntées par les migrants wolof du Sénégal au cours de leurs déplacements (ROCHETEAU, 1975/1a).

¹⁵ Un cas particulier : celui d'un article sur Mokolo, petite ville du Nord-Cameroun où 60 % des actifs sont encore agriculteurs (STECK, 1972/3).

¹⁶ De 28 à 65 FCFA/kg pour le paddy bord champ, de 63 à 116 FCFA/kg pour le riz en gros, de 70 à 125 FCFA/kg pour le riz au détail (R. HIRSCH : Les effets pervers d'une politique des prix officiels à la production. L'exemple du paddy et du riz en Côte-d'Ivoire. *Communication au Séminaire CIRAD « État, Structures de Développement et Paysans », Compte Rendu Général, octobre 1986 : 42-43*).

seconds en ne donnant pas à la société d'État les moyens de sa politique. De sorte que les importations finissent par reprendre...

Que sont ces contrastes, ces ressemblances, ces manifestations de cohérence, ces suites d'événements orientés dans une direction plus ou moins apparente, sinon des traces, des indices qu'il faut débarrasser de leur ambiguïté intrinsèque pour remonter des faits au faire, des résultats aux pratiques, de la description à l'analyse ? Nous allons donner quelques exemples de ce passage.

Concepts et mécanismes

Descriptions, schémas de structure, récits d'intrigues et analyses de séquence, tout cela ne se situe pas encore au plan de l'explication véritable. Celle-ci requiert en effet l'énoncé de principes simples et nécessaires d'où l'on pourra admettre que découlent les faits, les structures et les enchaînements constatés. Il semble que les articles des *Cahiers* accèdent à l'explication de deux façons : en proposant des concepts *ad hoc* censés rendre compte de situations originales ; en exploitant la coïncidence entre certaines séquences et certains mécanismes économiques.

Des concepts *ad hoc*

La rigueur des concepts proposés dans les *Cahiers* est très variable. Certains demeurent allusifs, par exemple ces « civilisations agraires différentes » aussitôt précisées par des qualificatifs ethniques (bassa, ewondo, boulo), dont Champaud note la « traduction dans le paysage » du Sud-Cameroun (Champaud, 1966/3). Le paysage, explique Gourou (1972/2), est « ce qui se voit sur une surface réduite » :

La géographie commence par l'analyse des paysages, mais elle échoue à justifier ce paysage par sa propre dynamique [...] Inévitablement s'impose le recours à la comparaison avec les paysages voisins (étape régionale)[...] Nous sommes conduits à un terminus, qui est celui de la géographie générale. La base de raisonnement est ici que les hommes, s'ils disposent d'une panoplie de techniques de production et de techniques d'encadrement, n'en ont pas un assortiment infini (p. 136).

Nous retrouverons ce « principe de parcimonie » à propos de la relation extensif-intensif.

Autre concept *ad hoc* : celui de « nouveau milieu social » (Schwartz, 1979/1-2 a), désignant le résultat spécifique de la mutation des sociétés agraires africaines traditionnelles sous l'effet du développement des cultures de rente, de la monétarisation, de la volonté des jeunes d'échapper aux contraintes imposées par les aînés.

L'année suivante, Gastellu (1980/1-2) recourt à la notion d'« organisation économique », qui combine deux éléments : un système de parenté à l'intérieur duquel les acteurs sociaux se comportent en fonction de leurs intérêts, un système économique résultant de l'écologie, de l'histoire et de règles portant sur l'organisation de la production et le partage du pouvoir.

Ces formulations adhèrent encore étroitement à une réalité qu'elles enveloppent plus qu'elles ne l'expliquent. Un nouveau pas sera franchi avec l'élaboration du concept d'économie de plantation villageoise.

En un sens, la réflexion sur ce sujet débute à l'ORSTOM dès les années cinquante¹⁷, mais il semble que le premier article important des *Cahiers* soit celui de Boutillier *et al.* (1977/4), où il est rendu compte d'une étude lourde des migrations voltaïques. Ce texte confirme que le départ des travailleurs mossi vers la Côte-d'Ivoire résout d'une certaine façon les problèmes posés au Burkina par l'accroissement démographique, mais résulte aussi des conditions sociales d'accession à l'autonomie résidentielle et économique en milieu mossi¹⁸. En Côte-d'Ivoire, le développement de ce que Hill appelle un « capitalisme rural » permet l'accueil des migrants¹⁹. Dans un premier temps, ceux-ci s'insèrent parmi l'ensemble des travailleurs permanents ou saisonniers qualifiés d'allochtones (Ivoiriens et non-Ivoiriens), sur lesquels les planteurs autochtones répercutent la ponction exercée par l'État et par le système marchand (Chauveau, 1979/1-2). L'appartenance ethnique, dans cette analyse, est un indicateur commode, mais la réalité pertinente est celle de rapports sociaux de production évoluant sous la pression qu'exercent, en Côte-d'Ivoire, la saturation des terres et la raréfaction de la main-d'œuvre. Chaléard (1981-82/3) observe l'économie de plantation villageoise en pays Abé et souligne la nécessité pour le planteur, en culture manuelle extensive, d'employer des salariés allochtones. Toutefois le manœuvre n'accepte sa situation que dans l'espoir de devenir lui-même planteur, et de pouvoir engager des manœuvres à son tour. C'est ce qui fait dire à Chauveau et Dozon (1985/1) qu'un tel système n'est pas véritablement capitaliste, puisque la force de travail salariée n'est pas enfermée définitivement dans son statut. Le flux des travailleurs allochtones repose sur la cession régulière de terres, jusqu'à saturation de l'espace disponible. Chauveau et Dozon montrent que cette économie de plantation, qui s'est développée de façon largement autonome vis-à-vis des politiques agricoles successives, est beaucoup plus qu'une forme temporaire de production agricole. Ils y voient, à juste titre, un analyseur de l'histoire économique et sociale de la Côte-d'Ivoire. Si l'économie de plantation villageoise repose, au plan local, sur un processus d'appropriation privée des terres, elle organise globalement les espaces ivoirien et burkinabé selon un schéma centre-périphérie et elle fonde la société civile ivoirienne, en grande partie structurée par le rapport autochtones-allochtones.

Ce système d'économie de plantation se retrouve ailleurs. Au Ghana, avec des exploitations plus petites, semble-t-il, qu'en Côte-d'Ivoire, et dans des conditions rendues difficiles par une « politique incohérente » (Gastellu, 1981-82/2). Au Togo également, à propos duquel un article d'Antheaume enrichit la notion en montrant que l'élevage, pratiqué dans une perspective de thésaurisation, peut constituer « l'ultime maillon » du processus ; plantations de café ou de cacao et élevage forment alors un seul et même système économique, le nombre de troupeaux diminuant au fur et à mesure que les plantations vieillissent (Antheaume, 1985/4).

À bonne distance des schémas convenus et des théories *a priori*, cette recherche sur l'économie de plantation identifie un processus concret de développement, avec ses forces et ses faiblesses, ses coûts et ses résultats. On voit ainsi le parti que l'économie du développement pourrait tirer de la recommandation adressée par Chauveau et Dozon aux anthropologues africa-

¹⁷ Voir notamment BOUTILLIER (J.-L.), 1960. — *Bongouanou. Côte-d'Ivoire. Étude socio-économique d'une subdivision*. L'Homme d'Outre-Mer, Nouvelle Série n° 2, Paris, Berger-Levrault, 224 p.

¹⁸ Dans le même sens, voir MARCHAL 1977/2, dont il a été question plus haut.

¹⁹ HILL (P.), 1970. — *Studies in Rural Capitalism in West Africa*. Cambridge University Press, 173 p.

nistes : dans un domaine comme dans l'autre, il convient, pour innover, de déplacer le regard

[...] vers les processus historiques, les situations concrètes, là où l'objet d'analyse perd son caractère d'objet pré-donné ou préconçu et doit s'inventer au contact des configurations sociales qui se réalisent effectivement dans le temps et dans l'espace (Chauveau, Dozon, 1985/1, p. 78).

Des mécanismes économiques ?

Pour aller plus loin, il faudra accepter une perte de substance. Ce qui légitime cet appauvrissement, c'est le petit nombre d'éléments fondamentaux dont l'analyse, au-delà d'un certain stade, a véritablement besoin. La remarque a été faite par Gourou, on l'a vu, à propos du raisonnement géographique, mais elle vaut dans tous les cas. En économie rurale, les facteurs de production fondamentaux sont au nombre de quatre : la terre, le travail, éventuellement les consommations intermédiaires et le capital d'exploitation. On rencontrera donc des configurations privilégiées dans le mode de combinaison de ces facteurs, et des régularités dans le résultat de la combinaison productive. L'intensification, qui est d'abord un changement de la proportion entre terre et travail, peut alors être représentée par un schéma simple, mais il est instructif de voir comment la recherche empirique distille les régularités à partir des phénomènes observés.

Quand Champaud (1966/3) constate que, dans la zone cacaoyère du Cameroun, les paysans jugent plus avantageux d'accroître leur production en augmentant les surfaces cultivées qu'en soignant convenablement les surfaces qu'ils possèdent déjà, il dit la même chose, ou peu s'en faut, que Dubois (1975/1) à propos des Serer du Sénégal : chez ces derniers, la productivité du travail, surtout pour le mil, est meilleure sur de vastes surfaces soumises à des façons sommaires que sur des surfaces réduites traitées avec un soin minutieux. Dans les deux cas, l'analyse débouche sur un jugement critique : la mentalité des Ewondo et des Boulou n'est pas propice au progrès, les paysans serer « sèment trop ». On peut discuter ces jugements de valeur, mais l'important, c'est la régularité constatée : l'agriculture extensive — peu de travail sur de vastes surfaces — peut assurer une bonne productivité du travail malgré des rendements à l'hectare médiocres. Les rendements peuvent s'améliorer si l'on intensifie, mais dans un premier temps la productivité du travail risque de décroître. C'est ce qu'avait montré Bonnefond (1970/4) dans un texte consacré à la motorisation en agriculture traditionnelle.

Le thème de la productivité du travail comparée au rendement à l'hectare est repris par Raison (1973/4) : l'agriculteur tropical cherche avant tout à valoriser son travail, aussi choisit-il la culture extensive si la situation foncière le lui permet. Il y a souvent retour à des façons extensives sur les fronts pionniers, exactement comme si les paysans effectuaient un calcul économique élémentaire. De ce calcul, Rocheteau observe les effets apparents au Sénégal : l'abondance des terres permet au groupe familial d'obtenir un revenu élevé par unité de travail (Rocheteau, 1975/1 b). Très logiquement, en zone densément peuplée, l'intensification sera maximale : dans le nord des monts Mandara, au Cameroun, on n'observe pas de jachère mais des cultures permanentes sur des terrasses entretenues à grand renfort de travail humain (Hallaire, 1976/1). Les Mossi du Burkina, nous l'avons vu, demeurent gros consommateurs d'espace au Yatenga, malgré la densité de population croissante, mais ce comportement aberrant s'explique si l'on prend en compte le desserrement obtenu grâce aux migrations vers le sud-ouest du pays ou en Côte-d'Ivoire (Marchal, 1977/2).

Dans le sud du Cameroun, deux monographies réalisées dans des zones à densité très contrastée (120 hab./km² et 4,6 hab./km²) permettent à Weber d'affirmer que, compte tenu des systèmes de production existants²⁰, les paysans eton et boulou cherchent à maximiser la productivité de leur travail tant qu'ils se trouvent au-dessous de 30 habitants par km². Dans ce cas, l'intensification est difficile, le salariat agricole n'apparaît pas. Au-dessus de ce seuil, en revanche, la terre commence à être totalement appropriée, les jachères diminuent, la rente foncière et l'exode rural apparaissent, l'intensification devient nécessaire (Weber, 1977/2).

Au Sénégal, vérifiant une fois de plus les formulations générales de Bonnefond et de Raison, Trincaz (1979/1-2) s'aperçoit que les migrants serer, pourtant spécialistes dans le Sine d'un système intensif très élaboré, en arrivent à cultiver 2,5 ha par actif dans les Terres Neuves, et à engager de nombreux manœuvres puisque le travail devient rare par rapport à la terre. Nuançons ce schéma, qui finirait par devenir dangereusement mécanique. Au Cameroun, Boutrais montre que l'agriculture des Koutine est à la fois intensive et extensive. Intensive, parce qu'elle obtient chaque année sur le même champ des récoltes de mil et de maïs ; extensive, par la faible dose de travail à l'hectare et par l'absence de techniques de restitution. En fait, l'agriculture koutine peut être qualifiée d'intensive-itinérante... En réalité, nous avons affaire à un cas particulier de la forme extensive, dont le choix est économiquement justifié, mais qui rend toute intervention difficile. Dans une région faiblement peuplée comme la plaine koutine, la modernisation rurale est plus délicate que dans les zones à forte densité démographique. Comment par exemple vulgariser des techniques de culture extensive du coton (Boutrais 1978/2) ?

La régularité logique et économique décelée par tous ces travaux s'inscrit comme une armature dans l'épaisseur des situations concrètes. Il ne s'agit cependant que d'un résidu abstrait, tiré des formes que prend le rapport entre les facteurs de production et le point de vue paysan sur le résultat de la combinaison productive (rendement par unité de surface, productivité du travail). À l'évidence, cette combinaison productive dépend de bien des circonstances, et Raison n'omet pas de signaler qu'en dépit de la logique, les migrations rurales peuvent s'orienter *vers* des zones densément peuplées et *vers* l'agriculture intensive (Raison, 1973/4, p. 394). Dans le même sens, Pontié (1979/1-2) observe au Cameroun que malgré le recours à la location ou à l'achat, le migrant Guiziga doit souvent se contenter de superficies plus restreintes et parfois de sols moins favorables que dans son village de départ. En fait, la migration peut révéler d'abord des tensions propres à la société d'origine, et le phénomène ne peut s'interpréter uniquement en termes de densités démographiques comparées et de productivités du travail différentielles²¹. Le mécanisme du passage de l'extensif à l'intensif — et réciproquement — a seulement le mérite de suggérer qu'en matière de développement agricole et rural, il existe des cheminements probables ou nécessaires, et par conséquent des délais inévitables.

Ces résistances et ces pesanteurs se manifestent sur d'autres plans, moins accessibles à la formalisation. À Madagascar, Charmes (1975/3 b) constate que la

²⁰ On peut expliciter ainsi cette nuance importante : compte tenu du type de combinaison des facteurs de production (terre et travail plus ou moins abondants, mais consommations intermédiaires et capital d'exploitation quasi inexistantes).

²¹ C'est bien ce que montrent ROCHETEAU en milieu mouride sénégalais, BOUTILLIER, QUESNEL et VAUGELADE, ainsi que MARCHAL, en milieu mossi burkinabé. Sur l'impossibilité générale d'objectiver une expérience polymorphe dans le cadre d'une structure abstraite, voir GRANGER (G. G.), 1988. — *Essai d'une philosophie du style*, Paris, Éd. Odile Jacob, p. 237.

redistribution des terres ne libère pas les métayers de leur dépendance, parce que le manque de capital d'exploitation les met de nouveau sous la coupe de leurs anciens patrons. Et Pontié (1979/1-2) fait voir qu'en migrant pour échapper à la tutelle de leurs aînés, les jeunes Guiziga qui vont travailler pour le compte d'un propriétaire foubé reconstituent une hiérarchie musulmans-païens remontant aux premières décennies du XIX^e siècle.

« Y a-t-il, au monde, un régime paysan qui soit simple ? » demande Braudel (*op. cit.*, III, p. 431). Non, bien sûr. L'économie rurale est donc une science tout en nuances, comme nous le rappellent fermement et constamment les *Cabiers*.

Conclusion : politique ou administration agricole ?

Faute de place, je n'exposerai pas ici les nombreux enseignements méthodologiques qu'on peut tirer du corpus étudié. J'en donnerai seulement deux exemples.

Le premier est relatif aux causalités parallèles que les articles des *Cabiers* mettent fréquemment en évidence. La complexité des faits de transformation sociale exige une approche totalisante ou, si l'on préfère, pluridisciplinaire. Seule cette approche permet d'identifier les enchaînements juxtaposés aboutissant à un effet donné. On a vu la fécondité de cette démarche en ce qui concerne les migrations burkinabé et l'économie de plantation ivoirienne. Pour rendre compte d'un processus historique, on doit être capable de recueillir, de rassembler et d'interpréter des matériaux très variés.

Le deuxième exemple concerne plus particulièrement la discipline économique, et il nous est fourni par l'article de Boutrais sur la plaine koutine. Ce géographe estime que sa recherche n'est pas très différente de celle d'un économiste qui étudierait le rapport population-ressources d'une région donnée. À ceci près que, vu le manque de données quantitatives au Cameroun, il faut y travailler à partir d'observations qualitatives : le rapport entre peuplement et milieu naturel s'inscrit dans le paysage et peut être analysé à partir de ce révélateur synthétique. Boutrais signale ainsi qu'une bonne recherche économique peut, jusqu'à un certain point, se dispenser de mesures détaillées et dispendieuses²². Tout dépend des objectifs fixés et des moyens disponibles.

Ce rappel pourrait servir d'introduction à une longue réflexion sur les rapports entre approche monographique et enquêtes statistiques — réflexion menée à plusieurs reprises dans les *Cabiers* (Bied-Charreton, 1969/3 ; Wurtz, 1969/3 ; Haeringer, 1972/2a ; Guillot, 1977/2). La question des unités d'observation serait bien entendu évoquée (Gastellu, 1980/1-2 ; Robineau, 1983/1). Je m'en tiendrai, dans cette conclusion, à ce qui justifie souvent et les enquêtes et la réflexion sur les enquêtes, à savoir le conseil en matière de politique agricole.

Certains textes des *Cabiers* témoignent sur ce point, pourtant, d'une réticence marquée. Dozon, par exemple, se demande si la connaissance du milieu peut vraiment aider à un « bon » aménagement, dans la mesure où l'on sait que les maîtres du jeu entendent le rester et ne souhaitent qu'un « contrepoint humain » à leurs entreprises (Dozon 1979/1-2). On ne saurait cependant en rester là.

²² Un anthropologue n'a-t-il pas démontré qu'on peut apprécier l'intensité agricole par un simple décompte des champs où la maîtrise des adventices est jugée mauvaise ou bonne, par simple observation, à certains moments du cycle cultural ? RAYNAUT (Cl.), 1980. — *Recherches multidisciplinaires sur la région de Maradi. Rapport de synthèse*. Université de Bordeaux-II et DGRST, Paris, 76 p.

La question des politiques agricoles me paraît avoir été posée avec bon sens dans deux articles qu'il est instructif de rapprocher. Le premier énumère les mesures à prendre pour contenir et organiser l'exode rural au Cameroun (Barbier *et al.*, 1981-82/1). Inévitablement, ces mesures n'ont rien d'original : revaloriser le travail de la terre, moderniser les structures agricoles, etc. On ne peut qu'être d'accord, mais comment passer à l'acte ? Dans un texte écrit deux ans auparavant, Barbier avait pris parti de façon très claire, à propos d'une opération de colonisation agricole au Cameroun (Barbier, 1979/1-2). Le projet, selon lui, ne s'était pas assez appuyé sur les comportements socio-économiques des populations concernées. Il eût fallu :

[...] accélérer ou débloquer l'histoire particulière de ces populations au moyen d'opérations de développement et non créer artificiellement de nouveaux milieux sociaux qui répondraient aux normes considérées par certains planificateurs bureaucrates comme nécessaires pour l'intégration des milieux ruraux à l'économie de marché [...] (p. 151)²³.

On voit bien se dessiner deux paliers de recommandations. Le premier est celui de conseils apparemment banals, utiles néanmoins dès lors qu'ils rappellent aux responsables que les paysans ne peuvent être mis exagérément à contribution sans grave dommage pour toute l'économie. Le second palier est celui de mesures plus précises, propres à accompagner les dynamiques localisées. Si tant est, en effet, qu'une politique agricole puisse exister, son matériau principal sera constitué plus par les comportements, les innovations, les déplacements des agriculteurs que par les chimères des technocrates. Mais alors la notion même de politique agricole ne risque-t-elle pas de se volatiliser, détruite par le souci d'épouser au plus près l'« histoire particulière » de chaque société paysanne ?

Peut-être faut-il essayer de voir les choses autrement. Dans leur foisonnement parfois contradictoire, les dynamiques locales sont effectivement la substance principale du changement économique et social, mais il faut connaître leurs ressorts et comprendre leur sens. Comme le dit Lao-Tseu, « pour gouverner, il faut saisir le simple et embrasser le primitif » (Tao-tê-king, 19). Le simple et le primitif, en matière agricole, ne se ramènent-ils pas à l'énoncé prudent, toujours révisable, de quelques paradigmes essentiels résumant par exemple la relation entre l'extensif et l'intensif, ou récapitulant les conditions qui permettent la mobilisation du facteur travail ? On peut penser qu'il ne faudrait pas beaucoup de schémas de cette nature pour aider les responsables économiques et politiques à donner une cohérence aux « histoires particulières » et pour que soient au moins repérées, dans un cadre global, les zones où la diversification et l'intensification deviennent possibles²⁴.

Le reste est d'un autre ordre. Suivre et corriger les dynamiques locales, organiser les sociétés paysannes pour qu'elles puissent faire connaître démocratiquement leur point de vue, résoudre les innombrables difficultés de parcours, renouveler l'information en permanence, tout cela ressortit plus à la bonne administration qu'à la formulation de politiques. Une administration agricole

²³ Le sociologue suggère que l'on devrait respecter les histoires particulières des populations — histoires qui peuvent cependant converger dans une histoire nationale comme le montre CHAUVEAU et DOZON pour la Côte-d'Ivoire. Le géographe, pour sa part, souhaite préserver les équilibres locaux : « Toute initiative venue de l'extérieur et visant à la transformation des techniques agricoles ou à l'introduction d'une culture commerciale devrait être précédée d'une étude des perturbations qui seront apportées à l'équilibre entre les formes d'utilisation actuelles du sol et le milieu naturel pris dans son ensemble » (BOUTRAIS, 1978/ p. 142).

²⁴ Voilà peut être un premier sens à donner à l'expression « aménagement du territoire » ?

souple, décentralisée, techniquement compétente et bien instruite des conditions locales, dialoguant avec de solides organisations paysannes, voilà ce qui fait peut-être le plus défaut en Afrique aujourd'hui. La suite viendra d'elle-même, en son temps.

Je remercie mes collègues de l'ORSTOM qui ont bien voulu faire une lecture critique de ce texte. Je reste responsable des erreurs qui pourraient subsister dans la présente version. Les opinions exprimées n'engagent que l'auteur.

ARTICLES DES *CAHIERS ORSTOM*
SÉRIE SCIENCES HUMAINES CITÉS

ANCEY (G.), 1970/4. — L'influence d'un centre urbain sur la zone rurale environnante. L'exemple Bouaké-Brobo (Côte-d'Ivoire). E.

ANCEY (G.), 1977/1. — Recensement et description des principaux systèmes ruraux sahéliens. E.

ANTHEAUME (B.), 1976/1. — Un projet d'élevage et son impact sur la vie d'un terroir mixte d'agriculteurs et de planteurs (Togo). G.

ANTHEAUME (B.), 1981-1982/1. — Des hommes à la rencontre des arbres (le cacaoyer et les Akposso dans le Centre-Ouest du Togo). G.

ANTHEAUME (B.), 1985/4. — Complémentarités et conflits. Approche des relations entre éleveurs et planteurs sur le plateau Akposso (Centre-Ouest du Togo). G.

BADOUIN (R.), 1970/4. — Avant-propos du *Cahier* intitulé « Réponse des milieux ruraux à la présence d'un stimulant externe de développement ». E.

BARBIER (J.-C.), 1973/2-3. — Colonisation agricole et référence au milieu urbain. Exemple des villages pionniers de l'opération Yabassi-Bafang, au nord-ouest de Douala (Cameroun). S.

BARBIER (J.-C.), 1979/1-2. — Opérations de développement et histoire des populations. Cas de l'opération Yabassi-Bafang (Cameroun). S.

BARBIER (J.-C.), COURADE (G.) et GUBRY (P.), 1981-82/1. — L'exode rural au Cameroun. S, G, D.

BENOIT (M.), 1977/2. — Mutation agraire dans l'Ouest de la Haute-Volta. Le cas de Daboura (sous-préfecture de Nouna). G.

BERNUS (E.), 1974/2. — L'évolution récente des relations entre éleveurs et agriculteurs en Afrique Tropicale : l'exemple du Sahel Nigérien. G.

BIED-CHARRETON (M.), 1969/3. — Limites et intérêt des aspects quantitatifs d'une étude socio-économique. Méthodologie de l'enquête statistique « Plaine de Tananarive » (Madagascar). G.

BIED-CHARRETON (M.), 1976/1. — Dynamismes internes et interventions externes : le périmètre hydro-agricole de Behara dans l'extrême-sud Madagascar. G.

BLANC-PAMARD (C.), 1978/1. — Contraintes écologiques et réalités socio-économiques. L'exemple de Tafissou, communauté rurale du contact forêt-savane sur la branche ouest du V baoulé (Côte-d'Ivoire). G.

BLANC-PAMARD (C.), 1978/2. — Espace vécu et milieu de contact forêt-savane chez les paysans baoulé et leurs enfants dans le sud du V baoulé (Côte-d'Ivoire). G.

BONNEFOND (Ph.), 1970/4. — L'introduction de la motorisation en agriculture traditionnelle. E.

BONNEFOND (Ph.), 1978/3. — Motorisation et plantations en zone forestière ivoirienne : quelques données globales. E.

BONNEFOND (Ph.), 1980/1-2. — L'étude de la force de travail en milieu rural africain. E.

BOUILLIER (J.-L.), 1971/3. — Les effets de la disparition du commerce pré-colonial sur le système de production koulango (Côte-d'Ivoire). E.

- BOUTILLIER (J.-L.), QUESNEL (A.), VAUGELADE (J.), 1977/4. — Systèmes socio-économiques mossi et migrations (Haute-Volta). E, D, D.
- BOUITRAIS (J.), 1978/2. — Peuplement et milieu naturel en zone soudanienne : le cas de la plaine Koutine (Cameroun). G.
- BOUITRAIS (J.), LORTIC (B.), 1983/2. — Géographie par télédétection d'un complexe cérialier tropical (Nord-Cameroun). Traitements photochimiques d'imagerie LANDSAT. G, T.
- CHALÉARD (J.-L.), 1981-82/3. — Occupation du sol et immigration en pays Abé (Département d'Agboville, Côte-d'Ivoire). G.
- CHAMPAUD (J.), 1966/3. — L'économie cacaoyère du Cameroun. G.
- CHARMES (J.), 1975/3a. — Théorie et pratique de la vulgarisation agricole (Madagascar). E.
- CHARMES (J.), Métayage et capitalisme agraire sur les périmètres nord de la SOMALAC (Madagascar). E.
- CHARMES (J.), 1976/4. — Évolution des modes de faire-valoir et transformation des structures sociales dans la région de l'Anony (Nord-Ouest du lac Alaotra, Madagascar). E.
- CHARMES (J.), 1977/1. — Constitution de la rente foncière au lac Alaotra à Madagascar. I. Première vague consécutive à l'abolition de l'esclavage. E.
- CHAUVEAU (J.-P.), 1979/1-2. — Économie de plantation et nouveaux milieux sociaux. Essai d'analyse comparative et historique à partir d'observations en pays gban et baoulé (Côte-d'Ivoire forestière). S.
- CHAUVEAU (J.-P.), DOZON (J.-P.), 1985/1. — Colonisation, économie de plantation et société civile en Côte-d'Ivoire. S, S.
- COURADE (G.), 1981-82/3. — Marginalité volontaire ou imposée ? Le cas des Bakweri (Kpe) du Mont Cameroun. G.
- COURADE (G.), BRUNEAU (M.), 1983/1. — Développement rural et processus d'urbanisation dans le Tiers-Monde. G, G.
- COUTY (Ph.), 1965/4. — Notes sur la production et le commerce du mil dans le département du Diamaré (Nord-Cameroun). E.
- COUTY (Ph.), 1968/2. — La structure des économies de savane africaine. E.
- COUTY (Ph.), HALLAIRE (A.), LERICOLLAIS (A.), PONTIÉ (G.), ROBINEAU (C.), 1984/1. — Terroirs, ethnies et régions. Recherches de l'ORSTOM en milieu rural africain. E, G, G, S, E.
- DELENNE (M.), 1969/3. — Méthodologie pour des monographies villageoises dans une zone de colonisation de terres neuves (Madagascar). G.
- DELPECH (B.), 1979/1-2. — Un essai de prospective sociale : esquisse d'une communauté pionnière imaginaire par de jeunes ruraux sud-camerounais. S.
- DOZON (J.-P.), 1979/1-2. — Impasses et contradictions d'une société de développement : l'exemple de l'opération « Riziculture irriguée » en Côte-d'Ivoire. S.
- DUBOIS (J.-P.), 1975/1. — Les Serer et la question des Terres Neuves au Sénégal. G.
- ÉTIENNE (P.), 1971/3. — Les Baoulé face aux rapports de salariat (Côte-d'Ivoire). S.
- FRANQUEVILLE (A.), 1972/3. — Les relations ville-campagne sur la route au nord de Yaoundé (Cameroun). G.
- FRANQUEVILLE (A.), 1973/2-3. — L'émigration rurale dans le département de la Lékié. Contribution à l'étude des relations ville-campagne dans le sud du Cameroun. G.
- GASTELLU (J.-M.), 1980/1-2. — Mais où sont donc ces unités économiques que nos amis cherchent tant en Afrique ? E.
- GASTELLU (J.-M.), 1981-82/2. — Les plantations de cacao au Ghana. E.
- GASTELLU (J.-M.), 1985/4. — Petit traité de matrilinearité. L'accumulation dans deux sociétés rurales d'Afrique de l'Ouest (Sénégal, Côte-d'Ivoire). E.
- GOSSELIN (G.), 1970/1. — Travail, tradition et développement en pays bissa (Haute-Volta). S.
- GOUROU (P.), 1972/2. — La carte et le raisonnement géographique. G.
- GUILLOT (B.), 1970/1. — Le village de Passia. Essai sur le système agraire Nzabi (Gabon). G.
- GUILLOT (B.), 1977/2. — Problèmes de développement de la production cacaoyère dans les districts de Sembé et Souanké (Congo). G.
- HAERINGER (Ph.), 1972/2a. — De l'enquête démo-socio-économique par sondage à l'expression cartographique. G.

- HAERINGER (Ph.), 1972/2b. — Une planche d'atlas sur les cultures vivrières en Côte-d'Ivoire. G.
- HALLAIRE (A.), 1976/1. — Problèmes de développement au nord des Monts Mandara (Cameroun). G.
- HARDEL (D.), 1970/4. — Réponse des milieux ruraux face à une industrie (Madagascar). E.
- HURAUULT (J.), 1986/1. — Les anciens peuplements de cultivateurs de l'Adamaoua occidental (Cameroun-Nigéria). Méthodologie d'une approche spatiale. G.
- LAHUEC (J.-P.), 1968/2. — Les jardins de saison sèche à Zaongho (région de Koupela, Haute-Volta). G.
- LE BRIS (E.), 1977/2. — Une politique de développement rural dans le Sud-Est du Togo. L'opération « Régénération des Terres de Barre ». G.
- LERICOLLAIS (A.), 1972/2. — Essai d'expression cartographique régionale dans la Vallée du Sénégal. G.
- LERICOLLAIS (A.), 1975/2. — Peuplement et migrations dans la Vallée du Sénégal. G.
- MARCHAL (J.-Y.), 1976/1. — Un périmètre agricole en Haute-Volta : Guiedougou, vallée du Sourou. G.
- MARCHAL (J.-Y.), 1977/2. — Système agraire et évolution de l'occupation de l'espace au Yatenga (Haute-Volta). G.
- MARGUERAT (Y.), 1983/2. — Citadinité et ruralité des populations urbaines au Cameroun. Note sur les caractères spécifiques de la population des villes selon le recensement de 1976. G.
- MICHOTTE (J.), 1970/4. — Innovation et transformation du milieu rural en Côte-d'Ivoire. La diffusion du coton Allen dans la zone dense à l'Ouest de Bouaké. E.
- MINVIELLE (J.-P.), 1978/3. — Méthodologie d'une étude sur les systèmes de production paysans dans la Moyenne Vallée du Sénégal. E.
- PÉLISSIER (P.), 1976/1. — Les riziculteurs des Hautes Terres malgaches et l'innovation technique. G.
- PIERMAY (J.-L.), 1978/2. — Les mutations du milieu rural à proximité de la ville au nord de Bangui (Centrafrique). G.
- PONTIÉ (G.), 1979/1-2. — La contestation par la migration (le cas des Guiziga du Nord-Cameroun). S.
- RAISON (J.-P.), 1969/3. — Note sur l'utilisation des cadastres malgaches pour la réalisation de cartes de terroirs. G.
- RAISON (J.-P.), 1973/4. — La colonisation des Terres Neuves intertropicales d'après les travaux français. Texte présenté à la réunion de la Commission des Tropiques Humides, Congrès de l'UGI, juillet-août 1972. G.
- RÉMY (G.), 1970/2. — Une carte de l'occupation du sol en Haute-Volta. Note méthodologique et descriptive. G.
- ROBINEAU (C.), 1983/1. — À la recherche des unités économiques. Trois approches : Comores, Congo, Tahiti. E.
- ROCH (J.), 1975/1. — Les migrations économiques de saison sèche en bassin arachidier sénégalais. E.
- ROCH (J.), 1976/4. — La richesse paysanne en bassin arachidier sénégalais : inventaires et essai d'évaluation des biens familiaux. E.
- ROCHETEAU (G.), 1975/1a. — Société wolof et mobilité (Sénégal). E.
- ROCHETEAU (G.), 1975/1b. — Pionniers mourides au Sénégal. Colonisation des Terres Neuves et transformations d'une économie paysanne. E.
- ROUX (J.-C.), 1977/2. — Planification agricole et comportement des migrants à Andriambé (O.D.E.M.O.), Moyen-Ouest malgache. G.
- SAVONNET (G.), 1976/1. — Inégalités de développement et organisation sociale (exemples empruntés au Sud-Ouest de la Haute-Volta). G.
- SCHWARTZ (A.), 1971/3. — Univers économique traditionnel et évolution du système de production guéré (Côte-d'Ivoire). S.
- SCHWARTZ (A.), 1979/1-2a. — Présentation du *Cahier* intitulé « Migrations rurales et création de nouveaux milieux sociaux en Afrique tropicale. Exemples sénégalais, ivoiriens, camerounais ». S.

SCHWARTZ (A.), 1979/1-2b. — Colonisation agricole spontanée et émergence de nouveaux milieux sociaux dans le Sud-Ouest ivoirien : l'exemple du canton bakwé de la sous-préfecture de Soubré (Côte-d'Ivoire). S.

STECK (B.), 1972/3. — Mokolo dans ses relations avec le milieu rural environnant (Cameroun). G.

TRINCAZ (P.-X.), 1979/1-2. — Transformations sociales dans les zones nouvelles d'implantation rurale : les Serer dans les Terres Neuves du Sénégal Oriental.

VALLAT (C.), 1979/1-2. — L'immigration baoulé en pays bakwé : étude d'un front pionnier (Côte-d'Ivoire). G.

VENNETIER (P.), 1965/1. — Les hommes et leurs activités dans le Nord du Congo-Brazzaville. G.

WEBER (J.), 1977/2. — Structures agraires et évolution des milieux ruraux : le cas de la région cacaoyère du Centre-Sud Cameroun. E.

WINTER (G.), 1977/1. — La population rurale et le planificateur. E.

WURTZ (J.), 1969/3. — Réflexions à propos d'une enquête quantitative sur la région de Tananarive. G.

Discipline dominante de l'auteur :

D : Démographie. E : Économie. G : Géographie. S : Sociologie. T : Télédétection.

LA PRODUCTION AGRICOLE EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE : MANIÈRES DE VOIR ET FAÇONS D'AGIR

D'où vient la pointe d'agacement, ou même le soupçon de lassitude, qu'on ressent dès qu'il est question de systèmes et d'analyse systémique ?

Il n'y a pas si longtemps, l'identification des modes de production et l'analyse de leurs articulations nous étaient présentées comme la voie royale des sciences sociales en général et de la recherche africaniste en particulier. Ensuite un autre concept et un autre discours sont venus occuper la scène. Riche de promesses, l'analyse systémique a fait surgir beaucoup d'espoirs, échafauder bien des projets, et noircir quantité de papier. On est cependant forcé de constater que certaines des nouvelles formulations proposées sont aussi insaisissables et aussi grumeleuses qu'une cuillerée de porridge, et à peu près aussi secourables pour la recherche. Sommes-nous vraiment très avancés d'apprendre que le système agraire, c'est « l'ensemble des éléments d'ordre écologique, humain, technique, social, politique et culturel, qui déterminent la vie d'une communauté vivant essentiellement de l'agriculture »¹ ? Que nous sert-il de savoir que le système de culture ou système de production agricole, c'est « l'ensemble des éléments d'ordre écologique, technique, socio-économique, culturel, qui déterminent la production agricole »² ? En vérité, dans un monde physique et social où chaque élément, à l'évidence, se trouve relié de façon proche ou lointaine à tous les autres, il n'est ni très difficile ni très utile de découvrir des « systèmes » de cet acabit.

Je sais, nous devons chercher à construire des *systèmes analyseurs*, autrement dit des « cadres préformés qui permettent de procéder rapidement à l'analyse des objets d'un certain genre à l'égard desquels nous possédons déjà des connaissances acquises »³. Ces systèmes analyseurs, nous les jugeons sur pièces : permettent-ils, oui ou non, d'y voir plus clair dans l'encombrement du monde ?

Le risque est que ces cadres d'interprétation, durcis par l'usage, acquièrent peu à peu je ne sais quel droit à l'existence et nous forcent à ne trouver que ce que nous cherchons, c'est-à-dire à ne pas voir ce que nous n'attendons pas. Les systèmes de production agricole pourraient bien être un animal du même genre que l'unicorne des *Sonnets à Orphée* :

¹ DUPRIEZ (H.), *Paysans d'Afrique Noire*. Nivelles (Belgique), 1980, Havaux, Coll. Terre et Vie, 253 p., p. 252.

² *ibid.* L'auteur assimile expressément le système de culture au système de production.

³ LALANDE (A.), *Vocabulaire technique et critique de la philosophie* (12^e édition). Paris, 1976, PUF, 1323 p., p. 1097.

Elle, c'est vrai, n'existait point. Mais parce qu'ils l'aimaient, Bête pure, elle fut. Toujours ils lui laissaient l'espace...⁴.

Dans cet article, je tenterai de montrer que la notion de système de production agricole, entendue comme il convient, ressortit à la science économique élémentaire. Cela nôte rien à sa pertinence — surtout si on la relie aux concepts de fonction de production et de rapports de production. Dans une seconde partie, je suggérerai que l'expérience historique récente enseigne la nécessité de compléter, tout au moins en Afrique, les approches dites *verticales* (cadrées sur les filières de produits) par des approches *horizontales* se référant à des groupes et à des espaces, ce qui nous ramène en définitive à des *systèmes de production* localisés. La notion a donc bien son utilité, non seulement pour l'analyse, mais aussi pour l'intervention.

Le système de production agricole dans son environnement

Un effort de clarification, dû notamment à R. Badouin⁵, a mis dans les définitions des systèmes de culture, de production et d'exploitation agricoles, la précision et la rigueur que l'on avait longuement attendues. Les observations qui suivent ont pour objet d'abord de rappeler pourquoi cet effort était nécessaire, ensuite de montrer comment le concept de système de production se relie à d'autres notions qui lui donnent sa pleine signification.

Vers une définition satisfaisante du système de production

Certaines définitions anciennes avaient tendance à regrouper trop d'éléments. D'où une confusion que la réflexion ultérieure a dissipée en restreignant et en précisant l'étendue du concept.

Les définitions confusionnistes

On en trouve un bon exemple dans l'ouvrage de Chombart de Lauwe intitulé « *Nouvelle gestion des exploitations agricoles* »⁶ :

L'exploitation agricole est une unité économique dans laquelle l'agriculteur pratique un système de production en vue d'augmenter son profit. Le système de production est la combinaison des productions et des facteurs de production (capital foncier, travail et capital d'exploitation) dans l'exploitation agricole.

Autre exemple, plus récent, emprunté à la littérature anglo-saxonne :

*A successful farming system is an economically and socially viable set of activities and inputs producing benefits from land*⁷.

⁴ RILKE, *Sonnets à Orphée*, II, 4, traduction d'Armelle GUERNE.

⁵ Voir l'article publié par R. BADOVIN dans le présent cahier : *L'analyse économique du système de production en agriculture*. Voir aussi l'ouvrage du même auteur paru en 1985, *Le développement agricole en Afrique tropicale*. Paris, Cujas, 320 p. ; dans la seconde partie de ce livre, la grille système de production/de culture/d'exploitation est appliquée à l'Afrique tropicale.

⁶ La première édition de cet ouvrage date de 1957. Je reproduis une citation faite par LA VAISSIÈRE, Le concept d'exploitation agricole est-il pertinent et opérationnel en Afrique noire ? In : *L'Exploitation Agricole en Afrique noire*, Groupe de Travail « Économie Rurale », Montpellier, GERDAT 1984, p. 7, elle-même tirée de l'édition de 1963 du livre de CHOMBART DE LAUWE, POITEVIN et TIREL, *Nouvelle gestion des entreprises agricoles*, Paris, Dunod.

⁷ ANDERSON, J., *International Agricultural Research Centers : Achievements and Potential*. 4 parties, 19 chapitres, pagination par chapitre, version multigraphiée du 31 août 1985, IV, 15, p. 11-12. Le même document propose un peu plus loin (IV, 16, p. 3) une formulation plus simple qui met l'accent sur la combinaison des spéculations et se contente d'une allusion aux facteurs

Il y a confusion dans la mesure où l'on mêle des éléments chronologiquement différenciés : les facteurs de production (*inputs*), les productions (*activities*).

Le choix d'une seule combinaison comme base de la définition

Par rapport aux définitions précédentes, d'autres marquent un progrès en ce sens qu'elles ne retiennent qu'une seule combinaison — celle des facteurs ou celle des spéculations —, comme base de la définition du système de production. Deux documents de travail récents, reflétant la pratique de la recherche, le montrent on ne peut plus clairement.

Dans un rapport sur la culture irriguée au Sénégal⁸, Ph. Bonnefond reprend une formulation inspirée par M. Sébillote. Le système de production, c'est l'ensemble structuré des productions végétales et animales retenues par un agriculteur (ou un groupe d'agriculteurs) dans son unité de production pour réaliser ses objectifs.

Il est aussitôt précisé que le système de production ainsi entendu « se caractérise », entre autres, par les voies (techniques) et les moyens (main-d'œuvre, capital...) employés, les niveaux de production atteints et l'assolement.

Le sens est clair, la combinaison considérée rassemble des *productions* : mil et arachide, sorgho et coton, cacao et banane plantain..., et cet assemblage est étudié au niveau de l'exploitation. Le système de culture dans cette optique, est un sous-ensemble du système de production. Il est défini, pour une surface de terrain traitée de manière homogène, par les cultures végétales avec leur ordre de succession et par les techniques mises en œuvre.

À ces définitions très agronomiques adoptées par un économiste, il est permis de préférer une formulation plus économique donnée par un agronome. Pour C. Fillonneau⁹, un système de production c'est essentiellement « une organisation des ressources pour produire ».

L'auteur ajoute :

*Dans le contexte agricole, il (le système de production) peut être précisé comme une combinaison des moyens de production organisée par un chef d'exploitation inséré dans un groupe familial, en vue d'atteindre un certain nombre d'objectifs*¹⁰.

Corrélativement, le système de culture est un sous-ensemble du système de production. Lorsqu'il y a production végétale, le système de culture est caractérisé par la nature des espèces cultivées, la répartition des cultures dans l'espace et dans le temps, les techniques appliquées aux cultures et les niveaux de production atteints. Il peut y avoir plusieurs systèmes de culture au sein d'un même système de production.

de production : « A farming system can be defined as a unique and reasonably stable arrangement of farming enterprises that the household manages in response to the physical, biological and socioeconomic environments, and in accordance with the household's goals, preferences and resources. » Dans tout ce passage, j'admets que *farming system* est l'équivalent de système de production. Système de culture se traduirait par *cropping system*.

⁸ BONNEFOND (Ph.) et al., *Étude d'unités de production de paysans pratiquant la culture irriguée dans le cadre de la SAED*. 3 fascicules : Analyse descriptive, 62 p. ; Annexes, 87 p. ; et Glossaire, 18 p., Dakar, 1980, Richard Toll, ORSTOM-ISRA, glossaire p. 9 et 10.

⁹ FILLONNEAU (C.), Place et rôle des enquêtes agronomiques en milieu rural. *Com. au Séminaire du CURD « Méthodologie générale des recherches en milieu rural »*, 23-25 avril 1981, Abidjan, Côte-d'Ivoire, p. 4.

¹⁰ Trois types d'objectifs : assurer la subsistance, assurer la persistance ou la croissance de l'unité de production, assurer la couverture des besoins privés.

Organisation des ressources pour produire, combinaison des moyens de production : il est clair que nous sommes ici dans le domaine des « *resource-resource relationships* »¹¹, autrement dit de la combinaison des *facteurs de production*. Dans cette optique, le système de production est moins une combinaison de spéculations portant sur le mil et l'arachide, le cacao et la banane, etc., qu'une combinaison économique de terre, de travail et de capital.

Une mise en ordre économique

Le choix fait plus haut soit de la combinaison des facteurs de production, soit de celle des productions (ou spéculations), s'éclaire si l'on veut bien se reporter à la distinction proposée par Metcalf (1969).

Pour cet auteur, tout se passe comme si l'agriculteur devait prendre trois types de décisions :

— Quelle quantité d'un facteur de production (les autres étant supposés fixes) faut-il utiliser pour produire un bien ? Il s'agit des « *resource-product relationships* » exprimées par la fonction de production.

— Quelle est la moins mauvaise combinaison de facteurs de production pour produire une quantité donnée d'un bien ? Il s'agit des « *resource-resource relationships* », soumises aux « lois » de combinaison de facteurs complémentaires ou substituables.

— Quelle est la moins mauvaise des combinaisons de biens qu'il faut choisir de produire à partir d'un flux donné de facteurs de production ? Ou encore : quelles spéculations agricoles et pastorales adopter quand on dispose de *n* hectares, de *n* travailleurs, etc. ? C'est le problème des « *product-product relationships* ».

Dans les textes cités plus haut, R. Badouin sépare clairement, lui aussi, ce qui relève du système de culture (*product-product relationships*) et ce qui relève du système de production (*resource-resource relationships*), — non sans insister à juste titre sur l'étroite parenté des deux concepts. Pour lui, le système de culture est constitué par les relations existant entre les diverses productions végétales et animales pratiquées par les agriculteurs¹². Quant au système de production, il se rapporte à la combinaison des ressources productives utilisées : terre, travail, consommations intermédiaires, capital d'exploitation. Ces formules traduisent de manière claire et opératoire l'application aux activités agricoles de notions économiques fondamentales. Elles soutiennent l'analyse des variations de la productivité du travail agricole et des rendements à l'hectare, — analyse essentielle car elle permet de montrer que la tendance paysanne à l'extension des surfaces cultivées est économiquement rationnelle, n'en déplaie aux développeurs technocrates avant tout soucieux d'intensifier pour augmenter les rendements.

Le système de production ... et le reste

Je voudrais brièvement montrer qu'on ne peut parler de système de production agricole et qu'*a fortiori* on ne peut l'étudier sans poser en même temps la question de la fonction et des rapports de production.

¹¹ À distinguer des « *resource-product relationships* » et des « *product-product relationships* », comme nous le verrons plus loin. METCALF (D.), *The Economics of Agriculture*. Harmondsworth, 1969, Penguin Modern Economics, 144 p., chap. I.

¹² Le système de culture tel que l'entend R. BADOUIN, c'est donc le système de production tel que le définit M. SÉBILLOTTE.

Système et fonction de production ¹³

La combinaison d'éléments producteurs, justement appelée système de production, s'applique à un ensemble de spéculations appelé système de culture. C'est à travers le système de culture, ou par son instrument, que le système de production prend effet, pour aboutir à un ensemble de produits. Mais la liaison entre système de production et produit(s) n'est autre que ce qu'on appelle la fonction de production. En bonne logique donc, les trois concepts de système de culture, système de production et fonction de production sont étroitement liés et n'ont de signification qu'*ensemble*.

Arrivés à ce point, nous pouvons faire deux remarques :

— Quand nous disons que la fonction de production exprime la liaison entre combinaison de facteurs et combinaison de produits à travers un ensemble de spéculations, nous retrouvons bien le sens primitif du mot *pro-ducere* : conduire en avant, faire avancer, faire apparaître. Dans le court terme d'une campagne agricole, on passe d'un flux d'éléments producteurs à un flux de produits, éventuellement comptabilisés sous forme de stock en fin de période. Mais la même liaison commande aussi l'affectation, et pour ainsi dire le retour, de tout ou partie du produit vers les éléments producteurs à titre de rémunération. Tout se passe donc comme si la liaison jouait en quelque sorte à double sens, assurant la reproduction dans le long terme et des producteurs et de l'unité de production. Seulement les choses se compliquent du fait que cette affectation du produit aux éléments producteurs est aussi une répartition, qui dévoile et consolide des rapports de production : rapports entre ceux qui travaillent et ceux qui font travailler, entre hommes et femmes, entre aînés et cadets, entre *diatigui* et *surga* ¹⁴, entre planteurs et manœuvres...

— Certaines mises au point dues à des théoriciens de l'économie, mais qu'on a peut-être un peu perdues de vue, font bien sentir que la combinaison des facteurs de production n'est qu'un aspect des rapports de production. Les auteurs disent le plus souvent :

la terre, le travail et le capital. Mais ces énumérations ne sont pas assez rigoureuses pour servir de base à des déductions rationnelles. Le travail est le service des facultés personnelles ou des personnes. Il faut donc ranger à côté de lui non la terre et le capital, mais la rente ou le service des terres, et le profit ou le service des capitaux ¹⁵.

Rente et profit, service des personnes : nous sommes évidemment déjà loin de la pure mécanique de combinaison des facteurs complémentaires ou substituables !

Systèmes et rapports de production

Dans les textes cités, R. Badouin souligne que la notion de système de production prend place entre celles de système de culture et de système d'exploitation. Ce dernier concept est d'appréhension difficile. Il a trait au « mode de fonctionnement des unités de production », lequel dépend, entre autres, de la détention du pouvoir de décision et des modalités de disposition de la terre et de la

¹³ Il ressort des développements qui suivent que je prends le terme de fonction de production dans un sens micro-économique. Cf. GUILLAUMONT (P.), *Économie du Développement*, Paris, 1985, PUF, 3 vol. 464, 605 et 367 p., II, p 64 : « La fonction de production fut d'abord un concept d'analyse micro-économique et son utilisation est d'autant plus significative qu'elle porte sur une unité économique plus homogène, c'est-à-dire souvent, en économie sous-développée, plus petite. »

¹⁴ *Diatigui*, en wolof : propriétaire, patron ; *Surga* : ouvrier agricole.

¹⁵ WALRAS (L.), *Éléments d'Économie Politique Pure, ou théorie de la richesse sociale*. Paris, 1952, Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence, 491 p., p. 176. La première édition de l'ouvrage date de 1874.

main-d'œuvre. Il semble bien qu'il s'agisse en fait des rapports qui surgissent entre les hommes à l'occasion du processus de production,— sans exclure les relations que l'unité de production ou le secteur agricole entretiennent avec le reste de l'économie.

On aborde alors un domaine imprévisible d'une variété infinie. Je me contenterai de donner quelques exemples :

— Dans une société comme celle des *Beembé* du Congo¹⁶, qui vivait à l'époque précoloniale en état de guerre permanent, on conçoit que le travail agricole des femmes n'était possible et fructueux que sous la protection d'hommes en armes. « Bien que ne participant pas directement à la production agricole, les hommes la rendent possible »¹⁷. Très logiquement, Dupré estime qu'on peut dans un tel cas et notamment à la fin du XIX^e siècle, où la guerre sévit avec intensité, parler d'un « système de production guerrier ». Système et fonction de production ne sont viables que dans un relatif climat de sécurité. Ils n'ont de sens que dans un état d'équilibre entre agresseurs extérieurs et protecteurs armés¹⁸.

— Dans les *daara*¹⁹ mourides du Sénégal, un élément-clé inspire ou facilite l'application de fortes doses de travail sur des surfaces localisées dans des régions peu attractives, et cela en vue d'un produit qui échappe en partie aux producteurs directs. Cet élément idéologique est manifesté par une relation spécifique entre marabout et disciple, relation qui n'existe pas chez les Tidjanes.

Les Mourides disent :

• *Il vous faut chercher un intermédiaire qui connaît Dieu mieux que vous, qui est plus proche de Dieu... »* Moi, si mon marabout me disait : « *Mustafa, va me chercher un fagot de bois sec, j'irais tout de suite ; même s'il me trouvait ici avec vous et s'il me donnait cet ordre, je l'exécuterais. Mais si j'étais Tidjane, je serais très gêné, je dirais qu'il (le marabout) me traite comme un chien* »²⁰.

— Un système de production mis en œuvre par une catégorie d'exploitations dans un village peut n'être viable et ne se reproduire qu'à la faveur de relations spécifiques entretenues avec d'autres catégories d'exploitations. Dans une thèse récente, B. Témé repère à l'intérieur de l'univers villageois du Beledougou, au Mali, quatre grands types d'unités de production agricole : des UPA autosuffisantes, à bilan céréalier positif ; des UPA à bilan céréalier négatif mais autosuffisantes grâce aux activités annexes ; des UPA à bilan céréalier négatif, autosuffisantes provisoirement grâce à la décapitalisation ; et des UPA non autosuffisantes. Ces dernières UPA ne subsistent qu'en vendant leur force de travail aux autres, ce qui les appauvrit encore davantage puisque ce travail à l'extérieur les empêche d'entretenir convenablement leurs champs²¹.

¹⁶ DUPRÉ (G.), Les naissances d'une société. Espace et historicité chez les Beembé du Congo. Paris, Mémoires ORSTOM, 1985, n° 101, 418 p., p. 178.

¹⁷ *ibid*, p. 75.

¹⁸ Dans sa *Théorie de l'Histoire Économique*, J. HICKS insiste à juste titre sur ce point essentiel : « *Le seigneur avait besoin du paysan car celui-ci lui fournissait une part des produits nécessaires à sa subsistance : et inversement le paysan avait besoin du seigneur. Quelque lourde que fut la charge qui pesait sur lui, il obtenait quelque chose d'essentiel en retour : une protection* ». Paris 1973, Seuil, p. 112.

¹⁹ Communauté de jeunes célibataires cultivant dans les Terres Neuves du Sénégal pour le compte d'un marabout mouride.

²⁰ COUTY (Ph.), Entretiens avec des marabouts et des paysans du Baol. Dakar, 1968, ORSTOM, 76 p. *multigr*, p. 31-32.

²¹ TEMÉ (B.), *Système agraire villageois et développement rural. Une analyse à travers l'exemple de cinq villages du Beledougou au Mali*. Thèse de 3^e cycle, Fac. de Sci. Éco. et de Gestion de Dijon, 1985, 2 vol. 358 + 57 p. *multigr*. Il a été rendu compte de ce travail dans le n° 10 du *Bulletin Bibliographique* du Service de Coopération de l'INSEE, p. 71-74.

— Enfin certains systèmes de production ne suffisent à satisfaire les objectifs des producteurs qu'englobés dans un cadre plus large où trouvent place des activités non agricoles, ou en tout cas des séjours en ville. De ce point de vue, le contraste est frappant entre le système de production serer (Sénégal) tel qu'on l'observait il y a une vingtaine d'années²² et tel qu'il paraît fonctionner aujourd'hui. J. Lombard, dans un rapport provisoire récent, apporte des informations intéressantes sur le départ des migrants pendant la saison sèche et sur la consommation de mil dans les cuisines serer :

Dans les villages à fort déficit (céréalière), le nombre d'émigrés de saison sèche est élevé, en réaction entre autres aux problèmes de subsistance qui ne vont pas manquer de se poser. La cuisinière supprime complètement la part des migrants dans la ration quotidienne... Les migrants jouent un rôle de régulateurs afin de favoriser une meilleure adéquation des disponibilités alimentaires au nombre de consommateurs. Au contraire le déficit étant moindre dans les villages du sud, la saison sèche semble moins celle de l'émigration...²³.

Pour conclure sur ce point, on peut rappeler que système vient du mot *συνίστημι* qui veut dire : placer ensemble, réunir, rassembler. Autrement dit *quelqu'un* place, *quelqu'un* rassemble. La construction systémique est toujours arbitraire, et pourtant justifiée dans la mesure où elle éclaire une réalité confuse.

Mais il n'est pas facile d'édifier des systèmes. Ceux qu'on croit voir d'abord — le système de production, le système de culture —, forment eux-mêmes un système symbolisé par la fonction de production. À son tour, la fonction de production exprime des rapports de production... Où s'arrêter ? Que choisir ? Sans doute faut-il faire confiance à l'épreuve du temps. « *Les choses ont le temps*, écrit Schumpeter, *de faire pénétrer de la logique dans les hommes* »²⁴. Quelque chose de ce genre semble bien, très lentement, s'être produit depuis l'époque où la réflexion n'avait que trop tendance à saisir des spéculations agricoles isolées. Écoutons Roland Portères, dans sa leçon inaugurale d'Agronomie Tropicale au Muséum, en 1950 :

La mise en culture sur le plan climatique des cultures arborées continues a orienté la recherche agronomique sur des complexes qui auraient voulu être plus généraux, mais que la nécessité du rendement et du capital investis enchaînait à des productions. D'où cette spécialisation par plante de culture, puis plus tard par qualité de production...

Le problème des interrelations générales n'est jamais posé en lui-même, de ce fait, il ne l'est pas non plus vis-à-vis d'une production. On considère la production comme un tout qui se suffit, d'où l'emploi abusif de techniques, de fertilisants, de concentrations d'énergies, etc., toujours mal appliquées vis-à-vis du complexe écologique et dont l'intensité d'action est beaucoup plus forte, donc plus coûteuse, que celle qui serait nécessaire. On a l'impression de cultures intensives alors qu'en réalité on se trouve devant une activité fébrile d'amateur qui essaie tout et n'importe quoi...

Il faut bien penser que, comme partout, les systèmes de culture que nous rencontrons sous les tropiques ont certainement, ou ont eu leur raison d'être...

Ce n'est pas en les remplaçant par ceux d'une Agriculture du type européen tropical actuel qu'il y aura obligatoirement progrès.

Nous doutons de la valeur des systèmes tropicaux tels qu'ils se pratiquent mais nous ne sommes pas non plus assurés sur la valeur de ceux que l'homme blanc a introduits ou créés.

²² LERICOLLAIS (A.), *Sob. Étude géographique d'un terroir serer (Sénégal)*. Paris, 1972, ORSTOM, *Atlas des Struct. Agraires au sud du Sahara*, 110 p. + planches.

²³ LOMBARD (J.), *Disponibilités alimentaires en céréales et stratégie de survie en pays serer. Méthodologie et perspectives de recherche*. Dakar, 1985, ORSTOM, 59 p. multigr. + annexes, p. 39.

²⁴ SCHUMPETER (J.), *Théorie de l'Évolution Économique*. Paris, 1935, Librairie Dalloz, 371 p., p. 8.

*Si l'on veut améliorer les systèmes locaux, il faut d'abord bien les connaître, et probablement en tirerons-nous, en retour, des enseignements pour améliorer les systèmes du type européen tropical*²⁵.

C'est un premier avantage de l'approche systémique : ne plus envisager la production d'arachide seule, mais liée à celle des mils ; ne plus promouvoir la culture irriguée seule, mais compte tenu des forces que le paysan consacre à l'agriculture pluviale ; ne plus isoler la culture du cacaoyer de celle des vivriers ; comprendre que c'est dans le cadre de ces *ensembles* que le paysan distribue son effort productif et celui de ses dépendants.

Mais nous ne sommes pas au bout de nos peines. Parce que, nous l'avons vu le système de production n'est intelligible que si on le rapproche d'une fonction de production et de rapports de production intrinsèquement inscrits dans la durée, il ne peut — comme d'ailleurs le système de culture — être analysé et compris que dans une perspective diachronique. C'est peut-être un défi mais il faut s'en accommoder. Passons donc à la dynamique et aux résultats de l'intervention.

Les transformations du système de production agricole

On a souvent reproché aux systémistes leur prédilection supposée pour un fonctionnalisme béat occultant machiavéliquement les ruptures et les violences qui sont le ressort de l'histoire. La simple référence à la notion de système, encore aujourd'hui, vous fait passer dans certains milieux pour aveugle à l'inexorable déroulement des luttes et des conflits. Les malentendus, s'il en existe, viennent probablement de la difficulté qu'on éprouve à penser ensemble la cohésion d'un système et ses transformations dans le temps. Même la pensée d'un économiste tel que Schumpeter paraît hésiter sur ce point. Au tout début de son livre sur la *Théorie de l'évolution économique*, il rappelle le principe de continuité de Wieser²⁶ et proclame : « Le tableau de l'économie ne se modifiera pas arbitrairement, mais se rattchera à chaque instant à l'état précédent ». Cent pages plus loin, il choisit d'écrire que « dans la mesure où la nouvelle combinaison (de facteurs de production) ne peut apparaître et de fait n'apparaît *que d'une manière discontinue* »²⁷, alors prennent naissance les phénomènes caractéristiques de l'évolution »²⁸. Et d'ajouter que c'est désormais à ce seul cas qu'il se référera lorsqu'il parlera de nouvelles combinaisons de moyens de production.

Quoi qu'il en soit, et même s'il est systémiste, l'africaniste serait bien en peine d'oublier que tout change, et depuis longtemps, dans les sociétés rurales et les comportements agricoles qu'il observe. En 1950 déjà, dans le texte cité plus haut, Portères ne manquait pas de rappeler les transferts intercontinentaux d'un « nombre inouï » de plantes déjà cultivées et l'accent donné à telle ou telle culture sur un continent d'où le végétal n'était pas originaire — sans omettre bien sûr les mises en cultures nouvelles faites par les Européens...

De ces transferts intercontinentaux et de ces mises en culture nouvelles, l'Afrique a pris plus que sa part. Cela veut dire que ses systèmes de culture se sont constamment déformés et transformés, non sans bien sûr que les systèmes

²⁵ PORTÈRES (R.), La recherche agronomique dans les pays chauds. *Revue Internationale de Botanique Appliquée et d'Agriculture Tropicale*, n° 231-232, mai-juin 1950 : 241-263, p. 251, 252, 254.

²⁶ SCHUMPETER, *op. cit.*, p. 8.

²⁷ C'est moi qui souligne.

²⁸ SCHUMPETER, *op. cit.*, p. 94.

de production correspondants se soient également modifiés. Et cela de deux manières, souvent simultanées et conjuguées de nos jours :

— par l'invention autonome de groupes mis en demeure de réagir à toutes sortes d'événements écologiques, démographiques, militaires, sociaux, économiques ...

— par l'action concertée de techniciens venus de l'extérieur pour mener à bien des actions de développement²⁹.

Inventions autonomes

Le fait qu'il ait pu exister des « systèmes de production guerriers » montre bien que l'évolution des conditions de sécurité n'est pas sans effet sur la combinaison des facteurs de production. La modification de cette combinaison, difficile à reconstituer sur documents d'archives, est attestée alors par celle des systèmes de culture. Dans ce sens, Ch. Prioul a montré³⁰ que l'adoption du manioc par les populations de l'Oubangui Central à la fin du XIX^e siècle s'explique par trois séries de raisons. Il y a d'abord eu le souhait, chez certains groupes de disposer d'un surplus négociable, disponible à tout moment (cas des Ouadda et des Langbassi, fournisseurs attirés des pêcheurs banziri). Chez les Mandja, semble avoir joué le besoin d'une sécurité accrue contre les aléas de la céréaliculture : l'insertion du manioc dans le système de culture s'est faite en ajoutant à la succession traditionnelle à base de sorgho une culture de manioc pouvant rester plusieurs années en terre. La troisième raison, c'est que vers 1890, des aventuriers esclavagistes ont commencé à déferler sur l'Oubangui Central à partir du Bahr-el-Ghazal. Le manioc pouvait être cultivé dans les sites médiocres où se réfugiait la population. Ses forts rendements autorisaient une dispersion des cultures dans de petits champs faciles à cacher. Enfin les pillards ne pouvaient guère tirer parti d'un stock de tubercules qu'il eût fallu déterrer, rouir, sécher, piler, pour obtenir un produit de conservation précaire. Le manioc convenait donc mieux que le sorgho aux difficiles conditions du temps de guerre. Et Prioul de conclure :

Plante de commerce sur les bords de l'Oubangui, plante de progrès dans les savanes centrales, le manioc devenait plante-refuge dans les zones de razzia. Cette dernière fonction devait malheureusement l'emporter avec la recrudescence des guerres esclavagistes et les premières exigences coloniales ³¹.

Au Cameroun, A. Leplaideur note que l'igname, culture dominante des populations qui occupaient la rive droite de la Sanaga, a été apportée par elles quand elles ont envahi la zone forestière. Mais l'igname réussit moins bien que le manioc en forêt, aussi ne la trouve-t-on guère que dans le Mbam et le Nyong-et-Kellé (pays bassa). Dans ce dernier département, elle remplace depuis cinq ans le macabo, décimé par un champignon racinaire³². Ainsi, écrit Leplaideur, en moins de cinquante ans, environ 400 000 personnes ont changé de base alimentaire, et de système de culture, c'est-à-dire aussi de système de production. Chez

²⁹ Je me réfère ici à la problématique des relations entre développeurs et développés mise au point et utilisée, entre autres, par J.-P. CHAUVEAU.

³⁰ PRIOUL (C.), *Entre Oubangui et Chari vers 1890. Recherches Oubangiennes* 6. Nanterre, 1981, Laboratoire d'Ethnologie et de Sociologie Comparatives, Univ. de Paris-X, 199 p., p. 113-118.

³¹ PRIOUL, *op. cit.*, p. 118.

³² *Le pythium myriotylum*.

les Bassa, et en moins de 5 ans, plusieurs milliers de personnes ont abandonné le macabo au profit de l'igname³³.

Au Cameroun encore, j'ai attiré l'attention en 1965 sur la généralisation de la culture du sorgho *muskwari* dans les terres de *karal* du Diamaré pendant la décrue. Cette innovation était manifestement induite par l'extension de la culture du coton, qui alourdissait le calendrier agricole en saison des pluies et qui mobilisait en partie les terres consacrées aux sorghos rouges³⁴.

Il serait aisé de poursuivre, mais plutôt que de faire preuve d'érudition ethnographique, mieux vaut se contenter de rappeler que la typologie schumpétérienne des « formes visibles »³⁵ revêtues par les nouvelles combinaisons de forces productives convient bien aux situations que nous pourrions continuer de recenser — et aux problèmes qu'elles soulèvent :

— S'il peut arriver, dit Schumpeter, que la nouvelle combinaison soit exécutée par les agents qui dirigeaient déjà le processus de production, en fait ces nouvelles combinaisons se juxtaposent aux anciennes au lieu de les remplacer. D'où des phénomènes de concurrence, d'ascension et de déclassement social introduisant ou manifestant dans les rapports de production des discontinuités significatives. La culture du sorgho *muskwari* ne remplace pas celle du sorgho de saison des pluies, mais s'y adjoint ; elle est organisée par des musulmans qui « se sont attribué la quasi-totalité des champs de *karal* » et qui emploient des manœuvres païens³⁶.

— La nouvelle combinaison, ajoute Schumpeter, ne s'édifie pas seulement à partir de moyens de production inutilisés, mais prélève sur d'anciennes combinaisons les moyens de production requis. Dès lors, la rareté relative d'un facteur critique, tel que le travail ou la terre suivant les cas, ne manquera pas de varier de l'ancienne à la nouvelle combinaison. Dans les Terres Neuves du Sénégal, même les paysans serer spécialistes d'une agriculture relativement intensive dans leurs terroirs d'origine se tournent vers des formes très extensives de mise en valeur³⁷.

Ce dernier problème est essentiel. De la façon dont il se pose et de la manière dont il est résolu, dépendent en grande partie les voies et le rythme des transformations agricoles en Afrique. Il a bien fallu l'admettre, même lorsqu'on jugeait plus simple de voir dans l'introduction de variétés améliorées le principal sinon le seul, moyen d'augmenter la production et la productivité agricoles.

Actions de développement

Les actions de développement, dans le domaine agricole, comportent le plus souvent un ingrédient jugé décisif : l'introduction de semences améliorées, qui ébranle de proche en proche l'architecture du système de production.

³³ LEPLAIDEUR (A.), *Les systèmes agricoles en zone forestière ; les paysans du Centre-Sud Cameroun*. Thèse de 3^e cycle, Univ. de Montpellier-I, Fac. de Droit et de Sci. Éco., 1985, 615 p. *multigr.* + annexes et bibliogr. t. 1, p. 124sq. Il a été rendu compte de ce travail dans le n° 10 du *Bulletin Bibliographique* du Service de Coopération de l'INSEE, p. 55-60.

³⁴ COUTY (Ph.), Notes sur la production et le commerce du mil dans le département du Diamaré (Nord Cameroun). *Cahiers ORSTOM, sér. Sci. Hum.*, 1965, vol. II n° 4 : 3-88.

³⁵ SCHUMPETER, *op. cit.*, p. 95-97.

³⁶ PONTIÉ (G.), La contestation par la migration (le cas des Guiziga du Nord Cameroun). *Cahiers ORSTOM*, 1979, *sér. Sci. Hum.*, vol. XVI, n° 1-2, p. 124.

³⁷ TRINCAZ (P.-X.), Transformations sociales dans les zones nouvelles d'implantation rurale : les Serer dans les Terres Neuves du Sénégal Oriental. *Cahiers ORSTOM*, 1979, *sér. Sci. Hum.*, vol. XVI, n° 1-2, p. 27.

Étudiant le développement agricole en basse et moyenne Casamance³⁸, Ph. Bonnefond note cependant qu'en ce qui concerne le riz, il n'est pas certain que les semences améliorées soient mieux adaptées que les anciennes aux conditions pluviométriques de ces dernières années. Ces semences exigent, entre autres, des apports d'engrais artificiel, et l'augmentation de la consommation d'engrais imputable au PIDAC³⁹ s'accompagne souvent d'une diminution de l'emploi de la fumure organique. Lorsque cela se produit,

... il n'y a guère de retour en arrière possible quand le prix de l'engrais chimique augmente et que sa consommation diminue, comme cela se passe actuellement ; il y a alors un danger réel pour le maintien de la fertilité des sols et l'amélioration des rendements⁴⁰.

En fait, ajoute Bonnefond, l'essai d'introduction de l'engrais chimique se solde par un échec, et la fumure organique demeure en général beaucoup plus utilisée que l'engrais :

La non-pénétration de ce dernier thème technique incite donc vivement à maintenir et à développer la fumure traditionnelle. On est en quelque sorte revenu au point de départ qu'il n'aurait peut-être jamais fallu quitter⁴¹.

Cet exemple récent illustre à merveille les problèmes que rencontre, en Afrique, la transformation des systèmes de production par le biais principal des semences améliorées. Il est intéressant de montrer maintenant, à partir de documents synthétiques, que ces difficultés amènent à poser, de façon plus claire que par le passé, la question du choix entre approches *verticale* et *horizontale* des problèmes de développement rural. Ou encore du choix entre approche par produits (ou filières de produits)⁴² et approche par *systèmes de production* mis en œuvre dans un espace donné par un groupe donné.

L'approche verticale correspond à la « spécialisation par plante de culture » que R. Portères jugeait, en 1950, caractéristique de la Recherche Agronomique dans les pays chauds. Elle prend en considération la fonction de production, en visant à modifier la quantité ou la qualité du produit obtenu par l'introduction d'une grappe d'*inputs* nouveaux au centre desquels figurent les semences améliorées. Cette approche a l'avantage de susciter des recherches de génétique appliquée et des travaux d'amélioration variétale parfaitement programmables, bien circonscrits, dont on peut attendre des résultats quasi certains dans des délais à peu près maîtrisables. Toutefois, parce qu'elle est centrée sur *une* plante, cette approche peut faire perdre de vue le fait que la combinaison de facteurs gérée par l'agriculteur porte sur *plusieurs* spéculations organisées en système, et que par conséquent cette combinaison de facteurs ne se modifie pas à volonté. La question est alors de savoir dans quels cas on peut se permettre d'ignorer la capacité de résistance et la stabilité du système de production considéré, et dans quels autres cas il faut au contraire absolument en tenir compte. L'expérience des Centres Internationaux de Recherche Agricole⁴³ donne à penser que tout se passe

³⁸ BONNEFOND (Ph.), *Les tentatives de développement agricole en Basse et Moyenne-Casamance (résumé)*. Paris, 1985, min. des Rel. extérieures, Coop. et Développement, 18 p. *multigr.*

³⁹ Projet intégré de développement agricole en basse-Casamance, en cours depuis 1978.

⁴⁰ *ibid.*, p. 13.

⁴¹ *ibid.*, p. 14.

⁴² La filière regroupe tout ce qui concerne la production, la transformation, la distribution et même la consommation d'un produit. C'est un concept macro-économique (certains disent : méso-économique).

⁴³ Ces Centres (CIRA) ont été créés par les Fondations Ford et Rockefeller avant la constitution du Groupe Consultatif pour la Recherche Agricole Internationale, ou établis par ce dernier. Ils se consacrent essentiellement à l'amélioration de la production agricole vivrière. On

comme si les systèmes de production caractérisés par l'abondance relative du travail et la rareté relative de la terre s'accommodaient assez bien de modifications passant par le biais simple de l'amélioration variétale. En revanche, dans des systèmes de production où le travail est plus rare, il semble que la résistance à ces modifications soit assez forte, et rende alors indispensable une analyse fine, « horizontale », des modalités de la combinaison des éléments producteurs — en d'autres termes : une prise en considération attentive des *systèmes de production* localisés.

C'est du moins ce qui semble ressortir d'une part de travaux récents dus à des chercheurs de l'IFPRI ou de la MSU⁴⁴, d'autre part de deux copieux rapports relatifs aux Centres Internationaux de Recherche Agricole (CIRA). Toutefois une mise en garde préalable s'impose. Ce genre de littérature tend de plus en plus à vulgariser une idée-force qui pourrait se résumer ainsi : globalement, l'Afrique est caractérisée par un surplus de terres (à vrai dire souvent peu fertiles) et par diverses contraintes en matière de travail : faible productivité du travail, goulets d'étranglement saisonniers, faible nombre d'heures travaillées dans l'agriculture pendant l'année, niveau de rémunération beaucoup plus élevé en ville qu'à la campagne. Bref,

*On est en gros d'accord sur le fait que le travail, et surtout le travail en période de pointe, constitue le principal facteur limitant (key limiting factor) pour la production agricole africaine*⁴⁵.

Ou encore :

*L'Afrique subsaharienne offre un cas-type de surplus de terres, avec une productivité marginale du travail positive*⁴⁶.

En Asie, par contraste, le facteur travail ne fait pas défaut :

*En Asie une ressource-clé s'est généralement trouvée en abondance : le travail. Si un supplément de travail apparaît nécessaire pour accroître les rendements, on peut l'obtenir grâce à une réorganisation modeste ou par le secours de la mécanisation*⁴⁷.

Conclusion :

*En simplifiant jusqu'à l'exagération, et avec l'exception de pays tels que l'Éthiopie et le Kenya, on peut décrire l'Afrique comme un continent à surplus de terres de la même manière qu'on décrit l'Asie comme un continent à surplus de travail*⁴⁸.

Ces vues ne manquent pas de provoquer l'adhésion des gens pressés, mais il faut rappeler qu'elles peuvent tout juste être considérées comme une introduction à la question. Elles enjambent allègrement l'épineuse question de l'agrégation des systèmes de production⁴⁹, et de plus elles présentent une image éminemment transitoire du continent africain où, faut-il le rappeler, la population augmente à raison de près de 3 % par an.

en compte treize actuellement, parmi lesquels l'IRRI (*International Rice Research Institute*), le CIMMYT (*Centro Internacional de Mejoramiento de Maíz y Trigo*), etc.

⁴⁴ L'IFPRI, *International Food Policy Research Institute*, fait partie du système des CIRA. MSU : Michigan State University.

⁴⁵ DELGADO (C. L.) et MELLOR (J.), A structural view of Policy Issues in African Agricultural Development. *American Journal of Agricultural Economics*, vol. 66, n° 5, déc. 1984 : 665-670, p. 665.

⁴⁶ ABOYADE (O.), *Administering Food Producer Prices in Africa. Lessons from International Experiences*. Washington, 1985, International Food Policy Research Institute, 58p., p. 51.

⁴⁷ MELLOR (J.), *The changing World Food Situation — a CGIAR Perspective*. Washington, IFPRI Report 1984 : 7-14, p. 9.

⁴⁸ MELLOR, *op. cit.*, p. 10.

⁴⁹ Techniquement, le système de production s'analyse à l'échelle de l'exploitation, à la rigueur à celle du terroir villageois en Afrique. On conçoit qu'il y a un gouffre entre ces études très localisées et les généralisations tentées à l'échelle d'un continent.

Venons-en aux deux rapports concernant les CIRA⁵⁰. Ce qu'ils nous disent, c'est qu'en somme il était relativement simple de propager des innovations efficaces pour accroître la productivité et la production agricoles quand on ne s'occupait que du riz et du blé en Inde et en Asie. La complication introduite par la nécessité de provoquer des accroissements *renouvelables* de production n'avait rien d'insurmontable.

Sans aucune espèce de doute, l'introduction de variétés à haut rendement ne pouvait manquer d'entraîner tôt ou tard un accroissement des productions vivrières de base (riz, blé, accessoirement maïs). Comme le reconnaît Anderson, non sans nostalgie :

*Quand il existe un objectif unidimensionnel d'accroissement de la production par amélioration de la productivité agricole, la détermination des priorités et des stratégies de recherche ne pose guère de problèmes, au moins sur le plan conceptuel*⁵¹.

À vrai dire, il fallait bien poser la question de l'adoption des nouvelles variétés et des techniques correspondantes *par un maximum* d'agriculteurs. On devait donc songer à la compatibilité des innovations proposées avec les besoins, les possibilités et les objectifs d'agents économiques particulièrement méfiants, expérimentés et autonomes qui s'appellent paysans. Question inséparable d'une autre : toute innovation doit convenir aux caractéristiques écologiques des zones réceptrices, lesquelles d'ailleurs ne sont pas sans influencer ou commander les comportements des paysans...

En fait il a été possible, pendant toute une période, d'esquiver ces questions embarrassantes. Néanmoins, le résultat n'a pas déçu. On parle même, sans fausse modestie, de « *success story* »⁵².

Tout allait donc pour le mieux jusqu'au moment où l'Afrique est entrée en scène. L'Afrique, espace autrefois laissé en blanc sur les cartes, et qui demeure encore largement aujourd'hui une *terra incognita* scientifique. L'Afrique hétérogène, dérangeante et turbulente, avec ses sols fragiles, son écologie malmenée par une activité « insensée »⁵³, ses ethnies singulières et mobiles, ses nations masquant des réalités politiques indéfinissables, ses secteurs économiques « informels », ses dynamismes spontanés et clandestins. L'Afrique, avec sa relative abondance de terres contrebalancée par une non moins relative rareté du travail socialement disponible, avec par conséquent une forte réticence des paysans devant toute innovation exigeant un supplément de travail.

L'objectif d'accroissement des rendements adopté par le Groupe Consultatif de la Recherche Agricole Internationale avait, en Asie, l'indéniable avantage de coïncider au plan de la logique économique élémentaire avec la contrainte fondamentale imposée par les fortes densités de population, la rareté des terres et l'abondance de travail. De surcroît, le schéma linéaire d'intervention construit sur ces bases pouvait convenir à l'homogénéité des espaces écologiquement favorables que l'on rencontre en Asie⁵⁴. Divine surprise : le schéma avait de bonnes chances de fonctionner, et tout s'est à peu près passé, effectivement, comme s'il avait fonctionné.

⁵⁰ ANDERSON, *op. cit.* et TAC (Technical Advisory Committee), *TAC Review of CGIAR Priorities and future strategies*. TAC Secretariat, FAO, Rome, août 1985, 120 p. + annexes, *multigr.*

⁵¹ ANDERSON, *op. cit.*, I, 1, p. 32.

⁵² TAC, *op. cit.*, p. 103.

⁵³ Le mot est de PORTÈRES, p. 256.

⁵⁴ TAC, p. 102. Le rapport fait notamment allusion à l'existence de zones irriguées, alors qu'en Afrique prévaut l'agriculture pluviale.

En Afrique au contraire, il semble qu'apparaisse une contradiction entre l'accroissement des rendements⁵⁵ et la priorité accordée par les paysans au maintien ou à l'augmentation de la productivité du travail. Ces deux objectifs ne sont pas automatiquement atteints en même temps, ni par les mêmes moyens. De plus la variété et la complexité des situations écologiques africaines, ainsi que les aléas de la culture pluviale, perturbent l'efficacité d'un schéma d'intervention fondé principalement sur la diffusion de semences améliorées.

Dès lors, les questions que le Groupe Consultatif pouvait se permettre⁵⁶ de considérer comme relevant d'approches complémentaires (approche agro-écologique, approche en termes de *farming systems*) et dont il souhaite visiblement se décharger sur les appareils nationaux de recherche, ces questions prennent en Afrique une importance décisive. Elles se posent même de façon si pressante qu'on se demande si une stratégie nouvelle n'est pas de mise dans ce continent.

Certes, en Afrique comme ailleurs, l'amélioration des variétés et l'approche par plante demeurent opératoires, mais elles bénéficient moins des circonstances qui leur ont conféré en Asie une indéniable efficacité. Le rapport du TAC en convient volontiers⁵⁷, sans toutefois pousser le raisonnement jusqu'au bout et reconnaître qu'alors les approches dites horizontales — par zone écologique, par groupe ethnique, par *système de production localisé* — deviennent primordiales parce que seules capables de fournir les connaissances nécessaires à la diffusion d'innovations adéquates.

Allons plus loin. On se rend compte aujourd'hui que le schéma du Groupe Consultatif reposait en Asie sur une théorie, c'est-à-dire sur une façon de voir, tout à fait contestable des rapports entre innovation technique et changement socio-économique. L'innovation était envisagée comme un phénomène autonome, en face duquel se trouvait une société sollicitée d'adopter cet apport venu de l'extérieur⁵⁸. Or cette dichotomie n'est pas soutenable, et les travaux français l'ont abondamment montré⁵⁹. On a pu faire semblant d'accepter une telle façon de représenter les choses dans la mesure où, par chance, l'utilisation des variétés à haut rendement coïncidait d'avance avec les options que certains groupes sociaux ne pouvaient manquer de prendre. Mais en Afrique on est bien obligé de reconnaître que changement technique et changement social forment un processus indissociable, à l'intérieur duquel la composante socio-économique joue un rôle essentiel de filtre ou de moteur. C'est donc bien, en Afrique, aux formes et aux étapes localisées du changement socio-économique qu'il faut accorder la plus extrême attention, puisque certaines innovations soutenues par le Groupe Consultatif ne paraissent pas leur convenir comme c'était le cas en Asie.

La tentation est grande, évidemment, vu la difficulté des recherches rurales africanistes, de se dire que la diffusion de variétés améliorées et des paquets techniques correspondants finira toujours, même en Afrique, par avoir des effets positifs sur les quantités produites. À penser ainsi, on risque pourtant bien des

⁵⁵ Le terme *yield* revient 4 fois en 6 lignes, p. XII et XIII de TAC 1985. Quand on parle de *productivity of commodity production systems*, p. XI, c'est donc bien de *rendement* à l'unité de surface qu'il s'agit. Il faut attendre la p. 102 du même document pour voir apparaître le concept de *Labor-saving technologies*, adaptées à la rareté du facteur-travail, donc aux situations africaines.

⁵⁶ *ibid.*, p. IX.

⁵⁷ *ibid.*, p. 101sq.

⁵⁸ ANDERSON (I, 1, p. 32-33) admet : « *Il ne peut jamais y avoir de formulation immuable des objectifs et des priorités. De par sa nature, le changement technologique dérange les relations productives et économiques existantes...* » On ne saurait mieux dire.

⁵⁹ Voir notamment le n° 147-148 de la revue *Économie Rurale*, 1982.

déboires et bien des gaspillages. Il semble plus raisonnable de reconnaître que le « *success story* » de la révolution verte n'a guère de chance de se répéter en Afrique, que le suivi et l'analyse du changement socio-économique en milieu rural et urbain doivent orienter la recherche agricole, et que ces tâches difficiles demeurent de la responsabilité de la communauté internationale et de l'aide bilatérale, pour l'essentiel et pendant quelque temps encore.

Il convient également de ne pas oublier que la recherche française dispose d'une bonne expérience en matière d'approches horizontales. Ces approches sont pratiquées par des agronomes, des géographes, des socio-économistes étudiant une petite région ou un terroir villageois, par des anthropologues observant le devenir d'un groupe ethnique. Diverses tentatives de formalisation ont contribué à noter les convergences et les régularités de ces différentes démarches. On est d'accord aujourd'hui, par exemple, sur l'utilité du recours aux échelles d'observation emboîtées⁶⁰, ou aux combinaisons d'enquêtes qualitatives et quantitatives⁶¹. On est d'accord aussi, et surtout, sur l'objet de ces recherches : repérer et caractériser les dynamiques agraires⁶² — donc les transformations des systèmes de production — avec lesquelles toute action de développement et toute proposition de changement technique doivent inévitablement composer. Ce point est bien vu par Anderson :

*L'objectif de ce travail (farming systems research), c'est d'aider à identifier les changements efficaces et les projets permettant d'avancer vers des pratiques, des techniques, des entreprises, des activités et des politiques acceptables et appréciées par les groupes-cibles choisis ... L'époque des recettes techniques simples est révolue. Désormais le progrès ne peut s'obtenir que si l'on comprend mieux la pleine réalité des systèmes de production (the full reality of farming systems)*⁶³.

Tout un programme !

Conclusion

La science économique connaît depuis longtemps le concept de système de production agricole, cas particulier de la combinaison des facteurs de production. Mais le système de production agricole ainsi entendu n'a de sens que relié à la combinaison de spéculations, ou système de culture, mise en œuvre dans le cadre d'une fonction de production. Ces constructions mentales n'ont d'autre utilité que de faciliter l'interprétation des faits. Le souci de préserver leur pureté doit donc céder la place à la nécessité d'adapter la théorie à la vie, c'est-à-dire de prendre en compte les rapports de production — même si ces derniers obligent à considérer les armes du guerrier ou le charisme du marabout. On doit comprendre ensuite que la mise en œuvre d'une stratégie de développement fondée sur une approche par produits, non dénuée d'effets positifs en Asie, doit être complétée en Afrique par une approche dite horizontale qui donne toute sa place à la diversité des systèmes de production observables. Il ne faut toutefois pas se leurrer. Si réussie soit-elle, l'analyse du fonctionnement passé et présent des systèmes de production agricole africaine ne fournira que des raisons

⁶⁰ COUTY (Ph.), LERICOLLAIS (A.), MARCHAL (J.-Y.) et RAYNAUT (C.), Un cadre élargi pour l'étude des systèmes de production en Afrique. *Cahiers de la Recherche-Développement*, n° 3-4, janvier-avril 1984 : 10-14.

⁶¹ COUTY (Ph.) et WINTER (G.), *Qualitatif et quantitatif, deux modes d'investigation complémentaires*. Note AMIRA, 1983, n° 43. Paris, INSEE-Coop., 78 p. multigr.

⁶² Au sens large, donc non séparées du milieu urbain.

⁶³ ANDERSON, *op. cit.*, IV, 16, p. 14.

d'exclure, de retarder ou d'aménager tel ou tel type d'intervention. Jamais par contre cette analyse n'apportera de recettes aux créateurs d'innovation, qui d'ailleurs n'en demandent pas tant. « Il en est de l'art de cultiver comme des manufactures, écrit Condorcet, il n'y a point d'innovations sans avances, sans risques. »

Ce dernier mot prononcé, on peut faire halte. Que la notion de risque — avec ou sans innovation —, soit finalement inséparable de celle de système ou de fonction de production agricole⁶⁴ marque bien les limites de toute représentation systémique des activités liées à la culture ou à l'élevage. Qui dit risque dit coupure, cassure, rupture. Rien de plus opposé à l'idée de rapport stable entre éléments d'un système.

⁶⁴ Voir l'ouvrage collectif sur le risque en agriculture, paru sous la direction de M. ELDIN et P. MILLEVILLE, ORSTOM, coll. *À travers champs*, Paris 1989.

RISQUE AGRICOLE, PÉRILS ÉCONOMIQUES

Cette note a pour but de montrer que le risque agricole, entendu au sens strict¹, devrait être considéré dans un ensemble de difficultés dont il n'est pas possible de l'isoler.

On traitera ce sujet en recourant à des exemples africains.

∴

Rappelons pour commencer que la nature même du risque agricole engendre une préférence pour les pratiques de culture extensive, c'est-à-dire pour l'utilisation d'une quantité relativement faible d'intrants par unité de surface. Pourquoi ? Parce que dans ce qu'on peut appeler la fonction de production agricole, l'absence de liaison sûre et garantie entre un certain volume d'intrants et une certaine quantité de produit², — fondamentalement, c'est *cela*, le risque agricole —, pousse les agriculteurs à chercher des compensations dans l'espace et dans le temps.

Dans l'espace, une parade au risque agricole consiste à disperser les facteurs rares, en particulier le travail, sur des surfaces étendues. Cette tendance connaît son maximum chez les pasteurs, « condamnés » à une mobilité qui leur permet de relier les trois composantes de l'élevage que sont le pâturage, l'eau et la cure salée³. Chez les agriculteurs, la culture extensive tire parti du fait que les mauvais rendements imputables à la sécheresse ou aux prédateurs ne se distribuent pas de façon uniforme dans toute l'étendue de l'espace mis en valeur, mais frappent en général une partie de cet espace à l'exclusion relative des autres⁴.

¹ C'est-à-dire les déficits aléatoires de production dus à des causes climatiques ou à des agents naturels mal maîtrisables, tels qu'adventices, prédateurs, etc.

² Pour une qualité donnée des intrants et du produit, et en un point donné du temps.

³ MARTY (A.), *Crise rurale en milieu nord-sahélien et recherche coopérative. L'expérience des régions de Gao et Tombouctou. Mali 1975-1982*. Université François Rabelais, Tours, 1985. Thèse de doctorat d'État en sociologie du développement, 2 tomes, 927 p. *multigr.*, p. 147.

⁴ Ce phénomène joue surtout au niveau global, comme le montre l'histoire de la production arachidière au Sénégal. Au niveau de l'exploitation, les mêmes causes suscitent des effets analogues : « *il n'y a pratiquement jamais concentration des moyens techniques sur une même parcelle (par exemple labour, semis à date favorable, fumure organique et minérale, entretiens fréquents...)*. *La dispersion de l'utilisation des facteurs est la règle.* » BILLAZ, DIALLO et TOURTE, *La recherche appliquée au service du développement rural régional : l'exemple du Yatenga en Haute-Volta*. IFARC-GERDAT, IPD-ADS, IRAT-GERDAT, Journées Recherche-Développement en milieu rural, communication n° 13, 1981, p. 26, à propos du Burkina Faso.

Cette stratégie de sécurité est poursuivie avec d'autant plus de détermination que la recherche d'une bonne productivité du travail, elle aussi, conduit les agriculteurs à pratiquer la culture extensive tant que la situation foncière le permet, — fussent les rendements à l'hectare en souffrir. Il existe donc *deux* forces puissantes qui jouent dans le même sens et qui concourent ensemble à maintenir, ou quelquefois à rétablir les pratiques extensives tant qu'elles sont possibles⁵. En outre la dispersion des facteurs rares s'accorde bien avec une certaine diversification des spéculations, chacune d'entre elles pouvant s'accommoder d'une combinaison différente d'intrants.

Dans le temps, la recherche de compensations pousse tout aussi fortement à la diversification. Les agriculteurs jouent par exemple sur le décalage, au cours d'une même saison des pluies, des variétés à cycle court et à cycle plus long⁶. Ils combinent cultures pluviales et cultures de décrue quand la topographie et le climat s'y prêtent⁷. Enfin, d'une année sur l'autre, ils pratiquent des rotations caractéristiques⁸.

Pour intéressantes qu'elles soient, ces solutions peuvent mener à des blocages. La dispersion des facteurs rares, par définition, fait obstacle à l'intensification, alors même que cette dernière semblerait opportune en raison d'un manque croissant de terre. Dans un travail récent consacré aux grands planteurs du Moronou (Côte-d'Ivoire), Gastellu donne un exemple frappant d'une telle situation :

• Les planteurs se plaignent de la cherté des engrais... Ils n'épandent d'engrais pour le cacao et le café qu'une année sur deux. Ils économisent ainsi en partie les achats d'engrais... Leur raisonnement est le suivant : l'engrais n'est d'aucune efficacité quand les pluies sont insuffisantes ; il est donc prudent de n'en répandre que dans certaines limites, les risques d'une mauvaise pluviosité étant assez élevés⁹.

En mentionnant les compensations dans le temps, nous venons de passer à une analyse dynamique du risque agricole et de ses suites. Poursuivons cette analyse, mais en essayant d'adopter une perspective macro-économique. En période moyenne ou longue, caractérisées en Afrique par un rapide accroissement démographique, le problème du risque agricole *stricto sensu* s'efface au plan global devant une série de difficultés qu'on peut exprimer par l'alternative suivante :

— Ou bien engager le pays dans la voie d'une relative autonomie agricole, et assumer une gamme de risques inévitablement accrus par une intensification tout aussi inévitable ;

— Ou bien sacrifier l'autonomie en augmentant les importations alimentaires, ce qui permettra d'éviter ou de retarder l'intensification, mais ce qui occasionnera en revanche d'autres risques et d'autres coûts.

⁵ CHARMES (J.), COUTY (Ph.), WINTER (G.), *Rapports Nord-Sud : pour des stratégies de développement plus réalistes et mieux informées. In Économies en transition*, ORSTOM éd., Dépt. H, Paris, 1985, p. 51-83, *multigr.*

⁶ Au Sénégal, mils *souna* et *sanyo* des Wolof, mils *pod* et *matye* des Serer, LERICOLLAIS, A., Sob. Étude géographique d'un terroir serer (Sénégal), ORSTOM ed., Paris 1972, p. 28.

⁷ Comme dans le nord du Cameroun ou la vallée du Sénégal.

⁸ Par exemple sorgho-mil, ou sorgho-mil + haricots, en pays mafa, dans le nord du Cameroun, BOULET (J.), Magoumaz, pays mafa (Nord-Cameroun). Étude d'un terroir de montagne. ORSTOM éd. Paris, 1975, 94 p., *Atl. des Struct. Agr. au sud du Sahara* n° 11, p. 39.

⁹ GASTELLU (J. M.), Une Économie du Trésor : les grands planteurs du Moronou. IV. Le fonctionnement des plantations. ORSTOM éd., Bondy, 1984, 168 p. *multigr.*, p. 73.

On essaiera, dans la suite de cette note, d'identifier les principaux effets de l'une et de l'autre politique.

∴

L'alternative qui vient d'être tracée peut être rapprochée du modèle exposé par E. Boserup¹⁰ en 1965, modèle qui conserve encore aujourd'hui une grande capacité d'explication.

En situation de croissance démographique et de pression plus forte de la population sur les terres, toutes choses égales par ailleurs, il n'est pas absurde de postuler une tendance à l'intensification agricole. Autrement dit, l'étendue des terres cultivables et l'état des techniques étant donnés, les agriculteurs se résignent à recourir, de période en période, à une quantité accrue d'intrants par unité de surface. Pourquoi ? Parce que c'est pour eux le seul moyen d'obtenir, grâce à un certain accroissement des rendements, l'indispensable augmentation de la production totale qui ne peut plus, dans un espace en voie de saturation, être atteinte par une extension supplémentaire des surfaces cultivées.

Dans des systèmes de production manuels, à faible technicité, quel est l'intrant dont l'utilisation peut sans grand problème être accrue de la sorte ? Évidemment, d'abord le travail : façons culturales plus soignées, sarclages plus nombreux, surveillance plus assidue des oiseaux, glane plus minutieuse après la récolte, etc. Dans la terminologie de R. Badouin¹¹, cette première étape de l'intensification conduit à des « systèmes intensifs à dominante travail ». Des étapes ultérieures, ou des variantes du processus, peuvent conduire à des systèmes intensifs reposant sur l'emploi de facteurs de production soit complémentaires du facteur travail (exemple : consommations intermédiaires d'engrais, exigeant un travail d'épandage) soit substituables au facteur-travail (exemple : capital d'exploitation tel que machines économisant le travail...). R. Badouin parle alors de systèmes intensifs « à dominante consommations intermédiaires » ou « à dominante capital d'exploitation ».

Dans le cas de l'intensification simple, celle qui recourt surtout au travail humain, l'expérience montre qu'en l'absence de variétés améliorées, d'engrais, d'herbicides, de pesticides, les augmentations de rendement obtenues ne sont généralement pas proportionnelles à l'accroissement de l'effort consenti. Si le

¹⁰ Dans le livre intitulé « The conditions of agricultural growth : the economics of agrarian change under population pressure », Londres, Allen & Unwin. La traduction française a été publiée en 1970, sous le titre : « Évolution agraire et pression démographique », Paris, Flammarion, 218 pages. Pour une discussion récente, et une application au Centre-Sud Cameroun, voir LEPLAIDEUR, Les systèmes agricoles en zone forestière : les paysans du Centre et du Sud-Cameroun. Université de Montpellier 1, Fac. de Droit et des Sc. Écon., thèse de 3^e cycle, 1985, 615 p. *multigr.* + annexes, p. 604-610. Cet auteur estime que « la théorie de BOSERUP ne s'applique pas au cas Centre-Sud Cameroun. Cette région, qui n'est plongée dans l'économie marchande que depuis moins de cent ans, subit des pressions de mutation technologique autant liées à des forces extérieures (la dominance de l'économie marchande) qu'à des forces intérieures (la pression démographique) ». Pourtant, l'analyse factorielle de correspondance à laquelle se livre LEPLAIDEUR tend à montrer que l'intensification culturale dans le Centre-Sud Cameroun s'explique par le jeu combiné de trois facteurs qui sont, dans l'ordre : la densité de population, la « sensibilité à l'argent » et l'ouverture vers le marché (p. 608). Le facteur démographique venant en tête, il me semble que le modèle de BOSERUP n'est nullement infirmé, bien au contraire.

¹¹ BADOVIN (R.) L'analyse économique du système productif en agriculture, in Essai de définition de quelques concepts utilisés pour l'analyse des milieux ruraux (compte-rendu d'une réunion ORSTOM tenue à l'Institut National Agronomique le 10/9/81), INSEE-Coopération, Groupe AMIRA, 13 p. *multigr.*

nombre de jours de travail par hectare double, le produit à l'hectare s'accroît sans doute, mais de 1/3 ou de 1/2 seulement. Dès lors, le rapport entre la quantité produite et la quantité de travail fournie, autrement dit la productivité du travail, subit une diminution alors pourtant que les rendements à l'hectare s'élèvent¹².

S'il y a baisse de la productivité du travail agricole, donc de sa rémunération physique, la tendance des agriculteurs à migrer en ville se confirme ou se renforce. D'où accroissement de la demande urbaine de produits vivriers¹³, et hausse probable des prix des denrées alimentaires en ville.

Si les consommateurs urbains, ou partie d'entre eux, ont la possibilité de supporter cette hausse, grâce par exemple aux revenus non négligeables tirés des activités informelles, on voit apparaître alors un correctif à la baisse de productivité physique du travail agricole résultant de l'intensification. Les agriculteurs produisent moins par jour de travail fourni, mais si ce moins est vendu plus cher, alors la rémunération monétaire du travail agricole peut être maintenue ou même augmenter. À une condition : que les intermédiaires des circuits de distribution ne captent pas la majeure partie du supplément de recette lié à la hausse des prix. Et en admettant de surcroît que les prix des biens et services demandés par les agriculteurs (exemple : les produits importés) s'élèvent moins vite que ceux des produits alimentaires commercialisés par eux.

Au bout du compte, en introduisant une compensation à l'effort accru des agriculteurs, la hausse des prix alimentaires pourrait favoriser l'intensification. Elle pourrait même, dans certains cas, en être une condition nécessaire, sinon suffisante.

Tout ce qui vient d'être dit ne concerne que le début du cheminement vers l'agriculture intensive, autrement dit l'étape de l'intensification à dominante travail. On passe ensuite, nous l'avons vu, à d'autres étapes reposant de plus en plus sur l'emploi de consommations intermédiaires et de capital d'exploitation. La productivité physique du travail commence à augmenter fortement, mais les quantités produites deviennent si considérables que les prix demandés aux consommateurs sont appelés à baisser. Apparaissent alors une série de problèmes qui concernent plus les agricultures subventionnées des pays très industrialisés que celles des pays en développement. De toute façon, c'est le progrès technique et sa diffusion qui deviennent à ce moment le moteur d'une baisse des coûts de production profitant à la fois aux consommateurs et aux producteurs.

Opter pour l'intensification telle que nous venons de la décrire, c'est prendre les moyens de préserver une certaine indépendance alimentaire. Le pays sera davantage en mesure de produire ce qu'il consomme. Il faut bien voir toutefois qu'en s'engageant dans cette voie, on accroît le risque agricole *stricto sensu*. Plus exactement : on se prive de plus en plus de l'assurance contre le risque agricole que constituent dans une certaine mesure les pratiques de culture extensive. Cette affirmation appelle deux remarques.

En premier lieu, l'intensification *poursuivie jusqu'à son terme* implique une artificialisation du milieu (irrigation, par exemple) qui doit en principe diminuer le risque agricole bien plus que ne pouvaient le faire les pratiques de culture

¹² On se trouve alors dans la situation que J. K. GALBRAITH qualifie de « self-exploitation ». GALBRAITH, né dans une ferme de l'Ontario et qui fit des études agricoles à Toronto avant de devenir économiste, précise que cette « auto-exploitation » est « vitale » en agriculture. GALBRAITH, *Economics and the public purpose*. Penguin Books ed., Harmondsworth, 1975, 352 p., p. 89.

¹³ Même sans exode rural vers les villes, l'accroissement naturel de la population urbaine suffit à provoquer un accroissement significatif de la demande de produits alimentaires.

extensive. Ce serait donc seulement pendant les premières étapes de l'intensification qu'on peut craindre un accroissement des risques.

En second lieu, l'ancienne couverture des risques obtenue par dispersion dans l'espace des intrants rares pourra continuer à jouer en agriculture intensive, mais à une autre échelle et d'une autre manière qu'en agriculture extensive. Non plus dans le cadre de l'exploitation, mais dans celui de la région ou de la nation ; non plus par dispersion, mais par concentration sélective.

Il ne s'agira plus en effet pour l'unité d'exploitation de se prémunir contre le risque en multipliant et en dispersant les parcelles cultivées. Ce qui devient désormais indispensable, c'est d'organiser l'effort agricole sur toutes les parties favorables du pays, et sur celles-là de préférence ou même exclusivement puisque le facteur-travail est objectivement rare en Afrique. Cela suppose une organisation de la solidarité telle que les cultivateurs travaillant dans une zone affectée par un accident climatique ne supportent pas seuls le dommage survenu. Bien sûr, si de tels accidents venaient à se répéter dans certaines zones, cela pourrait conduire à juger douteuse la vocation de ces zones à l'intensification. Il y aurait alors des décisions à prendre en matière d'aménagement du territoire et d'affectation des ressources, non sans risques politiques ou stratégiques.

Mais la sélection des espaces et des groupes en vue de l'intensification suppose aussi une bonne gestion ou une bonne organisation des échanges, puisque intensification équivaut à spécialisation. Certes, il faut se garder d'aller trop loin dans cette voie, et Marty a raison de rappeler l'existence de « systèmes ruraux » qui peuvent et doivent progresser dans toutes leurs composantes¹⁴. Néanmoins, on ne répétera jamais assez que la division du travail est une condition du développement, tout comme l'intensification agricole. On retrouve ici des évidences qui remontent à Adam Smith et qui peuvent présenter quelques aspérités. Entre autres celle-ci : intensification, spécialisation, division du travail, tout cela risque d'accroître les disparités régionales. Seul un véritable État, doté d'une administration compétente et efficace, pourra concevoir et appliquer les mesures qui rendront ces disparités tolérables. Dans bien des pays africains d'aujourd'hui, ce serait peu de dire que l'intensification est une politique risquée : elle est socialement dangereuse, sans aucune espèce de doute.

Parmi ces dangers, ceux qui peuvent découler de l'augmentation des prix agricoles ne doivent pas être minorés. L'exemple récent de la Tunisie est encore présent dans les mémoires. Certes, des travaux récents relatifs au secteur non structuré donnent à penser que la solvabilité de certains travailleurs urbains, plus grande qu'on ne le pense généralement, ne fait peut-être pas obstacle à l'augmentation du prix de certains produits¹⁵. Il n'en reste pas moins qu'en ce domaine, les risques de fausses manœuvres et de dérapages sont considérables, et doivent être pesés avec soin. La nécessité d'informations sûres, donc scientifiques, est ici particulièrement pressante.

Revenons à la question fondamentale : l'augmentation des prix-producteurs, liée aux premières étapes de l'intensification agricole, est-elle inévitable ?

¹⁴ MARTY (A.), *op. cit.* : « La protection des écosystèmes et les progrès de l'intensification supposent obligatoirement la reconnaissance très nette par l'État des droits respectifs des collectivités et des individus. Mais cet impératif ne doit pas être exécuté au profit exclusif d'une seule production, l'agriculture en l'occurrence, mais au bénéfice du système rural dont l'équilibre d'ensemble semble reposer précisément sur des relations étroites entre ses différentes composantes productives — élevage, agriculture, pêche, cueillette, artisanat », p. 557 et suivantes.

¹⁵ CHARMES, J., COUTY, Ph., WINTER, G., 1985, *op. cit.*

Dans un article récent, Mellor¹⁶ explique que la pauvreté dans les pays à faible revenu ne peut diminuer que par le jeu de deux tendances simultanées : l'augmentation de la production alimentaire, la baisse du prix des denrées consommées. Pour obtenir en même temps ces deux résultats, il faut que très vite l'intensification cesse d'exiger surtout du travail, et qu'elle commence à recourir aux consommations intermédiaires et au capital d'exploitation. Autrement dit, il est urgent d'inventer et de vulgariser, en plein accord avec les paysans, des changements techniques propres à préserver ou même à accroître la productivité du travail. C'est seulement ainsi qu'on pourra dans une certaine mesure se passer de l'augmentation des prix-producteurs compensant la baisse de productivité du travail qui caractérise les débuts de l'intensification.

Or, il ne faut pas se dissimuler qu'en ce domaine, les perspectives paraissent moins bonnes en Afrique aujourd'hui qu'elles ne l'étaient en Asie pendant les années 60. Les sols africains souvent sont peu fertiles, le contrôle de l'eau pose de graves problèmes. Le repérage et la délimitation des zones convenant à l'intensification ne sont pas très avancés. Enfin, à la différence de l'Asie il y a vingt ans, l'Afrique reste encore aujourd'hui, très généralement, un continent où c'est le facteur-travail qui fait défaut en agriculture, plutôt que la terre. Ces circonstances ne favorisent ni l'intensification ni le changement technique¹⁷.

Le problème se complique encore du fait que, selon certains, la productivité du travail agricole en Afrique semble moins médiocre dans le domaine des cultures d'exportation que dans celui des productions vivrières destinées à la consommation locale. Si ces vues sont justes, on peut alors se demander s'il ne serait pas plus économique pour l'Afrique de se spécialiser de plus en plus dans la production pour l'exportation, puisque cela lui permettrait de se nourrir à bas prix grâce à des importations accrues. D'autres pays, après tout, à d'autres époques et dans des contextes différents, ont longtemps trouvé avantage à un choix de ce genre. Mellor montre cependant qu'ainsi posée, la question n'a pas beaucoup de sens, pour quatre raisons :

— Le souci de la sécurité pousse les paysans africains à produire pour l'exportation seulement dans la mesure où leurs besoins alimentaires sont à peu près couverts par une production domestique. Par conséquent, loin d'entrer en concurrence, la production vivrière et la production pour l'exportation sont complémentaires. Augmenter la productivité des cultures vivrières est le plus sûr moyen d'accroître la production pour l'exportation.

— Une partie importante des ressources africaines en facteur-travail se trouve déjà engagée dans la production vivrière. Laisser stagner la productivité de ce secteur, c'est abandonner pour longtemps encore de nombreuses personnes à la pauvreté et à la malnutrition.

— Les situations et les potentialités agricoles sont extrêmement diverses en Afrique. Rien ne permet donc de dire que l'ensemble du continent aurait un

¹⁶ MELLOR (J. W.), *The changing world food situation : a CGIAR perspective*, in IFPRI Report 1984, International Food Policy Research Institute ed., Washington, 1984, p. 7-14.

¹⁷ Le pessimisme de l'IFPRI sur ce point semble croître : « *In countries where technology options are not so encouraging because of irrigation and labor limitations, the efficient use and augmentation of traditional land and labor resources is one of the most important areas on which to focus research. Production policy research in many African countries, for instance, focuses on the use of available land, labor, and indigenous technology, and on different mechanisms for providing incentives to farmers. Although improved technologies for these countries will be necessary in the long run, making the best use of available technology and resources may prove most appropriate in the short run* ». IFPRI Report 1985, Washington, p. 14.

avantage comparatif global à se tourner vers les productions d'exportation au détriment des cultures vivrières.

— Enfin aucun gouvernement n'acceptera d'importer les denrées alimentaires nécessaires à la population du moment qu'il existe des possibilités raisonnables de production sur place.

Il est donc bien clair — mais qui en doutait ? — que c'est la production agricole africaine *dans son ensemble* qu'il convient d'intensifier : celle qui, par le biais des exportations, procure les devises indispensables à tout pays en développement¹⁸, comme celle destinée à la consommation locale. Il devient donc sans objet d'examiner en détail les risques qui s'attachent à l'autre branche de l'alternative, à savoir l'importation croissante et massive de denrées alimentaires. Rappelons-les simplement pour mémoire : dépendance accrue à l'égard de l'extérieur, déséquilibre croissant de la balance commerciale, affectation des devises disponibles à la consommation et non à l'investissement, accélération de l'exode rural et du chômage urbain, vieillissement de la population paysanne, stagnation et diminution de la production agricole.

C'est peut-être ce dernier trait qui recèle le plus de perversité. À moyen ou long terme, en effet, le danger majeur des importations de produits alimentaires est qu'elles font obstacle à la croissance de l'agriculture locale, alors que seule pourtant cette croissance peut soutenir une demande généralisée et solvable de biens et services à fort contenu d'emploi¹⁹. On redécouvre aujourd'hui des liaisons et des entraînements un peu oubliés depuis Hirschman, qui peuvent entraîner une modeste mais réelle diffusion des revenus dans un tissu économique naissant, à la campagne et en ville²⁰. Mellor note que les revenus versés par les paysans aux commerçants, aux artisans, aux transporteurs, sont affectés d'abord à la consommation alimentaire, à tel point d'ailleurs que même lorsque la production agricole locale augmente, des importations d'appoint peuvent assez vite se révéler nécessaires. Tel est notamment le cas lorsque l'accroissement de la consommation de viande incite les éleveurs à nourrir leurs animaux avec des aliments importés, des céréales par exemple.

∴

Il ne faut donc ni schématiser ni durcir l'alternative qui semble opposer la production agricole locale aux importations alimentaires, comme on s'est trop plu à le faire lorsqu'on s'est livré au débat sur le développement autocentré et la revitalisation des sociétés paysannes, après 1981. Parlons plutôt d'une transformation de l'agriculture et de l'élevage qui reposera sur l'intensification,

¹⁸ Notamment celles qui permettent d'acquérir les intrants nécessaires à l'intensification. L'indépendance alimentaire, tant vantée, ne va pas sans un accroissement de la dépendance indirecte résultant d'importations accrues de produits chimiques, de machines agricoles, de carburant, etc.

¹⁹ HAZELL (P.R.B.) et ROELL (A.), *Rural growth linkages : household expenditure patterns in Malaysia and Nigeria*. International Food Policy Research Institute ed. Washington, 1983, Research Report n° 41, 64 p. ÉTIENNE (G.), *Transfert de technologie, développement rural et modes de consommation en Asie*. Communication au Congrès International des Économistes de Langue Française, Clermont-Ferrand 24-26 mai 1984, 16 p. *multigr.*

²⁰ SCUDDER va jusqu'à faire de la création d'emplois non-agricoles un critère de réussite des projets de développement... agricole ! SCUDDER (T.), *Migrations et opérations de développement*, in *Le développement : idéologies et pratiques*. Actes du Séminaire Interdisciplinaire de l'ORSTOM (1978-1981). ORSTOM éd., Paris, 1983, p. 115.

l'augmentation de la production, la diffusion du revenu, l'accroissement et l'amélioration de la consommation alimentaire, l'augmentation des échanges intérieurs et extérieurs. Parcours difficile, semé de risques allant bien au-delà du risque agricole proprement dit. La maîtrise et la gestion de ces risques devraient constituer le principal objectif de ce qu'on appelle politique agricole ou stratégie alimentaire. Force est de convenir qu'en Afrique, jusqu'ici, ces belles choses existent surtout sur le papier. Mais le risque agricole, lui, avec tous ses prolongements, existe plus que jamais.

L'AGRICULTURE AFRICAINE EN RÉSERVE

Réflexions sur l'innovation et l'intensification agricoles
en Afrique tropicale

L'image globale de l'Afrique est négative, et les médias s'emploient obstinément à la rendre plus négative encore¹. L'image de l'agriculture africaine n'est pas bonne non plus, mais en ce domaine comme ailleurs — plus qu'ailleurs peut-être — tout jugement doit tenir compte des graves imperfections qui affectent nos instruments d'observation et nos schémas d'interprétation. Une réflexion critique s'impose donc, surtout si l'on veut dépasser l'enregistrement de résultats plus ou moins défavorables pour analyser les processus de production qui aboutissent à ces résultats.

Il ne suffit pas de répéter qu'en Afrique la population augmente deux fois plus vite que les productions végétales de base, ou que l'Afrique perd des parts sur le marché des exportations agricoles alors que ses propres importations de céréales augmentent de 5 % par an, ou encore que 5 % seulement des superficies cultivées au Nigéria sont irriguées, contre 28 % en Indonésie². Nous voulons connaître la raison de ces effets, ne serait-ce que pour en faire apparaître d'autres, si possible préférables.

Pour cela, il faut d'abord des données sûres. Partout, on a du mal à saisir les activités des agriculteurs et des pasteurs, dispersées par définition sur de vastes espaces et situées pour partie hors marché. En Afrique, les spécialistes rappellent que la croissance espérée de la production agricole imputable à un projet est souvent inférieure à l'incertitude sur la mesure de la production, que l'incertitude sur l'ensemble de la production vivrière est supérieure à l'aide alimentaire demandée et que les échanges officieux sont supérieurs aux échanges officiels³. Après des décennies d'efforts, on en arrive à se demander s'il ne vaudrait pas mieux, dans certains cas au moins, estimer la production à partir des déclarations des exploitants plutôt qu'en recourant à la technique canonique des carrés de

¹ Voir, par exemple, O. POSTEL-VINAY, « La faillite de l'Afrique noire de A à Z » *Dynasteurs*, déc. 1989, p. 42-57. Cet article commence par exécuter l'agriculture africaine, avec ce chapeau « Le sol est pauvre, la paysannerie déstructurée, les exportations en régression constante ». Lire aussi : « Afrique, la tragédie », n° 6 hors-série des *Cahiers de l'Express*, 1990. Allant dans le même sens, voir V. CHESNAULT, « Que faire de l'Afrique noire ? », *Le Monde*, 28 fév. 1990 ; C. SIMON, « L'Afrique plus oubliée que jamais », *Le Monde*, 4 jan. 1991.

² Parmi le grand nombre de documents récents, voir notamment CAUDRON 1989, IFPRI 1990, CAMPAGNE & CHATAIGNER 1990.

³ Ces remarques sont dues à D. GENTIL, Journées d'études IRAM (Institut de recherches et d'application des méthodes), Paris, 16-17 sept. 1988.

rendement (Scott, Marchant & Verma 1989). Que de déconvenues, que d'échecs derrière un tel aveu !

Mêmes sûres, les données ne servent à rien si un schéma théorique approprié ne vient pas leur conférer du sens. Approprié : cela veut dire assorti aux données, propre à les faire entrer dans une représentation cohérente du phénomène ou du processus étudié, conforme par conséquent à leur nature complexe et à leurs virtualités, né d'elles en quelque sorte. Disposons-nous aujourd'hui de tels schémas ?

Je voudrais essayer de montrer ici que l'interprétation des données relatives aux agricultures africaines non seulement ne va pas de soi mais exige de recourir à un schéma relativement complexe. Rajeunie, nuancée, l'hypothèse de Boserup⁴ sur l'intensification rend toujours de grands services, à condition qu'on la rapproche de la théorie de l'innovation. Ce rapprochement, cependant, n'est possible qu'à l'intérieur d'une certaine représentation du système productif agricole, qu'il faudra préciser. Nombre d'enquêtes réalisées en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale trouvent alors tout leur sens, et ce sens apparemment n'est peut-être pas aussi catastrophique qu'on pouvait le craindre.

La signification des données

Partons du tableau des agricultures africaines dressé par Hopkins (1973 : 32) au début de son livre classique sur l'histoire économique de l'Afrique de l'Ouest. On y trouve l'énumération de sept « modes de culture » allant de la culture itinérante sur brûlis à la culture irriguée, c'est-à-dire d'une utilisation extensive à une utilisation intensive du sol. Dans le schéma qui se dégage de ce tableau, la durée de jachère varie en sens inverse de la densité de population, mais dépend également de la disponibilité de l'engrais et de la gamme des cultures possibles.

Les zones de culture extensive sont celles où la densité démographique est faible, où l'engrais n'est pas utilisé, où les cultures praticables sont peu nombreuses. Quinze ans après la parution de l'ouvrage de l'historien britannique, on trouve encore, effectivement, des zones présentant de telles caractéristiques, par exemple dans la province du Haut-Zaïre (Tshibaka 1989) : 5 habitants/km², cultures de riz, de maïs, de manioc et de plantain pendant une année sur brûlis forestier, jachère de sept ans.

À l'autre borne du schéma, la culture permanente est pratiquée là où la densité démographique est élevée, où l'on dispose d'engrais organique ou minéral, où les spéculations agricoles possibles permettent des rotations et associations préservant la fertilité. Exemple : les zones montagneuses du Nord-Cameroun ou du Bornou (Nigéria). Parcourant cette dernière région en 1941, White⁵ constatait : « Les indigènes font pratiquement tout ce que les Départements d'Agriculture, dans l'ensemble de l'Afrique, essayent de vulgariser chez les tribus arriérées... »

Hopkins signale que dès le XVI^e siècle, et plus tôt encore sans doute, l'Afrique a dû connaître, à un même moment, la juxtaposition des sept modes de culture qu'il identifie. Pour passer à la dynamique, il croit devoir adopter l'hypothèse du refuge : la culture permanente aurait été la solution trouvée par des

⁴ BOSERUP 1970, mais aussi LELE & STONE 1988.

⁵ Cité par HOPKINS 1973 : 35. Le travail de WHITE, publié en 1941 dans *The Empire Journal of Experimental Agriculture* (vol. IX n° 35) a été partiellement traduit et publié dans le *Bulletin de la Société d'Études camerounaises*, vol. III, 1943, p. 77-84.

populations contraintes, pour des raisons de sécurité, de se retirer dans des zones d'accès difficile, où elles ont accumulé leur croissance démographique. Dans le nord du Cameroun, Othman dan Fodio et ses cavaliers peul auraient ainsi contribué à susciter l'agriculture intensive des Matakam ou des Ouldémé... La recherche géographique récente a fait justice de cette explication : « Les plus forts entassements humains ne sont pas d'abord la conséquence d'un refoulement historique. Ils expriment la mise en valeur la plus achevée de la montagne, aboutissement d'une logique de contrôle intégral des pentes » (Boutrais 1984 : 499). Le modèle emprunté à Boserup par Hopkins fonctionne apparemment de façon plus sûre dans l'espace, à un moment donné, que dans le temps. L'hypothèse adoptée et défendue par l'économiste danoise en 1965 est optimiste et non-malthusienne : lorsque la population s'accroît, la rareté de la terre s'amplifie et tend à provoquer, par ajustement automatique, une consommation plus intense de travail par rapport à l'espace cultivable. Une présentation récente de l'hypothèse (Lele & Stone 1988) fait assez bien voir que deux éléments (deux étapes ?) sont à distinguer dans ce schéma :

- Dans un espace et pendant une période donnés, les surfaces cultivées s'étendent et le nombre de récoltes s'accroît : ce processus s'opère au détriment de la jachère, qui peut disparaître ; il ne s'agit pas là d'une hypothèse d'école : Lombard (1990) confirme la disparition de la jachère dans le Sine-Saloum, au Sénégal, et l'absence de recours à l'engrais ; dans le même sens, Gastellu (1988 : 122) situe en pays serer la disparition de la jachère en 1973 à Ngohé, en 1980 à Tok Ngol... Une discussion avec des agronomes au Séminaire « Dynamique des Systèmes agraires » (EHESS-ORSTOM déc. 1990) a révélé que les conséquences sur les rendements étaient fort mal élucidées.

- Le rapport Quantité de travail/Unité de surface cultivée augmente, procurant en principe un accroissement de *rendement* ; cet accroissement ne peut évidemment qu'aller en se ralentissant, et finalement s'arrêter. En jargon économique, la loi des rendements non proportionnels veut que la productivité marginale du travail diminue, en sorte que la productivité moyenne baisse aussi. D'où un problème de rémunération et de motivation pour les travailleurs placés dans cette situation.

La loi économique en question s'applique ici à des surfaces dont, par définition, la fertilité n'est plus restaurée par la mise en jachère. Il y a là une raison supplémentaire de voir diminuer le rythme d'augmentation du rendement par unité de surface cultivée, c'est-à-dire de voir se rapprocher encore plus vite le moment où les doses supplémentaires de travail par hectare se trouvent privées d'effet... et de contrepartie objective en termes de produit. Dans ce sens, Lele et Stone insistent à juste titre sur les effets négatifs que la suppression de la jachère ne peut manquer d'exercer sur l'environnement et sur la production.

Il est donc indispensable, écrivent ces auteurs, qu'à l'intensification automatique résultant de la déformation, en espace clos, du rapport travail/surface, s'ajoute une intensification interventionniste fondée sur l'innovation : emploi de la fumure organique ou minérale pour reconstituer la fertilité, substitution du capital au travail et/ou passage à des cultures plus rémunératrices pour améliorer la productivité du travail. On retrouve ainsi la définition du mot « intensif » en économie rurale : « Qui utilise beaucoup d'autres facteurs de production que la terre »⁶.

⁶ Le sens est différent en économie générale, discipline pour laquelle une technique est intensive en travail (« labor intensive ») ou intensive en capital (« capital intensive ») si elle utilise beaucoup de travail ou de capital par unité produite. Il en résulte que l'usage de la terre

Essentielle, cette notion d'intensification interventionniste rappelle que le changement technique, en tant que tel, ne naît pas du seul accroissement de la densité démographique. Une politique agricole intelligente, s'appuyant sur des producteurs organisés, se doit de soutenir et de propager les innovations nécessaires : celles qui peuvent surgir du milieu, celles qui viennent de l'extérieur. Malheureusement, dans les pays soumis à ajustement structurel, les contraintes financières à court terme risquent d'ôter tout contenu aux politiques agricoles, et même aux politiques économiques. Ce danger commence à être compris, et un changement pourrait bientôt s'esquisser : « Dans les pays d'Afrique subsaharienne », écrit Michael Lipton (1990 : 4), « les prêts à l'ajustement ne semblent guère avoir donné de résultats. Il est nécessaire d'accorder à nouveau la priorité aux prêts destinés au développement agricole et rural ».

On n'a pas manqué de formaliser l'hypothèse de Boserup, ni de quantifier les régularités qu'elle postule. Ainsi Pingali, Bigot et Binswanger (1987 : chap. 2) construisent un tableau montrant la correspondance entre l'intensité agricole mesurée par l'indice de Ruthenberg⁷, la densité de population, le système de culture pratiqué et les instruments aratoires utilisés. Un autre tableau montre comment le nombre d'heures de travail à l'hectare augmente, en culture manuelle, de 770 à 3 300 quand l'indice de Ruthenberg passe de 11 à 100 ; le nombre d'heures travaillées par hectare diminue ensuite quand on passe à la culture attelée, mais augmente à nouveau avec l'indice de Ruthenberg ; il baisse une fois encore avec l'adoption du tracteur. La belle apparence de ces tableaux et le confort intellectuel qu'ils procurent ne doivent pas faire oublier que le schéma qui leur est sous-jacent comporte bien des zones d'ombre. Donnons-en quelques exemples.

La jachère, élément clé du schéma, fait l'objet de représentations ambiguës chez les paysans. Lombard (1990 : 57) note par exemple que les Serer qui ont migré dans les Terres neuves du Sénégal oriental disent recourir massivement à la jachère non pour préserver la fertilité des sols, mais... par manque de main-d'œuvre. Boutrais et Lortic (1983 : 164) signalent que ce n'est pas la baisse des rendements mais l'envahissement des mauvaises herbes et la nécessité de sarclages répétés qui décident le cultivateur à laisser sa terre en jachère. Ne nous sommes-nous pas trop hâtés d'accorder à la jachère la signification qui nous convient dans le système de représentations que nous avons construit ?

Dès que l'on quitte le modèle pour la réalité, le cadrage spatial de l'analyse pose problème. Les agriculteurs observés par Tshibaka au Zaïre (1989), on l'a vu, pratiquent indubitablement une agriculture très extensive et pourtant, les surfaces cultivées étant très exiguës, l'auteur diagnostique une forte intensité de travail à l'hectare : plus de 2 000 heures d'équivalent actif masculin ! Logiquement, la productivité du travail est médiocre. Intensive, alors, cette culture itinérante à jachère prolongée ? Non, certes, si l'on rapporte le travail dépensé et les rendements obtenus non pas aux parcelles effectivement mises en culture au cours d'une année mais à l'espace huit fois plus étendu qu'exige, au total, la reproduction du

est d'autant plus intensif au sens de l'économie générale que l'agriculture est plus extensive au sens de l'économie rurale (BOUSSARD 1987 : 10) .

⁷ Cet indice mesure l'intensité agricole uniquement en fonction de la durée de jachère pratiquée, et se calcule de la manière suivante :

$$\frac{\text{nombre d'années de cultures} \times 100}{\text{nb. d'années de culture} + \text{nb. d'années de jachère}}$$

L'indice va de 0 (aucune culture) à 100 (culture permanente) ; il peut dépasser 100 en cas de double récolte dans la même année (RUTHENBERG 1980 : 16).

système. Repérer et mesurer cet espace flou, en zone forestière, pose bien entendu toutes sortes de problèmes.

La mise en place du schéma dans le temps n'est pas moins difficile. Dupré et Guillaud (1988) nous le montrent à propos d'une étude réalisée dans l'Aribinda, petite zone de 5 000 km² située au nord du Burkina. La population y est passée de 2 500 à 42 000 habitants entre 1904 et 1983. De 1955 à 1981, la surface cultivée est passée de 10 500 à 29 700 hectares. Le problème, c'est qu'à la fin du XIX^e siècle, la culture continue semble avoir été pratiquée dans cette région, sur des surfaces réduites et sous parc de *Faidherbia*. Par la suite, les surfaces cultivées se sont étendues et la houe a été remplacée par l'*iler* à manche long qui permet de sarcler debout, rapidement, mais non d'édifier des buttes ni d'enfouir les adventices. Apparemment, il y aurait donc eu abandon de l'intensif pour l'extensif. Là encore, cependant, le statut de la jachère est équivoque. Les terres que les paysans qualifient de « champs idiots » sont abandonnées plus en raison de leur stérilité qu'en vue d'une reconstitution de leur fertilité. Les auteurs soulignent la difficulté de découvrir, « entre l'optique fermée de la crise et les projections et hypothèses enracinées dans le long terme, une échelle de temps intermédiaire qui permettrait d'accéder aux mécanismes du changement » (*ibid.* : 68).

Concluons, pour le moment, au caractère incomplet d'un schéma qui ne laisse entrevoir, de façon difficile à vérifier sur le terrain, qu'une augmentation limitée des rendements entraînant une diminution inévitable de la productivité du travail. Déjà peu satisfaisant en soi, cet accroissement tôt ralenti des rendements se trouve compromis, de plus, par la disparition de la jachère. Pour être soutenu et ranimé, le progrès agricole ne peut donc pas ne pas comporter un ensemble d'innovations appropriées. Reste à s'entendre sur la façon d'introduire l'innovation dans la représentation de l'intensification, et sur le rapprochement que l'on peut faire entre l'ensemble du schéma et les évolutions empiriquement constatées.

Intensification et innovation

De même qu'on ne peut parler d'intensification sans référence à Boserup, il est difficile de réfléchir à l'innovation sans rouvrir la *Théorie de l'évolution économique*, de Josef Schumpeter. Le livre date de 1911, mais n'a été traduit en français qu'en 1935, avec une préface de François Perroux. Rappelons seulement pourquoi Schumpeter introduit la notion d'innovation, quel manque il lui demande de combler.

Le chapitre I de son livre expose une théorie du circuit économique inséparable de l'idée de reproduction dans le temps. Cette reproduction s'opère à l'identique : le circuit, en soi, ne contient rien qui fasse entrevoir la possibilité d'un changement. Le modèle « ne contient pas tous les phénomènes fondamentaux de l'économie » (Schumpeter 1935 : 80).

Des transformations continues et progressives affectant le circuit sur toute son étendue ne sont cependant pas exclues. Par exemple, la population peut augmenter, mais ce n'est là qu'une modification des données de base à laquelle les agents ne manquent pas de s'adapter. En fait, cette « simple croissance de l'économie » n'est que la *condition* d'événements que la théorie du circuit ne permet pas de penser, événements économiques pourtant inhérents au système. Ces ruptures, ces révolutions productives (par exemple le remplacement des coches par les chemins de fer) ne résultent pas des besoins exprimés par les

consommateurs mais proviennent d'initiatives prises par les entrepreneurs. Produire, c'est combiner des forces et des choses présentes. Produire autrement, c'est inventer une nouvelle combinaison productive, un « emploi différent de la réserve de l'économie nationale en moyens de production » (*ibid.* : 97).

Tout cela s'applique bien à l'agriculture, où surgissent constamment trois types d'innovations :

- celles qui, sans changer le produit final, réduisent son coût de production unitaire exprimé en facteurs de production consommés ; dans ce cas, si la quantité de facteurs reste la même, la quantité de produit augmente ; si la quantité de produit ne varie pas, la quantité d'un ou de plusieurs facteurs peut diminuer ;
- celles qui fournissent un produit ou un service nouveau ;
- celles qui changent l'organisation du secteur productif, du marché, de la demande.

Les innovations qui permettent de produire durablement autant (ou davantage) de produit sur une surface moindre qu'auparavant correspondent très précisément à ce qu'on appelle intensification. À l'évidence, le lien entre innovation et certaines déformations de la combinaison productive est crucial, mais l'étude d'exemples africains montre que les cas d'intensification par innovation ont été rares jusqu'ici sur le continent noir. En revanche, il y a eu très souvent innovation sans intensification.

La troisième possibilité (intensification sans innovation) peut n'être évoquée que pour mémoire. Quelque chose de ce genre semble bien s'être produit dans les cas où une lente augmentation de la population, ne donnant pas lieu à migration, a dû entraîner un certain accroissement de la quantité de travail à l'hectare cultivé. On pense aux agricultures archaïques du Nord-Cameroun dont il a été question plus haut, ou aux Serer du vieux Bassin arachidier sénégalais avant les innovations des années 1960. Encore faut-il préciser que les Serer avaient construit depuis longtemps un système relativement intensif basé sur l'association agriculture-élevage et sur l'utilisation de l'*acacia albida*, en sorte qu'on a plutôt vu se produire une *extension* de ce modèle intensif, par réduction puis disparition de la jachère. En ce sens, Gastellu (1988) a raison de mettre en parallèle l'augmentation de population serer entre 1967 et 1982 et la disparition de la jachère entre 1973 et 1980, mais il a aussi raison d'ajouter que certaines innovations propagées à cette époque ont contribué à cette disparition⁸. On voudrait savoir s'il y a eu augmentation des rendements imputable à cette probable augmentation du travail dépensé par hectare. Question académique puisque de toute façon cette augmentation n'aurait pu être que très faible, pour les deux raisons évoquées plus haut : rapide apparition de rendements décroissants, effet négatif de l'absence de jachère.

Innovation sans intensification

En revanche, les exemples d'innovation sans intensification abondent, et sont même encore plus nombreux que ne le laisse entendre la littérature. Ainsi, quand Pingali, Bigot et Binswanger (1987 : chap. 3) croient trouver au Sénégal un exemple d'intensification due à une réduction des coûts de transport, ils commettent une erreur. L'achèvement, en 1885, du chemin de fer Dakar-Saint-Louis a certes permis de développer la production d'arachide dans le Cayor, et il en est

⁸ « Poussée démographique et mécanisation généralisée ont obligé les paysans à récupérer toutes leurs terres » (GASTELLU 1988 : 122). Explication jugée d'ailleurs insuffisante par l'auteur lui-même qui souligne la complexité du phénomène.

allé de même plus tard dans le Baol grâce au raccordement Thiès-Kayes (1923). Mais dans les deux cas, le phénomène massif a été l'extension des surfaces cultivées. Davantage de travail a été fourni par multiplication des unités de production agricole, mais sans augmentation de la consommation de travail (ou d'autres intrants) par hectare cultivé, donc sans augmentation des rendements. La poursuite de cette extension apparaît de façon saisissante, parce que visuelle, dans l'étude où Lake et Touré (1984) comparent la carte Brasseur de 1964 (exploitant une couverture aérienne de 1954) et les images de Landsat de 1977-1979. En un quart de siècle, le Bassin arachidier a doublé de surface tout en se déplaçant vers le sud-est.

Cette extension est due au fait que dans le système de culture préexistant, l'arachide est venue s'ajouter aux céréales. Dans la terminologie de R. Badouin (1987), c'est le système de culture qui a été modifié : ensemble structuré de productions végétales et animales retenues par les agriculteurs. Là est l'innovation, autant et plus que dans les nouvelles voies de communication. La combinaison de facteurs de production, autrement dit le système de production, et particulièrement le rapport travail/terre analysé dans le cadre de l'unité de production agricole, n'a pas été sensiblement modifiée. Elle ne le sera guère davantage quand la Société d'aide technique et de coopération (SATEC), à partir de 1964, vulgarisera la culture attelée, l'engrais, et quelques autres innovations le plus souvent détournées vers une extension supplémentaire des surfaces cultivées à la fois dans le vieux Bassin arachidier par suppression de la jachère et dans les Terres Neuves par défrichement.

Les modifications du système de culture ont été permises par des changements importants dans ce que Badouin appelle le système d'exploitation — d'autres diraient : les rapports de production. La mise au travail de certaines catégories de population requiert par exemple une analyse fine de l'histoire du mouvement mouride, de l'emploi des navétanes et de bien autre chose encore (Bonfond & Couty 1988). J'évoque cette question pour montrer à quel point la distinction faite par Badouin entre systèmes de culture, de production et d'exploitation est précieuse pour nous aider à comprendre comment l'innovation s'insère dans la dynamique agraire.

Encore aujourd'hui, les systèmes de culture africains ne cessent de se déformer sous nos yeux. Dans le domaine vivrier notamment, l'innovation pullule. Seignobos (1988) donne l'exemple du *taro soso* qui s'est diffusé spontanément au Tchad méridional à partir de 1955 et dans la région de Boula Ibi, au Cameroun, après 1980. Les revenus procurés par cette culture sont importants. Peut-on parler d'intensification ? C'est douteux, bien que la technique du billonnage soit grosse consommatrice de travail. Il semble plutôt s'agir d'une innovation cantonnée au niveau du système de culture, et il en va de même pour le cas étudié par Chaléard (1988a) dans la région d'Agboville, en Côte-d'Ivoire : rupture de l'association classique entre cultures vivrières et plantations arbustives, développement des cultures de riz et de maïs dans les bas-fonds, de manioc dans les caféières épuisées. Toujours en Côte-d'Ivoire, autour de Bouaké, la généralisation du manioc s'accompagne d'une multiplication du nombre de pieds par are en culture associée, mais on voit aussi apparaître des parcelles plantées uniquement en manioc : là encore, modification du système de culture, la densification pratiquée (plus de 90 pieds par are) et la réduction des jachères pouvant s'analyser comme une simple extension des surfaces utilisées (Chaléard 1988b). Peu ou pas d'intensification : le manioc exige moins de travail à l'hectare que l'igname, le buttage n'étant pas nécessaire.

Intensification avec innovation

Pour bien saisir en quoi consiste cette formule grosse de progrès, quittons un moment l'Afrique pour l'Indonésie. Les travaux de Maurer (1986, 1991) montrent qu'à Java, jusque vers 1970, on a vu s'étendre un modèle ancien et intensif de riziculture. Cette extension a été poussée jusqu'à l'adoption de la double culture annuelle, mais les rendements obtenus lors de chaque culture restaient stables : 2 t/ha environ⁹. On voyait aussi les systèmes de culture se modifier en se diversifiant : le maïs et le manioc sont apparus dans les « champs secs ». C'est seulement à la fin des années 1960 qu'une intensification proprement dite s'est produite, sur la base d'innovations bien connues — semences améliorées, irrigation — préservant en grande partie les techniques traditionnelles fortes consommatrices de travail. Résultat de cette révolution verte à l'indonésienne : les rendements sont passés à 4,5 t/ha de paddy, et la production par tête a doublé, alors qu'elle baissait régulièrement avant 1970. Incontestablement, l'innovation a permis de modifier la combinaison productive ; il y a eu intensification par innovation.

Des exemples comparables sont difficiles à trouver en Afrique, mais le nord du Cameroun semble nous en offrir un, relatif au coton (Lele, Van de Walle, Gbetibouo 1988). De 1960 à 1975, la production cotonnière a augmenté par extension des surfaces cultivées, avec des rendements à peu près constants : 500-600 kg/ha, non sans fortes oscillations dans un sens ou dans l'autre. La sécheresse ayant poussé les producteurs à se replier vers les cultures vivrières, la société de développement a entrepris une action d'intensification à base d'engrais chimiques et de pesticides, ainsi qu'une opération de remembrement destinée à faciliter la mécanisation. De plus, un déplacement des cultures de coton a été organisé vers le sud, où la pluviométrie est plus favorable et où les sols sont meilleurs (ce qui laisse craindre que le potentiel se soit détérioré dans le nord...). Sans accroissement supplémentaire des surfaces cultivées, la production a alors augmenté régulièrement de 9% par an entre 1976 et 1986. Une intensification du système de production par innovation est donc manifeste à partir du milieu des années 1970, avec augmentation des rendements. Jusque-là, on n'avait observé que le processus familier d'innovation limitée au système de culture, accompagné d'une extension des surfaces cultivées. Il est juste de faire remarquer que le changement du système de culture ne résidait pas dans la simple addition du coton aux spéculations pratiquées. La compétition du coton et du sorgho sous pluie apparaissant à la fois au plan des sols et du calendrier agricole, l'extension des surfaces cotonnières n'a été possible que parce que les paysans ont progressivement délaissé le sorgho de saison des pluies pour le sorgho repiqué, récolté en saison sèche, partout où cela était possible (Boutrais et *al.* 1984 : 518). À la vérité, ce passage au sorgho dit de décrue comporte sans doute une part d'intensification puisque la culture par repiquage demande un travail plus important et plus pénible que celle du sorgho sous pluie. Il y a donc eu très probablement modification à la fois du système de culture et du système de production, et cet exemple est d'autant plus intéressant qu'il est totalement spontané¹⁰. Le système

⁹ En toute rigueur, cela signifie que les rendements ha/an ont augmenté, grâce à la double application de travail sur un espace fini. On se trouve alors dans le cas de l'intensification par augmentation du rapport travail/terre, mais selon la loi des rendements non proportionnels on ne peut qu'enregistrer un rapide plafonnement de l'augmentation de rendement ainsi obtenue. Concrètement : il est exclu de passer à 3 ou 4 récoltes par an.

¹⁰ À noter que, comme dans le cas du *taro soso* étudié par SEIGNOBOS (1988), la diffusion du sorgho de décrue (dit *muskwari*) s'appuie sur une tradition antérieure. On retrouvera plus

d'exploitation lui aussi a évolué, notamment en ce qui concerne les rapports entre employeurs foulés et manœuvres païens ou l'accès aux terres qui conviennent à la culture du sorgho repiqué parce qu'elles retiennent durablement l'eau (Pontié 1979 : 124, Boutrais 1987 : 121).

La substitution des cultures de décrue aux cultures pluviales, en tout cas, qu'elle se produise ou non pour permettre l'extension des cultures cotonnières, mériterait d'être étudiée systématiquement dans toute la zone sahélo-soudanienne. Cette innovation témoigne d'une capacité d'adaptation dont on n'a pas encore bien mesuré ni compris la très grande portée¹¹.

Il reste que les cas indiscutables d'intensification accompagnée d'innovation demeurent encore relativement rares en Afrique, ce qui donne à penser que l'avenir demeure ouvert. Deux exemples, appelés sans doute à se généraliser, valent d'être signalés pour conclure sur ce point.

Le premier est celui des systèmes horticoles, sur lesquels on ne trouve en général que très peu d'information (Boutrais 1987 : 143, Chaléard 1988a : 43). Pourtant, Uma Lele (1988 : 70) note que l'horticulture procure des revenus et des emplois non négligeables, qu'elle constitue un essai de diversification intéressant et qu'elle n'est prise en compte ni par les puissances publiques ni par les bailleurs de fonds. Le cas étudié par Raynaut (1989) en pays haoussa nigérien est bien instructif. Il s'agit de jardinage irrigué à Soumarana, dans la vallée de Maradi. Là encore, il y a continuité avec une tradition et une expérience antérieures, illustrant une capacité paysanne d'évolution autonome. Ameublissement du sol, planage, mise en pente, techniques d'ombrage, arrosages réguliers permettent, sur des parcelles appropriées de façon privative, de produire pour la vente, au rythme de plusieurs récoltes par an, des denrées telles que laitues, choux, oignons, piments, pommes de terre, tomates, carottes, aubergines, maniguiers, citrons verts, oranges, pamplemousses... L'exhaure animale et même l'utilisation de moto-pompes témoignent que cette horticulture intensive en est arrivée au stade où il devient souhaitable et rentable d'économiser le facteur travail en lui substituant du capital. Seul problème : la concurrence avec la grande culture irriguée pratiquée de manière incontrôlée sur des aménagements hydro-agricoles avec de l'eau subventionnée. « Les technocrates du développement », écrit Raynaut, « sont une fois encore en train de saper une tradition qui avait su se dépasser » (*ibid.* : 127).

Un autre exemple significatif d'intensification par innovation est celui de l'embouche bovine au Sénégal, dans les régions de Thiès et de Diourbel (Faye & Landais 1986). On a affaire à un élevage intensif valorisant des sous-produits autrefois non utilisés : fanes d'arachides, paille de céréales. Il y a donc à la fois association agriculture-élevage et utilisation accrue du facteur travail puisque les résidus pailleux sont désormais ramassés en totalité, la vaine pâture étant progressivement abandonnée. Comme dans le cas du *taro soso* et du sorgho de décrue au Cameroun, ou de l'horticulture nigérienne, un lien avec des pratiques anciennes et des connaissances anciennes peut être retrouvé. En matière d'embouche, en effet, l'innovation consiste à appliquer à des bovins la technique

loin cette continuité significative au Sénégal à propos de l'embouche bovine et au Niger à propos de l'horticulture irriguée.

¹¹ CLANET (1982) note par exemple qu'au Tchad, autour du lac Fitri, depuis que leur petit mil ne parvient plus à maturité, les Bilala ont « intensifié » leurs cultures de décrue. Plus généralement, voir sur ce point l'intéressante synthèse de MARZOUK (1989 : 26-29).

wolof ancienne du *yafal* (affouragement intensif de chevaux et quelquefois d'ovins en stabulation permanente).

Tout ce qui précède suggère d'abord que la complexité des situations agricoles dans l'Afrique d'aujourd'hui ne s'accommode pas de jugements simplistes. En ce domaine, la réflexion statistique et économique ne saurait être dissociée d'approches plus compréhensives recourant à l'observation approfondie et à l'intuition. L'essentiel de l'intensification, c'est sans doute une combinaison productive utilisant relativement plus de travail, plus de consommations intermédiaires, plus de capital d'exploitation, ou une combinaison de tout cela, pour une surface cultivée qu'il devient impossible d'accroître en raison notamment de la disparition des jachères. Autrement dit, c'est bien, d'emblée, *à la fois* comme un phénomène spatio-temporel (augmentation de la fréquence des récoltes) et comme un fait économique (accroissement des intrants sur une superficie donnée) qu'il convient d'apprécier l'évolution vers l'intensif (Colin 1990 : 199). Mais l'intensification, c'est aussi la prédominance d'une logique de marché sur une logique de reproduction sociale, l'appropriation privative des terres, l'individualisme économique, le salariat (Raynaud 1989). Allons plus loin : la stylisation opérée par l'analyse économique débouche parfois sur une volonté de classer et de trancher qui s'accorde mal avec les nuances patiemment enregistrées par le géographe. Ainsi Guillot (1973 : 116), étudiant les structures agraires du plateau koukouya au Congo, découvre un mode d'adaptation de l'homme à l'espace qui participe *à la fois* de l'extensif et de l'intensif : le recours à la jachère, la fertilisation par écobuage ou engrais vert, la présence d'une vaste zone stérilisée par le bétail, la main-d'œuvre entièrement féminine sont considérés comme des caractéristiques extensives. Mais les successions culturales définies et les rotations régulières, le parcellaire ordonné, les droits d'usage du sol durables, la répartition précise du territoire entre groupes familiaux, la forte dépense de travail par une unité de surface cultivée¹² apparaissent comme des signes d'intensification, c'est-à-dire « d'un début de prise en main du milieu par une communauté ». L'apport du géographe s'est également révélé irremplaçable pour faire prendre conscience, entre autres, que les systèmes agraires intensifs, générateurs de fortes densités démographiques et d'une cohésion sociale élevée, laissent peu de place à l'onchocercose (Hervouët 1990).

L'accroissement de la population engendre une tendance lourde (Griffon 1990a : 69) à l'occupation de tout l'espace cultivable, et cela jusqu'à la limite, parfois franchie, du risque écologique dans la mesure où la jachère disparaît. Cette saturation une fois acquise, il y a lieu de passer à l'intensification *stricto sensu*, c'est-à-dire d'accroître la quantité d'intrants par unité de surface cultivée. On a surtout vu jusqu'ici en Afrique des processus d'extension, éventuellement assortis d'innovations touchant au seul système de culture. Pour la plupart, ces innovations n'ont pas ébranlé les systèmes de production, ce qui signifie que l'ère de l'intensification agricole est encore à venir en Afrique. Pour s'en rendre compte cependant, on a vu qu'il est indispensable de bien distinguer entre les trois composantes du système productif agricole : système de culture, système de production, système d'exploitation. « De la différence entre mobilité du système de culture et rigidité du système de production provient la diversité des juge-

¹² Par rapport à la surface cultivée *augmentée* des jachères nécessaires à sa régénération, la dépense de travail par hectare serait évidemment bien plus réduite. L'observation faite plus haut à propos de l'enquête réalisée au Zaïre par TSHIBAKA (1989) vaut également ici.

ments sur les performances réalisées par les sociétés rurales » (Badouin 1985 : 121).

De là naît, plus précisément, le contraste entre les appréciations négatives souvent portées sur les agricultures et les agriculteurs africains et les jugements bien plus prudents, voire plus sereins, formulés par les spécialistes. En ce qui concerne les cultures vivrières en Afrique de l'Ouest, par exemple, on estime parfaitement possible d'obtenir une hausse de 50% par rapport à la production actuelle, et cela à des coûts modérés, à condition que le marché soit stabilisé, organisé et rémunérateur (Gentil 1991 : 23). Autrement dit, si le bon sens et la bonne volonté finissaient un jour par prévaloir au plan politique, ce qui après tout ne saurait être exclu, des évolutions favorables pourraient fort bien se dessiner. Au point de vue agricole, l'Afrique n'est pas en panne, mais en réserve.

LISTE DES SIGLES

- CEPED, Centre français sur la population et le développement, Paris.
 CILSS, Comité inter-Etats de lutte contre la sécheresse dans le Sahel, Ouagadougou, Burkina-Faso.
 CIRAD, Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement, Paris.
 CNRS, Centre national de la recherche scientifique, Paris.
 EDI, Études et documentation internationales, Paris.
 IEMVT, Institut d'élevage et de médecine vétérinaire tropicale, Maisons-Alfort.
 IFPRI, International Food Policy Research Institute, Washington, USA.
 INRA, Institut national de la recherche agronomique, Paris.
 INSEE, Institut national de la statistique et des études économiques, Paris.
 IRAM, Institut de recherches et d'application des méthodes de développement, Paris.
 ISNAR, International Service for National Agricultural Research, La Haye, Pays-Bas.
 ISRA, Institut sénégalais de recherches agricoles, Dakar.
 OCDE, Organisation de développement et de coopération économique, Paris.
 ORSTOM, Institut français de recherche pour le développement de la coopération, Paris.
 UNB, Université nationale du Bénin, Cotonou.

BIBLIOGRAPHIE

- BADOUIN, R. 1985 - *Le développement agricole en Afrique tropicale*, Paris, Cujas.
 1987 - « L'analyse économique du système productif en agriculture », *Cahiers des Sciences Humaines*, xxiii (3-4) : 357-375.
 BONNEFOND, P. & COUTY, P. 1988 - « Sénégal, passé et avenir d'une crise agricole », *Revue Tiers-Monde*, xxix, 114 : 319-340.
 BOSERUP, E. 1970 - *Évolution agraire et pression démographique*, Paris, Flammarion.
 1991 - « Causes and Effects of Disequilibria in Food Production », in F. GENDREAU *et al.*, eds., *Les spectres de Malthus. Déséquilibres alimentaires, déséquilibres démographiques*. Colloque international, Paris, EDI-ORSTOM-CEPED : 33-40.
 BOUSSARD, J.-M. 1987 - *Économie de l'agriculture*, Paris, Economica.
 BOUTRAIS, J.-B. 1987 - *Mbozo-Wazan, Peul et montagnards au Nord du Cameroun*, Paris, ORSTOM.
 BOUTRAIS, J.-B. & LORTIC, J. 1983 - « Géographie par télédétection d'un complexe céréalier tropical (Nord-Cameroun). Traitements photochimiques et imagerie LANDSAT », *Cahiers ORSTOM*, sér. Sciences humaines, XIX (2) : 141-166.

- BOUTRAIS, J.-B. *et al.* 1984 - *Le Nord du Cameroun. Des hommes, une région*, Paris, ORSTOM.
- CAMPAGNE, P. & CHATAIGNIER, J., eds. 1990 - *Producteurs et consommateurs face aux politiques agricoles et alimentaires en Afrique*, Actes du 19^e séminaire européen des économistes agricoles, 29 mai juin 1989, Montpellier, Agropolis.
- CAUDRON, L. 1989 - *Réflexions sur l'agriculture africaine*, Paris, Ministère de la Coopération et du Développement, multigr.
- CHALÉARD, J.-L. 1988a - « La place des cultures vivrières dans les systèmes de production en agriculture de plantation : le cas du département d'Agboville (Côte-d'Ivoire) », *Cahiers des Sciences humaines*, XXIV (1) : 35-49.
- 1988b « Le manioc, la ville et le paysan. Approvisionnement urbain et mutations rurales dans la région de Bouaké (Côte-d'Ivoire) », *Cahiers des Sciences humaines*, XXIV (3) : 333-348.
- CLANET, J.-C. 1982 - « Insertion des aires pastorales dans les zones sédentaires du Tchad central », *Cahiers d'Outre-Mer*, 139 : 205-227.
- COLIN, J.-P. 1990 - *La mutation d'une économie de plantation en Basse Côte-d'Ivoire*, Paris, ORSTOM.
- COUTY, P. 1987 - « La production agricole en Afrique sub-saharienne : manières de voir et façons d'agir », *Cahiers des Sciences humaines*, XXIII (3-4) : 391-408.
- 1990 « Vingt-cinq ans de recherche sur les agricultures africaines. *Cahiers ORSTOM Sciences humaines*, 1963-1987 », in P. CAMPAGNE & J. CHATAIGNIER, eds. *Producteurs et consommateurs...* : 309-334.
- DUPRÉ, G. & GUILLAUD, D. 1988 - « L'agriculture de l'Aribinda (Burkina-Faso) de 1875 à 1983. Les dimensions du changement », *Cahiers des Sciences humaines*, XXIV (1) : 51-71.
- EICHER, C. K. 1988 - « Sustainable Institutions for African Agricultural Development », communication au séminaire organisé par l'ISNAR-CIE-DSE, The changing dynamics of global Africa : research policy implications for national research systems, Feldafing, RFA, 22-28 sept., multigr.
- FAYE, J. & LANDAIS, E. 1986 - « L'emboche bovine dans le centre-nord du Bassin arachidier du Sénégal », IEMVT-ISRA, *Méthodes pour la recherche sur les systèmes d'élevage en Afrique intertropicale*, Paris : 347-371 (Études et synthèses de l'IEMVT 20).
- GASTELLU, J.-M. 1988 - « Le paysan, l'État, les sécheresses (Nghohé, Sénégal : 1972-1982) », *Cahiers des Sciences humaines*, XXIV (1) : 119-136.
- GENTIL, D. 1989 - « Production agricole, échanges régionaux et importations au Sahel », communication au Séminaire de Lomé (Togo), organisé par le CIILSS-OCDE Club du Sahel, Les espaces céréaliers régionaux en Afrique de l'Ouest, 6-11 nov., multigr.
- 1991 *Pratiques paysannes en matière de production, mise en marché et consommation*, Paris, INRA-IRAM-UNB, multigr. (Document de travail).
- GOUROU, P. 1991 - *L'Afrique tropicale, nain ou géant agricole*, Paris, Flammarion.
- GRIFFON, M. 1990a - *Prospective des déséquilibres mondiaux : la filière agro-alimentaire et agro-industrielle*, Paris, CIRAD (Notes et documents 9).
- 1990b « Les politiques agricoles en Afrique de l'Ouest. Éléments d'analyse et prospective », in P. CAMPAGNE & J. CHATAIGNIER, eds., *Producteurs et consommateurs...* : 121-151.
- GUILLOT, B. 1973 - *La terre Enkou. Recherches sur les structures agraires du plateau Koukouya*, Paris, ORSTOM (Atlas des structures agraires au sud du Sahara 8).
- HERVOUËT, J.-P. 1990 - « Les bases du mythe du dépeuplement des vallées soudaniennes par l'onchocercose », communication au séminaire de l'École des hautes études en sciences sociales - Laboratoire de sociologie et géographie africaines, Dynamique des systèmes agraires, Paris, 6 avr.
- HOPKINS, A. G. 1973 - *An Economic History of West Africa*, London, Longman.
- IFPRI 1990 - *Transformation structurelle de l'agriculture africaine* Washington, IFPRI (Sommaires de l'IFPRI sur les politiques agricoles et alimentaires 5).
- LAKE, L. A. & TOURE, S. N. 1984 - *L'expansion du bassin arachidier, Sénégal, 1954-1979*, Dakar, Institut fondamental d'Afrique noire, multigr.
- LELE, U. 1988 - *Croissance agricole, politiques internes, environnement extérieur et aide à l'Afrique : les leçons d'un quart de siècle* [communication au] Huitième colloque de la

Banque mondiale sur le secteur agricole, MADIA (Managing agricultural development in Africa) janv., multigr.

LELE, U. & STONE, S. W. 1988 - *Presston démographique, environnement et intensification agricole : modifications apportées à l'hypothèse de Boserup* [communication au] Huitième colloque de la Banque mondiale sur le secteur agricole, MADIA, janv., multigr.

LELE, U., VAN DE WALLE, N. & GBETIBOUO, M. 1988 - *Le coton en Afrique : une analyse des écarts de performance* [communication au] Huitième colloque de la Banque mondiale sur le secteur agricole, MADIA, janv., multigr.

LIPTON, M. 1990 - « Commentaires : le développement agricole et les prêts de la Banque mondiale », *Nouvelles de l'IFPRI*, XII (4) : 1, 4.

LOMBARD, J. 1990 - *Échanges régionaux et pratiques de production-consommation des paysans au Sénégal : le cas du Sine-Saloum et des Terres Neuves*, Paris, INRA-IRAM-UNB, multigr.

MAURER, J.-L. 1986 - *Modernisation agricole, développement économique et changement social. Le riz, l'homme et la terre à Java*, Paris, Presses universitaires de France/Genève, Institut universitaire des hautes études internationales.

1991 - « Croissance de la population et production vivrière à Java. Deux siècles d'évolution démographique et agricole en Indonésie », in F. GENDREAU *et al.*, eds., *Les spectres de Malthus. Déséquilibres alimentaires, déséquilibres démographiques*. Colloque international, Paris, EDI-ORSTOM-CEPED : 349-374.

MARZOUK, Y. 1989 - « Sociétés rurales et techniques hydrauliques en Afrique », *Études rurales*, 115-116 : 9-37.

PINGALI, P., BIGOT, Y. & BINSWANGER, H. 1987 - *Agricultural Mechanization and the Evolution of Farming Systems in SubSaharan Africa*, Baltimore, MD, The Johns Hopkins University Press.

PONTIÉ, G. 1979 - « La contestation par la migration (le cas des Guiziga du Nord-Cameroun) », *Cahiers ORSTOM*, sér. Sciences humaines, XVI (1-2) : 111-127.

RAYNAUT, C. 1989 - « Les cultures irriguées en pays haoussa nigérien. Aspects historiques, sociaux, techniques », *Études rurales*, 115-116 : 105-8.

RUTHENBERG, H. 1980 - *Farming Systems in the Tropics*, Oxford, Oxford University Press (3^e éd.).

SCHUMPETER, J. 1935 - *Théorie de l'évolution économique*, Paris, Dalloz.

SCOTT, C., MARCHANT, T. & VERMA, V. 1989 - « Expériences sur l'évaluation de la production agricole en Afrique », in *La statistique au service des décideurs*, Actes du séminaire sur l'adéquation entre la production et la demande de données statistiques dans les pays en développement, Lomé, 11-17 oct., Paris, INSEE-Ministère de la Coopération, vol. II : 450-480.

SEIGNOBOS, C. 1988 - « Chronique d'une culture conquérante : le taro (Tchad méridional et Nord-Cameroun) », *Cahiers des Sciences humaines*, XXIV (2) : 283-302.

TSHIBAKA, T.B. 1989 - *Food Production in a Land-Surplus, Labor-Scarce Economy : The Zairian Basin*, Washington, DC, IFPRI (IFPRI Research Report 74).

WHITE, S. 1943 - « L'économie agricole des montagnes Kirdi de l'émirat de Dikoa, au Cameroun sous mandat britannique », *Bulletin de la Société d'Études camerounaises*, 3 : 77-84.

III - HISTOIRE ET DÉVELOPPEMENT

Les articles rassemblés dans cette partie tendent à montrer qu'il est probablement illusoire de chercher à isoler une composante économique de ce qu'on appelle le développement. On n'obtient pas de résultats significatifs lorsqu'on analyse une mécanique de grandeurs économiques coupée du changement social. Les séquences complexes et singulières qui composent un processus global de changement sont justiciables avant tout d'une analyse historique ex post, attachée à reconnaître tous les éléments du phénomène et toutes leurs interactions.

Sans doute ai-je été influencé, en ce domaine, par les thèses de Paul Veyne sur la futilité des efforts tentés pour codifier l'histoire afin d'en extraire certaines régularités. De façon sans doute plus hasardeuse, j'en suis venu à considérer que la notion de développement pouvait bien reposer, en dernière analyse, sur le refus de voir dans l'univers social avant tout un système de compensations associant des éléments de plus en plus interdépendants. Le signe (et le sens) de l'évolution de cet ensemble serait alors l'accroissement de la conscience sociale, témoignant de l'effort de la matière vivante pour s'organiser.

PEUT-ON PERFECTIONNER LES THÉORIES DU DÉVELOPPEMENT ?

• *Chercher la sagesse plutôt que la vérité.
Elle est plus à notre portée* •

JOUBERT, *Pensées* (année 1797)

Au cours d'un récent colloque, G. Caire a tenté de montrer en quoi les théories actuelles du développement économique diffèrent de celles qui avaient cours vers la fin des années 50¹. Vers 1958, on croyait que pour se développer, un pays devait se rapprocher du modèle offert par les sociétés dites avancées. Pour y parvenir, il fallait surmonter de nombreux obstacles, par exemple celui que constitue la société traditionnelle. On croyait possible de conceptualiser certains processus rationnels dont les planificateurs gagneraient à s'inspirer. On pensait aussi que le développement économique devait s'appuyer sur une base idéologique, à savoir les forces sociales et politiques susceptibles de favoriser la réalisation des choix rationnels.

Quinze ans plus tard, les économies des pays pauvres et celles des pays riches ne sont plus considérées comme des systèmes clos, assortis de mécanismes régulateurs et de cercles vicieux. On repère des processus historiques globaux, dans lesquels il n'est pas question de privilégier quelques variables faciles à mesurer ou à manipuler. Pour les partisans de ces théories génétiques, structurales, historiques, comme on voudra, la distinction entre facteurs économiques et non-économiques est privée de signification.

Ce raccourci rend perplexe. À quel statut scientifique des théories aussi dissemblables peuvent-elles prétendre ?

Avant d'examiner ce problème, rappelons brièvement les questions posées par la nature de l'activité scientifique et par les relations entre les savants et la société. Barnes (1972) a clairement — trop clairement peut-être — défini les alternatives concevables.

— La première alternative oppose deux conceptions qu'il vaudrait mieux sans doute considérer comme complémentaires. Ou bien la science est une méthode générale d'évaluation des résultats, ou bien cette même science n'est qu'un ensemble concret de techniques, de qualifications professionnelles et de paradigmes correspondant à des traditions datées et localisées.

— La seconde alternative est présentée de façon tout aussi schématique. Pour certains, l'agrégat de sous-cultures qu'on appelle science produit des théories tout

¹ Colloque sur la recherche et l'enseignement en France des problèmes du développement des pays du Tiers-Monde. I.E.D.E.S., Paris, 26 et 27 avril 1974.

juste bonnes à résoudre pragmatiquement quelques problèmes concrets, mais ces théories perdent leur sens si on les isole de leur contexte pratique. La crédibilité du discours scientifique repose alors essentiellement sur des institutions et des autorités. Pour d'autres, la rationalité propre à la science se diffuse dans la société toute entière, et les théories scientifiques proposent une vision du monde dont la crédibilité s'appuie sur des arguments logiques et des prédictions vérifiées.

Nous faisons tous semblant de croire à une science rationnelle² et à l'existence de lois naturelles, mais dans le travail quotidien du chercheur, ce qui compte vraiment, n'est-ce pas souvent la conformité à certains procédés d'exposition, ou encore l'adoption d'un ton significatif³ ? Osons alors poser la question : ces procédés, ce ton, contribuent-ils substantiellement à fonder notre classification de ce qui est scientifique et de ce qui ne l'est pas ?

∴

Admettons que la science soit autre chose que ce qu'elle prétend être, ou qu'elle ne soit pas, en tout cas, que ce qu'elle prétend être. On peut néanmoins faire l'hypothèse qu'au-delà du ton et des procédés, subsiste un noyau essentiel dont nous devons cerner les contours. Encore faut-il commencer par débayer le terrain en rappelant l'importance des prises de position éthiques et politiques. Bornons-nous à donner deux exemples.

Il y a un peu plus de cent ans, dans *La Naissance de la Tragédie*, Nietzsche a montré que l'esprit scientifique, c'est-à-dire la croyance que la nature est intégralement connaissable et que le savoir exerce une action salutaire universelle, repose sur un optimisme « socratique » niant la nécessité de l'esclavage. Or la société qui construit la civilisation scientifique exige et consolide, sous diverses formes, l'esclavage grâce auquel elle progresse. Cette société court donc vers une catastrophe à cause des espoirs qu'elle encourage et qu'elle ne peut satisfaire⁴. Pour Nietzsche, il faut remplacer « les diversions séduisantes de la science » par une culture tragique, une sagesse qui «... fixe un regard impassible sur la structure de l'univers ».

À ce pessimisme radical, s'oppose le refus des antithèses théoriques et la certitude que ces antithèses, pour reprendre les termes de Marx, ne peuvent se résoudre que « par l'énergie pratique de l'homme »⁵. Autre sagesse, ou si l'on préfère, autre foi : il s'agit dans tous les cas d'un choix préalable, d'un parti pris librement, et qui commande tout le reste. Situé ainsi à sa vraie place, ce reste apparaît curieusement contingent, arbitraire, discutable. Quelle en est donc la nature ? Peut-on y faire entrer les théories du développement ?

Même dans les sciences du monde physique, on ne constate jamais, à partir d'observations ou d'expériences, l'existence de régularités exprimables sous forme de lois définitives. Popper a montré qu'une telle façon de voir est dénuée de fondement logique. Si l'on voulait en effet justifier un énoncé scientifique, il n'y aurait que trois solutions : ou bien faire appel à d'autres énoncés, et ainsi de suite jusqu'à l'infini ; ou bien recourir au dogmatisme en s'appuyant sur un

² À ceux qui constatent l'absence d'une science de l'homme rationnelle, il reste la ressource de croire que cette science est possible. Voir par exemple le rapport Brooks (1974).

³ Sur l'analyse des déformations imposées par l'emploi de certaines techniques de présentation, voir GREENWALD (W), *Common irrelevancies in contemporary theorizing by economists*, *Kyklos*, Vol. X, Fasc. 3, 1957, p. 302-317.

⁴ NIETZSCHE (F.), *La naissance de la tragédie*, Paris, 1970, N.R.F., Coll. Idées.

⁵ MARX (K.), *Critique de l'Économie Politique*, Paris, 1972, U.G.E., Collection 10/18, n° 667.

principe jugé indiscutable (le principe d'induction, par exemple) ; ou enfin faire appel à l'expérience sensorielle directe⁶. Ces trois solutions étant également inadmissibles, force est de conclure que les énoncés scientifiques ne peuvent jamais être vérifiés. On peut tout au plus les accepter tant que les conséquences déduites de ces énoncés ne sont pas contredites par les faits. Autrement dit les hypothèses peuvent être soit falsifiées, soit corroborées provisoirement, mais jamais vérifiées⁷.

Seront particulièrement recherchées les hypothèses simples, c'est-à-dire celles qui sont dotées d'un degré élevé de falsifiabilité. L'hypothèse simple possède un grand contenu empirique, c'est-à-dire que la classe de ses falsificateurs virtuels est étendue ; elle permet donc des tests nombreux et sévères ; si elle survit à ces tests, elle est corroborée de façon éclatante. Aux hypothèses simples s'opposent celles qui prennent en compte de trop nombreux facteurs. Inspirées par une perspective totalisante assez fréquente dans les sciences de l'homme⁸, ces hypothèses sont satisfaisantes en tant que descriptions mais peuvent difficilement être soumises à des tests. En un certain sens, elles sont dépourvues de contenu empirique à cause de leur richesse même.

Précisons encore : les énoncés intéressants, ceux auxquels correspond une collection nombreuse de falsificateurs virtuels, sont reliés à l'hypothèse abstraite d'où on les a déduits par une probabilité logique moins forte que celle qui caractérise des énoncés plus difficiles à falsifier — donc moins productifs au point de vue scientifique⁹. On peut dire que la probabilité logique et le degré de falsifiabilité varient en sens inverse : aux énoncés à fort contenu empirique et à probabilité logique faible s'opposent les énoncés à faible contenu empirique et à forte probabilité logique. Plus on accroît la probabilité logique d'un énoncé par rapport à l'hypothèse originelle, plus on se rapproche de la tautologie pure et simple¹⁰.

∴

La thèse défendue dans le reste de cet article est la suivante : les hypothèses que la science économique formule à propos du développement ne peuvent se hisser au niveau qui permettrait une productivité scientifique au sens où l'entend Popper. Autrement dit, il est impossible de déduire de ces hypothèses des énoncés dotés d'un contenu empirique susceptible d'être soumis à des tests corroborants.

Quand on examine cette thèse, il convient de ne pas se laisser influencer par l'admiration embarrassante que manifestent à l'égard de la science économique

⁶ Ces trois solutions constituent le *trilemme de Fries*, POPPER (K.), *La logique de la découverte scientifique*, Paris, 1973, Payot, p. 90.

⁷ POPPER (1973) p. 271. VON MISES (L.), *The Ultimate Foundation of Economic Science*, Princeton N.J., 1962, Van Nostrand, p. 69, reconnaît le caractère irréfutable des thèses de Popper tout en admettant qu'elles heurtent le bon sens.

⁸ POPPER (K.), *Misère de l'historicisme*, Paris, 1966, Plon, p. 81. À propos de la démarche totalisante, voir CHARMES (J.), La monographie villageoise comme démarche totalisante : application à la paysannerie des hauts plateaux malgaches. *Revue Tiers-Monde*, T. XIV, n° 55, juillet-septembre 1973, p. 639-652.

⁹ POPPER, 1973, *op. cit.*, p. 119.

¹⁰ POPPER 1973, *op. cit.*, p. 119 et note 3 de la p. 276. Pour un résumé des critiques adressées à ces conceptions et, plus généralement, à l'empirisme logique et au Cercle de Vienne, voir DOLBY (R.G.A.), *The sociology of knowledge in natural science*, *Science studies*, Vol. 1, n° 1, 1971, reproduit dans BARNES (B.), *Sociology of Science*, Penguin Modern Sociology Readings, 1972.

les représentants de disciplines où le travail théorique n'existe pas. Admiration soigneusement entretenue, est-il besoin de le dire, par des économistes soucieux de confirmer, pour eux-mêmes et pour les autres, l'idée qu'ils se font de leur science. Certains historiens, par exemple, font vraiment la part belle à la théorie économique. Ils en reconnaissent l'abstraction, mais en l'excusant, en l'expliquant de façon convaincante¹¹. Pourtant, l'impossibilité de condenser cette abstraction en propositions testables devrait les persuader que les théories économiques ressortissent davantage à l'ordre des systèmes logico-mathématiques qu'à celui des sciences empiriques. On retrouve ici la distinction fondamentale de Popper¹² : sont empiriques les systèmes théoriques falsifiables ; les autres sont soit des idéologies, soit des systèmes logiques très précieux lorsqu'on veut éviter certaines incohérences de raisonnement mais parfaitement dépourvus de contenu empirique. Ces systèmes logiques, si l'on veut, sont des *principes* au sens donné à ce mot par Alain : « brefs discours en forme de règle ou de maxime propres à rappeler l'esprit à lui-même dans le moment où les apparences se brouillent »¹³. Des principes, ils ont la généralité, mais aussi la vacuité.

Deux dangers guettent les utilisateurs de ces systèmes logiques. D'abord, ne pas les faire servir à ce pour quoi ils sont faits, à savoir obtenir une perception plus exacte de la réalité, et se complaire au contraire à raffiner leur mécanique. On aboutit alors aux jeux néo-classiques¹⁴. Le deuxième danger, c'est de présenter ce dispositif logique comme un ensemble de vérités substantielles, corroborées par l'expérience ou en tout cas susceptibles de l'être¹⁵. Ce qui permet alors de croire à l'unité des lois qui régissent ce qu'Herskovits appelait le *continuum* des systèmes économiques.

Qu'on ne s'y méprenne pas, l'utilité pratique de ce qu'on appelle théorie économique — et notamment des théories du développement — est indiscutable ; seulement cette utilité ne doit pas nous abuser sur la nature épistémologique des théories en question.

∴

Joan Robinson a parfaitement résumé la question : « Parce qu'ils ne disposent pas de la méthode expérimentale, les économistes ne sont pas assez strictement forcés de réduire les concepts métaphysiques à des termes falsifiables ; ils ne peuvent s'obliger les uns les autres à tomber d'accord sur ce qui a été falsifié. Ainsi la science économique avance-t-elle en boitant, avec un pied dans les hypothèses non vérifiées et un autre dans des slogans non vérifiables »¹⁶. En réalité, parler d'hypothèses non vérifiées est encore trop généreux : les hypothèses de la science économique sont probablement aussi peu vérifiables que les slogans, mais pour des raisons différentes.

¹¹ VEYNE (P.), *Comment on écrit l'histoire*, Paris, 1971, Le Seuil, p. 258 et 306.

¹² POPPER, 1973, *op. cit.*, p. 30 sq.

¹³ ALAIN, *Éléments de philosophie*, Paris, 1963, NRF (Idées), p. 140.

¹⁴ GUILLAUME (M.), *Mythologies de la science économique*, *Projet*, janvier 1974 (article reproduit dans *Problèmes Économiques*, n° 1372, du 15 mai 1974, p. 9-14), p. 10.

¹⁵ COODINGTON (A.), *Economists and Policy*, *National Westminster Bank Quarterly Review*, février 1973 (article reproduit dans *Problèmes Économiques*, n° 1353, 2 janvier 1974, p. 14-18, sous le titre : Les économistes et la politique économique : à la recherche d'une meilleure efficacité dans l'action), p. 16. Si la tentative semble parfois réussir, c'est qu'avec la théorie principale on teste des hypothèses auxiliaires venues se greffer clandestinement sur cette théorie.

¹⁶ ROBINSON (J.), *Economic Philosophy*, Londres, 1962, C.A. Watts, p. 25.

Notons au passage que le caractère purement formel de la théorie économique explique le privilège que cette dernière accorde aux liaisons instantanées, synchroniques, par opposition aux relations dynamiques¹⁷. En glosant sur un schéma logique simple, en le lestant de quelques concepts tels que demande, emploi, investissement, consommation, il est toujours possible de fabriquer un texte qui ressemble assez bien à une hypothèse scientifique. Mais le caractère intemporel du schéma de base confère à cette « hypothèse » toute entière le même caractère intemporel. Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que la notion d'équilibre ait occupé dans la théorie une place si importante ; il est encore moins étonnant que les ambitions théoriques des économistes qui se sont intéressés au développement — c'est-à-dire à l'enchaînement diachronique des structures — se soldent le plus souvent par un aveu d'impuissance¹⁸.

L'analyse qui précède rend-elle compte de toute la réalité ? La science économique se réduit-elle d'une part à un maigre système logico-mathématique dépourvu de tout contenu empirique, d'autre part à une masse de descriptions historico-géographiques éventuellement chiffrées¹⁹ ? S'il en est bien ainsi, encore faut-il examiner de près les ambiguïtés que font surgir les déformations imposées à ces deux éléments constitutifs, et surtout les interprétations de ces éléments.

La première de ces ambiguïtés a déjà été mentionnée. Elle est due à la possibilité de faire passer pour hypothèses falsifiables des principes dont le caractère fondamentalement logico-mathématique n'apparaît pas toujours avec évidence. Une autre ambiguïté provient des métamorphoses qu'on peut faire subir aux descriptions historiques ou géographiques en les appauvrissant. Ces métamorphoses ne doivent pas faire illusion : si les théorèmes économiques ne peuvent en aucune façon, nous l'avons vu, accéder au statut de lois historiques du développement, il en va très exactement de même pour les résumés d'intrigues²⁰. À la vérité, de telles lois sont inconcevables. Pour nous en convaincre, reprenons les démonstrations rigoureuses de Popper. Elles méritent d'être rapprochées des vues que le bon sens — un bon sens très bien informé — inspire à un historien tel que Paul Veyne.

∴

Dans la préface à l'édition française de *Misère de l'historicisme*²¹, Popper a donné de ses thèses un résumé extrêmement clair. Le cours de l'histoire humaine, dit-il, dépend en grande partie de l'accroissement de nos connaissances. Or il n'y a pas, il ne peut pas y avoir de méthode rationnelle pour prévoir le rythme, la direction et le contenu de cet accroissement²². Le cours futur de l'histoire humaine est donc imprévisible, ce qui veut dire qu'il n'existe pas

¹⁷ GREENWALD (W.), *op. cit.*, p. 309.

¹⁸ FURTADO (C.), *Théorie du Développement Économique* Paris, 1970, P.U.F., p. 6 cite à ce propos un aveu significatif de HICKS, dans *Capital and Growth* (1965). Voir aussi ROBINSON, *op. cit.*, p. 123.

¹⁹ Opinion soutenue par VON MISES, *op. cit.* et GRANGER (G.), *Méthodologie économique*, Paris, 1955, P.U.F.

²⁰ VEYNE, *op. cit.*, p. 112-113 et MERLEAU-PONTY (M.), *Les Sciences de l'Homme et la Phénoménologie. Introduction et première Partie : Le problème des Sciences de l'Homme selon Husserl*, Paris, 1953, C.D.U., p. 47.

²¹ POPPER (1956), traduction française de la série d'articles intitulée « *The Poverty of Historicism* », parue dans *Economica* en 1944 et 1945. Voir aussi le compte-rendu d'ENGEL-JANOSI « *The Growth of German Historicism* », *Economica* XII (1945) p. 259 sq.

²² Popper donne de cette proposition une preuve rigoureusement formalisée, mais il la justifie aussi par le bon sens : prévoir l'accroissement des connaissances, ce serait savoir aujourd'hui ce qui ne peut être connu que demain.

d'histoire théorique, pas de science sociale générale, pas de théorie scientifique du développement susceptible de fonder une prédiction dont la réalisation corroborerait cette théorie.

S'il n'y a pas, pour reprendre les expressions de Husserl, de « mathématiques des phénomènes », de « géométrie du vécu »²³, on peut cependant édifier des « sociotechniques opportunistes »²⁴ qui, prenant les fins pour des données, permettent d'apprécier la possibilité de réaliser ces fins ou la compatibilité des fins entre elles. Ces techniques excluent bien entendu toute tentative d'approche totalisante, celles par exemple que préconisait Stuart Mill quand il parlait des « états de société »²⁵. Pour Popper, les sociétés globales ne peuvent être saisies ou analysées scientifiquement : « La méthode totaliste reste nécessairement un pur et simple programme... »²⁶.

L'évolution humaine constitue donc un processus unique, une assertion historique singulière, qui peut faire apparaître des tendances existentielles — le progrès technique, par exemple — mais non pas des lois universelles.

On arrive à des conclusions du même genre en parcourant un chemin inverse, c'est-à-dire en partant non plus de la réflexion philosophique mais d'une expérience d'historien professionnel. Paul Veyne reconnaît que l'histoire « ne fait pas tout ce qu'elle devrait », qu'elle abandonne à la sociologie un vide que cette dernière s'efforce de combler, mais il ajoute : « Entre une histoire qui serait enfin complète et une science formelle de l'homme (praxéologie), il n'y a place pour aucune science »²⁷. Toute possibilité de sociologie scientifique est donc exclue : ou bien la sociologie est une histoire qui n'avoue pas son nom, une description, ou bien elle est une phraséologie, une *topique*. Qu'est-ce à dire ? Une topique, c'est une liste de lieux communs, un répertoire de catégories générales²⁸. On n'y trouve ni des concepts scientifiques (« complexes d'éléments nécessairement liés ») analogues à ceux de la physique, ni des concepts empiriques comme on en utilise en biologie (un mammifère), mais des concepts classificateurs, simples agrégats de phénomènes, « représentations composites qui donnent l'illusion de l'intelligence mais qui ne sont en réalité que des espèces d'images génériques : religion, ville, famille, classe sociale... »²⁹. Notions générales par conséquent mais non pas universelles puisque chacun les définit à sa manière. On retrouve ici les essences inexacts de la phénoménologie³⁰, ou plus familièrement, ces choses obscures dont Joubert nous avertit que « c'est être inexact que de leur donner un nom dont le sens soit fixe et palpable ».

Cette mise au point règle leur compte aux prétendues synthèses historiques³¹ et démystifie les descriptions appauvries auxquelles tant d'économistes et de sociologues veulent donner un statut scientifique. Prenez le récit d'une intrigue historique, effacez les dates, les indications quantitatives, les noms de lieux, mettez tous les verbes au présent, et vous obtenez ce que Veyne appelle « un

²³ Cité par MERLEAU-PONTY, *op. cit.*, p. 27-28.

²⁴ C'est à peu près ce que dit J. ROBINSON (cf. note 18).

²⁵ Par « états de société », MILL entend « l'état simultané des faits et des phénomènes sociaux les plus importants ». Voir MILL (Stuart), *Logique des Sciences Morales* (Logique, Livre VI), trad. G. BELOT, Paris, 1897, Delagrave, p. 139-142 et l'annexe I du présent article.

²⁶ POPPER (1956), *op. cit.*, p. 81.

²⁷ VEYNE, *op. cit.*, p. 312. Dans le même esprit, voir VON MISES, *op. cit.*, p. 56-57.

²⁸ L'exemple donné par VEYNE est le *Manuel d'Ethnographie* de Marcel MAUSS.

²⁹ VEYNE, *op. cit.*, p. 163.

³⁰ MERLEAU-PONTY, *op. cit.*, p. 27-28.

³¹ VEYNE, *op. cit.*, p. 24, note 10 : « La synthèse consiste en réalité à boucher les trous de la compréhension immédiate ».

résumé d'intrigue généralisé »³². Expliquer des événements grâce à ce résumé, c'est tourner en rond, c'est continuer à décrire l'immédiat. « Les sciences humaines non formalisées sont une rhétorique, une topique extraite du vécu »³³.

Les thèses de Veyne sont claires en ce qui concerne les rapports entre histoire et sociologie. Il y a d'une part l'histoire, compte-rendu d'intrigues, et d'autre part un corps de connaissances difficile à qualifier : histoire du présent, histoire d'intrigues négligées par l'histoire classique (les mentalités...), topique historique, etc. De ce corps de connaissances, on a voulu faire une science ayant pignon sur rue, une science bâtie sur le modèle positiviste mais la tentative repose sur des présupposés contestables et sur des malentendus.

Le cas de la science économique — et notamment des théories du développement — est beaucoup moins simple. Dans cette discipline, on trouve :

1 — Une masse de descriptions, en général chiffrées, à caractère historique et géographique ; l'emploi de techniques plus ou moins sophistiquées pour la collecte et la présentation de ces matériaux, contribue à leur donner un aspect « scientifique ».

2 — Des constructions praxéologiques où l'on peut voir :

— soit un corps d'hypothèses tellement éloignées de la réalité qu'on ne peut espérer en tirer d'énoncés falsifiables³⁴ ;

— soit, de façon plus plausible, une logique spécialisée permettant d'ordonner et de comprendre les descriptions.

La difficulté vient de ce que la schématique abstraite sans laquelle « la science économique serait ce que sont ses sources c'est-à-dire une histoire »³⁵, est elle-même en grande partie une topique. En d'autres termes, elle associe inextricablement des conceptions et des schémas logiques rigoureux d'une part, des concepts classificateurs d'autre part, et cela lui fait constamment faire des embarquées du côté de la description appauvrie. Cette hétérogénéité conceptuelle compromet particulièrement les efforts théoriques orientés vers la diachronie — vers les problèmes du développement, par exemple.

Si les théories du développement ne sont que des constructions logiques, elles seront multiples à un double titre : d'abord parce qu'on ne pourra les soumettre à des tests éliminateurs, ensuite parce que ces grilles de lecture seront rarement présentées à l'état pur : en fait on les trouvera mêlées déjà à toutes sortes de concepts flous que chacun choisira d'interpréter à sa guise. Si ces mêmes théories se ramènent à des résumés d'intrigue, la multiplicité deviendra fourmillement, puisqu'il existe autant d'intrigues — et de résumés — que d'observateurs. Au bout du compte, il semble que lorsque la science économique cesse d'envisager les problèmes à court terme, tout devienne possible. Et si tout est possible, comment parler de vérité scientifique ?

∴

Pourtant, l'effort des économistes qui ont étudié les situations de sous-développement n'a certainement pas été inutile. Des interventions localisées ont

³² *ibid*, p. 46.

³³ *ibid*, p. 283.

³⁴ À ce point de vue, la Science Économique n'est pas plus avancée que les autres Sciences Humaines. Les économistes s'intéressent cependant, à l'occasion, à des relations quasi-mécaniques entre quantités physiques, et dans ce domaine certains progrès sont possibles. Cf. la distinction fondamentale établie par J.S. MILL et rappelée dans l'annexe I de cet article.

³⁵ VEYNE, *op. cit.*, p. 258.

pu être préparées de manière efficace, et surtout les sociétés concernées ont pris conscience de leurs problèmes. Par contre, en cédant à l'ambition théorique, on a probablement fait fausse route. D'une réflexion qui aurait dû rester politique ou éthique — et par là fonder une sagesse — on a voulu tirer une espèce de physique sociale. Tout plutôt que la liberté de juger et de choisir. La science économique serait-elle un exercice d'esprits sans courage ?

Peu importe le passé, après tout ; mais que doit-on augurer de l'avenir ?

On se souvient de l'attaque en règle lancée par John G. Gurley contre la science économique conventionnelle, en pleine réunion annuelle de l'*American Economic Association*³⁶. La réponse de R.M. Solow avait été aussi brutale qu'on pouvait s'y attendre : « *We neglected radical economics because it is negligible* ». R.L. Heilbroner par contre, s'interrogeant sur l'avenir de la discipline, avait jugé indispensable un profond changement dans la conception de la théorie économique. Il faut cesser, disait-il, de construire des théories axées sur la prédiction et basant leurs conclusions sur l'effet de prétendues « lois » technologiques ou de comportement. La théorie doit s'orienter vers la planification, et sa première tâche est d'explorer les voies possibles vers un objectif donné. Cette conception instrumentale de la science économique doit assurément tenir compte de toutes les régularités, propensions et fonctions qu'il est possible d'enregistrer, mais en fin de compte, elle s'écarte de la conception traditionnelle parce qu'elle prétend rechercher — et non plus considérer comme données — les conditions institutionnelles et les conditions de comportement (*behavioral as well as institutional conditions*) nécessaires pour parvenir à certains buts. En bon français, cela veut dire que la connaissance économique aurait pour objet les règles morales et les constructions politiques rendant accessibles certains objectifs. Si l'on en arrive là, comme le prévoit Heilbroner dans un autre texte³⁷, des archéologues s'étonneront en l'an 3000 que nous ayons représenté les relations économiques de manière logique, et pensé que l'économie était une science.

ANNEXE I

Stuart Mill et les « états de société » (Cf. note 25, p. 6)

Le concept « d'états de société » est celui que donne Popper comme exemple de perspective totalisante. Pour se convaincre que l'exemple est bien choisi, il suffit de se reporter au texte de Mill³⁸ :

« On appelle ainsi l'état, en un même moment, de tous les faits ou phénomènes sociaux les plus importants... (suit une liste d'une demi-page, où l'on trouve le degré d'instruction, l'état de l'industrie, la division en classes, les rapports de classes etc.)... Quand on parle des états de société et des causes qui les produisent comme d'un objet de science on admet implicitement qu'il existe une corrélation naturelle entre ces différents éléments ; que les diverses combinaisons de ces faits sociaux généraux ne sont pas toutes possibles, mais seulement certaines d'entre elles ; qu'il existe en un mot des *uniformités de coexistence* entre les états de ces différents phénomènes sociaux... C'est d'ailleurs une conséquence nécessaire de l'influence mutuelle qu'exercent tous les

³⁶ L'affaire se produit à la 83^e réunion annuelle de l'A.E.A. Voir *American Economic Review*, Vol. LXI, mai 1971, n° 2, p. 53-62.

³⁷ HEILBRONER (R.L.), *Economics, how Scientific a Science ? Economic Impact*, n° 2. Article reproduit dans *Problèmes Économiques*, n° 1353, du 2 janvier 1974, p. 2-7.

³⁸ Stuart MILL, *op. cit.*, p. 140-141.

phénomènes les uns sur les autres ; c'est un fait impliqué dans le consensus de toutes les parties du corps social ».

« Le problème fondamental, dans la science sociale, est donc de trouver *les lois* selon lesquelles un état social produit l'état qui le suit et le remplace. Il soulève donc la question importante et controversée du caractère progressif de l'homme et de la société ».

En réalité, la pensée de Mill est extrêmement nuancée sur ce point. S'il défend la notion d'états de société, s'il croit possible de rechercher les lois de leur transformation (c'est la tâche d'une science sociale générale), Mill accepte néanmoins que des sciences sociales particulières adoptent des perspectives partielles. Il y voit même une condition d'efficacité en Économie Politique³⁹ :

« L'Économie Politique ne s'occupe que des phénomènes de la vie sociale qui résultent de la poursuite de la richesse. Elle fait abstraction de tout penchant humain, de tout mobile sauf de ceux qu'on peut regarder comme les perpétuels antagonistes du désir de richesse, par exemple l'aversion pour le travail et la poursuite des jouissances immédiates et coûteuses... L'Économie Politique considère l'humanité comme exclusivement occupée à acquérir et à consommer la richesse... Ce n'est pas qu'un économiste ait poussé l'absurdité jusqu'à supposer l'humanité réelle ainsi constituée, mais c'est que *telle est la méthode qui s'impose à la science*. Quand un effet dépend de plusieurs causes, il faut étudier ces causes une à une, et chercher séparément leurs lois si nous voulons, par les causes, acquérir le pouvoir soit de prédire, soit de gouverner les effets ; car la loi de l'effet est la résultante des lois de toutes les causes qui le déterminent ».

Cette perspective partielle est d'autant plus justifiée que la Science Économique apparaît à Mill, au moins jusqu'à un certain point, comme une science de la nature. Il s'est expliqué très clairement là-dessus dans son *Autobiographie*, non sans préciser qu'il doit cette façon de voir à la « Lady of incomparable worth » qu'il épousa en 1851⁴⁰ :

« Ce n'est pas d'elle que j'ai appris ce qu'il y a de purement scientifique dans *l'Économie Politique*, mais ce fut surtout son influence qui donna au livre le ton par lequel il se distingue des ouvrages antérieurs ayant eu des prétentions scientifiques. Ce ton consistait essentiellement à faire la distinction nécessaire entre les lois qui gouvernent la Production de la richesse et les manières de distribuer cette dernière ; les premières sont de véritables lois naturelles et dépendent des propriétés des objets ; les secondes, sous certaines conditions, dépendent de la volonté humaine. En général, les économistes confondent tout cela sous l'unique dénomination de lois économiques, et ils estiment que ces lois ne peuvent être ni battues en brèche ni modifiées par l'effort humain ».

ANNEXE 2

La difficulté des sciences sociales, raison supposée du caractère insatisfaisant des théories du développement

On laisse parfois entendre que la construction d'une bonne théorie du développement est parfaitement possible, et sera réalisée dans un avenir plus ou moins proche, par exemple si l'emploi d'ordinateurs permet de traiter convenablement la documentation disponible. Mais ajoute-t-on, les situations sociales sont

³⁹ Stuart MILL, *op. cit.*, p. 123-124.

⁴⁰ J. St. MILL, *Autobiography*, Londres, Oxford University Press, The World Classics, 1963, p. 208-209.

beaucoup plus complexes que celles du monde physique ou même biologique ; c'est cette complexité qui rend infructueux les efforts des théoriciens. En un mot, les sciences sociales seraient beaucoup plus difficiles que les sciences physiques ; il est donc recommandé de faire preuve de patience.

Popper a montré que ces vues sont fausses⁴¹. Toutes les situations sont complexes, aussi bien celles du monde physique que celles du monde social. Seulement il ne viendrait jamais à l'idée des physiciens, par exemple, d'étudier la combustion, la fusion et l'ébullition au cours d'un incendie ; ils travaillent en laboratoire, sur des données volontairement et artificiellement simplifiées. Sociologues et économistes ne peuvent pas se permettre de telles simplifications, et c'est pour cette raison que leur travail est plus difficile que celui des physiciens. Pourtant, les sciences sociales sont probablement plus simples que les sciences physiques, à cause de l'élément rationnel qui guide en principe les comportements humains. Une fois bien explicitée cette rationalité, on peut toujours construire un modèle fondé sur les postulats d'une rationalité totale et d'une information complète et ensuite estimer la déviation effective par rapport au modèle.

En fait, il est peu fructueux de placer la discussion sur ce terrain. Dire que les sciences sociales sont plus ou moins difficiles que les sciences physiques, c'est laisser croire que la nature des unes et des autres est comparable. Il convient au contraire de prendre conscience du fait que l'objet même d'une recherche sur le développement interdit de construire et de corroborer des hypothèses analogues à celles des sciences physiques.

⁴¹ POPPER (K.), *Misère de l'historicisme*, Paris, 1966, Plon, p. 137-138.

LE TEMPS, L'HISTOIRE ET LE PLANIFICATEUR

Les planificateurs et les praticiens du développement doivent-ils s'intéresser à l'histoire des pays où ils travaillent ? Si oui, s'agit-il pour eux d'acquérir simplement une sensibilité accrue à la dimension temporelle des phénomènes socio-économiques, ou leur faut-il entreprendre systématiquement, à propos de chaque problème et de chaque projet, une analyse historique visant à dévoiler les évolutions en cours, à étudier les erreurs commises autrefois, afin de donner aux décisions un caractère plus réaliste ?

À partir de cas concrets, peut-on montrer notamment que certains choix fâcheux auraient pu être évités si l'on avait pris le temps et la peine de réfléchir aux enseignements du passé ?

Telles sont les questions que deux chercheurs de l'ORSTOM¹ ont essayé de traiter en mai 1981 devant les auditeurs du CPDCET². Les exposés ont porté sur les problèmes posés par le pays *baule* en Côte-d'Ivoire et par la zone arachidière au Sénégal. Dans les deux cas, il a été montré que la connaissance historique permet de rejeter certaines simplifications, de relativiser certaines attentes et peut-être, discrètement mais fondamentalement, de remettre en cause la notion même du développement. En même temps, quelques informations ont été données sur la façon dont travaillent les historiens de l'Afrique, et en particulier sur le parti qu'on peut tirer des archives coloniales et des traditions orales.

Préalablement à ces études de cas, une brève introduction avait présenté quelques points de vue, évidemment discutables, sur les rapports entre approche historique et pratique de la planification ou des projets de développement. Réécrite, augmentée, assortie de quelques références, cette introduction a été discutée au Séminaire Interdisciplinaire de l'ORSTOM ; elle constitue l'essentiel du texte qu'on va lire. Pour éviter tout malentendu, on souligne que ce texte ne prétend nullement résumer l'état de la question, mais vise seulement à contribuer à un débat conçu d'abord comme simple canevas d'un exposé oral, il garde de sa forme originale le caractère d'une ébauche ou d'une tentative.

Il ne saurait être question de chercher à justifier le choix d'un sujet dont les lecteurs sauront bien peser l'intérêt. Néanmoins, on peut attirer l'attention sur la fréquence croissante avec laquelle l'histoire, l'analyse historique, l'approche historique (ou dynamique), sont présentées aujourd'hui comme des voies de recours.

¹ J.P. CHAUVÉAU et Ph. COUTY.

² Centre de Perfectionnement pour le Développement et la Coopération Économique et Technique - Ministère de la Coopération.

En général, il ne s'agit guère plus que d'allusions et de projets, peut-être d'échappatoires. Quoiqu'il en soit, dans les articles écrits par des spécialistes que leur discipline a cessé de combler, dans les rapports confectionnés par des sociétés d'études soucieuses de faire croire qu'un jour de nouvelles données pourront fonder des interventions efficaces, le couplet sur la nécessité et les vertus de l'histoire devient presque banal. S'il est sincère, cet appel à l'histoire ne nourrit-il pas de vaines espérances ? Ne traduit-il pas une conception qui ferait de l'histoire un outil de plus dans la trousse de l'expert en développement, un instrument supplémentaire dans l'orchestre dirigé par le planificateur ?

En 1883, un esprit aussi averti que Renan prévoyait la disparition de l'histoire pour dans cent ans, c'est-à-dire maintenant : « Je fus entraîné vers les sciences historiques, petites sciences conjecturales qui se défont sans cesse après s'être faites, et qu'on négligera dans cent ans. On voit poindre en effet un âge où l'homme n'attachera plus beaucoup d'intérêt à son passé ... C'est par la chimie à un bout, par l'astronomie à un autre, c'est surtout par la physiologie générale que nous tenons vraiment le secret de l'être, du monde »³. Depuis Renan, le vent a tourné. Alors qu'en 1920, Alfred Marshall mettait dans la préface de la 8^e édition de ses fameux *Principes* cette petite phrase qui eût enchanté Renan : « The Mecca of the economist lies in economic biology »⁴, Wicksell, économiste pourtant particulièrement convaincu de la supériorité du raisonnement logico-mathématique en économie, recommandait sur la fin de sa vie⁵ aux jeunes économistes d'acquiescer avant tout une solide culture historique.

Pour dépasser ces revirements, cherchons à distinguer quels peuvent être, pour un planificateur d'aujourd'hui, les paliers d'intensité du recours à l'histoire.

1 - Commençons par ce qu'on pourrait appeler le niveau minimum. Il correspond à des exigences de simple bon sens, mais en la matière on est bien obligé de reconnaître que le bon sens n'est peut-être pas toujours la chose au monde la mieux partagée.

Critiquant le plan nigérien de 1965-1968, Thénevin⁶ regrette par exemple que le modèle de développement retenu n'ait pas intégré le risque climatique : « L'absence d'analyse historique est grave car l'étude du passé aurait permis d'éviter l'oubli du risque d'apparition de périodes de grande sécheresse ». Ce risque existe en effet en Afrique soudano-sahélienne, il n'est pas besoin d'être historien pour en avoir entendu parler, mais il est sûr qu'une certaine connaissance des archives le rend davantage présent à l'esprit. Il n'est sans doute pas inutile, par exemple, de se souvenir qu'à la suite d'une série de mauvaises saisons agricoles commencée six ans plus tôt, la situation du Soudan vers 1914 était catastrophique. Il y eut cette année-là plus de 30 000 morts dans le cercle de Ouahigouya, dans l'actuelle Haute-Volta, sur un total de quelques 315 000 habitants⁷. On peut se rappeler également que c'est à l'occasion de la grande sécheresse de 1738-1756 que le déclin de l'empire du Bornou s'amorça même si

³ RENAN (E.) - *Souvenirs d'Enfance et de Jeunesse*, Paris, 1973, Garnier Flammarion, 312 p., p. 163.

⁴ MARSHALL (A.) - *Principles of Economics*, 8e édition, Londres, 1956, Macmillan, 731 p., p. XII.

⁵ SELIGMAN (B.B.) - *Main Currents in Modern Economics*, New York, 1962, Free Press of Glencoe, 887 p., p. 561. Notons que WICKSELL est mort en 1926.

⁶ THÉNEVIN (P.) - *Planification intégrée et système d'informations*, note AMIRA, 1980, n° 30, 81 p. multigr., p. 56.

⁷ MARCHAL (J.Y.) - *Chronique d'un cercle de l'A.O.F., Ouahigouya (Haute-Volta) 1908-1914*, Travaux et Documents de l'ORSTOM, n° 125, Paris, 1980, p. 70.

l'écroulement final de cet état doit être attribué à la guerre sainte de 1804-1808, et à la destruction de sa capitale par les armées islamiques ...⁸.

En ce qui concerne les projets ponctuels aussi, d'étranges ignorances se manifestent parfois. Aurait-on construit la station de recherche piscicole de Bagakawa, au Nigéria, sur la rive ouest du Lac Tchad, à un endroit qui se trouva peu à peu envahi par les eaux au début des années 60, si l'on avait su que le niveau du lac varie selon un cycle de longue durée ? Mieux connu aujourd'hui, ce cycle pouvait être pressenti dès les années 50 par simple comparaison entre l'état du lac à cette époque et celui dont rend compte l'exploration réalisée par le Général Tilho en 1905 et 1906⁹.

On dira qu'il s'agit ici de climatologie et non d'histoire. Reste que ne pas oublier de prendre en compte certaines données essentielles, sur lesquelles les archives ou parfois des documents imprimés facilement accessibles disent tout ce qu'il importe de savoir, c'est bien un minimum. Observons toutefois que derrière cette proposition, se dissimule un « toutes choses égales par ailleurs » qu'il vaudrait mieux expliciter, ne serait-ce que pour s'obliger à en vérifier la vraisemblance. On trouvera souvent que cette vraisemblance est douteuse. Après tout, avec un bon système d'information et de transport, les sécheresses sahéliennes auraient pu cesser d'être catastrophiques. Cela veut-il dire que si trop de choses changent, les leçons de l'histoire perdent toute valeur ? La conclusion serait paradoxale : pour tirer pleinement parti de l'histoire, il faudrait en somme que celle-ci restât immobile. Or, l'histoire n'est-elle pas justement l'étude du changement ?

2 - Pour sortir de cette impasse, examinons un autre mode d'utilisation de la connaissance historique, défini par Thénevin¹⁰ lorsqu'il étudie le système d'information nécessaire à l'élaboration de la stratégie et de la politique de développement. Il s'agit, nous dit Thénevin, de dévoiler trois choses :

- les tendances d'évolution et les changements à prévoir ;
- les potentialités physiques, techniques ou humaines qui pourraient se réaliser ;
- les contradictions ou tensions futures à résoudre.

On n'arrivera jamais, bien sûr, à une connaissance totale de ces tendances, de ces potentialités et de ces contradictions, mais on peut au moins s'efforcer d'aller le plus loin possible dans chacune des directions indiquées. L'idée qui inspirera cet effort, c'est que certains événements, certaines situations, ont leur germe et leur commencement dans une époque antérieure. Tout est lié : le passé annonce et détermine le présent, lequel à son tour pousse l'avenir sur la scène :

Il y a dans toutes les vies humaines des faits qui représentent l'état des temps évanouis ; en les observant, un homme peut prédire presque à coup sûr le développement essentiel des choses encore à naître, qui sont recelées en germe dans leurs faibles prodromes, et que l'avenir doit couvrir et faire éclore¹¹.

⁸ LOVEJOY (P.E.) - The Borno salt industry, *The International Journal of African Historical Studies*, 1978 XI, 4, p. 629-668, p. 658 sq.

⁹ TILHO (J.) - *Documents scientifiques de la mission Tilho (1906-1909)*, Paris, 1910-1914, Imprimerie Nationale.

¹⁰ THÉNEVIN, *op. cit.*, p. 69.

¹¹ SHAKESPEARE, II^e partie de Henri IV, Acte III, Scène 2. Je cite la traduction de F.V. HUGO, mais le texte original vaut d'être consulté :

There is a history in all men's lives
Figuring the nature of the times deceas'd,
The which observ'd, a man may prophesy
With a near aim, of the main chance of things
As yet not come to life, who in their seeds
And weak beginnings lie intreasur'd.

Ce thème est éminemment poétique, et Claudel s'y attarde avec jubilation : « Le passé est une incantation de la chose à venir, sa nécessaire différence génératrice, la somme sans cesse croissante des conditions du futur »¹². Transposée dans le domaine scientifique, une telle façon de voir présente au moins un avantage, mais aussi certains dangers.

L'avantage, c'est de consolider, presque à l'excès, l'idée que personne — et surtout pas le planificateur — ne part de zéro. Il n'y a pas de table rase. Comme les chefs d'armée dont parle Tolstoï dans *Guerre et Paix*, les décideurs économiques ne se trouvent jamais au début, mais toujours au milieu d'une série d'événements dont chacun découle de tous ceux qui l'ont précédé. Tolstoï en conclut que le commandant en chef a l'illusion de commander. Son héros, c'est le vieux Koutouzov, qui se contente de gagner du temps en lisant des romans français. Moins négativement, nous pourrions retenir que la connaissance de l'histoire est doublement utile. Elle fait sentir au planificateur enthousiaste la force des enchaînements qu'il devra rompre s'il veut leur substituer d'autres séquences d'évolution. Elle suggère au planificateur devenu plus modeste de rendre ses schémas d'intervention compatibles avec le cours quasi-irrésistible des choses.

Venons-en aux dangers. Le premier est facile à éviter. Il naît de la tentation qu'on peut éprouver de réduire les données historiques à des séries statistiques, en particulier lorsqu'on cherche à déceler une tendance. Que cette tentation existe ne fait aucun doute. Dans le document déjà cité, Thénevin écrit, par exemple, à propos du plan ivoirien 1976-1980 :

« Les problèmes de long terme énoncés par le groupe *Côte-d'Ivoire 2000* sont nombreux et ne se limitent pas aux options choisies en définitive par les planificateurs ... On ne peut, en particulier, omettre une analyse historique portant sur les mécanismes de développement passés de la Côte-d'Ivoire et les résultats observés, ou sur les relations entre économie ivoirienne et reste du monde. Or, aucune chronique, ne serait-ce que des séries fournies par les comptes nationaux ou statisticiens, n'est fournie par le Plan »¹³.

L'auteur semble suggérer ici qu'il y aurait eu moindre mal si des séries comptables et statistiques avaient été recueillies et analysées. On aurait eu au moins un commencement de lumière sur les « mécanismes de développement passés de la Côte-d'Ivoire ». Pourtant, même chiffrée, la description n'eût pas expliqué ce qui met en mouvement ces mécanismes et ce qui les fait fonctionner à tel ou tel rythme pendant une période. La liste des chroniques donnée par Thénevin¹⁴ est longue, mais elle ne permettrait de connaître que des résultats *ex post*, dont le rapprochement ou même la co-variation ne signifie pas grand'chose. Il y manquera toujours le compte-rendu de ce que Paul Veyne¹⁵ appelle des *intrigues*, parfaitement singulières et imprévisibles. De ces intrigues, l'analyse de l'expansion arachidière au Sénégal de 1850 à 1860 donne un bon exemple. Derrière les séries statistiques de production et d'exportation, on décèle un faisceau de processus historiques, dont certains ne sont pas mesurables. Il y a la révolution sociale qui mue en paysans les anciens captifs du Cayor, ainsi que les ex-hommes de main des chefs dépossédés. Il y a la transformation d'une illumination mystique individuelle, reçue par un certain Amadou Bamba, en entreprise de colonisation agraire. Il y a la spoliation des Peul du Baol, appuyée par

¹² CLAUDEL (P.) - Art Poétique, *Connaissance du Temps*, in *Œuvre Poétique*, Paris, 1967, Gallimard, p. 121-145, p. 140.

¹³ THÉNEVIN, *op. cit.*, p. 26-27.

¹⁴ *ibid.*, p. 70.

¹⁵ VEYNE (P.) - *Comment on écrit l'histoire*, suivi de *Foucault révolutionnaire l'histoire* Paris, 1978, Seuil, 242 p.

l'administration coloniale ... Le résultat, c'est que du premier chargement de 70 tonnes d'arachides parti de Rufisque vers les huileries de Rouen en 1841¹⁶, on passe à 90 000 tonnes exportées en 1900 et presque 1 400 000 tonnes en 1964. Mais ce résultat, même si l'on pouvait le rapprocher d'autres indicateurs chiffrés, ne nous apprend rien sur les ressorts et les moyens dont on vient de donner un aperçu.

Thénevin ne s'enferme en aucune façon dans cette approche statistique. Il prend garde de signaler que l'analyse dynamique comporte aussi, et surtout, une « analyse historique approfondie d'évolution des systèmes de production et des systèmes sociaux », à partir de « monographies et études non statistiques révélant des changements importants dans les comportements, en particulier les mécanismes de décision et les aspirations »¹⁷. Mais il y a un deuxième danger, plus subtil, dans lequel on risque de tomber lorsqu'on attend de la connaissance historique qu'elle dévoile des tendances, des potentialités et des contradictions. Si l'on va jusqu'au bout de cette démarche en effet, n'y trouve-t-on pas les mêmes espérances, et peut-être les mêmes certitudes que celles du positivisme ? Auguste Comte écrivait en 1884 à ce sujet : « La doctrine qui aura suffisamment expliqué l'ensemble du passé obtiendra inévitablement, par suite de cette seule épreuve, la présidence mentale de l'avenir »¹⁸. *Expliquer* doit être entendu ici, me semble-t-il, au sens latin : *explicare vestem* : déployer des étoffes, *explicare volumen* : dérouler un manuscrit. Expliquer le passé, c'est le démonter et l'étaler comme on dispose les pièces d'un fusil sur une toile de tente pour la revue d'armes. L'histoire à venir serait virtuellement inscrite dans un présent qui, lui-même, était virtuellement inscrit dans le passé. Si nous savions tout, ou le maximum de choses, sur le passé et le présent, nous pourrions prédire l'avenir. Il est possible d'étaler devant nos yeux, à un moment donné, l'ensemble des processus historiques, c'est-à-dire de les faire sortir du temps, de nier le temps. Paradoxalement, le positivisme rejoint ici la connaissance atemporelle et divine des scolastiques, la vision statique et omnisciente du passé, du présent et de l'avenir¹⁹. Là encore, le recours à l'histoire semble reposer, en dernière analyse, sur une négation et une disparition de la spécificité historique. L'effort de connaissance historique n'aurait d'autre but que de ruiner et d'éliminer son objet.

Parvenus à ce point, il nous reste à nous demander si l'on ne doit pas rechercher dans l'histoire autre chose d'irréductible et d'inentamable, qui serait enfin le changement lié au déroulement même du temps.

3 - « We must take time seriously. To make a comparison between two situations, each with its own future and its own past, is not the same thing as to

¹⁶ MONTEIL (V.) - Une Confrérie musulmane : les Mourides du Sénégal, in *Initiations et Études Africaines*, 1966, n° XXI, p. 159-202, p. 189.

¹⁷ THÉNEVIN, *op. cit.*, p. 70-71.

¹⁸ Cité avec ironie par H.I. MARROU, - *De la connaissance historique*, Paris, 1954, Seuil, 318 p., p. 11. On trouve dans le *Discours sur l'Esprit Positif* d'où est tirée cette phrase un autre passage encore plus révélateur : « L'esprit positif ... peut seul représenter convenablement toutes les grandes époques historiques comme autant de phases déterminées d'une même évolution fondamentale, où chacune résulte de la précédente et prépare la suivante selon des lois invariables qui fixent sa participation spéciale à la commune progression » (COMTE, 1970, p. 61 du *Discours* ...).

¹⁹ Telle qu'elle est décrite par exemple dans la *Somme Théologique* : « Deus autem omnia videt in uno ... unde simul et non successive omnia videt » (I, Qu. 14, art. 7). Et plus loin : « Deus autem non sic cognoscit infinitum, vel infinita, quasi enumerando partem post partem, cum cognoscat omnia simul, non successive » (I, Qu. 14, art. 12).

trace a movement from one to the other »²⁰. Un économiste a suivi cette recommandation de Joan Robinson bien avant qu'elle ne fut écrite. C'est Augustin Cournot, lorsqu'il opposait histoire et théorie²¹. Si l'on peut, dit Cournot, remonter de l'état final d'un système, et de proche en proche, jusqu'à son état initial, alors la dimension historique est absente. Le système s'est développé de lui-même, hors du temps. En réalité, quand on veut expliquer l'état actuel d'un système, on devra faire appel à des faits qu'aucune théorie ne peut expliquer ni prévoir. Ce sont ces faits qui sont du ressort de la connaissance historique. Leur nombre et leur importance croissent avec la complication des processus étudiés. On n'a pas à recourir à l'histoire dans la recherche mathématique, alors que les faits d'évolution ont une grande importance en biologie, et une importance primordiale en sociologie.

Autrement dit, les faits historiques entrent dans la catégorie des choses données, immédiates, qui rendent d'emblée superfétatoire et insuffisant tout essai de formalisation.. Descartes l'avait dit brutalement : « Les philosophes, en tâchant d'expliquer par les règles de leur logique des choses qui sont manifestes d'elles-mêmes, n'ont rien fait que les obscurcir »²². Ces choses manifestes d'elles-mêmes, mais inimaginables, imprévisibles, proviennent de l'invention sociale et témoignent de la multiplicité des cheminements historiques. « Dans les crises, écrit Michel Aglietta²³, se forment des conjonctures instables dont l'issue n'est pas contenue dans les processus qui ont participé aux régimes de fonctionnement passés du système. Tout se passe comme si le système était contraint à la mutation, mais que des bifurcations soient possibles sans que son orientation dans telle ou telle voie soit assignable. En ce sens, on peut dire que l'histoire est invention et liberté. Il n'est pas plus possible d'en décrire un état final que de la soumettre à une raison universelle. Créatrice de toutes les formes sociales et par conséquent de toutes les normes, l'histoire est elle-même au-delà de toute loi. C'est pourquoi cette invention est indissolublement liée à la violence sociale ».

Prendre conscience des possibilités ouvertes par cette liberté, cette capacité d'invention et de violence, c'est accomplir bien évidemment un progrès d'un tout autre ordre que celui qui consistait à fouiller le passé pour y collectionner les mises en garde, ou pour en extraire des tendances extrapolables. Il n'y a pas addition d'information, mais changement dans la façon de savoir ce qu'on savait déjà. « L'historien, écrit H.I. Marrou, est l'homme devenu conscient, qui marche les yeux ouverts »²⁴.

4 - Quand on s'intéresse à l'histoire africaine, cette prise de conscience est en même temps une « décentration », pour reprendre une expression de J. Piaget. Scientifiquement, il s'agit en effet d'un domaine frontière. Longtemps, l'Afrique a été considérée comme située en grande partie hors de l'histoire, et tout l'effort récent a justement consisté à la replacer dans l'historicité. Or, c'est bien à la limite séparant ce qui ressortit à l'histoire et ce qui lui échappe qu'on peut faire le mieux l'expérience de cheminements inhabituels, déconcertants, embarrassants,

²⁰ ROBINSON (J.)- *Exercises in Economic Analysis*, Londres, 1960, Macmillan, 242 p., p. V.

²¹ COURNOT (A.) - *Essai sur le Fondement de nos connaissances et sur le caractère de la critique philosophique*, in *Œuvres Complètes*, vol. X, chap. 20, Paris, 1975 Vrin. Voir les observations de F. MENTRE, à l'article « Histoire du Vocabulaire .. » (p. 415) de LALANDE (A.) - *Vocabulaire Technique et Critique de la Philosophie*, 12^e édition, Paris, 1976, PUF, 1323 p.

²² DESCARTES, *Oeuvres et lettres*, Paris, NRF, Bibliothèque de la Pléiade, 1953, p. 575.

²³ AGLIETTA - *Crises et transformations sociales*, article reproduit dans *Problèmes Économiques* - n° 1723 du 13 mai 1981, p. 17-22, p. 19.

²⁴ MARROU, *op. cit.*, p. 265.

et pour tout dire : nouveaux. Non par vaine curiosité exotique, mais pour mieux comprendre à quel point les ressources de l'invention sociale sont inépuisables. « Ce que l'histoire signifie globalement, écrit Karl Jaspers, nous l'apprenons peut-être le mieux à partir de ses frontières. L'expérience de ces frontières se fait par confrontation avec ce qui n'est pas l'histoire, avec l'avant (*Vorher*) et l'en-dehors (*Ausserhalb*) »²⁵. Toute la question est justement de savoir si l'Afrique se trouve encore, ou s'est trouvée jusqu'à une époque qu'il faut préciser, dans cet au-delà de l'histoire. La réintégrer dans l'historicité, repousser les limites du *Vorher* et de l'*Ausserhalb*, comme tout nous y convie, c'est donner une configuration plus ample à l'histoire, et donc adopter de nouveaux points de vue sur l'inachèvement et la perfectibilité des sociétés humaines. Car l'histoire n'est pas autre chose : « Pourquoi l'histoire existe-t-elle ? Parce qu'au bout du compte l'homme est inachevé et inachevable ... L'inachèvement de l'homme et son historicité sont une seule et même chose »²⁶.

Il y a des implications très pratiques dans cette expérience. C'est en Afrique que le colonisateur, puis le développeur, ont cru et ont voulu se trouver confrontés à une société traditionnelle située dans le *Vorher* et l'*Ausserhalb* de Jaspers. Pourtant la connaissance historique, étendue à la période pré-coloniale, rend indéfendable l'idée d'une société immobile, se reproduisant à l'identique pendant une période indéfinie. Elle nous persuade que le développement n'est pas un processus simple commençant avec la mise en contact de l'Afrique et de ce qu'on appelle le monde capitaliste, mais résulte d'une combinaison entre la ou les dynamiques européennes et mondiales d'une part, les changements internes aux sociétés africaines d'autre part.

Finalement, on ne peut que partager l'opinion de Cl. Gruson : les plans, les programmes de développement se réfèrent à une conception de l'avenir inspirée soit du modèle occidental, soit du modèle soviétique. Conception trop restrictive : l'histoire et l'ethnologie nous mettent devant les yeux la « grande diversité des destins possibles de l'homme »²⁷. Nous ne pouvons prétendre prévoir les orientations que prendraient les hommes du Tiers-Monde s'ils mettaient en œuvre librement cet élément de solution qu'est une attitude rationnelle devant les problèmes de production et d'organisation économique. Autrement dit, la rationalité économique ne fournit pas de guide univoque à l'action, elle permet tout au plus de trier les projets. De ces principes simples, Gruson déduit qu'une véritable politique de développement devrait se donner pour règle d'éviter ou de réduire au minimum toute rupture avec l'état initial de l'activité économique. Mis à part les cas où il s'agit de porter secours à personnes en danger (en raison de l'évolution démographique notamment), le développement suppose une assimilation véritable des acquis scientifiques de la communauté internationale. Cette assimilation exige des délais, ne serait-ce que parce qu'apprendre, c'est souvent réinventer. En attendant, mieux vaut freiner toute utilisation d'équipements conçus et produits dans les pays développés, mieux vaut ralentir l'importation de produits de consommation achetés à l'étranger.

Pour en revenir à l'essentiel, il suffit de rappeler avec P. Veyne que « les faits humains sont rares ... (qu') il y a du vide autour d'eux pour d'autres faits que notre sagesse ne devine pas »²⁸. Ce qui est pourrait être autre, « C'est assurément

²⁵ JASPERS (K.) - *Vom Ursprung und Ziel der Geschichte*, Artemis Verlag, Zurich, 1949, 360 p, p. 295.

²⁶ *ibid.*, p. 296.

²⁷ GRUSON (Cl.) - Une politique de développement pour le Tiers-Monde : ses données technico-économiques, in *Revue Tiers-Monde*, T. XVIII, n° 71, Juillet-septembre 1977, p. 475.

²⁸ VEYNE (P.) - *op. cit.*, p. 204.

une chose curieuse que cette capacité qu'ont les hommes d'ignorer leurs limites, leur rareté, de ne pas voir qu'il y a du vide autour d'eux, de se croire à chaque fois installés dans la plénitude de la raison »²⁹. Personne n'est installé dans la plénitude de la raison, ni l'historien — lui-même produit de l'histoire — ni le planificateur. Savoir cela change irréversiblement les certitudes en alarme, et les évidences en interrogations. Plus rien ne va de soi, et d'abord parce qu'il faut désormais éliminer les fantômes du langage. Le mot « développement », par exemple.

²⁹ *ibid.*, p. 216.

ENVIRONNEMENT ET DÉVELOPPEMENT : LES LIMITES DE LA SCIENCE ÉCONOMIQUE ?

Progrès des connaissances et développement économique : une liaison incertaine

Les chercheurs professionnels, qui ne sont pas plus désintéressés que le reste du monde, ont tout avantage à laisser croire que les progrès de la science peuvent contribuer à la croissance économique et peut-être au développement. On n'entend pas non plus beaucoup de dénégations ou de mises en garde provenant des milieux scientifiques lorsque le public exprime l'espoir que la recherche permette à la fois la poursuite du développement et la préservation du milieu.

Pourtant, la prudence invite à compliquer un peu les schémas qui inspirent implicitement cet optimisme persistant. L'histoire économique enseigne qu'il a fallu au moins un rouage intermédiaire, l'innovation technique, pour que certains changements économiques et sociaux puissent, assez indirectement, être considérés comme reliés au progrès des connaissances. La révolution industrielle doit plus à J. Watt, à R. Arkwright ou à Ph. Le Bon qu'à Newton, Laplace ou Lavoisier. Dans un ordre d'idées différent, l'agent qu'on désigne sous le nom d'entrepreneur a paru jouer un tel rôle dans le mouvement économique qu'un théoricien tel que Schumpeter n'a pas hésité à lui attribuer une place essentielle dans son modèle d'évolution¹. Plus récemment, deux autres économistes, P. Dockès et B. Rosier, ont montré qu'on ne pouvait attendre ni croissance ni développement dans les systèmes politiques non démocratiques². Il s'est trouvé qu'au moment où paraissait leur livre, le monde entier prenait ou allait prendre connaissance des catastrophes économiques et écologiques auxquelles avaient inexorablement conduit plusieurs décennies de tyrannie en URSS et en Europe de l'Est.

Ces quelques exemples rappellent, s'il en était besoin, que la liaison entre progrès scientifique et progrès économique est des plus incertaines, et cela devient encore plus vrai quand on passe à des échelles d'observations détaillées. Ainsi, aucun économiste sérieux ne se croit en mesure aujourd'hui, comme au temps de Nurkse ou de Lewis, de fournir des schémas aux planificateurs chargés de concevoir l'évolution d'une économie en développement. D'ailleurs, trouve-t-on encore des planificateurs ? On ne fait plus appel à ce genre d'expert, dans les PED contemporains, que pour élaborer à court terme des programmes d'ajustement purement financiers...

¹ SCHUMPETER, J., *Théorie de l'évolution économique*, Paris, Dalloz, 1935, 371 p.

² DOCKÈS, P. et ROSIER, B., *L'histoire ambiguë : croissance et développement en question*, Paris, PUF, 1988, 335 p.

Agriculture et environnement

Si nous nous tournons vers l'agriculture, nous voyons émerger actuellement dans la littérature spécialisée une préoccupation nouvelle. Sans doute, dès le début des années 50, au Sénégal, un agronome appelé Portères avait attiré l'attention, dans un rapport remarqué mais tout de même confidentiel, sur les dévastations reprochées aux agriculteurs mourides coupeurs d'arbres et champions de l'arachide³. De nos jours, c'est de façon très générale que les experts ne parlent plus d'intensification agricole sans prêter attention aux problèmes d'environnement.

Ainsi, l'économiste indienne Uma Lele⁴ rappelle qu'il convient de distinguer entre deux types d'intensification agricole. Le premier, identifié dès 1965 par E. Boserup, se produit de façon autonome en situation de pression démographique croissante ; il se reconnaît à l'augmentation des superficies cultivées d'abord, ensuite à une augmentation de la fréquence d'utilisation du sol pouvant aller jusqu'à la disparition de la jachère. Le second type d'intensification dépend de l'intervention de l'État et des encouragements donnés à des cultures de meilleur rapport ou de rendement supérieur, ainsi qu'à la mise en culture de terres plus productives. Uma Lele montre qu'en Afrique⁵, la dégradation de l'environnement liée au déboisement, à la baisse de fertilité du sol, à diverses formes critiques de sur-exploitation des ressources naturelles, pourrait bien diminuer ou annuler les effets positifs de l'intensification autonome. D'où la nécessité d'une « intensification interventionniste » pratiquée ou soutenue par l'État, qui compléterait ou consoliderait l'intensification autonome.

Notons au passage que cette retouche importante au schéma de Boserup ne concorde nullement avec la doctrine libérale censée inspirer les analyses et les interventions de la Banque mondiale. Il faut se méfier des stéréotypes.

Pour résumer tout ce qui précède, on peut dire que jamais la réflexion sur le développement et sur l'éco-développement n'a mis en évidence autant de difficultés non résolues, et peut-être insolubles. On continue de souhaiter que la recherche fournisse, entre autres, des semences à haut rendement qui, par divers détours d'organisation, devraient permettre d'accroître la productivité du travail et la production agricoles en Afrique, en espérant que cette production ou sa contrepartie monétaire seront réparties de manière satisfaisante. On sent bien, cependant, que ce type de liaison entre connaissance et croissance, relativement maîtrisable et même programmable⁶, constitue une condition nécessaire mais non suffisante des changements attendus. On espère donc aussi que la recherche contribue à mieux poser d'autres problèmes dont l'urgence apparaît de plus en plus, celui de la dégradation des paysages par exemple⁷, signe de détérioration

³ PORTÈRES, R., *Aménagement de l'économie agricole et rurale au Sénégal*, Dakar, GIA, 1952, 3 fascicules multigr.

⁴ LELE, U. et STONE, S.W., *Pression démographique, environnement et intensification agricole : modifications apportées à l'hypothèse de Boserup*, MADIA (Managing Agricultural Development in Africa), 8^e Colloque de la Banque Mondiale sur le secteur agricole, janvier 1988, 126 p.

⁵ Dans un contexte caractérisé par la fragilité des sols, une certaine diminution des précipitations, des taux élevés d'accroissement démographique, le poids politique inégal d'une masse de petits exploitants misérables et d'une élite privilégiée.

⁶ Du moins si l'on dispose de systèmes nationaux de recherche agricole suffisamment efficaces. Voir sur ce point : COUTY, Ph. et LANDAIS, E., Un économiste face au développement rural en Afrique, *Stateco*, n° 65, mars 1991, p. 75-90.

⁷ RICHARD, J.-F., éd., *La dégradation des paysages naturels en Afrique de l'Ouest*, Paris, Ministère de la Coopération et du Développement, Université de Dakar, 1990, 310 p.

peut-être irréversible de certaines ressources naturelles. On se demande si la déforestation liée au miracle ivoirien n'est pas pour quelque chose dans la péjoration du climat sahélien⁸. On s'interroge sur la disparition de la faune sauvage, sur la concentration des troupeaux autour des forages, sur les modifications agrostologiques imputables à la sécheresse. On se pose des questions sur les conséquences sanitaires des barrages et de l'irrigation, sur la désorganisation des sociétés paysannes, sur l'urbanisation accélérée, sur la progression du sida...

Il n'existe pas de réponse simple à ces questions, bien entendu, encore moins au faisceau de problèmes interdépendants dont elles témoignent. Je me contenterai de proposer des éléments de réflexion sur deux questions qui sont d'un autre ordre. En premier lieu, que pouvons-nous raisonnablement attendre de la recherche lorsqu'elle s'occupe d'identifier, d'analyser, de prévoir les mécanismes de fonctionnement d'un ensemble indivisible où figurent à la fois les sociétés humaines et leur milieu ? Ensuite, parce qu'une telle recherche devrait de toute façon associer de nombreuses disciplines, y compris de sciences sociales, que nous enseignons, parmi ces dernières, celle dont l'objet avoué n'est autre que le développement ? Cette science, c'est la science économique, envisagée plus particulièrement dans sa composante appelée économie du développement, et nous avons quelques raisons de craindre qu'elle constitue un partenaire peu sûr dans la coalition dont nous souhaitons la constitution et le renforcement.

La production scientifique : une multitude de modèles de plus en plus spécialisés

Supposons le problème résolu : qu'attendrions-nous de la science dans la situation idéale où elle serait en mesure de mettre à notre disposition ce qu'il faudrait pour favoriser à la fois le développement (y compris la croissance) et la préservation ou même l'amélioration de l'environnement ?

La réponse ne fait guère de doute. Nous devrions disposer de représentations décrivant et expliquant de façon convaincante, c'est-à-dire opératoire, la structure et le fonctionnement d'un système complexe où figureraient, selon des découpages appropriés, divers groupes d'espèces vivantes, les différentes sociétés humaines et leur outillage, les ressources d'énergie fossile, l'eau, l'espace, le rayonnement solaire, etc.

Un *modèle* global, quantifié si possible, rassemblerait et synthétiserait les modèles partiels représentant les sous-ensembles du système, de manière à rendre compte à la fois de la place occupée dans ce système par les entités qui le composent, des relations de chaque entité avec toutes les autres, des évolutions autonomes ou dépendantes dans un réseau de contraintes, de bouclages, d'amplifications ou d'impasses. L'expansion éventuelle du système, ou de certains de ses éléments, serait décrite et analysée à des échelles convenables. Sur cette construction abstraite, il serait possible d'effectuer des simulations, ou plus exactement des *calculs*, c'est-à-dire des « opérations explicitement et univoquement définies et réglées »⁹.

Des prévisions seraient formulées, assorties d'estimations de probabilité ; des analyses de séquences et de conséquences seraient pratiquées. Il appartiendrait

⁸ La question a été posée à l'ORSTOM, le 18 avril 1991, lors d'une conférence-débat de P. MILLEVILLE, *Milieus et Sociétés rurales au Sahel. La recherche et le développement à l'épreuve des faits*.

⁹ GRANGER, G.G., *Pour la connaissance philosophique*, Paris, Odile Jacob, 1988, p. 13.

ensuite aux autorités légitimes, supposées représentatives des groupes humains concernés, de prendre et de faire prendre des mesures relatives à l'entretien et à l'évolution du système, non sans faire en sorte, bien entendu, que ces mesures soient comprises, débattues et acceptées...

Laissons de côté le volet politique de ce schéma, pourtant essentiel, et considérons d'un peu plus près sa partie scientifique. Elle repose sur l'idée que le progrès des connaissances aurait quelque chose d'incomplet et d'inefficace s'il ne s'effectuait à des niveaux d'intégration de plus en plus englobants. Idée simple, à laquelle Pascal donnait déjà la justification qui convient : « Les parties du monde ont toutes un tel rapport et un tel enchaînement l'une avec l'autre, que je crois impossible de connaître l'une sans l'autre et sans le tout... Donc toutes choses étant causées et causantes, aidées et aidantes, médiates et immédiates, et toutes s'entretenant par un lien naturel et insensible qui lie les plus éloignées et les plus différentes, je tiens impossible de connaître les parties sans connaître le tout, non plus que de connaître le tout sans connaître particulièrement les parties »¹⁰.

Au plan pratique, toutefois, l'ambition de ce projet a de quoi inquiéter. Quand même il serait possible, pour reprendre l'expression de Pascal, qu'une partie connût le tout, les schémas que nous emboîterons les uns dans les autres n'impliquent-ils pas, au bout de compte, que l'univers se ramène à « une mécanique démontable à volonté, une espèce de machine à battre le grain », comme le croyait Paul Claudel avant de lire Rimbaud¹¹ ? Dans toute entreprise de modélisation d'ailleurs, les matériaux employés — espace abstrait, temps logique — ne pourront pas être autre chose que des succédanés appauvris de leurs contreparties empiriques : espace concret, temps vécu. Comment de tels matériaux n'introduiraient-ils pas dans la schématisation des vices de construction, des déformations capables à terme de compromettre gravement l'authenticité et la solidité de l'édifice¹² ? Il faut convenir que l'on peut sérieusement s'interroger sur les modalités pratiques du projet inspiré par la volonté d'accéder, par une sorte de mariage « entre le sensible et l'intelligible », à un niveau de pensée qui s'interprète « à la fois dans le langage réaliste et dans le langage rationaliste »¹³.

Modélisation efficace et parcellisation du réel

Ne désespérons pas trop vite. C'est au plan philosophique seulement que la synthèse de la raison et de l'expérience se présente — apparemment — comme « un problème désespéré »¹⁴.

Au plan pratique, les schémas produits par la science accroissent bien évidemment notre maîtrise du monde, au moins dans certains domaines. Ces schémas constituent un corpus renouvelable et extensible de descriptions normatives et objectivées, fondées sur un ensemble de faits vécus¹⁵. À une classe de phénomènes observés, la pensée scientifique substitue, par réduction et objectivation, l'artifice du modèle¹⁶. Deux orientations dans cette substitution : la première, topique, touchant à la structure des éléments introduits dans le modèle, la

¹⁰ PASCAL, *Pensées*, Paris, Garnier, 1961, p. 91.

¹¹ JAMMES, F., *Mémoires*, Paris, Mercure de France, 1971, p. 249.

¹² Notamment dans ses parties relevant des sciences sociales. Voir HUGON, Ph., *L'économie du développement, le temps et l'histoire*, *Revue Économique*, vol. 42, n° 2, mars 1991, p. 339-364.

¹³ BACHELARD, G., *Le Nouvel Esprit scientifique*, Paris, PUF, 1987, p. 7.

¹⁴ *ibid.*, p. 20.

¹⁵ GRANGER, G.G., *Essai d'une philosophie de style*, Paris, Odile Jacob, 1988, p. 266.

¹⁶ GRANGER, *Pour la connaissance...*, p. 61.

seconde, dynamique, concernée par le fonctionnement et l'évolution de l'ensemble représenté. C'est dans la mise en œuvre de l'orientation dynamique que les procédures de réduction et d'objectivation deviennent le plus périlleuses, dans la mesure où les règles de transformation adoptées ne peuvent être considérées comme « des lois au sens où les entendrait un positivisme sommaire »¹⁷.

En ce domaine, les mises en garde des poètes prennent toute leur valeur : l'univers n'est décidément pas une machine. Là encore, l'inquiétant génie de Pascal avait tout prévu : « Il faut dire en gros : cela se fait par figure et mouvement, car cela est vrai. Mais de dire quels, et *composer la machine*, cela est ridicule. Car cela est inutile, et incertain, et pénible »¹⁸.

« Composer la machine », autrement dit construire le modèle d'ensemble, *cela est incertain*. De fait, les spécialistes n'envisagent pas de représenter un écosystème par un modèle global et quantifié. On réfléchit aujourd'hui à la possibilité de modèles non-linéaires, purement explicatifs mais ne permettant aucune prévision¹⁹. *Cela est ridicule* : il suffira de rappeler l'obsolescence des projections alarmantes et simplistes du Club de Rome.

Ajoutons, pour être complet, qu'il existe bien un moyen pour « composer la machine » en esquivant le problème des comportements ou transformations non modélisables. Ce moyen consiste à placer dans le schéma des « boîtes noires » reproduisant, sans les expliquer, des sous-systèmes d'entrées-sorties. On se donne de la sorte — mais est-ce bien utile ? — la facilité de ne plus « suivre pas à pas le détail des opérations de la nature » et d'en noter seulement les résultats²⁰. Qualifions, comme le fait Granger, de « techniques » les modèles qui recourent à cette facilité, et considérons comme véritablement scientifiques ceux qui marquent le terme d'un long processus de refoulement des boîtes noires. En ce sens, « nous pouvons dire que la position directe du problème d'explication par un modèle véritable ne prend bien souvent tout son sens que comme limite d'une suite de positions incomplètes et bornées, consistant à imaginer des machines auxquelles il est seulement demandé de reproduire non les processus, mais les effets »²¹.

Quelles que soient les hésitations et les difficultés qui jalonnent le passage du vécu à l'abstrait, des phénomènes au modèle, une chose est certaine : réduction et objectivation passent par « une détermination spécifique et pour ainsi dire régionale du fait »²². D'où l'existence juxtaposée et simultanée de diverses disciplines de plus en plus spécialisées, disposant chacune de concepts particuliers et de techniques propres qui lui permettent de saisir et de traiter une certaine classe de faits. Le progrès vers l'explication semble bien ne pouvoir se poursuivre qu'au prix d'un approfondissement qui est aussi une restriction croissante du champ observé. Autrement dit, c'est *par fragments* que la science parvient à édifier les systèmes symboliques abstraits qui lui confèrent sa prodigieuse efficacité.

Cette tendance apparemment irrésistible vers une parcellisation accrue se manifeste en sciences sociales comme ailleurs. Que reste-t-il aujourd'hui de l'anthropologie économique marxiste née pendant les années 60, qui avait refusé toute division du travail entre disciplines et proposé au contraire une grille de lecture unique (le matérialisme historique) permettant tout à la fois une analyse

¹⁷ GRANGER, *Essai...*, p. 267.

¹⁸ PASCAL, p. 94.

¹⁹ MULLON, Ch., *Compte-rendu du Comité directeur du Laboratoire d'Informatique appliquée*, Paris, ORSTOM, mars 1991, p. 17.

²⁰ GRANGER, *Essai...*, p. 271.

²¹ *ibid.*, p. 273.

²² GRANGER, *Pour la connaissance...*, p. 13.

renovée des sociétés africaines précoloniales et une approche plus systématique de leur soumission à la puissance coloniale et au capitalisme²³ ?

On assiste aujourd'hui, semble-t-il, à une spécialisation croissante des chercheurs, qui ne va pas sans un certain éclatement de l'anthropologie dans diverses directions : étude des techniques et des cultures, écologie et anthropologie alimentaire différentielle, analyse des systèmes agraires, etc.²⁴.

Vers la construction d'un système global de significations ?

Et pourtant, il y a place dans l'activité intellectuelle pour une recombinaison et un rassemblement de l'ensemble morcelé par les diverses représentations scientifiques. Ce serait à la philosophie que reviendrait cette tâche. Il lui appartiendrait de proposer « une organisation d'ensemble qui donne signification aux expériences individuées et finies »²⁵. Ainsi les deux entreprises se complèteraient sans se confondre. Il reviendrait à la science de faire progresser l'intelligibilité d'un réel parcellaire et d'accroître par là notre maîtrise sur certaines parties de l'univers. Quant à la philosophie, « discipline sans objet », elle aurait la charge d'organiser non des faits mais des significations. Sans prendre parti sur les chances d'un tel projet, reconnaissons que la culture moderne ne paraît pas très favorable à l'édification des synthèses — ou des mythes ? — universalistes.

Il faut relire à ce propos l'essai dans lequel l'écrivain autrichien H. Broch jette sur l'histoire contemporaine une lumière inquiétante. Ce texte montre que la perte de vue du point vers lequel devrait tendre toute chaîne de questions ôte d'un seul coup la possibilité de rattacher à une valeur centrale les différents secteurs de valeurs. Livrés à eux-mêmes, élevés à l'absolu, ceux-ci se séparent et se parallélisent. « L'art pour l'art », « les affaires sont les affaires », « on n'arrête pas le progrès », « la guerre totale », autant d'expressions qui témoignent de cet émiettement catastrophique des principes de conduite, de cette « autonomie déchaînée » à la poursuite de records contradictoires : « Malédiction, quand dans cette rivalité entre départements de valeurs dont les forces s'équilibrent tant bien que mal, l'un d'entre eux reçoit prépondérance... L'homme n'aura plus d'autre ressource que d'accepter le joug de la valeur particulière qui est devenue sa profession »²⁶.

Publié en 1931, ce triste diagnostic est plus que jamais d'actualité. Le primat d'une vision économique à court terme, l'asservissement aveugle au soi-disant progrès technique nous enferment de plus en plus dans une voie dont il faudra bien sortir mais qui, pour l'instant, semble privée d'issue.

Concluons ces premières réflexions en répétant que l'activité proprement scientifique de représentation et de modélisation ne prend pas et ne peut pas prendre, en raison de sa nature même, l'orientation globalisante que paraît exiger une maîtrise croissante des grands équilibres homme-nature. Dans l'état actuel des connaissances, et des procédures de production de connaissances, ce n'est probablement pas sur la science qu'il faut compter pour rassembler et réunir les modèles partiels dont l'indiscutable progrès se poursuit et s'accélère. Encore faut-il préciser que ce progrès est très inégal selon les disciplines concernées. À supposer qu'une synthèse, ou tout au moins un début de rapprochement, apparaisse

²³ DOZON, J.-P., *Anthropologie et Histoire. Un mariage de raison ? Centre d'Études africaines*, EHESS, Paris, 1989, Doct. de travail, n° 11, p. 25.

²⁴ *Approche anthropologique et recherche économique à l'ORSTOM*, Journées d'études des 13 et 14 décembre 1984, Paris, ORSTOM, Colloques et Séminaires, 1985, p. 141.

²⁵ GRANGER, *Pour la connaissance...*, p. 258.

²⁶ BROCH, H., *Les Somnambules*, Paris, Gallimard, 1982, vol. II, p. 132-133.

possible un jour, les particularités ou les limitations du travail scientifique dans certains domaines poseraient très certainement un problème.

Un partenaire peu sûr : la science économique

Sur la nature et le projet des sciences sociales, le débat n'est pas clos. Font-elles partie des sciences de la nature, sont-elles d'abord ou uniquement appelées à identifier les régularités de structure et de fonctionnement qui caractérisent les sociétés humaines ? Même un démographe, après avoir répondu affirmativement à cette question, ajouterait probablement qu'il lui faut *aussi* prendre en compte les modalités particulières et transitoires selon lesquelles le groupe humain qu'il étudie se représente la famille, les rapports entre hommes et femmes, la fécondité, la mortalité, etc. Un sociologue, un anthropologue, voire un économiste mettraient peut-être même, sans hésiter une seconde, au premier rang de leurs préoccupations cette immense question des représentations, et c'est précisément cette attitude — justifiée — qui rend si difficile la cohabitation des sciences sociales avec les sciences de la terre et les sciences de la vie.

Les africanistes n'ignorent pas que dans un projet multidisciplinaire comme on en a connu durant les trois dernières décennies, l'anthropologue ou le socio-économiste ne manque presque jamais de prendre pour objet d'analyse et de critique les hypothèses, les cadres, les questions posés et proposés par ses collègues hydrologues, pédologues, épidémiologistes, zootechniciens, botanistes, agronomes. Ce faisant, l'anthropologue ou le socio-économiste se rend suspect et indésirable, mais la dynamique même de sa recherche lui commande de créer ce genre de complications. Une telle expérience en tout cas, cent fois répétée, rend quelque peu sceptique sur les chances pratiques d'une synthèse associant les sciences sociales et d'autres disciplines.

Parmi les sciences sociales, il en est une, la science économique, qui pourrait entretenir des relations de parenté privilégiée avec la biologie. Telle a du moins été l'intuition d'un grand économiste, Alfred Marshall, qui s'exprime ainsi au début de ses fameux *Principes* : « The Mecca of the economist lies in economic biology rather than in economic dynamics »²⁷. Marshall ajoute que la complexité des concepts biologiques rend leur emploi inopportun dans un ouvrage de science économique élémentaire, et il se résigne à recourir à des analogies mécaniques, jugées plus accessibles. La pensée de Marshall se précise au début du livre V de son ouvrage : l'objet véritable de la science économique, c'est l'équilibre entre forces de vie et de déclin dans un peuple, dans une firme, dans un procédé industriel et commercial : « Plus nous avancerons dans notre travail, plus il nous faudra reconnaître que les forces économiques ressemblent à celles qui font croître la force d'un jeune homme jusqu'à sa maturité ; après quoi il devient graduellement inactif et engourdi, et finit par s'effacer pour faire place à d'autres vivants plus vigoureux. Mais pour préparer cette étude, nous devons considérer d'abord l'équilibre de forces plus simples correspondant à l'équilibre mécanique d'une pierre suspendue à un fil élastique, ou de boules reposant les unes contre les autres dans un bol »²⁸.

Ainsi, dans le champ relevant de la biologie, la science économique s'occuperait d'une classe de faits qui permettent les figurations simples, certainement

²⁷ MARSHALL, A., *Principles of Economics*, Londres, Macmillan, 8^e éd., 1956, p. XII.

²⁸ MARSHALL, *Principles...*, p. 269.

pas définitives, n'excluant pas l'entrée ultérieure dans un système étendu de représentations d'ordre biologique, ou écologique (puisque l'écologie est une discipline biologique)²⁹.

En attendant, les économistes n'ont pas hésité à s'emparer d'un ensemble de phénomènes qu'ils appellent « développement ». Ils entendent par là quelque chose de plus ample que la simple croissance de la production de biens et de services par tête : « les changements structurels accompagnant un accroissement de la productivité du travail dont la finalité diffère selon les sociétés »³⁰. On voit aussitôt les têtes de pont que cette définition jette hors de la sphère économique *stricto sensu*. Les « changements structurels » apparaissent dans le dessin du système productif que constitue le tableau d'entrées-sorties (T.E.S.) — s'il existe —, mais ils se manifestent aussi dans la structure de la consommation et les représentations qui lui sont associées, dans les modalités de prélèvement sur les ressources renouvelables ou fossiles, dans les rythmes d'aménagement ou de consommation de l'espace, etc. C'est peu de dire, en vérité, que la science économique et l'économie du développement appellent un rapprochement avec l'écologie : tout nous suggère qu'elles en font déjà partie, au moins potentiellement.

Alors où est le problème ? En ceci qu'aucune des composantes de la science économique actuelle, ni la micro, ni la macro-économie, ne semblent *intrinsèquement* susceptibles d'être intégrées dans l'ensemble virtuel dont nous sentons pourtant la nécessité.

Une micro-économie fondée sur l'anthropocentrisme

Prenons d'abord le cas de la micro-économie et relisons Wicksell³¹. Par phénomènes ou activités économiques, nous dit l'économiste suédois, on entend tout effort concerté pour satisfaire les besoins matériels (critère substantiviste), ou encore tout effort par lequel on cherche à obtenir soit un résultat maximum pour une quantité donnée de moyens, soit un résultat donné pour un minimum de moyens (critère formaliste). En combinant ces deux critères, on peut considérer comme économiques les seuls efforts qui tendent à satisfaire les besoins matériels conformément à un certain type de liaison entre les moyens employés (intrants) et le résultat recherché ou obtenu (la production de biens et de services).

Au niveau micro, la science économique étudie donc et formalise les comportements de l'individu, du ménage, de la firme, en faisant l'hypothèse que ces unités économiques de base recherchent un résultat maximum pour une quantité donnée de facteurs de production. Au plan normatif, quand la science formule des recommandations, elle déclare « économique » le choix qui satisfait cette hypothèse promue au rang de règle et de critère. Quelques épigones, tels Ruskin au XIX^e siècle, avaient bien essayé de faire remarquer qu'il était aberrant de fonder des règles d'action sur la recherche d'un équilibre d'opportunité (*expediency*) : le Créateur, écrivait-il, n'a pas voulu que les actions des hommes fussent réglées par les balances de l'opportunité, mais par celles de la justice, et

²⁹ « Science biocentrique, science du vivant et des êtres vivants, l'écologie est fortement enracinée dans les sciences naturelles ». J.-C. LEFEUVRE, *La recherche en écologie en France : heur et malheur d'une discipline en difficulté*, INRA, *Courrier de la cellule environnement*, n° 13, février 1991, p. 18.

³⁰ HUGON, Ph., *Économie du Développement*, Paris, Mementos Dalloz, 1989, p. 1.

³¹ WICKSELL, K., *Leçons d'Économie Politique*, Lund, Gleerups Förlag, 1938, vol. 1, p. 2.

nous savons tous que c'est la justice qui aura, en fin de compte, les suites meilleures possibles pour les autres comme pour nous³².

Ce qu'il faut pourtant bien voir, c'est que le principe d'économicité dénoncé par Ruskin traduit tout simplement le projet de mettre l'ensemble de la planète au service de l'homme. En matière d'affectation des ressources rares, le savoir économique nous installe et nous confirme dans la certitude que tout choix, et tout jugement de valeur portant sur un choix, peut et doit s'effectuer du seul point de vue et au seul bénéfice de l'agent humain, placé au centre d'un monde créé pour son usage. L'homme ne fait pas partie de la nature, il en est le maître et le consommateur.

Cette vision des choses trouve peut-être son origine dans le 9^e chapitre de la Genèse (1-3), mais ses conséquences dévastatrices étaient modérées et corrigées dans l'Ancien Testament par le « Tu ne convoiteras point » du Deutéronome, sans parler des développements ultérieurs apportés par le Nouveau Testament et l'idéologie chrétienne³³. Chez Spinoza, en revanche, l'idée que la planète entière se trouve à la disposition de l'homme trouve une expression radicale³⁴ qui en fait le « principe infernal » stigmatisé par Ceronetti³⁵. Ce dernier fait remarquer à juste titre que la norme de l'utilité est absurde puisque, poussée à son comble, elle « utilise » aussi l'homme en le mettant au service d'un système productif devenu fin en soi. De fait, l'économie et la science économique modernes sont apparues lorsque le travail humain a été ravalé au rang de marchandise, trouvant son prix sur un marché libre. La société humaine devient alors l'accessoire du système économique³⁶.

Il fait malheureusement peu de doute que, malgré toutes sortes de correctifs ambigus, le noyau dur de la science économique continue de coïncider avec la norme d'utilité spinozienne. À elle seule, cette caractéristique suffit à disqualifier la discipline en question quand on examine sa contribution possible à une œuvre commune inspirée par des soucis d'éco-développement. Pour la science économique, le sophisme de Protagoras demeure toujours valable : l'homme est la mesure de toutes choses. Reconnaître que l'homme n'est pas plus que la nature, qu'elle aura le dernier mot s'il prétend la dominer ou s'il entre en conflit avec elle, ce serait un changement de perspective apparenté à une révolution copernicienne. Ce changement n'est pas en vue, surtout pas lorsqu'on prétend introduire le calcul des coûts dans un raisonnement de type écologique. Obliger les firmes à internaliser des coûts qu'elles trouvaient naturel de faire supporter par d'autres, ergoter pour savoir combien de mètres de voie on se résignera à couvrir lorsqu'on construit une interconnexion de T.G.V. dans une forêt, nous savons bien que ces pseudo-progrès ne font que déguiser le jeu de rapports de forces. Autant se placer d'emblée sur ce vrai terrain...

L'accès problématique de la macro-économie à l'échelle globale

On objectera que la science économique sait aussi changer d'échelle, et qu'elle aborde sans complexe le niveau macro. Ce serait même sa caractéristique

³² RUSKIN, J., *Unto this last, and other writings*, Penguin Classics, Harmondsworth, 1985, p. 169.

³³ En particulier l'ouvrage de Th. A. KEMPIS, *L'imitation de Jésus-Christ*.

³⁴ SPINOZA, *Œuvres*, 3, *Éthique*, Paris, Garnier Flammarion, 1965, Chap. 26 de l'appendice à la IV^e Partie, p. 299.

³⁵ CERONETTI, *Le silence du corps*, Paris, Livre de Poche, Biblio., 1984, p. 102.

³⁶ POLANYI, K., *La grande transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps*, Paris, Gallimard, 1983, chap. VI.

principale, selon Wicksell, de saisir les faits de production, de distribution et de consommation dans leur connexion réciproque, « en grand », dit l'auteur des *Leçons*. N'est-ce pas sur ce plan déjà global que l'accord pourrait se nouer avec la perspective écologique ? Il semble malheureusement que cet espoir doive être déçu, pour trois raisons principales :

1° Le passage au global ne devrait bien évidemment pas s'effectuer hors du temps. Il est même crucial de poser enfin dans le long terme le problème des relations entre société et environnement, mais il ne faut pas compter sur les économistes pour opérer ce saut dans la diachronie. On connaît le mot désinvolte de Keynes : « Dans le long terme, nous serons tous morts ... ». Dans le langage d'aujourd'hui, cela donnerait ceci : il ne nous appartient pas de respecter ou de faire respecter « le devoir solennel de protéger et d'améliorer l'environnement pour les générations présentes et futures » (Déclaration de Stockholm, 1972). Si le micro-économiste et le comptable d'entreprise sortent difficilement le premier d'une analyse intemporelle, le second d'une perspective fermée par le bilan de l'exercice en cours, le macro-économiste pour sa part demeure, comme le disait Braudel, « prisonnier de l'actualité la plus courte » : « Toute la pensée économique est coincée par cette restriction temporelle... L'économiste a pris l'habitude de courir au service de l'actuel, au service des gouvernements »³⁷. Quant à l'économie du développement, elle naît avec la décolonisation. La coupure entre cette branche de la science économique et l'histoire économique est un scandale si majestueux que presque personne n'ose y faire allusion³⁸.

2° La macro-économie travaille sur des grandeurs statistiques (les agrégats), larges sommes de biens concernant de vastes regroupements d'agents rangés dans des catégories préétablies, mais la prise en considération de ces grandeurs répond à des exigences politiques et administratives qui se situent dans le cadre *a priori* d'un espace appelé nation. La macro-économie technicienne des comptables nationaux et des prévisionnistes de ministère a, pour reprendre une expression de S. Ch. Kolm, un « statut scientifique douteux »³⁹. On peut même la trouver incompatible avec la recherche de mécanismes significatifs, dans la mesure par exemple où seule une analyse attachée à repérer des différences de comportement entre groupes *concrets* pourrait nous dire s'il y a — et de quelle façon — une relation entre revenu et consommation. L'analyse macro-économique, qui ne tient pas compte de la distribution des revenus et des variations de cette distribution, saisit des artefacts — consommation globale, revenu global — entre lesquels ne jouent que des liaisons apparentes. De toute façon, même ces artefacts nous font défaut lorsque nous travaillons en Afrique, par manque d'appareils et de matériaux statistiques solides. La cause paraît donc entendue ; mais tout ce qui vient d'être dit pose un problème de fond que la science économique a résolu d'une façon peu rassurante. On sait que la construction de modèles scientifiques passe nécessairement par une réduction et une objectivation du vécu. On sait aussi que « ni la psychologie ni les sciences sociales ne sont parvenues à définir des catégories qui assurent, de façon même provisoirement satisfaisante, l'objectivation du vécu humain »⁴⁰. La science économique, pour sa part, a cru pouvoir contourner cette difficulté en réduisant l'action de l'homme à ses effets, à ses résultats. Les choix vécus, les expériences des

³⁷ BRAUDEL, F., *Écrits sur l'histoire*, 1984, Paris, Flammarion, Coll. « Champs », p. 57.

³⁸ Voir l'article de Ph. Hugon dans la *Revue Économique* de mars 1991, cité plus haut.

³⁹ KOLM, S. Ch., Renaissance de la Science économique, *Le Monde*, 3 septembre 1974, p. 17.

⁴⁰ GRANGER, *Essai...*, p. 219.

agents, se réduisent au bout du compte à des quantités de biens ou de services et à des prix. L'économiste ne traite pas autre chose, et n'introduit pas autre chose dans la maquette *ex post* qu'il appelle comptabilité nationale. Ce faisant, il omet d'éclaircir les processus qui aboutissent à ces résultats, le faire situé en amont des faits. C'est ce que rappelle énergiquement Ph. Hugon : « La représentation statique et statistique des équilibres comptables n'est pas à même de prendre en compte les diverses dynamiques des systèmes productifs ou sociaux »⁴¹.

3° En vérité l'apparent changement d'échelle révélé par la division courante entre micro- et macro-économie ne correspond nullement à l'exigence formulée par Wicksell. Pour l'économiste suédois, la science économique doit considérer les interdépendances entre phénomènes économiques, mais pas nécessairement dans le cadre de la nation⁴² et certainement pas en raisonnant sur des quantités globales conventionnelles et des fantômes de relations. La vraie macro-économie devrait être « le couronnement de la micro-économie, considération de tous les éléments de l'économie ensemble »⁴³ fondée sur une soigneuse distinction entre les divers agents et biens. Nous disons bien : *tous* les éléments, y compris les biens sans maître, les *res nullius*, et à condition qu'une radicale décentration ait retiré à l'agent humain son privilège de prédation et de jugement sur la prédation.

Cette macro-économie est encore à venir, et rien ne fait espérer sa prochaine apparition. Nous ne disposons en ce domaine, pour l'instant, que de schématisations ésotériques qui témoignent de la tendance de certaines sciences sociales à déraiper dans « le fonctionnement à vide des notions mathématiques »⁴⁴. Esthétiquement séduisante, la théorie de l'équilibre général de Walras est, comme la théorie des couleurs de Goethe, sans rapport véritable avec le sujet. Décidément, Bacon n'avait pas tort de supposer que l'entendement humain est « condamné à se tromper, forgeant de toutes choses des idées qui, au lieu de s'accorder avec l'univers, ne s'accordent qu'avec lui-même »⁴⁵.

Un choix politique et moral

Le lecteur a compris qu'on est en droit de douter si la science peut apporter, autrement que sur des points particuliers, une aide à la conception et à la mise en œuvre d'un développement qui ne détruirait ou n'endommagerait pas le milieu. D'une façon générale, il semble bien que le progrès des connaissances repose sur la construction de plus en plus détaillée de modèles de plus en plus fragmentaires, sans qu'on pressente un effort inverse et équivalent dans la direction de synthèses plausibles et opérationnelles. En tout état de cause, les sciences sociales — et parmi elles la science économique — ne paraissent guère en mesure de contribuer de manière constructive à de telles synthèses, au cas improbable où un renversement de tendance permettrait d'en espérer la mise au point prochaine.

⁴¹ HUGON, Ph., *Mythes et limites des prospectives économiques sur l'Afrique, Afrique contemporaine*, 1988, n° 146, p. 16.

⁴² Dans le premier volume des *Leçons...*, p. 2, Wicksell écrit qu'au plan économique « la communauté nationale n'existe pas ».

⁴³ KOLM, *Renaissance...*

⁴⁴ BACHELARD, p. 8.

⁴⁵ SPINOZA, *Œuvres, 4, Traité politique, Lettres*, Paris, Garnier Flammarion, 1965, Lettre à H. Oldenburg, p. 124.

Empiriquement, on peut penser que la prise de conscience accrue des dangers qui nous menacent fera surgir des groupes de pression bien décidés à obtenir certaines garanties en matière de protection de l'environnement. On peut espérer que l'action de ces groupes, dans un contexte historique nouveau, fera évoluer sensiblement, par exemple, les politiques agricoles dans les pays où la pression sur l'environnement est forte et où les conditions économiques le permettent.

Encore faut-il que des institutions démocratiques et décentralisées permettent de gérer les coûts d'organisation élevés inhérents à la fourniture d'un bien public mal pris en compte par l'économie de marché⁴⁶. Il devient de moins en moins utopique de croire que ces conditions économiques et politiques commencent à être réunies dans certains pays d'Europe de l'Ouest comme la France ou l'Allemagne. Elles ne le sont pas en Afrique, où pourtant certains exemples donnent à penser que c'est sur des facteurs de même nature qu'il faut faire fond quand on se préoccupe de sauvegarder l'environnement.

Dans un texte récent, un pédologue, C. Cheverry, communique sur ce point, à propos de l'aménagement du Lac Tchad, des réflexions pertinentes : « De cette mer intérieure, aux eaux faiblement salées, nous avons voulu faire une réserve d'eaux d'irrigation pour des polders que nous avons créés sur les rives du Lac. Ce projet a enflammé ma jeunesse (j'étais alors chercheur à l'ORSTOM) et je peux vous garantir qu'en 1963, alors que le Lac était en pleines eaux, le projet était séduisant pour un jeune ingénieur agronome et apparemment justifié sur les plans techniques et humains. Je n'insisterai pas sur le fond du problème, qui avait beaucoup de points communs avec la Mer d'Aral. Si les conséquences ont été en apparence moins spectaculaires, c'est que quatre pays différents sont riverains de ce lac et se surveillent réciproquement quant à l'utilisation de cette ressource naturelle. Par ailleurs, la sécheresse climatique a été telle que le Lac s'est vidé, supprimant du même coup la tentation d'irriguer davantage... Nous aurions tort de considérer l'affaire de la Mer d'Aral avec une certaine condescendance scientifique en estimant que les techniciens et planificateurs soviétiques étaient décidément bien incompetents lorsqu'ils avaient lancé ces projets. Soyons modestes : beaucoup de nous avons été bien près de jouer les apprentis-sorciers en matière d'aménagement. Et notre vigilance actuelle sera renforcée par cette prise de conscience de la difficulté d'apprécier toutes les implications de certains choix »⁴⁷.

Modération tenant à un certain type d'équilibre politique, suppression des tentations dangereuses, cet exemple montre de façon lumineuse que nous avons probablement besoin, en cette affaire, de l'« humilité rusée » que René Girard assimile à un renforcement de l'esprit scientifique⁴⁸. C'est en acceptant de nous écarter des données, en allant chercher dans un registre profondément autre ce qu'il n'a pas été possible de découvrir au plus près, que nous arriverons peut-être à comprendre que la volonté de puissance pervertit l'activité économique et que l'augmentation du produit par tête ne garantit pas le bonheur des hommes, surtout quand leur nombre se multiplie dangereusement. La construction d'un système global de significations relève de la philosophie et de l'éthique, non de la science.

⁴⁶ Sur tous ces points, lire l'article de C. SCHWARZMANN, L. MAHÉ et P. RAINELLI, *Environnement et agriculture. Une comparaison France-Allemagne, Cahiers d'Économie et de Sociologie Rurales*, n° 17, 1990, p. 121-141.

⁴⁷ INRA, *Courrier de la cellule environnement*, n° 13, février 1991, p. 39-40.

⁴⁸ GIRARD, R., *Des choses cachées depuis la fondation du monde*, Paris, Livre de Poche Biblio-essais, 1983, p. 598.

DÉVELOPPEMENT AUTONOME ET COMPENSATION

Il semble depuis quelque temps qu'on parle un peu moins de développement autonome, ou endogène, ou autocentré, ou indépendant. N'est-ce pas une bonne raison de réfléchir sans passion à la signification de ces concepts ambigus ? Deux voies sont possibles pour cette réflexion, comme toujours quand on cherche à rendre le monde un peu moins inintelligible et un peu plus habitable. La première est la voie infiniment recommandable des enquêtes et des études de terrain. La seconde pourrait être la recherche risquée — utopique ? — d'un raccourci radical :

*« Sur l'étang le reflet peut bien
Fréquemment se brouiller :
Sachons l'image ».*
R.M. RILKE (1972 :119)

À quoi peut ressembler cette image ? Sans doute à la « vue immédiate de l'essence du monde, comme par un trou dans le manteau de l'apparence », dont parle Nietzsche [1973 : 163]. La formulation a de quoi donner le vertige, mais insistons : n'y a-t-il pas lieu parfois de se demander à quelle profondeur il faudrait descendre, quelle durée et quels espaces il faudrait embrasser pour discerner enfin la « résistance suprême de l'être », objet par excellence de la méditation ?¹ Épreuve essentielle, qui seule nous permettrait enfin de savoir si nous tenons véritablement à rencontrer, à vérifier cette résistance suprême. Car le travail d'investigation empirique et logique auquel nous nous livrons avec une apparente sincérité, sommes-nous sûrs qu'il ne masque pas un refus prudent d'aller au fond des choses ? L'ignorance ou ce qui revient au même : l'encombrement d'une information surabondante nous conviennent mieux, peut-être, que la connaissance véritable. Si nous le comprenions, dit Hebbel, l'ordre du monde nous serait insupportable [1963 : 69].

¹ « L'être reste pour la méditation ce qu'il y a de plus digne à mettre en question. Dans l'être, la méditation trouve une résistance suprême » HEIDEGGER [1980 :126].

Ordre du monde et compensation

Il ne s'agit que de chercher à figurer, bien entendu, ou à représenter cet ordre du monde, dont nous devons accepter qu'il se réduise pour nous à l'un de ces objets que la science a pour tâche de construire et de multiplier. Elle le fait « par des méthodes régulières et contrôlables, méthodes qui fournissent par le même effort l'interconnexion entre ces objets » [Ullmo 1969 : 152]. En sciences sociales, la fréquence de ces interconnexions et de ces intersections de relations fait soupçonner qu'elles révèlent une propriété fondamentale des êtres étudiés, leur « résistance » peut-être, ou encore la structure même de notre esprit, ou enfin les deux à la fois.

Ce soupçon était devenu conviction chez le philosophe américain Emerson :

« The world looks like a multiplication table, or a mathematical equation, which, turn it how you will, balances itself... what we call retribution is the universal necessity by which the whole appears wherever a part appears [...] While thus the world will be whole and refuses to be disparted, we seek to act partially, to sunder, to appropriate [...]. » [Emerson, s.d., 1ère sér., vol. II : 44-45].

Réalité objective ou simple artefact cognitif, la structure esquissée par Emerson est attestée d'abord par l'expérience quotidienne. Elle exprime en somme le fait que les choses existent ensemble². La faiblesse de nos moyens mentaux nous interdit de reconnaître ou de construire cet accord autrement que par couples de variables, mais si nous juxtaposons ou superposons les relations ainsi établies, alors nous voyons effectivement s'édifier un modèle global, cohérent et stable. Prenons quelques exemples, à peu près au hasard :

« L'on devient riche et vieux en même temps ; tant il est rare que les hommes puissent réunir leurs avantages » [La Bruyère 1962 : 191].

« L'humanité entière serait détruite si du mal même ne naissaient, capables de le ramener à de justes proportions, des restrictions naturelles analogues à celles qui empêchent la prolifération infinie des infusoires d'anéantir notre planète » [Proust, *Le temps retrouvé*, 1954, vol. III : 585].

« Le jeu des différentes lois psychologiques s'arrange à compenser dans la floraison de l'espèce humaine tout ce qui, dans un sens ou dans l'autre, amènerait par la pléthore ou la raréfaction son anéantissement » [Proust, *Le temps retrouvé*, 1954, vol. III : 781].

« Le mal est l'ombre du bien. Tout bien réel, pourvu de solidité et d'épaisseur, projette du mal. Seul le bien imaginaire n'en projette pas » [Weil, 1980 : 107].

« Tout le temps un prix terrible, en train d'être payé. Mais à qui ? Et pour quoi ? Qu'est-ce qui a payé mon existence jusqu'à aujourd'hui ? » [Gustafsson, 1983 : 128]

« US corporations may profit from shipping their arguably dangerous goods abroad ; their punishment is encountering American personal injury lawyers when they get there » (*Newsweek*, 4 fév 1985 *Bhopal-battling for business*)

« Of the imports into Africa from the outside during these three centuries (XV-XVIIIth centuries), the most important were certainly the new food plants which the Portuguese introduced from South America. Three of these at least — cassava, maize and sweet potato — made a tremendous difference to food supplied especially in the more humid equatorial regions. There can, in fact, be little doubt that the depopulation caused in some districts by the slave trade was more

² P. CLAUDEL, *Connaissance de l'Est* : « Jadis, j'ai découvert avec délice que toutes les choses existent dans un certain accord... » [1967 : 84].

than offset by the growth of population through these new means of subsistence in tropical Africa as a whole [Oliver & Fage, 1978 : 136]³.

Bien entendu, le registre des normes, de par sa nature même, est tout entier construit sur le modèle de la compensation :

« Ne vous mettez pas en situation irrégulière, vous auriez à payer immédiatement une indemnité forfaitaire ».

« Chez les Beembé du Congo le partage des tâches entre les sexes est clair : aux femmes revient le renouvellement des ressources naturelles, aux hommes sont confiées les entreprises qui contrarient la nature et qui, d'une façon ou d'une autre, tendent à détruire le monde à l'entretien duquel les femmes contribuent » [Dupré, 1985 324].

Pour faire court, et comme un certain Serge Grigorévitch Stroganov, comte russe et curateur de l'Université de Moscou, eut la bonté de l'apprendre au révolutionnaire Alexandre Herzen en 1846, tout est compensation [Herzen, 1976, II : 212]⁴.

Les régularités considérées par la science économique font, elles aussi, entrevoir une possibilité ou une exigence d'équilibre, de compensation.

Pour un économiste, tout résultat n'est d'abord que la contrepartie d'une somme de coûts. Allez aussi loin que vous voudrez dans la réflexion sur la manière d'atténuer l'effort consenti en vue d'un objectif donné ou d'obtenir un produit accru pour un effort donné, jamais vous n'échapperez aux équivalences formalisées par les techniques comptables.

Cela reste vrai même en dynamique. L'amplification des flux de biens et de services qu'on appelle croissance, et qui conditionne le développement, n'est pensée qu'à travers une trame de compensations. Les unes synchroniques, ou transversales, observables à un moment donné. On connaît, ou on croit connaître, la thèse qui fait coïncider un niveau donné de développement avec un certain degré de division du travail et une certaine intensité d'échanges où tous les partenaires sont supposés trouver plus ou moins leur compte. Depuis Ricardo, la formulation de cette thèse a atteint une complexité impressionnante, en pure perte d'ailleurs puisque les arguments logiques ne convainquent jamais personne⁵. D'autres préfèrent penser que l'augmentation de la production par tête n'est jamais obtenue qu'asymétriquement, aux dépens de partenaires exploités. Le centre ne progresserait alors qu'en appauvrissant sa périphérie. Nulle place dans ces deux familles de théories, on le voit, pour l'espèce d'apartheid économique à laquelle risque de ressembler l'improbable juxtaposition de développements endogènes, autocentrés, indépendants. Pour les chantres de l'avantage comparatif comme pour les dénonciateurs de l'échange inégal, il est toujours question, sous une forme ou sous une autre, de balance, de

³ J'ai longuement hésité avant d'inclure dans le présent article cette opinion qui semblera provocante à beaucoup. Peut-être faut-il s'empresse d'ajouter que le jugement exprimé par Oliver et Fage est vivement controversé. Ainsi E. M'Bokolo : « Ce qui semble se dégager des études consacrées à l'ensemble de ces relations avec les mondes extérieurs, c'est que, tout compte fait, l'Afrique s'est plus appauvrie qu'elle ne s'est enrichie. Sur le plan économique, en particulier, les gains durables ont été limités, même si l'on continue de discuter sur les effets produits par l'introduction de nouvelles cultures vivrières à partir des Amériques et de l'Asie, comme le maïs, le manioc, l'arachide ou la banane. Il est certain en revanche que, en s'engageant dans le commerce des esclaves, l'Afrique s'est laissée dépouiller, dans des proportions encore discutées, d'une partie essentielle de son capital le plus précieux, les hommes ». [M'BOKOLO 1985 : 39].

⁴ Stroganov se réfère à l'ouvrage peu connu de Pierre Hyacinthe Azaïs (1766-1845)(cf. Annexe I).

⁵ Les enquêtes empiriques non plus. Pour un exemple significatif, voir Reynolds (1983).

contrepartie, de compensation. Ou plus fondamentalement : de liaison et de dépendance mutuelle.

Toujours en dynamique, on observe aussi des compensations diachroniques, longitudinales, inscrites dans le fil même de la durée. Épargner pour investir, investir pour produire davantage, produire davantage pour amortir et réinvestir. Immense fuite en avant, perpétuel réarrangement d'éléments amovibles. Rien de tout cela n'échappe à la loi des compensations, le plus ne pouvant évidemment pas surgir du moins.

La pratique scientifique semble se modeler sur l'aspect compensé des phénomènes qu'elle saisit. Dès que la science sociale prend la peine de recourir à l'empirisme, tout se passe comme si elle faisait fond d'abord sur la mise en contact, en correspondance, de deux ensembles (ou davantage). Ceci pour déceler la structure dissimulée dans un regroupement de données, ou pour exhiber le mouvement qui les anime. La technique employée, le plus souvent, revient à croiser deux distributions (au moins) — si possible rangées sur des graduations inverses : ceci grandit lorsque cela diminue. Ou tout du moins : pour que ceci change, il faut que cela change aussi. Double saisie équilibrée, ou encore mieux : compensée, qui analyse et décompose pour expliquer — c'est-à-dire, au sens latin primitif pour déplier, dérouler, étaler (cf. Annexe II)⁶.

Cette manipulation créatrice n'a pas cours que dans les sciences sociales. En littérature également, elle est de mise — encore que de façon moins formaliste et moins rigoureuse. Elle est même, nous dit Julien Gracq, le signe de *la bonne* littérature :

« Dans un grand roman, contrairement au monde imparfaitement cohérent du réel, rien ne reste en marge — la juxtaposition n'a de place nulle part, la connexion s'installe partout » [Gracq 1967 : 27].

Prenons acte de cette démarche commune au scientifique et au littéraire ; agencer, au besoin non sans forcer les choses, un monde plus cohérent, donc plus intelligible ou plus beau que le vrai. Et concluons que fondée sur l'invention et la vision d'un échange, cette démarche ne saurait déboucher, au terme de son déroulement, sur autre chose que la représentation multipliée et dilatée du pas élémentaire qui la constitue. Loin de moi la pensée que l'univers social se réduise à ces relations et à ces correspondances instituant d'innombrables compensations et de non moins innombrables mécanismes correcteurs, mais enfin c'est d'abord *cela* que nous sommes habitués à voir et à faire voir.

Si nous admettons que ce genre de représentation ne déforme pas gravement la réalité, nous devons admettre aussi que le développement indépendant d'un

⁶ C'est à cette double saisie que tendent les techniques décrites dans les manuels de statistique descriptive et d'analyse de données : tables de contingence, corrélations, analyse factorielle... Deux typologies, deux séries concernant un même ensemble sont portées sur un système d'axes, et donnent naissance à un nuage de points dont la forme est appréciée, soupesée, mesurée, commentée. Nous apprenons par exemple qu'à Bodiba, dans le centre de la Côte-d'Ivoire, il existe chez les planteurs allochtones une relation linéaire entre l'année d'installation et la superficie cultivée. Un peu plus loin, les auteurs superposent au croisement entre surface cultivée (en ordonnées) et nombre d'actifs familiaux (en abscisses) la double indication de l'origine ethnique des exploitants et de l'indice d'utilisation de main-d'œuvre salariée. On voit alors, dans le sens des colonnes, qu'à égalité d'actifs familiaux, il faut davantage de main-d'œuvre salariée pour cultiver une superficie plus grande. Dans le sens des lignes, à superficie cultivée égale, la main-d'œuvre salariée compense un faible effectif d'actifs familiaux. Dans le cas des Voltaïques, la vente de leur force de travail en dehors de leurs exploitations les confine dans une situation de tout petits planteurs [CHAUVEAU & RICHARD 1983 : 83 - 87].

groupe ou dans un espace est quelque chose de très hypothétique. Et pour trois raisons. D'abord parce que tout développement, ou plus précisément toute croissance fondant le développement, résulte d'un accroissement de la division du travail c'est-à-dire des relations et des compensations entre agents, entre firmes, entre nations et groupes de nations. Ensuite parce que le développement au cours d'une période est toujours commandé — ou limité — par les décisions prises et les comportements adoptés au cours des périodes antérieures. Et enfin parce que, pour lire et interpréter un phénomène social, nous tendons inévitablement à élaborer des croisements qui, de proche en proche, mettent en jeu des variables de plus en plus éloignées. Si nous estimons que la prévalence des représentations de croisement et de compensation témoigne seulement d'habitudes de vision, alors nous pouvons admettre la possibilité de phénomènes échappant à ce type de lecture. Mais à supposer que cette rupture historique se produise un jour quelque part, où trouver les moyens d'enregistrer, dans son illisible originalité, un phénomène aussi radicalement étranger à toutes nos habitudes d'observation et d'intellection ?

L'effort de la matière pour s'organiser

À en croire Cioran,

« Les modernes répugnent (...) à cette idée, spécifiquement antique, suivant laquelle les biens et les maux représentent une somme invariable, qui ne saurait subir aucune modification. L'identité du monde avec lui-même, l'idée qu'il est condamné à être ce qu'il est, que l'avenir n'ajoutera rien d'essentiel aux données existantes, cette belle idée n'a plus cours » [Cioran 1969 : 45].

La Genèse avait une fois pour toutes enfermé l'homme déchu dans l'univers de la compensation [Genèse III, 17 et 19], mais de nos jours,

« (...) il nous faut du futur à tout prix. La croyance au Jugement Dernier a créé les conditions psychologiques de la croyance au sens de l'histoire (...). Nous nous comportons en fait comme si l'histoire suivait un déroulement linéaire, comme si les diverses civilisations qui s'y succèdent n'étaient que des étapes que parcourt, pour se manifester et s'accomplir, quelque grand dessein dont le nom varie suivant nos croyances ou nos idéologies. » [Cioran 1969 : 47].

Avec une jubilation suspecte, Cioran conclut que « tout progrès implique un recul, toute ascension une chute » (1986 : 47). Et plus loin : « Les valeurs surgies dans le temps sont, en dernière instance, interchangeables » (1986 : 53).

Traduisons : les progrès apparents seraient toujours si partiels et payés si cher qu'au fond toute question relative à la possibilité d'un développement quelconque, dépendant ou indépendant, serait parfaitement vaine. Ce point de vue n'est pas déraisonnable. Ce n'est pas par amour de l'Italie, mais par simple bon sens, que Stendhal a raillé la révolution industrielle anglaise :

« Je sentis sur-le-champ le ridicule des dix-huit heures de travail de l'ouvrier anglais. Le pauvre Italien, tout déguenillé, est bien plus près du bonheur. Il a le temps de faire l'amour. Il se livre quatre-vingt ou cent jours par an à une religion d'autant plus amusante qu'elle lui fait un peu peur... » [*Souvenirs d'égotisme* 1983 : 109].

En termes plus scientifiques, et moins frappants, Polanyi ne nous dit pas autre chose : la révolution industrielle a conclu un processus au terme duquel le travail, la terre et la monnaie se sont trouvés transformés en marchandises, alors pourtant qu'aucun de ces trois « biens » ne peut être produit en vue de la vente.

On s'est alors mis à échanger ces pseudo-marchandises sur un marché généralisé, fonctionnant de façon automatique. Du coup, la société s'est trouvée douloureusement réduite à l'état d'accessoire du système économique. Reprenant presque mot pour mot les termes d'Emerson qui nous informait⁷ que rien n'est donné mais que tout est vendu, Polanyi écrit :

« Improvements are, as a rule, bought at the price of social dislocation ».
[1967: 76].

Nous touchons ici l'essentiel de ce que recouvre le terme tant galvaudé de développement. Un système économique s'emballa en se soumettant tout ce qui peut servir à son propre progrès. Face à ces embardées catastrophiques, les sociétés secrètent des aménagements destinés à contenir, à freiner, à canaliser une évolution qui, autrement, leur serait fatale. Le développement est un perpétuel compromis, tantôt négocié, tantôt né de la violence, entre la tendance au progrès des richesses et la volonté de survie des individus et des groupes. L'exemple récent de l'Indonésie le montre clairement :

« La modernisation rizicole a déclenché un processus de développement global dans les campagnes indonésiennes et (...) ce dernier a lui-même secrété, au bout d'un certain nombre d'années, des anticorps permettant de lutter contre le mal qui le menaçait dans un premier temps. En d'autres termes, après s'être fortement aggravées, les inégalités sociales se sont stabilisées grâce à une distribution du revenu moins inéquitable résultant de la diversification de l'économie villageoise ». [Maurer 1985 : 108].

Échange donc, compensation encore et toujours, de telle sorte qu'on pourrait tenter de situer les sociétés sur un système d'axes dont l'un mesurerait la production par tête et l'autre le bonheur selon Stendhal. Et ce serait le plus justement du monde que les Tahitiens auraient adopté, pour désigner le changement social, un mot qui « signifiait au premier sens quelque chose de l'ordre du troc et de l'échange »⁸.

Mais les sociétés sont-elles définitivement prisonnières de cet entrecroisement systémique ? Non sans doute, au moins au plan des représentations. Des groupes peuvent ressentir le besoin, surtout lorsqu'ils traversent une crise, de s'inventer un passé ou surtout un avenir mythique propres à les tirer de la mauvaise passe. De cette « urgence de vouloir »⁹ nous trouvons un exemple significatif chez les Beembé du Congo, vers 1860, avec un certain Mwa Bukulu qui maîtrisait la pluie et sauvait les enfants :

« Tout faire pour avoir un lignage nombreux et des champs prospères ne devrait pas être une entreprise dangereuse qui appelle son prix de maléfice. Mwa Bukulu donne le fil pour sortir du monde clos de l'action magique où rien ne s'acquiert sans perte compensatoire. Le chemin est ouvert vers un avenir où toutes les entreprises humaines devraient s'épanouir nanties de la bénédiction des esprits » [Dupré 1985 : 13].

On éprouve cependant quelque impatience à voir cette sortie hors du champ de la compensation indiscrètement célébrée et recommandée par d'ambitieux redresseurs de torts, très affairés à parler au nom de sociétés silencieuses. Le mythe du développement autocentré, si bruyamment propagé au cours des

⁷ EMERSON, s.d., p. 47 : « In nature, nothing can be given, all things are sold ».

⁸ Cf. BARÉ [1985 : 84]. Ce mot est *tauira'a*. À la page 131 de l'ouvrage, J.F. Baré suggère une équivalence entre « échanger » et « changer » (*taui*).

⁹ ALAIN (1963: 334) : « En posant que théoriquement tout est égal il reste l'urgence de vouloir qui se propose à tout homme dès qu'il veut aider les autres ou s'aider lui-même ».

années précédentes, semble bien avoir été fabriqué par les penseurs empressés dont Valéry nous a révélé le calcul :

* Si je me faisais social et populaire, les avantages ne seraient pas moindres. La foule me porterait ; je lui donnerais des formules ; elle frémirait à ma voix. Je me rendrais plus puissant que les puissants, en injuriant et maudissant les puissants, je vivrais puissamment de la défense des humbles ». [Valéry 1971 :129].

N'insistons pas. La question doit être posée, mais autrement. Notre monde n'est pas fini, puisqu'un flux continu d'énergie, venu du soleil, ne cesse de le renouveler¹⁰. Aussi peut-on dire, comme Bataille, qu'à la surface du globe

* pour la matière vivante en général, l'énergie est toujours en excès, la question est toujours posée en termes de luxe, le choix est limité au mode de dilapidation des richesses. C'est à l'être vivant particulier, ou aux ensembles particuliers d'êtres vivants, que le problème de la nécessité se pose ». [Bataille 1967 : 61].

D'où la proposition suivante, difficilement réfutable :

* Il nous faut dériver la production excédante soit dans l'extension rationnelle d'une croissance industrielle malaisée, soit dans les œuvres improductives dissipatrices d'une énergie qui ne peut être accumulée d'aucune façon ». (*Idem* : 63).

Si l'on opte pour la première voie, comme on le fait universellement de nos jours (même et surtout lorsqu'on s'en défend), alors cessons honnêtement de parler de développement indépendant. La croissance industrielle, et la croissance agricole qui en est la base nécessaire, coïncident historiquement avec un renforcement constant des interactions et des relations d'échange — même si l'on tient compte de pauses et de moments d'isolement toujours temporaires. À elle seule, la dérivation des flux excédentaires vers les zones ou les groupes en difficulté exige une mise en communication accrue, et non pas une déconnexion séparatrice. Plus que jamais, l'histoire humaine paraît se modeler sur les consécutives mécaniques reliant intrants et produit, épargne et investissement, capital et revenu, innovation et progrès des richesses, dans un système d'échanges inévitablement généralisé. Il est généreux, mais naïf, de condamner l'oppression sociale puisqu'elle est inhérente, comme l'a montré S. Weil, à la division du travail [1980]. De toute façon,

* Exiger de la force qu'elle ne se manifeste pas en tant que force [...] c'est aussi insensé que d'exiger de la faiblesse qu'elle se manifeste comme force ». [Nietzsche 1974 : 150-151].

On imagine malaisément la nature et la direction de l'autre voie suggérée par Bataille, celle des « œuvres improductives ». Tout ce que nous savons, c'est que cette voie *devrait* s'ouvrir un jour, puisqu'il semble

* assez décevant de n'avoir à proposer, en remède à la catastrophe qui nous menace, que l'élévation du niveau de vie ». [Bataille 1967 : 79].

Ce chemin du « luxe authentique », Bataille le décrit en termes si romantiques que je crois prudent d'enfourer dans une note infrapaginale la citation indispensable¹¹. Risquons deux remarques sur ce sujet quasi-impossible à traiter.

¹⁰ Voir les schémas très parlants du livre de J. de ROSNAY : *Le Macroscopie*, 1975.

¹¹ Voici : « Un luxe authentique exige le mépris achevé des richesses, la sombre indifférence de qui refuse le travail et fait de sa vie, d'une part une splendeur infiniment ruinée, d'autre part une insulte silencieuse au mensonge laborieux des riches ». [Bataille 1967: 114].

Une orientation aussi radicalement autre, à l'évidence, ne saurait résulter de machinations technocratiques. Nous ne pouvons donc rien en dire aujourd'hui, nous aurions même sans doute beaucoup de mal à la reconnaître au cas où elle serait déjà ouverte. Méditons ici un admirable passage de *l'Évolution créatrice* :

« Parce qu'elle cherche toujours à reconstituer, et à reconstituer avec du donné, l'intelligence laisse échapper ce qu'il y a de nouveau à chaque moment d'une histoire. Elle n'admet pas l'imprévisible. Elle rejette toute création (...). Que chaque instant soit un apport, que du nouveau jaillisse sans cesse, qu'une forme naisse dont on dira sans doute, une fois produite, qu'elle est un effet déterminé par ses causes, mais dont il était impossible de supposer prévu ce qu'elle serait, attendu qu'ici les causes, uniques, font partie de l'effet, ont pris corps en même temps que lui, et sont déterminées par lui autant qu'elles le déterminent ; c'est là quelque chose que nous pouvons sentir en nous et deviner par sympathie hors de nous, mais non pas exprimer en termes de pur entendement ni, au sens étroit du mot, penser ». [Bergson 1983 : 164-165].

Un tel mouvement, quels que soient son objet, son rythme et sa direction, ne semble pas facilement séparable de la conscience accrue que les sociétés prennent elles-mêmes et de leurs parcours de plus en plus liés. Bataille le suggère assez clairement : le recours « décevant » à la simple élévation du niveau de vie

« se lie à la volonté de ne pas voir dans sa vérité l'exigence à laquelle il veut répondre ». [Bataille 1967 : 79].

A contrario, l'avènement du social réfléchi prévu par Teilhard de Chardin apparaît, logiquement, comme la clé d'un développement déployé hors de la zone intenable des accroissements permanents de production par tête. En dernière analyse, c'est dans ce progrès du social réfléchi, donc de la conscience individuelle et sociale, qu'il faudrait voir la « forme ultime et suprême de groupement où culmine peut-être [...] l'effort de la matière pour s'organiser » [Teilhard de Chardin 1955 : 113]. Et le développement véritable, au bout du compte, ne serait pas autre chose.

Qu'ajouter encore sinon que dans cette perspective unitaire et convergente les manifestations de développement indépendant ou séparé pourraient bien n'être que des écarts stériles par rapport à l'évolution générale du phylum humain ? Autrement dit — des impasses ?

Nous avons tenté de rapprocher deux idées ou deux principes : la conception de l'univers comme système de compensations, l'approche des phénomènes sociaux fondés sur la technique du croisement de typologies ou de distributions. Le but était de montrer, ou de suggérer, que ces deux idées se ramènent à une seule, plus fondamentale, malaisément formulable, et qu'on ne saurait accepter sans exclure toute pluralité d'évolutions autonomes et simultanées. En d'autres termes, la notion de développement autonome devient à la fois impensable et empiriquement invérifiable. Il n'y a place que pour *une* évolution d'ensemble, concernant des éléments de plus en plus interdépendants et l'observation de cette évolution sur le terrain consiste dans tous les cas à constater ces interdépendances, ces liaisons, ces compensations. Le signe et le sens de cette évolution d'ensemble se résument dans la conscience accrue que prennent les sociétés concernées de leur effort pour organiser et maîtriser leur devenir commun.

BIBLIOGRAPHIE

- ALAIN, *Éléments de philosophie*, Paris, 1963 Gallimard, 378 p. (Coll. Idées 13).
- AZAÏS, P.H., *Des compensations dans les destinées humaines* (5^e éd.). Paris, 1846, Firmin-Didot frères, 528 p.
- BARÉ, J.-F., *Le malentendu pacifique*, Paris, 1985 Hachette, 278 p.
- BATAILLE, G., *La part maudite* précédé de *La notion de dépense* Paris, 1967, Éd. de Minuit, 291 p.
- BERGSON, H., *L'évolution créatrice*, Paris, 1983, PUF, 369 p.
- Bible de Jérusalem*, Paris, 1956, Éd. du Cerf, 1669 p.
- CHAUVEAU, J.-P. & J. RICHARD, *Bodiba en Côte-d'Ivoire. Du terroir à l'État : petite production paysanne et salaire agricole dans un village gban*. Paris, 1983, ORSTOM, 119 p. (Atlas des structures agraires au sud du Sahara 19).
- CIORAN, E.M., *Le mauvais démiurge*, Paris, 1969, Gallimard, 181 p.
- *Exercices d'admiration*, Paris, 1986, Gallimard, 214 p.
- CLAUDEL, P., *Oeuvre poétique*, Paris, 1967 Gallimard, 1258 p. (Bibliothèque de la Pléiade).
- DUPRÉ, G., *Les naissances d'une société. Espace et historicité chez les Beembé du Congo*, Paris, 1985 ORSTOM, 418 p. (Coll. Mémoires 107).
- EMERSON, R.W., *Selected Essays*, Londres, s.d. Nelson & Sons, 475 p.
- ERNOULT, A. & A. MEILLET, *Dictionnaire étymologique de la langue latine* (4^e éd.). Paris, 1985, 833 p.
- GRACQ, J., *Lettrines*, Paris, 1967, Corti, 251 p.
- GUSTAFSSON, L., *La mort d'un apiculteur*, Paris, 1983, Presses de la Renaissance, 199 p.
- HEBBEL, F., *Tagebücher*, Stuttgart, 1963, Philipp Reclam Jun., 432 p.
- HEIDEGGER, M., *Chemins qui ne mènent nulle part*, Paris, 1980 Gallimard, 461 p. (Coll. Idées 424).
- HERZEN, A., *Passé et Méditations* (4 vol.). Lausanne, 1976 L'Age d'Homme, 468, 434, 276 et 512 p.
- LA BRUYÈRE, *Les Caractères*, Paris, 1976, Classiques Garnier, 622 p.
- MAURER, J.-L., « La mutation de l'agriculture indonésienne », *Études rurales* 1985, 99-100 : 87-113.
- M'BOKOLO, E., *L'Afrique au XX^e siècle. Le continent convoité*, Paris, Le Seuil, 393 p. (Coll. Points H 77).
- NIETZSCHE, F., *Humain, trop humain. Un livre pour les esprits libres*, (2 vol.). Paris, 1973, Denoël-Gonthier, 199 et 207 p. (Coll. Médiations).
- *Généalogie de la morale*, Paris, 1974, UGE, 301 p. (Coll. 10/18).
- OLIVER, R. & FAGE J.D., *A Short History of Africa*, Harmondsworth, 1974, Penguin African Library, 304 p.
- POLANYI, K. *The Great Transformation*, Boston, 1974, Beacon Press, 315 p. (Trad. française : *La grande transformation*. Paris, Gallimard, 1983, 420 p.).
- PROUST, M., *À la recherche du temps perdu*, (3 vol.). Paris, 1954 Gallimard, 1003, 1224 et 1324 p. (Bibliothèque de La Pléiade).
- REYNOLDS, L.G., « The Spread of Economic Growth to the Third World, 1850-1980 », 1983, *Journal of Economic Literature* XXI, sept. : 941-980.
- RILKE, R.M., *Les Élégies de Duinto. Les Sonnets à Orphée* (trad. Armel Guerne). Paris, 1972 Le Seuil, 185 p. (Coll. Points 5).
- ROSNAY, J. DE, *Le microscope Paris*, 1975 Le Seuil, 305 p. (Coll. Points 80).
- STENDHAL, *Souvenirs d'égotisme*, Paris, 1983 Gallimard, 253 p. (Coll. Folio 1430).
- TEILHARD DE CHARDIN, P., *Le phénomène humain*. Paris, 1955, Ed. du Seuil, 348 p.
- ULLMO, J., *La pensée scientifique moderne*, Paris, 1980, Flammarion, 315 p. (Coll. Champs).
- VALÉRY, P., *Tel Quel*, 2 vol. Paris, 1971, Gallimard, 274 et 278 p. (Coll. Idées 24, 241).
- WEIL, S., *Réflexions sur les causes de la liberté et de l'oppression sociale*, Paris, 1980, Gallimard, 151 p. (Coll. Idées 422).

Annexe 1

Deux auteurs au moins ont cru pouvoir fonder une explication du monde sur la théorie des compensations : Pierre-Hyacinthe Azaïs et Ralph Waldo Emerson. Le philosophe américain est connu de tous, ses œuvres sont accessibles depuis longtemps en livre de poche. C'est donc à l'écrivain français, plus ignoré, que sera consacrée la présente note.

Bien que la pensée d'Azaïs ne soit ni très rigoureuse ni très profonde, elle mérite de retenir un moment l'attention de quiconque s'intéresse à l'apparition puis à la formulation d'idées devenues plus tard essentielles en science économique. Certaines constructions théoriques semblent préparées par des penseurs un peu approximatifs, dont les intuitions fournissent pour ainsi dire le terreau nécessaire au développement ultérieur de la science. Il y a quelque chose de fascinant à rechercher, dans l'archéologie du savoir, les marécages d'où semblent surgir après un long délai de maturation les plantes organisées que cultiveront plusieurs générations de théoriciens. Il n'est pas sans intérêt non plus de mesurer l'écart qui sépare au début du XIX^e siècle le vague discours d'une certaine philosophie morale — discipline qui avait pignon sur rue à l'époque et qu'Azaïs enseigna à l'Athénée — des propositions plus arides mais plus fermes de la science économique naissante. Nouvelle occasion de reconnaître l'envergure intellectuelle d'un Adam Smith, qui commença par enseigner la littérature à Edimbourg, puis la philosophie morale à Glasgow avant de se spécialiser en économie politique et, à proprement parler, de construire cette discipline. Azaïs, pour sa part, n'est jamais devenu spécialiste de quoi que ce soit, et la rigueur n'était pas son fort.

Né le 1^{er} mars 1766 à Sorèze, Pierre-Hyacinthe Azaïs se distingue au cours de ses études par son goût pour l'histoire naturelle et ses aptitudes pour la musique. Une publication imprudente lui fait risquer la déportation sous le Directoire, mais les religieuses de l'hôpital de Tarbes le cachent et lui sauvent la vie. Il est ensuite précepteur, journaliste, maître d'études puis professeur de géographie à Saint-Cyr. À Avignon en 1811 puis à Nancy en 1812, il exerce les fonctions d'inspecteur de la Librairie. Attaché au Constitutionnel sous la Restauration, il est pensionné par Decazes en 1817. Il enseigne à l'Athénée de Paris, vers 1820, puis donne dans son jardin des conférences fort suivies. Peu apte aux intrigues, il ne réussira jamais à être de l'Académie française. Il meurt le 22 janvier 1845.

Les titres de ses livres donnent un peu à sourire :

Explication universelle (1826) ; *Idée précise de la vérité première et de ses conséquences générales* (1834) ; *De la phrénologie, du magnétisme et de la folie* (1839) ; *Le précurseur philosophique de l'explication universelle* (1844). L'ouvrage que cite Stroganov s'intitule *Des compensations dans les destinées humaines* et j'en ai consulté la cinquième édition, parue en 1846 à Paris, chez Firmin-Didot (528 pages). Elle comporte quatorze livres, dont les intitulés insipides finissent par laisser pressentir je ne sais quel dessein soigneusement prémédité mais toujours occulte. En voici des exemples : *Du malheur (coup d'œil sur la distribution des diverses conditions qui composent le sort de l'homme)*, *Compensations attachées au titre de père*, *Compensations dépendantes de l'organisation individuelle*, *Des compensations qui s'attachent au séjour des villes et au séjour des campagnes*, *Des compensations établies dans le sort des femmes*, etc.

Le livre est écrit dans une langue élégante, un peu molle, parfois prolixe, qui rappelle irrésistiblement le style aimable et facile de l'abbé Delille ou de Brillat-Savarin. Il y a vraiment eu, en ce début du XIX^e siècle, rupture significative entre la foule des attardés du siècle précédent, et le Chateaubriand supérieur et isolé auquel, dit Julien Gracq, « nous devons presque tout ». Quant au fond, en tout cas, ce n'est pas trop dire qu'Azaïs traite exactement le même sujet qu'Emerson — un sujet qui annonce à la fois l'équilibre général de Walras, l'état stationnaire de Stuart Mill et l'éternel retour de Nietzsche.

Jugez plutôt. Dès la préface, Azaïs interroge : « La somme générale de destruction n'est-elle pas nécessairement et rigoureusement égale à la somme générale de reconstitution puisque l'univers se maintient et que son ensemble est immuable ? » (p. 3) Sans fausse modestie, il annonce ensuite sa découverte : « Cette loi de succession, de retour, d'équilibre, embrasse nécessairement tout ce qui, n'étant pas éternel, s'accroît, s'arrête, se dégrade, se détruit. Ainsi le sort des sociétés humaines, et plus généralement encore de toutes les institutions humaines, est figuré par le sort des individus. Pour l'observateur attentif et impartial, le principe des compensations est la clef de l'histoire ». (p. 3).

Malheureusement, cette thèse n'est illustrée que par des dissertations d'une désolante banalité, ou par des anecdotes édifiantes. Rien de semblable, par conséquent, à la succession d'exemples empiriques que Malthus — pour ne citer que lui — avance à l'appui de la thèse exposée au début de son livre. Et pourtant, l'idée d'Azaïs eût pu servir de fil conducteur à une recherche historique sérieuse : « L'auteur de la nature a destiné les hommes à vivre en société. Un résultat nécessaire de cette destination est l'inégalité des conditions et des richesses. Par conditions et par richesses, il faut entendre tous les avantages extérieurs à l'individu, qui lui sont assurés par la place élevée qu'il occupe dans une composition quelconque de gouvernement et de société. Ces avantages sont réels, précieux, désirables ; ils sont la source de jouissances positives. Les hommes qui les possèdent sont inscrits sur une gradation de bien-être à laquelle il fallait des compensations, puisque le Créateur de l'espèce humaine est également le père de celui qui est élevé et de celui qui est très abaissé dans cette échelle. L'échelle inverse des facultés personnelles est une de ces compensations. Il en est *une multitude d'autres qui se croisent en tous sens*, non pour se combattre, mais pour s'aider, se soutenir, et en dernier résultat, pour répandre sur l'ensemble de l'espèce humaine cette *mesure uniforme de privations et de bien-être* que la justice du père commun devait concevoir et que sa puissance devait exécuter... » (p. 30).

Il faut connaître la suite de l'histoire des idées au XIX^e siècle pour trouver quelque intérêt à ces évidences paisibles — et pour s'émerveiller que l'eau claire d'Azaïs ait fini, grâce à Mill, Walras ou Nietzsche, par se muer en vins capiteux. Je n'ai sursauté qu'à la page 218 de l'ouvrage, au moment où un certain Lorenzo remet son livre à un jeune disciple nommé Amédée, en lui demandant de l'étudier et de le compléter. Cette passation de pouvoirs s'accompagne d'indications qui préfigurent, à la lettre, celles que donnera bien plus tard Karl Popper : « Examinez avec attention tout ce que je dis ; que cet examen se fasse toujours en présence des faits que j'emploie. Songez, mon ami, que *toute contradiction entre un seul fait bien constaté et ma pensée principale démontrerait invinciblement l'erreur de ma pensée et que sans égards pour moi vous devriez alors la rejeter*. Mais songez aussi que si tous les faits que l'homme peut connaître sont expliqués par ma pensée principale, si la loi qu'elle indique est sans cesse présente à tous les êtres qui se forment, à tous les mouvements qui s'exécutent, cette pensée est rigoureusement vraie. » Voilà définies, avec

précision, dès le règne de Napoléon, la procédure de falsification des hypothèses et la technique du test crucial telles qu'on les trouve exposées et formalisées dans la *Logique de la découverte scientifique*. Azaïs ajoute encore cette proposition franchement systémique, qui résume parfaitement son livre et sur laquelle on peut se permettre de conclure : « L'univers est un ouvrage dont l'ensemble est unique, immuable ». (p. 218).

Annexe II

Explico renvoie, en latin, à la préposition *ex* et au verbe *plecto*.

Le sens premier de *ex* est : hors, hors de. Le mot suggère l'idée de sortir, de changement d'état, ou encore il indique de quelle matière un objet est fait ou tiré.

Le sens de *plecto* est : tresser, entrelacer, enlacer. Ce verbe est surtout utilisé au participe passé : *plexus* (tressé, mais aussi : embrouillé, ambigu).

A côté de *plecto*, un intensif de même racine est utilisé dans des composés tels que *complico*, *explico*. *Complico* veut dire : plier, rouler, enrouler. *Explico* signifie : dérouler, développer, déployer, d'où expliquer.

Au sens primitif, expliquer c'est étaler quelque chose qui était plié ou enroulé (un manuscrit, une étoffe). Très exactement ce que l'on entend par l'expression couramment utilisée aujourd'hui de : mettre à plat (au sens de : élucider, clarifier). Compte tenu cependant du sens de *plecto* (qui est le même mot que *plico*) il ne paraît pas faux d'attribuer à expliquer le sens de : défaire quelque chose qui était tressé ou entrelacé. Dans cette optique, la préposition *ex* suggère qu'en défaisant l'entrelacement qui constitue l'objet, on montre de quoi est fait cet objet. Expliquer un phénomène revient alors à repérer ses composantes et à montrer comment elles s'unissent en satisfaisant à ce que les économistes appellent la substituabilité et la complémentarité. C'est dans la mise en œuvre de la substituabilité qu'apparaît la possibilité de compensations : x provient de $y + z$ (beaucoup d' y et un peu de z , ou l'inverse...) (cf. Ernout & Meillet [1985]).

IV - SCIENCES SOCIALES, PLURIDISCIPLINARITÉ

J'ai réuni dans cette dernière partie des textes qui concernent les rapports entre sciences sociales et statistique, la nature des représentations scientifiques, la cohabitation et la collaboration des diverses disciplines. Je n'ai pas manqué d'inclure un bref article sur un problème secondaire en apparence, en fait essentiel : celui de la recherche pratiquée à l'étranger, auprès d'informateurs non francophones.

Il est à peine besoin d'en dire davantage ici, sauf à préciser d'emblée que je n'ai jamais été tenté d'adhérer à un courant de pensée qui a pourtant marqué l'époque durant laquelle j'ai travaillé, et proposé une réponse stimulante aux questions que je me suis posé sur la convenance et la possibilité d'une science sociale totale, je veux parler du marxisme. On trouvera dans l'article intitulé Ôte-moi d'un doute certaines des raisons qui expliquent cette réserve ; elles me paraissent ne rien avoir perdu de leur force.

Il n'y a plus de marxistes aujourd'hui pour affirmer l'existence d'un système conceptuel unitaire transcendant l'histoire, l'économie et la sociologie. Cette péripétie de l'histoire des idées justifie dans une certaine mesure les efforts tentés dans d'autres directions et sur un autre plan pour favoriser pragmatiquement la coalition des disciplines existantes. Encore faut-il reconnaître que l'espace de transgression que représente aujourd'hui la recherche pluridisciplinaire ne suffit nullement à nous faire sortir de l'impasse signalée par Bergson dans L'Évolution Créatrice. Aveugle devant la nouveauté, sourde à l'imprévisible, rejetant toute création, « l'intelligence est caractérisée par une incompréhension naturelle de la vie »¹.

À coup sûr, il n'est pas inutile de favoriser pratiquement la compréhension mutuelle des disciplines, afin de faciliter leur association. De tels efforts exigent d'ailleurs beaucoup de constance, ne serait-ce que parce qu'ils butent souvent contre des critères d'évaluation fondés avant tout sur l'excellence dans une spécialité bien restreinte. Il ne faudrait pas, cependant, attendre des sciences sociales, même rassemblées dans ce qui reste toujours une juxtaposition, plus qu'elles ne peuvent intrinsèquement donner. La science n'est pas un opéra, ses différentes branches ne fusionnent pas comme peuvent le faire la musique, l'art de l'acteur et la magie du décor. Sommes-nous donc condamnés à ne pouvoir rien dire de ce que nous aimons le plus ? Nullement. L'œuvre de quelques poètes, longuement interrogée, indique en toute clarté, au-delà de la pensée conceptuelle,

*Under sleep, where all the waters meet*²

la direction reconnaissable d'un accès « au vif et au pur de l'être »³.

¹ BERGSON, H., *L'Évolution Créatrice*, Paris, PUF 1983, p. 164-166.

² ELIOT, T.S., *Marina*.

³ BONNEFOY, Y., *L'improbable et autres essais*, Paris, Folio Essais 1992, p. 21.

AUTREMENT DIT

Remarques sur la recherche en milieu multilingue

*« Confondons leur langage pour qu'ils ne s'entendent plus
les uns les autres. »*

Genèse, chap. XI, verset 7

Le multilinguisme n'est pas une situation rare ou inédite. À la veille de 1870, nous dit Weber (1983), un bon tiers des Français ignorait le français et se trouvait donc exclu des mouvements qui traversaient la communauté nationale utilisant la langue de Paris. On sait que la scolarisation obligatoire, le service militaire et les chemins de fer ont peu à peu modifié cette situation à partir des années 1880, et l'on peut imaginer que des processus analogues entraînent, dans une Afrique de plus en plus urbanisée, des unifications linguistiques irréversibles. On peut même repérer des différences probables avec ce qui s'est passé en France. Celle-ci par exemple : l'accession du français à la prééminence a signifié non seulement l'effacement du basque, du breton, du flamand, de l'occitan, mais aussi l'élimination du latin comme langue de culture et comme langue religieuse¹. En Afrique, il se pourrait que les progrès du wolof ou du hausa comme langues nationales aillent de pair avec un apprentissage croissant de l'arabe, pour des raisons religieuses et politiques. Ce phénomène mériterait de retenir davantage l'attention des africanistes.

Admettons que le développement coïncide souvent avec une certaine uniformisation linguistique. Cet aspect des choses, à bien y réfléchir, semble secondaire. L'important, c'est la prise de conscience croissante, par la société tout entière, des faits d'organisation et des changements qui l'affectent. Bien plus qu'à l'augmentation de certaines grandeurs économiques, toujours fondée sur l'arbitraire des conventions comptables et sur le refus de prendre en compte certains coûts, le développement se ramène *d'abord* à la construction et à l'avènement du social réfléchi. Par conséquent la recherche, notamment la recherche en sciences sociales, joue un rôle clé dans tout processus de développement, même si ce rôle n'est pas directement instrumental. Dès lors la question intéressante est celle-ci : comment fonctionne la recherche en situation multilinguistique ?

Depuis longtemps, les ethnologues ne se privent pas de faire de sérieuses réserves sur la validité des enquêtes effectuées par des spécialistes de sciences sociales qui ne connaissent pas la langue des groupes qu'ils étudient. Ces doutes

¹ Jusqu'à l'entre-deux-guerres, on apprenait en classe d'humanités (devenue depuis classe de seconde) à composer des vers latins. Jusqu'aux années cinquante, les candidats à la licence en droit devaient savoir le latin pour suivre les travaux pratiques exigés par le programme de droit romain en 1^{re} et 2^e année. Jusqu'au Concile de Vatican II, le scrupuleux bilinguisme latin-français des missels catholiques leur faisait peser double poids dans la main des fidèles.

n'ont jamais empêché, en Afrique, les démographes d'étudier les migrations, les économistes d'analyser les circuits commerciaux ou les systèmes de production agricole, les géographes de cartographier les structures agraires, les sociologues de scruter le passage de la tradition à la modernité, tout cela en recourant à ce que Molière appelait un truchement². Assez vite cependant, on en vient à mesurer les dangers et surtout les limites de cette façon de procéder, qui semble d'ailleurs beaucoup moins répandue en Amérique latine ou en Indonésie qu'en Afrique. Dans la suite de cette note, je voudrais rendre compte, très brièvement, de deux expériences qui résument peut-être deux manières d'aborder le problème.

Apostropher l'inconsistant

Il est fortement recommandé de s'armer de questions précises avant de commencer une enquête. Pourtant tout questionnaire équivaut à un appareil d'observation et tout appareil d'observation, remarque Bachelard, est déjà une théorie. Muni de cette esquisse de théorie, qu'on va meubler de données, on risque de pousser certains interlocuteurs à dire ce qu'on veut qu'ils disent.

Dans le Bassin tchadien des années soixante, je ne doutais pas de retrouver sur les marchés les entités économiques appelées offre et demande. Hypothèse faible, si l'on veut, en ce sens qu'elle ne pouvait guère manquer d'être vérifiée, mais hypothèse forte parce qu'il suffisait de quelques questions simples, inlassablement répétées, pour donner corps et substance au modèle qui l'inspirait. Ce tas de poisson, a-t-il été acheté ? En cas d'achat, quel a été le prix payé ? À quel prix le lot est-il mis en vente ? D'où vient cette commerçante ? Qu'a-t-elle dû payer au transporteur pour venir jusqu'ici ? etc.

Dix ou quinze cases dans un questionnaire, pas davantage. Certaines de ces cases correspondaient à des observables, on pouvait les remplir sans rien demander : homme/femme, salanga/tilapia/silure... Je posais le reste des questions en français, l'interprète traduisait en foulfouldé. Il écoutait la réponse qu'il traduisait en français. Deux ou trois mots à inscrire dans la case adéquate, et le tour était joué. Bref, un modèle à toute épreuve, fondant la tentative exogène de construire une image statistique recevable.

Dans ce genre de situation, les voies sont si bien balisées que le problème de la traduction demeure mineur. On peut distendre la chaîne de communication sans risque grave, et au lieu d'un interprète, en atteler deux en tandem à la carriole de l'enquête. Dans les monts Mandara, il nous arrivait de rencontrer des colporteurs amateurs ou surtout des acheteurs ignorant le foulfouldé. Enrôlé sur place, un interprète de secours traduisait du matakam ou du mofou en foulfouldé, après quoi l'interprète en titre traduisait du foulfouldé en français. Et inversement. Même comédie au Kanem, avec des navigateurs boudouma ou des chameliers kanembou ignorant (?) l'arabe tchadien. Il faut alors des questions simples, très simples. Le chercheur joue le rôle du peintre réaliste décrit par Nietzsche :

Infinie est la moindre parcelle du monde.
Il n'en peint finalement que ce qui lui plaît.
Et qu'est-ce qui lui plaît ? Ce qu'il sait peindre...
(Nietzsche, 1973 : 64)

² « Où est le truchement, pour lui dire qui vous êtes et lui faire entendre ce que vous dites ? Vous verrez qu'il vous répondra ; et il parle turc à merveille. » (Le Bourgeois gentilhomme, acte V, sc. 4).

Rôle rassurant, n'était l'inquiétude qu'on sent grandir en soi devant la facilité avec laquelle les choses s'enchaînent. Vérification du schéma de départ, mise en ordre des symboles, prospérité du modèle qui digère sans peine les données, tout cela crée un malaise grandissant :

*We are surprised
at the ease and speed of our deed.*

(Auden, 1955)

Que faire d'autre, pourtant ? Les exemples encourageants ne manquent pas. D'illustres prédécesseurs, tel Goethe mis en scène par Thomas Mann (1989 : chap. VII), n'ont pas hésité à « apostropher l'inconsistant » et à « lui dire à quelle classe et catégorie il appartient ». Dès lors, et s'il ne s'agit que de « nommer les choses par leur nom et de les faire entrer dans un système », la traduction ne représente qu'un pas de plus, et de peu d'importance, dans la prise de pouvoir et dans la conquête du monde. Les difficultés qu'elle pourrait soulever seront unilatéralement résolues, comme le reste. Nommer, c'est dominer ; traduire, c'est dominer un peu plus. Seulement lorsqu'on aura fait deux ou trois enquêtes de ce genre, on n'aura plus très envie de recommencer.

Écouter

Le mouvement de la recherche, s'il y a mouvement, consiste peut-être à juger un jour pour ce qu'elles valent, c'est-à-dire peu de chose, les statistiques écrites qu'on s'évertue à construire en posant aux gens des questions simples facilement traduisibles. Ce jugement porté, on entre dans l'inconnu. Le chercheur commence à rôder autour de groupes d'interconnaissance dans lesquels il voudrait bien entrer. Il prête l'oreille à des bruits qui, si tout va bien, lui permettront peut-être un jour d'appréhender, très partiellement, ces « statistiques mentales » dont Maget (1989 : 84) nous dit qu'elles dépassent de loin en précision les statistiques écrites.

Nous soulevons alors le manteau d'énoncés, à la fois opaque et révélateur, qui enveloppe un univers *autre*. Rien n'est présumé quant à la possibilité de *traduire* ces énoncés. Il s'agit seulement d'enregistrer, de préférence par des moyens garantissant l'objectivité de la collecte³, et ensuite de rassembler, de collationner, de décrypter, autrement dit d'acquérir « le langage et le maniement des catégories d'usage local » (Maget, 1989 : 83). Mon expérience en ce domaine est sénégalaise et concerne l'étude approfondie, vers 1968, de villages mourides entre Diourbel et Touba. Situations typiques : l'assistance à une séance de la coopérative, les entretiens libres avec des marabouts, la collecte d'histoires de vies (Couty, 1968). De retour à Dakar, les cassettes étaient écoutées, patiemment transcrites, analysées enfin mot à mot par le chercheur et l'enquêteur travaillant côte à côte. Devant eux, sur la table, le *Dictionnaire wolof-français* de Monseigneur Kobès et de Abiven, de la Congrégation du Saint-Esprit, nouvelle édition de 1923, avec l'imprimatur du vicaire apostolique de Sénégalie...⁴. Travail d'amateur ?

Certes, mais qui n'avait jamais été entrepris et qui présentait au moins l'avantage de faire rencontrer à chaque pas des termes *sui generis* dont on pouvait

³ C'est le moment de rappeler que la procédure de recherche fondée sur l'enregistrement de textes au magnétophone a été propagée par G. Althabe à Madagascar pendant les années soixante, et adoptée alors par plusieurs chercheurs de l'ORSTOM.

⁴ Le wolof n'était pas enseigné alors à l'École des langues orientales (aujourd'hui INALCO) et le CLAD (Centre de linguistique appliquée de l'université de Dakar) commençait seulement ses inventaires. Le *Manuel français-ouolof* de Angrand (s.d.), pourtant préfacé par Th. Monod, n'offrait qu'un secours tout à fait insuffisant.

ensuite faire l'exégèse avec des informateurs choisis. *Dyebalu*, par exemple, que Kobès et Abiven rendent par : se livrer, se rendre, s'offrir, se dévouer... Acte d'allégeance à un marabout, manifestation volontaire de dépendance, mais aussi choix libre et révocable par le disciple d'un intermédiaire capable de transmettre un peu de la *barke* qu'il détient, le *dyebalu* apparaît comme une notion clé dans l'univers mouride. La *barke* aussi : bénédiction, grâce, charisme ; elle trouve en dernière analyse son origine et sa source chez le fondateur de la confrérie, Sérigne Bamba, qui la fait partager aux membres de sa parenté, à ses disciples, plus lointainement à tous ceux qui vivent au voisinage de la mosquée de Touba. De vocable en vocable, un paysage se dévoile, et nous y entrons. Rien de prévisible dans cette quête qui engrangera aussi bien le spectacle d'un marabout barbouillant de salive bénéfique le front d'un disciple agenouillé que la lecture, dans une gare routière, de l'action de grâces peinte sur un camion : *Diara dief, Sérigne Bamba !*

Traduction ou effort critique ?

Le passage d'un questionnaire violentant l'enquêté par interprète interposé comble dans une certaine mesure l'attente du chercheur néophyte, alors que la patiente pénétration dans les dédales d'une culture a des aspects plus austères. Leiris, sur ce point, cède à l'ironie pour se donner du courage :

11 août 1931. Le travail sur la circoncision et les sociétés d'enfants a atteint un tel degré d'acharnement et une hauteur si grande de technicité qu'hier je me suis surpris à écrire sans rire la phrase suivante : la *sounkourou* paye des kolas au *sema* pour aller voir son *kamale* au *biro*. (Leiris, 1951 : 69).

Ces termes vernaculaires font leur effet, mais la situation décrite n'est pas fondamentalement différente de celle que connaissait un étudiant en droit de 1950 aux prises avec la *nuncupatio*, le *mancipium* ou la *capitis deminutio*. On comprend vite, en tout cas, qu'en cette affaire la traduction est hors de propos, qu'il faut se saisir de ces mots tels qu'ils sont, en tant que portes d'entrée dans un système de comportements organisés et appris. Mais voir les choses telles qu'elles sont, en soi, n'est-ce pas très précisément le but de tout effort critique⁵ ? Le chercheur se fera donc critique, plutôt que traducteur, et plus tard il s'emploiera à dissuader les traducteurs trop pressés. Une bonne partie du travail exécuté pendant ces quinze dernières années à l'INSEE-Coopération par le groupe AMIRA a justement consisté à pulvériser obstinément l'illusion de la traduction terme à terme. Donnons seulement deux exemples, tirés de deux notes AMIRA, l'une récente, l'autre plus ancienne :

« Dans certaines sociétés, par exemple bambara et senoufo, la cohésion et le contrôle foncier vont jusqu'à maintenir au niveau lignager (paternel chez les Bambara : le *fa-so*, maternel chez les Senoufo : le *narigba*) l'existence de grands champs sur lesquels devront œuvrer un ou deux jours par semaine les chefs d'exploitation concernés. Or ces grands champs lignagers reçoivent en pratique la même dénomination que les grands champs d'exploitation (*foroba* chez les Bambara, *segbo* chez les Senoufo), ce qui témoigne d'une élasticité sémantique extrême propre à sauvegarder les normes sociales sous les apparences d'un vocabulaire inchangé » (Ancey, 1975 : 28).

« Bien souvent, il n'y a pas, dans la langue des personnes interrogées un concept vernaculaire équivalent au terme « famille ». Demander simplement

⁵ « A critical effort : the endeavour ... to see the object as in itself it really is » (ARNOLD, 1950 : 1).

« Quelle est votre famille ? » risque alors de donner lieu à toute une série de réinterprétations de la part et de l'interprète et de l'enquête. Par exemple, si l'on traduit le terme « famille » par *kanda* en kikongo, langue véhiculaire du Sud Congo, et que l'on demande à une personne quelle est son *kanda*, elle répondra en donnant un nom propre qui est le nom du clan matrilinéaire dont elle fait partie, ce que désigne le terme *kanda*. Si on lui demande quelles sont les personnes appartenant à son *kanda*, elle répondra, en toute logique : l'ensemble des descendants en ligne utérine de tel ancêtre. Mais en même temps, il n'existe guère d'autre terme que celui de *kanda* pour exprimer les termes « famille » et « ménage ». Des difficultés insurmontables de traduction rendent donc peu adapté l'emploi du terme « famille » dans un questionnaire ». (Gruenais, Lacombe, Bounou et Guillaume, 1985 : 16).

Ai-je réussi à suggérer que ces deux situations linguistiques correspondent à deux attitudes scientifiques, à deux moments de la recherche ? Dans un premier temps, dont on peut fort bien ne jamais sortir, la traduction se fait presque sans y penser. L'investigation est alors animée par une sorte de hâte d'en finir qui conduit à vérifier sans trop de peine des schémas plausibles. Pour sortir de ce cercle vicieux, pas d'autre moyen que de passer à la contemplation des signes qui nous viennent de cultures énigmatiques. Dire ce que nous voyons et ce que nous pensons de ces signes, voilà finalement la bonne direction. Ce chemin nous écartera, au moins en apparence, de l'intervention et de l'action mais quand on voit le résultat auquel ont conduit trente années d'agitation depuis les Indépendances africaines, n'est-on pas en droit de penser qu'un peu plus d'effort critique eût été opportun ?

BIBLIOGRAPHIE

ANCEY (G.), *Niveaux de décision et fonctions objectif en milieu rural africain*, Paris, Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE)-Coopération, note Groupe de recherche pour l'amélioration des méthodes d'investigation en milieu rural africain (AMIRA), 1975 (réédition de septembre 1979), n° 3, *multigr.*, 33 p.

ANGRAND (A. P.), s.d. *Manuel Français-Ouolof*, Dakar, La Maison du Livre, 109 p.

ARNOLD (M.), *Essays Literary and Critical*, Londres, 1950 Dent & Sons Ltd., Everyman's library, 380 p.

AUDEN (W. H.), *Nones in The pocket Book of Modern Verse*, Williams (O.) éd., New York, 1955, Pocket Books Inc., Cardinal Edition, 638 p.

GRUENAI (M. E.), LACOMBE (B.), BOUNGOU (G.) et GUILLAUME (A.), *Une enquête à l'orée de la pluridisciplinarité*, Paris, Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) — Coopération, brochure Groupe de recherche pour l'amélioration des méthodes d'investigation en milieu rural africain (AMIRA), 1985, n° 46, *multigr.*, 88 p.

COUTY (Ph.), *Entretiens avec des marabouts et des paysans du Baol*, Dakar, 1968, ORSTOM, *multigr.*, 76 p.

KOBÈS (A.) et ABIVEN (O.), *Dictionnaire Volof-Français*, Dakar, 1923, Mission catholique, 383 p.

LEIRIS (M.), *L'Afrique fantôme*, Paris, 1951, Gallimard, 533 p.

MAGET (M.), « Remarques sur le village comme cadre de recherches anthropologiques », in *Bulletin de psychologie*, VIII, 1955, numéro spécial 7-8 : 375-382.

MAGET (M.), « Remarques sur le village comme cadre de recherches anthropologiques », in *Cahiers d'Économie et de Sociologie Rurales*, Institut national de recherche agronomique (INRA), 1989, n° 11 : 79-91.

MANN (Th.), *Lotte à Wetmar*, Paris, 1989, Gallimard, 386 p. (coll. L'Imaginaire).

NIETZSCHE (F.), *Le Gai Savoir*, Paris, 1973, Union générale d'éditions (UGE), 440 p. (coll. 10/18).

WEBER (E.), *La fin des terroirs : La modernisation de la France rurale 1870-1914*, Paris, 1983, Fayard, 844p.

LAWRENCE D'ARABIE OU LA VOLONTÉ D'Y VOIR CLAIR

*Et le ciel sur la terre
C'est la volonté d'y voir clair*

Paul Eluard (*Une leçon de morale*)

La lecture, ou mieux, la relecture, car le livre mérite bien cela, des *Sept Piliers de la Sagesse*,¹ conduit à réfléchir à certains traits du métier de chercheur en sciences sociales, plus particulièrement lorsque ce métier est exercé en coopération. Les justes formules trouvées par Lawrence au début des années 20 pour parler de guérilla en Arabie et en Palestine, résonnent longuement dans l'esprit du lecteur et y provoquent des découvertes ou des rapprochements inattendus. Des pratiques difficiles à décrire et à comprendre en raison de leur banalité même deviennent plus intelligibles quand on les rapproche de comportements exceptionnels. Ce qu'il y a de contrasté, de grossi, de dramatique dans une situation de crise fait mieux saisir la nature d'occupations quotidiennes. La caricature parle mieux qu'une photo trop sage.

Dans les 700 pages de l'agréable édition Penguin de 1962, j'ai relevé une trentaine de passages n'excédant pas dix lignes, d'où se dégagent deux thèmes inépuisables. D'abord celui de l'équivoque inhérente à toute action de guerre — mais aussi de recherche — menée par un étranger dans un pays qui n'est pas le sien, même et surtout si certains nationaux approuvent cette action et prétendent y participer. Ensuite la nature des motivations qui peuvent pousser un individu à se lancer dans des activités souvent angoissantes, plus tolérées que reconnues au plan social, mais échappant grandioisement au contrôle de l'autorité.

Le livre de Lawrence est d'abord l'histoire d'une fraude politique et stratégique, à laquelle l'auteur a participé en connaissance de cause. Cette fraude, c'est celle que machine l'Angleterre pendant la première guerre mondiale pour obtenir la défaite de la Turquie, alliée de l'Allemagne. Quelques spécialistes britanniques du Moyen-Orient, estimant que cette défaite serait hâtée par une rébellion dans la

¹ LAWRENCE (T.E.), *Seven Pillars of Wisdom, a Triumph*, Harmondsworth, 1962, Penguin Modern Classics, 700 p. Rappelons que cet ouvrage, qui compte parmi les chefs-d'œuvre de la littérature anglaise moderne, raconte la révolte des Arabes contre les Turcs en 1917-1918. Lawrence joua dans ce soulèvement un rôle décisif. Dans le récit qu'il en donne, la chronique des faits militaires s'accompagne d'une série inégalée de portraits, de paysages, de réflexions philosophiques et poétiques — le tout dans un style d'une précision et d'une beauté incomparables —. Le livre est à la fois une confession personnelle et un monument d'érudition objective.

partie arabe de l'empire ottoman, suscitent ou encouragent une révolte du Chérif de la Mecque en lui promettant vaguement l'indépendance après la guerre :

Il était évident dès le départ, écrit Lawrence, que si nous étions vainqueurs, les promesses faites resteraient lettre morte, et si j'avais été un conseiller honnête, j'aurais dit aux Arabes de rester chez eux et de ne pas risquer leur vie au combat ; mais j'entretins l'espoir qu'en conduisant les Arabes à la victoire les armes à la main, je les mettrais dans une situation qui pousserait les grandes puissances à satisfaire leurs revendications (p. 24).

Tel est le thème fondamental de l'œuvre. Les termes employés par Lawrence sont très durs, et manifestent une sorte de désespoir lucide :

Je leur assurai (aux Arabes) que l'Angleterre avait coutume de tenir parole, selon la lettre et selon l'esprit. Ainsi réconfortés, ils accomplirent leurs exploits, mais au lieu d'être fier de ce que nous réalisons ensemble, j'étais perpétuellement plongé dans une honte amère (p. 283).

Cette première tromperie² est aggravée du fait que Lawrence est un étranger, un homme venu d'ailleurs, qui sent vivement le ridicule et la fausseté de sa contribution à l'avènement de la nation arabe, même si cette contribution a été fournie de bonne foi :

Conscient en permanence de mon statut d'étranger, et de l'incongruité qu'il y a pour un étranger à défendre la liberté nationale ... ; (p. 458).

Ils n'écoutaient pas d'autre voix que la mienne et soumettaient leurs difficultés à mon jugement ... Mes décisions étaient prises malgré ma connaissance imparfaite de l'arabe. Le caractère frauduleux de cette entreprise me blessait ... Je soulevais les Arabes par des moyens malhonnêtes et j'exerçais sur mes dupes une autorité trompeuse (p. 387).

Ces textes retiennent notre attention, car ce qu'ils décrivent, au-delà d'une situation spécifique, historiquement datée, c'est la démarche effectivement équivoque, et parfaitement incongrue, de tout individu qui s'emploie à la construction ou au développement d'une nation autre que la sienne. Démarche fondée en général sur des accords ambigus, conclus entre le riche et le pauvre ou entre le fort et le faible — donc entre partenaires dont les intérêts s'opposent inévitablement — . Il n'est pas possible de croire ou de faire croire que le fort puisse consentir à perdre une partie de sa force, ni que le faible ne cherche pas à dérober par la ruse une partie de la force qui lui manque. Pour compliquer les choses, le faible n'est jamais uniformément faible, il se divise en factions rivales. Lawrence n'ignorait pas que les haines inexpiables entre nomades arabes n'étaient que « suspendues par la paix de Fayçal » (p. 648) et qu'un « gouvernement arabe en Syrie, bien que prenant appui sur les préjugés pro-arabes, devrait être imposé au même titre que le gouvernement turc » (p. 343).

De toute manière, il y a doute sur la possibilité d'une relation équilibrée entre personnes appartenant à des cultures différentes. En tant qu'individu, Lawrence ne sert Fayçal que par pitié ; il trouve cette situation dégradante et pour Fayçal et pour lui (p. 582). En tant que citoyen britannique, il fait partie d'une nation qui se considère comme choisie et inimitable. Copier les Anglais est blasphématoire ou impertinent :

Les autres peuples ne peuvent prétendre à l'excellence que dans leur propre catégorie. À la différence des Français, qui voient dans l'imitation un compliment, les Anglais la considèrent comme une parodie ... (p. 355).

Comment d'ailleurs des rapports d'égalité et de vraie coopération pourraient-ils naître, alors que, note Lawrence :

² Dont les conséquences se développent encore aujourd'hui dans cette région du monde. Lawrence ne fait qu'une brève, mais suffisante, allusion à la future création de l'État d'Israël : « Lord Rothschild, une puissance nouvelle, à la race duquel quelque chose d'équivoque fut promis en Palestine ... » (p. 572). L'équivoque se prolonge, dans la tragédie.

En Syrie, même les personnes les mieux éduquées n'ont pas conscience de l'insignifiance de leur pays, et ne conçoivent pas l'égoïsme des grandes puissances habituées à faire passer leurs propres intérêts avant ceux de populations désarmées » (p. 343) ?

Il faut avouer d'ailleurs que les tensions engendrées par la faim, la fatigue, la chaleur ou le froid, ainsi que par l'inconfort de la vie chez les Arabes³, deviennent très vite insupportables pour un intellectuel européen. Je reconnais ici l'aveu de certains ethnologues, quand il leur arrive de se laisser aller à la franchise : Malinowski par exemple, dans le journal duquel on trouve cette confidence embarrassante : « Qu'on extermine les brutes ! » (les brutes étant les indigènes qu'il étudie ...) ⁴. Faut-il voir là le terme de tentatives sincères pour pénétrer dans une culture étrangère ? Lawrence nous fait entrevoir une conclusion d'un genre différent, mais également sinistre. Pour lui, c'est la folie, rien de moins, qui guette « l'homme qui parviendrait à voir les choses, au même moment, à travers le voile de deux coutumes, de deux éducations, de deux environnements » (p. 30). Décidément, ce n'est pas sans péril qu'on prétend se tenir sur la ligne de faite d'où l'on peut dominer deux cultures :

J'étais mortellement fatigué de vivre parmi les Arabes, regrettant comme jamais auparavant les ciels chagrins de l'Angleterre ... Je languissais après la faiblesse, la fraîcheur et les brumes grises, souhaitant que l'univers pût n'être pas si clair et si cristallin, si nettement bon ou mauvais ... (p. 560).

Nous autres Anglais qui passions des années outre-mer parmi des étrangers, nous nous drapions dans l'orgueil de notre patrie remémorée, entité bizarre qui n'avait aucun lien avec ses habitants, car ceux qui aimaient le plus l'Angleterre aimaient souvent fort peu les Anglais (p. 560).

C'est en fin de compte dans la voie du nihilisme qu'une telle lucidité pousse Lawrence, et dans la certitude croissante que toute action est irrémédiablement vaine :

À demi désespérés, nous pensions que la révolte arabe ne parviendrait pas à son terme, et demeurerait un exemple de plus de ces caravanes qui s'élancent avec ardeur vers un but de nuages, et qui périssent peu à peu dans la solitude, en échappant à la flétrissure du succès (the tarnish of success) (p. 428).

Que faire alors ? S'en tenir à l'ivresse des commencements goûtés pour eux-mêmes, indépendamment de leurs suites toujours problématiques ? Ne prêter attention qu'au désir et au possible, c'est-à-dire à cette pureté du non-être où Valéry nous assure que l'univers est un défaut ?

Quand une chose était à portée de ma main, je ne la voulais plus : mes délices se bornaient au désir ... C'est qu'en vérité je n'aimais pas le moi que je pouvais voir et entendre (p. 583).

Le danger est ici clairement désigné : à force de dédaigner le réel, on en vient à se détester soi-même, ou plutôt à ne chercher dans le réel qu'un moyen d'éprouver une identité personnelle enfin purifiée de toute addition :

³ « The beastliness of living among Arabs » (p. 580)

⁴ MALINOWSKI, Bronislaw, *Journal d'Ethnographie*, Paris, 1985, Le Seuil. Ce cri d'exaspération, c'est également celui que pousse l'aventurier Kurtz, inquietant héros du *Cœur des ténèbres*, de Joseph CONRAD : « Exterminate all the brutes ! ». CONRAD (J.), *Heart of Darkness. Almayer's Folly. The Lagoon*. New York, Dell Publishing, 317 p.

Les débuts exerçaient sur moi une attirance particulière, qui me poussait en permanence à m'efforcer de libérer ma personnalité de ses sédiments, en la projetant sur un objet nouveau ... Le moi invisible semblait se réfléchir le plus clairement dans les eaux calmes de l'esprit encore incurieux d'un autre homme (p. 583).

Quoi qu'il en soit, de la fraude politique et historique, nous passons ainsi, insensiblement et inévitablement, à la fraude personnelle qui endommage et fêle l'être le plus intime. Lawrence fait semblant de jouer les hommes d'action, alors que l'action ne l'intéresse aucunement, exactement comme ces chercheurs auxquels on demande des recettes de développement, alors qu'ils ne savent que voir et faire voir ce qui existe :

Devant moi, s'étendait une perspective de responsabilités et de commandement, qui répugnait à ma nature méditative. J'avais honte d'occuper la place d'un homme d'action (p. 284).

Les Arabes croyaient en moi, j'avais la confiance d'Allenby⁵ et de Clayton, mes gardes du corps étaient prêts à mourir pour moi ; et je commençais à me demander si toutes les réputations établies n'étaient pas, comme la mienne, fondées sur la fraude. Ma guerre était trop méditée, parce que je n'avais rien d'un soldat ; je m'agitais trop, parce que je n'avais rien d'un homme d'action. Tout cela n'était qu'effort intensément conscient, alors que je me tenais à l'écart pour observer et critiquer l'exécution (p. 579).

Tout est faussé par conséquent, au plan politique comme au plan personnel. Dans cette accumulation de malentendus, rien de solide et d'assuré, rien de profond qui soutienne et justifie l'effort prodigieux consenti par Lawrence. L'entreprise paraît se dissiper dans une mauvaise foi universelle, et pourtant l'auteur inscrit en sous-titre, sur la couverture de son livre, le mot le plus resplendissant qui soit : *Triomphe*. Quel est donc ce triomphe ?

Nous pouvons à mon avis le chercher dans deux directions : la liberté personnelle, et la réussite littéraire.

Sur l'anarchisme viscéral de Lawrence, le livre abonde en témoignages délibérés ou involontaires. Il saute aux yeux que cet historien, cet archéologue formé à Oxford, n'avait que faire des États-Majors et des armées régulières. Très vite, il a prétendu à rien de moins qu'à se servir des hiérarchies pour faire la guerre à sa façon, avec les alliés de son choix. Lawrence est d'avis que « notre ennemi, c'est notre maître ». Pour lui, le maître est utile si on l'asservit. Dans les *Sept Piliers*, cela donne des remarques comme la suivante :

Murray⁶ et Belinda avaient débuté de façon si fatigante que pendant les premiers jours nous n'avions plus songé à écraser l'ennemi, mais à faire en sorte que nos chefs nous laissassent vivre (p. 328).

Liberté et disponibilité maximales, donc. Rien d'étonnant, puisque Lawrence conduit des actions de guérilla, mais n'oublions pas qu'un épistémologue de grand talent, Feyerabend a construit sa réputation en ridiculisant les schémas rigides de la logique poppérienne⁷ et en se faisant l'avocat de l'anarchie et du « Tout est bon ». Ce n'est pas la seule ressemblance qu'on puisse trouver entre guérilla et recherche.

Lawrence analyse avec pénétration le mécanisme de la discipline militaire, qui tend à amoindrir ou anéantir toute possibilité de coup d'éclat individuel pour assurer l'efficacité collective :

⁵ Le Commandant en chef des forces britanniques au Moyen-Orient.

⁶ Sir Archibald Murray, général anglais en Égypte. Belinda reste inconnu.

⁷ Il s'agit notamment de la procédure de falsification des hypothèses formalisée par POPPER (K.), (*Logique de la découverte scientifique*).

Plus la discipline est totale, plus l'excellence individuelle est médiocre, mais aussi plus sûre devient l'exécution. En substituant l'exécution assurée à la possibilité d'un chef-d'œuvre, la science militaire sacrifie délibérément une certaine capacité afin de réduire l'élément d'incertitude inhérent à l'humanité enrôlée (p. 348).

Ici encore, le parallèle avec la recherche s'impose. Les gestionnaires qui administrent cette activité déconcertante ne rêvent que d'une chose : l'efficacité garantie. Pour cela, il faut encadrer, programmer, fixer des échéances, exiger des comptes-rendus sur des formulaires standardisés, organiser des évaluations. Cet objectif n'est bien entendu jamais atteint, ou s'il est atteint, c'est qu'on a tué la recherche pour la transformer en études conformes à des recettes éprouvées. Ici s'arrête la ressemblance entre guerre et recherche. On peut gagner des guerres en construisant une mécanique militaire d'où toute initiative est soigneusement bannie, mais on étouffe la découverte et l'invention quand on transforme les chercheurs en chargés d'étude.

Le paradoxe est que la recherche, comme la guérilla et comme toute activité humaine, doit être administrée. Organisateur de raids effectués par des nomades pillards, Lawrence doit bien se résigner à prévoir et à compter :

L'inefficacité du pauvre Chérif Aïd, même comme chef nominal, me contraignit à assumer moi-même la direction des opérations, contre tout principe et contre tout jugement. Les talents spéciaux requis pour les raids tribaux, l'organisation des haltes alimentaires et des pâturages, l'orientation, la paye, les disputes, le partage du butin, l'ordre de marche, rien de tout cela ne figurait au programme de l'École d'Histoire Moderne d'Oxford. La nécessité de m'appliquer à ces matières me tint trop occupé pour que j'eusse le temps de voir le pays (p. 368).

Ici l'administrateur sourit, car en somme on reconnaît qu'il est utile. Il l'est en effet, mais son utilité tend vers zéro quand il prétend organiser et diriger ce qui ne peut être que soutenu et suscité. S'il persiste dans cette prétention, c'est d'ailleurs de la faute des administrés : « Il suffirait d'un mépris bien établi, écrit Alain, pour que les puissances retombent au rang de fonctions utiles ... »⁸. Apprenons donc à mépriser les puissances.

En matière de recherche d'ailleurs, le dernier mot revient en définitive aux administrés, c'est-à-dire aux chercheurs, puisqu'il leur appartient de faire connaître les résultats de leurs travaux. On peut compter sur eux pour ne pas jouer les modestes, et c'est pourquoi seuls des chercheurs peuvent juger d'autres chercheurs. Il faut être du métier pour traverser l'écran de fumée des rapports d'activité et pour décider si les connaissances ont véritablement progressé. Lawrence nous fait mesurer la difficulté de cette tâche en imaginant ce qui se passerait si chaque militaire était admis à faire valoir lui-même ses mérites — situation dont il a tiré parti une seule fois dans l'armée, mais qui est permanente dans la recherche :

Rien ne résulta de cet effort, si ce n'est un rapport que j'adressai au Quartier Général Britannique de Palestine, à l'attention de l'État-major. Ce rapport me fit considérer comme un amateur modeste, faisant de son mieux pour imiter les grands modèles. Le Quartier Général l'apprécia énormément et m'accorda une décoration. Nous aurions davantage de poitrines décorées dans l'Armée si chacun, sans témoins, pouvait rédiger ses propres dépêches (p. 492).

Chaque chercheur rédige toujours sa propre dépêche, pas tout à fait sans témoins, mais pas non plus sous le contrôle étroit de ses collègues. La surabondance de pseudo-succès due à cet état de choses entraîne une rareté persistante de poitrines décorées, par impossibilité de séparer le bon grain de

⁸ ALAIN, *Mars ou la guerre jugée*, Paris, 1969, Gallimard, Coll. Idées, 309 p., chapitre LXI.

l'ivraie. Les distinctions sont aussi rares dans la recherche qu'à la guerre, encore que pour des raisons exactement contraires.

Mais que faire de cette liberté conquise et préservée jour après jour ? Lawrence, et me semble-t-il bien des chercheurs avec lui, oscillent entre plusieurs attitudes. D'abord le nihilisme auquel j'ai fait allusion plus haut, tentation présente en permanence, gravement renforcée dans le cas de Lawrence par l'abominable confrontation avec Nahi Bey à Deraa, le 20 septembre 1917 (« A Deraa, cette nuit-là, la citadelle de mon intégrité avait été irrévocablement perdue », p. 456). À cette tentation, l'auteur des *Sept Piliers de la Sagesse* ne cède qu'en partie, abandonnant les terrains indéfendables pour mieux tenir les positions de repli. Cela donne des distinctions un peu artificielles comme la suivante :

Pour la partie instinctive de l'homme, tout ce que croient deux ou trois personnes avait une valeur miraculeuse, à laquelle le repos et la vie de l'individu pouvaient être sacrifiés en toute bonnêteté. Pour l'homme rationnel, les guerres nationales étaient une tromperie au même titre que les guerres de religion, et rien ne valait la peine de combattre : le combat lui-même, l'acte de combattre, ne pouvait en aucune façon contenir une part de vertu intrinsèque (p. 565).

S'il en est ainsi, si tout est vanité sous le soleil, ne convient-il pas de se donner quelque besogne bien minutieuse qui empêche enfin de penser ? Lawrence est visiblement tenté par ce « suicide mental » où se précipitent tant de chercheurs timides, « tâche lente pour étouffer la fournaise de mon esprit » (p. 582). S'il recule, c'est, nous dit-il, par « faiblesse ». Quelle faiblesse ? Sans doute celle qui lui interdit, malgré toutes les déceptions, de renoncer à « l'ambition historique » qui a été la sienne à Oxford :

J'avais rêvé de mettre violemment en forme (bustling into form) la nouvelle Asie que l'époque nous imposait inexorablement (p. 684).

Cette ambition historique est courante chez les intellectuels et les chercheurs de vérité qu'un démon pousse à quitter leur pays pour refaire le monde. À l'époque récente, une certaine anthropologie économique a voulu être « l'instrument scientifique de la dénonciation de l'Occident colonial » et réaliser le projet « d'appliquer les principes de la théorie marxiste aux nations pauvres, nations prolétaires dont les luttes de libération devaient être le ferment d'une révolution qui promettait enfin d'être mondiale »⁹. Mais les ambitions historiques se démodent vite, surtout lorsqu'on les vit au désert. En lisant Lawrence, je suis frappé par la place que prennent dans son livre les descriptions topographiques et géologiques, comme si l'environnement physique devenait, dans l'équivoque universelle, l'ultime élément stable, le seul recours contre la désagrégation des significations et l'écroulement des résolutions :

L'abstraction du paysage désertique me purifiait et, avec sa grandeur surabondante, rendait mon esprit vacant : une grandeur obtenue non par l'addition de pensée à la vacuité, mais par sa soustraction. Dans la faiblesse de la vie terrestre, se reflétait la force du ciel, si vaste, si beau, si vide (p. 524).

Au bout du compte, la seule raison de vivre et de faire effort est d'ordre littéraire. C'est dans la réalisation d'une œuvre écrite qu'il faut voir le vrai

⁹ DELAUNAY, Daniel, Du nombre et de la richesses des hommes in : *Approche anthropologique et recherche économique à l'ORSTOM* Paris, 1985, ORSTOM, Coll. « Colloques et Séminaires », 141p., p. 21-29. Il serait facile de multiplier les exemples. En voici un second, très explicite : « Mon intérêt ...se déterminait par l'idéologie tiers-mondiste de l'époque ... le tout baignant dans un bel enthousiasme qui attendait des « damnés de la terre » la vraie (enfin) Révolution et entendait bien y contribuer » SCHLEMMER, Bernard *Paradoxes de la Domination - Du « comment » au « pourquoi »* in : *Histoire, Histoires, premiers jalons...* ORSTOM, 1986, Bulletin de Liaison du Département H, n° 3, p. 9-21.

« triomphe » de Lawrence, celui qui nous coupe encore le souffle aujourd'hui, Il est passionnant de voir comment le dessein se précise peu à peu et comment l'auteur en prend conscience :

Au lieu de faits et de chiffres, mes carnets de notes étaient remplis d'états d'esprit, de rêveries et d'interrogations nées et tirées de nos situations, exprimés en mots abstraits. Je dépassai rapidement le plan des idées. Aussi n'avais-je aucune confiance dans les experts, qui n'étaient souvent que des intelligences confinées entre des murailles élevées, connaissant bien sûr chaque pavé de leur prison, alors qu'il m'arrivait de savoir de quelle carrière les pierres avaient été tirées et quel était le salaire du maçon (p. 580-581)¹⁰.

Toute ma vie j'avais aspiré à une seule chose : la capacité d'expression personnelle sous une forme imaginative. Toutefois mon manque de concentration m'avait empêché d'acquiescer une technique. En fin de compte, un pur accident, non sans humour pervers, en faisant de moi un homme d'action, m'avait donné une place dans la révolte arabe — m'offrant ainsi une issue dans la littérature, l'art d'où la technique est le plus absente (p. 565).

Ici le soulèvement des Arabes est mis à sa vraie place, celle d'une occasion permettant de traiter le seul sujet qui préoccupe véritablement Lawrence, et sans doute tout écrivain authentique, à savoir lui-même.

Si l'on poursuit la réflexion là-dessus, on en arrive à se dire que littérature et sciences sociales forment un continuum : à une extrémité, les poètes illisibles et le monumental échec de *Finnegan's Wake*, à l'autre les exercices de techniciens qui croient accéder à l'objectivité alors qu'ils ne cessent de recourir aux procédés les plus naïfs de la rhétorique et de l'intimidation¹¹. Au milieu, s'ouvre la voie royale de l'histoire au sens large où des esprits assoiffés de liberté construisent leur vision individuelle d'un cheminement et d'un destin collectifs, Lawrence a parcouru cette voie magnifique, il nous en montre les risques, et la surabondante richesse.

¹⁰ Cette méfiance à l'égard des idées évoque de façon irrésistible le début de la préface du *Contre Sainte-Beuve* : « Chaque jour, j'attache moins de prix à l'intelligence, Chaque jour je me rends mieux compte que ce n'est qu'en dehors d'elle que l'écrivain peut ressaisir quelque chose de nos impressions, c'est-à-dire atteindre quelque chose de lui-même et la seule matière de l'art. Ce que l'intelligence nous rend sous le nom de passé n'est pas lui ». PROUST, Marcel, *Contre Sainte-Beuve*, Paris, 1965, Gallimard, Coll. Idées, 373 p.

¹¹ MC CLOSKEY, Donald, The Rhetoric of Economics, *Journal of Economic Literature*, 1983, vol. XXI, n° 2, p. 481-517.

PRÉSENTATION D'UN TEXTE DE GILLES SAUTTER « LE TEMPS DES MÉTHODES »

C'est par le texte de Gilles Sautter intitulé « Le temps des méthodes » que s'est ouvert à Montpellier, le 14 septembre 1987, le VIII^e Séminaire d'Économie et de Sociologie Rurales organisé par la Mission « Économie et Sociologie Rurales » (MESRU) du CIRAD¹. Ce séminaire, qui portait sur le thème « Problématiques et instruments d'observation en zone rurale tropicale », a rassemblé durant quatre jours une centaine de participants. Quelque cinquante communications ont été présentées et discutées. L'importance de l'événement exige qu'il en soit rendu compte aux membres du Groupe et du Réseau AMIRA, et le meilleur moyen de le faire est de reproduire in extenso la contribution de G. Sautter.

Il ne saurait être question d'alourdir par des commentaires ou des explications ce texte d'une richesse et d'une clarté exceptionnelles. Je me permettrai seulement de rappeler qui est le Professeur Sautter et de dire en peu de mots pourquoi le point de vue d'un géographe devrait retenir l'attention de statisticiens, d'économistes et de praticiens du développement.

Géographe africaniste avant tout, G. Sautter a pris contact avec le continent noir dès 1941, en Guinée. Parmi ses très nombreux travaux, il faut au moins citer une thèse de doctorat, publiée en 1966 : *De l'Atlantique au Fleuve Congo. Une géographie du sous-peuplement* (Paris, Mouton, 2 vol., 800 p.). Cet ouvrage a fait époque. Élargissant la problématique de P. Gourou sur les conséquences des fortes densités de population, son auteur étudiait les effets du vide démographique en Afrique Centrale et, plus généralement, tout ce qu'implique l'inégale répartition de la population dans l'espace. Il se plaçait ainsi, avec P. Pélissier, au rang des géographes appelés à exercer une influence profonde et durable sur la recherche en milieu tropical.

C'est d'ailleurs avec P. Pélissier que G. Sautter signa, en 1964, le célèbre article paru dans la revue *L'Homme*, d'où devait sortir une série de monographies de terroir extrêmement riche². Chargé pendant de longues années d'assurer la présidence du Comité Technique de Géographie de l'ORSTOM, G. Sautter a animé un grand nombre de recherches de terrain en zone tropicale : monographies de

¹ Ce séminaire regroupe chaque année, outre des chercheurs extérieurs, un certain nombre d'agro-économistes travaillant dans les divers départements spécialisés du CIRAD (Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement)

² 22 ouvrages publiés par l'ORSTOM et la Maison des Sciences de l'Homme dans la collection *Atlas des Structures Agraires au Sud du Sahara*, 3 ouvrages dans la collection *Atlas des Structures Agraires à Madagascar*. Deux vues d'ensemble disponibles : le numéro 37-38-39 de la revue *Études Rurales* (janvier septembre 1970), et la note AMIRA N°29 (juin 1980).

terroir, enquêtes sur les migrations³ ou sur les villes, Atlas, etc. Il s'est aussi beaucoup intéressé à la notion de paysage⁴, et poursuit sur ce sujet une réflexion particulièrement novatrice. Ces diverses activités scientifiques ont nourri un enseignement donné à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales et à l'Université de Paris-I, qui a marqué des générations de géographes.

Le texte reproduit ci-après nous concerne parce que le regard géographique est peut-être l'un des meilleurs antidotes qui soit contre les poisons de l'abstraction. Écartelées entre l'empirisme et le formalisme, les sciences de l'homme cèdent souvent aux séductions d'une rigueur artificielle fondée sur la manipulation de concepts, les engendremens de mots, les déductions logico-mathématiques et la prolifération du discours. En se donnant quelques notions bien épurées et en s'enfermant dans une chambre devant un tableau noir ou une rame de papier, on peut, si l'on a du génie, écrire les *Éléments d'Économie Politique Pure* ou *la Théorie Générale de l'Emploi, de l'Intérêt et de la Monnaie*. Si l'on manque de génie, mais si l'on a du souffle et de l'aplomb, on écrit les 575 pages de *The Social System...* Dans les cas favorables, ce genre de production ouvre pour longtemps des horizons nouveaux, mais pour un Keynes ou un Walras, que de Talcott Parsons ! Avec les géographes, nous courons peu de risques ; il n'existe pas de géographie pure. Le géographe descend de ces explorateurs qui, de retour à Londres ou à Hambourg, rédigeaient un récit de leur voyage et décrivaient un morceau de notre planète. Non contents de le décrire en paroles, ils le dessinaient sur une carte. Jamais je n'ai pu oublier les pages jaunies des *Travels in North and Central Africa* où le Docteur Heinrich Barth rend compte, pour les déconseiller ou les recommander, d'itinéraires qu'il a parcourus dans le nord du Cameroun ou dans le Bornou. Barth conclut, sans fausse modestie : « I have the satisfaction to feel that I have *opened to the view* of the scientific public of Europe a most extensive tract of the secluded African world... ». Autrement dit : j'ai vu, et j'ai fait voir. Cette référence appuyée à l'acte élémentaire de *regarder* va de pair avec une prudence scientifique éminemment raisonnable, terrestre, paysanne. Tout se passe comme si le géographe se rappelait toujours qu'on ne voit jamais de grands espaces que de très loin, dans un léger brouillard et avec risque d'illusion. Jamais il n'oublie que pour aller d'un point à un autre, il faut parcourir des vallées et des plaines, franchir des barrières montagneuses, patauger dans des marécages et traverser des forêts, en un mot pénétrer de façon successive et difficile dans des *espaces juxtaposés*, différents, séparés. Que si cet observateur pérégrin prend de la hauteur pour raisonner sur les caractéristiques d'homogénéité, c'est toujours avec le souvenir de cheminements patients et de découvertes persévérantes. S'il décrit l'agriculture ou l'élevage, notre homme aura toujours en tête la diversité des paysages, signes patents et parlants de constructions humaines cohérentes et résistantes. Nul moins que lui n'est tenté de manipuler un être aussi monstrueux et aussi improbable que le coefficient national de capital, ou d'oublier qu'avant de porter sur un même système d'axes une courbe d'offre et une courbe de demande, encore faut-il s'interroger sur la possibilité de leur rapprochement en un lieu concret, bien différent du marché abstrait. Pour le géographe, le niveau macro-économique est simplement celui où jouent certains effets de composition nés de la juxtaposition, de la simultanéité ou de l'interaction de phénomènes élémentaires et localisés *qui priment*, car sans eux il n'y aurait très exactement *rien*. Ainsi les abstractions et grandeurs globales sont-elles

³ Lire par exemple : Migrations, société et développement en pays Mossi, *Cahiers d'Études Africaines*, 79, XX-3, p. 215-253.

⁴ Le paysage comme connivence. *Hérodote* N°16, p. 40-67, 1979.

fermement remises à leur place, et dépouillées de la consistance captieuse que les technocrates et les mécaniciens de l'économie ont tendance à leur conférer.

Fidèle à une expérience d'observateur, donc à un spectacle daté et situé, le géographe s'exprime par un document qui est d'abord une *image*. Pour un peu, et comme Wittgenstein, il nous persuaderait que « puisque la réalité est étalée sous nos yeux, il n'y a rien à expliquer ». Et c'est bien vrai, d'une certaine façon, qu'il n'y a jamais rien à expliquer : les choses sont, l'histoire se fait et se fera, un point c'est tout. Nous pouvons classer et additionner, repérer de vagues régularités fondées sur des catégorisations discutables, faire remarquer que 100 est plus grand que 50, après quoi nous estimons avoir fait oeuvre scientifique. Mais pour peu qu'on y réfléchisse, tous ces efforts ne sont que des variations autour de dénombrements et de déclarations, et n'aboutissent jamais qu'à une représentation plus élaborée, donc plus contestable que la carte. Privilégier la cartographie, c'est accepter de s'effacer derrière un reflet sincère et un double fidèle de la réalité, double vérifiable et contrôlable. Mais ne vous y fiez pas : tout humble et discret qu'il paraisse, le géographe en réalité est dévoré par l'ambition. N'a-t-il pas en effet le dessein de tout dire sur un espace : ses sols, son climat, sa population, son agriculture et son industrie, son commerce et ses voies de communication ? Le moins qu'on puisse dire, c'est que le géographe n'est pas ce qu'on appelait au XVIII^e siècle un « homme spécial ». Sans l'ombre d'une hésitation, il rassemble les sciences de l'homme séparées par erreur et les force à dire ensemble tout ce qu'il convient de faire savoir sur un espace où des gens naissent, vivent et meurent. C'est le bon sens, mais quelle audace !

Résolument attaché au concret, le géographe nous tire par la manche quand nous nous perdons dans le phébus ou le pathos, ou quand nous nous obstinons à traiter des données depuis longtemps privées de vie. Homme (ou femme) de goût, le géographe rejette l'ésotérisme et dessine ou raconte les paysages qu'il a regardés. Éloigné de toute cuistrerie, le géographe traite ensemble ce que l'on n'aurait jamais dû séparer. J'en conclus que nous avons tout avantage à nous rapprocher des géographes et de la géographie, du moins si nous cherchons sincèrement des méthodes et des techniques transdisciplinaires d'investigation, applicables, comme le dit G. Sautter, à un « champ scientifique commun ».

ÔTE-MOI D'UN DOUTE

Trois questions sur l'anthropologie économique

Ah l'heureux temps que celui des manifestes ! L'écho de ceux qu'on entendait pendant les années 60 n'est pas encore éteint. Rappelez-vous Meillassoux, discret mais ferme :

Ces sociétés (traditionnelles) ont une forme d'économie. Ces économies obéissent à des lois qui leur sont propres. (Meillassoux, 1960 : 39)

Godelier, un rien pompeux :

L'anthropologie économique a pour objet l'analyse théorique comparée des différents systèmes économiques réels et possibles (Godelier, 1965 : 32)

Dalton, tout en nuances, et ne disant ce qu'il pense qu'après une longue série de restrictions circonspectes :

To put interesting questions about the organization of traditional, primitive economies, and primitive peasant economies undergoing change, growth and development, requires conceptual categories different from those used in conventional economics. (Dalton, 1969 ; 66).

À la vérité, certaines de ces formulations laissent perplexe. De là vient leur charme, d'ailleurs. Par exemple, que pouvaient bien être les « systèmes économiques possibles » de Godelier ? La Cité du Soleil de Campanella ? Le Nouveau Monde Industriel et Sociétaire du chimérique Fourier ? Mystère. J'éprouve aussi de la gêne devant la critique sommaire des « économistes », de la « théorie économique libérale » (Meillassoux, 1960 : 38), voire de la « science économique bourgeoise » (Rey, 1969 : I,1). De cet amalgame, la composition n'est pas claire. Y a-t-on mis les économistes allemands du XIX^e siècle, de Roscher à Schmoller ? Y inclut-on Max Weber ? Que fait-on des institutionnalistes américains, de Veblen notamment ? Bref, ne s'est-on pas donné quelques facilités en condamnant si vite une science simplifiée pour les besoins de la cause ? Les néoclassiques eux-mêmes, tant décriés, étaient rien moins que d'affreux logiciens incurieux des réalités sociales. Alfred Marshall n'a pas écrit que ses *Principes*, il est aussi l'auteur d'un ouvrage d'histoire considérable : *Industry and Trade*. Et le non-conformiste de Lund, Wicksell, recommandait à temps et à contretemps à ses étudiants d'acquérir une solide culture historique...

Tout cela n'est pas grave. Quand on a besoin d'adversaires, il est de bonne guerre de les caricaturer. Venons-en à des questions plus importantes.

Première question : l'anthropologie peut-elle être économique ?

Lorsque les économistes de l'ORSTOM, dont je suis, ont abordé le terrain vers 1960, nombre d'entre eux, en tout cas les ruralistes, ont cru devoir s'intéresser à des questions sociologiques ou ethnologiques qui, à proprement parler, sortaient du champ de leur discipline. La tradition s'est d'ailleurs maintenue, de Boutillier à Delaunay, Minvielle, Weigel, Langlois, en passant par Ottino, Robineau, Gastellu, Weber, et d'autres encore¹.

Cet esprit et cette volonté d'ouverture n'ont pas forcément conduit les chercheurs concernés à partager le credo théorique élaboré — sous diverses variantes — par l'Anthropologie Économique française des années 60 et 70. Il me semble même qu'un économiste élargissant sa perspective au point d'étudier les relations de parenté ou l'appartenance ethnique des paysans devait se trouver déconcerté de voir des anthropologues, par une démarche apparemment inverse, amoindrir et limiter leur discipline en l'affublant du qualificatif « économique ».

Expédiés sur des terrains auxquels la Faculté (de Droit, pour les plus âgés d'entre nous...) ne nous avait nullement préparés, nous découvrons, avec l'appétit d'autodidactes maladroits, des sujets de recherche insécables qui nous commandaient de devenir, tout de suite, autre chose et bien plus que des économistes. Saisis par le vertige de l'improvisation, nous nous trouvions obligés de pratiquer vaille que vaille une science de l'homme unitaire, c'est-à-dire une anthropologie. Hélas ! À peine avons nous goûté la saveur de cette discipline absolue, et voilà qu'elle se laissait découper en rondelles, devenant piteusement, et séparément, économique, politique, religieuse, et sans doute bien d'autres choses encore. Il y avait là, pour certains du moins, une évidente contradiction avec le généreux projet d'embrasser le fait social total.

J'entends bien. Si une certaine anthropologie s'est dite économique à partir des années 60, c'est qu'elle adhérait au matérialisme historique. Base de la vie en société, la production des biens matériels engendre une superstructure politique, institutionnelle, religieuse, et l'anthropologue étudiant cet ensemble ne peut pas ne pas reconnaître la hiérarchie des niveaux². Puisque tout repose sur l'économique, puisque tout est déterminé par lui, l'anthropologie ne saurait être, en dernière analyse, autre chose qu'économique. On peut croire cela. On peut aussi ne pas le croire.

Il s'est trouvé des chercheurs qui ont continué à penser que la dynamique des représentations et des symboles peut avoir un cours autonome, qu'elle peut même influencer ou déterminer - temporairement - ce qui se passe dans le registre économique. L'anthropologie alors devient une discipline englobante, qui tente de saisir l'interaction de l'économique et du reste, sans préjuger du sens des liaisons. Dans ce cas, il ne saurait plus être question de restreindre son domaine par un qualificatif quelconque : l'anthropologie est totale, ou bien elle n'est pas. Je ne suis pas sûr que cette proposition soit vraie, mais il me semble juste que la question soit posée. J'observe aussi que donner ce sens au mot « anthropologie », c'est se conformer à l'étymologie : pour Aristote, *ἄνθρωπο-λόγος* cela veut dire : qui parle sur l'homme³, sans limitations.

¹ Plusieurs de ces chercheurs se sont expliqués sur ce point, soit au début d'un ouvrage d'ensemble : OTTINO 1963, GASTELLU 1981, ROBINEAU 1984, soit dans un texte de méthode : BOUTILLIER 1968, MINVIELLE 1978. Cette liste n'est pas exhaustive.

² De ce point de vue, Jean COPANS écrit : « C'est l'analyse des rapports sociaux de production, extérieurs à toute conscience individuelle, qui permet l'explication de toutes les productions humaines, qu'elles soient matérielles ou intellectuelles » (COPANS, 1971 : 424).

³ *Morale à Nicomaque*, 4, 8, 31.

Deuxième question : l'anthropologie économique micro-marxiste est-elle praticable ?

Nul ne nie les vertus heuristiques des approches marxistes non-dogmatiques, accordant une large place au « sentiment très vif de la résistance que le réel offre à notre volonté » (Veyne, 1979 : 74). Mais si, à ce point de vue au moins, nous sommes tous marxistes, c'est parce que nous cherchons à identifier des effets d'ensemble, des évolutions longues, des phénomènes globaux et massifs. Les interprétations marxisantes ne sont plausibles qu'à grande échelle, et en très longue période. En revanche, elles deviennent peu sûres, et en tout cas nullement opératoires, quand on les applique à des problèmes ponctuels et passagers : « Quiconque fait confiance à la synthèse marxiste, dans son ensemble, aux fins d'interpréter les situations et problèmes actuels, a toutes chances d'être déplorablement induit en erreur » (Schumpeter 1965 : 77).

Le paradoxe, c'est que de bons observateurs ont cru pouvoir qualifier l'anthropologie économique française de « micro-marxiste ». L'expression se trouve chez Hirschman (1977), elle est reprise par Eicher et Baker dans leur précieux ouvrage sur la recherche et le développement agricole africain (Eicher et Baker, 1982 : 38-40). Soyons naïfs avec ces Hurons, lisons ce qu'ils écrivent. Il est toujours instructif de se voir avec les yeux de l'Ingénu.

Pour Eicher et Baker, les anthropologues micro-marxistes sont d'abord des personnages très négatifs. C'est bien simple, ils refusent tout. Ils ne veulent pas qu'on interprète le développement africain à partir de généralisations marxistes-léninistes fondées sur l'histoire européenne ou américaine. Ils refusent l'anthropologie de Firth, Bohannan, Dalton, Polanyi, parce qu'elle s'intéresse trop aux formes de l'échange et de la redistribution, et pas assez aux modes de production et à la théorie de la reproduction (Clammer, 1975). Ils ne croient pas que les concepts économiques nés du capitalisme soient applicables à l'analyse de systèmes économiques différents. Ils s'intéressent enfin assez peu, en tout cas nettement moins que ne le font les théoriciens macro-marxistes de la dépendance, aux modalités d'extorsion du surplus et à l'échange inégal. De quoi donc, à en croire les Hurons, s'occupent les anthropologues micro-marxistes ?

Avant tout, d'analyser les interactions entre modes de production pré-capitalistes et capitalistes. Donc de repérer, d'identifier et d'analyser les modes de production précapitalistes, notamment africains. C'est exactement ce que note G. Dupré, non sans humour, au début de son livre sur les Nzabi :

La problématique de l'articulation des modes de production... fit fortune. Tout le monde se mit à articuler des modes de production, et, nanti avec prodigalité par les experts en développement, le mode de production lignager devint une panacée (Dupré, 1982, 10).

Se référant aux travaux de Meillassoux, de Coquery-Vidrovitch et de Hyden, Eicher et Baker félicitent les micro-marxistes d'étudier, selon les cas, le fonctionnement des communautés villageoises, le rôle des modes de production pré-capitalistes dans le processus de développement, la transition vers l'agriculture commerciale, les inégalités sociales. Ils concluent de la sorte :

The ability of French Marxist anthropologists to ask what some scholars call the key questions about development undoubtedly explains the growing number of translations of Marxist works into English over the past seven or eight years⁴. But, over the next decade, the micro-Marxists also must face the challenge of translating their insights into

⁴ On a vu notamment paraître en 1981 une traduction de *Femmes, Greniers et Capitaux*, sous un titre orné d'une allitération charmante : *Maidens, Meal and Money. Capitalism and the Domestic Community*.

recommendations which can provide guidance to policy makers and donor agencies (Eicher et Baker, 1982 : 40).

Ce défi pose question, c'est le moins qu'on puisse dire.

Troisième question : l'anthropologie économique est-elle inutile ?

Au fond, on ne parvient jamais à sortir de la contradiction inhérente à toute approche marxiste ou marxisante. À trop bien identifier les lois inéluctables du fonctionnement et du devenir des sociétés, on ruine toute possibilité d'intervention pratique dans quelque sens que ce soit. Plus précisément : ces interventions, bien ou mal intentionnées, entrent elles-mêmes dans le champ quadrillé par le chercheur, qui sait d'avance où les ranger, comment les interpréter, et pourquoi elles sont inutiles (parce qu'elles vont soit contre, soit dans le sens de l'Histoire). Dupré l'a dit sans ambages :

Pratiquement, la démonstration de l'inexorable pouvoir de domination du capitalisme, à laquelle se ramènent tous ces travaux, rend sans objet toutes recherches anthropologiques, et, ce qui est plus grave, désarme ceux qui, en Afrique, voudraient prendre en charge la transformation radicale de leur société (Dupré, 1982 : 11).

L'hypothèse d'une évolution créatrice au sens bergsonien, c'est-à-dire d'une résolution inventive et imprévisible d'indéterminations mises bout à bout, se trouve explicitement ou implicitement écartée. Funeste impasse. Si vraiment tel est le cours des choses, si vraiment les choses ne peuvent aller autrement, contentons-nous d'attendre. Et s'il suffit d'attendre, pourquoi observer et analyser ? Pour le sombre plaisir de vitupérer la colonisation, pour idéaliser la *Merrie Africa* décrite par Hopkins, ou plus simplement pour écrire des thèses de doctorat ? Qu'est-ce qui (a) fait courir les anthropologues économistes ?

Après tout, peu importe. Non sans insistance, l'anthropologie économique française de tendance marxiste a donné, pendant un temps une tonalité intéressante au bruit de fond théorique dont les intellectuels ne sauraient se passer. Elle a aussi, et surtout, inspiré de remarquables travaux de terrain, qui dureront. Plaise au Ciel que l'on continue à en faire de tels ! On s'avise aujourd'hui que l'anthropologie économique, l'anthropologie tout court, la sociologie, l'ethnologie (à mon tour d'amalgamer), sont probablement de trop dans une liste des sciences sociales où figure déjà l'histoire. Cela, Paul Veyne l'avait dit dès 1971 (dans un ouvrage réédité en 1979) :

L'histoire seule existe vraiment : la sociologie n'est que le vain travail de codifier le χῆμα ἐς αἰεί, cette expérience professionnelle qui ne connaît que des cas concrets et ne comporte pas de ces principes constants qui seuls feraient d'elle une science. D'où vient alors que la sociologie existe, et que son utilité est supérieure à celle d'une phraséologie à l'usage des historiens ? Du fait que l'histoire ne fait pas tout ce qu'elle devrait, et laisse à la sociologie le soin de le faire à sa place, quitte à dépasser le but. Bornée par l'optique des événements au jour le jour, l'histoire contemporaine abandonne à la sociologie la description non événementielle de la civilisation contemporaine ; bornée par la vieille tradition de l'histoire narrative et nationale, l'histoire du passé s'attache trop exclusivement au récit suivi d'un continuum spatio-temporel ; elle ose rarement répudier les unités de temps et de lieu et être aussi de l'histoire comparée... Or, on peut constater que si l'histoire se décide à être complète, à devenir complètement ce qu'elle est, elle rend la sociologie inutile (Veyne, 1979, 182).

Si la sociologie est inutile, l'anthropologie l'est aussi, et l'anthropologie économique avec elle, micro-marxiste ou pas.

BIBLIOGRAPHIE

- BERGSON (H.) - *L'évolution créatrice*, Paris, 1983, PUF/Quadrige, 372 pages.
- BOUTILLIER (J.L.) - *L'enquête d'ethnologie économique*, in : *Ethnologie générale*, Encyclopédie de la Pléiade, Paris, 1968, Gallimard, p. 214-256
- CLAMMER (J.) - *Economic Anthropology and the Sociology of Development : liberal Anthropology and its French critics*, in : OXAAL (I.), BARNETT (T.) et BOOTH (D.) : *Beyond the sociology of development. Economy and Society in Latin America and Africa*, Londres et Boston, 1975, Routledge & Kegan Paul, p. 208-228
- COPANS (J.) - 1971 - Pour une histoire et une sociologie des études africaines, *Cahiers d'Études Africaines*, 1971, Vol. XI, 3, 43, p. 422-447.
- DALTON (G.) - Theoretical issues in Economic Anthropology, *Current Anthropology*, 1969, vol. 10, 1, p. 63-80.
- DUPRÉ (G.) - *Un ordre et sa destruction*. Mém. de l'ORSTOM, 1982, n° 93, ORSTOM, Paris, 446 p.
- EICHER (C.K.) et BAKER (D.C.) - *Research on Agricultural Development in Sub-Saharan Africa : a critical survey*. Michigan State University, 1982, 335 p.
- GASTELLU (J.M.) - *L'égalitarisme économique des Serer du Sénégal*, Trav. et Doc. de l'ORSTOM, 1981, n° 128, ORSTOM, Paris, 808 p.
- GODELIER (M.) - Objet et méthodes de l'anthropologie économique, *L'Homme* 1965, V, n° 2, p. 32-91.
- HIRSCHMAN (A.O.) - A generalized linkage approach to development, with special reference to staples, *Economic Development and Cultural Change*, 1977, (supplément), p. 67-98.
- HOPKINS (A.G.) - *An economic history of West Africa*, Londres, 1973, Longman, 337 p.
- MEILLASSOUX (Cl.) - Essai d'interprétation du phénomène économique dans les sociétés traditionnelles d'auto-subsistance, *Cahiers d'Études Africaines*, 1960, 4, p. 38-67.
- MINVIELLE (J.P.) - Méthodologie d'une étude sur les systèmes de production paysans dans la Moyenne Vallée du Sénégal, *Cahiers de l'ORSTOM*, Sér. Sc. Hum., 1978, vol. XV, n° 3, p. 221-244.
- OTTINO (P.) - *Les économies paysannes du bas-Mangoky*, Paris, 1963, Berger-Levrault, 375 p.
- REY (P. Ph.) - *Sociologie économique et politique des Kunt, Punu et Tsangui de la région de Mossendjo et de la boucle du Niari (Congo-Brazzaville)*. Thèse de Doctorat de recherche en sociologie, ORSTOM, Paris, 1969, Tome I (XXXVIII p.) Tomes 2 et 3 (623 p.) multigr.
- ROBINEAU (Cl.) - *Du coprab à l'atome*, Mémoires de l'ORSTOM n° 100, ORSTOM, Paris, 1984, 489 p.
- SCHUMPETER (J.) - *Capitalisme, socialisme, et démocratie*, Paris, 1965, Pet. Bibl. Payot n° 55, 433 p.
- VEYNE (P.) - *Comment on écrit l'histoire*. Paris, 1979, Seuil, Coll. Points, 242 p. (réédition de l'ouvrage paru en 1971).

SIMILITUDES, SIMULACRES ET ABSENCE

*Les rêveurs heureux, ce sont les pessimistes.
Ils modèlent le monde à leur image,
et parviennent ainsi à se sentir toujours chez eux.*

F. PESSOA, *Le livre de l'intranquillité*, p. 185

Repères pour une introduction

« Il faut, dit Bachelard, que l'épistémologie rende compte de la synthèse plus ou moins mobile de la raison et de l'expérience, quand bien même cette synthèse se présenterait philosophiquement comme un problème désespéré » (Bachelard 1987 : 20).

Désespéré ou non, le problème est résolu ou esquivé tous les jours par les praticiens de la recherche lorsqu'ils construisent des modèles. Prenant assise à la fois sur le donné sensible et sur l'imagination, planant à haute altitude mais sachant aussi se traîner à ras de terre, les modèles ne semblent-ils pas posséder un double contenu, empirique et formel ? Leur vocation est donc de servir d'intermédiaires entre le rationnel et l'empirique, entre l'inventé et le constaté, un peu comme un interprète pratiquant deux langues. Mais pourquoi faut-il un intermédiaire ? Pour construire entre les choses et l'intelligence le rapport d'adéquation où les scolastiques voyaient le critère de la vérité, pour faire en sorte qu'il en soit dans la chose comme le sait et le dit l'intelligence¹. Cette adéquation exige qu'un artifice serve de pont entre les éléments à réunir. Il nous faut une représentation — un modèle — du sensible, conforme aux caractéristiques du donné phénoménal mais aussi aux intentions et aux capacités de saisie, de manipulation, de calcul, propres à l'esprit humain.

Idéalement, on peut penser que cette représentation devrait se situer à mi-chemin entre l'expérience et la raison, mais il est évidemment possible qu'elle penche d'un côté ou de l'autre. La tradition philosophique n'a pas manqué d'illustrer ces deux éventualités.

Pour ce qui est des représentations proches du réel, souvenons-nous du passage où Lucrèce explique qu'il existe pour toutes choses « *ce que nous appelons leurs simulacres*² sortes de membranes légères détachées de la surface des corps ». Si ces simulacres ne venaient heurter l'observateur, il ne pourrait rien voir³. Par

¹ « *Cum enim veritas intellectus sit adaequatio intellectus et rei ... Illud quod intellectus intelligendo dicit et cognoscit oportet esse rei aequatum, ut scilicet ita sit in re sicut intellectus dicit* » Somme contre les Gentils, Livre I, chap. 59.

² « *Quae rerum simulacra vocamus* », De la Nature, Livre 4, 34.

³ « *Neque posse sine his res ulla videri* », *op. cit.*, Livre 4, 239.

cette fable, Lucrèce attribue la prééminence et l'initiative au donné sensible. Les représentations sont presque aussi matérielles que les choses représentées.

Au contraire, lorsque Platon fait discourir, dans *Le Politique*, un de ses personnages sur le pilote et le médecin, il prend le parti non pas d'observer ces spécialistes en personne, mais de considérer leurs images (*εικονας*) réunies dans un *σχημα* — mot que les traducteurs rendent par « scène » ou par « similitude »⁴ :

L'étranger : *Revenons donc aux images qui s'imposent chaque fois que nous voulons peindre des chefs faits pour la royauté.*

Socrate le jeune : *Quelles images ?*

L'étranger : *Celles de l'excellent pilote et du médecin « qui vaut beaucoup d'autres hommes ». Façonnons une similitude où nous les ferons figurer et observons-les.*

Chez Platon, la représentation est avant tout l'œuvre de l'intelligence ou de l'imagination, et elle n'entretient avec les objets représentés que des rapports distendus. Nous nous éloignons du donné sensible pour nous rapprocher de la raison.

On a déjà compris que je propose de reconnaître deux grands types de modèles. Les uns intellectuels et aériens, évoluant « *par delà les réalités dans une atmosphère légère de pensée formelle* » (Bachelard 1987 : 58). Les autres, les simulacres, proches de l'empirie et y adhérant étroitement. La distinction vaut ce qu'elle vaut, mais elle permettra de mettre un peu d'ordre dans la promenade que nous allons faire au pays des modèles. Elle permettra aussi d'abrégier cette promenade, qui sans cela, même restreinte au seul territoire des sciences sociales, risquerait d'être trop longue pour une seule communication.

Après avoir effectué notre reconnaissance, nous nous risquerons à en tirer quelques réflexions. Si nous en venons à constater par exemple que dans nos disciplines, les modèles se rangent un peu trop uniformément dans l'une ou dans l'autre des catégories esquissés plus haut, cela signifiera qu'au lieu de se situer au point médian qui correspond à leur vocation, ils penchent fâcheusement vers la raison ou vers l'expérience.

« *Les sciences,* » écrit G.G. Granger, *visent à construire des modèles abstraits des phénomènes. Elles les représentent dans des espaces de plus en plus éloignés du vécu, comme des structures abstraites sur les éléments desquels il est possible de calculer* » (Granger 1988a : 12-13).

L'expression « *de plus en plus éloignés du vécu* » ne veut pas dire que les bons modèles se situent nécessairement dans la catégorie aérienne et platonicienne dont j'ai parlé, mais que, fondant à la plus haute température possible un alliage d'empirique et de formel combinés à doses égales, ces bons modèles atteignent le degré d'abstraction qui leur permet d'expliquer, c'est-à-dire de « *déplier le complexe* » (Bachelard 1987 : 10). Ce résultat est-il atteint de nos jours ? Il semble bien que non :

Ni la psychologie ni les sciences sociales ne sont déjà parvenues à définir des catégories qui assurent, de façon même provisoirement satisfaisante, l'objectivation du vécu humain (Granger 1988b : 219).

Tout porte à croire que nous ne ferons rien d'autre que vérifier cette proposition, mais il faudra du même coup reconnaître qu'elle fait naître certaines interrogations sur les voies et les moyens du progrès de nos disciplines.

⁴ « Scène » est employé par A. Diès dans la traduction publiée par la Société d'Éditions « Les Belles Lettres » (Ass. Guillaume Budé). « Similitude » est utilisé par E. Chambry dans la traduction citée ci-après (Garnier Flammarion, 1969, p. 232-233).

« Façonnons une similitude » : modèles théoriques, images, métaphores

Les exemples, parfois explicitement qualifiés de « modèles », que nous allons examiner ici, « portent de toutes parts la marque théorique » (Bachelard 1987 : 16). Comme ces législateurs qui croient tout régler par un texte, le chercheur impose ou croit imposer « la clarté de son esprit à la masse confuse des apparences sensibles » (Rueff 1948 : 11). Il dédaigne dans une certaine mesure de confronter ses constructions avec les faits, pourtant si dociles quand on sait comment les prendre...

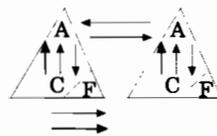
Tournons-nous d'abord vers les anthropologues. Dans cette profession, les chercheurs de terrain sont souvent mis en demeure de « problématiser », de « formaliser ». Cette exigence a fait surgir bien des hypothèses si plausibles qu'elles ne pouvaient manquer d'être vérifiées, bien des « modèles » si transparents qu'on pouvait lire au travers l'unique et fluette étude de cas d'où ils étaient sortis. Quelques esprits originaux cependant, par une sorte de coup de force intuitif, ont su faire adopter une construction capable d'alimenter les débats d'une génération toute entière. Ainsi en a-t-il été de l'Essai d'interprétation du phénomène économique dans les sociétés traditionnelles d'auto-subsistance, publié par Claude Meillassoux en 1960⁵. Dix-sept ans plus tard, l'auteur présente ce travail comme un « modèle synthétique logique et cohérent », visant à :

« extraire les conséquences logiques, au niveau de la circulation des biens, d'un rapport de production initiale simplement constaté mais non analysé » (Meillassoux 1977 : 19-20).

Il est précisé que le modèle reste « un niveau plus formel et déductif qu'explicatif ». Il n'empêche qu'une des pièces essentielles du modèle, la fameuse « relation aînés-cadets », est passée dans le langage courant des africanistes, y compris des praticiens qui administrent, suivent, évaluent les opérations de développement rural. Succès dû sans doute au fait que la formulation adoptée est à la fois simple et générale, et qu'on oublie les limites assez étroites que l'auteur fixait à l'application du modèle⁶.

Avant tout qualitatif, ce modèle propose des catégories où ranger les agents, et une typologie des relations entretenues par ces différentes catégories. Observées à travers cette grille, ou cette théorie, certaines situations, ou différences de situations, peuvent devenir plus intelligibles. Il faut pourtant reconnaître que les modèles théoriques de ce genre sont avant tout des « images de

⁵ Dans les Cahiers d'Études Africaines, 1960, 4, p 38-67, mais repris en 1977 dans Terrains et Théories, Paris, Anthropos. Malgré la richesse du modèle, on peut n'en retenir ici que le schéma donné par Meillassoux lui-même. Les cellules familiales sont représentées par des pyramides au sommet desquelles se situent les aînés (A) exerçant une autorité sur le groupe. En bas se situent les cadets (C), qui travaillent pour les aînés et leur remettent le produit de leur activité. Les femmes occupent une position médiate (F). La circulation de biens matrimoniaux se situe exclusivement au niveau des aînés, les cadets en sont exclus: par contre, les femmes sont incluses dans le circuit.



⁶ Le modèle vaut pour la communauté agricole d'auto-subsistance. Il faut donc en exclure les sociétés qui exploitent la terre comme objet de travail (chasseurs - collecteurs) et les sociétés agricoles produisant pour l'échange — ces dernières étant bien entendu les plus nombreuses, sinon les seules aujourd'hui.

référence »⁷ permettant de repérer et de désigner une classe de phénomènes, mais pas d'expliquer ces phénomènes. Images, métaphores, nous allons en trouver une foule dans une certaine tradition de la science économique.

À qui douterait qu'il y ait quelque chose de commun entre la poésie de Shelley et la théorie marginaliste, je demande de méditer cette affirmation de D. Mc Closkey :

To say that markets can be represented by supply and demand curves is no less a metaphor than to say that the west wind is « the breath of autumn's being » (Mc Closkey 1983 : 502).

Nous savions déjà que la théorie économique n'est qu'un « *apparatus of the mind, a technique of thinking which helps its possessor to draw correct conclusions* »⁸, mais il nous avait échappé que cette même théorie économique était peuplée de métaphores, c'est-à-dire d'images. C'est pourtant, ô coïncidence, le terme choisi par Joan Robinson pour définir ce qu'elle entend par modèle :

The model consists in a highly simplified mental picture, exhibiting the behaviour of people in a social and physical environment, which eliminates what is inessential to the problem in hand, so as to focus attention on what is essential (Robinson 1961 : XVI).

L'image mentale dont parle Joan Robinson est matérialisée soit par des diagrammes, soit par des expressions algébriques. Les diagrammes sont des constructions simples, exprimant par exemple la covariation supposée de deux grandeurs fictives : prix et quantités, produit et investissement, produit total et surface cultivée, produit et investissement par actif... La réflexion se concentre sur les courbes ainsi établies, sur la pente de ces courbes, sur la forme ou la surface des aires qu'elles dessinent. Rien d'expérimental dans ces élaborations logiques. On se fonde sur des intuitions concernant la manière dont les choses pourraient ou devraient se passer dans un monde simple et transparent.

Take for instance the law of demand. The economist is persuaded that he will buy less oil when its price doubles better than he or anyone else is persuaded of the age of the universe ... The economic fact he has mostly from looking into himself and seeing it sitting there ... it is not because the law of demand has predicted well or has passed some statistical test that it is believed — although such further tests are not to be scorned. The « scientific » character of the test is irrelevant (Mc Closkey 1983 : 511-512).

Prenons les modèles dits de « *Dutch disease* », qui ont connu une certaine fortune ces dernières années⁹. Ils explorent les effets sur l'économie d'un pays donné d'un boom dans le secteur des industries extractives : minéraux en Australie, gaz naturel aux Pays-Bas, pétrole en Grande-Bretagne, en Norvège, au Nigéria ... L'expansion rapide du secteur exportateur de matières premières affecte le reste de l'économie par le jeu d'un double mécanisme :

— Ce secteur emploie du travail et du capital qui, s'ils ne sont pas entièrement fournis par l'étranger, doivent être retirés d'autres secteurs ;

— L'expansion de la production de matières premières modifie donc non seulement les prix relatifs des biens et des services, mais aussi ceux des facteurs de production, ainsi que le taux de change.

Pour formaliser ces hypothèses, Ademola Oyejide (1986b) utilise un modèle d'économie ouverte, de petites dimensions, produisant trois types de biens :

⁷ C'est à de telles images que Cl. Raynaud assimile les « *modèles interprétatifs* », les « *paradigmes* » qui servent à décrypter « *de façon analogique* », — entendez : à reconnaître et à nommer — des situations nouvelles (RAYNAUD 1987a : 4).

⁸ Cette formulation est due à Keynes. On la trouve citée dans l'introduction de 1957 à la Série des Cambridge Economic Handbooks, BAUER et YAMEY 1963 : VII).

⁹ CORDEN et NEARY 1982, prolongement des analyses antérieures du cas australien. Plus récemment, voir ADEMOLA OYEJIDE 1986a et 1986b (particulièrement le chapitre 6).

importables, exportables, et hors marché. Les prix mondiaux des biens importables et exportables sont des données exogènes, alors que les prix des biens domestiques sont déterminés par la demande intérieure et par l'offre de facteurs. L'un des secteurs de biens commercialisés est assimilé au secteur des matières premières, l'autre représentant les produits traditionnels alimentaires et agricoles, ainsi que les produits manufacturés concurrencés par les importations. Chacun des deux mécanismes identifiés plus haut — mobilité des facteurs et modification de la dépense — peut être analysé séparément grâce à diverses versions du modèle. Nous verrons plus loin comment cette démarche purement logique peut se prolonger par une vérification empirique, et quels en sont les résultats¹⁰.

Les expressions algébriques revêtent deux formes principales¹¹. Il y a d'abord des équations de définition, strictement comptables, dans les deux membres desquelles une même grandeur est écrite de deux façons différentes. Ces expressions fournissent la charpente du modèle, elles permettent d'en vérifier à tout moment la cohérence, et notamment l'utilisation du total des ressources par l'ensemble des emplois. Ainsi le PIB (produit intérieur brut) est-il égal à la somme des valeurs ajoutées, mais aussi à la somme des revenus primaires. Il est encore égal à la somme de la consommation, de l'investissement et des exportations, diminuée des importations, le tout en valeur :

$$Y = C + I + X - M$$

Mais on a aussi des équations de comportement, symbolisant la variation — supposée linéaire — d'un phénomène économique ou financier en fonction d'autres variables, qualifiées d'explicatives. Ainsi les importations d'un pays sont-elles fonction de la demande interne, du rapport entre prix étrangers et prix nationaux, et du taux d'utilisation de la capacité de production nationale : $M = f(DI, p, U)$ ¹².

Si l'on raccorde ces équations à l'empirie — qu'il s'agisse d'équations comptables ou d'équations de comportement — on construit alors des modèles économétriques. On « remplit » de chiffres le cadre comptable, on estime les coefficients de la fonction, comme nous le verrons plus loin. Mais on peut aussi demeurer dans le cadre formel et le développer (*work out*, dit Joan Robinson), absolument comme si ce « développement » pouvait permettre de découvrir des résultats imprévus. Il est peu douteux qu'impressionnés sans doute par l'exemple d'Urbain Leverrier traquant Neptune par la seule puissance du calcul, certains logiciens de l'économie aient cru à la vertu heuristique de leurs déductions. Le côté ludique ou esthétique de leur activité n'est d'ailleurs pas à sous-estimer. Joan Robinson reconnaît ouvertement (1961 : XVI) que ces « *methods of thought ... are found to be useful as well as amusing* » et l'on éprouve à la vérité un plaisir d'acrobate à « découvrir » que le multiplicateur (variation du revenu en fonction de l'investissement), exprimé en fonction des propensions marginales à consommer et à épargner, peut s'écrire sous la forme :

$$K = \frac{1}{\frac{dE}{dR}} \quad 13$$

¹⁰ Je dis bien : peut se prolonger. L'article de Corden et Neary se limite à un exercice de logique pure, illustré par cinq diagrammes et complété par un appendice algébrique. Aucun chiffre n'est présenté, encore moins discuté.

¹¹ SUDRIE 1988 : 39 sq.

¹² HUSSON 1987 : 70.

¹³ Le multiplicateur K indique la variation du revenu dR en fonction de celle de l'investissement dI . Donc : $K = \frac{dR}{dI}$ ou $K dI = dR$. Mais K peut s'exprimer en fonction de la

Il faut sans doute voir dans ces manipulations un procédé rhétorique de persuasion. Montrons-le par deux exemples.

Si je suis persuadé moi-même, par expérience personnelle, par tempérament, par habitude idéologique ou politique, que le libre-échange est préférable au protectionnisme, et si je m'appelle David Ricardo, je construirai un « *modèle* » arithmétique « *montrant* » que, même si le Portugal peut produire du vin et du drap à un coût en travail moindre que l'Angleterre, chacun de ces pays a néanmoins intérêt à se spécialiser dans la production pour laquelle il dispose d'un avantage comparatif, à savoir le vin pour le Portugal et le drap pour l'Angleterre. À la condition toutefois que le rapport d'échange international (vin portugais contre drap anglais) s'établisse au niveau qui résulte de la concurrence parfaite ... Manifestement, le principe « *démontré* » par Ricardo n'est pas élaboré par induction amplifiante à partir de l'étude statistique d'un échantillon de pays. Il est simplement illustré par une image arithmétique où l'on trouve un Portugal et une Angleterre bâties de toutes pièces. C'est tellement vrai que les auteurs de manuels, pour persuader plus sûrement les étudiants, ne se privent pas de remplacer l'Angleterre et le Portugal par l'avocat et sa secrétaire, ou par le médecin et son jardinier¹⁴, eux aussi complètement imaginaires. Tout compte fait, si nous nous intéressons aux pays réels où travaillaient des Portugais et des Britanniques il y a deux siècles, nous en apprendrons moins chez Ricardo que dans la lettre où Chamfort compare le Portugal à une « *ferme* », dans laquelle les Anglais récoltent, « en lui faisant la loi, ses vins, ses moissons, ses denrées »¹⁵. Entre la pseudo-démonstration de Ricardo, et l'image par laquelle Chamfort résume une situation coloniale, il ne fait pas de doute que la seconde est plus « vraie » que l'autre.

Si je veux montrer qu'en Afrique sahélienne ou sahélo-soudanienne, la nature des choses impose trois objets principaux aux recherches d'économie rurale, à savoir les problèmes de rendement, les systèmes de production, les rapports de production, j'en convaincrai peut-être mes auditeurs en prenant pour point de départ le rapport entre production céréalière et population, jugé décisif. Je montrerai alors que ce rapport peut s'écrire :

$$\frac{\text{Production céréalière}}{\text{Population}} = \frac{\text{Production céréalière}}{\text{Surface cultivée}} \times \frac{\text{Surface cultivée}}{\text{Nombre d'actifs}} \times \frac{\text{Nombre d'actifs}}{\text{Population}}$$

et je ferai voir que chacun des trois rapports inclus dans la partie droite de l'expression correspond bien, encore que sous forme simplifiée, à chacun des trois objets imaginés au départ : le rendement par unité de surface, la combinaison terre/travail symbolisant l'état du système de production dans une agriculture dépourvue d'accès aux consommations intermédiaires ou au capital d'exploitation, et enfin la mobilisation de la force de travail, point focal des rapports de

propension marginale à consommer par rapport au revenu, $c = \frac{dC}{dR}$, ou de la propension marginale à épargner $e = \frac{dE}{dR}$. On a bien entendu $R = C + E$, donc $\frac{dR}{dR} = 1 = \frac{dC}{dR} + \frac{dE}{dR}$ ou $1 = c + e$; par ailleurs, en équilibre, $I = E$ (l'épargne égale l'investissement), donc $e = \frac{dE}{dR}$, mais aussi $e = \frac{dI}{dR}$, et si $e = \frac{dI}{dR}$, alors $\frac{1}{e} = \frac{dR}{dI} = K = \frac{1}{1 - c}$. Et donc $K = \frac{1}{1 - \frac{dC}{dR}}$, ou $K = \frac{1}{\frac{dE}{dR}}$.

¹⁴ BOULDING 1955 : 26-27 ; BYE 1959 : 112, etc.

¹⁵ Lettre à Monsieur de Vaudreuil du 13 décembre 1788, CHAMFORT 1968 : 394.

production. Une fois mes auditeurs ainsi préparés, je passerai, très pédagogiquement, à l'étude détaillée de ces trois grandes questions¹⁶.

Qu'il s'agisse ici d'abord de rhétorique, c'est ce que révèle, entre autres, le recours fréquent à la technique éprouvée du raccourci biffant quelques transformations intermédiaires dans la suite des manipulations algébriques. On trouve un bon exemple de ce procédé dans un livre récent sur le devenir de l'agriculture française¹⁷. Il y a dans ce livre un passage-clé, où l'auteur examine la probabilité d'une augmentation, dans ce secteur, de la valeur ajoutée rapportée au temps de travail¹⁸. Un raisonnement algébrique montre que ce rapport, $\frac{V}{T}$, ne peut croître que si la production rapportée au temps de travail, $\frac{P}{T}$, augmente aussi. La chose est peu probable, comme on nous l'explique en décomposant $\frac{P}{T}$ en trois rapports élémentaires. Or la première étape du raisonnement repose sur l'idée que la productivité des consommations intermédiaires en agriculture tend à baisser, et le lecteur risque de ne pas s'interroger suffisamment sur cette proposition essentielle. En effet, étourdi par une judicieuse ellipse dans le raisonnement, il est très affairé à reconstituer le chaînon manquant — non sans peine s'il n'est pas très mathématicien. Ainsi placé en situation d'infériorité, il acquiesce sans barguigner à la conclusion que l'auteur voulait atteindre : les rendements ne peuvent que baisser à l'avenir, et avec eux la production tout entière. Quand on relit cette page à tête reposée, son outrecuidance apparaît choquante, et fait un regrettable contraste avec les doutes que marquent les grands économistes lorsque la tradition académique les oblige à présenter dans leurs manuels certains modèles théoriques d'une élégance particulièrement spacieuse¹⁹.

¹⁶ COUTY 1988.

¹⁷ DE RAVIGNAN 1988.

¹⁸ Soient V la valeur ajoutée en agriculture, P la production, C les consommations intermédiaires, T le temps de travail et S la surface cultivée. On a évidemment $V = P - C$ et $\frac{V}{T}$ (valeur ajoutée rapportée au temps de travail) est la grandeur que l'agriculteur cherche à maximiser. Or, comme $\frac{V}{T} = \frac{P}{T} - \frac{C}{T}$, on a $\frac{V}{T} = \frac{P}{T} (1 - \frac{C}{P})$. C'est là qu'une ellipse oblige le lecteur à prendre un crayon pour s'assurer que $\frac{P}{T} \times 1 = \frac{P}{T}$, ce qui n'est pas difficile, et que $\frac{P}{T} (-\frac{C}{P}) = -\frac{C}{T}$ ce qui ne sautait pas tout à fait aux yeux. Ensuite il faut se hâter de rattraper l'auteur, qui poursuit son chemin. $\frac{C}{P}$, c'est l'inverse de la productivité des consommations intermédiaires — l'inverse de $\frac{P}{C}$. Or, nous dit-on, puisque la productivité des consommations intermédiaires tend à baisser (c'est là qu'il devrait y avoir discussion...), le rapport inverse, $\frac{C}{P}$, tend à augmenter. Donc $1 - \frac{C}{P}$ tend à diminuer, et comme (voir plus haut) $\frac{V}{T} = \frac{P}{T} (1 - \frac{C}{P})$, $\frac{V}{T}$ ne peut croître que si $\frac{P}{T}$ croît. Le peut-il ? On a $\frac{P}{T} = \frac{P}{C} \times \frac{C}{S} \times \frac{S}{T}$ et de ces trois sous-rapports, $\frac{P}{C}$ a peu de chances d'augmenter, $\frac{C}{S}$ tend à se stabiliser et seul $\frac{S}{T}$ a effectivement été augmenté jusqu'ici pour accroître le revenu par travailleur (de 1979 à 1985, la superficie moyenne par exploitation serait passée de 23 ha à 27 ha). Mais si la surface cultivée croît, le résultat par ha stagne, sauf si l'on apporte davantage de capital, ce qui devient hasardeux. Donc les rendements risquent de baisser, et avec eux l'ensemble de la production.

¹⁹ Ainsi BOULDING 1955 : 426, à propos de l'accélérateur : « *In point of fact there is not much empirical evidence even for the existence of an accelerator, much less for its stability. Hence models which assume constancy in the accelerator must be used with the greatest caution, and they are not likely to be descriptive of actual economics cycles. The best that models of this kind can do is to show how cycles might be generated. Whether cycles are in fact*

Plutôt que la démonstration ou le renforcement de propositions hasardeuses, les modèles logiques ont parfois pour objet de faire voir l'impossibilité ou l'inanité de certaines hypothèses ou de certaines explications. L'emploi de l'arme logique ne va pas alors sans ironie. Il y a même de la *Schadenfreude* dans la remarque cinglante de Paul Fabra sur Marx et les robinsonnades :

Marx se moquait des robinsonnades, peut être était-ce parce que la vraie histoire de Robinson était le démenti à la fois le plus simple et le plus irréfutable de son explication du capitalisme ...

Et plus loin :

C'est en vertu de son caractère logique que la comptabilité en partie double constitue une meilleure introduction à l'étude de l'économie politique que la dialectique hégélienne (Fabra 1979 : 447 et 449).

Qualifié ou non de « modèles », les schémas dont nous venons de recenser quelques exemples ont pour trait commun d'être tout bonnement des théories. Ou, si l'on préfère, des hypothèses. Ou des images ... Ce sont aussi, parfois, des constructions arbitraires, analogues à celles que raillait le prophète Osée, « *idoles de leur invention* »²⁰, privées de tout lien avec la réalité. Symétriquement, il existe une classe de modèles plus proches du donné sensible, dont nous allons parler maintenant.

Simulacres

Les résumés

Le cas le moins équivoque est sans doute celui des modèles historiques, et d'abord de ces résumés autoritaires par lesquels certains auteurs commencent ou concluent leurs récits. Ainsi, le « *procès entre vingt-quatre millions d'hommes et sept cent mille privilégiés* » que Chamfort voyait poindre en 1788²¹ devient-il en 1837, sous la plume frénétique de Thomas Carlyle :

the open violent Rebellion, and Victory, of disimprisoned Anarchy against corrupt worn-out Authority : how Anarchy breaks prison ; bursts up from the infinite Deep, and rages uncontrollable ... till the frenzy burning itself out and what elements of New Order it held developing themselves, the Uncontrollable be got, if not reimprisoned, yet harnessed, and its mad forces made to work towards their object as sane regulated ones (Carlyle 1955, vol. I, p. 170).

On apprécie ces magistraux coups d'archet qui présentent le condensé portatif et savoureux d'une succession de faits contradictoires. Ces propositions mûrissent parfois au point d'accéder à un certain niveau de formalisation. On voit

generated in the way indicated cannot of course be deduced from the theoretical models themselves ! » Sur ce sujet douloureux, voir le dossier publié dans *Le Monde* du 17 mars 1987 (« Une science »), et notamment l'interview donnée par H. A. Simon à la revue *Challenge* (« The failure of armchair economics ») : « *Je n'attends pas vraiment des économistes qu'ils débarrassent leurs textes des éléments théoriques non valides, en tout cas ce n'est pas pour demain. Mais je ne connais aucune autre science, qui se donne pour objet de traiter des phénomènes du monde réel, où des affirmations sont régulièrement émises en contradiction patente avec la réalité* ». Pour un regard d'anthropologue sur cette question, lire BARE 1987.

²⁰ Osée, XIII, 2, dans la traduction de la Bible de Jérusalem. Comme il arrive fréquemment, la King James de 1611 et la traduction de Luther sont plus parlantes : « *Idols according to their own understanding* », « *Bilder, wie sie sich's erdenken...* ».

²¹ CHAMFORT 1968 : 391.

alors naître les grands schémas statiques ou dynamiques que certains présentateurs n'hésitent pas à qualifier explicitement de « modèles ». Je mentionnerai pour mémoire :

— la succession des cinq types de rapports de production — communauté primitive, esclavagisme, féodalisme, capitalisme et socialisme — vulgarisée par le marxisme-léninisme, « *science des lois de développement de la société* » (Nikotine s. d. : 7).

— la « *courbe du phénomène humain* » tracée par Teilhard de Chardin : « *Prévie, Vie et pensée, ces trois événements dessinant dans le passé et commandant pour l'avenir (la survie) une seule et même trajectoire* » (Teilhard 1955 : 29).

— le mécanisme victimaire de résolution des conflits nés du désir mimétique (Girard 1978 et 1982).

— la mise en ordre des mouvements historiques selon les trois plans du temps géographique, du temps social et du temps individuel (Braudel) ;

— la « *théorie de la vraie civilisation* » selon Baudelaire, dans « *Mon cœur mis à nu* » : « *Elle n'est pas dans le gaz, ni dans la vapeur, ni dans les tables tournantes, elle est dans la diminution des traces du péché originel* » (Baudelaire 1972 : 97).

Dans ces visions monumentales, à partir desquelles d'autres époques eussent probablement édifié des mythes²², on peut voir des modèles, non pas inventés mais surgis de la fréquentation assidue d'une matière historique ou anthropologique fortement maîtrisée. Nous examinerons ici un modèle historique de structure et un autre, dynamique, de fonctionnement, avant de présenter des exemples tirés des recherches de l'ORSTOM et de l'INRA.

Dans sa réponse au discours prononcé par G. Dumézil le jour de sa réception à l'Académie Française, Claude Lévi-Strauss rappelle :

« *ce motif récurrent qui sous-tend toute la philosophie sociale et la pensée religieuse ... l'idéologie des trois fonctions selon laquelle non seulement la société, mais le monde pris dans sa totalité ou réduit à tel ou tel de ses mécanismes particuliers, ne peuvent vivre, durer ou se reproduire que par la collaboration harmonieuse de trois fonctions hiérarchisées : la puissance souveraine qui se manifeste sous deux aspects, l'un magique et l'autre juridique ; ensuite la force physique, principalement celle du guerrier ; enfin la fécondité des humains, des antaux et de champs ...* » (Le Monde, 15 juin 1979).

Ce schéma est qualifié un peu plus loin de « *modèle têtue* », puis de « *grille* » permettant de « *superposer et de déchiffrer* » des récits que l'on ne s'était pas avisé de rapprocher. Le même terme de « *modèle* », à propos du même schéma, est employé une dizaine d'années plus tard par G. Duby lorsqu'il entre lui-même à l'Académie.

« *Les travaux de M. Dumézil m'ont guidé au tournant d'une recherche hasardeuse ... Ce fut en m'appliquant à discerner les traces d'un modèle, de cette forme qu'une suite de livres admirables montrait solidement implantée au cœur de l'idéologie des peuples indo-européens, ce fut en m'évertuant à dater aussi précisément qu'il est possible, à situer dans le mouvement d'ensemble d'une culture les résurgences successives du système des trois fonctions que je parvins à délimiter avec moins d'incertitude la part qui revient à l'imaginaire dans l'évolution des sociétés humaines* (Le Monde, 31 janvier et 1er février 1988).

Il importe peu, au fond, que ce modèle, cette grille, ce système des trois fonctions dise ou non ce qu'il en est, en fait, dans la réalité. L'histoire se trouve désormais éclaircie, remaniée, transformée par ce type de lecture, et cela de manière irréversible. La puissance de l'interprétation remodèle un ensemble

²² « *La classe des mythes est une classe de modèles très particuliers ... parce que l'objet de ces modèles est la société humaine, dans sa genèse, dans son évolution, dans les comportements des différentes strates qui la constituent* » (Bruter 1982 : 29).

confus de phénomènes dont nous ne possédons, de toute façon, que des vestiges très fragmentaires.

Peut-on dire autant des modèles dynamiques ? Pour en juger, et m'éloignant des vastes survols, je prendrai l'exemple d'un schéma établi pour une période relativement courte, un siècle environ. Je le tire du livre de K. Polanyi que l'on a mis si longtemps à traduire, *La Grande Transformation*²³. Pour Polanyi, la civilisation du XIX^e siècle a reposé, entre autres, sur l'institution du marché automatique, qui a engendré ou facilité une croissance économique sans précédent. Mais cette institution est une utopie, surtout lorsqu'on prétend lui soumettre l'offre et la demande de travail humain. Le marché automatique ne peut fonctionner sans annihiler « *la substance humaine et naturelle de la société ; il aboutirait à la destruction physique de l'humanité, et à la transformation de l'environnement en désert* » (Polanyi 1967 : 3). La société a donc pris des mesures pour se défendre, elle a freiné le fonctionnement automatique des marchés, mais ce faisant elle a désorganisé l'industrie et engendré d'autres périls. Nous avons là, me semble-t-il, un modèle historique propre à éclairer une succession de faits obéissant peut-être à un principe plus général encore, celui de la compensation, dans lequel l'ingénieur Pierre-Hyacinthe Azais, vers 1840, voyait un ressort fondamental de l'histoire humaine²⁴. Ajoutons que le modèle de Polanyi est peut-être moins suspect que d'autres d'avoir imposé aux faits une structure sortie tout armée du cerveau humain. La preuve en est que l'on compte dans ce schéma quatre institutions jugées décisives pour la période étudiée : deux sont politiques (l'équilibre des pouvoirs et l'État libéral), deux sont économiques (l'étalon-or et le marché automatique). Quatre éléments dans un schéma, c'est inhabituel, en général on en trouve trois²⁵.

Pour serrer de plus près ce que sont véritablement les modèles historiques, il n'est pas inutile d'examiner des constructions plus modestes, très proches de séquences locales. Nous en trouvons, me semble-t-il, de deux types. Certaines, volontairement simplifiées, ne semblent accéder à la généralité que grâce à l'emploi — un peu forcé — du fréquentatif. D'autres, plus complexes, font entrevoir la notion de résumé d'intrigue, dont nous sommes partis et à laquelle nous allons inévitablement revenir.

Les schémas fréquentatifs pullulent en sociologie. Il suffira de mentionner le schéma des stratégies générationnelles de Balmori, Voss et Wortman (1984), censé représenter la naissance et le développement des groupes dominants s'appuyant sur des réseaux familiaux en Amérique latine. Ce schéma « *classique* » vaut d'être cité puisqu'il a été utilisé récemment par une économiste française travaillant dans un projet auquel collaborait l'ORSTOM. Il s'agit de la thèse d'A. Beaumont sur la caféiculture dans la région centrale de l'État de Veracruz, au Mexique²⁶. On pourra juger que le recours au schéma, bien qu'utile, n'ajoute

²³ Le livre a été écrit aux États-Unis pendant la deuxième Guerre Mondiale et publié en 1944. La première édition de poche (Beacon Press, Boston) date de 1957. Il a fallu attendre 1983 pour voir apparaître une traduction française !

²⁴ COUTY 1987a.

²⁵ Il n'y a pas que les trois fonctions de Dumézil, ou les trois temps de Braudel. Dans des domaines plus spécialisés, on trouve les trois éléments du système productif agricole selon R. Badouin, les trois paliers (technique, social et symbolique) de la réalité sociale selon Cl. Raynaud (RAYNAUT 1987b), etc. L'esprit humain aurait-il une structure ternaire, comme la valse ?

²⁶ Voici un résumé de ce schéma, d'après BEAUMOND 1988 : 76-78 : La première génération, composée en général d'immigrés, débute dans le commerce et finit par acheter des terres ou par occuper des postes peu élevés de fonctionnaires ; — la seconde génération diversifie ses activités économiques et élargit le réseau familial. Elle accède à des postes publics

pas d'éléments indispensables à un remarquable travail de recherche historique, qui se suffit à lui-même en tant que récit.

Dans la catégorie des modèles plus complexes, on trouve d'intéressants exemples relatifs à la Côte-d'Ivoire. C'est une perspective volontairement spécialisée²⁷ d'économiste agricole qui inspire ce que J. Ph. Colin appelle un « *modèle dominant d'économie de plantation villageoise en Côte-d'Ivoire forestière* » (Colin 1987, tome I, p. 10). Ce modèle est caractérisé par la prédominance des cultures caféière et cacaoyère, par une intégration spatiale temporaire et une articulation technique des cultures vivrières et pérennes, par une relation dynamique entre le foncier et la main-d'œuvre, et enfin par un système de production extensif. L'évolution est liée à une certaine raréfaction des terres disponibles, rapidement consommées par le système extensif de production, ainsi qu'à une raréfaction de la main-d'œuvre salariée, que les planteurs peuvent de moins en moins rémunérer par l'attribution de dotations foncières. L'exode rural des jeunes scolarisés renforce le manque de main-d'œuvre. L'introduction de nouvelles cultures dans la zone étudiée (Basse Côte-d'Ivoire) introduit dans le schéma un principe de diversification et de renouvellement.

Prenant en compte, sur la longue période, les facteurs ethnique et politique, J.-P. Chauveau et J.-P. Dozon ont montré comment cette dynamique agricole et spatiale ne se sépare pas d'une histoire de la vie publique et politique en Côte-d'Ivoire. Trois acteurs ou sujets principaux entrent alors en scène. Ils prennent position les uns par rapport aux autres, ils affirment peu à peu une identité « *ethnique* » nullement donnée dès le départ. Il s'agit des groupes baoulé, bété et agni. Les gens du nord se trouvent relégués dans « *une position plus ou moins extérieure à cet univers ivoirien dont l'histoire s'est faite autour de la zone forestière* » (Chauveau et Dozon 1987 : 282). Les Agni au contraire occupent dans le scénario une place de premier plan. Ils inaugurent dans le Sud-Est un système de relations entre autochtones et allochtones qui se généralisera par la suite à l'ensemble de la zone forestière. Ce système est fondé sur l'irréversible dépossession foncière des planteurs. Il fait naître un climat de défense de l'autochtonie et un certain repli sur soi de l'univers agni. Les gens de l'Ouest, Bété surtout, méprisés et brimés par l'État colonial, se tournent plus tardivement vers l'économie de plantation, mais le résultat est le même qu'en pays agni : développement d'une idéologie d'autochtonie. Les Baoulé, enfin, se forment à la fois une situation d'autochtones (le pays baoulé, avec ses activités diversifiées) et d'allochtones essaimant dans toute la zone forestière, milieu urbain compris. L'État ivoirien se construit et se consolide sur ce double phénomène de l'expansion de l'économie de plantation et des migrations inter-rurales (baoulé notamment) qui l'accompagnent. Le processus, accepté et assumé par Houphouët, n'est « *ni miracle ni mirage* », simplement un « *réel entrevu dans les années 40 ... qui n'a cessé de prendre corps et de structurer la société ivoirienne* » (Chauveau et Dozon 1987 : 286).

et à des charges politiques importantes ; — le processus de développement se complète et s'institutionnalise par la création d'associations, mais le réseau familial voit sa croissance se ralentir et sa structure s'affaiblir ; — l'organisation familiale entre en conflit avec le pouvoir d'État qui s'accroît et se centralise. Il a été rendu compte de la thèse d'A. Beaumont dans le Bulletin Bibliographique de l'INSEE-Coopération, n° 16, 1988.

²⁷ Perspective spécialisée, mais dans la suite d'analyses plus amples, telle que celle proposée dès 1977 par Chauveau et Richard, ainsi que par les mêmes auteurs en 1983 (voir bibliographie).

De l'analyse agro-économique localisée à l'interprétation de l'histoire sociale et politique, c'est ainsi tout un emboîtement de « modèles », schémas, scénarios, qui vient éclairer et ordonner une succession d'événements qu'on s'habitue à désigner par un patronyme commode : le miracle ivoirien. Il n'est pas difficile de trouver dans la recherche française des exemples comparables. Des économistes de l'INRA ont ainsi parlé récemment du « modèle breton » et du « modèle jurassien » pour identifier et analyser les formes prises concrètement et localement par un modèle d'intensification devenu peu à peu dominant en France depuis 1950 (Daucé et Perrier-Cornet 1986 : 7 et 70-71). Il n'y a pas, dans cet emploi du terme « modèle » de connotation d'exemplarité comme dans les expressions « modèle suédois » ou « modèle japonais ». Il s'agit simplement de constater que la tendance à l'uniformisation née d'un mode de développement intensif et industriel n'exclut pas des adaptations locales liées à une histoire régionale. Dans le Morbihan, on observe un mouvement social soutenu par des agriculteurs, issus de la JAC (les groupements de vulgarisation agricole). Ce mouvement est lié à la diffusion d'un modèle productiviste, avec intervention déterminante de firmes agro-alimentaires, coopératives ou privées. Dans le Doubs et le Jura, le développement de l'agriculture a reposé sur la modernisation d'exploitations de plus en plus laitières. Les gains de productivité ont résulté de la mise en œuvre d'un système fourrager et d'un type de sélection animale assez spécifiques à la région. De plus, la modernisation des exploitations d'élevage s'est faite dans le cadre de systèmes artisanaux de transformation laitière.

Ce n'est pas déprécier tous ces modèles, bien au contraire, que de tenter de les prendre pour ce qu'ils sont vraiment. À des degrés divers, tous sont dispensateurs d'intelligibilité, sans prétendre toutefois proposer une explication générale et abstraite de faits qui restent frappés d'une singularité historique définitive. Il y a une explication, certes, au moins en ce sens que ce qui était « *inconnu, vague ou obscur* » (Lalande 1976 : 325) est décrit de manière précise et concise, mais les schémas ne cherchent pas à montrer que l'objet de connaissance déployé sous nos yeux est impliqué par des vérités ou des principes précédemment admis, démontrés, ou évidents — auquel cas ce que l'on explique dépendrait « *nécessairement de jugements nécessaires* ».

Cette dernière démarche dessine pourtant la voie par laquelle l'explication que schématise un modèle scientifique entreprend d'accéder à la généralité. Quelque chose de ce genre, à la vérité, semble se produire lorsque le « modèle » de l'économie de plantation ivoirienne est présenté comme valable pour plusieurs décennies et pour un espace de vastes dimensions. Il ne faut toutefois pas s'y méprendre. Pour que le modèle puisse être considéré comme révélateur d'une structure intime et nécessaire de l'économie agricole sous ces latitudes, il faudrait que ses traits essentiels rendissent compte de faits observés ailleurs qu'en Côte-d'Ivoire. Cette amplification a parfois été tentée, mais sans donner de résultats bien convaincants. L'étude de l'économie de plantation villageoise au Cameroun, par exemple, a vite mis en lumière la quasi-absence de migrations de main-d'œuvre comparables à celles de la Côte-d'Ivoire (Leplaideur et Ruf 1980). Il ne faut pas voir là un échec de la promotion du modèle, mais une confirmation de sa nature historique singulière.

Un autre mode d'accès à la généralité consiste, dans le cas du schéma de Chauveau et Dozon, à passer par la critique, tout à fait fondée, de la notion courante d'ethnie. Les auteurs montrent avec force qu'elle ne correspond pas à une entité substantielle, mais qu'elle résulte au contraire d'une cristallisation lente et hasardeuse à laquelle prennent part les populations concernées, l'administration coloniale, l'État ivoirien moderne, les intellectuels et les chercheurs...

Cette « déconstruction » d'un concept « historique » ou « classificateur », c'est-à-dire de l'une de ces « représentations composites qui donnent l'illusion de l'intellection mais qui ne sont en réalité que des espèces d'images génériques » (Veyne 1979 : 91), pour bienvenue qu'elle soit, ressortit au travail normal de critique sémantique dont chacun reconnaît la nécessité, surtout en sciences sociales. Du même coup, elle souligne que les événements rapportés exigent d'être interprétés d'une façon originale et particulière.

Enfin les travaux de Daucé et Perrier-Cornet, d'autant plus convaincants qu'ils s'appuient sur une abondante documentation chiffrée, procèdent pour ainsi dire en sens inverse de la généralisation. Ils ont pour objet de montrer, et montrent en effet, comment un schéma général d'évolution se diversifie et se module à l'intérieur de l'espace national. Leur démonstration retire l'être au schéma abusivement général de modernisation de l'agriculture française, qui n'apparaît plus que comme l'indigente résultante de vigoureux dynamismes locaux.

Que sont alors tous les modèles que nous venons d'examiner, sinon, pour reprendre l'expression si juste de Paul Veyne, des « résumés d'intrigue » ? C'est-à-dire l'abrégé nécessairement original et particulier de l'itinéraire tracé par l'historien à travers le très objectif champ événementiel (Veyne 1979 : 38). L'itinéraire en question peut se prolonger sur une période plus ou moins longue, il peut s'élargir à la dimension d'un champ plus ou moins étendu (« Si vous voyez assez grand, votre guerre sera même un fait social total »), il n'en reste pas moins que le résumé n'explique rien, et ne peut rien expliquer. L'illusion naîtra parfois du fait qu'en appauvrissant suffisamment le résumé (exemple : Balmori, Voss et Wortman), on pourra le plaquer sur plusieurs intrigues comparables, mais cette opération ne changera rien à la relation logique entre intrigue et résumé.

Il faut s'y résigner : les modèles ou schémas historiques, et parmi eux les modèles ou schémas sociologiques, ne sont que le résumé plus ou moins brillant, plus ou moins stimulant, d'une suite d'événements. Les résumés ont leur utilité, sans doute même ne peut-on s'en passer, mais enfin on ne peut en tirer que ce qu'on y a mis.

Dans quelques cas seulement, assez rares, il semble qu'à partir de la collection d'événements ou de situations rassemblées par le chercheur puisse être reconnue une structure inévitable, s'imposant toujours et partout à des sujets qui ne soupçonnent même pas son existence. Ainsi certains linguistes croient-ils exhumer la langue dissimulée sous les comportements linguistiques, ainsi les ethnologues découvrent-ils les structures élémentaires de la parenté²⁸, ainsi quelques économistes traquent-ils une économie fondamentale à la fois masquée et exhibée par les faits quotidiens de production, de distribution et de consommation. Plus concrètement, des géographes décèlent dans un parcellaire, cette fois sans grand doute possible, des arrangements qui se répètent de terroir en terroir :

D'où vient qu'une multitude de centres de décision indépendants les uns des autres créent une forme — l'emboîtement du noyau et de la périphérie — décelable à l'échelle du terroir ? Nous y voyons deux raisons :

— *l'une est que les exploitants suivent tous le même modèle, et répartissent champs permanents et champs temporaires principalement en fonction de la distance par rapport à l'habitat ;*

— *l'autre est que cet habitat est resté à Kumtaabo relativement groupé.*

La cohérence formelle de l'espace économique nous apparaît donc comme la conséquence d'un des aspects de la cohérence de l'espace social (Imbs 1987 : 155).

²⁸ Cf. les problèmes de topique (algèbre des relations et liens de parenté) présentés par GRANGER (1988b : 261sq.) à partir d'un article de Ph. COURRÈGE.

C'est probablement ce genre de recherches qui autorise à entrevoir — mais à quelle échéance ? — une convergence possible entre la modélisation pratiquée dans les sciences expérimentales et celle à laquelle nos disciplines ambitionnent de parvenir. Un doute subsiste pourtant sur la probabilité de cette convergence.

D'une part en effet les quelques cas apparemment réussis de modélisation en sciences sociales ont porté, me semble-t-il, sur des situations extrêmement simples (ou peut-être extrêmement simplifiées) — par exemple les systèmes de parenté de groupes isolés et restreints.

D'autre part les espoirs qu'avait fait naître le progrès des techniques de traitement de données, dans le cas de situations plus complexes, ont été largement déçus²⁹. En l'état actuel des choses, on ne saurait être trop prudent, et sans doute la tâche la plus urgente est-elle de chercher à comprendre ce que l'on fait réellement lorsqu'on croit « modéliser ». Quittons donc les modèles historiques pour jeter un regard sur des figurations qui s'apparentent à des maquettes.

Les maquettes

Nous arrivons peut-être ici au cœur de notre sujet, si l'on veut bien se rappeler que le sens le moins équivoque du mot « modèle » est celui de représentation matérielle, sous des formes réduites, d'un objet tel que navire, véhicule, corps humain, édifice, portion d'espace, etc.³⁰. On fabrique ainsi des modèles de bateaux et de monuments, des bustes de généraux, des écorchés pour carabins et dessinateurs, des sphères armillaires et des cartes routières, etc. Un pas de plus dans la convention, et nous trouvons les diverses formes de comptabilité privée ou nationale, les diagrammes de parenté et d'autres choses encore.

Ces diverses représentations sont des maquettes en trois dimensions de l'objet représenté, ou même des maquettes mentales dépourvues de toute dimension autre que celles de la feuille de papier sur laquelle on écrit ou on dessine. Je me bornerai ici à présenter quelques observations sur deux types de maquettes très utilisées dans nos disciplines : la carte et la comptabilité.

Pour ce qui est des cartes, qu'il suffise de rappeler, avec R. Brunet, que si les philosophes de l'École de Milet devaient « *se représenter un monde qu'ils ne connaissaient pas* », nous avons pour notre part à représenter les structures d'un monde sur lequel nous sommes très informés (Brunet 1987-88 : 100). En ce sens, la carte a pour avantage de forcer à trier, à éliminer :

Nous avons besoin, pour comprendre et pour progresser, de ces représentations synthétiques, modélisées, qui essaient de supprimer tout le « bruit » de la carte et d'en représenter ce que nous croyons être les structures profondes ...

Derrière chaque carte, il y a des structures, comme derrière chaque visage, il y a la structure des os de la face, quelque chose dessous qui est à découvrir, pas à inventer.

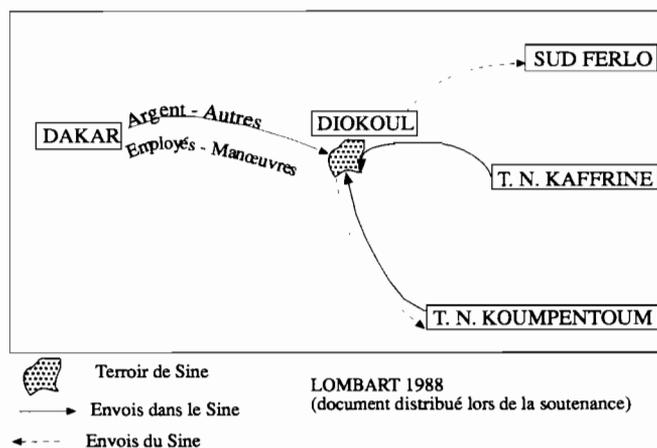
L'image employée est éclairante, mais ne fait pas oublier que chaque carte figure une portion bien spécifique d'espace, et ne peut donc révéler que des structures elles aussi singulières, qui sont très loin d'avoir la généralité des formations osseuses. Ce qui est vrai, c'est qu'on peut avancer de plus en plus sur la

²⁹ On ne relit pas sans quelque gêne, par exemple, les lignes optimistes écrites par C. Furtado en 1970 dans l'avant-propos de son remarquable manuel intitulé « Théorie du Développement Économique », Paris, PUF, p. 5.

³⁰ « Un modèle d'un objet donné est encore un objet ... mais on suppose en général que le domaine (spatial) du modèle est plus petit que le domaine de l'objet originel, et que le nombre de propriétés dont le modèle tient compte est plus faible que le nombre de propriétés de l'objet initial. Nous dirons que le modèle d'un objet est une projection de cet objet sur un espace écran » (BRUTER 1982 : 92).

voie qui mène à l'essentiel et au significatif. On peut simplifier et simplifier encore une carte ou une superposition de cartes pour montrer ... ce que l'on veut faire voir. Le document reproduit ci-après constitue un exemple, choisi en raison de sa banalité même, de ce genre de démarche. Il montre aussi qu'en soi, la représentation ne fait qu'isoler et proposer, sans expliquer. On peut donc la ranger dans la catégorie des modèles techniques, qui reproduisent plus ou moins fidèlement un résultat sans entrer, comme essayent de la faire les modèles scientifiques, dans les processus qui produisent ces résultats. Nous reviendrons plus loin sur cette distinction importante, formulée par G.G. Granger (1988b : 271-72).

ÉCHANGES ENTRE ZONES DE PEUPLEMENT SERER
AU SÉNÉGAL



Comme les cartes, les comptabilités sont des modèles techniques orientés avant tout vers la solution de problèmes pratiques. La comptabilité privée enregistre des mouvements de valeurs afin d'en garder trace, de les classer, de les contrôler — notamment par l'artifice de l'écriture en partie double. À partir de cette comptabilité permanente de gestion, on peut effectuer des inventaires intermittents qui donnent une image de la firme à un moment donné.

Par ailleurs, dans un système de production de masse, à faibles marges bénéficiaires, une connaissance précise des prix de revient est indispensable à la gestion. Aussi voit-on surgir de la comptabilité générale une comptabilité analytique d'exploitation, qui permet de comparer des coûts et des résultats. Toutes ces représentations sont, en un sens, des modèles de l'entreprise, de sa déformation dans le temps, de ses relations avec l'extérieur. Nécessairement, de tels modèles reposent sur un ensemble de conventions, de techniques de présentation.

Il en va de même, en gros, des comptabilités dites nationales, qui s'inspirent de la comptabilité privée mais qui utilisent des matériaux de nature différente. Ce que décrit la comptabilité nationale, c'est l'économie tout entière, à savoir cet « ensemble d'unités qui effectuent des actes économiques et que l'on classe dans des catégories appropriées aux analyses que l'on veut effectuer » (INSEE 1987 : 18). Si l'on décrit, c'est pour prévoir, et la prévision n'aura d'intérêt que si la description est exhaustive, quantifiée et globale³¹. Ce troisième adjectif signifie qu'on

³¹ Exhaustivité : comme la carte, la comptabilité nationale ne souffre pas de blancs. Lorsqu'elle rencontre des vides, elle les comble en calculant des soldes, en construisant un poste « erreurs et omissions », etc.

cherche à mettre en évidence des interdépendances économiques, en termes de comportements ou de transactions (termes comptables) (Olive 1979 : 16). Autrement dit, la comptabilité nationale est l'outil par excellence de l'analyse macro-économique, orientée vers les effets de composition qui n'apparaissent qu'au niveau global. D'une telle analyse, on peut déjà dire que ses objectifs sont déterminés plus par les besoins des utilisateurs, par l'état des appareils et des techniques d'observation, par les conventions adoptées, que par le souci de faire progresser une connaissance véritablement scientifique. On sait de plus qu'en Afrique, le peu de pertinence des catégories employées et la qualité déplorable des données statistiques font de la comptabilité nationale le « mythe » dénoncé par M. Anson-Meyer (1983). Tout récemment encore, G. Duruflé souligne « *la quasi-inexistence d'outils statistiques et économiques qui permettent de saisir les dynamismes internes de pans entiers des économies de l'Afrique sub-saharienne : production vivrière, petite production marchande (secteur informel)...* » (Duruflé 1988 : 69).

Modèle composé de sous-modèles — les comptes, le tableau économique d'ensemble, le tableau entrées-sorties — la comptabilité nationale se construit avec des grandeurs économiques, en réalité des faits comptables. Ces faits résumés a posteriori des mouvements effectués au cours d'une période par des éléments qui se sont déplacés d'un agent vers un autre ou qui, restant entre les mains d'un même agent, ont subi une mutation. L'emploi du mot « *flux* » pour désigner ces grandeurs est justement critiqué par H. Culman (1965 : 18) puisque la comptabilité nationale enregistre seulement le niveau (donnée statique) atteint par les dites grandeurs en fin de période. Retenons cette remarque, elle est d'importance.

Les « *modèles descriptifs de l'économie considérée dans son ensemble* »³² auxquels Malinvaud assimilait les comptabilités nationales font voir les dimensions respectives des grandeurs saisies, et les liaisons qu'elles paraissent entretenir. C'est-à-dire, comme disait F. Perroux, les proportions et les relations caractéristiques de l'économie étudiée. Deux fonctions de la comptabilité nationale auxquelles correspondent dans le travail d'analyse les deux types de représentation dont nous avons parlé plus haut : équations de définition (ou équations comptables) d'une part, équations de comportement d'autre part. Ici nous ne manipulons plus des expressions simplement pensées, nous construisons des équivalences chiffrées résumant un long travail de collecte, de critique et de sommation. Dans les équations de comportement, par exemple, l'économètre essaye d'évaluer « *le poids de chacun des paramètres dans l'équation et de tester la qualité de la relation obtenue* » (Sudrie 1988 : 40). Alliant de la sorte, comme l'enseignait H. Guitton, la statistique, les mathématiques et la théorie économique, ces constructions sont probablement les seules à pouvoir prétendre être appelées modèles (Guitton 1957-58 : 616).

Les modèles purement théoriques, n'incorporant pas encore de chiffres, ne sont que des théories ou des images. La simple collection de chiffres n'est pas non plus un modèle, elle doit pour cela faire l'objet d'opérations (donc recourir à la mathématique) qui n'ont de sens que par rapport à une théorie.

Examinons sur quelques exemples précis comment s'effectue cette confrontation entre théorie et expérience.

³² « *On a dénommé comptabilité nationale cette branche de la discipline économique qui a pour objet l'établissement de modèles descriptifs de l'économie considérée dans son ensemble* » (MALINVAUD 1964 : 8).

L'application à un cas historique du modèle Dutch disease a été faite par Ademola Oyejide lorsqu'il a montré comment le boom pétrolier des années 1970 a transformé la structure de l'économie nigérienne. Les faits sont résumés par un tableau, qui montre les taux de croissance des divers secteurs — agriculture, pétrole, mines, industrie, services — pendant la période de 1970 à 1982.

Comme le « *prédit* » le modèle, le boom pétrolier a influé négativement sur la production de biens commercialisés autres que le pétrole. La contribution de l'agriculture à l'ensemble de la production passe de 49 % en 1970 à 22 % en 1982. Comme prévu, les services progressent notablement, passant de 34 à 47 % pendant la même période. Les gains relatifs de l'emploi, comme prévu également, sont significatifs dans les secteurs du pétrole et des services, alors que la part de l'agriculture dans l'emploi total baisse de 75 à 59 %. Nous examinerons dans la quatrième partie de cette communication le sens général que l'on peut trouver à ces confirmations du modèle.

Toujours dans le dessein d'analyser une économie nationale, on peut procéder à des comparaisons entre deux pays, par exemple la France et le Mexique (Husson 1987). En ce qui concerne les importations, l'expression théorique présentée plus haut se diversifie alors en deux équations de comportement : la première (c'est une version du modèle DMS) modélise les importations françaises de biens d'équipement, alors que la seconde (qui fait partie du modèle MINIMEX) concerne les importations mexicaines. La comparaison des coefficients — approche paramétrique — montre que les importations mexicaines sont plus sensibles aux prix relatifs que les importations françaises. Étendue aux autres équations du modèle, cette procédure met en relief quelques caractéristiques essentielles de l'économie mexicaine³³.

La comparaison peut porter sur plus de deux pays. Ainsi la réaction des producteurs de riz aux variations de prix a été étudiée dans six pays africains par P. Phelinas (1986). L'auteur doit cependant introduire dans les équations une « variable de trend » censée résumer l'effet sur la production de facteurs autres que le prix : progrès technique, état de l'infrastructure, etc. Les résultats de la recherche sont donc relativement décevants. Parmi les relations testées entre les variations du prix réel du producteur et celles de la production et des quantités commercialisées, très peu se sont révélées statistiquement significatives (Phelinas 1986 : 190). Il y a lieu toutefois de mentionner cette étude puisqu'après l'avoir effectuée dans le cadre du CERDI de Clermont-Ferrand³⁴, l'auteur a été recrutée à l'ORSTOM où jusqu'alors ce genre de travaux, à ma connaissance, était peu ou pas pratiqué.

Au terme de ce tour d'horizon trop rapide, il est possible de rassembler quelques brefs propos d'étape, qui n'ont évidemment rien de définitif. Une grande partie des constructions appelées modèles par les chercheurs de Sciences Sociales semble bien se ranger, sans qu'on force trop les choses, soit dans la catégorie des similitudes platoniciennes, soit dans celle des simulacres lucrétiens. Très marqués par l'esprit qui les conçoit, très éloignés par conséquent du donné sensible, les modèles théoriques (similitudes) ne sont pas de véritables modèles.

³³ Voici ces caractéristiques : — commerce extérieur dépendant ; — répartition des revenus peu favorable à l'investissement et sujette à de fortes distorsions ; — faible croissance de la productivité ; — présence d'une forte inflation d'inertie ; — disparition de fait du chômage comme grandeur économique, alors que dans le cas français, celui-ci rétroagit sur le salaire réel et, par l'intermédiaire des allocations de chômage, sur le déficit du secteur public. (HUSSON 1987 : 71).

³⁴ Centre d'Études et de Recherches sur le Développement International, dirigé par le Pr. P. Guillaumont.

Ce sont des théories plus ou moins rigoureuses, à ranger parfois dans la simple imagerie mentale. Les maquettes (simulacres) sont calquées sur la réalité, elles la copient de très près. Elles ont une utilité pratique indéniable, mais ne paraissent pas aller très loin dans la voie de l'explication. Certaines de ces maquettes, cependant, sont présentées par les économistes qui les construisent comme le *nec plus ultra* de la science, alors pourtant que leur véritable statut semble plutôt être descriptif et technique. Il y a là un problème que nous allons tenter d'éclairer, sinon de résoudre, dans la dernière partie de cette communication.

Le sens d'une absence

La modélisation, par définition, détourne notre regard des choses elles-mêmes pour le diriger vers des artefacts. La recherche risque alors de se déployer dans un univers à peu près dépourvu de lien avec le donné sensible, pour produire un corpus logique de plus en plus subtil, mais aussi de plus en plus gratuit. Si l'on est de bonne foi, on ne manquera pas de reconnaître une surprenante ressemblance entre ce genre de recherche scientifique et la création poétique. Bien des économistes logiciens ou mathématiciens pourraient dire, comme le poète autrichien Trakl : « *Mon œil plein d'élan rêve de nouveau ses images plus belles que toute réalité. Je suis en ma seule compagnie, je suis mon propre monde, un monde parfaitement beau...* » (Basil 1985 :90). Contempler un modèle, c'est s'installer dans une enivrante situation d'extériorité par rapport à la réalité « étudiée ». Et cette extériorité scelle une absence.

On fera remarquer que l'absence du réel dans nos réflexions fait pour ainsi dire partie de notre condition existentielle, et en particulier de notre emprisonnement dans le temps. Là-dessus, poètes et savants sont unanimes :

Nous n'avons connaissance de la réalité qui se présente à nos yeux qu'un instant après, dans l'instant seulement où la réalité a déjà changé, passé, s'est faite absence. Le champ d'expérience du langage ... se situe dans le passé (Ungaretti 1969 : 204).

Il en va de même — a fortiori — pour l'écriture, où Claude Hagège voit une « *conduite d'exil, hors de l'échange vivant des paroles proférées* » (Hagège 1987: 94).

Encore faut-il ajouter que construire un modèle, ce n'est pas obliger la réalité à s'effacer — s'absenter — de manière uniforme. Il y a absence redoublée des morceaux de réalité que le modélisateur se dispense de faire figurer dans la représentation qu'il édifie, dont il se débarrasse pour ainsi dire par une schématisation qui est aussi un « *évidement* »³⁵. Prenons ce mot dans un sens métaphorique puisque l'appauvrissement du modèle par rapport à la réalité représentée peut consister, justement, en ceci qu'un modèle de navire, par exemple, demeure souvent plein comme une bûche et ne restitue pas les vides invisibles grâce auxquels pourtant le vrai bateau flotte. Mais quoi, dit La Varende, « *n'attendez pas des patientes crispées et des poulies qui tournent, je n'ai cherché que le grand caractère du bateau, et si je puis dire, son art* » (La Varende s. d. : 3). Aveu ou défi, cette remarque en dit long sur le projet du modélisateur. Ne nous y trompons pas : les choix que nous faisons lorsque nous mettons en modèle la relation aînés-cadets ou l'économie mauricienne sont tout aussi arbitraires, tout aussi catégoriquement déterminés par les possibilités techniques, les tours de main, le vocabulaire, que ceux de La Varende sculptant pour son plaisir et le nôtre une « *flûte à l'arrière bulbeux* » qu'il baptise « Le Voltigeur Hollandais ». Le résultat

³⁵ GRANGER, cours donné au Collège de France (1988).

d'ensemble est jugé avec l'insolence souhaitable par un autre grand écrivain : Roger Nimier :

On ne juge qu'un personnage de papier, et le sort de ce personnage dépend de l'arrangement de certains mots. La timidité d'un conditionnel peut le sauver, quand un impératif le tue (Nimier 1973 : 80).

Tout modèle équivalait à une suite d'énoncés, où les effets de style, pourtant essentiels, très bizarrement, ne sont jamais identifiés ni maîtrisés.

Deux attitudes alors sont possibles. On peut décréter que ces vicissitudes de transcription ne font que correspondre — de manière un peu alarmante, il est vrai — à la nécessité où nous sommes d'être aveuglés pour mieux voir :

Il me semble très frappant que les grands génies poétiques (comme Ossian, Homère) soient toujours figurés aveugles. Peu m'importe naturellement qu'ils l'aient été, mais seulement qu'on les ait imaginés aveugles, en signifiant par là, semble-t-il, que ce qu'ils voyaient, quand ils chantaient, ils ne le voyaient pas physiquement, cela se révélait à eux par une intuition intérieure. Quelle étrangeté qu'un des meilleurs et même le meilleur de ceux qui ont écrit sur les abeilles (Fr. Hubert, 1750-1831) ait été aveugle dès sa première jeunesse ; il semble presque, ici où l'on devrait pourtant croire que l'observation extérieure est capitale, qu'il avait trouvé son point d'Archimède et que de là, par une activité purement spirituelle, il remontait alors de détail en détail, en les reconstruisant en analogie avec la nature (Kierkegaard 1963, I : 15).

Ces vues paradoxales aident à pénétrer dans la compréhension difficile de ce que poursuit et permet l'activité de représentation. Non seulement dans le cas des modèles, mais dans celui, bien plus général, du recours aux signes linguistiques qui, à la différence des symboles, représentent les objets désignés non par un lien qu'on pourrait « justifier ou établir en raison », mais par pure convention :

Les langues n'assurent la possession discursive du monde que parce que de leur substance elles évacuent le monde (Hagège 1987 : 132 et 167).

Toutefois la confiance dans le pouvoir d'abstraire a des limites. Dans le célèbre traité d'Histoire des Doctrines Économiques qu'il a signé avec Ch. Rist, Charles Gide faisait sur le premier des modèles économiques, à savoir le Tableau du Docteur Quesnay, des réserves railleuses qui peuvent nous instruire encore aujourd'hui :

Les Physiocrates se figurent y voir la réalité même ... Comme beaucoup d'économistes mathématiciens d'aujourd'hui (écrit en 1926) ils ne s'aperçoivent pas qu'ils ne retrouvent en fin de compte au bout de leur calcul que ce qu'ils y avaient mis eux-mêmes. Il est bien évident que ce tableau ne prouve rien quant au point essentiel de leur système, à savoir qu'il y aurait une classe productrice et une classe stérile (Gide et Rist 1926 : 23-24).

Apologie kierkegaardienne de la cécité féconde, critique des économistes puérilement enfermés dans leurs constructions, telles sont les réactions extrêmes qu'on peut éprouver devant les prouesses et les prétentions des modélisateurs. L'éviction du réel ne présente aucun danger quand le modèle est un résumé d'intrigue ou de situation qu'une intuition d'historien ou de sociologue nous propose après une longue fréquentation des archives ou des informateurs. Il y a péril, en revanche, lorsque le modèle est obtenu par division du travail entre des spécialistes très compétents qui manipulent à grands frais des équations compliquées, et des techniciens parfois peu qualifiés et en tout cas mal payés qui recueillent sans enthousiasme des données douteuses. L'absence du réel devrait être le prix payé pour que le modèle capte un peu de cette « logique interne cachée selon laquelle se transforme le monde » (Bruter 1982 : 128), mais en va-t-il toujours de la sorte ?

Mettons à part, une fois de plus, le cas de ce qu'on appelle « *modèle* » en anthropologie. De certaines remarques de Cl. Meillassoux³⁶, ou encore d'un texte de Cl. Raynaud³⁷, je retiens qu'il est toujours opportun de rappeler l'intérêt que présente la mise en évidence de mécanismes à partir d'un petit nombre d'observations très approfondies. Qu'on propose d'appeler « *modélisation* » cette démarche spécifique, différente de l'extrapolation statistique mais tout aussi légitime, pourquoi pas, si l'on reconnaît — comme je l'ai suggéré plus haut — qu'entre ce genre de modélisation obtenu par induction immédiate (Couty 1984) et l'édification d'une hypothèse ou d'une théorie, la distance est parfois bien réduite.

Le cas des modèles économétriques est différent. En ce domaine, le test crucial serait celui qui nous assurerait que le modèle est vrai parce qu'il permet de prévoir et de modifier le cours des choses. Test praticable dans les sciences expérimentales, mais non pas en sciences sociales — ou alors de façon si grossière que la démonstration ne démontre rien. La théorie quantitative de la monnaie est « *vraie* » en ce sens qu'il est arrivé de très nombreuses fois qu'une émission exagérée de monnaie fasse flamber les prix, c'est-à-dire annule la valeur de la monnaie. Piètre vérification d'une évidence accessible depuis toujours au sens commun ! En fait, tout semble se passer comme si la modélisation économique ne permettait la plupart du temps que de retrouver des « *lois* » d'une banalité déconcertante, et même de n'en retrouver qu'une seule, à quoi se réduit peut-être toute l'économie politique. Derrière les modèles du Dutch disease, par exemple, on ne distingue rien d'autre qu'une idée fort simple : la demande accrue d'un facteur de production en fait monter le prix, ou inversement le prix accru d'un facteur de production attire une offre supplémentaire de ce facteur. Rien d'autre, en somme, que l'intuition élémentaire sur laquelle se fonde la théorie de l'offre et de la demande, cette théorie que tout économiste, à en croire Mc Closkey, vérifie constamment par simple introspection ... Mais que penserait-on d'une physique qui se fonderait tout entière — de la mécanique à la physique atomique, en passant par l'optique et tout le reste — sur la théorie de la pesanteur et la formule $h = \frac{1}{2} gt^2$? Au bout du compte, l'énergie qu'on a dépensée pour appliquer au cas nigérian les schémas du Dutch disease aurait aussi bien pu servir à rédiger un chapitre d'histoire économique, sans l'ornement du modèle.

On rétorque qu'en faisant fonctionner les modèles économétriques, on simule le fonctionnement du monde réel, ce qui permettrait d'en mieux comprendre certains aspects. Autrement dit, en injectant dans un modèle différentes séries de données, on imite les séquences historiques véritables, dont on peut analyser de plus près l'enchaînement. À la vérité, ce genre d'exercice permet, incontestablement, de rayer de la carte du possible quelques zones interdites en raison des incohérences ou des incompatibilités que révèle un certain état du modèle. Il ne semble pas, cependant, que ce résultat ajoute beaucoup aux connaissances dont il a bien fallu disposer pour se donner une première représentation de la réalité.

³⁶ Faites au cours des réunions du Conseil Scientifique du Département H de l'ORSTOM, entre 1983 et 1986.

³⁷ « *Le faible nombre de familles interrogées peut aussi prêter à critique, l'échantillon ainsi constitué ne pouvant guère être considéré comme représentatif. Mais notre objectif n'était pas d'élaborer des moyennes généralisables à l'ensemble de la population du village ; il visait à mettre en évidence, par l'analyse de cas concrets, les mécanismes par lesquels le problème alimentaire se trouve résolu, au niveau des groupes familiaux et à celui des individus. À cet égard, les phénomènes enregistrés sont si nets et se retrouvent de manière si constante d'un exemple à l'autre que leur caractère significatif ne semble pas pouvoir être mis en doute* » (RAYNAUT 1978 : 571).

Les déformations infligées à cette représentation sont instructives, certes, mais ne font que résulter mécaniquement d'une structure acceptée au départ. C'est bien ce qu'explique un praticien :

(Il existe) une différence fondamentale entre modélisation et explication : le même jeu d'équations indifféremment appliqué à deux réalités économiques (la française et la mexicaine) permet de repérer, d'identifier certaines différences, mais en aucun cas de les expliquer et de les comprendre (Husson 1987 : 72).

Pour expliquer, il faut superposer au modèle un schéma théorique, mais on peut, à partir des mêmes données, parvenir à des explications variées en diversifiant les modèles par le moyen d'apports théoriques différents :

Les techniques économétriques, aussi sophistiquées soient-elles, permettent seulement de mesurer le degré de co-variation entre deux variables. La transformation de la corrélation statistique en schéma explicatif (de type cause-conséquence) est faite nécessairement en référence à un corpus théorique. Deux modèles, censés refléter le devenir de la même économie, pourront donc produire des schémas théoriques divergents (Sudrie 1988 : 40)³⁸.

Bref, en simulant, on ne « comprend » rien d'autre que le fonctionnement du modèle ; ou plutôt on ne le comprend pas, on le voit. Et ce qu'on voit ne peut avoir que des rapports très problématiques avec une réalité dont le modèle proclame emphatiquement l'absence. Ou — ce qui revient au même — dont il propose une représentation encombrée de boîtes noires, figurées ou pire encore : elles aussi absentes.

Pendant que, tels les Physiocrates de Charles Gide, nous observons le comportement d'un modèle « avec une joie d'enfants », les choses suivent leur cours, incognito. Un cours secoué par la violence et l'invention :

Les événements ne sont pas situés dans l'ensemble des reflets peints dans le pauvre petit miroir que porte devant elle l'intelligence et qu'elle appelle l'avenir, ils sont en dehors et surgissent aussi brusquement que quelqu'un qui vient constater un flagrant délit (Proust 1954, III : 443).

Mais cette remarque, qui doit être inlassablement répétée, ne fait que marquer les étroites limites de la pseudo-explication procurée par le maniement d'un modèle. Une critique plus fondamentale de cette explication exige qu'on réfléchisse à la nature des grandeurs qui forment la substance même du modèle, et entre lesquelles on croit repérer des relations.

Dès les années 70, Serge-Christophe Kolm aimait à rappeler que la macro-économie part des statistiques, alors que la micro-économie part de l'homme. Il en déduisait que, considérant des agrégats relatifs à des agents très variés, la macro-économie ne peut avoir qu'un « statut scientifique bien douteux »³⁹ à côté de la micro-économie qui explique le monde économique à partir des comportements des personnes, de leurs préférences, de leurs connaissances, de leurs droits, de leurs informations. Rappelons-nous la remarque de Culman citée plus haut. Les statistiques n'enregistrent, *ex post*, que l'ombre portée de mouvements effectués par certains éléments. Et c'est dans les pratiques⁴⁰ d'où résultent ces mouvements que peut être cherché le germe d'une explication, non dans la

³⁸ SUDRIE donne l'exemple suivant : dans le modèle METRIC, la hausse de la masse salariale provoque une augmentation de la demande qui induit une élévation de la production et une croissance de l'investissement ; dans le modèle DMS (Dynamique multi-sectoriel), la même hausse de salaires conduit à une baisse des profits, à un ralentissement de l'investissement et à une chute de la production. Les tests économétriques sur les deux modèles sont satisfaisants et procurent un « rendu » équivalent sur la période d'estimation...

³⁹ *Le Monde*, 3 septembre 1974.

⁴⁰ Alfred Marshall ne dit pas autre chose : « *The problems which are grouped as economic ... relate specially to man's conduct under the influence of motives that are measurable by a money price* » (MARSHALL 1956 : 22).

quantité globale, opaque et muette, qui reflète les pratiques en les confondant toutes ensemble. C'est ce que souligne fermement Ph. Hugon :

La représentation statique et statistique des équilibres comptables n'est pas à même de prendre en compte les diverses dynamiques des systèmes productifs ou sociaux (Hugon 1988 : 16).

Autrement dit encore, les grandeurs obtenues par objectivation *ex post* n'entretiennent et ne peuvent entretenir entre elles que des fantômes de relations. Ces grandeurs ne sont que le corrélat de pratiques, et s'il y a une relation quelque part, c'est bien évidemment entre les pratiques qu'il faut la chercher. Ou plutôt entre les groupes et les individus auteurs des pratiques. C'est la pratique qui explique l'objet, le faire qui explique ce qui est fait (Veyne 1979 : 213-19). Et Wicksell s'exprime approximativement (ce qui n'est pas dans son habitude) quand il écrit que la science économique s'intéresse à « *des quantités substantielles (substantiella kvantiteter), des grandeurs mesurables* » dont elle cherche à « *éclairer les relations* » (Wicksell 1937 : XXIX). Les quantités économiques sont mesurables, certes, mais si celles que traite la micro-économie peuvent être considérées comme « *substantielles* » dans la mesure où elles traduisent le comportement d'agents bien identifiés, cela est beaucoup moins vrai des agrégats macro-économiques qui, reflétant des comportements mélangés, ne peuvent exprimer des relations significatives.

Revenons à la distinction faite par G. G. Granger, et à laquelle il a été fait allusion plus haut, entre modèles scientifiques et simples artifices techniques : « *La première position du problème, qui est celui de toute science en général, consiste à rechercher une structuration de l'opérateur qui, d'une part satisfasse à la condition générale de transformation des données dans les résultats observés, d'autre part soit conforme à toutes les observations qui peuvent éventuellement être faites sur son fonctionnement interne. L'ambition brute de la science serait donc de reproduire par un modèle abstrait non seulement un résultat global, mais encore le processus qui l'atteint ... La seconde position est plus modeste. Elle consiste à se contenter d'un modèle qui satisferait aux exigences globales de transformation des données en résultats, sans qu'on s'astreigne en rien à percer le mystère de la « boîte noire ». À première vue, il s'agit là d'une orientation purement technique, par opposition à l'orientation scientifique : il faut imiter la performance, mais nullement les moyens naturels d'y parvenir* » (Granger 1988b : 271).

De cette distinction, on peut déduire que les modèles de la comptabilité nationale ou les modèles économétriques ont un caractère technique et non scientifique. Encore faut-il, comme prend soin de le faire G. Granger, noter que la construction de simples artifices techniques n'est pas sans permettre d'avancer progressivement vers des explications de type scientifique :

Il semble que l'imagination créatrice de modèles abstraits, libérée du souci de suivre pas à pas le détail des opérations de la nature, puisse ainsi donner libre cours à ses pouvoirs. Elle ne propose alors, il est vrai que des artifices. Mais y a-t-il si loin de cette invention de machines à l'établissement de modèles vraiment explicatifs des phénomènes observés ? (Granger 1988b : 271-72).

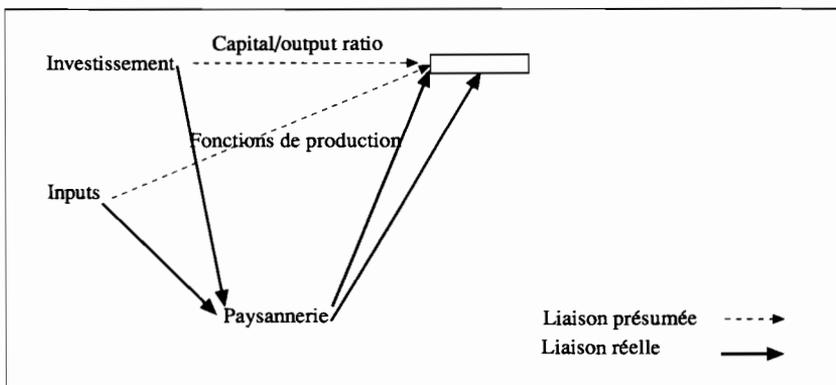
En fait, poursuit Granger,

L'orientation scientifique se distingue de l'orientation technique simplement en ceci qu'elle ne se contente pas de reproduire convenablement la transformation des entrées en sorties, mais qu'elle veut repousser de plus en plus avant dans l'organisation du modèle l'apparition de ces « boîtes noires »... Dans le domaine des faits humains, les catégories scientifiques les plus générales et les plus fécondes sont apparemment plus difficiles à dégager que dans celui des autres phénomènes, et la longue marche qui peut-être y conduit exige cette division de la difficulté en étages correspondant chacun à un progrès quelquefois dérisoire. Progressivement cependant, la grossière machine se complique, les boîtes noires sont refoulées de plus en plus loin au cœur de la structure qui se construit. Ainsi pouvons-nous dire que la position directe du problème d'explication par un modèle

véritable ne prend bien souvent tout son sens que comme limite d'une suite de positions incomplètes et bornées, consistant à imaginer des machines auxquelles il est seulement demandé de reproduire non les processus, mais les effets (Granger 1988b : 272-73).

La comptabilité nationale, et les modèles économétriques qui s'en nourrissent, reproduisent d'une certaine manière des transformations de données en résultats, ou des passages d'une situation 1 à une situation 2, mais en procédant à la façon d'une boîte noire, c'est-à-dire en mettant entre parenthèses le processus de transformation ou de passage. Tout se passe en fait comme si les modèles étaient peuplés de boîtes noires ou même comme s'ils coïncidaient, dans la totalité de leur extension, avec une seule boîte noire dont l'existence est si massive qu'elle n'est parfois même pas reconnue. Ainsi le modèle d'une filière-plante, en économie agricole, relie-t-il à la manière technique d'une fonction de production certains inputs caractéristiques — semences sélectionnées, par exemple — à une production ou à un accroissement de production. La boîte noire, généralement non figurée, serait celle qui, entre les inputs vulgarisés par la société de développement ou d'intervention d'une part, le produit attendu par les responsables du projet d'autre part, devrait signaler l'existence d'une paysannerie chargée de mettre en œuvre le processus prévu. À l'évidence, ce qui se passe dans cette boîte noire est décisif, et le premier pas vers une scientificité accrue consisterait à reconnaître que la boîte noire existe et qu'elle occupe une position-clé. Ensuite on pourrait chercher à entr'ouvrir la boîte, à réduire ou à fragmenter son emprise dans le modèle... Opérations éminemment délicates, ardues, scabreuses, dont les conditions de possibilité et les étapes ne sont pas toujours bien identifiées. La tendance actuelle est plutôt de « faire tourner » en l'état un modèle dont on sait bien pourtant qu'aucune simulation ne tirera beaucoup de lumière. Ce qui fait défaut, ce dont on a le plus besoin, à savoir l'invention de catégories conceptuelles neuves et la représentation (au sens littéral qu'affectionne Hagège) des faits pourvoyeuses d'un supplément de sens, tout cela est ressenti comme beaucoup moins nécessaire. Pourquoi ? Sans doute parce qu'on se laisse facilement impressionner par le bluff technologique, ou parce qu'on est trop respectueux des traditions académiques. De plus l'imagination requiert, pour s'épanouir, beaucoup de temps et une totale liberté, — biens rares que les chercheurs hésitent à réclamer ouvertement et que les dispensateurs de crédits craignent d'accorder.

MODÈLE D'UNE FILIÈRE-PLANTE



Conclusion

Les pages précédentes n'auront pas été inutiles si elles ont fait naître ou si elles ont renforcé chez le lecteur un doute salutaire sur la nature des « modèles » construits et utilisés par nos disciplines. J'ai suggéré qu'en économie notamment le discours sur les modèles ne concorde pas avec la pratique d'une science peuplée de constructions métaphoriques sans lien avec les faits, scandée par des exposés de logique pure à vocation ornementale ou terroriste, encombré de résumés d'intrigue abusivement revêtus de hardes mathématiques, tout cela pour aboutir à des modèles techniques dont le fonctionnement n'explique pas grand-chose. D'un côté donc, une revendication méthodologique à forte coloration positive, rationaliste, scientiste ; de l'autre une collection hétéroclite de procédés et de postures que nous devons à l'évidence aborder « *comme un anthropologue aborde les contorsions mentales des guérisseurs d'une association de tribus nouvellement découvertes. Et nous devons être préparés à découvrir que ces contorsions sont totalement illogiques (du point de vue de la logique formelle) et ne peuvent être que totalement illogiques pour fonctionner comme elles le font* » (Feyerabend 1979 : 284).

Si le terme de « modèle » n'est pas employé à bon droit en sciences sociales, alors il faut tout faire pour corriger l'usage. On évitera ainsi d'entretenir et de propager des illusions sur le travail des historiens, des anthropologues, des géographes, des sociologues, des économistes ... On voit bien la fonction de ces illusions. Les sciences expérimentales pratiquant non sans succès la modélisation, on peut espérer faire accéder les sciences sociales au statut envié des sciences expérimentales en prétendant que les unes comme les autres emploient des procédures fondamentalement identiques. La question se complique du fait qu'une au moins des sciences sociales — la science économique — produit en effet des modèles, mais des modèles qui pour l'instant semblent de nature plus technique que scientifique. Dissiper ces ambiguïtés, c'est affirmer qu'une différence essentielle continue de séparer les sciences sociales — dans leur état actuel — et les sciences expérimentales. Une fois retrouvée et redite cette monumentale banalité, il reste bien entendu à rappeler que la différence en question ne saurait donner lieu à jugement accordant aux sciences sociales une valeur (scientifique ?) moindre qu'aux sciences expérimentales. C'est pourtant parce que ce jugement de valeur est porté, ou parce qu'il persiste dans les mentalités, qu'on tolère ou qu'on pratique le brouillage analysé dans cette communication. Les « modèles » des sciences sociales ne sont pas des modèles — en tout cas pas des modèles scientifiques — mais en affirmant le contraire, on croit faire passer la sociologie ou l'économie à l'étage habité par la physique. Le plus regrettable, c'est qu'en dépensant de l'énergie à faire valoir ces fausses prétentions, on occulte la vraie nature des sciences sociales et on se dispense de progresser dans la voie qui leur est propre.

Si cette voie est autre que celle des sciences expérimentales, c'est parce que nos disciplines sortent toutes de l'histoire, dont elles ne sont à proprement parler que des provinces ou des prolongements. Cela signifie qu'assorti de secours techniques divers, le récit demeure le substrat et le moyen majeur des sciences sociales. Toutes les tentatives faites pour se distancier du récit — simplification, résumé, « *évidement* » — ne doivent pas faire oublier que notre contact avec le réel s'effectue par son entremise. Mis à part les cas assez rares où description et narration semblent permettre de dévoiler des structures simples, tout se passe comme si les pseudo-formalisations édifiées à partir du récit ne s'écartaient de lui qu'en abrégant ou qu'en affinant, sur un plan purement technique, le

maniement divertissant d'outils somme toute accessoires. Si l'on entre dans ces vues, il devient clair qu'au lieu de s'évertuer à imiter les physiciens — d'une époque déjà dépassée, paraît-il⁴¹ — les spécialistes de sciences sociales gagneraient à perfectionner les procédés techniques qui permettent de construire un récit fidèle et maîtrisé dans le moindre de ses effets. On pense parfois que la chose va de soi, mais cette opinion montre assez combien l'on méconnaît les difficultés de la tâche, la richesse des moyens disponibles, les embûches à éviter, les différences possibles dans le résultat. Prendre cette mesure, c'est aussi prendre une orientation dont la fécondité est attestée par des travaux récents. On méditera sur ce point, entre autres, les justifications données par J. Bonnemaïson au cheminement qui l'a conduit⁴² à une approche qu'à la suite d'E. Morin, il qualifie d'« *essayiste* » :

L'école essayiste cherche à saisir les groupes humains dans leur liberté plutôt que dans leurs déterminations ; ce faisant, elle considère des sujets sociaux qui ont leur sphère d'autonomie, leur propre projet et une marge plus ou moins importante de libre choix. Les phénomènes de représentation, les questions de sens et de valeurs, la dimension spirituelle et les attitudes de croyance, bref tout ce qui relève d'une certaine vision du monde, loin d'être écartés parce que non-objectifs ou non-scientifiques, reviennent au contraire au premier plan (Bonnemaïson 1986 : 7).

De même, un travail récent de D. Delaunay sur le Ceara brésilien montre bien tout ce qu'on peut attendre, en matière d'analyse du développement, d'un récit fondé sur une connaissance approfondie des sources historiques, sur une rigoureuse analyse des données démographiques (les plus importantes...), sur une conception enfin opératoire de la notion de mode de production⁴³, sur des catégorisations établies à partir des rapports sociaux réels⁴⁴. Le résultat tient en quelques lignes, plus éclairantes que bien des modèles :

Sur quelle base s'effectue le développement de l'économie d'exportation (au Ceara) ? L'histoire nous apprend qu'il est avant tout parasite : l'élevage extorqua les moyens de production convoités (la terre et les bras, mais aussi le ventre des femmes) aux indigènes, plus tard les cultures de rente mobilisent ceux de l'économie domestique. Autrement dit, la croissance économique est moins l'aboutissement d'une accumulation productive du capital que d'un transfert de facteurs et de biens au préjudice du secteur autonome familial. Globalement, l'économie monétaire cearene croît au rythme de son principal facteur productif : le travail, dont la reproduction est entièrement à la charge de la famille. Si, après chaque conquête, cette croissance du secteur d'exportation est plus vigoureuse que celle de la population, c'est en puisant aux réserves accumulées par l'économie domestique. La vigueur du développement étant à la mesure de l'ampleur et surtout de la violence, du recrutement (Delaunay 1988 : 130).

Que cette reconnaissance du primat de l'histoire, cette réhabilitation du récit, cette orientation « *essayiste* », soient aussi, dans une certaine mesure, une redécouverte de la parenté qui unit littérature et « *sciences* » sociales, voilà qui n'est pas pour surprendre. Nous n'examinerons pas ici cette question capitale. Il suffira de rappeler que si l'on peut trouver aujourd'hui dans l'histoire la source commune de nos disciplines, un très grand historien du XIX^e siècle, Hyppolite Taine,

⁴¹ Mc CLOSKEY 1983, et particulièrement le paragraphe intitulé « *Other sciences do not follow modernist methods* » (p. 491-93).

⁴² « À très grands traits, je crois en effet avoir commencé ma recherche sur le terrain dans un esprit de démarche scientifique et l'avoir achevée dans un esprit d'essayiste » (BONNEMAISON 1986 : 8).

⁴³ Économie domestique croissant au rythme de la population qu'elle est en mesure d'entretenir, économie d'exportation pastorale ou agricole répondant à une demande extérieure (coton, café, canne à sucre...).

⁴⁴ Fazendeiros, Indiens, Caboclos, paysans.

osait donner pour modèle à ses collègues un romancier : Stendhal⁴⁵. Ainsi la boucle se referme, et nous pouvons conclure. Le défi qui se pose aux chercheurs en sciences sociales, ce n'est pas — ou si peu — de fabriquer des modèles. C'est d'abord de bien écrire. Le reste leur sera donné par surcroît.

BIBLIOGRAPHIE

ADEMOLA OYEJIDE (T.), Sector proportions and Growth in the Development of the Nigerian Economy. *Communication au VIII^e Congrès de l'Association Économique Internationale de New Delhi (1-5 décembre 1986). Thème 2 : Sector Proportions and Economic Development, Country Case Studies*, p. 57-95 (Ce texte a été analysé dans le Bulletin Bibliographique de l'INSEE-coopération, n° 13, avril 1987).

ADEMOLA-OYEJIDE (T.), *The effects of trade and exchange rate policies on agriculture in Nigeria*, IFPRI Research Report, Washington 1988b, 61 p.

ANSON-MEYER (M.), « Le mythe de la comptabilité nationale en Afrique », *Revue d'Économie Politique*, n° 1, 1983, p. 86-111.

BACHELARD (G.), *Le nouvel esprit scientifique*, PUF, Paris 1987, 183 p.

BADOUIN (R.), *Le développement agricole en Afrique tropicale*, Cujas, Paris 1985, 320 p.

BALMORI (D.), VOSS (S.F.), WORTMAN (M.), *Notable Family Networks in Latin America*, Chicago University Press, Chicago 1984, 230 p.

BARE (J.F.), « Pour une anthropologie du développement économique », *Études Rurales*, n° 105-106, 1987, p. 267-298.

BASIL (O.), *Trakl*, Reinbek b. Hamburg, Rohwolt 1985, 181 p.

BAUDELAIRE (Ch.), *Mon cœur mis à nu*, Le livre de poche, Paris 1972, 273 p.

BAUER (P. T.) et YAMEY (B.S.), *The Economics of Under-developed Countries*, Cambridge University Press, 1957, 271 p.

BEAUMOND (A.), *Élite et changement social : l'histoire du groupe de Xalapa et la caféiculture mexicaine 1880-1987*, Thèse de docteur ingénieur en économie et sociologie rurales, ENSA de Montpellier, 1988, 348 p. + annexes 125 p.

BONNEMAISON (J.), *L'arbre et la pirogue*, ORSTOM, Collection Travaux et Documents n° 201, Paris 1986, 540 p.

BOULDING (K.E.), *Economic Analysis*, Harpers & Brothers, New York, 1955³ éd., 905 p.

BRUNET (R.), « Apprendre à lire dans les cartes », *Préfaces* n° 5, 1987-88, p. 98-103.

BRUTER (Cl.), *Les architectures du feu*, Flammarion, Paris 1982, 234 p.

BYE (M.), *Relations économiques internationales*, Dalloz, Paris 1959, 536 p.

CARLYLE (Th.), *The French Revolution*, Dent, Everyman's lib., Londres 1955, 2 volumes, 351 et 399 p.

CHAMFORT (S.), *Maximes, pensées, caractères et anecdotes*, Garnier-Flammarion, Paris 1968, 439 p.

CHAUVEAU (J.P.) et RICHARD (J.), « Une périphérie recentrée : à propos d'un système local d'économie et de plantation en Côte-d'Ivoire », *Cahiers d'Études Africaines*, n° 68, XVII-4, 1977, p. 485-523.

⁴⁵ « Il y a un système particulier d'impressions et d'opérations intérieures qui fait l'artiste, le croyant, le musicien, le peintre, le nomade, l'homme en société ... Pour expliquer chacun d'eux, il faudrait écrire un chapitre d'analyse intime et c'est à peine si aujourd'hui ce travail est ébauché. Un seul homme, Stendhal, par une tournure d'esprit et d'éducation singulière, l'a entrepris, et encore aujourd'hui la plupart des lecteurs trouvent ses livres paradoxaux et obscurs ; son talent et ses idées étaient prématurées ; on n'a pas compris ses admirables divinations, ses mots profonds jetés en passant, la justesse étonnante de ses notations et de sa logique ; on n'a pas vu que sous des apparences de causeur et d'homme du monde, il expliquait les plus compliqués des mécanismes internes, qu'il mettait le doigt sur les grands ressorts, qu'il importait dans l'histoire du cœur les procédés scientifiques, l'art de chiffrer, de décomposer et de déduire, que le premier il marquait les causes fondamentales, j'entends les nationalités, les climats, et les tempéraments ; bref qu'il traitait des sentiments comme on doit en traiter, c'est-à-dire en naturaliste et en physicien, en faisant des classifications et en pesant des forces ». (TAINE 1863, I, p. XLIV). Taine était ainsi d'accord, d'avance, avec le jugement formulé par Nietzsche en 1882 dans *Le Gai Savoir* : « Stendhal, qui peut-être de tous les Français de ce siècle, a eu les yeux et les oreilles les plus riches de pensée... » (NIETZSCHE 1974 : 169).

CHAUVEAU (J.P.) et DOZON (J.P.), « Au cœur des ethnies ivoiriennes, l'État » in *L'État contemporain en Afrique*, L'Harmattan, Paris 1987, 418 p., p. 221-296.

CHAUVEAU (J.P.) et RICHARD (J.), *Bodiba en Côte-d'Ivoire. Du Terroir à l'État ; petite production paysanne et salariat agricole dans un village gban*, ORSTOM, Atlas des St. Agraires au sud du Sahara, n° 19, 1983, 119 p.

COLIN (J.P.), *La mutation d'une économie de plantation. Contribution à l'analyse de la dynamique des systèmes productifs agricoles en Basse Côte-d'Ivoire*, Thèse de 3^e cycle, Université de Montpellier I, Faculté de droit et de sciences économiques, 1987, 533 p. (en 2 volumes).

CORDEN (W.M.) et NEARY (J.P.), « Booming sector and de-industrialization in a small open economy », *The economic journal* 92, 1982, p. 825-848.

COUTY (Ph.), « La vérité doit être construite », *Cahiers de l'ORSTOM*, Série Sciences Humaines, vol. XX, n° 1, 1984, p. 5-15.

COUTY (Ph.), « Développement autonome et compensation », *Études Rurales* n° 105-106, 1987, p. 299-313.

COUTY (Ph.), « Figures et pratiques du développement : l'artilleur et le tisserand », in *Terrains et Perspectives*, ORSTOM, Paris 1987b, 453 p., p. 373-85.

COUTY (Ph.), *Voir et comprendre le changement dans les sociétés paysannes africaines. Un point de vue d'économiste*, IUED, Atelier sur la recherche-développement, Genève, 11-15 avril 1988, 26 p. multigr.

CULMAN (H.), *Les Comptabilités Nationales*, PUF, Que Sais-Je ?, Paris 1965, 128 p.

DAUCÉ (P.), et PERRIER-CORNET (P.), *Région et développement de l'agriculture*, INRA, Cahiers d'Économie et Sociologie rurales, n° 2, 1986, 139 p.

DELAUNAY (D.), *La fragilité séculaire d'une paysannerie nordestine. Le Ceara (Brésil)*, ORSTOM, Coll. Études & Thèses, Paris 1988, 193 p.

Un article sur le même sujet (Indien, caboclo et paysan : Formation du paysannat dans un état nordestin du Brésil, le Ceara) est paru dans les *Cahiers de l'ORSTOM*, Série sciences humaines, Vol. XX, n° 1, 1984, p. 43-68.

DURUFLÉ (G.), « L'ILTA, une occasion manquée », *Afrique Contemporaine*, n° 146, 1988, p. 61-69.

FABRA (P.), *L'anticapitalisme. Essai de Réhabilitation de l'Économie Politique*, Flammarion, Coll. Champs, Paris 1979, 505 p.

FEYERABEND (P.), *Contre la méthode. Esquisse d'une théorie anarchiste de la connaissance*, Seuil, Paris 1970, 350 p.

FURTADO (C.), *Théorie du Développement Économique*, PUF, Paris, 246 p.

GIDE (Ch.) et RIST (Ch.), *Histoire des Doctrines Économiques depuis les Physiocrates jusqu'à nos jours*, S.A. du Recueil Sirey, Paris 1926, 814 p.

GIRARD (R.), *Des choses cachées depuis le commencement du monde*, Grasset, Paris 1978, 631 p.

GIRARD (R.), *Le Bouc Émissaire*, Grasset, Paris 1982, 314 p.

GRANGER (G.G.), *Pour la connaissance philosophique*, Odile Jacob, Paris 1988a, 283 p.

GRANGER (G.G.), *Essai d'une philosophie du style*, Odile Jacob, Paris 1988b, 309 p.

GUITTON (H.), *Cours de statistique et de méthodes d'observation*, Les Cours de Droit, Licence 3^e année, Paris 1957-58, 700 p. multigr.

HAGÈGE (Cl.), *L'homme de paroles. Contribution linguistique aux Sciences Humaines*, Fayard, Folio-Essais, Paris 1986, 406 p.

HUGON (Ph.), « Mythes et limites des prospectives économiques sur l'Afrique », *Afrique Contemporaine* n° 146, 1988, p. 12-20.

HUSSON (M.), « Réflexions autour d'un modèle de l'économie mexicaine », *STATECO (INSEE-Coopération)*, n° 49, 1987, p. 69-83.

IMBS (F.), *Kumtaabo : une collectivité rurale mossi et son rapport à l'espace (Burkina-Faso)*, ORSTOM, Atlas des structures agraires au Sud du Sahara n° 21, 1987, 233 p.

INSEE, *Système élargi de comptabilité nationale*, Coll. de l'INSEE n° C 140-41, 1987, 426 p.

KIERKEGAARD (S.), *Journal 1834-1846*, Gallimard, Paris 1963, 466 p.

LALANDE (A.), *Vocabulaire technique et critique de la philosophie*, PUF, Paris 1976, 1323 p.

LUCRÈCE, *De la nature* (trad. H. Clouard), Classiques Garnier, Paris 1954, 449 p.

LEPLAIDEUR (A.) et RUF (F.), Quelques éléments sur l'évolution historique des économies de plantation en zone forestière africaine. *Communication au Colloque de la SFER Paris 22-23 octobre 1980*, 12 p. multigr. (Résumé paru dans *Économie Rurale* n° 142, 1981).

LOMBARD (J.), *Problèmes alimentaires et stratégies de survie dans le Sabel sénégalais. Les paysans serer*, Thèse de 3^e cycle, Université de Paris X-Nanterre, UER de Géographie, 1988, 404 p. multigr.

MALINVAUD (E.), *Initiation à la comptabilité nationale*, Imprimerie Nationale et PUF, 1964, 237 p.

MARSHALL (A.), *Principles of Economics*, McMillan, Londres 1956, 731 p.

MCCLOSKEY (D.), « The Rhetoric of Economics », *Journal of Economic Literature*, Vol. XXI, juin 1983, p. 481-517.

MEILLASSOUX (Cl.), *Terrains et Théories*, Anthropos, Paris 1977, 344 p. Cet ouvrage contient une réédition de l'article paru dans les *Cahiers d'Études Africaines*, 1960-4, p. 38-67 : Essai d'interprétation du phénomène économique dans les sociétés traditionnelles d'auto-subsistance.

NIETZSCHE (F.), *Le gai savoir*, UGE 10/18, Paris 1974, 440 p.

NIKITINE (P.), *Principes d'Économie Politique*, Ed. en langues étrangères, Moscou, s.d., 461 p.

NIMIER (R.), *Les épées*, Gallimard, Coll. Folio, Paris 1973, 158 p.

OLIVE (G.), *Antimanuel de macroéconomie*, Les Cahiers Français n° 189, 1979, 72 p. + 8 notices.

PHÉLINAS (P.), *Politique des prix du riz, incitation à la production et effet sur la répartition des revenus dans six pays africains*, Thèse de 3^e cycle, Université de Clermont-I, Faculté des Sciences économiques et sociales, 1986, 383 p. multigr.

PLATON, *Sophiste, Politique, Philèbe, Timée, Critias* (trad. E. Chambry), Garnier-Flammarion, Paris 1969, 511 p.

POLANYI (K.), *The great transformation. The political and economic origins of our time*, Beacon Press, Boston 1967, 315 p. (trad. française : Gallimard, Paris 1983, 420 p.).

PROUST (M.), *À la recherche du temps perdu*, Gallimard, La Pléiade, Paris 1954, 3 volumes, 1002, 1224 et 1324 p.

de RAVIGNAN (F.), *L'intendance ne suivra pas. Essai sur l'avenir de l'agriculture française*, La Découverte, Paris 1988, 165 p.

RAYNAUT (Cl.), « Aspects socio-économiques de la préparation de la nourriture dans un village hausa (Niger) », *Cahiers d'Études africaines* 68, XVII, 4, 1978, p. 569-597.

RAYNAUT (Cl.), *Réflexions et propositions concernant un programme de recherche sur les problèmes de l'énergie au Kenya*, GRID-Bordeaux, 1987a, 26 p. multigr.

RAYNAUT (Cl.), *La crise sabélo-soudanaise. Un paradigme possible pour l'analyse des relations milieu-sociétés-techniques*, Table Ronde sur les enjeux de la tropicalité, CNRS, Paris 1987b, 17 p. multigr.

RICARDO (D.), *The Principles of Political Economy and Taxation*, Dent. Everyman's Library, Londres 1965, 300 p.

ROBINSON (J.), *Exercises in Economic Analysis*, Macmillan & Co, Londres 1961, 242 p.

RUEFF (J.), *L'ordre social*, Librairie de Médicis, Paris 1948, 658 p.

SUDRIE (O.), « L'apport des modèles prévisionnels dans l'étude des perspectives économiques de l'Afrique à l'horizon 2000 », *Afrique Contemporaine* n° 146, 1988, p. 38-49.

TAINÉ (H.), *Histoire de la littérature anglaise*, Hachette, Paris 1863, 4 vols., 527, 706, 677 et 494 p.

TEILHARD de CHARDIN (P.), *Le Phénomène Humain*, Seuil, Paris 1955, 348 p.

THOMAS D'AQUIN, *De veritate catholicae fidei contra gentiles*, Bloud et Barral, Paris 1881, 654 p.

UNGARETTI (G.), *Innocence et Mémoire*, Gallimard, Paris 1969, 374 p.

LA VARENDE (J. de), *Les Cent Bateaux de La Varende*, Imprimerie des papeteries de Normandie, Caen s.d., 79 p.

VEYNE (P.), *Comment on écrit l'histoire*, suivi de *Foucault révolutionne l'histoire*, Seuil, Coll. Points-Histoire, Paris 1979, 242 p.

WICKSELL (K.), *Föreläsningar i Nationalekonomi*, Gleerups Förlag, Lund 1937, 2 vols. 257et256p.

DES ÉLÉMENTS AUX SYSTÈMES

Réflexions sur les procédés de généralisation dans
les enquêtes de niveau de vie en Afrique

Introduction

Les chercheurs de Sciences Humaines ont-ils mis au point des techniques ou des méthodes dont les statisticiens pourraient s'inspirer pour améliorer leurs enquêtes en milieu rural africain ?

En ce qui concerne les techniques, c'est-à-dire les moyens pratiques de recueillir l'information, rien n'est moins sûr. Les techniques des Sciences Humaines sont bien connues : relevés généalogiques, observation — participation, histoires de vie, inventaires, levés de parcellaire, etc. Tous ces procédés exigent de longs délais. Le statisticien aussi a ses techniques : il effectue des mesures, des pesées, des comptages, il fait interroger par ses enquêteurs les individus composant un échantillon représentatif de la population étudiée. Il n'y a aucune raison de supposer que le statisticien puisse ou veuille se transformer en chercheur, et inversement. Il n'est même pas certain que, pour mieux tirer parti de ses techniques, le statisticien puisse beaucoup s'appuyer sur les renseignements — trop nuancés, trop complexes —, que lui fournit le chercheur. En mettant les choses au mieux, on peut dire que grâce à certaines recherches qualitatives, dont les résultats doivent être simplifiés, le statisticien peut faire ses choix techniques en meilleure connaissance de cause, c'est-à-dire trancher dans le vif en mesurant davantage les limitations de son instrument. La collaboration entre chercheurs et statisticiens pourra bien entendu devenir plus substantielle si ces derniers ajoutent, ou même substituent¹ à leurs enquêtes habituelles des investigations plus souples, sauvegardant les avantages du sondage probabiliste mais portant sur des échantillons plus restreints et mieux étudiés. De telles investigations auraient pour objectif, par exemple, de préparer des projets de développement dans de petites zones, ou d'en suivre la réalisation. On ne quantifierait alors que pour mieux qualifier², la mesure devenant un moyen de mieux voir et de mieux différencier, — un peu comme la couleur rehausse un dessin.

Ces perspectives laissent entrevoir la possibilité d'une convergence entre les techniques de la recherche et celles de l'enquête statistique. En attendant que

¹ SURGERS (M.) et WINTER (G.), *Bilan des Travaux effectués par le groupe AMIRA de sa création à la mi 78*, Paris 1978, AMIRA et AFIRD, 80 p. multigr.

² Cette idée est suggérée par P. THENEVIN dans la note AMIRA n° 18 : *L'investigation en milieu rural et la pratique du développement - Cadre d'intégration et approche systémique*, Paris 1978, INSEE - Coop, MINCOOP, ORSTOM, 63 p. multigr., p. 26, 28 et 30.

cette convergence se précise pratiquement, on peut d'ores et déjà chercher quels sont les rapprochements possibles au plan des méthodes.

Dans *méthode*, il y a l'idée de sélectionner, d'ordonner³ et d'organiser un ensemble de techniques en fonction d'un objectif de recherche. Un souci inspire cet agencement : faire en sorte que les réponses obtenues livrent une information non fugitive⁴, autrement dit révèlent des comportements stables, et si possible les raisons de ces comportements.

Les méthodes des Sciences Humaines présentent-elles de l'intérêt pour les statisticiens ? Pour tenter de répondre à cette question, on peut chercher quelle a été la démarche effectivement suivie dans un certain nombre de travaux. Dans ce but, il faut se poser quelques questions, assez générales pour convenir à des recherches d'inspiration diverse, assez précises pour mettre à jour des régularités ou des progrès significatifs. Par exemple :

— Comment définit-on et choisit-on les unités d'enquête en milieu rural africain (famille, exploitation, village, terroir, région, etc.) ?

— Comment généralise-t-on les résultats dans l'espace, à l'échelle d'une zone ou d'un groupe ?

— Comment généralise-t-on les résultats dans le temps, à l'échelle d'évolutions dépassant la période observée directement ?

La première question concerne les regroupements auxquels le chercheur, placé devant une population d'individus, procède pour avoir prise sur les phénomènes à étudier. À la fois construites en fonction des objectifs de la recherche et fondées sur des comportements manifestes, ces unités sont de dimension variable. Elles s'emboîtent et se recouvrent selon des schémas complexes. Y a-t-il eu progrès dans la définition de ces unités ? Sait-on mieux, aujourd'hui, se placer au niveau où les phénomènes étudiés prennent le plus de relief ?

Qu'il y ait sondage probabiliste ou choix raisonné, l'observation directe ne porte jamais que sur une petite fraction de la population ou de l'espace à décrire. Il faut donc extrapoler ou généraliser. La technique statistique fournit pour cela des recettes sûres, mais n'existe-t-il pas d'autres façons — plus ou moins explicites, plus ou moins formalisées — de considérer comme valables pour une zone ou pour un groupe les résultats d'une étude localisée ? Ces généralisations intuitives ont-elles un statut scientifique ? Doit-on les considérer comme des pis-aller par rapport à l'extrapolation statistique ? Ne fournissent-elles pas plutôt à cette dernière les cadres et les limites qui fondent sa légitimité ?

À la généralisation dans l'espace s'en superpose une autre dans le temps. Les recherches sur le terrain s'étendent, au plus, sur une ou deux années. Telle est donc la mesure des évolutions constatées *de visu*. La mise en évidence de changements à plus long terme recourt à la mémoire des personnes interrogées, à des paris faits sur la stabilité de certaines tendances, quelquefois à la comparaison de données telles que recensements anciens, photos aériennes, etc. Quelles sont les justifications et les cheminements de l'opération par laquelle on dépasse, souvent de beaucoup, la période observée directement ?

Telles sont les trois questions qu'on se propose, à titre d'expérience préliminaire, d'appliquer à un ensemble de recherches exécutées par l'Office de la

³ C'est le sens retenu par la Logique de Port-Royal (A. ARNAULD et P. NICOLE, *La Logique ou l'Art de Penser*, Paris, Flammarion, 1970, p. 59). En grec, *methodeuô* signifie suivre, poursuivre, éventuellement par ruse ou en prenant des voies détournées.

⁴ WRIGHT-MILLS (C.), *The Sociological Imagination*, Penguin Books 1975, 256 p. « Method has to do, first of all, with how to ask questions with some assurance that the answers are more or less durable » (p. 134-135).

Recherche Scientifique et Technique Outre-Mer (ORSTOM) au cours des vingt-cinq dernières années. Dans les publications de l'Office touchant le milieu rural africain, il existe une série de travaux qui ont constitué une bonne occasion de jeter un pont entre connaissance qualitative et pratique statistique. Ce sont les enquêtes sur les budgets familiaux et la consommation auxquelles des chercheurs de l'ORSTOM ont participé, ou qu'ils ont réalisées ou dont ils ont assumé la direction dans une équipe comprenant des statisticiens. Cinq de ces enquêtes ont été examinées (voir tableau ci-joint) :

— Enquête approfondie réalisée à Evodoula (Cameroun), par un économiste, un sociologue et une équipe de nutritionnistes, en 1954-55 ;

— Enquête extensive réalisée dans la zone cacaoyère du Cameroun, par un socio-économiste, en 1954 ;

— Enquête extensive dirigée par un socio-économiste, en collaboration avec le Service Statistique de la Côte-d'Ivoire, à Bongouanou (Côte-d'Ivoire), en 1955-56 ;

— Enquête extensive dirigée par un statisticien-économiste en collaboration avec le Service de Statistique Générale du Cameroun et l'INSEE-Coopération, dans l'Adamaoua (Cameroun), en 1963-64 ;

— Enquête réalisée par un économiste, en Haute-Volta, pendant l'année 1973, pour une recherche sur les migrations.

Les unités retenues

L'examen de ces cinq enquêtes permet d'identifier deux problèmes : la définition des groupes de consommation, celle des groupes budgétaires.

Les groupes de consommation

À l'enquête sur les budgets, qui saisit des flux monétaires, peut s'ajouter une enquête mesurant directement les consommations alimentaires finales, que celles-ci proviennent d'achats, ou de cadeaux venant de l'extérieur, ou de la production familiale.

Comme il n'est pas possible d'enregistrer la consommation alimentaire de chaque individu, au moment où celui-ci avale une poignée de riz ou de mil, on est obligé d'effectuer les pesées lors de la préparation des aliments destinés à un groupe de rationnaires préalablement défini et identifié. On affecte ensuite à chaque rationnaire une part de la masse de produits mesurés et pesés.

S'il est juste de rappeler⁵ que l'enquête de consommation a l'avantage de porter sur un phénomène effectivement constaté, fournissant ainsi les estimations les moins mauvaises qui soient de la production vivrière, il convient d'ajouter que cet avantage est atténué dans une certaine mesure par la nécessité de délimiter quelque peu arbitrairement les groupes auxquels on rapportera les quantités pesées. De plus, l'enquête alimentaire aboutit à des sous-estimations, puisqu'elle ne saisit pas, ou qu'elle saisit très mal, les consommations faites hors du groupe et entre les repas.

Dans les enquêtes étudiées, on note toute une gamme de difficultés pratiques soulevées par l'application d'une définition sur laquelle, en gros, tout le monde est d'accord.

⁵ WINTER (G.) *Méthodologie des enquêtes niveau de vie en milieu rural africain*, Paris 1970, ORSTOM, Initiation et Documents Techniques n° 15, 182 p., p. 16.

Lieu et date de l'enquête	Date de publication	Données techniques	Unité de résidence	Groupe budgétaire	Groupe de consommation	Observations
Cameroun Evodoula (Subd. d'Okola) Mai 54-mai 55	1957 Étude soc-éco- (PAUVERT et LANCREY- JAVAL)	43 familles (260 individus) Population totale : 3 249 individus	Groupe de cases au moins 1 case homme + 1 cuisine (femme et enfants)	Foyer : ensemble des individus autour du même feu, soit un homme, sa ou ses femme(s), leurs enfants non mariés, la veuve du père ...; (p. 23) Le foyer est inclus dans le <i>ndabot</i>		L'étude socio-économique porte sur « une commu- nauté » représentative du pays ewondo - eton, en pratique « un groupement habité en totalité par des membres du <i>mvog</i> Onamnyé » (tribu eton du groupe fang)
Evodoula Fév-dec 54	1958 étude alimentaire MASSEYEFF et al.)	31 foyers (207 indiv.)			Ensemble des personnes ayant l'habitude de consom- mer les repas préparés par une même cuisine (p. 9) ; éventuellement chaque cui- sine de femme polygame (p. 10)	
Cameroun Zone cacaoyère 20 villages dans 6 subdivisions Mars- Sept. 54	1956 (BINET)	496 budgets (2 798 ind.) Population totale : 600 000 ind. Tirages effectués « en distin- guant selon les catégories fiscales...» (p. 17)	Groupe de cases (1 maison + 1 cuisine) p. 120	Famille ou foyer : groupe de ceux qui vivent et prennent leur repas ensemble (p. 15). La famille patriarcale équi- vaut à un foyer si fils et frères etc.; travaillent essen- tiellement au profit du patri- arche ; mais chaque ménage peut travailler et consommer à part (p. 36, note 1)		3 types de documents : inventaires, études sur les marchés, B. F. L'enquête porte uniquement sur les revenus monétaires, donc l'autonomie relative des épouses polygames n'est pas prise en compte car elle ne concerne pas les circuits monétaires (p. 36, note 1)
Côte-d'Ivoire Subdivision de Bongouanou Fév. 55-Avr. 56	1958 Rapport 1960 : Ouvrage (BOUTILLIER)	Sondage à 2 degrés dans 2 milieux : - Agni : 9 villages et 162 rectangles, soit 600 ménages et 4 000 ind. (1958-p. 14-16, 70 et 121) - Dyoula : 62 con- cessions (1 700 per- sonnes) - Pop. totale 65 000 hab. env.	Rectangle Agni Concession Dyoula	- Ménage Agni : mari, ses épouses, leurs enfants, 1-2 ascendants ou collatéraux. Le ménage est le noyau de l'exploitation agricole. Imbrication possible des budgets des ménages d'un même lignage (1958 p. 26) - Dyoula : ménage de cultiv. (6,6 personnes), de commerçants (3,8 personnes) + manœuvres	- Agni : groupes élemen- taires de consommation (GEC) composés de cuisines mettant en commun, dans un même rectangle, les plats préparés. Les relevés sont faits par GEC (1958 - p. 69) - Dyoula : groupe de con- sommation ne coïncidant pas avec la concession (135 G.C. pour 109 concessions 1960- p. 153)	L'enquête Niveau de Vie fait partie d'un ensemble (Démographie (Agriculture (Consommation/B.F. (Habitat - Santé

<p>Cameroun Adamaoua Mars 63-Mars 64</p>	<p>1966 (WINTER) 1970 Bilan méthodes (WINTER)</p>	<p>Sondage : - à 2 degrés en brousse, sur 3 strates, 28 villages et 4 Sarés par village ; - à 1 degré à Ngaoundere (48 Sarés) Soit 144 ménages, 600 personnes-Pop. totale 180 000 personnes</p>	<p>Saré</p>	<p>Ensemble des personnes dépendant pour les dépenses les plus importantes d'un même centre de décision et se trouvant présentes dans le G.B. pendant plus de la moitié du temps de l'enquête. Un Saré peut inclure plusieurs G.B.</p>	<p>Ensemble des personnes qui ont l'habitude de prendre ensemble les repas préparés dans les mêmes cuisines (1970 - p. 12) Le G.C. ne coïncide pas avec le Saré. On repère un « noyau permanent » (1966-p. 93) composé des membres des G.B. des femmes dont la cuisine est suivie par l'enquêteur</p>	<p>L'enquête Niveau de Vie fait partie d'un ensemble (Démographie 1961 (Agriculture 1961 (B.F./Consommat 1963-64</p>
<p>Haute-Volta (Mossi, Samo, Bobo) Janv.-Déc. 73</p>	<p>1974 (ANCEY)</p>	<p>- 181 Zaka, soit 203 exploitations dans 14 villages choisis dans 5 strates (Départ/Accueil) - 1 850 résidents présents</p>	<p>Zaka</p>	<p>Étude des flux monétaires ayant relié la totalité des agents recensés (1974-p. 19) Dépouillement effectué : - par groupes de statut (parenté) - par strates</p>		<p>L'enquête fait partie d'un ensemble de recherches sur les migrations Mossi (en Haute-Volta et à l'étranger). Flux monétaires saisis au niveau individuel et traités au niveau de groupes définis par le statut familial. Mise en évidence de situations de domination/dépendance/autonomie propre à chaque groupe</p>

Définition

Une formulation très claire du groupe de consommation est donnée par Winter⁶ : « Le groupe alimentaire réunit les personnes qui ont l'habitude de prendre ensemble les repas préparés dans les mêmes cuisines ». Cette formulation abrège, sans la modifier substantiellement, la définition donnée par l'INSEE en 1961 : « Groupe de personnes constitué d'un ou plusieurs ménages (ou isolés) qui prennent leurs repas en commun ou par petits groupes, avec des plats préparés par une ou plusieurs cuisines, de sorte que la consommation d'une partie du groupe ne puisse être observée séparément, et de sorte que tous les plats préparés par la ou les cuisines soient consommés par l'ensemble des personnes de l'unité »⁷.

Application

Les difficultés pratiques proviennent, entre autres, de la polygamie, des échanges de plats entre groupes, et des variations du volume des groupes.

— Cuisines de polygames⁸. Chaque épouse de polygame, dans le Sud du Cameroun, a sa propre cuisine et nourrit ses enfants et ses proches. Elle envoie une partie du repas à son mari, qui consomme des plats provenant de toutes ses femmes. On note, en outre, des échanges de plats entre femmes. Pratiquement, il est possible soit d'effectuer les calculs sur l'ensemble des foyers d'une même famille polygame, soit d'utiliser le foyer comme base d'étude en considérant que les échanges entre femmes s'annulent. C'est la seconde solution qui est retenue dans l'enquête de 1954-1955.

— Échanges de plats, allant jusqu'à une véritable mise en commun des plats de plusieurs cuisines. À Bongouanou⁹, il n'existe pour ainsi dire pas de cuisines isolées. Dans le rectangle agni, « communauté de fait, sans chef précis, où le voisinage resserre des liens entre parents plus ou moins proches »¹⁰, plusieurs ménages mettent en commun leurs repas, de sorte que le rectangle constitue une grappe difficile à dissocier de groupes élémentaires de consommation. C'est ce rectangle qui sert d'unité de sondage au second degré. Les relevés sont néanmoins faits par groupe élémentaire de consommation si le fractionnement du rectangle est possible, et simplement pour limiter l'unité enquêtée à un nombre raisonnable de cuisines¹¹.

Dans l'Adamaoua, femmes et enfants mangent dans l'unité de résidence (*sare*), mais les hommes de plusieurs *sare* mangent ensemble des plats mis en commun. Il est donc difficile de repérer le groupe alimentaire. On peut tout au plus en repérer le « noyau permanent »¹², réunissant « tous les membres des groupes budgétaires des femmes dont la cuisine était suivie par l'enquêteur. C'est sans doute en fonction du nombre de ces membres habituels que chaque femme,

⁶ WINTER, *Méthodologie...*, *op. cit.*, p. 12, note 1.

⁷ Anonyme - Manuel pour la formation d'enquêteurs dans le cadre d'une étude par sondage de budgets familiaux et de consommation dans un pays en voie de développement, Paris 1961, INSEE - MINCOOP, 61 p., p. 11 et 16.

⁸ MASSEYEFF (R.), CAMBON (A.), BERGERET (B.) *Le groupement d'Evodoula. Cameroun. Étude de l'alimentation*, Paris 1958, ORSTOM, 66 p. multigr., p. 9.

⁹ Anonyme - *Enquête Nutrition-Niveau de Vie (subdivision de Bongouanou 1955-56)*, Conseil Supérieur des Recherches Sociologiques Outre-Mer, Service de la Statistique et de la Mécanographie, Organisme de Recherches sur l'Alimentation et la Nutrition en Afrique, Territoire de la Côte-d'Ivoire, 1958, 193 p. multigr., p. 10.

¹⁰ *ibid.*, p. 13.

¹¹ *ibid.*, p. 69.

¹² WINTER (G.) *Le niveau de vie des populations de l'Adamaoua, République du Cameroun*, ORSTOM SEAE, INSEE-Coop., 1966, 201 p., p. 93.

plus ou moins consciemment, apprécie les quantités nécessaires à la préparation de chaque repas ».

— Variation du volume des groupes alimentaires, par exemple en raison d'allées et venues entre village et campements de culture. Tel était le cas à Bongouanou. Les relevés au village ne pouvant saisir qu'un aspect de la vie de la population, il a fallu partager les observations entre le village et les campements. Les enquêteurs ont donc eu à suivre les « groupes de consommation plus ou moins mouvants d'un rectangle »¹³, en visitant simultanément les campements des planteurs du rectangle.

De tout ceci, on peut retenir qu'aucune solution générale n'est à espérer. Le parti le plus sage est de repérer empiriquement, cas par cas, les espaces de commensalité à l'intérieur desquels s'opère la consommation. Les quantités pesées ne pourront donc être affectées qu'en bloc à un nombre assez important de rationnaires : vingt en moyenne dans le rectangle agni¹⁴. Encore faut-il bien voir les conséquences que cela entraîne au plan de l'analyse. Comme le note Winter¹⁵, la mise en commun des plats efface dans une certaine mesure les différences entre ménages d'un même village. Logiquement, il y a donc risque de voir tourner court certaines analyses fondées sur les caractéristiques de ménage¹⁶, alors que les caractéristiques de village gardent leur capacité d'explication. Le pouvoir de résolution des télescopes et des signaux de télédétection bénéficie du progrès technique, mais celui des enquêtes statistiques bute contre le caractère insécable des objets étudiés.

Les groupes budgétaires

Le groupe budgétaire se rattache à une masse de monnaie, « enveloppe globale, somme résultante de flux sur laquelle un pouvoir unique de décision, en la personne du chef d'unité budgétaire, exerce un certain nombre d'arbitrages entre divers postes de consommation, entre celle-ci et l'épargne, entre l'épargne et l'investissement¹⁷. L'ensemble de ces choix est censé traduire la fonction de préférence collective du ménage.

Ces fictions ont une signification pratique. En interrogeant le seul chef d'unité budgétaire, on peut — théoriquement — construire un budget concernant plusieurs personnes.

On ne fait pas assez remarquer que cette conception du budget familial ne correspond nulle part à la réalité. Que l'on songe à l'imbrication entre le budget commun et les budgets personnels d'un ménage de salariés français vivant avec leurs enfants également salariés. Où se trouvent, dans ce cas, le pouvoir unique de décision et la fonction de préférence collective ? La distance entre réalités vécues et représentations comptables ou fiscales est-elle ici moins grande qu'en Afrique ? On pourrait soutenir, en vérité, qu'en raison de la sous-administration et de la faible alphabétisation qui prévalent en Afrique, on peut au moins y

¹³ Enquête Bongouanou, *op. cit.*, p. 13.

¹⁴ Mais 25 % des rectangles ont plus de 30 habitants.

¹⁵ WINTER, *Niveau de vie...*, *op. cit.*, p.75.

¹⁶ Ce n'est bien entendu pas forcément le cas. Dans l'enquête Adamaoua, le croisement entre le taux de couverture des besoins et le nombre de résidents (membres des groupes budgétaires des femmes dont la cuisine était suivie par l'enquêteur) reste significatif : le taux de couverture des besoins diminue quand la taille du groupe alimentaire augmente. *ibid.*, p. 93.

¹⁷ ANCEY (G.), Variation Mossi sur le thème : Reproduction des milieux ruraux mis en contact avec le système capitaliste extérieur, in *Essais sur la Reproduction des Formations Sociales Dominées*, Paris, 1977, ORSTOM, Travaux et Documents n° 64, p. 1-15, p. 6.

appréhender directement les situations vécues, alors que dans les sociétés industrielles, gens et choses poursuivent une existence et des activités occultées par une incroyable accumulation de signes et de représentations, de sorte que les phénomènes sociaux et économiques réels demeurent chez nous aussi ignorés que la langue parlée. Quoiqu'il en soit, on prend conscience en Afrique des faits suivants :

— Existence de plusieurs niveaux de décision et de regroupement fonctionnant simultanément, et concernant les activités de subsistance (incluant une frange d'échanges monétaires non marchands), les échanges monétaires sur produits exportés et importés, l'accumulation de certains biens (trésor agni, troupeau serer) en vue de dépenses telles que funérailles et dots. Ancy a remarquablement schématisé cette organisation complexe, notamment dans un texte intitulé « Niveaux de décision et fonctions objectifs en milieu rural africain »¹⁸.

— Tendance croissante à l'individualisation des activités agricoles, au moins en ce qui concerne certaines spéculations. Observable partout¹⁹, cette tendance oblige à reconnaître qu'en situation de transition, les activités monétaires des individus reflètent des rapports de production qui sont encore calqués sur les rapports de parenté, mais qui commencent aussi à manifester la situation des agents dans un univers marchand. D'où deux systèmes simultanés de référence et d'analyse, qu'il est difficile d'intégrer dans un cadre unique. À ce point de vue le cheminement observé passe par des expédients, et s'achève par une proposition radicale.

Les expédients

Ils ont pour but de nuancer des schémas théoriques que leur rigueur apparente coupe de la réalité. Ainsi, le manuel de l'INSEE publié en 1961 indique que l'unité budgétaire est « un groupe de personnes dépendant d'un chef d'unité qui a, seul, autorité sur l'ensemble des recettes et des dépenses des ménages membres de l'unité ». Or, que constate-t-on à la lecture des publications énumérées plus haut ?

Au Cameroun, en 1954, Binet retient comme unité budgétaire le groupe de ceux qui vivent et mangent ensemble²⁰, en signalant toutefois :

— la rémanence de solidarités ou de rapports d'autorité au sein du *ndabot* (segment de lignage)²¹ : « Certains tiennent à payer l'impôt pour leurs fils ou leurs frères et marquent par là qu'ils sont l'intermédiaire obligé entre la puissance administrative et l'individu »²² ;

¹⁸ ANCEY (G.), *Niveaux de décision et fonctions objectifs en milieu rural africain*, INSEE-Coop, MINCOOP, ORSTOM, 1975, note AMIRA n° 3, 30 p. multigr.

¹⁹ Partout où des cultures dites de rente viennent se superposer au système de production préexistant. Ce point est clairement exposé dans un travail récent sur l'agriculture senoufo de Côte-d'Ivoire : « L'introduction des cultures de rapport ... favorise, par l'extension des lopins individuels de coton et de riz inondé, l'émergence d'une autonomie au niveau de la production. Désirant contrôler lui-même un produit monétaire, un individu met en culture une parcelle de coton ou de riz inondé, tout en dépendant du champ collectif pour son alimentation. La monétarisation de l'économie villageoise s'accompagne donc d'une individualisation de l'effort », LE ROY (X.), *L'introduction des cultures de rapport dans l'agriculture vivrière senoufo. Le cas de Karakpo*, ORSTOM 1979, Centre de Petit Bassam, Abidjan, 92 + 89 p. multigr., p. 53.

²⁰ BINET (J.), *Budgets familiaux des planteurs de cacao au Cameroun*, Paris 1956, ORSTOM, L'homme d'Outre-Mer n° 3, 154 p., p. 15.

²¹ Le *ndabot* se matérialise sous forme d'unités résidentielles (hameau) regroupant les descendants vivants d'un ancêtre récent, leurs conjoints et leurs enfants.

²² BINET, *op. cit.*, p. 23.

— la possibilité de ressources personnelles difficiles à repérer : « Chaque fois que des fils habitent à part et ont des ressources personnelles qu'ils conservent, un budget particulier a été établi pour eux »²³. Et plus loin : « Malgré tous les efforts faits, toutes les ressources d'un groupe ne sont pas recensées dans les budgets familiaux. Chacun, homme, femme, enfant, conserve par devers lui certaines recettes et effectue certaines dépenses strictement personnelles. Elles sont trop faibles et trop dispersées dans le temps pour qu'on en garde un souvenir précis »²⁴ ;

— la clandestinité générale des revenus féminins : « Nos budgets n'atteignent que les recettes masculines dans leur totalité. Chaque femme et souvent chaque enfant a ses propres ressources à l'aide desquelles il améliore son ordinaire »²⁵.

Si on les rapproche du travail approfondi de Pauvert, ces remarques font prendre conscience d'un décalage entre le niveau où se situe l'enquête du fait du cadrage adopté (foyer, famille restreinte) et le niveau où se constituent les revenus monétaires dont la mesure est pourtant l'objectif prioritaire de l'enquête. Pauvert montre que chez les Ewondo et les Eton, le foyer²⁶ constitue une unité économique fondamentale en ce qui concerne les activités de subsistance : cueillette et cultures vivrières des femmes. Par contre, l'exploitation des palmiers (huile et bois) est effectuée en commun par les hommes du *ndabot*. De même, si la propriété des pieds de cacao est individuelle, leur exploitation est souvent le fait d'équipes réunissant les membres d'un même *ndabot*²⁷.

À partir du travail de Pauvert, on peut dresser le tableau suivant :

N°	Niveaux de regroupement en milieu Ewondo et Eton (Cameroun)	Fonctions économiques
1	Famille restreinte, foyer	Cueillette, cultures vivrières
2	Équipes de travail prélevées dans un même <i>ndabot</i>	Production de cacao
3	<i>Ndabot</i>	Palmiers à huile, gestion des dots
4	<i>Mvog</i> (Lignage majeur)	Funérailles

Binet établit, en se plaçant au niveau 1, des budgets où il repère et analyse des flux de monnaie trouvant leur origine, à 70 %, dans une production organisée à un niveau supérieur. La circulation de monnaie qu'il enregistre est donc mal reliée au système de production qui la fonde. Elle n'a aucune chance, en tout

²³ *ibid*, p. 15.

²⁴ *ibid*, p. 16.

²⁵ *ibid*, p. 94.

²⁶ « À l'intérieur du *ndabot* et du hameau, la cellule familiale la plus réduite est constituée par l'ensemble des individus vivant autour du même feu ; c'est-à-dire généralement un homme, sa ou ses femmes, leurs enfants non mariés, des frères ou sœurs non mariés, souvent la veuve du père », PAUVERT (J.C.), LANCREY-JAVAL (J.L.), *Le groupement d'Evodoula, Cameroun, Étude socio-économique*, Paris 1957, ORSTOM 55 p. multigr., p. 21.

²⁷ « L'unité familiale au sein de laquelle on peut étudier les formes et le rôle économique (de la production de cacao) est étendue, car le revenu de la vente du cacao constitue l'ensemble des ressources monétaires dont, souvent, dispose un groupe important » PAUVERT et LANCREY-JAVAL, *op. cit.*, p. 24.

cas, d'être « expliquée » par les croisements habituels : revenus et nombre d'hommes par foyer, revenus et nombre de femmes par foyer, etc.²⁸.

Les enquêtes de Boutillier (1955-56) et de Winter (1963-64) précisent les points qui viennent d'être soulevés. On note dans ces travaux :

— Le souci, devant la difficulté que présente le repérage des groupes budgétaires, de partir de faits matériels, à savoir le groupement dans une unité de résidence²⁹ ;

— la résignation à un certain flou, donc à un certain arbitraire³⁰ ; autant reconnaître, par conséquent, que le budget doit finalement être *construit*. Winter³¹ est très explicite sur ce point : « Pour chaque groupe budgétaire, on avait trois budgets mensuels, deux budgets trimestriels et un budget annuel dont la comparaison, au cours de l'enquête puis de l'exploitation, a permis de nombreuses corrections et de féconds recoupements, et à partir desquels on a reconstitué le budget annuel de chaque ménage enquêté » ;

— la reconnaissance de plusieurs niveaux de budget, ou d'une imbrication possible des budgets d'unités élémentaires. Ainsi, à Bongouanou, où l'exploitation agricole agni est très individualisée et coïncide assez bien avec le ménage, on note que le lignage maternel est le lieu d'une solidarité financière matérialisée par un trésor de famille, destiné entre autres aux dépenses de funérailles³² ;

— la prise de conscience que la seule voie sûre consisterait à interroger tous les individus regroupés dans des unités de résidence matériellement repérables. La délimitation des unités budgétaires deviendrait alors objet de recherche, au lieu d'être considérée, prématurément, comme un moyen de recherche³³.

²⁸ Cette impasse est d'ailleurs bien perçue par l'auteur, grâce à une connaissance du milieu qui déborde de beaucoup les matériaux recueillis pendant l'enquête : « Les usages expliquent que les recettes ne soient pas en relation directe avec le nombre de femmes. En effet, c'est le cacao qui fournit les ressources monétaires, et en général les femmes ne participent guère à cette culture ». BINET, *op. cit.*, p. 44.

Cette remarque fournit une bonne occasion de souligner que dans les travaux de cette époque, pourtant handicapés par des vues théoriques encore assez pauvres, on trouve souvent des aperçus qui annoncent les acquis ultérieurs. Il est frappant, par exemple, de voir que LANCREY-JAVAL, conclut son rapport en regrettant de ne pas avoir orienté l'étude vers « le circuit monétaire à l'intérieur du ménage » (PAUVERT et LANCREY-JAVAL, *op. cit.*, p. 52), préfigurant ainsi les travaux d'ANCEY qui datent de 1974.

²⁹ Enquête Bongouanou, *op. cit.*, p. 121 : « L'unité de tirage étant le rectangle, les recettes et les dépenses faites par les *habitants* ont été observées pendant sept jours consécutifs ... etc. ».

WINTER, *Méthodologie*, *op. cit.*, p. 35 : « Ces unités (le groupe alimentaire et le groupe budgétaire) doivent pouvoir être repérées géographiquement ; elles le seront par le logement de leur chef ».

³⁰ BOUTILLIER (J.-L.), *Bongouanou, Côte-d'Ivoire - Étude socio-économique d'une subdivision*, L'Homme d'Outre-Mer, nouvelle série n° 2, Paris, 1960, Berger-Levrault, 224 p., p. 52 : « À l'intérieur du ménage (unité d'exploitation et unité budgétaire), les processus de production reposent sur une division du travail qu'on peut peut-être rapprocher d'une certaine séparation de biens et de budgets entre le mari et sa (ses) femme (s) »...

WINTER, *Niveau de vie*, *op. cit.*, p. 160 : « Le groupe budgétaire est l'ensemble des personnes dépendant pour les dépenses les plus importantes... d'un même centre de décision et se trouvant présentes dans le G.B. pendant plus de la moitié du temps de l'enquête ».

³¹ WINTER, *ibid* p. 117.

³² BOUTILLIER, *op. cit.*, p. 32 et 69. En sens inverse, certains chefs de ménage n'ont pas d'exploitation indépendante, et travaillent comme aides familiaux (Enquête Bongouanou, *op. cit.*, p. 26).

³³ Enquête Bongouanou, *op. cit.*, p. 122 : « Les difficultés concernant l'enquête budgets sont apparues au dépouillement, quand il s'est agi de regrouper en unités économiques cohérentes les dépenses et les recettes des différentes personnes habitant le rectangle...etc. ».

WINTER, *Méthodologie*, *op. cit.*, p. 64 : « le bilan des activités monétaires de chaque individu, outre son grand intérêt pour l'étude des comportements et des motivations, permettrait de préciser *a posteriori* l'unité budgétaire en mettant en évidence les pôles de décision, etc. ».

Une solution radicale

Dans l'enquête qu'Ancey a réalisée en Haute Volta, le problème de la définition d'une unité budgétaire devient tellement secondaire qu'il est quasi passé sous silence. Ancey recueille ses chiffres au niveau individuel³⁴, pour les soumettre ensuite à deux types d'analyse :

— une analyse matricielle fondée sur le regroupement, en fonction de leur statut familial, de *tous* les individus interrogés :

• Il est parfaitement licite de réunir dans une matrice unique les résultats des cinq strates confondues. La matrice brute, globale, résume ainsi l'ensemble des flux monétaires ayant rélié au cours de l'année la totalité des agents recensés »³⁵ ;

L'objet de cette analyse est de savoir quelles sont les catégories sociales qui manipulent la monnaie, quelles sont les catégories qui, par le canal de ces manipulations, exercent une domination ou subissent une dépendance, et enfin quelles sont les catégories qui, tout en manipulant de grandes quantités de monnaie, s'isolent dans une relative autonomie budgétaire. Résultat essentiel : les chefs d'exploitation ne contrôlent pas la circulation monétaire, laquelle est déviée vers des destinations ne compromettant pas l'équilibre social. On voit à quel point la notion de « chef d'unité budgétaire » suppose, à tort, résolu de façon uniforme un problème pour lequel chaque société invente des solutions originales³⁶.

— une analyse plus classique, portant sur des résultats globalisés par strates géographiques. Cette analyse ventile les recettes et les consommations par catégories de biens et de services.

On voit qu'ici, les cadres de regroupement sont désormais soit la catégorie sociale, définie par le statut familial, soit la localisation géographique. Ancey va donc jusqu'au bout des remarques de Winter³⁷ sur le peu d'intérêt que présentent les critères de ménage par rapport aux critères de village (activité rurale dominante, ancienneté d'installation, ...). Il pulvérise d'autre part la notion de budget-enveloppe en faisant porter l'analyse sur la circulation de monnaie et de biens aussi bien dans la famille qu'entre familles. On est très loin, bien entendu, de la quantification orientée vers les agrégats de la Comptabilité Nationale. Si Ancey quantifie et procède à des analyses mathématiques sophistiquées, c'est avant tout pour élucider des comportements migratoires et monétaires qui font problème. Dans la deuxième et la troisième partie de cet article, nous tenterons d'apprécier la fécondité de ce choix méthodologique.

Quant aux conclusions pratiques à tirer de notre examen, elles sont faciles à formuler. Ce n'est qu'en fin d'enquête qu'on pourra éventuellement, sinon résoudre la question des limites du groupe budgétaire, du moins l'éclairer. Pour y parvenir, la règle semble bien être de recenser les individus rattachés à une unité d'habitation, et de s'enquérir auprès de chacun d'eux de toutes leurs transactions. Il convient bien sûr de ne pas omettre les questions qui permettront, au moment du dépouillement, de regrouper les individus interrogés. Ces questions ont trait³⁸

³⁴ « Aucune limite d'âge n'était prescrite pour décider de l'interrogation des enfants. Tous, dès lors qu'ils étaient en mesure de s'exprimer, ou de réaliser des emplettes pour leur propre compte ou pour celui d'autrui, devenaient sujets à notre interrogatoire ». ANCEY (G.), *La monnaie Mossi, un pouvoir non-libératoire de règlement*, ORSTOM, Ouagadougou (Haute-Volta) 1974, 176 p. multigr., p. 98.

³⁵ *ibid*, p. 19.

³⁶ *ibid*, p. 21 : « La constatation immédiate, fondamentale, est que les chefs d'exploitation contrôlent moins de la moitié de la masse monétaire. On voit la gravité du biais qui se serait introduit dans une étude des budgets familiaux en pays Mossi si nous nous étions limité à l'interrogation des seuls chefs d'exploitation et a fortiori des seuls chefs de Zaka ».

³⁷ WINTER, *Méthodologie...*, op. cit., p. 43.

³⁸ ANCEY, *La monnaie Mossi...*, op. cit., p. 12.

à l'origine de l'argent dépensé et à la destination du produit acheté. Toutefois, il n'est pas impossible que la recherche d'une enveloppe budgétaire commune à plusieurs individus, et par conséquent d'un centre de décision unique, bute contre le fait que la circulation monétaire n'est pas vraiment contrôlée par ce centre. On a vu sur pièces que l'analyse peut s'orienter vers d'autres regroupements, à imaginer cas par cas, en fonction de la question posée. À des enquêtes standardisées, dont la finalité comptable serait partout la même, on substitue des enquêtes *sui generis*, conçues, réalisées et exploitées en fonction de problèmes différents.

La généralisation dans l'espace

Les observations qui vont suivre sont plus conjecturales que les précédentes. En effet, si les auteurs des rapports donnent en général des détails précis sur les unités d'enquête qu'ils ont choisies, et sur les difficultés qu'ils ont rencontrées pour les identifier, ils sont moins prolixes sur l'opération qui consiste à généraliser, à partir d'un échantillon, à l'échelle d'un espace ou d'un groupe. Ou plutôt ils donnent toutes les informations souhaitables sur les aspects techniques de cette opération, mais en passant rapidement sur certains à-côtés qui leur paraissent aller de soi. On voudrait ici, en exhibant l'implicite, attirer l'attention sur ces à-côtés, sur les problèmes qu'ils posent et sur le rôle qu'ils jouent.

Cadres et conditions de l'extrapolation statistique

À première vue, la généralisation dans l'espace ne semble pas offrir de difficulté. Dans une zone d'enquête définie au départ, et dont on donne en général une carte, un échantillon est prélevé suivant certaines règles, et les résultats obtenus à l'échelle de cet échantillon seront considérés comme valables, dans certaines limites, pour la zone toute entière. Ainsi Winter³⁹ étudie le département de l'Adamaoua, au Cameroun, amputé de la plaine Koutine et de la plaine Tikar. Il y prélève 144 ménages, tirés d'une part dans la ville de Ngaoundéré, et d'autre part dans trois strates de brousse. Les informations obtenues auprès de ces 144 ménages sont finalement extrapolées à l'ensemble de la zone, ou plutôt des personnes vivant dans la zone, ce qui donne des énoncés tels que les suivants : « Le régime alimentaire des populations de l'Adamaoua (en-dehors de Ngaoundéré) s'est révélé satisfaisant... Les Bayas mangent trop exclusivement de manioc pour recevoir les calories et les vitamines B qui leur sont nécessaires... La consommation de bière de mil ou de maïs est très importante, sauf chez les Foulbé, musulmans convaincus... Pour l'ensemble de l'Adamaoua, le revenu global annuel des ménages était de l'ordre de 2,5 milliards de francs CFA, dont 59 % sous forme monétaire ... Les femmes travaillent plus que les hommes ... etc.»⁴⁰.

Le chercheur a stratifié son échantillon de brousse selon un critère ethnique, c'est-à-dire qu'il a présumé une certaine homogénéité de comportement entre individus se réclamant de la même ethnie, ou appartenant à des ethnies jugées très proches (Mboum, Dourou, Laka, Wawa, Niam-Niam, Babouté) parce que toutes autochtones. Cette homogénéité s'envisage à deux niveaux : celui des comportements objectifs, constatables et mesurables (les Foulbé ne boivent pas

³⁹ WINTER, *Le niveau de vie...*, op. cit., p. 29.

⁴⁰ *ibid*, p. 11-14.

de bière) et celui de phénomènes profonds dépassant les manifestations concrètes qui les révèlent (les Foulbé sont des musulmans convaincus).

Une intéressante discussion est amorcée dans le rapport⁴¹ sur la pertinence de ce critère ethnique. L'auteur regrette de n'avoir pas disposé à temps des résultats d'une enquête agro-économique qui lui auraient permis de stratifier selon le critère de l'activité agricole, ou rurale, dominante. Ce critère est en effet jugé plus explicatif, entre autres, des différences ou variations du régime alimentaire. On souhaiterait cependant beaucoup plus de détails sur ce point, et savoir de façon précise pourquoi l'on peut associer dans une certaine mesure à la notion d'ethnie — au moins par hypothèse — l'idée de comportements similaires. En fait, tout se passe comme si un certain découpage des sociétés vivant sur un espace donné permettait de tracer a priori les limites à l'intérieur desquelles l'extrapolation statistique va pouvoir jouer légitimement. On sent bien que ce découpage, loin de jouer un rôle secondaire dans la démarche suivie, en constitue au contraire un rouage essentiel.

L'ethnie, opérateur autonome de généralisation ?

L'enquête de Bongouanou, en Côte-d'Ivoire, dirigée par un socio-économiste, a donné lieu à deux publications : un rapport technique et un ouvrage qui, vingt ans plus tard, se lit toujours avec un vif intérêt. Là aussi, l'homogénéité de comportement de certains groupes a conditionné et limité la validité des extrapolations statistiques, à tel point que les résultats de l'enquête sont présentés de manière séparée pour les Agni autochtones et pour les Dyoula (Ivoiriens de savane, Soudanais, Voltaïques et Guinéens). L'enquête concerne une zone relativement limitée : la subdivision de Bongouanou (3 100 km²). Elle n'a pas pour objectif de construire des agrégats comptables, mais de présenter des « modalités de développement qui préfigurent ... les étapes d'une évolution où se trouvent engagés la plupart des populations de la Basse et Moyenne Côte-d'Ivoire »⁴². Il s'agit bien de recherches quantitatives orientées vers un objectif qualitatif.

Un terme revient presque à chaque page du livre de Boutillier : les Agni, l'agni, le planteur agni, le pays agni. La référence essentielle est donc ethnique, et concerne les Agni Morofoué, venus par vagues successives du pays ashanti, à partir du XVIII^e siècle, à travers les régions peuplées aujourd'hui par les Sanwi, les Attié et les Abbey⁴³. Les données statistiques viennent se ranger dans un cadre tracé à l'avance, mais sur le contenu duquel on dispose d'informations abondantes — manifestement aussi éclairantes pour l'objet de l'enquête que les chiffres concernant le niveau de revenu ou la répartition des dépenses alimentaires. Un bon exemple : le tableau de la page 119, où plusieurs éléments de la culture agni sont rangés suivant l'influence positive ou négative qu'ils sont censés avoir sur l'évolution à venir. Ces éléments constituent ce qu'on appelle parfois des traits culturels⁴⁴, associés les uns aux autres de manière relativement stable, c'est-à-dire communs pendant une certaine période à plusieurs individus vivant dans un espace donné. Parmi ces éléments, on relève l'exogamie de lignage, la résidence patrilocale, l'héritage en ligne maternelle, une fécondité élevée,

⁴¹ *ibid*, p. 41.

⁴² BOUTILLIER, *op. cit.*, p. 12.

⁴³ *ibid*, p. 33.

⁴⁴ Les deux expressions sont considérées comme synonymes dans le *Dictionnaire d'Ethnologie* de PANOFF, M. et PERRIN, M., Paris, Petite bibliothèque Payot, 1973.

l'habitude de consentir facilement des concessions de terre aux étrangers même non-agni, l'ouverture au christianisme et aux influences occidentales, etc.

Pouvoir énumérer ces traits culturels et savoir qu'ils sont associés revient à donner un contenu à la notion d'ethnie⁴⁵. On définit ainsi le cadre de l'extrapolation statistique, mais en même temps on ouvre la voie à un mode autonome de généralisation, moins rigoureux mais aussi fécond. On admettra par exemple, jusqu'à preuve du contraire, que chez tout Agni — toute personne se réclamant de l'ethnie agni, ou parlant la langue agni —, il est possible de retrouver en gros l'*ensemble* des traits culturels répertoriés ci-dessus.

On pourra même considérer, puisqu'il existe des liaisons stables entre traits culturels, que si l'on a décelé la présence d'un trait culturel donné dans une population, il est licite de postuler chez cette population l'existence d'un trait autre, non manifeste, mais habituellement (dans d'autres populations) associé au premier. Ainsi⁴⁶, A. Haudricourt a relevé des coïncidences entre certains systèmes agricoles et certains types d'organisations et d'attitudes sociales. La culture de l'igname, par exemple, et en général des tubercules, implique pour l'agriculteur la nécessité de posséder une grande variété de clones afin de se prémunir contre les aléas des saisons. Les mêmes agriculteurs témoignent d'un intérêt actif pour l'étranger, la personne qu'on doit rechercher et cultiver. Cultivateur d'ignames, le Mélanésien est « imprégné du concept d'échange » et les échanges d'enfants ne sont pas rares en Océanie. Si l'on admet ce type de raisonnement, il est possible, à partir du fait que les Agni cultivent l'igname, de faire l'hypothèse qu'ils sont ouverts aux apports extérieurs et qu'ils accueillent volontiers les étrangers — ce qui est effectivement le cas.

Bien entendu, l'ethnie n'est pas le seul cadre de regroupement, ni le seul opérateur extra-statistique de généralisation, qu'il faille envisager. La catégorisation par sexes, notamment, peut se révéler très éclairante, en particulier lorsqu'elle permet de repérer des rapports de classe à l'état naissant⁴⁷. À un stade ultérieur d'évolution, les notions d'ethnie et de trait culturel perdent une grande partie de leur intérêt, alors que la différenciation en classes commence à devenir pertinente au sein d'un espace donné.

Comportement économique et structures sociales

La capacité des Agni à entretenir de bonnes relations avec des étrangers a une portée considérable. On peut parler, écrivait Boutillier en 1960, d'une symbiose économique entre la communauté agni et la communauté immigrante⁴⁸. Cette symbiose est attestée sur le terrain par la présence, à côté du village agni, de quartiers séparés appelés *dyoulakro*.

⁴⁵ Ethnie : groupement d'individus appartenant à la même culture (même langue, mêmes coutumes, etc.) et se reconnaissant comme tels. PANOFF et PERRIN, *op. cit.*, p. 96.

⁴⁶ CRESSWELL, R. *et al.*, *Éléments d'ethnologie*, Paris, 1975, Armand Colin, 2 vols. 318 et 282 p., vol. 2, p. 170-171.

⁴⁷ WEBER, J., Reproduction des milieux ruraux, première phase : types de surproduit et formes d'accumulation. La province cacaoyère du centre-sud Cameroun, in *Essais sur la Reproduction des Formations Sociales Dominées*, Paris 1977, ORSTOM, Travaux et Documents n° 64, p. 81 (à propos du sud Cameroun) : « Si l'on admet l'analyse de l'exploitation et des rapports de classe proposée précédemment, c'est avant tout ... entre hommes et femmes qu'ils sont présents ».

⁴⁸ BOUTILLIER, *op. cit.*, p. 149.

Les Agni disposent, ou disposaient en 1960⁴⁹, d'un surplus de terres cultivables qu'ils ne pouvaient défricher et mettre en valeur à eux seuls. Ils avaient donc avantage à accueillir des étrangers et à les mettre au travail, selon des formules contractuelles qui se ramènent en général à une sorte de métayage⁵⁰. Nous voici donc en présence d'un autre cadre ou opérateur de généralisation, plus structuré que le répertoire de traits culturels appelé ethnique ou que la notion d'activité agricole dominante : le système de production.

Ce système de production associe des spéculations agricoles et des groupes sociaux dans un cadre spatial complexe.

Des cultures arbustives (café, cacao) exigeant une maturation de plusieurs années sont pratiquées exclusivement pour l'exportation ; sur les mêmes parcelles que les cultures arbustives, et tant que ces dernières ne sont pas entrées en production, les Agni cultivent l'igname. De leur côté les immigrants dyoula cultivent du riz et du maïs.

Les planteurs agni, autochtones, concèdent la terre pour des durées et selon des formules variables à des immigrants ivoiriens ou étrangers venant des savanes surpeuplées du nord, les Dyoula. Les planteurs emploient également des manœuvres sur leurs propres exploitations.

Au point de vue spatial, les activités de production et de consommation s'inscrivent à la fois dans une aire de marché mondial (exportations de café et de cacao, importations diverses et notamment d'alcools), et dans un espace restreint d'autoconsommation.

Dans la description et l'analyse de ce système de production, l'enquête statistique identifie certaines liaisons-clés, par exemple celle qui assure la reproduction de l'ensemble par ré-injection partielle des revenus dans le système sous forme de salaires versés aux manœuvres (29 % des dépenses totales)⁵¹. La quantification trouve son sens dans la mise en évidence de mécanismes qui, fonctionnant sur un ensemble d'espaces en relation, paraissent bien constituer une *structure*⁵². On se trouve donc très au-delà de la simple définition, voire du remplissage par addition de traits culturels, d'un cadre ou d'un espace homogène où l'extrapolation statistique pourrait trouver libre cours.

Bien que réalisé 20 ans après celui de Boutillier, le travail d'Ancéy complète heureusement, par une analyse effectuée sur le cas voltaïque, l'image qui a été donné du pays agni. En exploitant de façon très novatrice une enquête budgétaire classique, Ancéy cherche à montrer comment la société mossi se reproduit dans le temps. La diachronie revêt ici une telle importance que je crois préférable de reporter à la troisième partie de cet article les observations que l'on peut faire sur ce point. Qu'il suffise pour l'instant de remarquer que si l'auteur généralise

⁴⁹ Sur le manque croissant de terres dans cette partie de la Côte-d'Ivoire, voir GASTELLU, J.-M., *La course à la forêt dans le Moronou*, Centre ORSTOM de Petit Bassam, Abidjan, 1978 (b), 13 p. multigr. et AFFOU, Yapi - Simplice, *Les Problèmes d'accumulation du capital dans les exploitations villageoises du canton Ketté (pays Akyé), Côte-d'Ivoire*, Thèse pour le doctorat du 3^e cycle ès sciences économiques, Université de Paris X-Nanterre et ORSTOM, 1979, 593 p. multigr.

⁵⁰ BOUTILLIER, *op. cit.*, p. 71.

⁵¹ *ibid.*, p. 96.

⁵² On retrouve sans peine, en tout cas, dans ce système de transformations, les trois notions essentielles indiquées par PIAGET :

- totalité rassemblant plusieurs éléments selon des lois de composition qui confèrent au tout des propriétés d'ensemble distinctes de celles des éléments ;
- transformation des éléments et des rapports entre éléments, donc de la structure entière ;
- auto-réglage assurant la reproduction de la structure.

PIAGET, J., *Le structuralisme*, Paris, 1968, PUF, Que-sais-je ? n° 1311, 124 p., p. 6 sq.

ses résultats à la société mossi, à la monnaie mossi, voire à « tout Mossi qui n'a pas encore enterré son aîné »⁵³, — alors pourtant qu'il doute de la valeur statistique de son enquête⁵⁴ —, c'est bien parce qu'il utilise un opérateur implicite autorisant l'étalement ou la dilatation de ses résultats à l'échelle d'un groupe et d'un espace étendus. Cet opérateur, c'est le facteur ethnique : ce qui est démontré pour 203 exploitations regroupant 1 850 Mossi ne peut pas être faux à l'échelle de la société mossi toute entière. La recherche dévoile des mécanismes qui, s'ils fonctionnent comme on le montre, le font à l'exclusion d'autres mécanismes latents ou potentiels ou imaginables⁵⁵, et accèdent à la généralité par une sorte de nécessité intrinsèque.

Chez les Mossi, nous dit Ancey, une importante quantité d'argent provient d'activités productrices (migration) ou commerciales dont les détenteurs de l'autorité familiale se désintéressent. Le pouvoir monétaire est exercé par des dépendants ou des cadets qui ne peuvent en faire un usage socialement important, tel que l'acquisition de terres ou le paiement de dots. Trois éléments jouent ici un rôle décisif :

- les statuts sociaux définis par la structure de parenté mossi, et l'importance des manipulations monétaires effectuées par les gens d'un statut donné ;
- les points de vue des aînés et des cadets sur les emplois de l'argent socialement admissibles ;
- la situation de la Haute-Volta par rapport aux pays côtiers et, à travers ces pays côtiers, par rapport au marché mondial.

Arc-boutés les uns contre les autres, ces éléments forment eux aussi une structure dont la permanence sera discutée plus loin, et qui s'appuie sur une base spatiale complexe : le pays mossi *stricto sensu*, zone de départ des migrations ; les pays samo et bobo, zones d'accueil en Haute-Volta ; la Côte-d'Ivoire et le Ghana, zones d'accueil en Afrique de l'Ouest ; et l'aire de marché où se déploient les circuits d'exportation du café et du cacao.

En perdant quelque peu de vue les objectifs comptables assignés aux enquêtes de niveau de vie pendant les années 60, les chercheurs, paradoxalement, respectent à nouveau l'esprit des premières instructions dressées en la matière par le Conseil Supérieur des Recherches Sociologiques Outre-Mer : « Les recherches porteront sur les budgets de famille et les niveaux de vie, la circulation des produits et de la monnaie, l'épargne, ces données économiques étant situées dans le contexte humain dont les enquêteurs s'efforceront de connaître les structures et les comportements »⁵⁶. Les résultats obtenus présentent notamment l'intérêt de raccorder les faits micro-économiques et micro-sociologiques aux déterminations internationales. Le *no bridge* se trouve dépassé. Il reste à montrer comment l'information recueillie acquiert valeur durable, ce qui est rigoureusement indispensable pour qu'elle ait une quelconque utilité pratique.

⁵³ ANCEY, *Variations Mossi...*, *op. cit.*, p. 7.

⁵⁴ Ancey considère que les moyennes fournies par son enquête n'ont pas de signification statistique en raison du choix de strates non aléatoire (ANCEY, *La monnaie Mossi...*, *op. cit.*, p. 119).

⁵⁵ Ceux par exemple qui seraient fondés sur l'emploi d'une monnaie ayant un pouvoir libérateur universel et indifférencié.

⁵⁶ Instructions du Conseil Supérieur des Recherches Sociologiques Outre-Mer, relatives aux enquêtes sur les niveaux de vie au Cameroun et en Côte-d'Ivoire. Ces instructions sont rappelées dans la préface du Gouverneur Deschamps à l'ouvrage de BINET, *op. cit.*

La généralisation dans le temps

On examine ici le problème de savoir comment, à partir d'enquêtes ayant duré environ une année, on peut se sentir autorisé à reconstituer des évolutions passées, ou à imaginer — ne serait-ce que sur le mode interrogatif — des évolutions à venir.

Il faut soigneusement distinguer cette question des deux suivantes :

— la question du sondage dans le temps. Les rapports donnent en général tous les détails souhaitables sur le sondage effectué dans l'espace, mais sont souvent plus discrets sur la façon dont un résultat valable pour l'année (un budget annuel) est établi à partir de relevés effectués pendant quelques semaines tout au plus⁵⁷ ;

— la question des prévisions et projections. Lorsque des agrégats élaborés à partir des résultats d'une enquête ont été inclus dans une Comptabilité Nationale, il est possible de se livrer à l'exercice qui consiste à prévoir ou à projeter⁵⁸. Cela revient à voir comment varient *ensemble* des grandeurs qui sont réunies par des relations comptables, lorsqu'on fait varier l'une d'elles en fonction d'une ou de plusieurs hypothèses : accroissement de la population, du revenu par tête, des exportations ou des importations, etc. Que la variation en question soit datée à l'intérieur d'un cheminement fictif ne change rien au fait qu'il s'agit seulement d'étudier les déformations imaginaires d'un ensemble dont un élément se modifie.

Toute autre est l'opération par laquelle on diagnostique une évolution historique, dépassant dans le passé comme dans l'avenir la période annuelle pendant laquelle on a cru déceler des tendances inhérentes aux faits constatés, ou aux rapports entre ces faits.

Les enquêtes examinées ici ne permettent pas de faire complètement la lumière sur cette opération, car les chercheurs la pratiquent de manière au moins aussi implicite que la généralisation dans l'espace. Toutefois, il semble bien qu'on puisse distinguer au moins deux façons de procéder. La première consiste à s'enfermer le plus strictement possible dans l'analyse des informations recueillies pendant l'enquête et à passer furtivement de comparaisons ou croisements synchroniques à des hypothèses diachroniques. La seconde consiste à utiliser les résultats de l'enquête pour préciser, illustrer, compléter une construction théorique élaborée soit grâce à un contact vécu avec les populations étudiées, soit par une étude attentive de la littérature, soit tout simplement par un effort d'imagination créatrice.

L'analyse des résultats d'enquête proprement dits

Cette analyse pourrait être qualifiée de pragmatique⁵⁹ puisqu'elle prétend extraire des seuls faits observés un certain nombre de proportions et de rapports significatifs. Le principe est de rapprocher (croiser) des résultats entre lesquels on

⁵⁷ Dans les travaux de WINTER, *Les niveaux de vie...*, *op. cit.*, p. 42 et *Méthodologie...*, *op. cit.*, p. 25, sondage dans l'espace et sondage dans le temps sont clairement mis en parallèle. Voir également sur ce point WINTER, *Réflexions...*, *op. cit.*, p. 5.

⁵⁸ WINTER, *Méthodologie...*, *op. cit.*, p. 123 : les prévisions sont des extrapolations passives de l'avenir à partir du passé ; les projections sont des extrapolations actives de l'avenir à partir du passé, compte tenu d'une intervention supposée efficace sur les conditions du phénomène.

⁵⁹ Au sens du Littré : qui tire des faits étudiés en eux-mêmes leur esprit, leur ordre et leur liaison nécessaire.

imagine une liaison. On se demande par exemple si la structure des dépenses se modifie lorsque le revenu par tête s'élève, ou lorsque la taille du ménage s'accroît. La plupart de ces croisements sont de simple routine : structure de la dépense et tranche de revenu monétaire du ménage, dépenses annuelles par ménage (ou par personne) et tranche de revenu du ménage, revenu monétaire et activité professionnelle du chef de ménage... etc.

Le souci de garder une attitude scientifique amène un auteur comme Winter à s'interroger sur la validité d'une analyse de la demande fondée essentiellement sur les caractéristiques ou sur la taille du revenu⁶⁰. La zone qu'il étudie est en effet si peu monétarisée qu'elle se situe pour ainsi dire en-deçà, ou en tout cas au début, du processus d'évolution. D'où cette remarque : « Du point de vue alimentaire, la population de l'Adamaoua ne se différencie pas en fonction de critères économiques »⁶¹. Par ailleurs, les limites du ménage sont si floues, en raison des échanges de plats notamment, qu'elles rendent peu pertinentes, comme on l'a déjà vu, les analyses fondées sur des critères de ménages. Seront donc privilégiés les croisements qui se réfèrent à des critères de village : ethnie, activité rurale dominante, proximité des voies de communication.

Ce faisant, on s'écarte inévitablement du schéma pragmatique de départ, qui consistait à rapprocher les résultats de l'enquête, et eux seulement. On en vient à croiser d'une part des résultats d'enquête et d'autre part des faits constatés empiriquement, qui masquent une chaîne de déductions implicites. Le fait que certains ménages achètent plus de la moitié de leurs aliments est un résultat d'enquête ; mais le fait que ces ménages habitent des villages situés au bord d'une route principale est une constatation empirique dont l'immédiateté n'est qu'apparente. Il y a donc hétérogénéité dans les faits qu'on met en relation, et c'est sur ce terrain déjà moins sûr qu'on édifie un énoncé tel que « La part du circuit non monétaire augmente au fur et à mesure que l'accès au village est plus difficile »⁶². Un tel énoncé ne fait pas intervenir le temps, il se fonde simplement sur des comparaisons dans l'espace. Procédé légitime, à condition qu'on se rende bien compte que la sécurité statistique joue seulement pour une composante du raisonnement.

Cet énoncé statistique, il est très tentant de le transformer en présomption de séquence chronologique, mais ce glissement est considéré — à juste titre — comme tendancieux par Winter lorsqu'il trouve son point de départ dans un croisement de la dépense avec les tranches de revenu⁶³ : « Les élasticités ont été calculées davantage pour représenter les variations de la structure des dépenses que pour opérer des projections basées sur des hypothèses d'accroissement des revenus ». Autrement dit : « We must take time seriously »⁶⁴.

De tout ce qui précède, il résulte qu'il est difficile de s'en tenir à la position purement pragmatique.

D'une part en effet, cette incarcération scrupuleuse dans les résultats d'enquête aboutit à rétrécir exagérément le champ de la recherche. Très vite, il apparaît indispensable de relier ces résultats à d'autres faits, perçus de manière

⁶⁰ WINTER, *Méthodologie...op. cit.*, p. 142.

⁶¹ WINTER, *Le niveau de vie...*, *op. cit.*, p. 95.

⁶² *ibid.*, p. 113. Voir aussi p. 160 : « Les caractéristiques des budgets des ménages habitant le long d'une route principale se situent ... entre celles des ménages citadins et celles des autres ménages : le revenu moyen par ménage double en passant de chaque catégorie à la suivante plus ouverte au monde extérieur, les dépenses d'alimentation sont presque multipliées par 3, etc. ».

⁶³ *ibid.*, p. 149.

⁶⁴ ROBINSON, J., *Exercises in Economic Analysis*, Londres 1961, Macmillan, p. V : « We must take time seriously. To make a comparison between two situations, each with its own future and its own past, is not the same thing to trace a movement from one to the other ».

empirique, et dont le contenu peut être fort imprécis : ethnique, activité rurale dominante, ouverture au monde extérieur. D'autre part, sur la base de comparaisons entre situations simultanées, constatées à un moment donné en différents points de l'espace, on est conduit au moins dans certains cas à imaginer des processus conduisant *dans le temps* d'une situation à une autre. On est également amené à attirer l'attention sur les conséquences que des faits, constatés par l'enquête, ne manqueront pas d'avoir dans l'avenir, compte tenu de ce qu'on sait par ailleurs. Il ne s'agit plus ici d'extrapolation ou de généralisation dans le temps, mais simplement d'une question posée, voire d'une invite à prendre certaines mesures. Ainsi l'enquête alimentaire dans l'Adamaoua⁶⁵ avait montré que la consommation locale de viande portait sur 29 000 têtes de bétail par an ; ajouté au chiffre des exportations annuelles de bétail vers le sud (70 000 têtes), ce résultat permettait d'estimer le taux d'exploitation annuel du troupeau à 11 %. À l'évidence, un accroissement du troupeau et une intensification des activités d'élevage devenaient urgents surtout si l'on voulait encore accroître les exportations. On touche ici à l'articulation des enquêtes sur le niveau de vie avec la planification : la dimension temporelle des résultats n'éclaire pas seulement des évolutions prévisibles, mais des choix à faire.

Il demeure que les investigations sur les budgets et la consommation n'acquièrent pas leur pleine signification⁶⁶ si l'on ne peut procéder à une « analyse dynamique des structures sociales et psychologiques qui conditionnent en fait tout le processus d'évolution des populations ». Les implications méthodologiques de cette position paraissent claires : analysés en eux-mêmes, les résultats d'une enquête sur le niveau de vie ne présentent qu'un intérêt limité. Par contre, ils affermissent et soutiennent utilement un schéma d'évolution établi par d'autres méthodes, et dans lequel ils viennent en quelque sorte trouver leur place.

Schémas d'évolution

Il eût été probablement prématuré, en 1964 et dans l'Amadoua, de vouloir lire dans les faits ne serait-ce que les prémices d'une évolution encore à venir⁶⁷. Ailleurs, cependant, il a été possible de présumer un mouvement qui trouvait sa confirmation dans les résultats d'enquête, et qui conférait à ces derniers une signification, sinon une dimension, temporelles.

À cet égard, l'enquête de Binet, et la préface du Gouverneur Deschamps qui la précède, sont extrêmement révélateurs des vues entretenues pendant les années 50. L'évolution est envisagée ici surtout en termes d'assimilation d'apports extérieurs, soit culturels (influence de l'école ou des missions), soit économique (introduction du cacao). L'épargne, estimée à 10 % des revenus⁶⁸, est considérée comme un facteur-clé de l'amélioration du niveau de vie. Trois étapes dans le processus : au début, le « gain monétaire » apparaît comme un superflu aléatoire, « dépensé immédiatement et futillement » comme un gain de jeu. Puis la régularité

⁶⁵ WINTER, *Le niveau de vie...*, *op. cit.*, p. 37.

⁶⁶ *ibid.*, p. 10.

⁶⁷ *ibid.*, p. 14.

⁶⁸ C'est un des points faibles de l'enquête. Vers la même époque, l'enquête de Bongouanou fait preuve d'une prudence justifiée sur ce point : « L'épargne étant calculée par différence entre les recettes et les dépenses ... dans une enquête par sondage sur un échantillon des ménages, recettes et dépenses peuvent être calculées avec une précision suffisante sans que l'épargne le soit. Recettes et dépenses sont en effet estimées de façon indépendante et la précision dépend de la valeur du coefficient de corrélation entre ces deux variables. C'est ainsi que même pour une corrélation assez étroite, la marge d'erreur peut aisément atteindre 80 à 100 % ». Enquête Bongouanou, *op. cit.*, p. 131.

et la relative importance des revenus cacaoyers engendrent des comportements d'épargne, pour la dot et surtout pour l'habitat. La troisième phase, celle de l'épargne investie dans la production, est simplement prévue, mais on ne doute pas qu'elle ne se manifeste bientôt.

Au plan des systèmes de production, cette adaptation progressive à l'économie monétaire s'opère dans un heureux équilibre. Le cacao ne supprime pas les cultures vivrières, il s'y ajoute. Pas d'opposition entre riches et pauvres, pas de salariat agricole, pas de conflits entre classes ou générations.

Il est intéressant de rapprocher ces conclusions optimistes des vues beaucoup plus nuancées contenues dans les travaux de Binet et de Pauvert :

— le groupe tribal traditionnel se trouve placé de plus en plus dans une situation de dépendance vis-à-vis de l'économie monétaire et de l'emprise administrative. Ces agressions créent un climat d'aliénation, en raison notamment de l'incertitude des cours du cacao⁶⁹ ;

— le processus de dissociation de la famille étendue est en cours⁷⁰. Toutefois, la solidarité reste agissante au sein du *ndabot* (prêts, entraide), atténuant dans une certaine mesure les tensions dues au fait que les hommes riches — ou en train de le devenir grâce au cacao — commencent à accaparer les femmes. À noter l'importance des cadeaux, dont Binet souligne qu'ils n'ont pas d'importance financière⁷¹ ;

— si les hommes disposent d'argent grâce au cacao, les femmes, qui assurent la subsistance par leurs cultures vivrières, se trouvent quasi démunies de ressources monétaires⁷². Cette observation annonce celles que fera Weber, vingt ans plus tard, sur l'exploitation des femmes en région cacaoyère ;

— contrairement à ce qui se passe ailleurs, les fonctionnaires n'ont pas un statut privilégié. Disposant d'un revenu souvent inférieur à celui des planteurs, étrangers à la région, ils sont tenus à l'écart et adoptent « un comportement de caste »⁷³ ;

— l'adaptation progressive à l'économie monétaire n'exclut pas que certaines recettes demeurent affectées à des emplois obligatoires : « La dot n'est pas une recette comme les autres, elle ne se dépense pas ... Reçue au départ d'une fille de la famille, la dot doit permettre de ramener une autre femme ... Les idées d'échange des femmes et de monnaie dotale spéciale ne sont peut-être pas entièrement oubliées »⁷⁴. Autrement dit, la monnaie n'acquiert pas automatiquement et immédiatement pouvoir libérateur universel. L'idée sera reprise plus tard par Ancey dans un contexte différent.

On le voit, le schéma d'évolution dans lequel viennent trouver place les résultats d'enquête se compose d'une part de vues théoriques sommaires, et d'autre part de connaissances détaillées acquises grâce à un contact prolongé avec le terrain. Le progrès consistera à remanier ou à remplacer les schémas théoriques, et à en faire un cadre plus propre à s'enrichir des résultats qualitatifs et quantitatifs d'enquête.

⁶⁹ PAUVERT et LANCREY-JAVAL, *op. cit.*, p. 32.

⁷⁰ BINET, *op. cit.*, p. 36, note I.

⁷¹ *ibid.*, p. 80. On lit à cet endroit une citation de Dugast concernant les Banen, où se trouve en germe l'un des thèmes favoris de l'anthropologie économique des années 60 : « Journallement les produits sont appelés à quitter les greniers, ils passent de case en case et font partie de la vie interne profonde de la tribu. Ils sont une force dynamique insensible à celui qui ne fait que passer, force qui unit les individus et les générations de façon indissoluble ».

⁷² *ibid.*, p. 60.

⁷³ PAUVERT et LANCREY-JAVAL, *op. cit.*, p. 33.

⁷⁴ BINET, *op. cit.*, p. 84.

Nous avons déjà examiné comment les résultats de l'enquête effectuée à Bongouanou avaient acquis une signification à l'échelle de l'espace où prévaut l'économie de plantation, et même à l'échelle de l'ensemble ouest-africain. Bien qu'il soit artificiel de séparer extension dans l'espace et extension dans le temps, il nous reste à montrer comment, du fait de leur inclusion dans un schéma d'évolution à long terme, ces mêmes résultats se trouvent révéler beaucoup plus qu'une situation appréciée à un moment donné.

Accèdent-ils pour autant au plan de l'interprétation dynamique ? Certains en doutent, et voient aujourd'hui dans l'ouvrage de Boutillier, ainsi d'ailleurs que dans plusieurs autres travaux consacrés à l'économie de plantation villageoise en Côte-d'Ivoire, plutôt une « morphologie » qu'une véritable analyse des processus sociaux⁷⁵. Pour ces auteurs, la dynamique des rapports sociaux dans les formations périphériques se manifeste par un « révélateur privilégié », le salariat agricole et son corollaire, l'extorsion d'un sur-travail.

L'enquête de 1955-56 souligne bien, pourtant, que c'est l'emploi de manœuvres agricoles qui différencie le pays agni des régions à vocation cacaoyère du Sud-Cameroun (pays ewondo et eton)⁷⁶. C'est cette caractéristique essentielle qui fait écrire aux rédacteurs du rapport de 1958 qu'on « assiste à la naissance d'une classe de propriétaires exploitants », et plus loin, que « les planteurs agni sont à un stade nettement plus avancé du développement économique » (que les planteurs du Sud-Cameroun)⁷⁷.

Si cette différenciation naissante entre classes est bien perçue à l'époque de l'enquête de Bongouanou, comme un élément important du système de production agni, si l'attention est attirée sur les problèmes que cette différenciation risque d'entraîner à l'avenir⁷⁸ il ne semble pas qu'il lui soit accordé de rôle central dans le processus en cours. La complexité du processus en cours n'en est que plus fidèlement reflétée.

La culture du cacao a commencé dans cette région vers 1925⁷⁹, celle du café vers 1930. L'abondance de terres a incité à créer de nouvelles plantations, selon un schéma extensif dont l'irréfutable logique économique est aujourd'hui bien perçue. Cette extension des cultures a entraîné une forte demande de main-d'œuvre. Des étrangers sont donc venus travailler sur les plantations agni, mais aussi s'installer comme cultivateurs indépendants ou comme commerçants et artisans — métiers peu prisés par les Agni et rendus pourtant nécessaires par l'expansion économique. Les conséquences sont faciles à prévoir : attitudes hostiles entre groupes différents, querelles politiques, revendications économiques des groupes à faible pouvoir contractuel, raréfaction rapide des terres à cacao, nécessité d'une intensification des modes culturels⁸⁰.

La diffusion des cultures marchandes n'est pas interprétée uniquement en termes de dépendance à l'égard de l'extérieur, mais également comme alimentant

⁷⁵ CHAUVEAU, J.P. et RICHARD, J., Une « périphérie recentrée » : à propos d'un système local d'économie de plantation en Côte-d'Ivoire, *Cahiers d'Études Africaines*, 1979, XVII, 4, p 485-523, p. 485.

⁷⁶ Enquête Bongouanou, *op. cit.*, p. 47.

⁷⁷ *ibid.*, p. 47.

⁷⁸ BOUTILLIER, *op. cit.*, p. 196 : « Il existe une contradiction latente entre le rôle essentiel tenu par la communauté immigrée dans la vie économique et le caractère quasi-clandestin de son installation dans la subdivision (de Bongouanou) ».

⁷⁹ Selon J.M. GASTELLU, le cacao est signalé dès 1913 dans le Moronou, dès 1911 dans le Ndéné (communication personnelle).

⁸⁰ Compte tenu d'hypothèses très plausibles, le taux d'occupation du sol dans la subdivision (superficie cultivée/superficie totale) devait passer de 25 % en 1956 à 50 % en 1966. BOUTILLIER, *op. cit.*, p. 78.

ou renforçant les courants commerciaux qui, depuis l'époque précoloniale, intègrent savane et forêt africaines. Ainsi, les budgets recueillis montrent qu'à l'époque de l'enquête, 21,5 % des dépenses totales allaient à l'achat de protéines animales dont la plus grande partie provenait des territoires du Nord, Soudan et Haute-Volta.

Enfin les difficultés tenant aux caractéristiques culturelles de la société agni ne sont pas minorées : la transmission des successions en ligne maternelle oblige les pères à tourner la règle en accordant, de leur vivant, des « aides » à ceux de leur fils qui travaillent sur une plantation dont ils n'hériteront pas⁸¹. Verra-t-on, écrivait Boutillier en 1960, le système successoral agni basculer au profit d'un système consacrant l'héritage du père par le fils, ce qui apporterait un exemple convaincant aux auteurs défendant l'incompatibilité entre un système d'héritage matrilinéaire et une structure économique de type moderne ... ?⁸²

Si morphologie il y a, on conviendra d'abord que cette étude très documentée des changements en cours dans la société et le système de production agni constituait une étape indispensable de la recherche. On reconnaîtra aussi que, par les proportions qu'elle attribue aux différentes composantes du changement, et par les interactions qu'elle repère, elle dépasse de beaucoup le stade de la description ou de la typologie. Les travaux d'Ancey, utilisant eux aussi les résultats d'une enquête de budgets familiaux, présenteront vingt ans plus tard l'envers du mouvement que l'enquête de Bongouanou avait caractérisé en Côte-d'Ivoire.

On a vu plus haut que la Haute-Volta — et plus particulièrement le pays mossi — constituent avec la Côte-d'Ivoire un ensemble spatial auquel il est indispensable de se référer si l'on veut donner toute leur signification aux enquêtes que nous avons examinées. Du point de vue temporel, le mouvement ivoirien a pour contrepartie en Haute-Volta un dysfonctionnement qui, écrit Ancey, « a pour effet de bloquer le développement interne en limitant au strict minimum l'investissement agricole et perpétue l'asymétrie sociale à l'intérieur et l'asymétrie économique vis-à-vis de l'extérieur »⁸³. Asymétrie sociale entre personnes de statut différent : chefs d'exploitation, cadets restés sous tutelle ; asymétrie économique entre la Haute-Volta qui exporte des travailleurs et la Côte-d'Ivoire qui élargit par accumulation son appareil de production. Les cadets, poursuit Ancey, sont maintenus dans un rôle secondaire, marginal ; la monnaie dont ils disposent se dissipe en usages vains ; sa détention n'ouvre pas la voie à la possession patrimoniale.

Blocage, perpétuation, maintien : les termes employés soulignent bien que l'interprétation diachronique peut fort bien révéler l'absence de mouvement, la répétition, la stagnation. Au plan des méthodes, la démarche est cependant la même : l'enquête dévoile, à un moment donné, une certaine configuration des flux monétaires. Cette coupe instantanée pratiquée sur l'axe du temps expose une structure stable parce que soumise à des pressions qui l'empêchent de se déformer. Constatation tout aussi importante que celle d'une évolution, surtout si l'on a des raisons de soupçonner que cette structure paralysée recèle des facteurs d'explosion.

⁸¹ Dans un système matrilinéaire, comme le système agni, on trouve en ligne descendante par rapport à un individu A les fils et filles des sœurs de A, les enfants des filles des sœurs de A. Ce sont ces personnes qui sont appelées à hériter. Les fils de A et leurs enfants ne font pas partie du lignage de A. BOUTILLIER, *op. cit.*, p. 31.

⁸² BOUTILLIER, *op. cit.*, p. 206.

⁸³ ANCEY, *Variation Mossi...*, *op. cit.*, p. 13.

Conclusion

Deux types de conclusions se dégagent des considérations qui précèdent. Les premières concernent la catégorie très particulière d'enquêtes que l'on a examinées ; les autres sont relatives à l'applicabilité de la grille de lecture que l'on se proposait d'expérimenter.

Dans ce travail préliminaire, on n'avait pas pour objectif de proposer d'emblée des moyens pratiques d'améliorer les enquêtes sur les budgets de famille et la consommation. Les travaux étudiés semblent néanmoins montrer qu'en la matière, la recherche *préalable* d'unités pertinentes n'est peut être pas toujours indispensable. Réserve faite des enquêtes de consommation, où il est techniquement nécessaire de définir des groupes de commensalité, on peut admettre que le repérage des solidarités ou des autonomies budgétaires est objet d'enquête, et découlera d'un examen attentif des comportements *individuels*. La vraie question est plutôt de savoir si l'on étudie les manipulations monétaires en tant que telles, ou en tant que symptômes des rapports de production, de consommation et d'accumulation⁸⁴. Dans le second cas, le réseau de relations décrit et analysé par l'enquête révélera nécessairement des regroupements stables ou transitoires, dont les fonctions diffèrent, et dont les contours ne coïncident pas. Il convient simplement de bâtir un questionnaire qui permette d'atteindre cet objectif, et de ne pas entretenir d'idées préconçues sur le résultat final.

En matière de généralisation, on aura toujours avantage à définir et à caractériser les homogénéités de tous ordres — ethniques, agricole, etc. — qui forment le soubassement quelquefois subreptice de l'extrapolation statistique. L'idéal serait d'atteindre en ce domaine à une rigueur aussi scrupuleuse qu'en matière d'estimation de la variance. Il semble enfin extrêmement souhaitable de s'expliquer en détail sur la construction des séquences dans lesquelles on insère les résultats d'enquête.

Cette dernière remarque conduit à s'interroger sur la valeur de la grille de lecture qu'on désirait éprouver. Bien que cette grille ne paraisse pas devoir être remise en cause, il faut reconnaître qu'à l'expérience, la première question, celle des unités pertinentes, apparaît quelque peu accessoire. Tout ce qui touche à la dimension spatiale des phénomènes ne semble pas non plus d'une importance décisive. Au fond, une seule question se pose : savoir comment et pourquoi les sociétés paysannes d'Afrique se transforment. Or, on s'aperçoit que les procédés utilisés par les chercheurs pour éclairer cette question, les faits qu'ils choisissent d'observer, les généralisations qu'ils se croient en mesure de tenter, tout cela repose sur des hypothèses relatives aux composantes, aux moteurs et aux mécanismes de la transformation. Ce sont ces visées unitaires qui désignent et dessinent les phénomènes à observer, qui en annoncent le contenu, qui en disent d'avance la place et la signification dans un processus valable pour un espace et une période. À leur tour, les hypothèses se trouvent corroborées — provisoirement — par les faits lorsque ceux-ci s'accordent avec elles, mais aussi modifiées ou rejetées si les faits répugnent à s'ajuster aux catégories et aux relations prévues, ou plus simplement si les techniques d'observation s'améliorent. Tout vient donc de l'hypothèse, et tout y ramène. Dans un travail qui concerne les méthodes, c'est bien sur cet élément essentiel de la recherche qu'il faudra faire la lumière.

⁸⁴ GASTELLU, J.-M., Mais où sont donc ces unités économiques que nos amis cherchent tant en Afrique ?, *Communication pour le Colloque AMIRA*, Paris, Janvier 1979, 22 p. multigr.

COMPTER, RACONTER

Vers le social réfléchi

« Contrairement à l'opinion courante, il n'y a pas un domaine du flou et un domaine de la rigueur. Les deux coexistent dans une même discipline et cette coexistence est la condition de toute réussite. »
J. de Bourbon-Busset

Je cherche à éclairer deux problèmes qui me semblent liés en ce sens que chacun d'eux paraît devenir un peu moins insoluble quand on l'énonce en même temps que l'autre.

Le premier problème concerne la méthodologie des sciences sociales. Il porte sur les relations entre investigation et analyse de type quantitatif, d'une part, investigation et analyse de type qualitatif, d'autre part. La Chaire Quetelet a mis à son programme de 1985 l'examen de cette question, qui préoccupe à juste titre les démographes mais qui, bien entendu, n'intéresse pas que les démographes.

Le second problème est celui du sens qu'il convient de donner au progrès des connaissances en sciences sociales — si progrès il y a. Que signifie ce progrès ? De quels ressorts dépend-il ? Mais aussi : dans quelle direction, vers quel état le progrès de la connaissance sociale entraîne-t-il les groupes qui le tolèrent, qui l'entretiennent ou qui le favorisent ?

La thèse qu'on choisit de défendre dans ce texte, c'est qu'un mouvement irrésistible pousse les sociétés à se connaître toujours davantage, les entraînant vers une forme pressentie par certains visionnaires, Teilhard de Chardin par exemple. Il y a des raisons de penser que, pour se réaliser dans sa plénitude, ce mouvement combinerait de plus en plus deux composantes, l'une quantitative et l'autre qualitative. Il y a beaucoup à dire sur le contenu de ces deux composantes, sur les insuffisances qu'elles présentent lorsqu'elles demeurent isolées. Beaucoup à dire, surtout, sur la nécessité d'une combinaison qui paraît moins inspirée par un souci d'efficacité qu'inscrite en quelque sorte dans l'évolution intrinsèque du corps social vers une « forme ultime et suprême de groupement où culmine peut-être, dans le social réfléchi, l'effort de la matière pour s'organiser »¹.

Il a paru possible d'illustrer les propositions précédentes, et de les rendre plus convaincantes, en s'appuyant sur quelques textes de nature symbolique, ce qui permet d'éviter de longs développements. Approche contestable, j'en ai bien

¹ P. TEILHARD de CHARDIN, *Le Phénomène humain*, Paris, Seuil, 1955, p. 113.

conscience, mais qui se reconnaît pour telle et ne prétend qu'à provoquer la discussion².

Compter

Dans sa recension du livre de Michel Volle, *Le Métier de statisticien*, Alain Desrosières souligne une distinction faite entre deux traditions qui se trouvent imbriquées dans la pratique statistique actuelle : celle de la « statistique impérialiste », liée à la gestion administrative d'un État centralisé, et celle, plus récente, d'une « statistique rationnelle », destinée à éclairer les décisions d'agents dispersés.

Cette distinction peut servir de point de départ à quelques réflexions sur l'ambiguïté qui enveloppe toute opération de recensement ou de dénombrement des hommes.

Compter des personnes, ou des personnes et des choses, c'est presque toujours œuvrer pour un pouvoir. Du Polyptique d'Irminon au cadastre napoléonien, de l'Inscription Maritime au recensement d'un commandant de cercle, par-tout je vois la griffe de l'autorité posée sur la matière imposable ou sur les classes mobilisables. Partout l'on compte pour taxer, pour enrôler, pour mettre au travail.

Pourtant, le recensement c'est aussi l'humble et consciencieuse adhésion au foisonnement d'une multitude. Loin de manifester une suprématie, le fait de dénombrer traduit alors la soumission à l'inconnaissable réalité qu'on espère circonvenir en assimilant patiemment sa profusion. Tour à tour maître et esclave, l'agent recenseur joue deux personnages dans deux comédies bien différentes : celle de la souveraineté, celle de la connaissance. Mais au départ, c'est bien l'aspect autoritaire qui semble primer. C'est pourquoi, d'ailleurs, on a pu, à certaines époques, estimer que le dénombrement des hommes était chose dangereuse, exigeant une expiation ou un rachat. L'Ancien Testament donne des exemples de cette façon de voir. En outre, tout se passe comme si le dénombrement rencontrait, dès qu'on entreprend de l'exécuter, des limites intrinsèques qui font de lui un acte destiné à demeurer imparfait, inachevé, voire inutile.

Dangers du dénombrement : « Pourquoi Monseigneur fait-il cette enquête ? »

C'est le livre de l'Exode qui, le premier, parle du recensement comme de quelque chose à redouter (30,11-16) :

« Yahvé parla à Moïse et lui dit : quand tu dénombreras par le recensement les enfants d'Israël, chacun d'eux versera à Yahvé la rançon de sa vie, afin qu'aucun fléau n'éclate sur eux à l'occasion de leur recensement. Quiconque est soumis au recensement versera un demi-sicle... Ce demi-sicle sera un prélèvement pour Yahvé. Toute personne soumise au recensement, c'est-à-dire âgée de vingt ans ou au-dessus, devra verser le prélèvement pour Yahvé. Le riche ne donnera pas plus, et le pauvre ne donnera pas moins d'un demi-sicle, pour s'acquitter du prélèvement dû à Yahvé en rançon de vos vies. L'argent de cette rançon, que tu auras reçu des enfants d'Israël, tu l'affecteras au service de la Tente de Réunion. Il portera Yahvé à se souvenir des enfants d'Israël et sera la rançon de vos vies. »

² Une première version de cet essai a paru en deux fragments, dans le *Courrier des Statisticiens*, n° 24, octobre 1982, et dans *STATECO* (Bulletin de liaison de l'INSEE-Coopération), n° 40, décembre 1984.

Ce texte est on ne peut plus explicite³. En se soumettant au recensement, les Israélites deviennent esclaves du pouvoir. S'ils veulent recouvrer leur liberté, il leur faut donc se racheter, verser une rançon. Suprême irrévérence, ironie magistrale : cette rançon n'est pas versée au pouvoir temporel, ce qui équivaldrait à reconnaître définitivement son autorité, mais elle est affectée « au service de la Tente de Réunion », c'est-à-dire à Yahvé, maître de tous les pouvoirs.

Autrement dit, le recensement, manifestation du pouvoir politique, n'est toléré que s'il s'accompagne d'un acte concret affirmant la vanité de tout pouvoir politique. La vanité de tout pouvoir économique également : riches et pauvres doivent verser la même rançon, toute vie étant d'un poids égal devant Dieu.

Ce n'est là qu'un début. Quittons le domaine des prescriptions pour passer au compte rendu de recensements effectivement réalisés, et au récit instructif de leurs conséquences.

Parmi les livres historiques de l'Ancien Testament, le deuxième livre de Samuel devrait tout particulièrement retenir l'attention des statisticiens et des démographes. On peut y prendre connaissance, au chapitre 24, d'un étrange épisode relatif au dénombrement d'Israël et de Juda, que le roi David (1010-970 avant J.C.) aurait fait entreprendre sur l'ordre de Yahvé.

À ce propos, Joab, fils de Ceruya et chef de l'armée, oppose aussitôt des objections : « Que Yahvé ton Dieu accroisse le peuple de cent fois autant, pendant que Monseigneur le roi peut le voir de ses yeux, mais pourquoi le roi aurait-il ce désir ? » Sur l'insistance du monarque, Joab effectue le dénombrement, et la Bible nous en rapporte le résultat, d'ailleurs manifestement grossi : Israël aurait compté 800 000 hommes d'armes tirant l'épée, et Juda 500 000 (24, 8-9).

La suite du chapitre nous montre David se repentant d'avoir recensé le peuple, alors pourtant que c'est Yahvé qui lui a demandé de procéder à l'opération. Tout se passe comme si le roi se rendait compte que l'Éternel a voulu l'éprouver, et qu'il n'aurait pas dû céder à la tentation. L'histoire finit mal. Yahvé propose à David trois châtiments, et le roi choisit le plus bref des trois, une peste de trois jours qui fait mourir 70 000 hommes.

La même histoire est racontée au chapitre 21 du premier livre des Chroniques, mais cette fois c'est Satan qui pousse David à dénombrer les Israélites. Joab présente ses objections avec la même véhémence : « Ne sont-ils pas tous les serviteurs de Monseigneur ? Pourquoi Monseigneur fait-il cette enquête ? Pourquoi Israël deviendrait-il coupable ? » Le recensement aboutit à des chiffres encore plus exagérés que ceux rapportés par Samuel, et pourtant le Chroniste nous fait cette confidence : « L'ordre du roi avait tant répugné à Joab qu'il n'avait recensé ni Lévi ni Benjamin » (21, 6). Le châtement est aussi une épidémie meurtrière. Jérusalem est épargnée de justesse par l'ange exterminateur.

L'accomplissement de ce qui est présenté par le livre de Samuel comme un ordre divin, par le Chroniste comme une tentation diabolique, apparaît après coup à David comme « une grande folie ». Joab y voit dès le début une opération insolite et dangereuse, qu'il exécute à contrecœur. Pourquoi ?

Dans son roman *Docteur Faustus*, Thomas Mann fait discuter l'incident par ses personnages et suggère que, si le roi David a provoqué une catastrophe biologique en organisant un recensement, c'est parce qu'un peuple authentiquement vivant ne saurait supporter un dénombrement et un enregistrement qui le mécanisent : « L'énumération dissout le tout organique et le transforme en une masse d'individus identiques » (chap. 28). À cette explication qui semble admettre que

³ Je remercie mon collègue A. Podlewski d'avoir attiré mon attention sur ce passage, que je n'avais pas mentionné dans la première version de mon essai.

l'épidémie s'est véritablement produite après le recensement et *à cause* de lui, il est permis de préférer une interprétation plus prudente, située au plan des représentations que la société israélite de ce temps-là se faisait des dénombrements et de leurs conséquences. Au temps du roi David, Dieu est la seule cause première. Il est seul maître d'accroître les familles et les peuples. Il est donc impie et funeste de porter atteinte à ces prérogatives divines, ne serait-ce qu'en s'attribuant un droit de regard ou de surveillance sur le nombre des hommes. Derrière la mise en forme théologique, nous devinons que la société israélite a conscience d'un péril, et qu'elle cherche à prévenir ce péril de la manière la plus classique qui soit, en formulant un interdit religieux.

Ce péril est probablement double. Il y a d'abord le danger que représente un pouvoir politique trop conscient de ses forces. Sûre de pouvoir mobiliser un grand nombre d'hommes capables de tirer l'épée, que n'ira pas imaginer l'autorité royale en matière d'entreprises guerrières, soutenues par l'oppression fiscale ! Pour commencer, le pouvoir manifeste son mépris de la statistique et des statisticiens en faussant, par excès, le résultat du recensement, sans doute pour impressionner ses ennemis intérieurs et extérieurs. Cette pratique est loin d'avoir disparu.

Un deuxième péril pourrait provenir de l'ardeur professionnelle des statisticiens. Comment croire que ceux-ci se borneront longtemps à compter les hommes astreints au service militaire ? Tôt ou tard, leur zèle les poussera à construire une image complète de la société, ce qui risque de mener loin. Pire encore : les statisticiens voudront faire connaître leurs travaux, alors qu'à l'évidence ce genre d'information ne saurait être mis à la disposition de n'importe qui. La catégorie des esclaves ou des captifs, pour ne mentionner qu'elle, ne provoquera-t-elle pas des troubles si elle vient à soupçonner la place qu'elle occupe dans la société ?

Pour éviter ces malheurs, une seule solution : persuader gouvernants et gouvernés que le recensement est un crime et qu'il ne faut jamais l'entreprendre. On n'en tolérera l'exécution, comme le fait le livre de l'Exode, que si celle-ci est assortie de remèdes qui en annulent d'avance les conséquences fâcheuses.

• **De degré en degré, de nécessité en nécessité...** •

Naturellement, cette dernière façon de voir n'est pas destinée à durer. Vingt-six siècles après le roi David, dans la France de Louis XIV, on n'en est plus à proscrire les recensements ni à les considérer comme de grandes folies. La statistique, et tout particulièrement la statistique fiscale, a conquis droit de cité. Pourtant certains observateurs clairvoyants ne se privent pas d'en signaler les dangers. Parmi eux, Louis du Rouvroy, vidame de Chartres, duc de Saint-Simon, auteur des célèbres *Mémoires*. On imprime encore de nos jours⁴ avec ces mémoires une *Lettre anonyme au Roi* que tout le monde s'accorde pour attribuer au duc. Dans ce texte d'une incroyable violence, Saint-Simon fait savoir qu'il méprise les ministres, qu'il déplore l'abaissement où Louis XIV a précipité la noblesse française, et enfin qu'il déteste les impôts. Bien sûr, les prises de position du noble duc sont fortement commandées par sa situation sociale, mais n'en va-t-il pas toujours ainsi ? Et ne vaut-il pas mieux que les choses soient grossières pour être bien claires ? Quelles que soient d'ailleurs les raisons qui poussent Saint-Simon à écrire, ce qu'il dit donne à réfléchir :

⁴ Voir, par exemple, le tome 3 de l'édition de la Pléiade, paru en 1950.

« De degré en degré, de nécessité en nécessité, vous en êtes venu à des impôts sur les choses saintes, sur les sacrements de l'Église ; à une capitation arbitraire, à une dîme sans diminution de quoi que ce soit, et à des façons de la lever que c'est plus qu'un cinquième... On sait qu'il faut un certain ordre aux choses et que les impôts, surtout lorsqu'ils sont depuis longtemps de plus en plus extrêmes et de plus en plus levés d'une façon encore plus ruineuse et plus extrême, demandent des détails⁵ des hommes et des biens ; mais *un détail précis qui ne va à rien moins qu'à la révélation forcée des plus importants secrets des familles*, bien plus qu'à un dénombrement véritable. Que penser, Sire, d'un tel excès, etc. »

Pour l'édification du Roi-Soleil, la suite de la lettre reprend l'histoire du recensement criminel racontée par l'Ancien Testament. Pourtant, et bien que cette référence appuyée à l'ancien interdit biblique soit significative, nulle part le duc ne propose de mettre fin aux enquêtes et dénombrements. « On sait qu'il faut un certain ordre aux choses... » Les mentalités ont donc changé, un seuil a été franchi. Dans la dernière partie de cet essai, nous tenterons de dessiner dans toute son ampleur le chemin parcouru, et celui qui reste à parcourir. Auparavant, il convient de considérer les limitations propres à toute investigation purement quantitative, pour mieux prendre conscience des dépassements à envisager.

Limitations du dénombrement : describere, profiteri

Quoi de plus simple, à première vue, que le recensement considéré sous son aspect autoritaire ? La relation entre recenseur et recensé est verticale et asymétrique. C'est celle du rassemblement dans une cour de caserne : « Comptez, comptez, comptez vos hommes ! Comptez, comptez, comptez-les bien ! » Ou celle d'une mairie de campagne de naguère, lorsque le contrôleur des contributions directes venait faire avec les répartiteurs l'appel des chiens imposables.

Dès qu'elle recense, pourtant, l'autorité doit persuader. Elle rencontre ainsi très vite les limites de sa puissance. Il y a quelque chose de paradoxal, et somme toute de rassurant, dans le fait que la démarche élémentaire de tout pouvoir, celle de compter, trouve en elle-même son propre frein.

Quelques observations sémantiques éviteront ici de longs développements. Au début de l'Évangile de saint Luc (2,1-3), il est question d'un recensement ordonné par César-Auguste à l'époque où Cyrenius gouvernait la Syrie. Le texte grec original utilise, dans les trois versets qui nous intéressent, des mots ayant tous la même racine : ἀπογράφεισθαι (être inscrit sur un registre), et ἀπογραφή (inscription, inventaire). Les grandes versions de la Réforme adoptent la même économie de moyens, et traduisent en mettant uniformément l'accent sur l'objet fiscal du recensement. La King James de 1611 dit : *to be taxed, taxing*. La traduction de Luther donne : *geschätzt werden* (être évalué ou taxé), *schätzung*. Enfin la Bible suédoise dit : *skattskrivvas* (être porté sur le rôle des contribuables), *skattskrivning*.

Douze siècles avant la Réforme, cependant, la Vulgate latine de saint Jérôme avait introduit une nuance de taille entre le mot désignant le recensement ordonné par le pouvoir et celui désignant l'exécution sur le terrain. Le texte parle d'abord d'une *descriptio*, et de *describere*. *Describere*, cela veut dire : déterminer, délimiter, répartir. C'est le projet de César-Auguste. Dans le verset 3, en revanche, on trouve un terme tout autre : *Et ibant omnes ut profiterentur singuli in suam civitatem. Profiterentur* vient du verbe *profiteri*, qui signifie effectuer une déclaration devant un magistrat. *Describere, profiteri*, deux moments, deux éléments

⁵ Au sens d'énumération, d'exposé circonstancié.

constitutifs de tout recensement. La décision d'opérer le dénombrement, puis le passage à l'acte, effectué en partie par les administrés.

La dichotomie que le subtil saint Jérôme souligne, en traducteur plus soucieux de précision que de fidélité à l'original grec, a engendré de tout temps des difficultés pratiques. À l'époque des colonies françaises, par exemple, les administrateurs y faisaient souvent allusion dans leurs rapports. Témoin ce texte écrit en mai 1911 par l'Administrateur-Adjoint commandant le cercle de Ouahigouya :

« Presque partout, le docteur D., qui, dans ses tournées, a toujours procédé d'une façon scrupuleuse et très méthodique, était arrivé à vacciner un nombre d'habitants sensiblement supérieur à celui que portaient les statistiques officielles. Il est vrai que les indigènes se présentaient plus facilement à lui que devant un agent recenseur dont ils n'ignoraient pas — les chefs du moins — que les travaux servaient de base à l'établissement des rôles. Dès qu'il s'agissait de ces derniers, ils échappaient en plus grand nombre aux rassemblements qu'on voulait leur imposer et qui exigeaient d'ailleurs, pour être obtenus même imparfaitement, un personnel assez considérable...»⁶

Describere, profiteri : la nouveauté, c'est que cette distinction n'est plus seulement de mise dans les pays colonisés, qu'il s'agisse de l'Empire Romain ou de l'Afrique Occidentale Française. En Europe aujourd'hui, en Allemagne Fédérale par exemple, il ne suffit plus que l'autorité décide un recensement pour que les administrés obtempèrent. Tout recensement mêle de manière indissoluble et problématique une relation hiérarchique et une relation de coopération.

Limitations du dénombrement : l'effet Borges et l'effet Rodrigue

Supposons que les assujettis aient accepté de collaborer à ce qui, nous venons de le voir, ne peut être qu'une œuvre commune. Supposons que le résultat voulu soit obtenu, c'est-à-dire que la *descriptio* existe matériellement, sous forme de documents, de tableaux, de bandes magnétiques, de rapports. Et après ?

Deux mésaventures guettent alors le pouvoir. Elles ont ceci de commun qu'elles tendent à déposséder l'autorité de ce qu'elle croit détenir, à savoir un moyen de traiter, de manipuler, de pressurer dans un but d'intérêt général l'univers vivant sur lequel elle vient de porter son majestueux regard.

C'est avec soulagement que l'administration s'empare du produit des opérations de dénombrement. Quel repos d'avoir affaire à des lignes et à des colonnes peuplées de chiffres qui vont se prêter sans déroba à toutes les manipulations qu'on voudra ! La statistique césarienne enfante un *ἔιδωλον*, simulacre ou fantôme, répondant à toutes sortes de normes techniques ou même esthétiques, mais dangereusement capable d'accaparer l'attention du pouvoir, de l'amuser. Cela jusqu'au prochain dénombrement, c'est-à-dire jusqu'au prochain retour sur le terrain. Ce glissement fatal de la vie vers l'image correspond à la pente naturelle des lettrés. Tout scribe souhaite s'enfermer dans son bureau avec des documents dociles. Le statisticien n'est pas fait d'une autre étoffe que le magistrat décrit par Tolstoï :

« Dans l'instruction des affaires criminelles, Ivan Illitch acquit rapidement ce procédé qui consiste à écarter toutes les circonstances étrangères au service, et à donner à toute affaire, si complexe qu'elle soit, un aspect tel qu'elle puisse être exposée sur le papier, ses opinions personnelles étant exclues, en s'attachant surtout à ce que toutes les formalités soient observées. »⁷

⁶ MARCHAL, J.Y., *Chronique d'un Cercle de l'A.O.F. Ouahigouya, Haute-Volta, 1908-1941*, Paris, ORSTOM, 1980, p. 49.

⁷ TOLSTOÏ, L., *La Mort d'Ivan Illitch*, Paris, Le Livre de Poche, 1958, chap. 2.

Inévitable dérive, qui frappe le Monstre Froid d'une cécité monumentale. Je propose d'appeler cette cécité *effet Borges*, car elle est tragiquement symbolisée par la situation du grand écrivain argentin. Borges donne au Paradis l'apparence d'une bibliothèque, lieu par excellence d'accumulation des documents, mais lui-même est exclu du Paradis car il a perdu la vue :

*• Lent dans l'obscur, j'explore la pénombre
Creuse avec une canne incertaine,
Moi qui m'imaginai le Paradis
Sous l'espèce d'une Bibliothèque. »⁸*

Comme si cela ne suffisait pas, une seconde perversion, plus grave que la précédente, frappe les recensements d'une stérilité paradoxale. Au détournement d'attention qu'engendre l'accumulation physique des documents, s'ajoute en effet l'ivresse intellectuelle provoquée par l'abus de la sommation.

Dénombrer, c'est fabriquer des quantités globales qui ont les mêmes avantages et les mêmes inconvénients que les idées générales selon Tocqueville. Elles permettent de « renfermer un très grand nombre d'objets analogues sous une même forme afin d'y penser plus commodément ». Après avoir dénombré, l'autorité classe et totalise, au sein de catégories préétablies, les individus qu'elle a saisis. Tout ce qui a été dit sur l'arbitraire et la relativité de ces catégories⁹ me semble résumé par quelques vers de Corneille, prononcés par le Cid quand il raconte son combat contre les Maures :

*• Sous moi donc cette troupe s'avance
Et porte sur le front une mâle assurance.
Nous partîmes cinq cents ; mais par un prompt renfort
Nous nous vîmes trois mille en arrivant au port. » (IV, 3)*

Trois mille ? Soit, personne n'ira vérifier. Ce qui me comble d'aise dans ces vers, c'est le merveilleux « sous moi », qui trahit la confondante naïveté d'un chef-né. Sous le Cid Campeador, il ne peut y avoir qu'une troupe indistincte, dont le chef dira toujours qu'elle est excellente et qu'elle est nombreuse. Pour ce qui est de la mâle assurance, par exemple, je demande à voir. La troupe du Cid a bien dû comprendre une part d'aventuriers centrifuges, de pêcheurs en eau trouble, de spadassins pochards, de mécontents crispés sur quelque arriéré de solde, de pillards poltrons et d'espions stipendiés. Rodrigue n'en a cure, il est trop occupé à refaire l'histoire. À son profit, bien entendu. Trois mille patriotes n'ayant qu'un seul front, voilà ce dont il a besoin pour sa carrière. Ainsi procède le pouvoir : il agrège, il résume, il simplifie, puis, avec un naturel inimitable, il s'installe où donc ? Au sommet, parbleu ! Ce faisant, le pouvoir choisit d'ignorer ce qui s'est vraiment passé, mais là n'est pas la question. Je propose d'appeler *effet Rodrigue*

⁸ BORGES, J.L., *Poème des Dons*, dans *L'Auteur et autres textes*, Paris, Gallimard, 1982.

⁹ Voir notamment A. DESROSIÈRES et L. THÉVENOT, « Les mots et les chiffres : les nomenclatures socio-professionnelles », *Économie et Statistique*, n° 110, avril 1979, p. 49-65, et A. DESROSIÈRES, A. GOY et L. THÉVENOT, « L'identité sociale dans le travail statistique - La nouvelle nomenclature des professions et catégories socio-professionnelles », *Économie et Statistique*, n° 152, février 1983, p. 55-81. Dans la littérature ancienne, un bon exemple de ces catégories préétablies nous est fourni par le « tableau de la puissance publique » (*opes publicae*) que Tibère fait apporter devant les sénateurs romains pour leur montrer à quel point, bien qu'il s'en défende hypocritement, il maîtrise le fardeau des affaires. Ce libellum contient, d'après Tacite, les rubriques suivantes :

- nombre de citoyens et d'alliés en armes ;
- nombre des flottes, des royaumes, des provinces ;
- impôts directs et indirects (*tributa aut vectigalia*) ;
- dépenses nécessaires et gratifications.

Tout cela, nous dit Tacite (*Annales*, I, 11), écrit de la main même de l'empereur (*quae cuncta perscripserat Augustus*).

l'éblouissante cabriolet à la faveur de laquelle un responsable, un entraîneur d'hommes, un coryphée quelconque s'attribue, sans hésiter le moins du monde, le droit d'additionner très approximativement les forces qui vont lui servir bon gré mal gré de piédestal. Nous voyons jouer l'effet Rodrigue quand un gouvernement ordonne à ses agents recenseurs de ne pas poser de questions relatives à l'appartenance ethnique : la « troupe » ne saurait être qu'unie sous la conduite du chef¹⁰. Nous voyons encore jouer l'effet Rodrigue lorsqu'un gouvernement renvoie les statisticiens à leurs additions parce qu'ils n'ont pas recensé suffisamment de monde : il m'en faut trois mille, et non pas cinq cents !

Parvenus à ce point, nous pouvons suggérer que la statistique impérialiste — et toute investigation purement quantitative a quelque chose d'impérialiste — *n'a pas* pour but véritable d'accroître les connaissances. Toute société ne se laisse dénombrer que si elle le veut bien. Sitôt recensée, elle s'évade de l'image où on a voulu l'enfermer, abandonnant les chiffres au pouvoir comme un os à ronger. Cet os est creux, et il est vide, mais qu'importe ? Un os peut toujours tenir lieu de sceptre, et de massue.

Compter, raconter

À la statistique impérialiste et asymétrique, on oppose parfois l'enquête ethnographique, dont l'objet serait périodiquement remis en question par ce que révèlent progressivement les données recueillies¹¹. Démarche circulaire : une boucle relierait le questionnement à la collecte, puis à l'analyse, puis de nouveau au questionnement. Certains se plaisent à accentuer cette opposition, en affirmant qu'à l'état pur, la démarche ethnographique peut se passer de dénombrement. Voici, par exemple, ce qu'on peut lire dans un manuel récent :

« On suppose que l'enquêteur doit interpréter la situation d'autonomie ou de dépendance d'un groupe situé à l'intérieur d'un village. Il s'agira de repérer, par l'observation des pratiques sociales, surtout et principalement, l'unité-groupe à l'intérieur de l'unité-village. Ce qui est significatif pour l'enquêteur, ce sont les relations d'échange, de communication, de coopération, etc., qui animent la vie collective de l'ensemble observé. Ce sont ces relations qui dessinent les contours des différentes unités sociales significatives de cet ensemble. Dans ce sens, il est probable qu'au niveau d'une enquête-sondage (limitée dans le temps et dans l'espace social), un recensement complet de la population soit inutile. »¹²

Il me semble que cette dernière opinion est erronée. L'anthropologue ne saurait se contenter, tel la Françoise de Proust, des « rares vérités que le cœur est capable d'atteindre directement ». Il lui faut absolument collecter des données précises, et cela par le biais de dénombrements. De fait, les comptages pullulent dans la plupart des monographies, mais ils deviennent moyen, prétexte. Plus question de fabriquer à grands traits une image obtenue par sommation d'unités apparemment semblables. L'énumération devient une clef, grâce à laquelle on espère ouvrir la porte d'un récit. On compte alors pour raconter.

¹⁰ Exemple : le recensement malien de décembre 1976, cité par A. MARTY, *Crise rurale en milieu nord-sahélien et recherche coopérative*, thèse, 1985, tome 1, p. 29.

¹¹ N. HERPIN, « Statistique et enquête ethnographique », *Courrier des Statistiques*, n° 21, janvier 1982, p. 60-63.

¹² D. DELALEU, J.P. JACOB et F. SABELLI, *Éléments d'enquête anthropologique*, Université de Neuchâtel, Institut d'Ethnologie, 1983, p. 30. Le terme d'enquête-sondage employé ici n'a rien à voir avec la technique statistique du sondage. Les auteurs l'utilisent pour décrire une démarche intensive, de type anthropologique, « susceptible de traduire... le sens qu'une population précise veut donner à sa propre existence », ou encore qui « tente de saisir la nature et les modalités de la reproduction sociale d'un groupe déterminé » (p. 5).

Sakhaline

À la fin de l'année 1889, Anton Tchekhov, âgé d'à peine trente ans, médecin, auteur déjà connu de nouvelles et de pièces, écrit à son ami Souvorine qu'il a envie de se cacher quelque part pendant cinq ans pour faire « du travail minutieux et soigneux ». Le projet se précise très vite. Tchekhov décide de partir pour l'île de Sakhaline, « seul endroit, après l'Australie dans le passé et Cayenne, où l'on puisse étudier une colonisation faite avec des criminels ». Il part le 29 avril 1890 et arrive dans l'île en juillet. Il y séjournera environ quatre mois.

On possède une traduction française¹³ de l'étude que Tchekhov a publiée en 1893 dans la revue *La Pensée Russe*. Les premières pages du livre font songer à Jules Verne :

« Je suis arrivé à Sakhaline, l'un des points les plus orientaux de notre pays, le 5 juillet 1890, par bateau. L'Amour y est très large, la ville située à vingt-sept verstes seulement de la mer... »

Triste endroit que Sakhaline ! L'agronome Mitsoul, qui a parcouru l'île quelques années plus tôt, y a trouvé des conditions si misérables qu'il a été réduit à manger son chien. Plein d'énergie, Tchekhov prend aussitôt une décision qui vaut d'être méditée :

« Afin de faire, autant que possible, le tour de tous les points de peuplement et de voir de plus près comment vivent la majorité des bannis, j'ai recouru au seul moyen qui me paraissait possible dans ma situation, j'ai établi un recensement.

« Dans chacune des colonies où je me suis rendu, j'ai pénétré dans chaque isba et relevé la liste des propriétaires, des membres de leur famille, de leurs locataires et de leurs ouvriers.

« On m'a aimablement proposé des aides, mais comme le but essentiel de mon recensement consistait non pas à collationner des résultats, mais à recueillir les impressions que me fournirait l'opération elle-même, je n'ai recouru à l'aide extérieure que dans des cas exclusifs.

« Ce travail, effectué en trois mois par une seule personne, ne mérite pas, en fait, le nom de recensement ; ses résultats ne sauraient se distinguer par leur exactitude ni être considérés comme complets, mais, les données plus complètes faisant totalement défaut, peut-être mes chiffres seront-ils de quelque utilité.»¹⁴

J'ai souligné, dans ce texte limpide, le passage important. Il n'est pas contredit par une lettre à Souvorine (datée du bateau *Baïkal*, le 11 septembre 1890) dans laquelle Tchekhov semble - semble seulement - accorder peu d'importance à sa méthode, et même s'excuser de l'avoir choisie :

« Entre parenthèses, je dois dire que j'ai eu la patience de faire le recensement de toute la population de Sakhaline... Autrement dit, il n'y a pas à Sakhaline un seul forçat ou déporté à qui je n'aie parlé. J'ai pu réussir particulièrement bien le recensement des enfants, sur lequel je fonde pas mal d'espairs...»¹⁵

Il est clair que Tchekhov a cherché, et choisi, un moyen de s'obliger à prendre de l'île une connaissance directe, personnelle, exhaustive. On dirait qu'il se défie de lui-même, de son immense capacité de sympathie, de compréhension, d'intuition. Son seul matériau sûr, ce seront les impressions qu'il projette de recueillir, mais encore faut-il que ces impressions soient rassemblées de la manière la plus minutieuse, la plus répétitive et la plus éprouvée qui soit. Les chercheurs connaissent bien ce désir d'entrer comme par effraction au sein de la société qu'ils étudient, mais aussi cette défiance qui les fait s'astreindre à des

¹³ A. TCHEKHOV, *L'île de Sakhaline (notes de voyage)*, traduit par L. Denis, Éditeurs Français Réunis, 1971.

¹⁴ *ibid.*, chap. 3, p. 45.

¹⁵ S. LAFFITTE, *Tchekhov*, Paris, Seuil, 1955, p. 72.

relevés besogneux. Rappelez-vous Leiris, possédé par « le démon glacial de l'information », ironisant sur « la grande guerre au pittoresque, le rire au nez de l'exotisme »¹⁶. Pensez à ces géographes qui, durant des mois, s'obligent à recenser la population et à cadastrer le terroir d'un village, certes pour obtenir la vue d'ensemble exprimée par quelques grands rapports numériques, mais aussi et surtout parce que la mesure de chaque parcelle en compagnie du paysan exploitant constitue un prétexte à conversation, une entrée en matière. Tchekhov remplit de ses mains dix mille fiches individuelles, en un peu plus de trois mois¹⁷. Nous reconnaissons au passage, dans son récit, des situations familières à tout enquêteur de terrain. L'ennui, par exemple, dont Tchekhov nous dit qu'il dévore les bannis et qu'il a, en conséquence, quelque peu facilité sa tâche :

« Je vais seul d'isba en isba : parfois un forçat ou un colon que l'ennui pousse à assumer le rôle de guide m'accompagne... La plupart du temps, je trouve le propriétaire seul, célibataire rongé d'ennui... Tandis que je cause avec lui, les voisins affluent... Ils s'ennuient tellement qu'ils sont prêts à vous parler et à vous écouter sans fin. »

Autre situation reconnaissable : l'équivoque provenant du fait que les personnes interrogées, inévitablement, prennent l'enquêteur pour un agent de l'administration :

« Les relégués me considèrent comme un personnage officiel, et le recensement comme une de ces procédures de pure forme qui sont si fréquentes et qui ne mènent généralement à rien. Par ailleurs, le fait que je ne sois pas d'ici, que je ne sois pas un fonctionnaire de Sakhaline, éveille les curiosités. On me demande : « - Pourquoi est-ce que vous nous inscrivez tous comme ça ? »

« Et les suppositions les plus diverses d'aller leur train. Les uns disent que ce sont les autorités supérieures qui veulent répartir des subsides, les autres qu'on a dû finir par se décider à faire déménager tout le monde sur le continent. D'autres encore jouent les sceptiques, disant qu'ils n'attendent plus rien de bon, car Dieu lui-même les a abandonnés, ceci à seule fin de m'amener à protester.

« Cependant, de l'entrée ou du poêle, comme par dérision envers toutes ces espérances, une voix lasse, chagrine, pleine d'ennui s'élève :

« - Et tout ce monde-là écrit, écrit ! Reine des Cieux ! »

Dernier trait typique : la saturation, l'éccœurement, le sentiment d'échec éprouvés par le chercheur qui s'est totalement donné à sa tâche :

« Chaque jour, je me levais à cinq heures du matin et me couchais tard, ce qui ne m'empêchait pas d'être, tout au long de mes journées, violemment tendu en songeant à tant de choses que je n'avais pas encore pu réaliser. Maintenant que j'en ai fini avec le baigne, j'ai le sentiment que j'ai tout vu mais n'ai pas su remarquer l'essentiel... Au total, j'ai détraqué mes nerfs et me suis juré de ne plus retourner à Sakhaline »¹⁸.

¹⁶ M. LEIRIS, *L'Afrique fantôme*, Paris, Gallimard, 5^e éd., 1951, p. 70.

¹⁷ On a des photographies de ces fiches, que Tchekhov a fait imprimer sur place par la Direction de la Police. Elles comportent douze rubriques :

1. Nom du poste ou de la colonie
2. Numéro cadastral de la maison
3. Qualité du recensé (forçat, relégué, paysan, proscrit...)
4. Prénom, patronyme, nom de famille, lien avec le propriétaire (épouse, fils, ouvrier, locataire...)
5. Âge
6. Religion
7. Lieu de naissance
8. Année d'arrivée à Sakhaline
9. Occupation principale et profession
10. Instruction
11. Marié, veuf, célibataire. Si marié, résidence du conjoint
12. Recevez-vous des subsides de l'État ?

¹⁸ S. LAFITTE, *Tchekhov, op. cit.*, p. 72, lettre à Souvorine.

Comment Tchekhov a-t-il exploité ses matériaux ? Après les chapitres d'introduction, on trouve un bloc de onze chapitres consacrés à une description très vivante des divers postes et colonies de Sakhaline. Voici, par exemple, le sommaire du chapitre 8 :

• L'Arkaï. Les colonies de la côte occidentale. Le tunnel. La cabane au câble Doui. Les casernements familiaux. La prison de Doui. Les mines de charbon. La prison de Voïedvosk. Les enchaînés aux brouettes ».

Viennent ensuite dix chapitres thématiques, consacrés à l'alimentation, au niveau moral des relégués, aux évasions, aux problèmes sanitaires... Tchekhov construit un tableau des effectifs par âge, distingue familles légitimes et unions libres, calcule un taux de natalité, mais ce genre de traitement — dont il se contente parfois de rendre compte dans une note infrapaginale — n'est visiblement pas sa principale préoccupation. À l'évidence, les données chiffrées soutiennent un récit, ou plutôt une suite de récits, dont certains sont faits par les bannis eux-mêmes (le récit d'Iégor, par exemple). L'inimitable musique tchekhovienne se fait entendre à chaque page : discrétion, absence voulue de tout excès dans le ton, pessimisme profond mais non dépourvu d'humour, foi paradoxale dans la capacité humaine d'améliorer sur des points précis une situation désespérée. Cet admirable modèle nous fait nous demander, une fois de plus, pourquoi la recherche en sciences sociales a si souvent trahi sa vocation en s'épuisant à mimer le positivisme des sciences de la nature, au lieu d'oser marier avec les techniques de la quantification les ressources de l'art et du style¹⁹.

L'exemple de Tchekhov permet d'imaginer ce que pourrait donner, si elle devenait systématique, l'alliance du quantitatif et du qualitatif en sciences sociales. En s'engageant dans cette voie, on choisirait de rester alerte, en éveil, attentif aux manières d'être des personnes et des choses étudiées, quand bien même ces manières d'être auraient été définies d'avance en termes chiffrés. On accorderait ainsi toute sa place à la subjectivité, celle de l'observateur comme celle des observés, en pleine connaissance de cause. On se mettrait en situation d'accueillir l'imprévisible, l'inimaginable, l'indicible si bien symbolisés par le chat jaune de l'abbé Seguin, dont Chateaubriand parle dans l'Avertissement de la *Vie de Rancé*, ce chat jaune qui, remarque Roland Barthes, est peut-être « toute la littérature ». « En littérature, écrit Barthes, tout est ainsi donné à comprendre, et pourtant, comme dans notre vie même, il n'y a *pour finir* rien à comprendre »²⁰. Maintenir dans l'explication même la tension engendrée par la présence de l'inexplicable, voilà peut-être, en définitive, ce qu'on recherche en comptant non pas pour compter, mais pour raconter. La poursuite de ce résultat requiert que l'investigation, d'un bout à l'autre de son déroulement, soit vivifiée par un maximum de conscience réfléchie, ce qui veut dire que l'on refusera de faire fond — sinon de manière très accessoire — sur les techniques automatiques et dépersonnalisées de collecte et de traitement. Un tel choix replace le travail de recherche dans le mouvement de longue période qui anime et qui transforme le corps social tout entier. Bien avant Teilhard, ce mouvement a été décrit par un dramaturge allemand de génie, Heinrich von Kleist (1777-1811), dans un texte admirable où il est question de marionnettes et d'un ours escrimeur. Ce texte ayant la vertu majeure d'être bref, c'est lui que j'ai choisi de présenter ici.

¹⁹ Voir sur ce point D. McCLOSKEY, « The rhetoric of economics », *Journal of Economic Literature*, juin 1983, pp. 481-517, et B. CALDWELL et A.W. COATS, « The rhetoric of economics : a comment on McCloskey », *Journal of Economic Literature*, juin 1984, pp. 575-578.

²⁰ R. BARTHES, *La Voyageuse de nuit*, dans : F.R. de CHATEAUBRIAND, *La Vie de Rancé*, Paris, UGE, 10/18, 1965, p. 16.

L'essai « Sur le théâtre de marionnettes »

« Passant l'hiver 1801 à M..., écrit Kleist, j'y rencontrai un soir dans un jardin public le sieur C..., qui venait d'être engagé comme premier danseur à l'Opéra de cette ville, où il faisait un triomphe. »

Ce danseur passe des heures à observer les marionnettes qu'on montre au peuple sur la place du marché. Il explique au narrateur qu'on peut beaucoup apprendre des pantins, même s'il est impossible à l'homme d'égaliser la grâce inconsciente de leurs mouvements :

« Seul un dieu pourrait sur ce terrain se mesurer à la matière. C'est là le point où convergent les extrémités : le cercle est clos. »

Tout comme les marionnettes, dont les mouvements limités mais parfaits atteignent à une grâce et une harmonie nonpareilles, l'ours dressé par un seigneur lituanien, « non content d'esquiver toutes les bottes comme le meilleur escrimeur du monde, demeurait indifférent aux feintes, ce qu'aucun homme ne saurait faire. »

Ainsi, plus la réflexion consciente manque dans le monde organique ou social, plus y resplendit ce que Kleist appelle la grâce (*Grazie*). Cette grâce habite les corps totalement privés de conscience, mais à l'autre extrême, on la trouve aussi chez l'Être caractérisé par une conscience infinie.

« Donc, dis-je quelque peu interloqué, nous devrions de nouveau goûter à l'arbre de la connaissance pour retrouver l'innocence ? »

« Mais bien sûr ; c'est le dernier chapitre de l'histoire du monde. »

Ces deux répliques, sur lesquelles se conclut l'essai, montrent que cette fable traite de bien autre chose que d'esthétique ou de chorégraphie. Ce que Kleist fait entrevoir avec un art merveilleux de la litote, c'est le cheminement qui mène les sociétés humaines d'un état de spontanéité inconsciente vers une connaissance de plus en plus parfaite d'elles-mêmes. Des interdits religieux, nous l'avons vu, retardent aussi longtemps que possible une perte d'innocence et d'inconscience sociales qui comporte des risques symbolisés par la peste dont parle la Bible. Mais une incontrôlable fatalité pousse les hommes à organiser les transformations de leur vie commune d'une manière qui exige toujours plus de « détails », toujours plus de dénombrements, toujours plus de conscience. On voit alors s'exaspérer « cette furieuse manie de contrôle » dont parle André Breton dans la *Lettre aux voyantes*. Kleist essaye de nous convaincre qu'une fois engagés dans cette voie, il ne nous est plus possible de revenir en arrière :

« Depuis que nous avons goûté à l'arbre de la connaissance, le paradis est verrouillé... Nous sommes contraints de contourner le monde pour voir si, par derrière, quelque passage ne s'est pas à nouveau ouvert. »

La seule issue, c'est donc de pousser plus avant, vers l'état de conscience totale, à supposer qu'il soit accessible. L'expérience d'un Tchekhov permet de penser qu'on peut approcher, si peu que ce soit, de cet état idéal. Quoi qu'il en soit, on ne fait pas progresser la connaissance des sociétés pour faciliter les décisions des princes, mais pour retrouver l'état d'innocence, c'est-à-dire pour se passer des princes.

L'étonnant, c'est que Kleist, qui écrit les huit pages de son essai peu de temps avant de se suicider, semble être certain que l'issue sera heureuse. En quittant l'état d'inconscience, les sociétés perdent l'innocence, mais elles retrouveront un jour l'harmonie en accédant à la conscience totale, « dernier chapitre de l'histoire du monde ». Travaillons donc de toutes nos forces à l'amélioration des méthodes d'investigation, au mariage du quantitatif et du qualitatif, nous œuvrons dans le sens de l'histoire.

Avant d'arriver à la transparence parfaite, toutefois, la société traversera et traverse déjà des états intermédiaires qui risquent d'être fâcheux. On n'échappe pas à la peste mentionnée par le Livre de Samuel, et il convient d'y réfléchir.

Chateaubriand n'est pas qu'un poète en prose, ni l'apologiste démodé d'un christianisme sentimental. Il a aussi écrit un très grand livre politique, les *Mémoires d'outre-tombe*, qu'il termine par des considérations sur le « danger de l'expansion de la nature intelligente et de la nature matérielle ». Citons le passage le plus significatif :

« La trop grande disproportion des conditions et des fortunes a pu se supporter tant qu'elle a été cachée : mais aussitôt que cette disproportion a été généralement aperçue, le coup mortel a été porté. Recomposez, si vous le pouvez, les fictions aristocratiques ; essayez de persuader au pauvre, lorsqu'il saura lire et ne croira plus, lorsqu'il possédera la même instruction que vous, essayez de lui persuader qu'il doit se soumettre à toutes les privations tandis que son voisin possède mille fois le superflu : pour dernière ressource, il vous faudra le tuer. »²¹

Chateaubriand résoud la difficulté en affirmant que l'idée chrétienne est l'avenir du monde, non sans préciser, il est vrai, que « le christianisme, stable dans ses dogmes, est mobile dans ses lumières »²². Quelques décennies plus tard, Nietzsche niera dédaigneusement qu'en face de ces tempêtes menaçantes on puisse mettre sa confiance dans « des religions pâles et lasses, elles-mêmes dégénérées jusqu'aux racines, et devenues des religions savantes »²³. Dès lors, les perspectives ne peuvent être que très inquiétantes. Ce que Nietzsche appelle la « civilisation alexandrine », la nôtre, fondée sur « le plaisir socratique de connaître », et sur « l'illusion de pouvoir guérir par la connaissance la blessure éternelle de l'existence », dissimule selon lui un optimisme illimité mais injustifié :

« Que l'on ne s'effraie plus de voir mûrir les fruits de cet optimisme, de voir une société, pénétrée jusque dans ses couches inférieures par une telle culture, frémir peu à peu de velléités et de convoitises sensuelles, de voir la foi au bonheur terrestre de tous, la croyance à la possibilité d'une culture savante universelle se traduire peu à peu par la revendication menaçante d'un bonheur terrestre... Il faut bien s'en rendre compte, la civilisation alexandrine exige, pour durer, le maintien de l'esclavage, mais son optimisme l'entraîne à nier la nécessité de l'esclavage, et quand ses belles formules séduisantes et apaisantes, la dignité de l'homme, la dignité du travail, se sont usées, elle va peu à peu au-devant d'une épouvantable catastrophe. Rien de plus terrible qu'une classe servile et barbare qui en est venue à considérer son mode d'existence comme une injustice et qui se dispose à venger son droit non seulement pour son compte mais pour celui de toutes les générations... »

Est-ce ainsi qu'il faut imaginer les rapports Nord-Sud au cours du prochain siècle ?

Conclusion

Au début de son évolution, la société pressent le danger qu'elle court en entreprenant de se connaître elle-même, mais il ne s'agit encore que d'un simulacre de connaissance, reposant avant tout sur le dénombrement autoritaire. Les hommes vont jusqu'à s'interdire ces dénombrements, mais chacun sait que les interdits sont faits pour être violés, puis oubliés. Quelques esprits lucides voient bien, d'ailleurs, que le progrès vers une conscience généralisée est inéluctable. On n'a rien à perdre alors en affirmant que ce progrès mène vers un grandiose

²¹ F.R. de CHATEAUBRIAND, *Mémoires d'outre-tombe*, Paris, Le Livre de Poche, 1951, livre 44, chap. 3.

²² *ibid.*, livre 44, chap. 7.

²³ F. NIETZSCHE, *Naissance de la tragédie*, Paris, Gallimard, 1970, chap. 18.

dépassement de tous les désordres et de tous les conflits. Mieux vaut croire cela qu'attendre le chaos. Il est aisé de prévoir cependant que l'injustice deviendra visible, et insupportable, plus vite qu'il ne peut y être porté remède. D'où les dangers décrits par des écrivains aussi différents que Chateaubriand et Nietzsche. Le premier conclut à l'inévitable redécouverte du christianisme, le second prédit qu'après avoir traversé l'océan du savoir, l'homme moderne retrouvera la terre ferme de l'action, pour entrer enfin dans une « culture tragique » débarrassée de tout optimisme. Lequel des deux a raison, je n'en sais rien. Ce que je sais, c'est qu'on peut choisir de croire que tout ce qui peut aider la société à se connaître elle-même (à parvenir au « social réfléchi » de Teilhard) permet non seulement d'accéder ou de revenir à un état préférable (la grâce naturelle de Kleist), mais encore de franchir au plus vite les turbulences qui précèdent cet état. Ce choix fait, il paraît clair que l'accès au social réfléchi ne saurait résulter d'une connaissance partielle ou mutilée, de type quantitatif seulement ou qualitatif seulement. Il faudra bien réussir à marier ces deux formes d'approche, comme Tchekhov a su le faire, individuellement, et avec les moyens de son époque. Que l'inflation actuelle du quantitatif ait rendu peut-être la tâche plus difficile qu'à l'époque de Tchekhov, cela n'est qu'une péripétie. Péripétie aussi, sans doute, que la vogue présente des techniques d'investigation automatique. La révolution industrielle déjà s'était accompagnée d'une embarquée vers l'automatisme du marché généralisé, mais très vite des dispositifs conscients et volontaires de contrôle social avaient dû se mettre en place pour éviter la dislocation²⁴. N'assiste-t-on pas à un phénomène du même ordre en matière de télédétection ou d'analyse factorielle ? En aucun cas ces techniques ne permettent d'économiser l'attention consciente de spécialistes très avertis. Elles exigent au contraire un surcroît considérable de compétence et de vigilance, faute de quoi elles se révèlent stériles ou trompeuses. Jusqu'à nouvel ordre, le schéma tracé par Kleist n'est pas infirmé, et les progrès de la technique moderne ne transforment pas les chercheurs, loin de là, en marionnettes inconscientes. Peut-être le choix du sujet auquel la Chaire Quetelet a voulu réfléchir cette année est-il un signe que nous avons laissé derrière nous les tentations régressives et simplificatrices pour reprendre le lent cheminement vers la conscience sociale généralisée.

BIBLIOGRAPHIE

Méthodologie des sciences sociales

CALDWELL, B. et A.W. COATS, « The rhetoric of economics : a comment on McCloskey », *Journal of Economic Literature*, juin 1984, p. 575-578.

COUTY, Ph., « Peut-on perfectionner les théories du développement ? », *Cahiers ORSTOM*, série « Sciences humaines », vol. XII, n° 3, 1975, p. 213-220.

COUTY, Ph., « Des éléments aux systèmes. Réflexions sur les procédés de généralisation dans les enquêtes de niveau de vie en Afrique », *Note AMIRA*, n° 28, Paris, INSEE-Coopération, multigr., 1979, 43 p.

COUTY, Ph., « Le Temps, l'Histoire et le Planificateur », *Cahiers ORSTOM*, série « Sciences humaines », vol. XVIII, n° 2, 1981-82, p. 261-266.

COUTY, Ph., « Les dominations en science économique », *Bulletin de liaison du Département « Conditions d'un Développement Indépendant » ORSTOM*, n° 1, décembre 1983, p. 21-27.

²⁴ K. POLANYI, *La Grande Transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps*, Paris, Gallimard, 1983, chap. 6.

- COUTY, Ph., « La Vérité doit être construite », *Cahiers ORSTOM*, série « Sciences humaines », vol. XX, n° 1, 1984, p. 5-15.
- COUTY, Ph., « Qui a peur des dominations scientifiques ? », dans : *Pratiques et politiques scientifiques* (Actes du Forum des 6-7 février 1984), Paris, ORSTOM, 1984, p. 165-169.
- DELALEU, D., J.P. JACOB et F. SABELLI, *Éléments d'enquête anthropologique*, Université de Neuchâtel, Institut d'Ethnologie, 1983.
- DESROSIÈRES, A., « À propos du livre de Michel Volle : *Le Métier de statisticien* », *Courrier des Statistiques*, n° 22, avril 1982, p. 59-60.
- DESROSIÈRES, A. et L. THÉVENOT, « Les mots et les chiffres : les nomenclatures socio-professionnelles », *Économie et Statistique*, n° 110, avril 1979, p. 49-65.
- DESROSIÈRES, A., A GOY et L. THÉVENOT, « L'identité sociale dans le travail statistique. La nouvelle nomenclature des professions et catégories socio-professionnelles », *Économie et Statistique*, n° 152, février 1983, p. 55-81.
- HERAN, F., « L'assise statistique de la sociologie », *Économie et Statistique*, n° 168, juillet-août 1984, p. 23-35.
- HERPIN, N., « Statistique et enquête ethnographique », *Courrier des Statistiques*, n° 21, janvier 1982, p. 60-63.
- LEMEL, Y., « Le sociologue des pratiques du quotidien entre l'approche ethnographique et l'enquête statistique », *Économie et Statistique*, n° 168, juillet-août 1984, p. 5-11.
- MCCLOSKEY, D., « The rhetoric of economics », *Journal of Economic Literature*, juin 1983, p. 481-517.
- SINGLY, F. de, « Les bons usages de la statistique dans la recherche sociologique », *Économie et Statistique*, n° 168, juillet-août 1984, p. 13-21.
- VOLLE, M., *Le Métier de statisticien*, Paris, Hachette, 1980.

Histoire, littérature, philosophie

- La Sainte Bible, traduite en français sous la direction de l'École Biblique de Jérusalem, Paris, Ed. du Cerf, 1956.
- BEDOUIN, J.L., *André Breton*, Paris, P. Seghers, 1960.
- BORGES, J.L., *L'Auteur et autres textes*, Paris, Gallimard, 1982.
- BOURBON-BUSSET, J. de, *Bien plus qu'aux premiers jours*, Paris, Gallimard, 1985.
- CHATEAUBRIAND, F.R. de, *Mémoires d'outre-tombe*, Paris, Le Livre de Poche, 1951.
- CHATEAUBRIAND, F.R. de, *La Vie de Rancé*, précédé de *La Voyageuse de nuit*, par R. Barthes, Paris, UGE, 10/18, 1965.
- KLEIST, H. von, *Du théâtre de marionnettes*, trad. J. Doucelin, *Le Monde* du 24 mars 1972.
- LAFFITTE, S., *Tchekhov*, Paris, Seuil, 1955.
- LEIRIS, M., *L'Afrique fantôme*, Paris, Gallimard, 5^e éd, 1951.
- MANN, Th., *Le Docteur Faustus*, Paris, Albin Michel, 1950.
- MARCHAL, J.Y., *Chronique d'un Cercle de l'AOF. Ouahigouya, Haute-Volta, 1908-1941*, Paris, ORSTOM, 1980.
- MARTY, A., *Crise rurale en milieu nord-sabélien et recherche coopérative*, Thèse de Doctorat d'État en Sociologie du Développement, Université F. Rabelais, 2 vol. multigr., 1985.
- NIETZSCHE, F., *Naissance de la tragédie*, Paris, Gallimard, coll. « Idées », 1970.
- POLANYI, K., *La Grande Transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps*, Paris, Gallimard, 1983.
- SAINT-SIMON, L. de, *Mémoires*, Paris, NRF, Bibliothèque de la Pléiade, 1950.
- TCHEKHOV, A., *L'Île de Sakhaline (notes de voyage)*, traduit par L. Denis, Paris, Éditeurs Français Réunis, 1971.
- TEILHARD DE CHARDIN, P., *Le Phénomène humain*, Paris, Seuil, 1955.
- TOLSTOÏ, L., *La Sonate à Kreutzer, suivi de La Mort d'Ivan Illitch*, Paris, Le Livre de Poche, 1958.

LA VÉRITÉ DOIT ÊTRE CONSTRUITE

*« Que la vérité soit un orage ...
On ne peut traiter la vérité comme
un chien, malheur à qui la siffle ».*

Elias CANETTI,
La Province de l'Homme
Cahiers 1942-1972, p. 22

Introduction

Le problème des voies, des moyens et des limites de la généralisation, tant statistique que non statistique, semble bien être un problème de fond, auquel ramènent inmanquablement la plupart des questions relatives à la construction d'un système composite d'investigations.

Pour tenter d'éclairer ce problème central, je voudrais partir de la distinction que le langage courant persiste à faire entre recherche qualitative et recherche quantitative. Distinction peu fondée, mais dont l'examen pourrait aider à mettre en lumière des pratiques relevant éventuellement de champs d'intelligibilité distincts. L'identification, puis la caractérisation de ces champs d'intelligibilité devrait permettre de mieux comprendre et de mieux formuler les principes de généralisation propres à chacun d'eux. Alors, sans doute, sera-t-on mieux armé pour envisager des procédures véritablement œcuméniques de recherche, associant au sein d'un authentique *système* d'investigations les diverses techniques dont nous disposons aujourd'hui. Tâche ambitieuse, peut-être présomptueuse, qui ne vise à rien de moins qu'à essayer de reconnaître les contours, sinon le contenu, d'une science sociale peu à peu construite à partir des pratiques.

Qualitatif et quantitatif

Manière d'être, source des impressions sensibles, la qualité constitue une donnée, dont la continuité ou la répétition donnent lieu à détermination quantitative, dénombrement¹. Se réclamer de l'ethnie serer ou guiziga, c'est faire état d'une qualité² à partir de laquelle on peut effectuer des comptages à un moment

¹ LALANDE (A.), *Vocabulaire technique et critique de la philosophie*. Paris, 1976, PUF, 12^e édition, 1323 p., p. 864.

² C'est bien le mot « qualité » que Pontié retient comme équivalent du terme vernaculaire employé par les Guiziga pour désigner l'ethnie. PONTIÉ (G.), *Les Guiziga du Cameroun Septentrional. Mém., O.R.S.T.O.M.*, n° 65, Paris, 1973, O.R.S.T.O.M., 255 p., p. 66.

et dans un espace donnés. Ainsi se dessine une première façon de distinguer qualité et quantité, recherche qualitative et recherche quantitative.

Mais la qualité inhérente au sujet — le fait de se sentir et de se dire Guiziga ou Serer, de même que le fait d'être jeune ou âgé — se distingue aussi de la relation, en tant que celle-ci est extérieure à la nature du sujet. Exemple de relations : l'entretien de rapports d'échange, ou de dépendance, ou de communication, avec d'autres groupes ethniques, avec une société d'intervention, avec l'État, avec un sociologue ou un statisticien.

Mettant provisoirement en réserve cette deuxième distinction entre qualité et relation, examinons de plus près l'opposition entre qualité et quantité. Deux voies s'ouvrent pour cet examen. La première permet de montrer qu'une telle distinction est superficielle et peu fondée. La seconde voie, moins banale, conduit à chercher si le fragile clivage entre qualité et quantité n'en masque pas d'autres moins apparents mais plus significatifs.

La première voie ne nous retiendra pas longtemps. Le Petit Robert, citant Claude Bernard, rappelle que l'étude qualitative des phénomènes précède nécessairement leur étude quantitative. C'est vrai dans les sciences de la nature, même si, à l'analyse, toute qualité physique se résoud en un très grand nombre de mouvements élémentaires dénombrables — ce qui permet de dire peut-être que la qualité n'est qu'une apparence. C'est vrai en sciences sociales, où la qualité fournit évidemment la donnée, l'objet de la quantification. Le plus élémentaire des tableaux de contingence est bordé par deux marges énonçant des statuts administratifs (Ivoirien/Voltaïque) ou des façons de se comporter (planteur/manœuvre) et ce sont bien ces marges qualitatives qui donnent un sens aux chiffres ou aux pourcentages placés à l'intersection des lignes et des colonnes. Ôtez les marges du tableau, il devient incompréhensible. Effacez seulement les chiffres, il reste une hypothèse de liaison entre classes de données, un modèle³. Aussi Lalande est-il en droit de remarquer que « la qualité est une catégorie plus fondamentale que la quantité »⁴. La conclusion, triviale, c'est que perception des qualités et dénombrement des quantités forment deux composantes d'une seule et même démarche ; et qu'à proprement parler la distinction entre recherche qualitative et recherche quantitative mène dans une impasse.

Pourtant la langue courante fait cette distinction. Revenons donc à la langue courante, qui, d'une certaine manière, a toujours raison.

Dans un document datant des premiers temps du Groupe AMIRA, G. Winter écrit : « De la monographie, il faudrait récuser le caractère trop souvent qualitatif, et surtout son souci de montrer ce qui est distinctif plutôt que ce qui est représentatif et extrapolable »⁵. L'adjectif *qualitatif* semble ici suggérer deux choses :

— La monographie ne mesurerait pas, ou pas assez, ce qui est mesurable. Elle se contenterait de constatations peu précises, ou peu extrapolables, dans des domaines où l'on peut être quantitativement rigoureux : rendements agricoles, temps de travaux, flux monétaires, ...

³ « L'assimilation fréquente de la « donnée » à un nombre demande une mise au point très nette : les données ne sont jamais des nombres, même s'il s'agit de données numériques. Pour s'en convaincre, il suffit de lire un tableau statistique en occultant son titre et les intitulés des lignes et des colonnes : on n'obtient qu'un ensemble de nombres sans signification ». DE LOS SANTOS (A.), 1983. — Pour un approfondissement théorique de la notion d'information économique et sociale. STATECO (INSEE-COOPÉRATION), n° 33, p. 92-112, p. 96.

⁴ LALANDE, *op. cit.*, note de la page 864.

⁵ WINTER (G.), Le point de vue d'un planificateur sur l'amélioration des méthodes d'investigation en milieu rural africain. Note AMIRA, n° 2, Paris, 1975, 24 p. *multig.*, p. 10.

— La monographie aurait tendance à privilégier des faits qui, par nature, ne peuvent se traduire en termes quantitatifs ni même donner lieu aux formulations précises que retrouverait nécessairement tout observateur de bonne foi, opérant au même endroit, dans des conditions analogues, etc. Exemples de ces faits : les mythes d'origine, les points de vue d'un groupe sur lui-même et sur les groupes voisins, les relations avec le surnaturel, etc.

Dans les deux cas, le mot « qualitatif » n'a rien de péjoratif. Il ne veut pas dire « insuffisant » ou « imparfait », mais simplement inadapté aux exigences de l'administration ou de la planification économiques.

Un texte plus récent⁶, également produit par le Groupe AMIRA, permet de préciser cette analyse :

« Dans le cas du Sine-Saloum (Sénégal), une étude multicritère sur un fort échantillon avait montré l'intérêt d'une typologie reposant sur le croisement de deux critères : la superficie et la superficie par actif faisant apparaître au niveau des rendements et des revenus des résultats très différents qui pourraient s'interpréter en terme de logique culture intensive/culture extensive.

Une analyse purement qualitative (par l'observation, l'histoire, la discussion avec l'encadrement et les anciens), aurait pu arriver plus rapidement au même résultat, en y ajoutant un critère supplémentaire : le niveau d'équipement. Soucieuse de repérer les relations de causalité, cette analyse aurait mis de plus en évidence à quelles logiques différentes correspondaient ces divers résultats.

Certes, l'analyse qualitative comporte des risques d'erreurs (oubli d'un ou de deux types, fausse distinction entre deux types qui ont en fait la même logique) mais ces erreurs sont facilement corrigées l'année suivante, après une analyse fine d'un nombre limite d'exploitations.

Il faut voir cependant qu'une analyse multicritère sur un large échantillon en comprend tout autant (manque de fiabilité des données de base, non apparition de critères pertinents, ...) sous une apparence de scientificité mais est plus coûteuse et demande beaucoup plus de temps. »

Le mot « qualitatif » veut dire ici que l'on procède avec une relative rapidité, en évitant les mesures minutieuses et répétitives, en recourant à des entretiens ouverts et à l'observation directe (anthropologie visuelle, étude du paysage). L'investigation est menée par des esprits non prévenus, non partisans *a priori* d'hypothèses ou de procédures trop nettement formulées, en somme *prêts à tout*, y compris à identifier des « logiques », des « relations de causalité » improbables...

De ces textes, et d'autres du même genre qu'il serait fastidieux de citer, on tire l'impression qu'il existe dans l'esprit du temps non pas *une* distinction claire entre recherche qualitative et recherche quantitative mais bien plutôt un système de différences opposant deux constellations de pratiques réelles ou supposées, avec leurs avantages et leurs inconvénients (voir tableau ci-joint). Chacune de ces constellations constitue un ensemble ambigu, parfois contradictoire, de comportements, d'images et de symboles. On soupçonne que la connotation qualitative ou quantitative pourrait n'être guère justifiée objectivement, mais servir de signe de reconnaissance et de drapeau. Derrière ces bruits et ces attitudes, se profilent des groupes ou des individus soucieux de consolider leur image en ébranlant peut-être celle de rivaux réels ou potentiels⁷. Ici pourrait commencer tout un

⁶ DUFUMIER (M.) et GENTIL (D.), *Le suivi-évaluation dans les projets de développement rural. Orientations méthodologiques*. Paris, 1984, 174 p. *multigr.* Brochure AMIRA n° 44, p. 55-56.

⁷ Tout classement n'est-il pas « le lieu où s'affrontent les acteurs sociaux intéressés par ces classements ? » DESROSIÈRES (A.) et THÉVENOT (L.), 1979. — *Les mots et les chiffres : les nomenclatures socio-professionnelles. Économie et Statistique*, 1979, n° 110, p. 49-65, p. 52.

CONSTELLATION QUALITATIVE	CONSTELLATION QUANTITATIVE
<ul style="list-style-type: none"> - Contact direct avec le sensible, perception nuancée, capacité de découverte - Aptitude à sentir l'imprévu, l'immatériel. - Facilités de réorientation des investigations. - Rapidité (éventuelle, en fait fondée sur une longue expérience antérieure). - Confusion fréquente des tâches de conception, exécution et traitement : maîtrise égale de l'ensemble du processus d'investigation. - Esprit de finesse ? - Petits échantillons raisonnés, questionnaires ouverts. - Observation-participation, recours à un éventail large de techniques, possibilité de transformer les termes de référence initiaux. - Élaboration artisanale, de type souvent littéraire. - Délais prolongés (présence sur le terrain, exploitation des matériaux). - Manque de précision, approche subjective et individualisée, non-répétitivité, voire non-scientificité ? Difficulté de généralisation. - Faible coût (?), mais difficulté à entrer dans les cadres prévus par l'administration de la recherche, les organismes de financement, etc. 	<ul style="list-style-type: none"> - Accent mis sur les dénombrements « objectifs », les sondages aléatoires rigoureux, les procédures contrôlables, les traitements impersonnels, les généralisations vérifiables - Facilité des rapports avec les organismes de financement et l'administration de la recherche. - Bonne image de marque auprès du public (et des contribuables ?) : scientificité, technicité, ésotérisme rassurant. - Canevas précis, échéances datées. - Esprit de géométrie ? - Échantillons importants (représentativité statistique). - Temps sur le terrain court, mais longue préparation et très longue exploitation. - Élaboration de type industriel. - Mimétisme par rapport aux sciences physiques. - Tendance à l'autonomisation des champs d'intelligibilité et des procédures de traitement. - Manque de souplesse, difficultés de réorientation rapide. - Lourdeur, coûts élevés. - Séparation des tâches de conception, exécution, traitement.

discours sociologique : postures, revendications, hostilité, distance, alliances, en seraient les maîtres mots⁸. Contentons-nous de débayer le terrain en signalant quelques faiblesses manifestes du système de différences résumé dans le tableau ci-joint ; nous serons ainsi mieux en mesure de retrouver, s'il(s) existe(nt) le ou les clivage(s) épistémologique(s) exprimés par ce système de différences.

On pourrait faire observer, tout d'abord, que nous avons bien affaire à un système de différences, chaque moitié du tableau renvoyant à l'autre et n'existant que par l'autre. D'où une tendance à schématiser et à exagérer les oppositions. En réalité, les ambiguïtés pullulent.

Exemples types de travaux à forte composante qualitative, la monographie de village et la monographie régionale fourmillent de comptages, de recensements, de mesures et d'estimations. Le principe même d'une étude de terroir n'est-il pas d'établir, à partir de données relatives aux parcelles cultivées et aux unités d'habitation (données chiffrées, pour la plus grande part), une série de proportions révélant une structure ou une suite chronologique de structures, d'où l'on déduit la configuration du système de production ? Ce système de production, ce type idéal, une fois *construit* mentalement, il reste à délimiter l'aire plus ou moins étendue — mais englobant toujours le terroir étudié — sur laquelle il fonctionne. À l'évidence, la technique statistique semble appropriée pour effectuer cette délimitation, qui se confondra nécessairement avec l'étude de certaines distributions. Cela revient à dire que la monographie, fructueux préalable de l'enquête statistique, servirait au repérage des objets à dénombrer, à la définition des critères de stratification, à l'analyse des mécanismes à vérifier. Voilà déjà de quoi miner à la base l'opposition factice entre investigations qualitatives et quantitatives.

L'esprit de finesse, la capacité d'improviser et d'adapter, l'aptitude à traiter la nuance, sont tout aussi nécessaires au statisticien qu'au chercheur « qualitatif ». Plus, peut-être, car s'il effectue ce qu'on appelle une enquête *lourde*, le statisticien doit manier des équipes importantes alors que le chercheur isolé se contente le plus souvent d'un interprète. Or on sait bien que « le gouvernant, a quelque degré qu'il soit gouvernant, a pour métier de persuader, d'amuser, de détourner, d'effrayer, ... ; et comme la matière est ici capricieuse, un jour grondant et résistant, le lendemain chantant, ainsi se développe l'esprit de finesse »⁹. Il arrive, inversement, que des sociologues non quantitatifs fassent preuve d'esprit de géométrie sous sa forme la plus insupportable, à en juger par la langue dans laquelle ils écrivent. C. Wright Mills l'a démontré, naguère, en « traduisant » sarcastiquement quelques pesants passages de Talcott Parsons¹⁰.

Enfin, le fait de manier beaucoup de chiffres ne situe nullement les chercheurs « quantitatifs », en tant que tels, du côté de la précision. De même, l'intérêt de l'anthropologue ou du sociologue pour le registre qualitatif ne les condamne en aucune façon au flou et à l'approximatif. Ce qui paraît décisif, dans les enquêtes statistiques, c'est l'adéquation des catégories et des unités adoptées aux phénomènes que l'on souhaite reconnaître et mesurer. Cette adéquation difficile requiert une inventivité qui ne diffère pas essentiellement de celle dont l'anthropologue a besoin pour exprimer, avec des mots précis et des concepts non déformants, les fluides modalités d'un rapport social ou d'une idéologie.

⁸ WAAST (R.), Introduction à une discussion à propos du livre « La distinction, critique sociale du jugement » de P. Bourdieu. Note *AMIRA*, 1981, n° 34, Paris, 23 p. *multigr.*

⁹ ALAIN, *Mars ou la guerre jugée*. Paris, 1969, NRF, Gallimard, Coll. Idées, 309 p., p. 171.

¹⁰ « One could translate the 555 pages of *The Social System* into about 150 pages of straightforward English. The result would not be very impressive... ». WRIGHT MILLS (C.), *The Sociological Imagination*. Penguin Books, 1975, Harmondsworth, 256 p., p. 33-40.

On pourrait longuement poursuivre. Mieux vaut en venir à ce qu'on sent affleurer dans le système de différences étudié, et qu'il faut enfin tenter de mettre au jour.

Singulier et régulier

L'hypothèse défendue dans la suite de ce texte, c'est que le clivage superficiel entre recherches qualitatives et recherches quantitatives trahit, en la déformant, une distinction entre deux directions prises par l'effort d'appréhension du réel. De cette divergence fondamentale naissent deux champs d'intelligibilité distincts, dans lesquels des principes de généralisation différents sont à l'œuvre. Construire un véritable *système* d'investigations, c'est associer et combiner ces champs d'intelligibilité, ces principes de généralisation.

Pour essayer d'éclairer ces trois points : orientations de recherche, champs d'intelligibilité, principes de généralisation, il nous faut revenir à l'opposition entre qualité et relation, que nous avons notée au début de ce texte pour la mettre provisoirement en réserve. C'est bien, en effet, à ce rapport entre singulier et régulier, entre perception des qualités inhérentes aux sujets et repérage (ou mesure) des relations unissant les sujets, que renvoie la distinction malencontreuse entre qualité et quantité. Et c'est bien à ce rapport du singulier avec le régulier qu'il faut réfléchir quand on souhaite combiner les approches statistique et non statistique au sein d'un système cohérent d'investigations.

Deux orientations et deux niveaux d'ambition pour l'effort de saisie du réel ?

On peut présenter ces deux orientations et ces deux niveaux soit dans la perspective générale de l'histoire des sciences, soit dans une perspective plus strictement socio-économique.

La première présentation ne sera faite que pour mémoire, en empruntant à l'écrivain autrichien R. Musil un passage de son roman *L'homme sans qualités* :

• Ce serait au cours du XVI^e siècle que l'homme, renonçant à violer les secrets de la nature comme il l'avait tenté jusqu'alors pendant vingt siècles de spéculation religieuse et philosophique, se contenta d'une façon que l'on ne peut qualifier que de superficielle d'en explorer la surface. Le grand Galilée, par exemple, renonçant à savoir pour quelle raison intrinsèque la Nature avait horreur du vide au point qu'elle obligeait un corps en mouvement de chute à traverser et remplir espace après espace jusqu'à ce qu'il atteignît enfin le sol, se contenta d'une constatation plus banale : il établit simplement à quelle vitesse ce corps tombe, quelle trajectoire il remplit, quel temps il emploie pour la remplir et quelle accélération il subit ¹¹.

Cette réduction d'ambition, ce renoncement, auraient eu pour conséquence une efficacité pratique accrue. En acceptant de rester extérieur à l'intimité ou à l'essence des choses, on avancerait dans la compréhension des relations qui les unissent et dans la possibilité de les modifier ou d'en tirer parti.

Dans une perspective plus strictement socio-économique, on peut montrer que l'ensemble des liaisons économétriques s'ajoute aux cohérences de la comptabilité nationale « pour former une architecture dont les piliers sont des variables et des agents définis moins par la cohérence de leurs comportements et

¹¹ MUSIL (R.), *L'homme sans qualités*. Paris, 1969, Le Livre de Poche, 3 vol., 2^e partie, chapitre 72.

leurs différences internes et mutuelles que par la régularité des flux, monétaires ou humains, qui les relie¹².

Le cheminement est comparable à celui que suggérait Musil. On cesse de s'intéresser, ou on s'intéresse moins, à la nature interne et singulière des groupes d'agents, mais on scrute et on mesure les flux réguliers qui relient ces groupes. En fin de compte, ce sont peut-être les flux qui finissent par désigner et délimiter les groupes, de manière évidemment tout extérieure.

Ouvrons une parenthèse pour faire deux remarques :

— En premier lieu, tout ce qui vient d'être dit rappelle quelques phrases d'Alfred Marshall dans son célèbre chapitre intitulé « The substance of economics » : « An opening is made for the methods and tests of science as soon as the force of a person's motives, *not the motives themselves*, can be approximately measured by the sum of money, which he will just give up in order to secure a desired satisfaction ; or again by the sum which is just required to induce him to undergo a certain fatigue »¹³. Même assimilation entre scientificité et extériorité.

— En second lieu, on peut se demander pourquoi la régularité des flux est si précisée, « pourquoi des faits avérés, quand ils se révèlent constants, sont-ils censés rendre l'univers signifiant, c'est-à-dire intelligible, et donc le faire parler ? »¹⁴. Question dérangement, à laquelle Marx a répondu dès 1845 : « Les philosophes n'ont fait qu'interpréter le monde de différentes manières ; ce qui importe, c'est de le transformer »¹⁵. Ou encore : « Les efforts de l'homme pour se démontrer que ce qui est ne peut être autrement le conduisent à la puissance de modifier cela même. Plus il reconnaît et reconstruit cette nécessité, plus il découvre les moyens de la tourner à son avantage »¹⁶. Qui dit régularité dit nécessité, et de la nécessité bien comprise et bien mesurée surgirait paradoxalement la maîtrise.

Déjà, le paysage confus de notre tableau se réorganise. D'un côté, des investigations tournées vers la singularité contingente, les événements historiques, les intrigues. De l'autre, le repérage et la mesure des relations unissant des sortes de « boîtes noires » cybernétiques. Plus fondamentalement encore : d'un côté le réel, tout ruisselant d'un hasard qui « jamais n'entre par la porte de la logique » ; et de l'autre la logique, qui ne peut penser le réel car cela reviendrait pour elle à « absorber quelque chose d'inassimilable »¹⁷.

L'irréductible hétérogénéité de ces deux orientations, de ces deux projets, ressortira mieux grâce à quelques exemples.

Quand on a tout dit sur la logique des enchaînements qui mènent d'un mode de production à un autre, ou qui articulent les divers modes de production entre eux, il faut encore se transporter à l'intérieur de l'objet d'étude « pour coïncider avec ce qu'il a d'unique et par conséquent d'inexprimable »¹⁸. Sans doute faut-il même commencer par là. L'unique et le singulier, dans le processus d'accumulation de capital observé au XIX^e siècle en Grande-Bretagne, c'est par exemple le

¹² DESROSIÈRES (A.), *Réflexions sur la portée sociologique des diverses phases du travail statistique*. Société Française de Sociologie — INSEE, Journée d'étude « Sociologie et Statistique », 15 octobre 1982, Paris, 22 p. *multigr.*, p. 16.

¹³ MARSHALL (A.), *Principles of Economics*. Londres, 1956, Macmillan & Co, 731 p., p. 13.

¹⁴ DE DIEGUEZ (M.), *Croire et Savoir*. in : Douze Leçons de Philosophie, Paris, 1982, *Supplément aux dossiers et documents du Monde*, p. 27.

¹⁵ Onzième thèse sur FEUERBACH.

¹⁶ VALÉRY (P.), *Tel quel*. Paris, 1971, NRF, Gallimard, Coll. Idées, 2 vol., vol. 1, p. 115.

¹⁷ KIERKEGAARD (S.), *Le concept de l'angoisse*. Paris, 1969, NRF, Gallimard, Coll. Idées, 186 p., p. 16.

¹⁸ C'est la définition que BERGSON donne de l'intuition.

méthodisme de Wesley, dont l'influence politique stabilisatrice et régressive empêche la révolution à partir de 1790 — non sans d'ailleurs, très dialectiquement, accroître peu à peu la capacité d'organisation des travailleurs anglais. C'est aussi la pomme de terre, dont la diffusion permet aux ouvriers britanniques de survivre avec des salaires de misère¹⁹. L'unique, au Sénégal de 1880 jusqu'à nos jours, c'est qu'un avatar du soufisme musulman se soit trouvé lié à la pénétration du capitalisme. Objectivement, la confrérie mouride a servi de véhicule à l'arachide, non sans qu'il soit interdit, là encore, de renverser le point de vue et de soutenir que l'arachide a facilité l'extension du mouridisme et de l'Islam Confrérique²⁰. Encore au Sénégal pendant la première moitié du XX^e siècle, l'unique et le singulier, c'est la consolidation — voulue et efficace — d'un système de production à trois termes (agriculture, élevage, *Acacia albida*) pratiqué par les groupes Serer²¹. Autant d'exemples du mariage entre le hasard et la logique, le singulier et le régulier, qui font bien sentir que le contingent n'est pas ici décoratif et superfétatoire, mais donnée première et ingrédient décisif.

Le volet de droite du tableau ne se trouve plus affecté, de façon naïve et triviale, au domaine du mesurable *stricto sensu*, mais à la prise en considération de relations stables entre entités opaques et closes. Comme on l'a rappelé plus haut à propos des monographies de terroirs, le repérage et éventuellement la mesure de ces relations passent par l'étude de proportions censées résumer la répartition et la distribution des entités considérées. Ce qui est recherché, c'est une image globale, accordant sa juste importance à chacun des éléments constitutifs d'un ensemble. Cette mise en situation, qui est aussi une mise en rapport, permet d'apprécier la cohésion plus ou moins stable de la structure, donc ses possibilités de déformation spontanée ou manipulée. On retrouve ici le paradoxe signalé par Paul Valéry : de la connaissance de la nécessité naît la possibilité d'une maîtrise qui défait la nécessité. Pourquoi donc ? Parce que s'il n'y a, très littéralement, qu'à *constater* le singulier contingent, par contre l'agencement d'une structure présente toujours des fissures et des décalages dont la volonté d'intervenir saura tirer parti. D'où l'intérêt de ces maquettes, artificielles mais globales, que sont la carte du géographe et la comptabilité nationale de l'économiste.

Deux champs d'intelligibilité ?

Nous cherchons ici à identifier les espaces de savoir, et à caractériser la production de sens qui s'y déploie. Produire du sens, c'est prolonger les faits ou les propositions constatés par une formule générale où ces faits et ces propositions se trouvent logiquement contenus²².

Peu de problèmes, semble-t-il, en ce qui concerne les régularités que met à jour un dénombrement (exhaustif ou par sondage), ou encore la considération des rapports manifestes dans une structure. Toute recherche économétrique repose sur l'hypothèse que certaines liaisons entre grandeurs définissent un espace de sens qui, si on sait l'exploiter, permet d'expliquer les faits constatés voire de modifier leur enchaînement.

¹⁹ THOMPSON (E. P.), *The Making of the English Working Class*. Penguin Books, 1968, Harmondsworth, 958 p., p. 45 et 348.

²⁰ AUBERTIN (C.) *et al.*, Histoire de développer... *Revue Tiers-Monde*, 1982, t. XXIII, n° 90, p. 297-344.

²¹ PÉLISSIER (P.), L'arbre dans les paysages agraires de l'Afrique noire. *Cah O.R.S.T.O.M., Sér. Sci. Hum.*, vol. XVII, 1980, n° 3-4, p. 131-136.

²² LALANDE, *op. cit.*, p. 158.

Des travaux comme ceux de l'IFPRI illustrent bien ce type de recherche²³. On tente de construire certaines grandeurs économiques, d'en comparer les variations, et l'on dit que cette comparaison fournit des enseignements utiles au planificateur. Pour que cela fût vrai, il faudrait que les grandeurs en question puissent être considérées comme des entités substantielles, reliées entre elles à peu près comme les roues dentées d'un engrenage. Or, ce n'est pas le cas. Derrière ces sommes *ex post* que sont les quantités globales, il y a des stratégies avouées ou occultes d'agents qu'il faut connaître. Si la dépense publique agricole sert à rémunérer une *Nomenklatura* d'ingénieurs et de vulgarisateurs incompetents, ou peu mobiles, ou détestés par les paysans et les éleveurs, alors n'espérez pas que l'accroissement de cette dépense publique entraîne une augmentation de la valeur ajoutée agricole. Et si les paysans s'estiment spoliés par une classe de propriétaires fonciers, ou ruinés par une politique de prix menée au bénéfice des villes, ne croyez pas qu'ils mettront en valeur des terres même copieusement irriguées par l'argent public...

Pour qu'une recherche de ce genre soit fondée scientifiquement, il faudrait et il suffirait qu'une liaison entre les variables choisies soit peu ou pas perturbée par des facteurs tels que le mode de recrutement dans la fonction publique, la compétence et la conscience professionnelle des ingénieurs agricoles, les motivations des paysans... Il serait alors légitime d'isoler la relation entre dépense publique et production agricole, de la mesurer et de l'analyser suivant un mode d'abstraction propre. Or, c'est justement cela qui est en question. Des travaux excellents ont montré que la question non seulement devait être posée, mais encore exigeait une réponse qui renouvelle complètement certaines approches macro-économiques dépassées. Je pense par exemple au texte très clair, et profondément subversif de l'économiste Paul Streeten, publié en 1976 dans un ouvrage intitulé *Development from below*. En voici un extrait :

« Il se peut que la notion même de fonction de production soit complètement fautive et qu'elle nous égare. Peut-être n'y a-t-il aucune relation systématique entre les *inputs*, qu'il s'agisse de terre fertilisée ou de paysans instruits. Il se peut que l'*output* dépende de variables construites et analysées par les anthropologues : relations entre groupes majoritaires et minoritaires, idéologies religieuses, systèmes de parenté, etc. Il se peut même qu'au delà d'un minimum décent, de fortes augmentations de l'*output* ne soient pas une composante cruciale du développement... Si tel est le cas, ce sont les anthropologues et les sociologues qui devront poser les questions décisives »²⁴.

L'économie des pêches telle qu'elle est pratiquée outre-atlantique nous offre un autre exemple d'un champ d'intelligibilité dominé par l'étude du régulier. « L'économie des pêches américaine, écrit C. Aubertin²⁵, colle à l'évolution actuelle de l'océanographie : forte modélisation, oubli des facteurs humains supposés pris en compte par la théorie marginaliste. On y retrouve les mêmes courbes qui régissent, en dynamique des populations, l'exploitation optimale des stocks en fonction de l'effort de pêche ; sous couvert de la théorie des rendements décroissants on retrouve l'hypothèse sous-jacente du comportement rationnel du consommateur dans un contexte de concurrence supposée parfaite...

²³ ELIAS (V. J.), *Government Expenditures in Latin America. Rapport de Recherches*, n°23, IFPRI (International Food Policy Research Institute), Washington, 1981, USA, 68 p.

²⁴ STREETEN (P.), *Why interdisciplinary studies ? in : Development from below. Anthropologists and development situations*. D. C. Pitt, ed., Paris et La Haye, 1976, Mouton, 277 p., p. 148-149.

²⁵ AUBERTIN (C.), *À propos des pêches industrielles au Sénégal (mission au CRODT)*, Paris, 1982, O.R.S.T.O.M., 40 p. *multigr.*, p. 31.

Par ailleurs, cette économie des pêches américaines raisonne beaucoup en termes d'« attitudes et mentalités », utilise l'analyse canonique pour établir une nomenclature des poissons, passe par l'analyse factorielle pour rechercher les critères les plus performants pour déterminer la fraîcheur du poisson et a recours aux calculs de corrélation pour reconnaître à une ethnie une « vocation » pour la pêche...

En utilisant largement les méthodes quantitatives et en fournissant des variables « économiques » directement utilisables pour les modèles, ces études suivent de très près la démarche des océanographes qui recherchent des facteurs explicatifs dans la corrélation entre différentes variables ».

L'émergence du champ d'intelligibilité identifiable dans les travaux économétriques ou statistiques donne lieu à deux remarques :

— En premier lieu, la pratique atteste une autonomisation de l'objet étudié ainsi que de l'instrument utilisé. Cette double autonomisation n'en fait qu'une, l'instrument imposant à l'objet une métamorphose destinée à le rendre plus maniable.

Il existe, écrit Desrosières, une « tendance, inscrite dans la logique même du travail statistique, à autonomiser l'instrument, à l'extraire de ses conditions de production, et à le manipuler comme s'il existait par lui-même, remplaçant ainsi la vie économique par un schéma de comptabilité nationale et un modèle économétrique, la reproduction sociale par un tableau de mobilité sociale, l'histoire par des séries chronologiques, le territoire par la carte »²⁶.

— En second lieu, le travail de traitement accède lui aussi à l'autonomie. On fait confiance à des procédures impersonnelles, mises en œuvre par des machines, et d'ailleurs en partie nées des possibilités ouvertes par les machines : analyse de données, traitement photographique ou numérique des images de télédétection... Cette tendance se répand jusque dans des milieux scientifiques très attachés au travail artisanal, confiants dans le flair individuel et le talent d'expression. Au cours d'une récente soutenance de thèse en Sorbonne, dans l'auguste salle Louis-Liard, un des membres du jury, géographe de renom, regrettait que le candidat n'eût point paru croire à la vertu de traitements automatiques du matériau cartographique, ni à la possibilité de parvenir ainsi à « l'objectivité absolue »...

Pour l'autre champ d'intelligibilité, celui que laisse pressentir la considération du singulier contingent, reconnaissons qu'il est difficile à cerner. Peut-être n'existe-t-il pas²⁷. Peut-être les chercheurs se contentent-ils de suivre la recommandation d'Empédocle : « Considère de toutes tes forces le côté manifeste de chaque chose... Pense chaque chose dans la mesure où elle est manifeste ». Peut-être, une fois réussie cette espèce *d'effraction*, ne reste-t-il qu'à recourir à toutes les ressources du langage pour essayer d'en raconter le résultat, qui est miracle et orage ?

Sans vouloir à tout prix dessiner une fausse fenêtre qui équilibrerait l'intelligibilité du régulier par celle du singulier, cherchons si un mode spécifique de généralisation ne permet pas à la connaissance de pure constatation de transcender ses limites.

²⁶ DESROSIÈRES, *op. cit.*, p. 2.

²⁷ VEYNE (P.), *Comment on écrit l'histoire*. Paris, 1979, Le Seuil, Coll. Points Histoire, 242 p.

Deux voies pour la généralisation ?

Il faut se garder du vent des mots, mais reconnaître aussi que la difficulté du sujet impose des manœuvres assez tortueuses pour le cerner.

Il existerait, nous dit-on, une vérité de l'origine, une vérité qui n'est pas encore vraie, qui ne se confond pas avec la vérité des faits, qui n'a même pas de garantie dans la conformité avec la ferme réalité extérieure²⁸. Je suis tenté de rapprocher cette vérité de l'origine de celle qu'élabore ou que dévoile l'induction immédiate. La condition préalable de *l'induction discursive ou amplifiante*, qui consiste à étendre aux termes d'une classe ce qui est vrai de plusieurs d'entre eux²⁹, c'est *l'induction immédiate*, qui n'a pas besoin de cas réitérés ou de propositions multiples pour se constituer. Cette catégorie d'induction saisit l'universel dans le particulier, dans la mesure où toute notion réfléchie, virtuellement réitérable à l'infini, implique un caractère d'universalité.

Cette induction immédiate n'est légitime et ne peut réussir que si l'attention la plus intense est accordée à ce qu'il y a de singulier, de *distinctif*, dans les manifestations de l'objet. Processus qui n'est pas sans rappeler d'autres modalités paradoxales du cheminement vers la connaissance. De même qu'un paroxysme d'attention pour le singulier peut mener vers le général, de même la subjectivité poussée à l'extrême retrouve, ou espère retrouver une objectivité plus objective que celle des preuves et des recoupements³⁰.

Nous serions alors amenés à distinguer :

— l'induction amplifiante née de l'observation du nombreux, et dont l'extrapolation statistique fondée sur le sondage aléatoire constitue une modalité particulièrement sûre ;

— l'induction immédiate, qui permet de construire à partir de cas singuliers des types idéaux résumant et ordonnant des perceptions séparées, voire contradictoires : positions d'un astre errant, vicissitudes d'un système de production agricole, transactions saisies le long d'un circuit commercial, événements rattachables à une intrigue.

Il faut reconnaître que le contenu apparemment hétérogène de ce que l'on vient d'appeler le « singulier » pose un problème. Qu'y a-t-il de commun, à première vue, entre une intrigue qui se déroule dans le temps et un système abstrait fonctionnant hors du temps ? La réponse est peut-être que dans les deux cas, c'est par une opération analogue *d'induction immédiate*, essentiellement différente de l'induction amplifiante, que les faits observés sont rendus intelligibles. Entre en effet dans la catégorie de l'induction immédiate la vision synthétique par laquelle on relie divers faits, attitudes, événements historiques pour les installer dans un enchaînement créateur de sens (direction, signification). Le sens ainsi conféré ordonne et oriente alors toute la séquence vers un point qui n'était pas connu des agents à l'époque, seulement souhaité ou pressenti peut-être, mais qui devient aujourd'hui dénouement, conclusion impérieuse transformant en intrigue tout ce qui l'a précédée. De même, ressortit à l'induction immédiate l'opération quasi-divinatrice de coordination par laquelle un observateur, comblant pour ainsi dire les vides de la réalité, rallie un chaos apparent de positions, de valeurs

²⁸ BLANCHOT (M.), *Le livre à venir*. Paris, 1971, NRF, Gallimard, Coll. Idées, 374 p., p. 70.

²⁹ LALANDE, *op. cit.*, p. 507.

³⁰ LEIRIS (M.), *L'Afrique fantôme*. Paris, 1951, NRF, Gallimard, 533 p., p. 213 (Projet de Préface). « C'est en poussant à l'extrême le particulier que bien souvent on touche au général ; en exhibant le coefficient personnel au grand jour qu'on permet le calcul de l'erreur ; en portant la subjectivité à son comble qu'on atteint l'objectivité ».

et d'états pour en faire un système a-temporel et hypothétique, mais dispensateur d'intelligibilité.

La justification la plus simple de l'induction immédiate provient peut-être de cette évidence : les formes d'organisation ne sont pas innombrables.

« Après tout, écrivait Taine, au siècle dernier, on voit assez vite les limites du cadre ou les civilisations, comme les cristaux, sont obligées de se renfermer »³¹. Ici apparaît le principe de moindre action exposé par Galilée puis Leibniz, la loi d'économie (*lex parsimoniae*) de Maupertuis, bref la tendance qu'aurait la « nature » à ne pas faire pulluler les formes d'organisation les unes à côté des autres dans une prolifération désordonnée. Économie dans l'espace : un système de parenté, un système de production, si tant est qu'ils existent, fonctionnent à l'identique ou peu s'en faut, sur toute l'étendue d'un certain espace social ou géographique. Économie dans le temps : il y a peu de chances que ce système de parenté ou de production fasse brutalement place à une configuration totalement nouvelle. Marshall en est persuadé lorsqu'il inscrit cette épigraphe sur la première page de ses *Principes d'économie* : *Natura non facit saltum*. Il est plus simple d'admettre la permanence et l'inertie que la variation.

Le lecteur jugera sans doute que des aphorismes empiriques, latins de surcroît, ne sauraient justifier une pratique de recherche. D'autres estimeront que si cette pratique existe — ce qui est peu douteux — il n'est pas vain d'en chercher le sens ni d'en mesurer la portée.

Si la réflexion qui précède ne s'est pas égarée, on en déduira que la monographie pose une fausse revendication lorsqu'elle se croit en mesure de légitimer un processus approximatif d'induction amplifiante. Tout ce qu'on peut lire sur les ordres de grandeur auxquels la recherche ponctuelle permettrait de parvenir par la connaissance approfondie d'un échantillon » sans valeur statistique semble foncièrement spécieux. Si quelqu'un peut faire état d'ordres de grandeur, c'est bien le statisticien quand il indique la probabilité affectant les résultats de ses mesures. Par contre, l'identification de propriétés entrant dans le fonctionnement d'un système (le rôle de *l'Acacia albida* dans le système de production serer), l'analyse d'une intrigue singulière (la dynamique mouridisme-arachide), tout cela échappe à l'approche statistique et se construit par induction immédiate.

Le bon sens suggère une combinaison des deux registres. La considération des propriétés singulières, l'identification de mécanismes censés régir toute une série d'éléments, ne permettent pas, en soi, de déterminer l'étendue de cette série. Le mécanisme joue-t-il partout avec la même pureté, à quel endroit ou à quel moment fait-il place à des mécanismes différents, voilà des questions auxquelles seule une analyse des distributions concrètes permet de répondre. Pour l'établissement de proportions, donc de relations à l'intérieur d'une image globale, une telle analyse, exhaustive ou sur échantillon, concrétisera les schémas de la connaissance monographique. Cette dernière gagnerait d'ailleurs, même lorsqu'elle reste strictement monographique, à utiliser plus largement la technique statistique. Dans tous les cas par exemple où elle ne s'appuie pas sur des dénombrements exhaustifs, comme cela arrive dans les études de terroir fondées sur un levé partiel du parcellaire. Dans tous les cas aussi où le raisonnement recourt à des *catégories* : parcelles inondables ou non, parcelles vouées à la culture permanente ou temporaire, parcelles cultivées par les membres de tel ou tel clan... Loin d'être nécessairement homogènes, ces catégories schématisent en fait des distributions de fréquence, et la pureté des proportions et des relations

³¹ TAINÉ (H.), *Histoire de la littérature anglaise*, Paris, 1863, Hachette, 4 vol, vol. I, p. XVIII.

dévoilées tient en partie à la perte d'information due à cette simplification. C'est précisément cette signification qu'une analyse *statistique* des distributions permet de critiquer à bon escient.

Je n'ometts pas de rappeler cependant, pour terminer sur ce point, que la pratique sait pallier aujourd'hui en partie la non-représentativité statistique de l'observation ponctuelle. Comme on l'a montré ailleurs, l'investigation peut être conduite à plusieurs échelles. L'étude ponctuelle des systèmes de production dans le cadre du terroir villageois se trouve alors située dans un plan de masse régional, peu précis mais exhaustif. Le problème du passage, de la liaison entre échantillon et population, semble ainsi évacué ou résorbé puisqu'un même regard saisit, ensemble et simultanément, le niveau global et le niveau ponctuel. L'aiguille des heures n'a pas la même précision que celles des minutes ou des secondes, mais toutes trois, ensemble, mues sur un même cadran par un même mécanisme, contribuent à dire l'heure qu'il est.

L'opposition que le langage courant ne cesse de faire entre qualitatif et quantitatif conduit à distinguer deux registres d'investigation. Celui du singulier d'abord, à partir duquel il semble bien qu'un processus spécifique d'*induction immédiate* permette d'identifier des modes d'organisation a-temporels, peut-être des mécanismes. À ce domaine du singulier, on est sans doute en droit de rattacher la mise à jour des intrigues historiques, inimaginables et parfaitement contingentes. Le second registre est celui du régulier. La généralisation y repose sur l'*induction amplifiante*, que la technique statistique et le recours au sondage aléatoire peuvent rendre particulièrement rigoureuse. L'idée qu'en sciences sociales toute investigation doit porter à la fois sur le singulier et sur le régulier, l'idée qu'une combinaison consciente et maîtrisée d'induction immédiate et d'induction amplifiante constitue la base même d'un système d'investigations, voilà au bout du compte vers quoi mène l'effort d'élucidation tenté dans cet article. Ni l'un ni l'autre des registres identifiés ne saurait se constituer en champ d'intelligibilité autonome. Ni celui du singulier, puisque s'y enfermer serait se résigner à manipuler des abstractions de poids égal, à jamais éloignées de tout support concret et de toute extension. Ni celui du régulier, où l'on ne saurait découvrir que des liaisons superficielles entre grandeurs fabriquées. L'éclair de la vérité n'est visible qu'à travers des constructions édifiées par tous les moyens et avec tous les matériaux disponibles.

LE CERCLE DES SCIENCES

Réflexions sur la recherche multidisciplinaire

*• Give me a condor's quill ! Give me Vesuvius' crater for an inkstand !
For in the mere act of penning my thoughts of this Leviathan, they
weary me, and make me faint with their outreaching comprehensiveness
of sweep, as if to include the whole circle of sciences... •*

H. MELVILLE, *Moby Dick* (chap. 104).

La note suivante, sans viser à relancer un échange de vues qui a trouvé sans doute son terme naturel, fait part de quelques observations de nature à éclairer une fois encore un sujet difficile¹.

Du côté des sciences de l'homme et de la société (SHS)

Entre les diverses SHS, les relations peuvent s'analyser sur deux plans au moins.

On peut d'abord prendre en compte la coexistence vécue, les rivalités et les alliances des écoles, des corporations, des groupes de pression, des systèmes de pouvoir, des filières de formation, des langages, des postures scientifiques ou prétendues telles. C'est une comédie aux cent actes divers, qui rend profondément divertissante mais parfois un peu agaçante la pratique de la recherche au quotidien. On identifie, en d'autres termes, une zone de rapports de force où tous les coups sont permis, où les malentendus volontaires et involontaires prolifèrent, où un écart toujours instructif est creusé à dessein entre ce que l'on fait et ce que l'on dit. Rien de bien nouveau pour quiconque possède un minimum de sensibilité sociologique, anthropologique ou politique. L'analyse de ces pratiques doit être conduite comme elle le serait dans le cas d'ethnies, de syndicats, de partis politiques, de confessions religieuses, de corps constitués, d'associations d'anciens combattants. Il faudra seulement prêter attention à certains modes de clivage ou de distinction que l'univers étudié affectionne tout particulièrement.

¹ Les discussions les plus notables sur ce thème ont eu lieu au Conseil scientifique de l'ORSTOM le 20 février 1991, au séminaire « Pratiques et Politiques scientifiques » du département SUD de l'ORSTOM le 12 mars 1991, lors d'une réunion de l'INRA-SAD (Systèmes agraires et développement) le 9 décembre 1991, à l'ENSAM de Montpellier le 13 février 1992 et enfin à l'IEDES (Paris) le 18 février 1992. Je remercie toutes les personnes qui, lors de ces rencontres ou à une autre occasion, ont bien voulu me faire part de leurs réflexions. Je remercie en particulier Ch. MULLON, qui m'a fait lire le livre de LATOUR (1991) et E. LANDAIS, dont les remarques m'ont incité à écrire ce texte.

L'un d'eux repose sur l'intensité avec laquelle on mime les comportements attribués aux sciences dites dures. Nombre d'économistes se jugent, à ce point de vue, plus « scientifiques » que les anthropologues, mais les anthropologues à leur tour ne dédaignent pas d'appeler « laboratoires » leurs lieux de travail. Il ne s'agit pas ici, on le voit, d'épistémologie fondamentale, mais de représentations et d'enjeux humains dont l'analyse et la maîtrise sont essentielles pour comprendre et influencer la marche de la recherche.

Quand au fond, justement, dont il faut bien oser parler, l'hypothèse d'une essentielle unité des SHS peut être défendue. La diversité des disciplines en question apparaît alors comme un artefact accidentel qui n'autorise nullement à leur donner à toutes un statut équivalent. Bien sûr, on comprend les raisons de circonstances qui, dans un rapport récent (Gemdev, 1991), ont conduit à affecter un chapitre de longueur équivalente à chacune des sciences censées traiter du développement, mais il n'en reste pas moins que cette plate et scrupuleuse succession de temps de parole égaux déçoit profondément le lecteur. Pourquoi ?

Parce que tout porte à croire qu'en matière de développement économique et social, les modes de connaissances synthétiques comme l'histoire et la sociologie (ou l'anthropologie) ne se situent pas au même niveau que la démographie ou l'économie. En vérité, le paysage ne devient intelligible que si l'on part d'une science mère, l'histoire, d'où surgit la sociologie par atténuation ou occultation de la diachronie et volonté de systématisation synchronique. Il est loisible, dans cette sociologie, d'isoler l'économie et la démographie, c'est-à-dire deux provinces où l'on s'occupe de phénomènes relativement quantifiables, peut-être modélisables, donc apparemment mieux objectivables². En marge de cette filière, les géographes défendent une adhérence au réel, une volonté de voir et de faire voir les choses telles qu'elles sont, c'est-à-dire déployées dans des espaces concrets. Mais tout cet univers est fondamentalement un, organiquement inséparable. Les tentatives pour promouvoir l'addition constructive de ces diverses façons de voir ou de ces divers cadrages ne visent en somme qu'à recoller les morceaux d'une cruche cassée. Mais la cruche doit être entière si l'on veut la remplir d'eau.

Granger (1988) aide à voir les choses d'un peu plus haut en proposant un raccourci séduisant. Les SHS, suggère-t-il, prennent toutes position à mi-chemin de deux pôles entre lesquels elles ne cessent d'osciller. D'un côté l'histoire, recueil au premier degré de contenus sans formes, de récits ; de l'autre les mathématiques, qui travaillent sur des formes sans contenus. Qui dit science dit tentative d'application des formes mathématiques à des contenus historiques.

En ce sens, il n'est pas faux de dire que les SHS, chacune à sa façon, sont toutes traversées par une tension réunissant les deux pôles identifiés par Granger. Le schéma rend compte de manière particulièrement heureuse de la situation propre à l'économie politique, dont les embardées vers l'abstraction (Ricardo, Walras) ou vers l'histoire (Heckscher, Braudel) prennent ainsi tout leur sens. Plus précisément encore, l'exemple des courbes d'indifférence de Pareto éclaire bien le propos. Le dispositif formel choisi par l'économiste et sociologue italien (dont la formation première était celle d'un ingénieur) est à ce point privé de contenu spécifique qu'on peut l'appliquer indifféremment à l'analyse du choix des consommateurs (comme le fait Pareto) ou à celle de la production agricole. Courbes d'iso-satisfaction dans un cas, d'iso-production dans l'autre, c'est toujours la même figuration. En économie rurale, la représentation adoptée permet de

² Historiquement, la sociologie est apparue en tant que science après l'économie politique, mais on reconstitue ici un processus logique et non pas chronologique.

construire, par un raisonnement logico-déductif d'une rigueur satisfaisante, toute la mécanique de la combinaison entre terre et travail, toutes les conséquences de l'intensification sur les rendements et la productivité. On notera que la formalisation retenue ne provient pas de l'observation empirique, n'est pas produite par le dévoilement de régularités cachées dans les données comme Vénus dans le marbre. Les courbes de Pareto préexistent à plusieurs contenus, et il se trouve que les propriétés des premières et les caractéristiques des seconds permettent un rapprochement où le paradigme scientifique prend corps.

Une instabilité congénitale traverse et anime donc le système de figures emboîtées dont il a été question plus haut : la sociologie dans l'histoire, l'économie dans la sociologie. Cette tension permanente n'est pas sans provoquer incompréhensions et déchirements. Au bout du compte, on peut suggérer que les vrais problèmes de collaboration entre les diverses sciences de l'homme et de la société ne font que refléter et exprimer les difficultés de relation entre des positions qui se rapprochent soit d'un pôle formel (les mathématiques) soit d'un pôle empirique (l'histoire). Peut-être n'y a-t-il pas grand-chose de plus à dire sur les embarras que rencontrent les chercheurs de nos disciplines lorsqu'ils choisissent de travailler en commun. Il reste beaucoup à faire, en revanche, pour mieux comprendre comment leurs investigations s'appuient sur l'analyse statistique des distributions, sur la cartographie et les formes spatiales de l'intuition sensible, sur l'informatique et enfin sur la modélisation. Dans cette région incertaine où se multiplient de nos jours des innovations tantôt subalternes tantôt décisives, jamais la « volonté d'y voir clair » célébrée par Éluard n'a été plus nécessaire.

Nouveaux cadrages, objets nouveaux, démarches à venir ?

Quand on sort du cercle des SHS pour aborder les relations avec les sciences de la terre et les sciences de la vie, il convient de rappeler d'abord ce qui a été dit sur les conditions sociales de production des connaissances. La chimie, la géologie, l'entomologie, l'agronomie sont aussi humaines et sociales que l'anthropologie et la démographie...

Les hommes et les femmes en blouse blanche qui travaillent derrière des microscopes ou devant des paillasse recourent, ni plus ni moins que d'autres, aux hasards de l'intuition et aux désordres de l'imagination, quitte à justifier *a posteriori* par de sages protocoles d'expérience leurs inventions et leurs choix. Comme tout le monde, ils appartiennent à des groupes qui se font la guerre et qui passent des traités. C'est ce que nous dit Latour, auquel nous arrivons :

« La science ne se produit pas de façon plus scientifique que la technique de manière technique, l'organisation de manière organisée, ou l'économie de manière économique. » (Latour, 1991 : 157.)

Inutile d'insister là-dessus. Le livre de Latour est précieux parce qu'on y trouve un fil conducteur, un raccourci aussi éclairant que celui suggéré par Granger. Ce raccourci trouve son principe dans la volonté moderne de repousser le naturel et le social vers les limites purifiées d'un espace divisé en deux régions aussi radicalement séparées que possible. D'un côté l'univers des faits et des lois naturels, des choses en soi, des mécanismes permanents et transcendants inscrits dans l'ordre des choses ; de l'autre les hommes entre eux, les enjeux et les arrangements humains, les conflits, les représentations et les compromis entretenant et renouvelant à l'infini la vie sociale.

Ce n'est pas mal vu. Les économistes se souviennent que dans son autobiographie, Stuart Mill (1963 : 208-209) reconnaît devoir aux conseils de son épouse

la tonalité (*general tone*) qui distingue selon lui ses *Principles of Political Economy* des traités antérieurs. Cette tonalité naît d'une distinction désormais claire entre les lois de production des richesses, qui sont des lois naturelles reposant sur les propriétés des objets, et les modes de distribution qui, sous certaines conditions, dépendent de la volonté des hommes. L'ouvrage de Stuart Mill cesserait donc, enfin, de confondre sous la désignation abusivement générale de lois économiques ce qui dépend des immuables conditions de la vie sur terre et ce qui n'est que la conséquence d'arrangements sociaux particuliers et transitoires. Dans la terminologie de Latour, Stuart Mill serait donc l'un des premiers économistes modernes, grâce à sa femme.

Le problème, c'est que dans son élan vers la modernité ainsi entendue, la science scientifique rejette dans la clandestinité et rend invisibles une foule croissante de réseaux et de machines composés à la fois de nature et de culture. Cela, très fâcheusement, dans un temps où sciences et techniques multiplient « *les non-humains enrôlés dans la fabrique des collectifs et rendent plus intime la communauté que nous formons avec ces êtres.* » (Latour, 1991 : 147.)

Ces collectifs, ces hybrides qui s'appellent pollution des rivières, trou dans la couche d'ozone, sida, se développent spontanément, bien à l'abri derrière le bla-bla-bla des planificateurs et des politiciens. Quant aux chercheurs, tournés de préférence vers les essences pures ou purifiées qu'ils peuvent ranger de plein droit dans la nature ou dans la culture, ils ignorent avec persévérance la zone intermédiaire où s'agitent les objets *sui generis* qu'il n'est pas possible ou pas concevable d'assigner à l'un ou à l'autre des registres scientifiques officiellement reconnus. À l'évidence, la coalition d'efforts nécessaire pour repérer et étudier comme ils le méritent les passagers clandestins qui chargent de plus en plus la barque commune ne résultera pas d'un habile plan de bataille regroupant sur le papier des disciplines que la Constitution moderne (pour parler comme Latour) sépare avec la dernière énergie.

La solution, si elle existe, ne saurait être entrevue qu'au terme d'un détour assez long. Une fois qu'on aura pris et fait prendre conscience de l'existence et du poids des hybrides latouriens, une fois qu'on les aura délimités, classés et nommés, on pourra commencer, sans aucune idée préconçue, à construire les instruments et les dispositifs scientifiques inédits qui permettront de les étudier. Cela, inévitablement, à côté ou en dehors des cadres et des codes académiques reçus jusqu'ici puisque la principale caractéristique de ces codes et de ces cadres, c'est leur capacité d'occulter les objets qu'on se propose désormais d'observer.

Peut-être alors semblera-t-il à propos de répéter en grand et délibérément, sous des formes à découvrir, les errements des africanistes de naguère qui, protégés par la distance et l'indifférence, abordaient avec une certaine innocence l'étude exhaustive d'activités mal connues (Couty, 1989). Peut-être trouvera-t-on expédient de rouvrir des livres démodés, qui offrent précisément l'exemple d'un discours traitant *en même temps* de faits naturels socialisés et de rapports sociaux inséparables du monde naturel³. Plus près de nous, on pourra sans doute aussi s'inspirer des tentatives courageuses que certains organismes de recherche effectuent pour saisir, au-delà des clivages nature-culture, la complexité de systèmes fonctionnant dans des espaces réparables⁴. *L'establishment* scientifique tolère jusqu'ici ces expériences dérangeantes, dans la mesure où elles demeurent marginales et discrètes, mais la tendance générale, on le sait bien, est plus que jamais à la spécialisation extrême dans des voies prudemment étiquetées et fortement

³ Ainsi le livre de BARTRAM, traduit et présenté par CHATELIN (1991).

⁴ Par exemple le département SAD (Systèmes agraires et développement) de l'INRA.

balisées par des puissances impitoyables. D'où la manœuvre de contournement envisagée : la multidisciplinarité, qui n'est pas une fin en soi mais seulement un moyen parmi d'autres, ne se machinera pas à coups d'organigrammes ingénieux et d'appels d'offres subtils, mais s'imposera d'elle-même comme conséquence d'un renouvellement radical des cadrages, des objets et des approches.

Ajoutons, pour conclure, que l'orientation suggérée pourrait bien permettre de passer continûment, comme le dit Latour, non seulement de l'humain au non-humain, mais aussi du local au global :

« Les agrégats ne sont pas faits d'un autre bois que ce qu'ils agrègent, et les deux extrêmes — le local et le global — sont beaucoup moins intéressants que les agencements intermédiaires nommés réseaux. » (Latour, 1991 : 166).

Voilà le *no bridge* des économistes renvoyé aux vieilles lunes ! Micro et macro se trouvent fermement rapprochés dans les représentations comme ils le sont dans la réalité, et la science économique repart sur nouveaux frais. Qui dit mieux ?

BIBLIOGRAPHIE

CHATELIN (Y.) trad. et prés., *Le voyage de William Bartram (1773-1776) : Découverte du paysage et invention de l'exotisme américain*, Paris, 1991, Karthala ORSTOM, 291 p.

COUTY (Ph.), Mais c'était dans un autre pays : Recherches sur la pêche et le commerce du poisson dans le Bassin tchadien avant et après les indépendances, *in Cab. Orstom Sc. Hum.*, 1989, vol. XXV n° 1-2 : 9-19.

COUTY (Ph.), *Sciences sociales et Recherche multidisciplinaire à l'ORSTOM*. Paris, 1990, ORSTOM, 45 p., *multigr.*

GEMDEV (GIS Économie mondiale, Tiers-Monde, Développement), « Recherches récentes sur le développement » *in Cab. Gemdev* n° 18, juin 1991 Paris, 163 p., *multigr.*

GRANGER (G.-G.), *Contenu empirique et contenu formel dans les Sciences de l'Homme*, cours au Collège de France, 1988.

LATOUR (B.), *Nous n'avons jamais été modernes : Essai d'Anthropologie symétrique*, Paris, 1991, La Découverte, 211 p.

STUART MILL (J.), *Autobiography*, Londres, 1963, Oxford University Press, 343 p.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

TEXTES DE L'OUVRAGE

« Mais c'était dans un autre pays. Recherches sur la pêche et le commerce du poisson dans le Bassin tchadien avant et après les indépendances », *Cahiers des Sciences Humaines*, ORSTOM, 1989, vol. XXV, 1-2 : 9-19.

« Nécessité fertile ou le pêcheur sans arbres », *Cahiers ORSTOM, série Sciences Humaines*, 1980, vol. XVII, 3-4 : 223-226.

« Différences de niveau technologique et circuits commerciaux africains », *Cahiers ORSTOM, série Sciences Humaines*, 1973, vol. X, 4 : 311-320.

« La structure des économies de savane africaine », *Cahiers ORSTOM, série Sciences Humaines*, 1968, vol. V, 2 : 23-43.

« Évolution économique et fonction commerciale », *Cahiers ORSTOM, série Sciences Humaines*, 1978, vol. XV, 3 : 281-304.

« De l'autre côté du miroir », Inédit, novembre 1993.

« Mourides et arachide au Sénégal », *Revue Tiers-Monde*, avril-juin 1982, tome XXIII, 90 : 311-314.

« Vingt-cinq ans de recherche sur les agricultures africaines », *Cahiers des Sciences Humaines*, ORSTOM, 1990, vol. XXVI, 3 : 343-363.

« La production agricole en Afrique subsaharienne : manières de voir et façons d'agir », *Cahiers des Sciences Humaines*, ORSTOM, 1987, vol. XXIII, 3-4 : 391-408.

« Risque agricole, périls économiques », in : *Le risque en agriculture*, ELDIN (M.) et MILLEVILLE (P.) éd. scientif., ORSTOM, Paris, 1989 : 561-568.

« L'agriculture africaine en réserve. Réflexions sur l'innovation et l'intensification agricoles en Afrique tropicale », *Cahiers d'Études africaines*, 1991, vol. XXXI, 1-2 : 65-81.

« Peut-on perfectionner les théories du développement ? », *Cahiers ORSTOM, série Sciences Humaines*, 1975, vol. XII, 3 : 213-220.

« Le temps, l'histoire et le planificateur », *AMIRA*, note n° 32, INSEE-Coopération, Paris, 1981, 12 p.

« Environnement et développement : les limites de la science économique », *Afrique contemporaine*, 1992, 161 : 19-30.

« Développement autonome et compensation », *Études Rurales*, janvier-juin 1987, 105-106 : 299-313.

« Autrement dit. Remarques sur la recherche en milieu multilingue », *Cahiers des Sciences Humaines*, ORSTOM, 1991, vol. XXVII, 3-4 : 395-401.

« Lawrence d'Arabie ou la volonté d'y voir clair », *Bulletin Bibliographique*, INSEE-Coopération, Paris, 1987, 15 : 99-111.

Présentation d'un texte de Gilles Sautter « Le temps des méthodes », *AMIRA*, note n° 56, INSEE-Coopération, Paris, 1988 : I-V.

« Ôte-moi d'un doute. Trois questions sur l'anthropologie économique », in: *Approche anthropologique et recherche économique à l'ORSTOM*, ORSTOM, Paris, 1985 : 129-137.

« Similitudes, simulacres et absence », in *SEMINFOR 2 - La modélisation : aspects pratiques et méthodologie*, Montpellier 26-28 sept. 1988, ORSTOM, Collection Colloques et Séminaires, Paris, 1989 : 385-426.

« Des éléments aux systèmes. Réflexions sur les procédés de généralisation dans les enquêtes de niveau de vie en Afrique », *AMIRA*, note n° 28, INSEE-Coopération, Paris, 1979, 43 p.

« Compter, raconter. Vers le social réfléchi », in : *Au-delà du quantitatif, Chaire Quetelet 1985*, Université Catholique de Louvain, GÉRARD (H.) et LORIAUX (M.) éd. scientif., Academia-Bruylant 1988 : 587-615.

« La vérité doit être construite », *Cahiers ORSTOM, série Sciences Humaines*, 1984, vol. XX, 1 : 5-15.

« Le cercle des sciences. Réflexions sur la recherche multidisciplinaire », *Cahiers des Sciences Humaines*, ORSTOM, 1993, vol. XXIX, 1 : 231-237.

OUVRAGES PARUS

PÂQUES, Viviana, *Le roi pêcheur et le roi chasseur*, avril 1992, Professeur à l'Université de Strasbourg.

LAPEYRONNIE, Didier, *Un syndicat communiste : la CGT à Bordeaux, 1947-1980*, avril 1992, EHESS-CADIS, Préface de François Dubet.

BROSSOLLET, Cécile, *Fondements de la division du travail dans les modèles économiques du ménage*, avril 1992, Docteur en sciences économiques, ESSEC, Préface de François Bourguignon.

SAGOT-ORTEGA, Aurore, *Tisserandes du Salento*, juin 1992, Docteur en ethnologie EHESS, Préface de Paul-Henri Stahl.

ESU, Aidé, *La violence en Sardaigne : la parole et le fusil contre l'État*, juillet 1992, Docteur en sociologie EHESS, Préface d'Alain Touraine.

DOREL-FERRÉ, Gracia, *Les colonies industrielles en Catalogne : le cas de la Colonia Sedó*, septembre 1992, Docteur ès Lettres EHESS, Préface de Louis Bergeron.

SAUNIER, Annie, *"Le pauvre malade" dans le cadre hospitalier médiéval : France du Nord, vers 1300-1500*, janvier 1993, Docteur ès Lettres, Université Paris IV, Préface de Jean Imbert.

MINOT, Françoise, *Étude sémiotico-psychanalytique de quelques films publicitaires*, janvier 1993, Docteur en sciences du langage, Université Paris XIII, Préface de Patrick Charaudeau.

MEYER, Rosemarie, *Télévision et éducation : d'un apprenant modèle aux spectateurs réels*, avril 1993, Docteur en Sciences de l'Éducation EHESS, Préface de Georges Lapassade.

GONTHIER, Nicole, *Délinquance, justice et société dans le Lyonnais médiéval : de la fin du XIIIe siècle au début du XVIe siècle*, septembre 1993, Docteur ès Lettres, Professeur à l'Université de Lyon III, Préface de René Fédou.

SAUTTER, Gilles, *Parcours d'un géographe - Des paysages aux ethnies, de la brousse à la ville, de l'Afrique au monde*, 2 volumes, décembre 1993, Professeur émérite à l'Université Paris I, Directeur d'Études à l'EHESS.

DUTEIL, Jean-Pierre, *Le mandat du ciel. Le rôle des jésuites en Chine*, octobre 1994, Docteur ès Lettres, Préface de Jean Delumeau.

BAZIN, Louis, *Les Turcs. Des mots, des hommes*, novembre 1994, coédition avec l'Akadémiai Kiadó, Membre de l'Institut, Professeur émérite à l'Institut National de Langues et civilisations orientales, Directeur d'Études à l'École Pratique des Hautes Études (4e section), Préface de James Hamilton.

FÉLISSIER, Paul, *Campagnes africaines en devenir*, février 1995, Professeur émérite à l'Université Paris X.

COMOLLI, Annie, *Cinématographie des apprentissages. Fondements et stratégies*, mai 1995, Docteur ès Lettres, Préface de Jean Rouch.

HENRIOT, Christian (sous la direction de), ouvrage collectif, *Les métropoles chinoises au XXe siècle*, mai 1995.

POUSIN, Frédéric, *L'architecture mise en scène. Essai sur la représentation du modèle grec au XVIIIe siècle*, janvier 1996, Architecte D.P.L.G., Docteur de l'EHESS, Préface de Hubert Damisch.

Ce livre a été réalisé
aux Ateliers Sud-Hélioz
84, Bd. St. Michel
75006 Paris
mars 1996

Que gagnons-nous, que perdons-nous lorsque nous construisons des représentations et des interprétations à partir de récits, d'observations et de mesures recueillis au cours d'une enquête ? Telle est la question que posent, sous différentes formes, les articles rassemblés dans cet ouvrage, à propos de recherches sur le commerce traditionnel et l'agriculture en Afrique tropicale.

Particulièrement frappantes quand on s'intéresse au continent noir, les limitations de la science économique courante et de la technique statistique justifient une association avec l'anthropologie et la géographie. Pour fécondes qu'elles soient cependant, la juxtaposition et la combinaison des points de vue propres à différentes sciences sociales ne dispensent pas d'imaginer un dépassement radical de leurs approches, dans une direction que la pensée conceptuelle pressent et exclut à la fois : celle de la présence immédiate de l'être dans le monde sensible.

Les deux premières parties du livre font référence à des enquêtes de première main menées auprès des commerçants de produits vivriers du Bassin tchadien, puis d'agriculteurs wolof du Sénégal. La troisième partie aborde les problèmes du développement global, envisagés dans leurs rapports avec l'histoire. Les textes de la dernière partie concernent les relations entre sciences sociales, les problèmes de la pluridisciplinarité, la nature des représentations scientifiques. Tous ces sujets sont traités à partir d'une expérience concrète de la recherche en milieu africain, ou d'une analyse de la littérature spécialisée relative aux agricultures de l'Afrique tropicale.